

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1892



Digitized by the Internet Archive  
in 2024

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

**M. LOUIS RENAULT**

Professeur de Droit des gens  
À la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,  
Membre de l'Institut de Droit international.

---

DEUXIEME SÉRIE

---

**TOME XLIV**  
OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE

---

PARIS

---

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### FRANCE — MEXIQUE

##### **Convention relative à l'échange des colis postaux.**

10 décembre 1891 (1).

Le Président de la République française et le Président de la République mexicaine, désirant faciliter les relations commerciales entre la France et le Mexique au moyen de l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur, sur les bases de la convention de Paris du 3 novembre 1880, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. Blanchard de Farges (Albert-Henri), Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française à Mexico, officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, etc., etc.,

Et le Président de la République mexicaine, M. le licencié don Ignacio Mariscal, Secrétaire d'Etat des relations extérieures,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — I. Il peut être expédié, sous la dénomination de « colis postaux », des colis sans déclaration de valeur, savoir :

De la France et de l'Algérie pour le Mexique, jusqu'à concurrence de 3 kilogrammes.

Du Mexique pour la France et l'Algérie, jusqu'à concurrence de 3 kilogr.

II. Est réservé aux administrations des postes des deux pays le droit de déterminer ultérieurement, d'un commun accord, si leurs règlements respectifs le permettent, les prix et conditions applicables aux colis de plus de 3 kilogr. jusqu'à 5 kilogr.

(1) *Journal officiel de la République française*, du 19 août 1892.

Art. 2. — Les administrations des postes de France et du Mexique assureront le transport des colis entre les deux pays par les moyens de transport dont elles disposent.

Art. 3. — Pour chaque colis expédié de la France et de l'Algérie à destination du Mexique, l'administration des postes de France paye à celle du Mexique, savoir :

Un droit territorial de 50 centimes.

Pour chaque colis expédié du Mexique à destination de la France et de l'Algérie, l'administration des postes du Mexique paye à celle de France :

Un droit territorial de 50 centimes.

Art. 4. — L'affranchissement complet des colis postaux est obligatoire.

Art. 5. — I. Le transport entre la France continentale, d'une part, et l'Algérie et la Corse, de l'autre, donne lieu à une surtaxe de 25 centimes par colis, à titre de droit maritime, à percevoir sur l'expéditeur.

Tout colis provenant ou à destination des localités de l'intérieur de la Corse et de l'Algérie donne lieu, en outre, à une surtaxe de 25 centimes par colis, qui est également à la charge de l'expéditeur.

Ces surtaxes sont, le cas échéant, bonifiées par l'administration mexicaine à l'administration française.

II. Les deux parties contractantes se réservent la faculté de faire usage d'une surtaxe de 25 centimes à l'égard des colis postaux échangés entre la France continentale et le Mexique.

Art. 6. — Il est loisible au pays de destination de percevoir du destinataire, pour le factage et l'accomplissement des formalités en douane, un droit dont le montant total ne peut excéder 25 centimes par colis.

Art. 7. — Les colis auxquels s'applique la présente convention ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les articles 3, 5 et 6 précédents, et par l'article 8 ci-après.

Art. 8. — La réexpédition des colis postaux de l'un des deux pays sur l'autre, par suite de changement de résidence des destinataires, ainsi que le renvoi des colis postaux tombés en rebut, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les articles 3, 5 et 6, à la charge des destinataires, ou, le cas échéant, des expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres acquittés.

Art. 9. — Il est interdit d'expédier par la voie de la poste des colis contenant, soit des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance, soit des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres.

Art. 10. — Les administrations des postes des deux pays contractants ne seront tenues à aucune responsabilité pécuniaire à raison du service des colis postaux, tant que la législation mexicaine ne comportera pas cette responsabilité.

Art. 11. — La législation intérieure de chacun des deux pays contractants demeure applicable en tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans la présente convention.

Art. 12. — Les administrations des postes des deux pays contractants désignent les bureaux ou localités qu'elles admettent à l'échange international des colis postaux ; elles règlent le mode de transmission de ces



colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Art. 13. — L'administration des postes de France et l'administration des postes du Mexique fixeront, d'un commun accord, d'après le régime établi par la convention de Paris du 3 novembre 1880, et, s'il y a lieu, par l'acte additionnel de Lisbonne du 21 mars 1885, les conditions auxquelles pourront être échangées entre leurs bureaux d'échange respectifs les colis postaux originaires ou à destination des pays étrangers qui emprunteront l'intermédiaire de l'un des deux services pour correspondre avec l'autre (1).

Art. 14. — L'envoyeur d'un colis postal peut obtenir un avis de réception de cet objet. Chaque pays pourra, dans ce cas, faire payer d'avance un droit fixe de 25 centimes ; ce droit est acquis en entier à l'administration du pays d'origine.

Art. 15. — Chaque pays se réserve le droit de faire exécuter les clauses de la présente convention par les entreprises de chemins de fer et de navigation dont il dispose.

Il pourra, en même temps, limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

Les administrations des postes de chaque pays s'entendront avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de la convention ci-dessus et pour organiser le service d'échange.

Art. 16. — I. La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront les administrations des postes des deux pays, après que la promulgation en aura été faite selon les lois particulières à chacun des deux Etats.

II. Elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

III. Si, dans le courant de la première année, l'exécution de la présente convention n'a présenté aucune difficulté quant au règlement du produit des taxes entre les deux pays, l'art. 3 restera en vigueur pendant toute la durée de la convention.

Dans le cas contraire, les administrations des deux pays régleront, d'un commun accord, la destination à donner au produit dont il s'agit.

Art. 17. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Mexico, le 10 décembre 1891.

(L. S.) Signé : BLANCHARD DE FARGES.

(L. S.) Signé : IGNACIO MARISCAL.

#### Protocole.

Au moment de procéder à l'échange des ratifications de la convention signée, le 10 décembre 1891, entre la France et le Mexique, pour régler

(1) Il est à remarquer que les deux Actes internationaux visés dans cet article ont été remplacés par une Convention signée à Vienne le 4 juillet 1891. (V. *Archives*, 1892. III, p. 52).

l'échange des colis postaux entre les deux pays, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

« L'article 4 de cette convention stipulant que « l'affranchissement complet des colis postaux est obligatoire » doit être entendu comme signifiant que la taxe afférente au transport territorial et maritime devra être toujours acquittée, au départ, par l'expéditeur. Cet article ne vise, toutefois, que la taxe afférente au transport maritime et territorial et ne concerne en aucune façon le paiement préalable des frais accessoires pouvant grever le colis postal à l'arrivée, tels que droits de douane, d'octroi, de timbre, de factage à domicile, etc., etc. »

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent protocole, qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la convention signée entre la France et le Mexique, le 10 décembre 1891.

Fait en double exemplaire à Mexico, le 25 juin 1892.

(L. S.) Signé : BLANCHARD DE FARGES.

(L. S.) Signé : IGNACIO MARISCAL.

**Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la convention concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur, conclue entre la France et le Mexique.**

Les soussignés, vu l'article 11 de la convention du 10 décembre 1891 concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution de ladite convention :

Article premier. — I. L'échange des colis postaux s'effectuera par les Compagnies de navigation dont chaque pays dispose.

II. Les parties contractantes se réservent toutefois de faire usage d'une autre voie si, d'un commun accord, elles en reconnaissent la nécessité.

III. Après entente, s'il en est besoin, avec les autres offices intéressés, chaque administration communiquera à l'autre, par le moyen de tableaux conformes au spécimen A ci-annexé et dans l'ordre suivant :

a) Une liste des pays avec lesquels des colis postaux peuvent être échangés par son intermédiaire.

b) Les voies par lesquelles ces colis peuvent être acheminés depuis leur point d'entrée sur son territoire ou dans son service.

c) Le total des frais que l'administration expéditrice doit payer pour chaque pays.

IV. Au moyen du tableau A, chaque administration fixe les voies à employer pour la transmission de ses colis postaux et détermine les taxes à percevoir des expéditeurs d'après les conditions dans lesquelles le transport intermédiaire s'effectue.

Art. 2. — I. La perception des droits d'affranchissement sera basée sur l'unité de 50 centimes équivalente à 10 centavos.

II. En conséquence, la taxe à percevoir, aux termes des articles 3 et 5 de la convention, se décompose comme suit :



1° *Colis de la France pour le Mexique.*

Pour chaque colis n'excédant pas 3 kilogr.		
Droit territorial français.....	0 50	= 10 centavos.
Droit territorial du Mexique...	0 50	= 10 centavos.
Droit maritime.....	2 »	= 40 centavos.
Total...	3 »	= 60 centavos.

2° *Colis du Mexique pour la France.*

Pour chaque colis n'excédant pas 3 kilogr.		
Droit territorial du Mexique...	0 50	= 10 centavos.
Droit territorial français.....	0 50	= 10 centavos.
Droit maritime... ..	2 »	= 40 centavos.
Total...	3 »	= 60 centavos.

III. Lorsque l'affranchissement n'aura pas été effectué au moyen de timbres-poste apposés sur le colis, la somme perçue devra être inscrite sur le bulletin d'expédition.

Art. 3. — Les colis postaux ne peuvent avoir aucune dimension supérieure à 60 centimètres, ni un volume supérieur à 20 décimètres cubes.

Art. 4. — I. Sont exclus du transport les colis contenant des matières explosibles ou inflammables, et, en général, les articles dont le transport présente un danger quelconque ainsi que les animaux vivants.

II. Chacune des deux administrations devra fournir à l'autre une liste des articles prohibés ; mais les administrations n'encourent, de ce fait, aucune responsabilité vis-à-vis de la police, de la douane ou des expéditeurs de colis.

Art. 5. — Pour être admis au transport, tout colis doit :

1° Porter l'adresse exacte du destinataire ;

2° Etre emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve suffisamment le contenu. L'emballage doit être tel qu'il soit impossible de porter atteinte au contenu sans laisser une trace apparente de violation ;

3° Etre scellé par un cachet à la cire, par un plomb ou par tout autre moyen avec empreinte ou marque spéciale de l'expéditeur.

Art. 6. — I. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et d'une déclaration en douane, conforme ou analogue aux modèles B et C ci-joints.

Les deux administrations se renseignent réciproquement sur le nombre de déclarations en douane à fournir pour chaque destination.

II. Toutefois, il est permis de ne faire usage que d'un seul bulletin d'expédition et d'une seule déclaration en douane pour plusieurs colis jusqu'au nombre de trois, adressés par un même expéditeur à un même destinataire.

III. Pour les expéditions effectuées dans le sens du Mexique sur la France, la déclaration pour la douane pourra être rédigée en langue espagnole.

Art. 7. — I. Chaque colis ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit être revêtu d'une étiquette conforme ou analogue au modèle D ci-annexé et indiquant le numéro d'enregistrement et le nom du bureau de dépôt.

II. Le bulletin d'expédition doit, en outre, porter l'indication du lieu et de la date du dépôt.

Art. 8. — I. La transmission des colis postaux entre les bureaux d'échange s'opère en récipients clos de la manière suivante :

Au départ de la France, l'agence maritime insère dans les récipients clos les colis postaux pour le Mexique.

Au départ du Mexique, l'office du Mexique forme des récipients clos pour l'agence maritime du port de débarquement en France, dans lesquels sont insérés tous les colis à destination de la France et des pays auxquels la France peut servir d'intermédiaire.

II. Les récipients renfermant les colis expédiés du Mexique sont embarqués à bord des paquebots par les soins de l'office postal mexicain, à qui il appartient de remplir les formalités en douane s'il y a lieu.

III. Les récipients renfermant les colis apportés au Mexique sont tenus à la disposition du représentant de l'office postal mexicain à bord des paquebots, et l'échange s'effectue le long du bord.

Art. 9. — Les colis postaux sont inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au modèle E annexé au présent règlement, avec tous les détails que cette formule comporte. Les bulletins d'expédition et les déclarations en douane sont attachés à la feuille de route.

Art. 10. — I. A la réception d'une feuille de route le bureau d'échange destinataire procède à la vérification des colis postaux et des divers documents qui y sont inscrits, et, s'il y a lieu, opère la constatation des manquants ou autres irrégularités, en se conformant aux règles tracées pour les objets recommandés par l'art. 13 du règlement d'exécution de la convention de l'Union postale universelle du 1<sup>er</sup> juin 1878.

II. Les récipients servant à la transmission sont revêtus des cachets ou plombs du bureau d'échange expéditeur, et ces cachets ou plombs ne doivent être rompus que par le bureau d'échange destinataire.

Art. 11. — I. Les colis postaux reçus en fausse direction seront réexpédiés à destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur. Lorsque cette réexpédition entraîne restitution des colis à l'office d'origine, les bonifications inscrites à la feuille de route de cet office sont annulées et le bureau d'échange réexpéditeur livre ces objets pour mémoire à son correspondant, après avoir signalé l'erreur par un bulletin de vérification. Dans le cas contraire, et si le montant bonifié à l'office réexpéditeur est insuffisant pour couvrir ce dernier des frais de réexpédition, cet office se crédite de la différence en portant la somme inscrite à son avoir sur la feuille de route de l'office expéditeur. Le motif de cette rectification est notifié audit office au moyen d'un bulletin de vérification.

II. Les colis postaux réexpédiés, par suite du changement de résidence des destinataires, sur un des pays participant à l'échange des colis postaux avec la France et le Mexique sont grevés, à la charge des destinataires, par l'office distributeur, d'une taxe représentant la quote-part revenant à ce dernier office, à l'office réexpéditeur et, s'il y a lieu, à chacun des offices intermédiaires.

L'office réexpéditeur se crédite de sa quote-part sur l'office intermédiaire ou sur l'office de la nouvelle destination. Dans le cas où le pays



de réexpédition et celui de la nouvelle destination ne sont pas limitrophes, le premier office intermédiaire qui reçoit un colis postal réexpédié se crédite du montant de sa quote-part et de celle de l'office réexpéditeur vis-à-vis de l'office auquel il livre cet objet; et ce dernier, à son tour, s'il n'est lui-même qu'un intermédiaire, répète sur l'office suivant sa propre quote-part, cumulée avec celles dont il a tenu compte à l'office précédent. La même opération se poursuit dans les rapports entre les divers offices participant au transport jusqu'à ce que le colis postal parvienne à l'office distributeur.

Toutefois, si la taxe exigible pour le parcours ultérieur d'un colis à réexpédier est acquittée au moment de la réexpédition, cet objet est traité comme s'il était adressé directement du pays réexpéditeur au pays de destination, et remis sans taxes postales au destinataire.

III. Les expéditeurs des colis tombés en rebut seront consultés sur la manière dont ils entendent en disposer. Les demandes d'avis seront échangées directement entre les deux administrations centrales.

Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent être vendus immédiatement, sans avis préalable et sans formalités judiciaires, au profit de qui de droit. Il est dressé procès-verbal de la vente.

Si, dans le délai de six mois à partir de l'expédition de l'avis, l'office de destination n'a pas reçu des instructions suffisantes, le colis est renvoyé à l'office d'origine.

Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route, avec la mention « rebut non livrable », dans la colonne d'observations. Ils sont traités et taxés comme les objets réexpédiés par suite du changement de résidence des destinataires.

IV. Tout colis dont le destinataire est parti pour un pays ne participant pas à l'échange des colis postaux avec la France ou avec le Mexique, est traité comme rebut, à moins que l'office de la première destination ne soit en mesure de le faire parvenir.

V. Si l'une des prohibitions prévues à l'article 9 de la convention est constatée en cours des opérations d'échange, le colis est purement et simplement rendu au bureau d'échange expéditeur dans la forme prévue par le paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

Art. 12. — I. Chaque administration fait établir mensuellement, par chacun de ses bureaux d'échange, et pour tous les envois reçus des bureaux d'échange correspondants, un état conforme au modèle F, annexé au présent règlement, des sommes inscrites sur chaque feuille de route, soit à son crédit, pour sa part personnelle et celle de chacune des administrations intéressées, s'il y a lieu, dans les taxes perçues par l'office expéditeur, soit à son débit, pour la part revenant à l'office réexpéditeur et aux offices intermédiaires, en cas de réexpédition et de rebut, dans les taxes à recouvrer des destinataires.

II. Les états F sont ensuite récapitulés par les soins de la même administration dans un compte G, également annexé au présent règlement.

III. Ce compte, accompagné des états mensuels, des feuilles de route et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y afférents, est soumis à l'examen de l'office correspondant dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

IV. Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés de part

et d'autre, sont résumés dans un compte général trimestriel par les soins de l'administration créditrice.

V. Le solde résultant de la balance des comptes réciproques entre les deux offices est payé par l'office débiteur à l'office créateur en francs effectifs et au moyen de traites tirées sur la capitale ou sur une place commerciale du pays de ce dernier office, les frais du paiement restant à la charge de l'office débiteur.

VI. L'établissement, l'envoi et le paiement des comptes doivent être effectués dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, avant l'expiration du trimestre suivant. Passé ce délai, les sommes dues par l'un des deux offices à l'autre office sont productives d'intérêts à raison de 5 0/0 l'an, à dater du jour de l'expiration dudit délai.

Art. 13. — Des colis postaux pourront être échangés, par la voie de France, entre le Mexique et la Tunisie. Les dispositions de la convention du 10 décembre 1891 et du présent règlement sont applicables à ces colis.

La taxe des colis postaux de ou pour la Tunisie sera celle des colis postaux de ou pour la Corse ou l'Algérie, sauf que le droit maritime afférent au transport des colis entre la France et la Tunisie sera fixé à 50 c.

Art. 14. — Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la convention du 10 décembre 1891.

Il aura la même durée que cette convention, à moins qu'il ne soit renouvelé, d'un commun accord, entre les deux administrations.

Fait à Mexico, le 22 janvier 1892.

(L. S.) Signé : BLANCHARD DE FARGES.

(L. S.) — J.-J. JIMENEZ.

## AUTRICHE-HONGRIE — FRANCE

### Déclaration relative à la communication réciproque des actes intéressant l'état civil de leurs ressortissants.

29 août 1892 (1).

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Bohême et roi apostolique de Hongrie, désirant assurer la communication réciproque des actes intéressant l'état civil de leurs ressortissants, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Les gouvernements contractants s'engagent à se transmettre réciproquement, aux époques déterminées et sans frais, des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, des actes de mariage et des actes de décès dressés sur leur territoire et concernant des ressortissants du territoire de l'autre partie contractante.

Art. 2. — La transmission des actes de décès s'étendra, en outre, aux personnes mortes en France et qui étaient nées ou qui, d'après les

(1) Promulgation dans le *Journal officiel de la République française*, du 16 septembre 1892.

renseignements fournis aux autorités locales, avaient leur domicile en Autriche ou en Hongrie.

Il en sera de même pour les actes de décès concernant des personnes mortes en Autriche ou en Hongrie, et qui étaient nées ou qui, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, avaient leur domicile en France.

Art. 3. — Tous les six mois les expéditions desdits actes dressés en France pendant le semestre précédent seront remises à l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Paris, et réciproquement les expéditions des actes analogues dressés en Autriche ou en Hongrie pendant le semestre précédent seront remises à l'ambassade de la République française à Vienne.

Art. 4. — Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation des expéditions desdits actes ne préjugera ni les questions de nationalité, ni celles qui pourront s'élever au sujet de la validité des mariages.

Art. 5. — Les actes de l'état civil demandés de part et d'autre, à la requête de particuliers non pourvus d'un certificat d'indigence, resteront soumis au paiement des droits exigibles dans chacun des pays respectifs.

Art. 6. — La présente déclaration sortira ses effets à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1893.

En foi de quoi, les soussignés, ministre des affaires étrangères de la République française et chargé d'affaires d'Autriche-Autriche à Paris, dûment autorisés, ont signé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 29 août 1892.

(L. S.) Signé : RIBOT.

(L. S.) — ZICHY.

## GRANDE-BRETAGNE — MONACO

### Traité d'extradition.

17 décembre 1891 (1)

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et Son Altesse Sérénissime, le Prince de Monaco, ayant jugé convenable, en vue d'une meilleure administration de la justice, et pour prévenir les crimes dans leurs territoires respectifs, que les individus accusés ou convaincus des crimes ci-après énumérés, et qui se seraient soustraits par la fuite aux poursuites de la justice fussent, dans certaines circonstances, réciproquement extradés ; les dites Hautes Parties Contractantes ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à l'effet de conclure un traité dans ce but, savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, M. Edwin Henry Egerton, Compagnon du Très Honorable Ordre du Bain, Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté à Paris ;

(1) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 17 mars 1892.

Et Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, Louis Fernand de Bonnefoy, Baron du Charmel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Monaco en France ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins Pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui, poursuivis ou condamnés pour un crime ou un délit commis sur le territoire de l'une des Parties, seraient trouvés sur le territoire de l'autre, dans les circonstances et sous les conditions prévues par le présent traité.

Art. 2. — Les crimes et délits pour lesquels l'extradition sera accordée sont les suivants :

1. Assassinat, tentative et complicité d'assassinat, ou complot ayant ce crime pour but.

2. Homicide sans préméditation ou guet-apens.

3. Voies de fait ayant occasionné des lésions corporelles.

4. Contrefaçon, altération de monnaies, et mise en circulation de monnaies contrefaites ou altérées.

5. Fabrication avec connaissance de cause d'un instrument, outil, ou engin destiné à la contrefaçon de la monnaie du pays.

6. Faux, contrefaçon, altération ou mise en circulation de pièces, effets ou écritures publics ou privés falsifiés, contrefaits ou altérés.

7. Soustraction frauduleuse ou vol.

8. Destruction ou dégradation de toute propriété, lorsque le fait incriminé est punissable de peines criminelles ou correctionnelles.

9. Escroquerie d'argent, valeurs, ou d'autres objets, sous de faux prétextes.

10. Recel en connaissance de cause de numéraire, valeurs ou autres objets volés, provenant de soustractions, d'escroquerie ou d'abus de confiance.

11. Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites.

12. Abus de confiance (commis par un dépositaire, administrateur, banquier, fidéi-commissaire, mandataire, commissionnaire, membre ou fondateur d'une Société quelconque).

13. Faux serment ou subornation de témoins.

14. Viol.

15. Commerce charnel avec une jeune fille âgée de moins de 16 ans, ou tentative de ce fait, en tant que les faits sont punissables d'après la loi du pays requis.

16. Attentat à la pudeur avec violence. Attentat à la pudeur sans violence sur des enfants de l'un ou l'autre sexe, âgés de moins de 13 ans.

17. Administration de substances ou emploi d'instruments dans l'intention de provoquer l'avortement.

18. Enlèvement ou détournement de mineurs.

19. Vol d'enfants.

20. Abandon, exposition, ou séquestration illégale d'enfants.

21. Séquestration ou détention illégale.

22. Vol avec effraction, escalade, ou à l'aide de fausses clefs.

23. Incendie volontaire.



24. Vol avec violence.

25. Tout acte commis avec intention de mettre en danger la vie de personnes se trouvant dans un train de chemin de fer.

26. Menaces, écrites ou autres, faites en vue d'extorsion.

27. Piraterie considérée comme crime par le droit des gens.

28. Submersion, échouement, ou destruction d'un navire en mer, ou tentative ou complot ayant ce crime pour but.

29. Attaque à bord d'un navire en haute mer dans le but d'homicide ou afin de porter de graves lésions corporelles.

30. Révolte, ou complot en vue de révolte, commis par deux ou plusieurs personnes à bord d'un navire en haute mer, contre l'autorité du capitaine.

31. Traite des Esclaves telle qu'elle est punie par les lois des deux pays.

L'extradition aura également lieu pour complicité d'un des crimes ci-dessus mentionnés, pourvu que la complicité soit punissable par les lois des deux Parties Contractantes.

Il dépendra de l'Etat requis d'accorder également l'extradition pour tout autre crime à raison duquel l'extradition peut avoir lieu d'après les lois en vigueur des deux Parties Contractantes.

Art. 3. — Chacun des deux Gouvernements aura liberté pleine et entière de refuser à l'autre l'extradition de ses propres sujets.

Art. 4. — L'extradition ne sera pas accordée si l'individu réclamé par le Gouvernement du Royaume-Uni ou par celui de la Principauté de Monaco a déjà été jugé, acquitté ou puni, ou se trouve encore sous jugement, dans les territoires des deux Hautes Parties Contractantes respectivement, pour le crime à raison duquel l'extradition est demandée.

Si la personne réclamée par le Gouvernement du Royaume-Uni ou par celui de la Principauté de Monaco est en état de prévention, ou si, ayant été condamnée, elle subit la peine qui lui a été infligée dans les territoires des deux Hautes Parties Contractantes respectivement, pour un autre crime, son extradition sera différée jusqu'à sa remise en liberté, soit qu'elle ait été acquittée, soit qu'elle ait purgé sa peine ou pour toute autre raison.

Art. 5. — L'extradition n'aura pas lieu si depuis la perpétration du crime, les poursuites ou la condamnation, la prescription des poursuites ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel la demande est adressée.

Art. 6. — Le criminel fugitif ne sera pas extradé si le délit pour lequel l'extradition est demandée est considéré comme un délit politique, ou si l'individu prouve que la demande d'extradition a été faite en réalité dans le but de le poursuivre ou de le punir pour un délit d'un caractère politique.

Art. 7. — L'individu qui aura été livré ne pourra, en aucun cas, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, être maintenu en état d'arrestation ou poursuivi pour aucun crime ou faits autres que ceux qui avaient motivé l'extradition, à moins qu'il n'ait été réintégré, ou n'ait eu l'occasion de retourner de lui-même dans l'Etat qui l'avait extradé.

Cette stipulation n'est pas applicable aux crimes commis après l'extradition.

Art. 8. — L'extradition sera demandée de la manière suivante :

La demande de la part du Gouvernement de Sa Majesté Britannique pour l'extradition d'un criminel réfugié dans la Principauté de Monaco sera fait par le Consul de Sa Majesté accrédité près de Son Altesse Sérénissime.

La demande de la part de la Principauté de Monaco pour l'extradition d'un criminel fugitif dans le Royaume-Uni sera faite par le Consul-Général de Monaco à Londres.

La demande d'extradition d'un prévenu devra être accompagnée d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité compétente de l'Etat requérant, et des preuves qui, d'après les lois de l'endroit où le prévenu a été trouvé, justifieraient son arrestation si l'acte punissable y avait été commis.

Si la demande d'extradition concerne une personne déjà condamnée, elle doit être accompagnée de l'arrêt de condamnation qui a été rendu contre le coupable par le Tribunal compétent de l'Etat requérant.

Un arrêt rendu par contumace ne sera pas considéré comme une condamnation, mais une personne ainsi condamnée pourra être traitée comme une personne poursuivie.

Art. 9. — Si la demande d'extradition s'accorde avec les stipulations précédentes, les autorités compétentes de l'Etat requis procéderont à l'arrestation du fugitif.

Art. 10. — Si le fugitif est arrêté sur le territoire Britannique, il sera aussitôt amené devant un magistrat compétent, qui devra l'entendre et procéder à l'examen préliminaire de l'affaire de la même manière que si l'arrestation avait eu lieu pour un crime commis sur le territoire Britannique.

Les autorités de la Grande-Bretagne, quand elles procéderont à l'examen établi par les stipulations précédentes, devront admettre comme preuves entièrement valables les dépositions assermentées ou les affirmations faites à Monaco, ou les copies de ces pièces, de même que les mandats d'arrêt et les sentences rendues dans ce pays, ainsi que les certificats de condamnation ou les pièces judiciaires constatant le fait d'une condamnation, pourvu que ces documents soient rendus authentiques de la manière suivante :

1. Un mandat doit être signé par un Juge, Magistrat, ou officier de la Principauté de Monaco.

2. Les dépositions ou affirmations, ou les copies de ces pièces, doivent porter la signature d'un Juge, Magistrat, ou officier de la Principauté de Monaco, constatant que ces dépositions ou ces affirmations se trouvent être en expédition originale ou en copie vidimée, selon le cas.

3. Un certificat de condamnation ou un document judiciaire constatant le fait d'une condamnation doit être certifié par un Juge, Magistrat, ou officier de la Principauté de Monaco.

4. Ces mandats, dépositions, affirmations, copies, certificats, ou documents judiciaires doivent être rendus authentiques dans chaque cas, soit par le serment d'un témoin, soit par l'apposition du sceau officiel et la légalisation du Gouverneur-Général de la Principauté de Monaco ; cependant, les pièces susénoncées pourront être rendues authentiques de toute autre manière qui serait reconnue par les lois locales en vigueur dans la partie du territoire Britannique où l'examen de l'affaire aura lieu.

Art. 11. — L'extradition d'un fugitif arrêté dans la Principauté de Monaco sera accordée, s'il résulte de l'examen qui en sera fait par une



autorité compétente que les documents fournis par le Gouvernement Britannique contiennent des preuves *prima facie* suffisantes pour justifier l'extradition.

Les autorités de la Principauté devront admettre comme preuves entièrement valables les procès-verbaux des dépositions de témoins dressés par les autorités Britanniques, ou les copies de ces procès-verbaux ; ainsi que les procès-verbaux des condamnations ou autres documents judiciaires, ou les copies de ces actes, pourvu que ces documents soient signés ou rendus authentiques par une autorité dont la compétence sera certifiée par le sceau d'un Ministre d'Etat de Sa Majesté Britannique.

Art. 12. — L'extradition n'aura lieu que dans le cas où les preuves fournies auront été trouvées suffisantes d'après les lois de l'Etat requis, soit pour justifier la mise sous jugement du prisonnier, dans le cas où le crime aurait été commis sur le territoire dudit Etat, soit pour constater l'identité du prisonnier avec l'individu condamné par les Tribunaux de l'Etat requérant, et prouver que le crime dont il a été reconnu coupable aurait pu causer son extradition par l'Etat requis à l'époque de sa condamnation. L'extradition du fugitif n'aura lieu, dans les territoires de Sa Majesté Britannique, qu'à l'expiration d'un terme de quinze jours à dater de son emprisonnement en vue de l'extradition.

Art. 13. — Si l'individu réclamé par l'une des deux Hautes Parties Contractantes, en exécution du présent Traité, est aussi réclamé par une ou plusieurs autres Puissances, du chef d'autres crimes ou délits commis sur leurs territoires respectifs, son extradition sera accordée à l'Etat dont la demande est la plus ancienne en date.

Art. 14. — Le fugitif sera mis en liberté si les preuves suffisantes à l'appui de la demande en extradition ne sont pas produites dans l'espace de deux mois, à partir du jour de l'arrestation ou de tel autre terme plus éloigné qui aura été indiqué par l'Etat requis ou le Tribunal compétent de cet Etat.

Art. 15. — Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation seront, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise, livrés lorsque l'extradition aura lieu ; cette remise ne comprendra pas seulement les objets volés, mais encore tout ce qui peut servir de pièce de conviction.

Art. 16. — Toutes les dépenses occasionnées par une demande d'extradition seront à la charge de l'Etat requérant.

Art. 17. — Celle des Hautes Parties Contractantes qui voudrait recourir, pour l'extradition, au transit sur le territoire d'une tierce Puissance, aurait à en régler les conditions avec cette dernière.

Art. 18. — Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, une des Hautes Parties Contractantes jugera nécessaire l'audition de témoins résidant dans les Etats de l'autre, ou tout autre acte d'instruction, une Commission Rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie indiquée à l'article 8, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays sur le territoire duquel l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Art. 19. — Tous les actes et documents qui seront communiqués réciproquement en exécution du présent Traité, seront accompagnés d'une traduction Française ou Anglaise, certifiée exacte par le Consul qui trans.

met les documents conformément à l'art. 8, lorsqu'ils ne seront point rédigés dans la langue du pays requis.

Les frais occasionnés par ces traductions seront à la charge de l'Etat requérant.

Art. 20. — Les stipulations du présent Traité seront applicables aux Colonies et possessions étrangères de Sa Majesté Britannique, pour autant que faire se pourra d'après les lois en vigueur dans ces Colonies et possessions étrangères respectivement.

La demande d'extradition d'un criminel qui s'est réfugié dans une de ces Colonies ou possessions étrangères pourra être faite au Gouverneur ou à l'autorité supérieure de cette Colonie ou possession, par toute personne autorisée à fonctionner dans cette Colonie ou possession comme autorité Consulaire de la Principauté de Monaco.

Le Gouverneur ou l'autorité supérieure mentionné ci-dessus décidera à l'égard de telles demandes, en se conformant, autant que faire se pourra, d'après les lois de ces Colonies ou possessions étrangères, aux stipulations du présent Traité. Il sera toutefois libre d'accorder l'extradition ou de soumettre le cas à son Gouvernement.

Il est réservé toutefois à Sa Majesté Britannique de faire, en se conformant, autant que faire se pourra d'après les lois de ces Colonies ou possessions étrangères, aux stipulations du présent Traité, des arrangements spéciaux dans les Colonies ou possessions étrangères pour l'extradition de criminels de Monaco qui auraient trouvé un refuge dans ces Colonies ou possessions étrangères.

Les demandes concernant l'extradition de criminels qui se sont échappés d'une des Colonies ou possessions étrangères de Sa Majesté Britannique seront traitées suivant les dispositions des articles précédents du présent Traité.

Art. 21. — Le présent Traité sera exécutoire à dater du dixième jour après sa promulgation, dans les formes prescrites par les lois des deux pays. Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra, en tout temps, mettre fin au Traité en donnant à l'autre, six mois à l'avance, avis de son intention.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 17 décembre 1891.

(L. S.) Edwin H. EGERTON.

(L. S.) Le Baron DU CHARMEL.

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

### FRANCE

## APPLICATION DU NOUVEAU TARIF DOUANIER. <sup>(1)</sup>

---

### PREMIÈRE PARTIE — EUROPE

---

#### ESPAGNE

M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid, à  
M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Madrid, le 1<sup>er</sup> février 1892.

La *Gaceta* de Madrid doit publier demain la prorogation au 30 juin des traités de commerce avec l'Allemagne, la Belgique, la Suède et la Norvège, l'Autriche-Hongrie et la Suisse.

Les arrangements conclus à cet effet par l'Espagne avec l'Autriche-Hongrie, la Suède et la Norvège, sont identiques à celui qui a été signé avec l'Italie, c'est-à-dire qu'ils stipulent la continuation du régime antérieur, sauf pour les alcools qui payeront à partir d'aujourd'hui les droits portés au nouveau tarif espagnol. La prorogation du traité hispano-suisse excepte, outre les alcools, le chocolat, le vinaigre, les poissons fumés et salés par emballages de moins de 5 kilogrammes. Les pommes, poires, pruneaux, noix et vins mousseux espagnols jouiront, à leur entrée en Suisse, du traitement de la nation la plus favorisée.

Quant à l'Allemagne, l'Espagne lui accorde le régime conventionnel, en exceptant les alcools, mais avec une réduction à une peseta par 100 kilogrammes du droit inscrit au tarif pour les féculs industrielles et la dex-

(1) Documents distribués aux Chambres françaises le 18 octobre.

Pour les documents diplomatiques antérieurs au 1<sup>er</sup> février dernier, voir le *Livre jaune* publié à cette date (V. *Archives*, 1892, I, p. 269 ; II, p. 15). Il comprend la correspondance relative aux Etats suivants : Belgique, Etats-Unis, Grèce, Pays-Bas, Portugal, Suède et Norvège, Suisse, avec le texte du décret du 30 janvier 1892 qui a, en vertu de la loi du 29 décembre 1891, autorisé l'application du Tarif minimum des douanes aux marchandises originaires des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, de la Belgique, de la Suisse, des Pays-Bas et de la Grèce, et, par voie de conséquence, aux marchandises originaires de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Russie, de la Turquie, du Danemark, du Mexique, etc.

trine ; elle obtient en retour le régime de faveur accordé aux puissances qui ont récemment traité avec l'Empire allemand, excepté pour les vins qui seront soumis à la même taxation qu'auparavant. ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 16 février 1892,

La *Gaceta* a publié ce matin un décret instituant une commission chargée d'étudier les conditions dans lesquelles l'Espagne pourra conclure de nouveaux traités de commerce avec les puissances dont les conventions, actuellement en vigueur virtuellement ou par l'effet des récentes prorogations, expirent au 30 juin prochain.

Cette commission, dont les membres sont appelées à être les négociateurs des futurs arrangements, se compose de MM. Navarro Reverter, sous-secrétaire d'Etat des finances, Dupuy de Lôme, député aux Cortès, et Costedo, employé supérieur des douanes. ROUSTAN.

**M. Ducloux, vice-consul de France à Vigo, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Vigo, le 3 mars 1892.

J'ai l'honneur d'adresser sous ce pli, à Votre Excellence, la traduction d'un décret royal en date du 23 février de cette année, relatif à la circulation des marchandises dans la zone fiscale.

L'exposé des motifs constate que la zone spéciale de 10 kilomètres de largeur, établie par le décret royal du 10 novembre 1891 dans les provinces de la frontière, n'a pas une extension suffisante, et qu'il coïncide non seulement de l'élargir, mais encore de l'étendre en la prolongeant sur les provinces du littoral.

Il suffit d'un coup d'œil jeté sur le tableau, annexé au décret, des communes comprises dans la zone fiscale pour juger du développement considérable donné maintenant à la surface de la région soumise au régime des passavants et des bulletins de vente.

Pour ce qui regarde les provinces de Pontevedra et d'Orense, qui forment le ressort de ce vice-consulat, on peut dire que leur surface est presque entièrement comprise dans cette zone.

Le décret du 23 février 1892 ne paraît pas, dans ce pays, avoir été reçu favorablement par l'opinion publique. On y voit une entrave pour le commerce et l'on redoute aussi de voir le timbre auquel seront sans doute assujettis les passavants devenir une charge très lourde à ajouter aux droits excessifs des tarifs en vigueur. DUCLOUX.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE VIGO DU 3 MARS 1892.

**Traduction du décret royal en date du 23 février 1892, relatif à la circulation des marchandises dans la zone fiscale.**

Me conformant à ce qui a été proposé par le ministre des finances, d'accord avec le conseil des ministres, et conformément à l'avis de la commission de réforme des règlements de douanes,



Au nom de Mon Auguste Fils, le Roi Don Alfonso XIII, et comme Reine régente du royaume,

Je décrète ce qui suit :

Article premier. — Les denrées dites coloniales (sucre, cacao, café, cannelle, clous de girofle, poivre et thé), la passementerie et les filés de toutes matières, les tissus de toutes les espèces non assujettis à porter le plomb de la douane, les pétroles, les mélasses, les bonbons, le chocolat, les conserves alimentaires, les bestiaux, le savon commun, la parfumerie et la morue de production étrangère ou coloniale devront, pour pouvoir circuler dans la zone fiscale, être accompagnés d'un passavant délivré par une administration autorisée à cet effet.

Art. 2. — Les marchandises de production ou de fabrication nationale, similaires de celles énoncées dans l'article précédent, circuleront dans la même zone accompagnées d'un bulletin de vente du fabricant, producteur ou propriétaire, dont la qualité sera prouvée en due forme. Les bulletins de vente seront visés par les mêmes administrations autorisées à délivrer des passavants ou, à leur défaut, par l'Alcade de la commune d'expédition.

Art. 3. — La circulation sans passavant des marchandises étrangères ou coloniales soumises à cette formalité, conformément à l'article premier, constituera le délit de fraude et, sur quelque point que le fait soit découvert, sera punie de la peine spécifiée pour ces délits par la législation générale.

Art. 4. — La circulation sans bulletin de vente des marchandises de fabrication ou de production nationale, soumises à cette formalité conformément aux dispositions de l'article 2, constituera contravention et sera punie de la peine signalée dans les règlements de douanes.

Art. 5. — Le long des frontières et dans une zone de 10 kilomètres, l'existence de dépôts de marchandises étrangères sera permise seulement dans les localités possédant une administration des douanes ou d'une autre branche des finances publiques.

Art. 6. — Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur le 15 mars prochain.

Art. 7. — Le ministre des finances dictera les instructions nécessaires pour l'exécution du présent décret.

Rendu au Palais, le 23 février 1892.

MARIA-CRISTINA.

*Le Ministre des finances,*

JUAN DE LA CONCHA CASTANEDA.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan, ambassadeur de la République française, à Madrid.**

Paris, le 8 mars 1892.

A la suite du décret royal du 10 novembre, portant établissement d'une zone de surveillance douanière, vous avez, conformément à mes instructions, signalé au cabinet de Madrid le préjudice que cette mesure pourrait causer au commerce entre la France et la Péninsule.

Je vous serai obligé de vouloir bien, en vous référant aux nouvelles décisions consignées dans le décret et dans l'ordre royal du 23 février, appeler de nouveau toute l'attention de M. le ministre d'Etat sur cette question ; dans le cas où la pratique démontrerait que les dispositions adoptées en Espagne sont en réalité spécialement dirigées contre le commerce français, nous serions autorisés à prendre de notre côté telles mesures que les circonstances nous suggéreraient.

RIBOT.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid, à  
M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 16 Mars 1892.

Au cours de mon dernier entretien avec M. Canovas, le Président du Conseil a abordé de lui-même la question de la reprise des pourparlers. Il m'a dit que la rupture des dernières négociations était pour ainsi dire fatale; qu'elle était la conséquence forcée de la regrettable différence de dates entre l'expiration des divers traités conclus par l'Espagne. « Mais, a-t-il ajouté aussitôt, cet obstacle n'existera plus à partir du 1<sup>er</sup> juillet, et, dès lors, rien n'empêche que nous n'arrivions à une entente qui mette un terme à une situation fâcheuse pour les deux pays. »

M. Canovas ne doute pas que cette entente ne puisse s'établir aisément si les Chambres veulent adoucir les rigueurs de notre tarif, surtout en ce qui concerne le degré d'alcool. De son côté, l'Espagne nous ferait tous les avantages qui seraient possibles. Sans reproduire la formule de « la nation la plus favorisée », elle nous placerait, en réalité, dans cette situation pour tous les articles qui nous intéressent. « Je ne serai pas embarrassé, dit M. Canovas, pour justifier cette différence de traitement aux yeux des autres gouvernements. Je leur dirai simplement qu'ayant plus à attendre de votre pays que d'aucun autre, il est naturel que je lui concède davantage. » Le Président du Conseil pensa que nous pourrions, dès le mois de mai, au plus tard, reprendre des négociations.

J'ai accueilli ces ouvertures de façon que M. Canovas ne pût douter de mon désir de l'aider dans ses projets; mais, en même temps, je ne lui ai pas caché les difficultés que je prévoyais et qui proviennent, les unes de notre législation actuelle, qu'il est difficile de modifier avant d'en avoir fait l'épreuve, les autres de la situation même qu'a créée à notre commerce d'exportation l'application du tarif maximum qui ne lui laisse plus rien à perdre, condition peu favorable à un arrangement. Il m'a répondu que les choses n'en étaient pas là. D'après les statistiques de la douane espagnole, notre commerce d'exportation n'aurait pas souffert autant qu'on pourrait le croire depuis le 1<sup>er</sup> février. En outre, ce n'est pas en quelques semaines que nous pourrions perdre le marché espagnol au profit de nos concurrents commerciaux. Il faudrait pour cela que l'inégalité de traitement se prolongeât pendant un temps assez long pour donner à de nouvelles relations, à un nouveau courant, la possibilité de s'établir. C'est pour cela qu'il faut, le plus tôt possible, mettre un terme à la situation actuelle.

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française, à Madrid, à  
M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 23 mars 1892.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence une traduction de la lettre que vient de m'écrire M. le Duc de Tetuan, en réponse à la note que je lui avais adressée relativement aux mesures qui ont été récemment prises par le gouvernement espagnol pour établir sur ses frontières terrestres et maritimes une zone douanière.

Comme Votre Excellence le verra, le ministre d'Etat déclare que les précautions qui ont éveillé notre attention, ont uniquement pour but d'em-



pécher la contrebande et ne sauraient, en aucun cas, être considérées comme ayant pour objet d'entraver les importations françaises.

ROUSTAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE MADRID DU 23 MARS 1892.

(Traduction.)

**S. E. le duc de Tetuan, ministre d'Etat, à S. E. M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.**

Madrid le 21 mars 1892.

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 13 courant, au sujet de l'établissement de la zone fiscale décrétée par le gouvernement de Sa Majesté pour réprimer la contrebande. Quitte à donner connaissance de cette communication à mon collègue, M. le ministre des finances, particulièrement compétent en cette affaire et à transmettre, comme il convient, sa réponse à Votre Excellence, il convient que, dès à présent, j'écarte cette idée qu'une pareille mesure ait pour objet d'élever le moindre obstacle à l'importation en Espagne des marchandises françaises, comme le prouve ce fait que la zone en question comprend non seulement les frontières, mais encore les côtes par où se pratique le trafic le plus considérable, non pas entre l'Espagne et la République, mais bien celui des denrées coloniales de toutes les nations avec notre pays.

Le système actuellement établi était déjà en vigueur en 1865 et lorsqu'il a été radicalement réformé par la législation de 1870, le ministre même qui a fait cette réforme prévoyait qu'elle ne pourrait subsister, et les craintes qu'il exprimait à ce sujet, consignées dans le préambule des ordonnances de douanes de cette année, ont été confirmées par l'expérience. Les décisions qu'il a été nécessaire de prendre ultérieurement ont prouvé que les prévisions de ce ministre n'étaient pas sans fondement, et aujourd'hui l'on a reconnu comme insuffisant pour éviter la fraude au Département des finances, le maintien du plombage pour les tissus, le linge et les peaux tel qu'il était établi par les ordonnances de 1884.

De là, la nécessité de supprimer les abus commis au préjudice de la perception des douanes et d'adopter les mesures décrétées les 10 novembre et 23 février derniers, qui, en établissant des règles pour le transit à travers la péninsule pour les marchandises nationales elles-mêmes, en fixent également pour celles qui proviennent de tous les pays étrangers indistinctement.

Après cet exposé, j'espère que le gouvernement de la République se convaincra qu'en adoptant des dispositions de nature à réprimer la contrebande et à protéger le commerce loyal, dispositions applicables non seulement aux marchandises de toutes les nations, mais encore aux marchandises espagnoles, le gouvernement de Sa Majesté a banni de son esprit l'idée de soumettre les produits français à un régime spécial.

TETUAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 25 mars 1892.

Un décret paru ce matin dans la *Gaceta* paraît avoir pour objet de donner jusqu'à un certain point satisfaction aux réclamations provoquées par les mesures prises pour l'établissement de la zone douanière. Il semble, en effet, résulter des termes de ce document que leur mise en vigueur est ajournée jusqu'à nouvel ordre,

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, 4 avril 1892.

C'est aujourd'hui que commencent les conférences entre les commissaires anglais et espagnols pour les négociations du nouveau traité de commerce destiné à remplacer celui qui expire le 30 juin.

Le nouvel ambassadeur d'Angleterre, sir Drummond Wolff, est arrivé ici le 13 mars dernier, accompagné de sir Joseph Crowe et de M. Barrington, premier secrétaire d'ambassade, désignés comme commissaires par le *Foreign Office*.

D'autre part, M. Canovas, sans me faire des ouvertures formelles, m'a déjà parié plusieurs fois de la facilité que nous trouverions à nous entendre pour un accord après la date du 1<sup>er</sup> juillet, qui mettrait fin à la situation actuelle en nous laissant sur le même pied que les autres Pays.

ROUSTAN.

**Le comte Sala, consul général de France à la Havane, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

La Havane, 4 avril 1892.

Tous les journaux de la Havane ont publié hier la note suivante :

« Le Gouvernement régional de cette province, répondant à une consultation faite par la douane de ce port, a résolu que le traité de commerce avec la France étant expiré et n'ayant pas été prorogé, cette nation a cessé de jouir des exemptions qu'impliquait le tableau transitoire de la Convention avec les Etats-Unis, et que ses produits et objets importés, soit directement, soit indirectement, doivent payer les droits d'importation de la 3<sup>e</sup> colonne du tarif, s'ils sont importés sous pavillon espagnol, et ceux de la 4<sup>e</sup> colonne, s'ils sont importés sous pavillon français ou sous tout autre pavillon étranger. »

Un de mes premiers soins, en prenant possession de mon poste à la fin du mois de février dernier, juste au moment où venait d'expirer notre traité de commerce avec l'Espagne, avait été de me préoccuper du régime auquel allaient être soumises, à leur entrée dans l'île de Cuba, les marchandises de provenance française.

Continueraient-elles à être assujetties aux droits inscrits à la 3<sup>e</sup> colonne du tarif d'importation ou leur appliquerait-on ceux beaucoup plus élevés de la 4<sup>e</sup>, comme un des fonctionnaires du gouvernement de l'île en avait informé le gérant de ce consulat général ?

Votre Excellence ayant entre les mains le texte de ce tarif, je ne crois pas utile d'entrer en explications sur les quatre colonnes de droits différentiels auxquels sont soumises, selon leur lieu d'origine ou le pavillon qui les couvre, les marchandises importées dans l'île de Cuba.

Je reproduis ici la lettre que j'ai adressée à M. Cassa, gouverneur régional de la Havane ; sa lecture mettra Votre Excellence au courant des raisons qui me semblent militer en faveur du *statu quo*, tel qu'il existait avant le 1<sup>er</sup> février de cette année : « Monsieur le Gouverneur, au cours de la conversation que j'eus hier avec vous, au sujet de la situation nouvelle que créait à notre commerce réciproque l'expiration du traité de 1882, vous me fîtes part de l'intention du gouvernement de l'île d'appliquer à l'avenir la 4<sup>e</sup> colonne du tarif d'importation de Cuba aux mar-

« marchandises françaises, qu'elles vinssent sous pavillon français ou étranger.  
 « Vous ne faisiez exception que pour celles amenées sous drapeau espagnol, qui continueraient à jouir du bénéfice de la 3<sup>e</sup> colonne. Vous ajoutiez, il est vrai, que si tel était le projet du gouvernement de l'île, il n'était pas d'ores et déjà absolu, et que cette grave question était encore à l'étude. En tout cas, il ressortait de vos paroles que la décision à intervenir, quelle qu'elle fût, n'aurait été prise qu'ensuite d'un télégramme du ministre d'Ultramar se terminant à peu près en ces termes :  
 « Le traité de commerce avec la France n'ayant pas été prorogé, cette nation perd dès demain (c'est-à-dire le 2 février) tous les bénéfices qu'elle retirait de ce traité. » En d'autres termes, à partir de cette date, chacun des deux pays avait à appliquer aux marchandises provenant de l'autre, son tarif maximum.

« Il s'agit donc de savoir quel est, pour l'île de Cuba, le tarif maximum établi par les lois. Or, si nous étudions la loi des relations commerciales discutée aux Cortès au printemps de 1882 et promulguée le 20 juillet de la même année, loi qui régit encore la matière, nous y lisons :

« Article premier. — Seront unifiés les droits établis par les tarifs de Cuba et de Puerto-Rico, et resteront en vigueur comme droits uniques ceux de la 3<sup>e</sup> colonne des tarifs actuels.

« Art. 2. — La réforme des tarifs en vigueur s'effectuera graduellement dans un délai de dix ans en abaissant les droits indiqués dans les 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> colonnes, ainsi que la différence en plus qui existe entre la 3<sup>e</sup> et la 4<sup>e</sup>.

« Ces textes sont clairs. Il est évident qu'aujourd'hui, à la suite de l'abaissement progressif des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> colonnes jusqu'à leur suppression qui a eu lieu, *ipso facto*, au mois de juillet dernier, les marchandises de tous pays qui n'ont pas d'arrangement particulier avec l'Espagne modifiant cette loi sont régies par les tarifs de la 3<sup>e</sup> colonne.

« Il y a un an encore, nous pouvions admettre que le bénéfice de la 3<sup>e</sup> colonne nous était acquis en vertu de notre traité de commerce ou plutôt en vertu du *modus vivendi* arrêté entre les Etats-Unis et l'Espagne au mois de février 1884, dont notre clause de la nation la plus favorisée nous assurait les avantages ; mais aujourd'hui, nous rentrons dans le droit commun appliqué à tous depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1891 par l'effet de la loi dont j'ai parlé plus haut. Refuser de l'appliquer aux marchandises françaises serait mettre pour ainsi dire hors la loi les nationaux d'un pays ami. Je suis sûr que ce n'est pas là l'intention du gouvernement de Madrid, ni du gouvernement de l'île, au moment surtout où de nouveaux pourparlers semblent s'engager entre les deux pays en vue d'arriver à une entente commune. Je ne parlerai, d'ailleurs, que pour mémoire du préjudice considérable que causerait au commerce indigène une telle interprétation de la loi. Votre Excellence, en effet, sait comme moi que les marchandises provenant de France sont presque uniquement consignées à des sujets espagnols.

« Je fais donc appel, Monsieur le Gouverneur, à tout l'esprit d'équité que je vous connais et à la bienveillance dont je vous sais animé, persuadé que vous saurez amener le règlement de cette question d'importance si grande, de façon à ne léser aucun droit et à satisfaire vos propres nationaux comme les nôtres. »

SALA.

**Le comte Sala, consul général de France à la Havane, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

La Havane, le 8 avril 1892.

Je suis heureux d'informer Votre Excellence qu'à la suite d'une démarche que j'ai faite hier auprès de lui, M. le Gouverneur régional vient de prendre une décision d'après laquelle, jusqu'à ce que la question pendante entre nous ait été tranchée à Madrid, les marchandises françaises, sous quelque pavillon qu'elles arrivent, n'auront à acquitter que les droits inscrits à la troisième colonne; pour la différence en plus qu'emporterait l'application de la colonne 4, dans le cas où la décision de Madrid ne nous serait pas favorable, l'administration se contenterait d'une garantie suffisante. C'est le maximum de ce que nous pouvions espérer en l'état de la question.

Je dois reconnaître que j'ai rencontré chez M. Cassa l'esprit de conciliation le plus grand.

SALA.

**M. Roustan, ambassadeur de la République à Madrid, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 9 avril 1892.

Les conférences pour la rédaction des nouveaux traités de commerce ne semblent pas avancer rapidement. Les difficultés, dit-on, viendraient surtout de ce que les gouvernements étrangers insistent pour le maintien de la clause de la nation la plus favorisée, dont le gouvernement espagnol serait bien décidé à s'affranchir. Il prétend que cette clause a été préjudiciable à l'Espagne dans tous ses traités, excepté ceux conclus avec la France et l'Angleterre. Il insiste beaucoup sur les avantages de la réciprocité et la maxime « do ut des ». Protection et réciprocité. Telle est la devise à l'ordre du jour.

Dans son récent entretien, le duc de Tétuan m'a fait observer incidemment, mais avec une certaine insistance, que les pays qui n'auront pas conclu un accord avant le mois de juillet demeureront sous le régime du tarif maximum, jusqu'à l'année prochaine, parce que les Chambres doivent se séparer en juillet, et à partir de cette époque aucun nouvel arrangement ne pourra être mis en vigueur avant leur prochaine réunion en 1893.

ROUSTAN.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.**

Paris, le 12 avril 1892.

J'ai pris connaissance avec un vif intérêt de vos dépêches en date du 16 mars et du 4 avril, par lesquelles vous m'avez rendu compte des conversations que vous avez eues avec M. Canovas, au sujet des relations économiques entre la France et l'Espagne.

M. Canovas, après avoir reconnu que la rupture des dernières négociations était la conséquence forcée de la regrettable différence de dates entre l'expiration des divers traités conclus par l'Espagne, a exprimé la confiance que les deux pays pouvaient arriver à une entente à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1892.

Il a expliqué que l'Espagne nous ferait tous les avantages possibles et



que, sans reproduire la formule de « la nation la plus favorisée », elle nous accorderait en réalité le bénéfice de cette clause pour tous les articles qui intéressent notre commerce.

En retour de ces avantages, l'Espagne nous demanderait une modification du tarif minimum, particulièrement en ce qui concerne la limite alcoolique des vins.

Nous ne saurions, quant à nous, mettre en doute la sincérité des dispositions conciliantes dont le Président du Conseil se montre animé à notre égard, et nous nous rendons parfaitement compte des difficultés qui l'ont empêché d'aboutir au mois de janvier dernier à un accord également profitable à la France et à l'Espagne. M. Canovas n'ignore pas que nous avons, de notre côté, le plus vif désir de mettre un terme à la fâcheuse situation qui résulte de la rupture des pourparlers et dont l'Espagne souffre plus encore que la France. Mais je ne puis vous dissimuler que l'application qui se fait actuellement aux produits français du tarif maximum espagnol, lequel équivalait sur certains articles à une véritable prohibition, a produit de ce côté de la frontière un mécontentement qui ne cesse de grandir et qui rendrait à l'heure présente toute concession de notre part sur le tarif des vins plus difficile encore qu'avant le 1<sup>er</sup> février. C'est ce que nous avons prévu, dès le mois de janvier dernier, et je m'en suis expliqué plus d'une fois dans mes entretiens avec M. le duc de Mandas.

Je lui disais, à cette époque, que si, au lieu d'accepter jusqu'au 30 juin un *modus vivendi* qui ne lui imposait aucun sacrifice, l'Espagne soumettait nos produits à des taxes exorbitantes, elle provoquerait une irritation qui paralyserait les intentions bienveillantes du Gouvernement français et conduirait, au bout de peu de temps, les Chambres à user de représailles.

Je crains que nous ne soyons à la veille de voir se produire à la Chambre des députés des propositions d'appliquer aux vins d'Espagne un tarif analogue à celui dont sont actuellement frappés nos produits en Espagne.

Le Gouvernement espagnol aurait le plus grand intérêt à prévenir de semblables mesures en concédant à nos produits l'application de ses tarifs les moins élevés, en échange de l'application de notre tarif minimum. Cette proposition, que nous avons faite au mois de janvier, nous serions prêts à la repousser, si le Gouvernement espagnol s'y montrait favorable. Elle mettrait fin à une situation pénible et, en réglant équitablement le présent, elle faciliterait peut-être dans l'avenir certains arrangements qui deviendront beaucoup plus difficiles si nous laissons durer et s'aggraver l'état de choses actuel.

Vous voudrez bien vous inspirer des considérations qui précèdent dans les prochains entretiens que vous aurez avec le Président du Conseil et le Ministre des affaires étrangères ; je ne doute pas que, développées par vous, elles ne fassent une sérieuse impression sur leur esprit.

RIBOT.

---

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 12 avril 1892.

Les estimations sur les quantités de vins exportées d'Espagne en France depuis le commencement de l'année courante et particulièrement depuis l'application du tarif maximum varient considérablement, suivant la thèse que soutiennent ceux qui les donnent.

D'après des renseignements recueillis auprès des personnes en situation d'être bien informées, on pourrait évaluer aux six septièmes des exportations pendant les années précédentes les quantités de vins exportées sur la récolte de 1891. Ces calculs me paraissent offrir le plus de garanties d'exactitude. D'autres, cependant, évaluent à moins de moitié et même au tiers de la récolte les quantités de vins exportées cette année.

Ces dernières estimations sont infirmées par la *Epoca*, qui donne les chiffres suivants pour les exportations de vins espagnols en France, pendant les mois de janvier et février des trois dernières années :

Année 1890 :	1,384,758 hectolitres valant	43,022,800 pesetas.
Année 1891 :	1,837,859 hectolitres valant	57,145,550 —
Année 1892 :	3,239,255 hectolitres valant	102,588,270 —

C'est donc pour l'année courante une augmentation de 1,401,396 hectolitres et de 45,442,720 pesetas sur l'année précédente, et de 1,854,497 hectolitres et 59,565,470 pesetas sur 1890.

Il faut tenir compte, il est vrai, de l'activité donnée à l'exportation par l'approche de l'expiration du traité de commerce, et la *Epoca* reconnaît que la plus forte partie de ces augmentations correspond au mois de janvier. Mais ce même journal fait remarquer, cependant, que les exportations pendant le mois de février, c'est-à-dire sous le régime du tarif maximum, n'ont pas laissé que d'être importantes, quoique le marché français fût déjà largement approvisionné. Il attribue en grande partie ce résultat à la différence du change qui compense plus ou moins pour les producteurs espagnols la perte causée par l'élévation de nos tarifs.

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,**  
à **M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 26 avril 1892.

J'ai reçu le 22 de ce mois seulement la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 12 au sujet des négociations commerciales. Je n'ai pu voir qu'aujourd'hui le duc de Tetuan, qui a été indisposé et qui est occupé en ce moment par la discussion du budget. Il m'a parlé d'une conversation confidentielle que vous auriez eue avec le duc de Mandas et m'a lu la lettre que ce dernier lui a écrite à ce sujet.

Le ministre d'Etat m'a dit qu'en échange de notre tarif minimum, l'Espagne donnerait son tarif minimum avec la promesse que, dans les traités à conclure avec les autres puissances, aucune de ces dernières n'obtiendrait de meilleurs conditions que nous pour les articles qui nous intéressent.

Quant aux concessions à faire en échange d'un abaissement dans l'échelle alcoolique, elles dépendraient, m'a dit le duc de Tetuan, de l'importance de cet abaissement. Il paraît tenir au chiffre de 13 degrés, qui signifie ici 13 degrés 9. Il excipe, du reste, pour justifier le chiffre, des déclarations de nos propres experts, et il s'en rapporterait au besoin à une expertise contradictoire pour établir la richesse moyenne des vins espagnols.

Le ministre d'Etat croit qu'il serait impossible et à peu près inutile de conclure un *modus vivendi* avant le 1<sup>er</sup> juillet. Malgré cela, j'ai cru devoir insister sur la nécessité de mettre un terme, le plus tôt possible, à la situation actuelle qui soulève chez nous tant de réclamations, et je ne lui ai pas caché les préoccupations que nous causaient les menaces d'interpellations



qui pouvaient se produire d'un moment à l'autre à la Chambre, à l'effet de faire établir un système de représailles.

Le ministre d'Etat m'a dit qu'il ne demandait pas mieux que de conclure un *modus vivendi* le plus tôt possible pour une période de six mois ou d'un an, avec la faculté de prolongation ou de dénonciation après ou avant le terme. Il a ajouté qu'il avait le plus grand intérêt à être fixé immédiatement sur notre acceptation de la base ci-dessus indiquée pour l'établissement du *modus vivendi*, parce que cette assurance lui donnerait beaucoup de facilité pour établir des conditions avec les autres puissances avec lesquelles il est actuellement en cours de négociations.

ROUSTAN.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.**

Madrid, le 30 avril 1892.

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-jointe la copie de deux lettres dans lesquelles notre consul général à La Havane rend compte des démarches qu'il a faites auprès de l'autorité supérieure coloniale, en vue de faire appliquer à nos marchandises, sous quelque pavillon qu'elles arrivent, les droits inscrits à la troisième colonne du tarif des Antilles.

Le comte Sala expose, comme vous le verrez, que le gouverneur régional, par une mesure toute gracieuse, lui a donné provisoirement satisfaction, mais que la question a été renvoyée à la décision du ministre d'Ultramar à Madrid.

Je vous serai obligé d'insister autant que vous le jugerez utile auprès du Cabinet de Madrid dans le sens des considérations développées dans les documents ci-joints. J'attacherais un prix tout particulier au succès de cette démarche.

RIBOT.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte Sala, consul général de France à La Havane.**

Paris, le 30 avril 1892.

J'ai reçu les lettres que vous m'avez adressées sous la date des 4 et 8 de ce mois, relativement au régime appliqué aux produits français à Cuba.

Je vous remercie du résultat que vous avez obtenu.

J'ai signalé à M. le ministre du commerce la mesure prise par M. Cassa, et je viens d'écrire à notre ambassadeur à Madrid, afin qu'il en obtienne la confirmation à titre définitif.

RIBOT.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.**

(Télégramme)

Paris, le 4 mai 1892.

La possibilité d'arriver à un *modus vivendi* sur la base du tarif minimum français a été envisagée dans les conversations que j'ai eues avec le duc de Mandas.

J'ai fait entrevoir que l'application du tarif différentiel, auquel nous sommes soumis depuis le 1<sup>er</sup> février, ne pouvait manquer de provoquer à brève échéance des représailles de notre part. Le duc de Mandas, après

avoir fait observer que s'il y a différence de tarifs, c'est parce que les autres pays ont consenti à proroger pour les cinq mois leurs conventions avec l'Espagne et que la France n'a pas cru devoir procéder de même, m'a dit qu'il était autorisé à nous offrir le tarif minimum espagnol, avec engagement de nous faire profiter des concessions qui seraient accordées à d'autres pays, sur les articles qui intéressent le plus notre commerce. J'ai répliqué que le tarif minimum espagnol est presque prohibitif sur un certain nombre de points. M. de Mandas m'a répondu que son Gouvernement était convaincu du contraire, mais qu'il ne se refusait pas à un examen comparatif des deux tarifs minima français et espagnol.

RIBOT.

---

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,**  
à **M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 5 mai 1892.

La *Gaceta* de Madrid de ce jour publie les nouveaux tarifs douaniers espagnols pour les îles de Cuba et de Puerto-Rico entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet prochain.

Le système protecteur adopté par le Gouvernement royal ressort clairement de l'examen rapide de ces tarifs, dont la plupart des articles a été augmenté dans des proportions exagérées.

Leur première colonne constitue le régime applicable aux produits de toutes les nations n'ayant pas de traités avec l'Espagne; la seconde concerne les marchandises des pays qui auront accordé des concessions équivalentes aux produits espagnols.

Les marchandises expédiées du lieu d'origine trente jours avant la publication, dans la *Gaceta* de la Havane, du décret publiant les tarifs, seront soumises, au choix des consignataires, aux droits de l'ancien ou du nouvel arancel.

Les produits de provenance étrangère qui, importés dans la péninsule ou à Puerto-Rico et ayant payé les droits de douane, seraient réexpédiés à destination de Cuba, devront, pour pouvoir y être admis, verser la différence des droits existant entre les tarifs respectifs.

Les nouveaux arancels des Antilles et leur répertoire ne pourront être modifiés pendant une période de six mois. Ce délai est accordé afin de permettre aux autorités, particuliers, sociétés ou corporations de présenter les réclamations ou observations qu'ils auraient à faire dans l'intérêt du public et du trésor. Le ministre d'outre-mer examinera ces observations et proposera, le conseil d'Etat entendu, les réformes nécessaires, qui auront alors un caractère définitif.

ROUSTAN.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.**

(Télégramme)

Paris, le 6 mai 1892.

Je viens d'avoir un nouvel entretien avec le duc de Mandas. L'ambassadeur m'a prié de préciser les conditions dans lesquelles un *modus vivendi* pourrait, à notre avis, être conclu entre la France et l'Espagne.

J'ai répondu que nous étions disposés à concéder à l'Espagne l'application du tarif minimum, si l'Espagne nous accordait son tarif minimum

avec certains abaissements de droits résultant soit de concessions directes, soit de l'extension aux produits français des réductions qui seront faites en faveur d'autres pays.

M. de Mandas a exprimé le désir de connaître dès à présent la liste des produits pour lesquels nous réclamerions la clause de la nation la plus favorisée. Cette liste, ai-je répondu, sera d'autant plus longue que nous ignorons en ce moment sur quels points peuvent porter vos négociations avec les autres pays et que nous serons obligés de nous garantir contre des surprises. Elle comprendra nécessairement tous les articles qui, en fait, intéressent notre commerce. J'attendrai, au surplus, le retour de M. Jules Roche pour m'entendre avec lui à ce sujet.

RIBOT.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 6 mai 1892.

Le ministre d'Ultramar a, sur ma demande, télégraphié au gouverneur général de Cuba pour approuver l'application provisoire faite à nos marchandises, sous quelque pavillon qu'elles arrivent, des droits inscrits à la troisième colonne du tarif des Antilles.

Je m'empresse d'en informer Votre Excellence en me référant à ses instructions du 30 avril.

ROUSTAN.

**Le comte Sala, consul général de France à La Havane, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

La Havane, le 6 mai 1892.

Le capitaine général a reçu hier de Madrid un télégramme lui ordonnant de suspendre l'application des tarifs de la 4<sup>e</sup> colonne aux marchandises de provenance française, qui n'auront plus dès lors à acquitter que ceux de la 3<sup>e</sup> colonne.

SALA.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 7 mai 1892.

Les commissaires anglais vont repartir sans avoir pu parvenir à conclure un traité de commerce. Leurs prétentions auraient été excessives, d'après ce que disent leurs collègues espagnols, auxquels ils adressent actuellement le même reproche.

Le commissaire norvégien, M. Christophersen, repart également sans avoir réussi. Seul le ministre de Suède, qui négocie un traité séparé pour ce pays, annonce qu'il est arrivé à une entente.

Le ministre des Pays-Bas serait également sur le point de se mettre d'accord avec le gouvernement espagnol.

M. Welti continue les négociations pour la Suisse.

En somme, c'est un insuccès presque complet des négociations commerciales qui étaient pendantes ici, puisque l'accord n'a pu s'établir avec l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie, c'est-à-dire les pays les plus importants après la France pour le commerce espagnol.

Dans ces conditions, tous ces pays vont se trouver, après le 1<sup>er</sup> juillet,

sous un régime qui, dans l'hypothèse la plus favorable, sera celui du tarif minimum espagnol. Nous pourrions donc obtenir nous-mêmes la cessation des dommages que nous cause le traitement différentiel que nous subissons actuellement, en acceptant le tarif minimum qui nous est offert, ne fût-ce qu'à titre d'expérience, et sauf à revenir à l'application du tarif maximum si nous reconnaissons qu'elle nous est plus avantageuse. Je me permets d'insister très vivement auprès de Votre Excellence pour qu'elle adopte cette solution provisoire, je me propose de lui exposer toutes les raisons à l'appui de cette opinion, en profitant de l'autorisation qu'elle a bien voulu m'accorder de venir à Paris.

J'ai reçu vos télégrammes des 4 et 6 de ce mois et je vois que la principale difficulté est celle de s'entendre sur les articles qui auraient à subir une réduction au-dessous du tarif minimum espagnol. Il me semble qu'il suffirait pour le moment de la garantie qu'aucun autre pays ne sera plus favorisé que nous pour les articles qui nous intéressent. Les conventions qui pourraient être conclues avec les autres pays nous permettraient de dresser la liste des réductions que nous aurions ensuite à demander. Pour le moment, le résultat essentiel, qui est d'éviter le traitement différentiel, serait acquis.

ROUSTAN.

---

**M. Belle, chargé d'affaires de France à Madrid, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 21 mai 1892.

Le budget des voies et moyens, présenté au congrès le 13 de ce mois, contient une série d'autorisations qui permettront au gouvernement de légiférer par voie de décrets sur divers points qui touchent à l'administration des finances de l'Etat.

Parmi ces autorisations il en est deux que je crois bon de signaler en particulier à Votre Excellence.

La première permet au gouvernement royal de modifier, jusqu'au 31 décembre prochain, par arrêtés rendus en Conseil des ministres, les droits et la nomenclature du tarif des douanes actuellement en vigueur.

Il résulte implicitement de là que si, avant la fin de l'année, l'Espagne conclut avec d'autres nations des traités ou engagements commerciaux définitifs ou provisoires, ces traités pourront être mis en vigueur sur le champ, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la ratification des Chambres.

La seconde de ces autorisations donne au gouvernement la faculté de réserver au pavillon national, au titre de cabotage, le commerce entre les ports de la péninsule et ceux des colonies.

Si, comme il est probable, il est fait usage de cette faculté, les transports que beaucoup de nos bâtiments effectuent aujourd'hui entre des ports espagnols et les Antilles se trouveront arrêtés et la Compagnie transatlantique, en particulier, perdra presque tout le fret qu'elle tirait de son escale de Santander.

BELLE.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.**

(Télégramme.)

Paris, le 24 mai 1892.

J'ai consulté M. le Ministre du commerce relativement aux propositions



espagnoles. Mon collègue est d'avis que la préoccupation principale de notre commerce est d'échapper sans retard au régime différentiel. Il considère comme essentiel de faire cesser le plus tôt possible la situation actuelle, sans abandonner nos légitimes exigences en ce qui concerne les chiffres du tarif minimum espagnol. Il me demande de proposer au Gouvernement espagnol d'user, dès à présent, des pouvoirs que lui confère la loi du 10 janvier 1892 et d'appliquer immédiatement à nos produits ses tarifs les plus réduits.

Le commerce espagnol va chercher à s'approvisionner largement avant le 1<sup>er</sup> juillet et il serait éminemment désirable que nos industries pussent profiter de ce mouvement et réparer en partie les pertes qu'elles ont déjà subies.

Le Gouvernement de Madrid nous donnerait l'assurance qu'après le 1<sup>er</sup> juillet les produits français ne seraient pas l'objet d'un traitement différentiel. Il s'engagerait, en outre, à entrer dès à présent en pourparlers, au moyen de délégués techniques, en vue de modifier sur certains points le tarif minimum.

Il est bien entendu que, de notre côté, nous serions profiter immédiatement l'Espagne de notre tarif le plus réduit.

Je vous prie de saisir officiellement le Duc de Tetuan de ces propositions.

RIBOT.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Madrid, le 25 mai 1892.

Je m'empresse d'informer Votre Excellence que le Gouvernement espagnol adhère aux propositions contenues dans votre télégramme d'hier, y compris l'application du tarif réduit à partir du 1<sup>er</sup> juin, c'est-à-dire du tarif conventionnel pendant tout le mois prochain ; mais M. Canovas a dû, pour cela, s'entendre avec les chefs de l'opposition.

Le Duc de Tetuan pense que la publication, dans les journaux officiels des deux pays, des règlements d'administration qui vont établir le nouveau régime devra être précédé d'un échange de notes visant tous les points qui resteront en dehors de ces règlements. Le Duc de Mandas est muni de toutes les instructions pour la rédaction de ces notes et du texte du rapport à la Reine qui va être adopté dans le Conseil des Ministres d'aujourd'hui. Le Duc de Tetuan m'a donné connaissance de ce rapport ; il vous serait obligé de lui faire communiquer le texte de l'insertion qui doit avoir lieu à notre journal officiel pour le cas où il y aurait quelques modifications à faire ici.

ROUSTAN.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.**

(Télégramme.)

Paris, le 25 mai 1892.

Le Gouvernement de Madrid est décidé à faire l'application, à partir du 1<sup>er</sup> juin, du tarif le plus réduit aux marchandises d'origine française. Le Duc de Mandas vient de me l'annoncer.

Nous jouirions donc, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, du tarif conventionnel, complété par le tarif minimum. A partir du 1<sup>er</sup> juillet, nos produits continueraient d'être soumis aux taxes les plus réduites.

Ce *modus vivendi* durerait jusqu'à la conclusion d'un arrangement définitif et tant que les produits espagnols auraient en France le traitement de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement de Madrid consent, en outre, à envoyer immédiatement à Paris des délégués qui seront chargés d'examiner les réclamations de notre commerce au sujet du tarif minimum espagnol.

J'ai prié le Duc de Mandas de m'écrire officiellement, afin que je puisse saisir le Conseil des Ministres. J'ai insisté sur la nécessité d'arriver à bref délai à une entente sur les modifications à introduire dans le tarif minimum de l'Espagne. Le Duc de Mandas m'a dit que son Gouvernement est persuadé que le tarif minimum espagnol n'est pas plus élevé que le tarif minimum français, mais qu'il étudierait, *bona fide* et dans l'esprit le plus amical, les réclamations que nous aurons à lui présenter.

RIBOT.

---

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Madrid, le 26 mai 1892.

M. Canovas m'a confirmé toutes les déclarations que vous a faites le duc de Mandas et qui sont indiquées dans votre télégramme d'hier.

ROUSTAN.

---

**S. E. le duc de Mandas, ambassadeur d'Espagne à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 27 mai 1892.

Les diverses appréciations qui se sont répandues tant en France qu'en Espagne sur les conditions actuelles des rapports commerciaux entre les deux pays ont fait l'objet de plusieurs de nos entretiens. Tout en étant vivement désireux d'établir d'autres conditions qui contribueraient mieux à entretenir les liens de bon et affectueux voisinage, Votre Excellence et moi nous étions arrêtés par des difficultés qui provenaient de la date du 1<sup>er</sup> juillet prochain et d'une certaine contradiction dans les jugements portés sur les circonstances des tarifs minimum français et espagnol. Il a paru dernièrement que ces difficultés pouvaient disparaître si, d'une part, la date pour la mise en vigueur de nouvelles dispositions était fixée au 1<sup>er</sup> juin, et si, d'autre part, la contradiction à laquelle je viens de faire allusion était soumise à une étude aussi sérieuse que rapide par la comparaison que des délégués techniques feraient de nos tarifications respectives.

J'ai l'honneur de déclarer aujourd'hui à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté m'a autorisé à convenir de l'application aux produits français, dès le 1<sup>er</sup> juin, des droits les plus réduits. Ces droits seraient à présent ceux résultant des engagements qui lient encore l'Espagne à plusieurs gouvernements et, si ces engagements prennent définitivement fin, ceux qui résultent du tarif minimum espagnol. Les îles de Cuba et Puerto-Rico ayant un régime spécial, les produits français seraient admis dorénavant d'après la seconde colonne des tarifs qui y sont en vigueur. En

échange de ces concessions, la France accorderait aux produits espagnols le tarif minimum de la loi du 11 janvier 1892. Il serait entendu, en outre, qu'en aucun cas des produits français ou espagnols ne pourraient être objet dans les deux pays d'un traitement différentiel.

Ainsi les deux pays seraient mis à même de juger d'une manière pratique et loyale le sort que fait à chacun d'eux la législation douanière de l'autre. Et pour que l'équité soit bien établie, les deux gouvernements nommeraient au plus tôt des délégués techniques chargés d'examiner les différences qui ont été signalées plus ou moins exactement entre nos deux tarifs minimum, afin qu'une tarification aussi égale que possible enlève tout motif de dissentiments ultérieurs.

DUC DE MANDAS.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à S. E. le Duc de Mandas, ambassadeur d'Espagne à Paris.**

Paris, le 27 mai 1892.

Par une lettre en date de ce jour, Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'annoncer, en se référant à nos entretiens à ce sujet, qu'elle était autorisée par Son Gouvernement à convenir de l'application aux produits français, dès le 1<sup>er</sup> juin, des droits les plus réduits du tarif espagnol. Ces droits seraient, quant à présent, ceux résultant du tarif conventionnel encore en vigueur en Espagne et, lorsqu'il prendra fin, ceux qui résulteront du tarif minimum espagnol. Les îles de Cuba et de Puerto-Rico ayant un régime spécial, les produits français seraient admis dorénavant d'après la seconde colonne des tarifs en vigueur dans ces colonies. En échange de ces concessions, la France accorderait aux produits espagnols le bénéfice de son tarif minimum, dans les conditions fixées par la loi du 11 janvier 1892. Il serait entendu qu'en aucun cas les produits de chacun des deux pays ne pourront être dans l'autre l'objet d'un traitement différentiel par rapport à aucun autre Etat.

D'autre part, les deux Gouvernements rechercheraient, d'un commun accord, sur quels points il sera possible de donner satisfaction aux réclamations qui se sont produites quant aux différences existant entre leurs tarifs minimum, et des délégués seraient nommés immédiatement à cet effet.

En vous accusant réception et en vous donnant acte de cette communication qui constitue l'accord établi entre les deux Gouvernements, je m'empresse de vous faire connaître qu'un décret sera soumis aujourd'hui à la signature de M. le Président de la République, en vue de l'application aux produits espagnols du tarif minimum en France et dans les colonies et possessions françaises, sous les conditions fixées par la loi de douane du 11 janvier 1892 et en retour du traitement réciproque qui sera appliqué en Espagne et dans les colonies et possessions espagnoles aux produits français.

RIBOT.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.**

(Télégramme.)

Paris, le 27 mai 1892.

Une lettre officielle relatant les conditions de l'entente m'a été remise par le duc de Mandas.

J'ai communiqué à l'Ambassadeur le projet de décret que nous publions à l'*Officiel* d'après-demain, ainsi que le rapport qui doit le précéder. Le décret a été signé par le Président de la République.

RIBOT.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 27 mai 1892.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence, en traduction, le rapport à la Reine qui doit accompagner le décret.

M. Canovas a envoyé M. Navarro Reverter pour me donner communication de ces deux documents, dont je l'ai prié de me remettre une copie. Le Président du Conseil fera insérer ce décret dans la *Gazette de Madrid* d'après-demain dimanche.

ROUSTAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE MADRID DU 27 MAI 1892.

(Traduction.)

Madame,

Les négociations en vue d'une entente commerciale définitive avec la Nation française exigent une étude réfléchie des intérêts respectifs, ainsi que l'approbation des Cortès accordée sous une forme ou sous une autre.

Il est évident, d'autre part, que le temps matériel manque pour que de semblables formalités puissent être remplies pendant les quelques jours qui nous séparent du 1<sup>er</sup> juillet, et, dans l'intervalle, chaque jour démontre davantage la convenance de faire cesser le plus tôt possible le traitement différentiel auquel sont soumis les produits français en Espagne et les marchandises espagnoles en France, au préjudice réciproque des deux pays, appelés par leur voisinage et leurs intérêts créés à maintenir des transactions constantes et fructueuses.

Dans cette commune persuasion, les deux Gouvernements ont convenu de mettre un terme immédiat à cet état de choses, en cessant d'appliquer leurs tarifs maxima respectifs et en s'accordant, dès le 1<sup>er</sup> juin, les plus grands avantages possibles, jusqu'à ce que des négociations, qui doivent être entamées dès à présent pour arriver à une convention durable, puissent être menées à terme.

En faisant cesser le traitement différentiel dans le régime douanier des deux pays, la nation voisine se trouvera placée, pendant le mois prochain, sur le même pied d'égalité que les autres pays de l'Europe dont les traités expirent le 1<sup>er</sup> juillet; mais cet avantage que le Gouvernement espagnol avait déjà offert à la France antérieurement ne peut causer aucun préjudice à la production nationale, qui, de toutes façons, est en train d'affronter la concurrence des articles étrangers en vertu des tarifs des traités encore en vigueur.

Il va sans dire que le Gouvernement se propose de rendre immédiatement compte aux Cortès de ce *modus vivendi*, conformément aux prescriptions de la loi du 19 janvier dernier. Le pouvoir législatif n'ayant pas encore accepté la résignation des facultés que la loi précitée a accordée au Gouvernement, rien ne s'oppose, dans l'esprit de ce dernier, à ce qu'il fasse, une fois de plus, usage de ces facultés à l'avantage si manifeste des deux nations.

Le Ministre soussigné, se fondant sur les considérations qui précèdent et d'accord avec le Conseil des Ministres, a l'honneur de soumettre à l'approbation souveraine de Votre Majesté le projet suivant de Décret royal.....

.....



**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Madrid, le 28 mai 1892.

La Reine régente a signé le décret. La *Gazette de Madrid* le publiera demain matin.

ROUSTAN.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.**

Paris, le 29 mai 1892.

Le Décret a paru ce matin. Je vous en envoie le texte, ainsi que celui du rapport qui le précède.

RIBOT.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. RIBOT DU 29 MAI 1892.

### Rapport au Président de la République française.

Paris, le 27 mai 1892.

Monsieur le Président,

La loi du 29 décembre 1891 autorise le Gouvernement à appliquer, en tout ou en partie, le tarif minimum aux produits ou marchandises originaires des pays qui bénéficiaient, à cette date, du tarif conventionnel et qui consentiraient, de leur côté, à appliquer aux marchandises françaises le traitement de la nation la plus favorisée. Par décret du 30 janvier 1892, le Gouvernement a usé de la faculté qui lui était conférée à l'égard des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, de la Belgique, de la Suisse, des Pays-Bas et de la Grèce.

Il n'avait pas été possible d'étendre cette mesure à l'Espagne, qui s'était, à cette époque, refusée à faire bénéficier nos produits du tarif conventionnel qu'elle s'était engagée à appliquer jusqu'au 30 juin prochain à un certain nombre de pays. La France et l'Espagne se sont, par suite, trouvées réciproquement sous le régime des tarifs généraux.

Ce régime est trop contraire à la fois aux intérêts des deux pays et à leurs sentiments de mutuelle amitié pour que leurs gouvernements n'aient pas cherché, d'un commun accord, à en faire cesser les effets.

Des pourparlers se sont poursuivis dans ce but et ont abouti au résultat suivant : Les marchandises espagnoles seront admises en France, en vertu du décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature, par application de la loi du 29 décembre 1891, aux droits du tarif minimum, tandis que les produits français seront placés sous l'application du tarif conventionnel encore en vigueur en Espagne et, s'il prend fin au 30 juin, sous l'application du tarif minimum espagnol, sans qu'en aucun cas les produits français ou espagnols puissent être l'objet, dans les deux pays, d'un traitement différentiel, par rapport à aucun autre pays.

Malgré cette réciprocité de traitement, l'élévation de certains articles du tarif minimum espagnol serait un sérieux obstacle au rétablissement normal de nos relations commerciales avec l'Espagne. Mais il a été entendu que les deux gouvernements rechercheront, dans un commun accord, sur quels points il sera possible de donner satisfaction aux réclamations qui se sont produites, et des délégués vont être nommés immédiatement à cet effet.

L'accord établi dès à présent s'étend, d'ailleurs, aux colonies et possessions des deux pays, dans les conditions prévues par leurs lois respectives.

Nous vous prions, Monsieur le Président, d'agréer l'assurance de notre profond respect.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*  
A. RIBOT.

*Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,*  
JULES ROCHE.

**Décret.**

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères, et du Ministre du Commerce et de l'Industrie;

Vu la loi du 29 décembre 1891;

Vu la loi du 11 janvier 1892 et notamment, en ce qui concerne les colonies et les possessions françaises, l'article 3 de ladite loi,

Décète :

Article premier. — Le tarif minimum, inscrit au tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892, sera appliqué en France, y compris l'Algérie, à partir du 1<sup>er</sup> juin 1892, et dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indo-Chine, sous les conditions et dans les délais prévus par l'article 3 de la loi précitée, aux marchandises originaires d'Espagne.

Art. 2. — Le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 mai 1892.

CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Affaires étrangères.      Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,  
A. RIBOT.      Jules ROCHE.

Le Ministre des Finances,  
ROUVIER.

M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Madrid, le 29 mai 1892.

J'ai l'honneur d'adresser, ci-joint, à Votre Excellence, une traduction du décret royal du 28 de ce mois, relatif au *modus vivendi*, que vient de publier la *Gaceta* de Madrid.

ROUSTAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE MADRID DU 29 MAI 1892.

Article premier. — A partir du 1<sup>er</sup> juin prochain, tout droit différentiel cessera d'exister dans les relations commerciales de l'Espagne avec la France, et l'on appliquera aux produits de ce dernier pays le même tarif que celui auquel sont soumises les nations avec lesquelles il y a une convention jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, tant dans la Péninsule et les îles adjacentes qu'à Cuba et à Puerto-Rico.

A partir du 1<sup>er</sup> juillet, et en vertu de l'article 2 du décret royal du 31 décembre dernier, approuvant le tarif douanier de la Péninsule, on appliquera dans le Royaume et dans les îles adjacentes aux produits français la seconde colonne, c'est-à-dire la colonne minimum dudit tarif. Quant aux îles de Cuba et de Puerto-Rico, les produits français jouiront des avantages concédés par la seconde colonne du nouveau tarif spécial approuvé par décret royal du 29 avril dernier.

Art. 2. — Le Gouvernement rendra compte immédiatement aux Cortès des dispositions contenues dans le présent décret.

28 mai 1892.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.

(Télégramme.)

Paris, le 31 mai 1892.

Il est dit dans le rapport qui précède le décret espagnol que les délégués

auraient mission de préparer une Convention définitive. C'est là une question entièrement réservée. La lettre officielle que m'a écrite le duc de Mandas porte que les délégués auront à comparer les deux tarifs minima et à établir entre eux une juste réciprocité.

Il a été entendu qu'ils se mettraient immédiatement à l'œuvre, de manière à pouvoir achever leur travail avant le 30 juin.

Je vous prie d'insister pour que les délégués espagnols soient désignés aussi promptement que possible.

RIBOT.

---

M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Madrid, le 31 mai 1892.

J'ai reçu le télégramme que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser aujourd'hui, en m'invitant à insister auprès du Gouvernement de la Reine pour obtenir la désignation et l'envoi immédiat des délégués qui doivent être chargés de l'étude comparative des deux tarifs minima.

J'ai vu dans la journée M. Canovas, et tantôt le duc de Tetuan, venant d'Aranjuez pour répondre à une interpellation qui a eu lieu au sujet du *modus vivendi*.

Tous deux m'ont promis de se conformer à votre désir, en envoyant immédiatement des délégués.

Ce point est donc acquis. Mais je crains, d'après mes conversations avec les deux Ministres précités, qu'il n'y ait eu quelque malentendu au sujet de la possibilité de modifier immédiatement le tarif minimum espagnol, si le duc de Mandas vous l'a laissé entrevoir dans la note qu'il vous a remise et dont je ne connais pas le texte.

En acceptant d'entamer immédiatement les pourparlers dont fait mention le télégramme de Votre Excellence du 24 de ce mois, le Gouvernement espagnol a eu en vue, sinon de négocier d'ores et déjà un traité définitif, du moins d'en établir les bases en examinant les concessions qui pourraient être faites de part et d'autre après une étude comparative des deux tarifs.

Le duc de Tetuan m'a rappelé qu'il avait fait devant moi le calcul que le traité éventuel ne pourrait être ratifié par les Cortès avant le mois d'avril prochain. C'est parfaitement exact, et c'est même l'un des arguments dont je me suis servi pendant mon séjour à Paris pour établir la nécessité de faire cesser le traitement différentiel qui pourrait se prolonger si longtemps et qui nous est plus préjudiciable que les hauts tarifs espagnols.

Ce traitement différentiel vient de cesser. Il est vrai qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet, il laissera face à face les deux tarifs minima, situation que nous pourrions désirer plus égale ; mais cette infériorité est compensée en partie par la concession du tarif conventionnel pendant tout le mois de juin, c'est-à-dire durant une période pendant laquelle, ainsi que Votre Excellence l'a fait remarquer, le commerce espagnol va s'approvisionner largement avant l'échéance du 1<sup>er</sup> juillet et au grand bénéfice de notre industrie.

D'autre part, il restera encore deux chances de voir diminuer les charges que le tarif espagnol impose à nos produits :

1<sup>o</sup> La clause qui nous accorde en fait le traitement de la nation la plus favorisée nous permettra de bénéficier de tous les dégrèvements qui seraient faits en faveur d'autres pays. Il est vrai que cette chance est assez faible, puisque la même formalité parlementaire qu'on nous oppose s'oppo-

serait à la mise en vigueur immédiate des traités qui peuvent se conclure actuellement.

2° La Chambre est saisie actuellement d'un projet de loi tendant à donner au Gouvernement l'autorisation d'abaisser les tarifs au-dessous du minimum. Cette autorisation, il est vrai, ne pourra s'étendre aux traités, qui restent toujours soumis à la sanction des Chambres, mais elle pourra s'appliquer par des règlements intérieurs aux produits dont il y a lieu de favoriser l'introduction et nous pourrions en bénéficier dans certains cas sans charge de réciprocité.

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 1<sup>er</sup> juin 1892.

La *Gaceta* de Madrid de ce jour publie, et j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence, une traduction de l'Ordre royal adressé par M. le Ministre de Hacienda au Directeur général des contributions indirectes en vue de l'exécution du Décret royal du 28 mai dernier concernant le *modus vivendi*.

ROUSTAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE MADRID DU 1<sup>er</sup> JUIN 1892.

(Traduction.)

**Ordre royal adressé par le ministère de Hacienda, au directeur général des contributions indirectes, le 30 mai 1892.**

Monsieur, en vue de la meilleure exécution de l'article premier du décret royal, en date du 28 de ce mois, disposant la cessation de tout droit différentiel dans les relations commerciales de l'Espagne avec la France.

S. M. le Roi (que Dieu garde) et, en son nom, la Reine régente du Royaume, se conformant à la proposition faite par la Direction générale des contributions indirectes, a bien voulu ordonner ce qui suit :

1° Il sera appliqué à toutes les marchandises françaises pendantes d'expédition dans les douanes à la date du 1<sup>er</sup> juin prochain et à celles qui arriveront jusqu'au 30 dudit mois les droits du tarif spécial convenu, ou ceux de la seconde colonne du tarif en vigueur, suivant le cas, dans les mêmes conditions que pour les autres nations contractantes;

2° Ces avantages ne se rapportent pas aux eaux-de-vie et alcools de production française, qui payeront des droits semblables à ceux auxquels sont soumis les eaux-de-vie et alcools provenant d'Allemagne et d'autres pays dont les traités de commerce ont été prorogés;

3° La présentation du certificat d'origine pour toutes les marchandises qui y sont sujettes conformément aux dispositions en vigueur sur la matière, sera requise pour la jouissance des avantages précités;

4° Ne sera pas exigée la présentation du certificat de transit à l'importation effectuée par la voie de terre en traversant le territoire français, tandis que cette formalité continuera d'être exigée pour les importations qui seraient effectuées par le territoire portugais.

Je vous en fais part, d'Ordre royal, aux fins que de raison. — Dieu vous garde de nombreuses années.

Madrid, le 30 mai 1892.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan ambassadeur de la République française à Madrid.**

(Télégramme.)

Paris, le 3 juin 1892.

Il a été parfaitement entendu entre le duc de Mandas et nous que le



Gouvernement espagnol, qui ne veut, nous dit-il, que la plus exacte réciprocité possible, se prêterait immédiatement à un examen comparatif des deux tarifs minima, et que s'il était démontré que le tarif espagnol n'est pas l'équivalent du tarif français, qu'il est sur certains points non seulement exagéré, mais presque prohibitif, ce que nous ne voulons pas plus, ajoute l'ambassadeur, pour la France en Espagne que pour l'Espagne en France, des modifications y seraient introduites sans retard.

J'ai expliqué au duc de Mandas que les Chambres ne permettraient pas la continuation indéfinie du *modus vivendi*, si nous n'obtenions pas quelques satisfactions indispensables, par exemple en ce qui concerne les chevaux et les mules.

Le duc de Mandas, avec qui je viens d'avoir un entretien à ce sujet, doit insister pour que les délégués soient immédiatement nommés et pour que l'un d'eux au moins se rende à Paris dans les premiers jours de la semaine prochaine.

RIBOT.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 3 juin 1892.

J'ai revu hier soir le Duc de Tetuan qui m'a répété qu'il était disposé à faire partir immédiatement les Délégués, si Votre Excellence juge que ce soit utile. Il désire seulement que vous soyez bien convaincu de l'impossibilité où se trouverait le Gouvernement espagnol de faire ratifier par les Chambres, avant leur séparation, les modifications qui pourraient être demandées au tarif minimum à la suite de ces conférences.

La seule discussion sur le *modus vivendi*, qui ne touche pas à ce tarif, dure au Sénat depuis trois jours et elle continue aujourd'hui sans qu'on puisse affirmer qu'elle se terminera. Elle sera reprise à la Chambre après le vote du budget et le Duc de Tetuan ne compte, pour l'écourter, que sur les chaleurs qui vont forcer les Députés à se séparer. Dans ces conditions, il ne peut songer à faire adopter non seulement les modifications éventuelles qui seraient reconnues équitables par les Délégués, mais même celles qui résultent des traités conclus récemment avec divers pays et dont nous aurions eu également le bénéfice. La Suède a obtenu notamment des concessions importantes pour l'importation des morues, qui nous intéresse.

Le Ministre d'Etat a ajouté qu'il regrettait particulièrement le retard en ce qui nous concerne, parce qu'il avait espéré que l'étude des tarifs à laquelle doivent se livrer les Délégués aurait amené quelque modification dans l'échelle alcoolique, dont l'Espagne aurait pu profiter pour sa prochaine récolte.

Si le *modus vivendi* ne satisfait pas tout le monde chez nous, Votre Excellence peut voir par la discussion qui a lieu au Sénat qu'il en est de même en Espagne. En outre, l'*Imparcial* de ce matin annonce que la Chambre de commerce de Madrid, dans sa séance d'hier, a discuté l'arrangement à tous les points de vue et l'a accueilli par une protestation unanime.

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 3 juin 1892.

Le Ministre d'Etat m'a fait observer hier que ce n'est pas la deuxième

colonne du tarif des colonies qui régira, à partir du 1<sup>er</sup> de ce mois, nos relations avec Cuba, mais le tarif conventionnel, c'est-à-dire le même qui est appliqué en ce moment aux Etats-Unis. C'est à partir du 1<sup>er</sup> juillet seulement qu'application sera faite aux produits français de la deuxième colonne du tarif.

Je crois devoir porter immédiatement cette observation à votre connaissance.

ROUSTAN.

M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Madrid, le 4 juin 1892.

J'ai donné connaissance à M. Canovas des observations contenues dans votre télégramme d'hier soir. Les délégués espagnols ont été désignés. L'un d'eux, M. Navarro Reverter, partira lundi ou mardi suivant le désir exprimé par Votre Excellence.

Le Président du Conseil reconnaît qu'il a été convenu de part et d'autre de procéder immédiatement à un examen comparatif des deux tarifs minima. Mais tout en protestant de son désir de mettre à exécution le plus tôt possible les résultats de cette étude, il maintient ses réserves sur la possibilité de le faire avant la fin de la session parlementaire. Le vote du budget ne pourra être obtenu qu'en tenant deux séances par jour et, vers la fin, des séances de nuit. On se trouve même dans l'impossibilité de discuter les traités déjà conclus avec la Suède, les Pays-Bas et la Suisse. Ceci est encore fâcheux pour nous, car ces traités contiennent des concessions assez importantes, dont nous aurions profité immédiatement.

J'ai insisté vivement auprès de M. Canovas pour qu'il nous accordât au moins, par la voie des règlements d'administration intérieure, des réductions de tarif pour les chevaux et mules, en profitant de l'autorisation qui a été demandée à la Chambre de donner cette faculté au Gouvernement. Il m'a répondu qu'il y avait pensé et que c'était son intention également pour arriver à mettre à exécution certaines clauses des traités qui viennent d'être conclus, en attendant leur ratification par les Chambres, mais il doute qu'il lui soit possible, dans ces conditions, d'obtenir une solution aussi promptement que Votre Excellence le désire.

M. Navarro Reverter vous donnera toutes ces explications et d'autres détails. Peut-être pourra-t-il indiquer un moyen de venir à bout de ces difficultés.

ROUSTAN.

M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Madrid, le 4 juin 1892.

Le Président du Conseil a pris la parole au cours de la discussion qui a eu lieu hier au Sénat relativement au *modus vivendi*.

J'appellerai l'attention de Votre Excellence sur un point de ce discours qui m'a été signalé par M. Canovas lui-même dans la conversation que je viens d'avoir avec lui.

Répondant aux récriminations qui commençaient à s'élever dans le Sénat contre notre échelle alcoolique, et qui menaçaient de faire dévier la discussion du *modus vivendi* qui dure déjà depuis cinq jours, il a dit qu'on ne devait pas se préoccuper de l'échelle alcoolique avant d'arriver à la discus-

sion du traité définitif, car cette échelle a déjà donné lieu à des représailles de la part du Gouvernement espagnol lors de l'établissement de son tarif minimum. Ce tarif, en effet, n'impose pas des droits très forts seulement sur les produits qui ont besoin d'être protégés au profit de l'industrie espagnole, mais aussi sur d'autres qui ne sont pas fabriqués en Espagne, et dont la taxation n'a eu pour but que de répondre à l'élévation de notre tarif des vins. Ce n'est donc que lorsqu'on discutera les réductions à apporter au tarif minimum qu'on pourra parler utilement de l'échelle alcoolique.

M. Canovas del Castillo a saisi cette occasion pour insister sur l'impossibilité où l'on serait ici de nous faire des réductions considérables si nous n'accordions nous-mêmes une modification de l'échelle alcoolique.

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 6 juin 1892.

J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence le départ pour Paris des délégués espagnols qu'Elle avait témoigné le désir de voir arriver dans les premiers jours de cette semaine.

Le premier de ces délégués est M. Navarro Reverter, député aux Cortès et Sous-Secrétaire aux Finances, dont le nom vous est déjà connu. M. Reverter a été le principal négociateur des traités qui viennent d'être conclus ici avec diverses puissances et l'auteur des tarifs actuels.

Le second délégué est M. Ruiz Gomez, consul de 1<sup>re</sup> classe, chef de la section commerciale au Ministère d'Etat.

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 6 juin 1892.

J'ai signalé avant-hier à Votre Excellence le discours que M. Canovas avait prononcé la veille au Sénat, au sujet des négociations commerciales avec la France. Mais je n'ai pu vous en transmettre qu'un compte rendu très sommaire d'après les journaux du matin. La *Epoca* de dimanche publie presque *in extenso* le discours en question.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous transmettre, ci-joint, le numéro de ce journal.

La discussion du *modus vivendi* au Sénat s'est terminée samedi soir, elle a duré cinq jours.

ROUSTAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE MADRID, DU 6 JUIN 1892.

Extrait de *La Epoca*, n° du 5 juin (Traduction).

### Déclaration de M. Canovas.

*Les deux Tarifs.* — « J'ai dit que notre Tarif minimum actuel, celui qui doit être appliqué à la France à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain, n'est pas simplement un tarif protectionniste ; ce n'est pas le tarif protectionniste qu'ont demandé les industriels catalans dans l'enquête ouverte conformément à la loi,



c'est un tarif combiné en vue de correspondre aux charges imposées à l'Espagne par le Tarif minimum français. Pourquoi cacher cela à la Chambre et au Pays ? Dans ce tarif, on peut, sans porter atteinte au principe de la protection, introduire quelques diminutions de taxes. C'est ce que reconnaît la Catalogne, ou du moins les personnes les plus illustres de Catalogne, celles que l'on peut citer comme étant à la tête du mouvement industriel de cette province. (M. Nicolau : « Et le Ministère du Fomento lui-même. »)

« Et le Ministère du Fomento lui-même ; c'est exact. Ce département ministériel, dans une enquête dont les résultats ont été soumis au Gouvernement, déclare que dans ce tarif figurent 66 articles qui *nécessitent* un abaissement de taxe.

« Ce point a été exposé et discuté en France ; on a dit que nous avions fixé nos tarifs après que la France avait établi les siens afin de nous inspirer du même esprit que le législateur français. De là est née la prétention que notre Tarif minimum impose aux produits français de plus lourdes charges que celles qui résultent pour les marchandises espagnoles du Tarif minimum français. Le Gouvernement espagnol n'admet pas cela et il rentre dans le *modus vivendi* de discuter ce point avec une entière loyauté. Le Gouvernement espagnol n'estime pas que notre tarif minimum soit plus onéreux pour la France que ne l'est pour l'Espagne le Tarif minimum français. D'ailleurs, s'il n'en est pas ainsi, le Gouvernement de Sa Majesté accepte loyalement la discussion et la comparaison des deux Tarifs. Mais j'estime que le Tarif français lésait sur plusieurs points des intérêts espagnols et que nous étions, par conséquent, fondés à répondre par un tarif égal, ou sinon exactement égal, ce qui est humainement impossible, du moins analogue ou équivalent. »

*L'échelle alcoolique.* — « Que cherchions-nous surtout et avant tout à obtenir comme compensation dans le Tarif minimum français comparé au Tarif minimum espagnol ? Je ne veux pas le nier et il n'y a pas lieu de le faire : cette compensation, nous la cherchions surtout dans l'échelle alcoolique, je l'ai dit hier très clairement, ce me semble. Qu'est-ce que l'échelle alcoolique ? Ce n'est autre chose qu'un supplément de droit imposé à certains articles espagnols, par le fait que l'on taxe distinctement chaque degré alcoolique des vins dont le titre dépasse 10°9, vins qui sont seuls admis en France comme naturels. Par conséquent, je dis et le répète, le Gouvernement espagnol devait, dans l'établissement de son tarif minimum, tenir compte du régime imposé aux vins de la Péninsule et l'échange des deux tarifs minimum s'est fait dans les seules conditions possibles de compensation.

« Voilà qui est clair, ce me semble. Jamais, dans les documents diplomatiques, on n'a aussi nettement parlé. J'agis ainsi parce que, dans les circonstances actuelles, les négociateurs ne sont pas principalement les honorables Ministres de la Nation française (qui n'ont du reste pas manqué à leurs devoirs de courtoisie) ; ce ne sont pas non plus les Ministres de Sa Majesté ; les véritables négociateurs sont les deux Peuples intéressés. Il convient de leur dire toute la vérité et c'est pour cela que je fais connaître au Peuple espagnol tout ce qu'il doit savoir. (*Marques d'approbation sur le plus grand nombre des bancs.*)

« Mais, nous dit M. Gonzalès, avez-vous, avant tout, réclamé du Gouvernement français la réforme de l'échelle alcoolique ? Je ne crois pas pouvoir être plus franc : nous ne l'avons pas réclamée, parce que l'on ne demande à aucun Gouvernement ce que l'on sait qu'il est dans l'impossibilité d'accorder.

« Le Gouvernement français ne pouvait, en aucune façon, accepter, contrairement aux lois du Pays, la réforme de l'échelle alcoolique. Qui pourrait ne pas considérer comme étant du plus grand prix un changement dans les volontés du Parlement français, un revirement dans l'opinion de la majorité, ou dans les sentiments de l'opinion publique ? De tels événements auraient certainement pour conséquence l'établissement d'un autre régime douanier. Mais ils ne sont pas à prévoir. Je reviens à mon dilemme. Continuerons-nous la guerre de tarifs représentée des deux côtés de la frontière par la taxation maxima, ou vaut-il mieux adopter un régime un peu moins dur que le présent et qui, tout

en étant du reste assez rigoureux encore, a, du moins, l'avantage de préparer l'avenir ? Nous n'avons pas ambitionné davantage, nous n'avons pas reçu plus et j'estime que relativement nous avons ainsi obtenu beaucoup. Nous n'avons pas tenté ni poursuivi ce que, de science certaine, nous étions assurés de ne pas obtenir. L'échelle alcoolique du Tarif minimum nous est-elle préjudiciable ? Est-ce un dommage pour nous que de subir des aggravations de taxe à mesure qu'augmente le degré alcoolique de nos vins ? Cela est certain, mais nous n'aurions à nous plaindre de cette situation que si nous ne pouvions y remédier. Quelle est la conséquence de notre changement de Tarif ? C'est de provoquer aussi les plaintes d'un grand nombre de producteurs étrangers. »

Le comte de San Bernardo : « Ceci s'adresse à ceux qui ont fait ce changement. »

« Je n'aperçois pas le sens de cette interruption. »

Le comte de San Bernardo : « Nous le comprenons très bien. »

« Le tarif était précisément combiné dans ce but ; il était fait pour répondre à l'état de choses que nous créait l'échelle alcoolique française. Ne devons-nous pas agir ainsi puisque nous ne possédions pas d'autre moyen ? »

« Nous pouvons donc discuter et nous discuterons loyalement la comparaison du tarif minimum français avec le tarif minimum espagnol ; nous accepterons ce tarif si nous nous voyons forcés de le faire, par la raison que le tarif français présente quelques avantages en le comparant à notre propre tarif ; mais des concessions véritables, des concessions importantes, des concessions permettant d'en arriver à un régime pouvant satisfaire les intérêts de l'un et de l'autre pays, oh ! celles-là, nous ne les ferons pas définitivement tant qu'on ne nous aura pas accordé ce que demande et ce que réclame le sentiment national. (*Très bien ! Très bien !*) »

*Les vins espagnols et les vins italiens.* — « A égalité, la production italienne, nous l'avons vu au cours de ces derniers mois, tend à remplacer en très grande partie les produits espagnols ; à égalité de tarifs, il n'y aurait qu'à cesser la lutte. Bien que nous puissions nous défendre et que nous nous soyons défendus d'autres fois, non sans succès, cette égalité de tarifs constitue (nul viticulteur ne pourra le nier) un grand péril pour l'exportation nationale. Dans le tarif maximum, il subsiste un droit différentiel en faveur de la production espagnole et défavorable à la production italienne. Qu'y a-t-il à ajouter à cela ? Si nous avons obtenu également qu'en France, nos vins ainsi que nos autres produits ne puissent être frappés d'aucun droit différentiel, étant donné que, en vertu du traitement actuel et en vertu du *modus vivendi*, on nous accorde d'importer nos vins en France dans les conditions de la nation la plus favorisée, qu'aurions-nous tant à craindre ainsi que vous le supposez ? Est-il vrai ou non que la France ait besoin d'une quantité supplémentaire de vins venant du dehors ? »

M. Paz : « C'est cela, c'est cela ! Parfaitement ! »

Est-il vrai qu'elle en ait besoin ? Eh bien ! où prendra-t-elle ces vins, à égalité de droits, si ce n'est en Espagne ? Comment un régime mettant les produits vinicoles espagnols, — les meilleur marché du monde, — sur un pied d'égalité avec tous ceux du reste du globe, serait-il prohibitif ? Tout le vin dont la France aura besoin, elle le prendra en Espagne.

« Nos vins, avec ce tarif, comme avec tout autre tarif que la France nous accordera dans l'avenir, quelque avantageux qu'il soit, entreront dans des conditions qui ne leur permettront pas de lutter avec la production française. On ne pourra pas empêcher que les produits français soient les premiers qui seront consommés. C'est là la base du système de protection qui s'est implanté chez nos voisins ; c'est celle de notre système de protection ; c'est ainsi que l'ont compris la plupart des nations civilisées. »

*Politique sincère.* — « Il me semble que M. Gonzalès a déjà expliqué avec toute la clarté désirable ce que signifie le *modus vivendi*, quand il a dit qu'il n'est qu'un acheminement, et en vérité, Messieurs, si tout dépend d'une modification de l'état actuel de l'opinion en France, d'un adoucissement de ses ten-

dances protectionnistes, s'il est nécessaire de considérer comme appréciable cette modification qui sera soumise sans retard ou prochainement, très librement, comme cela doit être chez un peuple libre, aux deux Chambres législatives, n'êtes-vous pas d'avis que le meilleur moyen d'atteindre le but serait d'entretenir, dès à présent, des relations aussi bonnes que possible? Cela ne vaut-il pas mieux que de suivre une voie qui ne mènerait à rien? Car, il ne faut pas se leurrer de l'espoir de faire une guerre de tarifs. Pour ce motif, j'ai dit que je pouvais considérer et que je considérerais cette situation transitoire, ces réductions passagères comme un acheminement, comme la seule préparation possible pour voir si nous pouvons arriver à un état de choses dans lequel on n'appliquera pas à la France notre tarif minimum qui, plus ou moins mitigé, sera toujours onéreux et dans lequel la France ne nous appliquera pas son tarif minimum que nous considérons comme plus lourd pour nous que le nôtre ne l'est pour la France. »

---

**S. E. M. le duc de Mandas, ambassadeur d'Espagne à Paris,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 7 juin 1892.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté, dans le but de mettre à exécution ce qui a été convenu dans les notes échangées le 27 mai dernier, vient de désigner comme délégués techniques M. Juan Navarro Reverter, Sous-Secrétaire au Ministère des finances, Député aux Cortès, et M. José Ruiz Gómez, Consul de 1<sup>re</sup> classe au Ministère des affaires étrangères à Madrid, qui arriveront à Paris incessamment et que je m'empresserai de présenter à Votre Excellence.

DUK DE MANDAS.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à S. E. le duc de Mandas,  
ambassadeur d'Espagne à Paris.**

Paris, le 9 juin 1892.

Par une lettre en date du 7 de ce mois, Votre Excellence a bien voulu m'annoncer que, en exécution de l'accord constaté dans les notes échangées le 27 mai, le Gouvernement espagnol a désigné, comme délégués techniques chargés de la discussion des questions de tarifs, M. Juan Navarro Reverter, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des finances, Député aux Cortès, et M. Ruiz Gómez, Consul de 1<sup>re</sup> classe au Ministère d'Etat.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication, dont je me suis empressé de faire part à mon collègue, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

RIBOT.

---

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 10 juin 1892.

Un décret royal du 7 de ce mois, inséré dans la *Gaceta de Madrid* d'hier, publie les nouvelles ordonnances douanières de l'île de Cuba, entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet prochain.

Ces ordonnances, impatiemment attendues et auxquelles ont successivement collaboré plusieurs Ministres d'outre-mer, ont été achevées par M. Romero Robledo.



Le nouveau Code des règlements douaniers de Cuba ne donne point une entière satisfaction aux desiderata de commerce. On fait, toutefois, remarquer que les réformes introduites simplifient la procédure, facilitent la rapidité des opérations commerciales, diminuent le taux des amendes, donnent à ceux qui les ont encourues des moyens de recours plus équitables et réduisent de 50 à 25 0/0 la part de ces amendes actuellement attribuée aux fonctionnaires des douanes.

ROUSTAN.

---

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 11 juin 1892.

L'Ambassadeur d'Angleterre a fait une démarche auprès de M. Canovas, pour l'engager à obtenir des Cortès, avant leur séparation, une réduction générale du tarif minimum sur la base de 20 ou 30 0/0, par exemple.

Le président du Conseil a répété à mon collègue ce qu'il m'avait dit au sujet de l'impossibilité de faire discuter avant la séparation des Cortès aucune mesure modifiant les tarifs actuels. Il lui a exprimé ses regrets de ne pouvoir donner satisfaction aux Etats qui ont déjà traité avec l'Espagne et qui réclament la ratification immédiate de ces conventions. Il a ajouté, qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet, tous les pays qui auraient accepté le tarif minimum espagnol auraient néanmoins leurs intérêts sauvegardés, puisqu'ils jouiraient du traitement de la nation la plus favorisée et que l'industrie espagnole, même protégée par de hauts tarifs, n'était pas en état de lutter contre la concurrence étrangère.

Mon collègue d'Angleterre aurait profité de l'occasion pour demander à M. Canovas que l'application du nouveau tarif pour l'île de Cuba fût différée de deux mois. Il a donné pour raison l'impossibilité où l'on se trouve en Angleterre de livrer les commandes qui ont été faites de Cuba sous l'empire de l'ancien régime.

Quant à l'espoir que nous avons de voir opérer des réductions du tarif minimum par la voie de règlements intérieurs, il paraît qu'il faut y renoncer car les journaux annoncent qu'à la suite d'une conférence qui vient d'avoir lieu entre M. Sagasta et M. Canovas, ce dernier aurait renoncé à la demande d'autorisation qu'il avait présentée dans ce but aux Cortès. C'est du reste ce qu'il m'avait dit lors de notre dernière entrevue.

ROUSTAN.

---

**Le comte Sala, consul général de France à la Havane, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

La Havane, le 12 juin 1892.

Plusieurs négociants et industriels sont venus m'entretenir du régime qui nous sera appliqué après le 1<sup>er</sup> juillet.

Si nous n'obtenions pour nos marchandises que l'application de la colonne 2 du nouveau tarif général, nous n'acquerrions qu'un avantage bien mince : la différence entre les deux colonnes est, en effet, à peine sensible.

D'un autre côté, d'après ce que m'ont dit de hautes autorités d'ici, on serait décidé à n'étendre à aucun Pays le bénéfice des avantages concédés aux Etats-Unis. Il s'agit, pour le Gouvernement espagnol, d'une question

de budget. Or, le Ministre d'Ultramar rencontre déjà trop de difficultés à combler le déficit apporté dans les recettes des douanes de Cuba par le traité avec les Etats-Unis et la loi de cabotage pour qu'on consente à les augmenter encore en nous octroyant les mêmes bénéfices.

Ce langage qu'on me tient ici doit, évidemment, refléter celui de Madrid.

L'Espagne elle-même aurait cependant intérêt à nous accorder tout au moins un tarif conventionnel qui nous permet de lutter avec les Etats-Unis.

L'arrêt de toute importation française entraînerait une diminution sensible dans les recettes de douane, diminution que ne pourraient naturellement combler les produits américains, francs de droits, qui viendraient remplacer les nôtres.

SALA.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.**

Paris, le 13 juin 1892.

M. Jules Roche et moi, nous avons eu aujourd'hui une première conférence avec l'Ambassadeur d'Espagne et les délégués.

Les questions de chiffres seront l'objet d'un examen qui commencera demain et sera probablement terminé à la fin de cette semaine.

Le point qui nous préoccupe et sur lequel nous avons insisté dans l'entretien d'aujourd'hui, est de savoir si, dans le cas où un certain nombre de nos réclamations seraient reconnues fondées, le Gouvernement espagnol aurait les pouvoirs nécessaires pour y faire droit avant la prochaine session des Cortès.

Nous avons toujours compté que le *modus vivendi* serait l'objet, à bref délai, de certaines modifications.

Je vous prie de nouveau d'appeler l'attention de M. Canovas sur ce point.

RIBOT.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.**

(Télégramme.)

Paris, le 14 juin 1892

Les délégués se sont réunis de nouveau aujourd'hui. Cette seconde conférence s'est tenue au Ministère du Commerce.

Les délégués français ont indiqué les divers articles du tarif minimum espagnol qui donnent lieu aux réclamations de notre commerce ; les délégués espagnols doivent faire connaître, demain, le résultat de l'examen auquel ils les auront soumises.

Ceux-ci ne se sont pas crus autorisés, toutefois, à examiner les réclamations qui portaient spécialement sur le régime applicable à nos importations à Cuba et à Puerto-Rico. Mais il a été entendu qu'ils demanderaient à cet égard les instructions de leur gouvernement. Il importerait que cette autorisation leur fût donnée. Je vous prie de faire d'urgence auprès du ministre d'état une démarche à cet effet.

RIBOT.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,**  
**à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 17 juin 1892.

A la suite des diverses communications que j'ai reçues de Votre Excellence depuis mardi dernier au sujet de la marche des conférences avec les délégués espagnols, je me suis rendu hier chez M. Canovas pour insister de nouveau sur la nécessité d'appliquer, sans retard, les réductions éventuelles sur lesquelles on pourrait tomber d'accord après un examen comparatif des deux tarifs minima. Il m'a dit que, pour vous être agréable, il pourrait soumettre aux Cortès les concessions dont on serait convenu avant leur séparation, mais qu'il ne pouvait s'engager à ce qu'elles soient discutées avant le retour des Chambres. Il pourra essayer aussi de hâter ce retour avant l'époque habituelle. Mais il ne peut faire davantage et il est de nouveau entré dans tous les détails que je vous ai déjà donnés à cet égard.

Le président du conseil espère que Votre Excellence vaudra bien se convaincre des difficultés de sa situation et des obstacles parlementaires qui s'opposent ici à la réalisation immédiate de vos désirs. Il ajoute que, de son côté, il se rend parfaitement compte des difficultés que vous créent les tendances protectionnistes de nos Chambres et que, dans ce sentiment, il a prescrit à ses délégués de ne pas soulever en ce moment la question de l'échelle alcoolique. Je note en passant que cette déclaration est en désaccord avec les dépêches télégraphiques publiées par les journaux d'hier soir et d'après lesquelles les délégués espagnols auraient mis la question des vins sur le tapis. Je dois dire, du reste, que M. Canovas s'est déclaré prêt, néanmoins, à traiter sur cette question et qu'il m'a répété que les concessions que nous obtiendrions seraient en rapport avec les réductions sur les vins.

Du reste, quant à la question de l'échelle alcoolique, M. Canovas m'a dit qu'il y aurait peut-être intérêt à faire, avant d'y toucher, une expérience du tarif minimum.

ROUSTAN.

---

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,**  
**à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 17 juin 1892.

Au moment où, suivant l'issue des pourparlers actuellement engagés à Paris avec les délégués espagnols, le gouvernement de la République peut être amené à prendre des résolutions graves, il n'est peut-être pas inutile de se rendre compte de la situation dans laquelle se trouvent les autres pays vis-à-vis du gouvernement espagnol, en matière de tarifs douaniers.

Pour tous les pays, comme pour la France, le tarif conventionnel prendra fin le 30 juin et, en l'absence de traités nouveaux, faute d'entente ou simplement de ratification, il y aura lieu d'opter entre le tarif maximum et le tarif minimum espagnol.

L'Angleterre n'a pas l'embaras de l'option. Son système douanier lui assure de plein droit le tarif minimum. Elle a essayé de le faire réduire d'une façon générale, mais Votre Excellence sait comment les démarches tentées à cet égard par sir Drummond Wolff ont échoué. L'Angleterre se



tiendra donc au tarif minimum actuel jusqu'à ce qu'elle trouve une occasion propice de renouer les négociations qu'elle a rompues devant le refus de la clause de la nation la plus favorisée.

L'Allemagne a beaucoup espéré de notre isolement commercial, pendant les quatre mois qui viennent de s'écouler. On peut compter qu'elle ne se soumettra pas à un traitement différentiel, bien qu'elle n'ait obtenu aucune concession au sujet de l'importation des alcools.

L'Italie s'est bornée à quelques pourparlers suivis par l'intermédiaire de son ambassadeur : ils n'ont abouti à aucun résultat jusqu'à présent. D'après tous mes renseignements, elle acceptera le tarif minimum à partir du 1<sup>er</sup> juillet.

Tous ces pays vont passer du régime conventionnel à celui du minimum espagnol.

D'autres ont traité avec l'Espagne ; après être arrivés à une entente obtenue le plus souvent au prix de concessions importantes, ils se voient refuser aujourd'hui le bénéfice de ces conventions, en vertu des raisons parlementaires que Votre Excellence connaît.

Il résulte de cet exposé que, si le tarif minimum ne nous semble guère acceptable dans les conditions actuelles, nous avons du moins la certitude qu'aucun pays ne sera plus favorisé que nous tant que nous y tiendrons et que, si nous venions à y renoncer, nous nous trouverions seuls soumis à un traitement différentiel.

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 17 juin 1892.

Suivant les instructions contenues dans le télégramme de Votre Excellence du 14 de ce mois, je me suis empressé d'écrire au duc de Tetuan, qui se trouve toujours à Aranjuez, pour lui demander d'autoriser les délégués espagnols à examiner les réclamations qui portent spécialement sur le régime applicable à nos importations à Cuba et à Puerto-Rico.

Je viens de recevoir une lettre particulière du ministre d'état en réponse à cette communication. Il se fonde sur le traité de réciprocité conclu avec les Etats-Unis pour établir l'impossibilité de faire des réductions au-dessous de la seconde colonne du tarif des Colonies, mais il ne se refuse pas à faire avec nous une convention spéciale de même nature, qui contiendrait des concessions en faveur des produits des Antilles espagnoles à leur importation en France.

ROUSTAN.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères,  
à M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid.**

Paris, le 26 juin 1892.

L'examen des tarifs respectifs se poursuit dans les réunions qui ont lieu au ministère du commerce entre les délégués français et espagnols. Je compte être mis en mesure de vous faire connaître incessamment le résultat de ce travail.

M. Jules Roche m'a communiqué une liste qu'il a remise aux délégués espagnols et sur laquelle sont énumérés un certain nombre d'articles, *non dénommés* expressément au tarif espagnol, dont le régime nous paraît com-

porter une modification. Les rectifications que nous proposons sont indiquées sur cette même liste. M. Navarro Reverter doit transmettre ces demandes à Madrid par le même courrier, en les recommandant, pour la plupart, à l'attention particulière de son gouvernement.

RIBOT.

---

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 27 juin 1892.

La *Gaceta* de Madrid a publié hier les nouvelles ordonnances douanières entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet prochain dans l'île de Puerto-Rico.

Comme celles récemment publiées pour l'île de Cuba, ces nouvelles ordonnances donnent dans une certaine mesure satisfaction aux réclamations du commerce et réduisent sensiblement la part attribuée actuellement aux fonctionnaires des douanes dans les amendes encourues.

ROUSTAN.

---

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 29 juin 1892.

La *Gaceta* de Madrid de ce jour publie un ordre royal rendu le 22 de ce mois par M. le ministre d'Ultramar prescrivant, en vertu des dispositions du décret royal du 28 mai dernier relatif au *modus vivendi*, l'application aux marchandises françaises, à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain dans les îles de Cuba et de Puerto-Rico, des droits de la seconde colonne du tarif douanier approuvé par décret royal du 29 avril dernier.

ROUSTAN.

---

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 29 juin 1892.

J'ai reçu hier la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 26 de ce mois, relativement aux articles non dénommés expressément au tarif espagnol et dont le régime vous paraît comporter des modifications.

Le président du conseil, que j'ai vu immédiatement, avait été prévenu par M. Reverter du désir du gouvernement de la République, mais il ne connaissait pas encore les détails de nos demandes. Il m'a dit que si ces modifications ne touchaient pas au tarif, il serait possible de les exécuter immédiatement, mais qu'il devait auparavant les soumettre à l'examen du département des finances. Il m'a paru bien disposé.

M. Canovas m'a annoncé que le gouvernement allemand vient d'accepter le tarif minimum espagnol. Le gouvernement anglais l'a accepté la semaine dernière et il ne paraît pas douteux que tous les autres gouvernements ne fassent de même. Ainsi se réalisent les prévisions dont j'avais fait part à Votre Excellence et qui nous conseillaient l'acceptation du *modus vivendi* pour échapper au traitement différentiel que nos importations ont subi pendant quatre mois.

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 2 juillet 1892.

Je transmets à Votre Excellence le texte des décrets royaux qui règlent le régime douanier de l'Espagne avec les différents pays, à partir du 1<sup>er</sup> de ce mois. Ainsi que vous le verrez par ces communications, tous les pays d'Europe qui sont représentés en Espagne, à l'exception de la Russie, ont obtenu l'application de la seconde colonne du tarif espagnol, en échange de la concession qu'ils font à l'Espagne du traitement de la nation la plus favorisée. L'Italie a été la dernière à accéder à cet arrangement, qui n'a été conclu qu'hier en ce qui la concerne.

La *Gaceta de Madrid* contient dans le même numéro le décret du ministre d'Ultramar relatif à l'application du tarif en ce qui concerne les îles de Cuba et de Puerto-Rico.

Parmi les pays situés hors d'Europe, la liste indiquée dans le décret ne fait mention ni des Etats-Unis avec lesquels les relations sont régies par un traité spécial, ni du Brésil avec lequel il n'a pu être conclu aucun arrangement.

ROUSTAN.-

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 5 juillet 1892.

J'ai vu hier soir le duc de Tetuan et je l'ai pressé pour obtenir les modifications du tarif que M. Jules Roche a réclamées dans ces derniers temps. Il m'a répondu, comme M. Canovas, qu'il était disposé à faire tout ce qui pourrait être fait sans le concours des Chambres, mais qu'il était impossible de prendre actuellement une décision sur toutes ces matières. Le gouvernement espagnol est extrêmement préoccupé de l'instabilité qui pèse sur le maintien du *modus vivendi* et de la situation dans laquelle il se trouverait placé dans le cas d'une nouvelle rupture des négociations, surtout s'il avait été amené à nous faire auparavant de nouvelles concessions.

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Madrid, le 7 juillet 1892.

Certaines dispositions sont ou vont être prises en matière de tarif, telles que le dégrèvement de la morue déjà voté par la Chambre et qui passera probablement demain au Sénat, la présentation d'un projet de loi supprimant les droits d'exportation sur les plombs argentifères et enfin, la suppression des droits d'entrée sur le bétail provenant de Marseille. Je viens d'être informé de ces mesures par le duc de Tetuan.

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 9 juillet 1892.

J'ai l'honneur de vous confirmer ma dépêche télégraphique d'avant-hier



au sujet des modifications de tarif qui m'avaient été annoncées par le duc de Tetuan.

La réduction relative à la morue, sur laquelle les droits ont été abaissés de 30 à 18 pesetas ou en réalité de 36 à 24 à cause des droits supplémentaires, a été votée par les deux Chambres et devient applicable immédiatement. C'est la France qui, après la Suède, retire le plus grand profit de ce dégrèvement.

Il est douteux que les autres projets de lois portant modifications du tarif, notamment celui relatif aux plombs argentifères, puissent être discutés avant la fin de la session.

ROUSTAN.

**M. Balny d'Avricourt, consul général de France à Hambourg,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Hambourg, le 9 juillet 1892.

La guerre de tarif qui, disait-on ici, était à craindre entre l'Allemagne et l'Espagne a pu être évitée grâce à une nouvelle entente provisoire, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> de ce mois et valable jusqu'au 30 novembre prochain.

En vertu de cet arrangement, l'Espagne accorde aux importations allemandes son tarif minimum à l'exclusion de tout traitement différentiel vis-à-vis des autres Pays ; elle concède également à l'Allemagne, pour ses importations à Cuba et à Puerto-Rico, les tarifs minima en vigueur aux Antilles espagnoles, sous réserve, toutefois, des exemptions et réductions de droits accordées aux Etats-Unis par le traité de réciprocité, exemptions et réductions dont les Pays autres que les Etats-Unis ne sont pas admis à bénéficier. Quant à l'Allemagne, elle accorde ses tarifs conventionnels aux produits espagnols ; en un mot l'Espagne jouit de la clause de la nation la plus favorisée dans ses rapports commerciaux avec l'Empire.

Le tarif minimum espagnol étant beaucoup plus élevé que le tarif conventionnel allemand, l'Ambassadeur d'Allemagne à Madrid, dans une lettre adressée au Ministre des Affaires étrangères d'Espagne, aurait fait remarquer que « son Gouvernement ne considérerait pas le tarif minimum espagnol comme un équivalent suffisant ». C'est l'espoir d'obtenir ultérieurement de l'Espagne des concessions plus étendues, qui aurait décidé l'Allemagne à appliquer ses tarifs conventionnels aux produits espagnols.

BALNY D'AVRICOURT.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Roustan,  
ambassadeur de la République française à Madrid.**

(Télégramme.)

Paris, le 15 juillet 1892.

Il serait douteux, d'après votre lettre commerciale du 9 juillet, que le projet de loi relatif aux plombs argentifères pût être discuté avant la fin de la session des Cortès. M. Jules Roche me signale comme indispensable que cette mesure soit adoptée conformément aux engagements pris vis-à-vis de lui. Veuillez donc insister, à cet effet, d'une manière pressante auprès du Gouvernement espagnol.

RIBOT.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 16 juillet 1892.

Je reçois le télégramme de Votre Excellence au sujet du projet de loi relatif aux plombs argentifères. Je vais en parler aujourd'hui même au Duc de Tetuan, si je puis le rencontrer. mais je ne saurais guère espérer un résultat utile de cette démarche. En admettant même que la session se prolonge au-delà d'après-demain, contrairement aux prévisions actuelles, ce ne serait que pour continuer la discussion de l'interpellation de M. Pedregal sur les négociations commerciales. Dans ces conditions, il me semble bien difficile, sinon impossible, qu'on puisse obtenir des deux Chambres le vote d'un nouveau projet de loi quel qu'il soit.

ROUSTAN.

**M. Legrand, ministre de France à La Haye, à M. Ribot,  
Ministre des affaires étrangères.**

La Haye, le 16 juillet 1892.

Le *Journal officiel* d'aujourd'hui publie la communication suivante :

« D'après une dépêche du Ministre néerlandais à Madrid, le 12 de ce mois a eu lieu, dans cette ville, la signature d'une déclaration concernant les relations commerciales entre la Néerlande et l'Espagne. Cette déclaration entrera en vigueur après son approbation par les corps législatifs des deux pays.

« En attendant, les produits de la Néerlande et de ses colonies seraient admis provisoirement en Espagne, à Cuba et Puerto-Rico contre le payement des droits fixés pour les puissances contractantes, par la seconde colonne des tarifs, qui y sont en vigueur, et aux îles Philippines sur le pied du tarif unique, en vigueur dans cette colonie.

« En même temps, le droit d'entrée des fromages à Cuba et à Puerto-Rico est réduit de 20 et 15 centavos à 5 centavos le kilogramme. »

LEGRAND.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 18 juillet 1892.

Une loi, publiée hier dans la *Gaceta* de Madrid, réduit à 18 pesetas, par 100 kilogrammes, les droits de la seconde colonne du tarif douanier espagnol du 31 décembre 1891 sur la morue et le stockfish.

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 19 juillet 1892.

Dans la séance d'hier aux Cortès, qui a duré jusqu'au milieu de la nuit, M. Canovas a fait présenter un ordre du jour de confiance au sujet des négociations commerciales suivies par son gouvernement avec la France. En présence de cette proposition signée par M. Laiglesia, Vice-Président de la Chambre, et d'autres notabilités du parti conservateur, les débats ont

pris une nouvelle vivacité. La discussion continuera aujourd'hui. On pense que la clôture de la session pourra être prononcée ce soir, mais il est impossible de rien affirmer à cet égard.

Le Gouvernement paraît avoir perdu tout espoir de pouvoir faire passer aucun projet de loi.

ROUSTAN.

**M. Roustan, ambassadeur de la République française à Madrid, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Madrid, le 20 juillet 1892.

Les Chambres se sont séparées hier sans avoir voté les projets de loi les plus urgents qui leur étaient soumis, notamment celui du tarif des chemins de fer qui avait déjà passé au Sénat. Néanmoins, M. Canovas a profité de l'interpellation sur les négociations commerciales et le *modus vivendi* pour obtenir un vote d'approbation et de confiance pour la politique commerciale du Gouvernement. Il attachait, paraît-il, beaucoup de prix à ce vote, en vue des prochaines discussions auxquelles donneront lieu les traités de commerce déjà conclus. Parmi ces derniers, il faut compter celui avec la Suisse qui a été signé ces jours-ci.

Afin de hâter la discussion des traités de commerce, les Chambres se réuniront à la fin d'octobre ou au commencement de novembre, contrairement à l'usage, d'après lequel elles ne sont convoquées qu'en janvier.

ROUSTAN.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à Son Excellence le Duc de Mandas, ambassadeur d'Espagne à Paris.**

Paris, le 8 août 1892.

Ainsi qu'il a été convenu entre nous, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une note dont mon collègue, M. le Ministre du commerce et de l'industrie, a arrêté les termes, d'accord avec MM. les délégués espagnols.

Cette note a pour objet de relater les conditions dans lesquelles s'est effectuée l'étude préliminaire des tarifs douaniers français et espagnols que les deux Gouvernements avaient convenu de poursuivre à la suite des décrets du 28 mai 1892.

RIBOT.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. RIBOT A SON EXCELLENCE LE DUC DE MANDAS,  
EN DATE DU 8 AOUT 1892.

L'étude préliminaire des tarifs de douanes que les Gouvernements français et espagnol avaient convenu d'entreprendre d'un commun accord, à la suite des décrets du 28 mai 1892, s'est poursuivie au Ministère du commerce et de l'industrie en juin et juillet 1892 entre M. J. Roche, Ministre du commerce et de l'industrie, assisté de MM. Pallain, conseiller d'Etat, directeur général des douanes; Tisserand, conseiller d'Etat, directeur de l'agriculture; Clavery, conseiller d'Etat, directeur des consulats et des affaires commerciales et Roume, sous-directeur du commerce extérieur; et MM. Navarro Reverter, sous-secrétaire d'Etat des finances, député aux Cortès et Ruiz Gomès, consul de 1<sup>re</sup> classe, délégués du Gouvernement espagnol.

M. le Ministre du commerce a fait connaître les réclamations émanant des Chambres de commerce, des Chambres commerciales des Arts et Métiers, des Chambres syndicales et d'un grand nombre d'industriels et de commerçants, qui s'étaient produites contre le tarif minimum espagnol.



Ces réclamations portaient sur 171 articles du tarif d'entrée, sur le tarif de sortie en même temps que sur un certain nombre de dispositions réglementaires pour l'application du tarif.

De leur côté, MM. les Délégués espagnols ont présenté des réclamations émanant des Chambres de commerce et d'agriculture, des Syndicats de producteurs de vins et d'exportateurs contre le tarif minimum français. Quoique ces réclamations ne portent que sur 28 articles, les délégués espagnols ont tenu à faire remarquer que les vins et les fruits forment à eux seuls la presque totalité du commerce de l'Espagne avec la France et ils ont principalement insisté sur les modifications qu'il y aurait lieu, suivant eux, d'apporter tant à la limite du degré alcoolique des vins qu'à la quotité même des droits.

Après examen des réclamations de part et d'autre, les Délégués sont convenus d'en référer à leurs Gouvernements respectifs.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Belle,  
chargé d'affaires de France à Madrid.**

Paris, le 31 août 1892.

J'ai reçu de la Chambre de commerce de Marseille une lettre dans laquelle cette Compagnie, se fondant sur ce que l'Espagne continue à appliquer aux plombs argentifères un droit de sortie, demande que, de son côté, le Gouvernement français supprime la franchise dont les plombs non argentifères importés de la Péninsule bénéficient en vertu du *modus vivendi* franco-espagnol.

Comme vous le savez, le Gouvernement espagnol s'est montré disposé à supprimer les droits de sortie perçus sur les plombs argentifères, mais, ainsi que le faisait pressentir M. Roustan, dans sa dépêche commerciale du 9 juillet dernier, les Cortès se sont séparées sans avoir voté le projet de loi dont elles avaient été saisies à cet effet.

Par suite, l'industrie française se trouve privée de la compensation sur laquelle nous étions en droit de compter, en échange de la franchise accordée aux plombs non argentifères espagnols et j'estime, d'accord avec mon collègue M. le Ministre du commerce, qu'il y a intérêt à faire cesser le plus tôt possible cette situation fâcheuse pour nos désargentateurs.

Je vous serai, en conséquence, obligé de signaler à M. le Duc de Tetuan les considérations exposées dans la lettre de la Chambre de commerce de Marseille et de lui demander, en même temps, de vouloir bien rechercher s'il n'existe pas dans la législation douanière de l'Espagne un moyen de supprimer, sans attendre la rentrée des Cortès, la taxe de sortie dont sont grevés les plombs argentifères expédiés en France. Dans le cas où ce droit d'exportation serait maintenu, les réclamations de nos industriels pourraient nous mettre dans la nécessité de suspendre, jusqu'au vote par les Cortès du projet de loi qui leur a été soumis, la franchise douanière que nous avons accordée aux plombs non argentifères de provenance espagnole.

RIBOT.

---

**Son Excellence le Duc de Mandas, ambassadeur d'Espagne à Paris,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 24 septembre 1892.

Les Délégués espagnols, qui pendant les mois de juin et juillet derniers examinèrent avec les Délégués français, sous la présidence de M. Jules

Roche, Ministre du commerce, les tarifs minimum de France et d'Espagne, référèrent immédiatement au Gouvernement de Sa Majesté les résultats de l'étude comparative à laquelle ils venaient de procéder, d'après ce qui avait été convenu entre les deux Gouvernements, le 27 mai, étude qui est résumée dans la Note que Votre Excellence me fit l'honneur de m'adresser le 8 août. Tout aussitôt le Cabinet de Madrid se trouva en mesure de continuer le travail. Ainsi qu'il s'était empressé d'envoyer à Paris les Délégués pour remplir la première partie de son engagement le 27 mai, il est disposé avec tout autant de bonne volonté, pour remplir jusqu'au bout cet engagement, à poursuivre les négociations commerciales afin d'arriver à un accord plus permanent et plus favorable aux intérêts des deux Pays en donnant satisfaction aux réclamations qui se sont produites de chaque côté relativement aux différences signalées avec plus ou moins d'exactitude entre les deux tarifs par une tarification aussi égale que possible dans une juste réciprocité et qui éviterait des dissentiments ultérieurs. Ce résultat peut être facilité par l'examen comparatif fait jusqu'ici, et le Gouvernement de Sa Majesté a l'espoir que, la France s'inspirant des mêmes sentiments, les rapports commerciaux pourront être établis plus solidement et de manière à resserrer les liens entre deux Pays voisins et amis.

---

Duc DE MANDAS.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à Son Excellence  
le Duc de Mandas, ambassadeur d'Espagne à Paris.**

Paris, le 28 septembre 1892.

Je m'empresse de vous accuser réception de la lettre en date du 24 septembre par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement de Sa Majesté était disposé à poursuivre avec nous des négociations commerciales afin d'arriver à un accord plus permanent et plus favorable aux intérêts des deux Pays.

En même temps que je communique la lettre de Votre Excellence à M. le Ministre du commerce, je me crois obligé de vous demander, à titre d'éclaircissement, si le Gouvernement de Sa Majesté, après l'examen qu'il a fait du travail des Délégués, n'a pas, dès à présent, l'intention de proposer aux Cortès l'abaissement, sur certains articles, du tarif minimum espagnol, afin de le mettre plus équitablement en concordance avec le régime dont les produits espagnols bénéficient actuellement à leur entrée en France.

Votre Excellence comprend l'intérêt que nous avons, à la veille de la reprise des travaux parlementaires, à être fixés sur les dispositions du Gouvernement de Sa Majesté.

Je ne doute pas que celui-ci ne fasse tout ce qui dépendra de lui pour donner satisfaction aux réclamations légitimes dont il a été saisi. Vous pouvez lui assurer que, de notre côté, nous chercherons à faciliter un accord entre les deux Pays, qui réponde à leurs sentiments réciproques aussi bien qu'à leurs véritables intérêts.

RIBOT.

---

## GRÈCE

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montholon,  
ministre de France à Athènes.**

Paris, le 16 février 1892.

Vous savez que la Grèce est au nombre des pays dont les produits, aux termes du décret du 30 janvier dernier, sont admis en France au bénéfice de notre tarif minimum.

Le régime douanier, applicable aux marchandises helléniques, étant ainsi fixé, il restait à prendre les autres mesures que comporte, par application de l'entente intervenue entre les deux Etats, le maintien aux sujets, navires et marchandises hellènes des avantages indépendants de l'application des taxes douanières. M. le Ministre du commerce a déposé aujourd'hui sur le bureau de la Chambre un projet de loi à cet effet et j'ai l'honneur de vous en transmettre le texte ci-joint.

RIBOT.

---

ANNEXE A LA LETTRE DE M. RIBOT, DU 16 FÉVRIER 1892.

**Projet de loi déterminant les rapports commerciaux entre la France et la Grèce, présenté au nom de M. Carnot, Président de la République française, par M. Jules Roche, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.**

**EXPOSÉ DES MOTIFS**

Les rapports commerciaux entre la France et la Grèce ont été réglés dans les deux pays par une loi spéciale. La loi grecque du 7/19 février 1891 a accordé à nos nationaux en Grèce le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de protection de la propriété industrielle; la loi française du 20 février 1891 a concédé les mêmes avantages aux sujets, aux navires et aux marchandises de la Grèce.

Par un échange de lettres qui a eu lieu le 8/20 janvier 1892, entre le Ministre de la République à Athènes et le Ministre des Affaires étrangères de Grèce, une entente s'est établie sur la base de la prorogation provisoire des lois spéciales qui, dans les deux pays, devaient prendre fin à la date du 1<sup>er</sup> février 1892.

A la suite de cet arrangement, le Gouvernement royal, avec l'autorisation du pouvoir législatif, a prorogé pour six mois, par décret, la loi du 7/19 février 1891. Cette prorogation nous assure en Grèce, jusqu'au 31 juillet 1892, le traitement de la nation la plus favorisée, non seulement en matière de tarifs, mais encore pour tout ce qui concerne les opérations commerciales et industrielles, le paiement des taxes et impôts et la protection de la propriété industrielle.

De son côté, le Gouvernement de la République, usant des pouvoirs que lui conférait l'article 2 de la loi du 29 décembre 1891, a inscrit la Grèce au nombre des pays auxquels le décret du 30 janvier 1892 a concédé le bénéfice du tarif minimum inscrit dans le tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892.

La question du tarif de douanes applicable aux produits helléniques en France étant ainsi réglée, il nous reste à vous proposer de proroger provisoirement l'ensemble des dispositions de la loi du 20 février 1891, de manière à maintenir aux sujets, aux navires et aux marchandises hellènes les avantages indépendants de l'application des taxes douanières.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de loi dont la teneur suit :



## PROJET DE LOI

Le Président de la République française

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article unique. — Le Gouvernement est autorisé à maintenir, sous condition de réciprocité, le traitement de la nation la plus favorisée aux sujets, aux navires et aux marchandises de la Grèce, tant pour l'importation, l'exportation, le transit et, en général, pour ce qui concerne les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce et de l'industrie, le paiement des taxes et autres impôts, la protection de la propriété industrielle.

Fait à Paris, le 16 février 1892.

---

**Le Comte de Montholon, ministre de France à Athènes,  
à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.**

Athènes, le 17 février 1892.

J'ai conféré dimanche dernier avec le Ministre des Affaires étrangères relativement à l'établissement d'un accord commercial définitif entre la Grèce et la France. Au cours de cette entrevue, M. Deligeorgis a énuméré les réductions de droits dont certaines classes de nos importations en Grèce, non favorisées par l'Arrangement commercial en vigueur entre les deux pays, pourraient bénéficier en échange de l'application définitive du tarif minimum aux importations grecques en France.

De mon côté, j'ai soumis au Ministre des Affaires étrangères la liste des articles sur les droits d'entrée desquels notre Chambre de commerce à Athènes souhaiterait des abaissements. Les desiderata de cette assemblée diffèrent, sur quelques points, de ceux formulés par elle au début des négociations et sont inspirés par la crainte de favoriser, au plus grand préjudice du fisc grec et sans profit réel pour la France, les importations d'articles fabriqués dans d'autres pays, et contre lesquels nous ne pouvons, en aucun cas, lutter avantageusement, soit à cause de la rareté de la matière première de l'objet sur nos marchés, soit à cause du prix élevé de la main-d'œuvre en France.

Je saisis cette occasion pour vous faire savoir que parmi les mesures fiscales adoptées par M. Delyannis, pour venir en aide à l'équilibre du budget, se trouve une majoration de 15 0/0 sur les droits d'importation des articles énumérés dans le tarif général hellénique et qui ne sont pas couverts par un régime conventionnel. Cette surtaxe ayant été immédiatement appliquée en vertu du droit du Gouvernement de mettre en vigueur des dispositions fiscales avant leur adoption par le Parlement, il en résulte que les réductions que nous obtiendrons seront amoindries de la valeur de cette surtaxe.

MONTHOLON.

---

**Le Comte de Montholon, Ministre de France à Athènes,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 19 mars 1892.

Nos négociations commerciales avec la Grèce sont interrompues depuis la chute du Cabinet de M. Delyannis. Le Ministère actuel a le désir de les reprendre et j'ai trouvé M. Mélétopoulos disposé à les rouvrir dans le sens

le plus conciliant. Je ne doute pas que ce dernier ne s'efforce de nous accorder tous les avantages raisonnables que nous pouvons souhaiter ; il m'en a donné l'assurance en termes extrêmement amicaux. Toutefois, en l'absence de la Chambre et à la veille d'une dissolution, il n'est pas urgent de déterminer les bases d'un accord dont la mise en vigueur nécessite une sanction parlementaire. Les élections générales n'auront pas lieu avant deux mois et cela dans l'hypothèse où la Chambre sera dissoute à l'expiration du délai actuel de prorogation, c'est-à-dire dans une dizaine de jours. Avant la réunion de la nouvelle Chambre et la fin de la vérification des pouvoirs, il s'écoulera encore un mois et demi. Ce n'est donc pas avant quatre mois qu'il sera possible de reprendre utilement avec le Gouvernement royal des pourparlers en vue de resserrer, pour une période d'une année, nos liens économiques avec la Grèce.

L'accord actuel expirera le 31 juillet ; dans le cas où le Parlement hellénique ne reprendra pas ses travaux dans l'intervalle, le Gouvernement royal sera en mesure de prolonger la durée de cette entente jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1893. Au pis aller, nous pouvons donc compter sur les avantages acquis durant une nouvelle période semestrielle, si cela nous convient. Le Cabinet de M. Delyannis a été, en effet, autorisé à proroger, en l'absence de la Chambre, le traitement en vigueur, pour une nouvelle période semestrielle, à partir du 1<sup>er</sup> août prochain.

MONTHOLON.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montholon,  
ministre de France à Athènes.**

Paris, le 1<sup>er</sup> avril 1892.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 19 mars.

Vous pouvez faire savoir au Gouvernement hellénique que nous serons en mesure, lorsque l'accord actuel viendra à échéance, d'en maintenir à la Grèce le bénéfice, si, comme nous n'en doutons pas, le Gouvernement hellénique fait de son côté usage en notre faveur du pouvoir qui lui a été conféré de proroger de six mois la loi grecque des 7-19 février 1891, et se montre prêt à compléter le plus tôt qu'il sera possible l'entente établie, en ce qui concerne les avantages douaniers à accorder à nos produits en échange de la concession du tarif minimum aux produits helléniques.

RIBOT.

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 25 juin 1892.

Le gouvernement de M. Tricoupis ayant succédé, à titre définitif, au Ministère transitoire de M. Constantinopoulo, j'ai trouvé opportun de rouvrir, avec le Cabinet d'Athènes, des pourparlers en vue de substituer, à l'accord commercial en vigueur, un arrangement plus étendu et d'un caractère moins provisoire. En procédant ainsi, je crois avoir interprété exactement les instructions contenues dans la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, le 1<sup>er</sup> avril dernier, sous le timbre de la Direction des Consuls et des Affaires commerciales.

J'ai trouvé M. Dragoumis et le Président du Conseil prêts à déterminer avec moi les bases d'un nouvel accord. M. Tricoupis désirerait, toutefois,

limiter aux propositions du Cabinet de M. Delyannis les modifications à introduire dans l'acte international en vigueur. Je persiste à réclamer des dégrèvements sur les droits d'entrée frappant les produits dont les importations constituent de préférence celles du commerce spécial de la France et de la Grèce. En nous donnant satisfaction, le fisc grec n'aurait pas à redouter les pertes que lui feraient éprouver des abaissements de tarif communs à ce commerce et à celui des autres nations.

Le Gouvernement royal examine les propositions que Votre Excellence m'a invité à formuler. J'aurai, dans le courant de la semaine prochaine, une nouvelle conférence à ce sujet avec le Ministre des Affaires étrangères et je m'empresserai de vous en faire connaître les conclusions. M. Tricoupis m'a donné l'assurance formelle qu'un projet de loi, concernant la protection de la propriété industrielle et littéraire, serait déposé, dans un avenir très rapproché, sur le bureau de la Chambre, les éléments d'une loi sur la matière étant rassemblés.

Je serai reconnaissant à Votre Excellence de me faire savoir si le nouvel accord devra revêtir la forme d'une convention ou celle de l'arrangement en vigueur.

MONTHOLON.

---

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 10 juillet 1892.

J'ai eu hier un nouvel entretien avec le Ministre des Affaires étrangères, concernant l'élaboration d'un nouvel accord commercial. Il en résulte que, suivant l'importance du dégrèvement des charges qui pèsent en France sur le raisin sec, soit à l'entrée, soit sur sa transformation en vin, le Gouvernement grec se trouvera à même d'accueillir dans une mesure analogue nos propositions. Dans l'hypothèse où le vin de raisin sec bénéficierait de tout avantage accordé par la suite aux vins en général, aux vins espagnols par exemple, et dans cet ordre d'idées, si les proportions actuelles servant de base à la taxation des vins de raisins secs et des vins en général étaient observées, l'accord commercial en vigueur serait amélioré par une réduction de 25 0/0 des droits d'entrée de quelques-uns de nos produits.

MONTHOLON.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montholon,  
ministre de France à Athènes.**

Paris, le 22 juillet 1892.

Nous nous expliquons difficilement la demande de M. Tricoupis tendant à obtenir une modification du régime actuellement appliqué aux vins de raisins secs. D'après une dépêche adressée à mon Département l'année dernière par votre légation, l'opinion publique en Grèce avait favorablement accueilli le vote de notre Chambre des députés concernant ces produits et fixant à 3 francs le droit de fabrication, la taxe sur les raisins étant elle-même de 15 francs. Or, la loi du 11 janvier a réduit le droit de fabrication à 1 franc : il résulte d'ailleurs des renseignements qui me sont fournis par M. le Ministre du commerce que, contrairement à l'opinion de M. Tricoupis, le régime des raisins secs est favorable à la Grèce et que la taxe qui atteint ces produits est en réalité inférieure à celle qui aurait frappé les vins qu'ils servent à fabriquer.



En ce qui concerne, d'autre part, la forme à donner au nouvel accord, j'estime qu'il n'y a aucune utilité à modifier celle de l'arrangement actuellement en vigueur et à adopter celle d'une Convention.

Je ne puis que vous laisser le soin d'utiliser les indications qui précèdent dans les nouveaux entretiens que vous pourrez avoir sur cette question avec M. le Ministre des affaires étrangères et M. le Président du Conseil. Vous voudrez bien, à cette occasion, faire remarquer à MM. Tricoupis et Dragoumis que, tandis que le tarif minimum a été accordé aux produits helléniques par le décret du 30 janvier dernier sans limitation de durée, l'arrangement provisoire actuellement en vigueur n'a été prorogé, en Grèce, que jusqu'au 31 du présent mois de juillet. Il y aurait lieu, dès lors, de prévoir l'éventualité d'une nouvelle prorogation dans le cas probable où l'accord entre les deux pays ne se serait pas fait avant cette date.

Je me réserve, au surplus, de vous faire connaître par télégramme, après entente avec mon collègue M. Roche, la durée qu'il nous paraîtrait convenable d'assigner à cette prorogation.

Je vous serai obligé de m'informer, le plus tôt possible, de la suite que vous aurez été en mesure de donner aux présentes instructions.

RIBOT.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montholon,  
ministre de France à Athènes.**

(Télégramme.)

Paris, le 25 juillet 1892.

Il importerait que la loi grecque qui nous concède le traitement de la nation la plus favorisée jusqu'au 31 de ce mois fût prorogée d'urgence, si une entente ne peut s'établir immédiatement sur les concessions que nous demandons à la Grèce en matière de tarif et au sujet desquelles je vous ai écrit le 22 de ce mois. Afin de marquer le caractère provisoire de cette prorogation, la loi nouvelle nous paraîtrait ne devoir contenir aucune limitation de durée; si le Gouvernement grec estimait au contraire qu'une échéance fixe est nécessaire, nous demanderions qu'elle ne fût pas fixée au-delà du 31 décembre prochain.

Veuillez faire une démarche en ce sens.

RIBOT.

---

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 23 juillet 1892.

Le Cabinet d'Athènes ne se trouvant pas à même d'améliorer l'état des relations commerciales existant entre la Grèce et la France par suite de notre refus d'accorder, sous une forme quelconque, de nouvelles facilités au commerce du vin de raisin sec, j'ai, conformément à vos instructions, datées du 25 juillet 1892, prorogé jusqu'au 31 décembre prochain inclusivement l'accord commercial du 20 janvier dernier, échéant le 31 courant.

Ci-joint copie de la lettre que j'ai adressée, à cet effet, à M. le Ministre des Affaires étrangères, ainsi que le texte original de celle que M. Dragoumis m'a écrite.

MM. Tricoupis et Dragoumis m'ont exprimé leurs regrets de voir qu'un arrangement commercial, entièrement conforme aux intérêts des deux pays,

n'avait pu être substitué à l'accord en vigueur ; leurs desiderata, tendant à donner satisfaction au commerce du vin de raisin sec, leur avaient semblé modérés et ils auraient volontiers réduit au profit de l'industrie française quelques taxes d'importation, en dépit de la crise dans laquelle se débat le fisc grec, s'il nous avait paru possible d'accueillir tout ou partie de leurs demandes.

L'opinion publique, out-ils ajouté, ne les aurait pas excusés d'avoir accordé de nouvelles concessions au commerce français sans avoir ménagé les intérêts du commerce national en matière de vin de raisin sec. Ils m'ont exprimé le désir de voir s'établir une entente dans l'espèce, au cours de la prorogation actuelle ; il est certainement de l'intérêt de la France et de la Grèce d'en rechercher les bases en s'affranchissant de tout esprit régional.

MONTOLON.

ANNEXE N° 1 A LA DÉPÊCHE D'ATHÈNES DU 28 JUILLET 1892.

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes,  
à M. Dragoumis, ministre des affaires étrangères de Grèce.**

Athènes, le 16-28 juillet 1892.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Hellènes étant dûment autorisé par le pouvoir législatif à accorder, jusqu'au 31 décembre 1892, inclusivement, le traitement de la nation la plus favorisée aux citoyens, navires, marchandises de France, notamment en matière de tarifs douaniers, de propriété industrielle, etc., ainsi que le maintien des concessions stipulées dans l'arrangement franco-grec du 8-20 février 1891, j'ai l'honneur de vous annoncer que le Gouvernement de la République, muni des pouvoirs nécessaires par la loi du 29 décembre 1891, consent, de son côté, en échange du traitement et des concessions précitées, à étendre à la même période le bénéfice du tarif minimum en vigueur en France et du traitement de la nation la plus favorisée aux citoyens, navires et marchandises de Grèce, notamment en matière de tarifs douaniers, de propriété industrielle, etc.

MONTOLON.

ANNEXE N° 2 A LA DÉPÊCHE D'ATHÈNES DU 28 JUILLET 1892.

**M. Dragoumis, ministre des affaires étrangères de Grèce,  
au comte de Montholon, ministre de France à Athènes.**

Athènes, le 16-28 juillet 1892.

Le Gouvernement de la République française étant autorisé par la loi du 29 décembre 1891 à proroger jusqu'au 19-31 décembre inclusivement de l'année 1892 le bénéfice du tarif minimum et du traitement de la nation la plus favorisée aux citoyens, navires et marchandises de Grèce, notamment en matière de tarifs douaniers, de propriété industrielle, etc., j'ai l'honneur de vous annoncer que le Gouvernement Royal, muni des pouvoirs nécessaires par la loi sub. lit. **ANHE** du 30 décembre 1891 (vieux style), consent, de son côté, en échange du traitement et des concessions précitées, à proroger pour la même période le traitement de la nation la plus favorisée aux citoyens, navires et marchandises de France, notamment en matière de tarifs douaniers, de propriété industrielle, etc., ainsi que le maintien des concessions stipulées dans l'arrangement gréco-français du 8-20 février 1891.

DRAGOMIS.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Maurouard,  
chargé d'affaires de France à Athènes.**

Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1892.

Comme vous le savez, nous avons échangé avec le Cabinet d'Athènes, à

la fin du mois de juillet dernier, des lettres prorogeant, jusqu'au 31 décembre prochain, les effets de la loi grecque du 7/19 février 1891, qui règle les rapports commerciaux entre la France et la Grèce. Mais M. Tricoupis a fait connaître, à cette occasion, au comte de Montholon, que le Gouvernement du Roi Georges ne croirait pas pouvoir améliorer l'accord actuellement en vigueur si, de notre côté, nous nous refusions à modifier le régime des vins de raisins secs.

Cette déclaration du Président du Conseil des Ministres de Grèce paraît difficilement explicable.

Il est à remarquer, tout d'abord, que la demande formulée par M. Tricoupis ne semble pas pouvoir porter sur les vins de raisins secs expédiés en France à l'état de boissons. L'exportation de raisins secs destinés à être transformés en boissons sur les marchés du dehors constitue une des branches les plus importantes du commerce extérieur de la Grèce, mais les statistiques officielles du Royaume ne contiennent pas, au tableau du mouvement de sortie des marchandises indigènes, la rubrique « vins de raisins secs ». Il y a donc lieu de présumer que M. le Président du Cabinet hellénique n'a pas entendu viser une modification du régime de ces vins. Nous ne saurions, d'ailleurs, laisser entrevoir la possibilité d'un changement à cet égard. Le Parlement a manifesté sa ferme intention d'imposer aux boissons artificielles les taxes correspondant à l'alcool qu'elles contiennent, et la loi du 11 janvier 1892 ne considère comme vins que ceux provenant exclusivement de la fermentation des raisins *frais*. Tous les autres vins sont soumis au régime de l'alcool.

Sans doute, M. Tricoupis n'a eu en vue que le régime des raisins secs expédiés à l'état de raisins sur le marché français. Si tel est bien le sens de la demande qui nous est faite, votre connaissance de notre législation fiscale vous mettra en mesure de convaincre le Gouvernement grec des inconvénients qu'il y aurait à soulever cette question.

Au surplus, le régime auquel sont soumis actuellement en France les raisins secs était parfaitement connu du Gouvernement hellénique le 20 janvier dernier, époque à laquelle ont été échangées à Athènes les lettres relatives à la prorogation des lois déterminant les rapports commerciaux entre la France et la Grèce.

Or, à cette date du 20 janvier, M. Deligeorgis a déclaré verbalement à notre Représentant que le Gouvernement royal tiendrait compte de notre désir d'obtenir de nouvelles concessions en matière douanière.

Cette promesse, que constatent les documents insérés au dernier *Livre jaune* (pages 96 et 97), a été confirmée depuis par la remise d'une note que M. de Montholon m'a communiquée le 17 février dernier et qui indiquait les réductions de tarif que le Gouvernement hellénique serait disposé à nous accorder en échange de la concession définitive du tarif minimum français. Enfin, M. Tricoupis a marqué lui-même, en reprenant la direction des affaires, que nous pouvions compter au moins sur les avantages qui nous avaient été offerts par le Cabinet Delyannis, car, dans l'entretien dont m'a rendu compte la dépêche de la Légation du 25 juin dernier, il s'est borné à exprimer le désir de nous voir accepter les propositions de son prédécesseur.

Il semble donc qu'un revirement se produit dans les dispositions du Cabinet d'Athènes.

Je vous serai obligé de vouloir bien, dans les entretiens que vous pour-



rez avoir avec le Président du Conseil, provoquer des explications sur ce sujet, en vous attachant, notamment, à connaître quel est le sens exact de la demande formulée par M. Tricoupis au moment de l'échange de lettres destiné à proroger la loi grecque du 21 février dernier.

Vous feriez remarquer, en outre, que nous sommes d'autant plus fondés à réclamer de nouvelles compensations en échange du tarif minimum français, dont jouissent, dès maintenant, les marchandises de provenance hellénique, que la Grèce a relevé, en février dernier, dans une proportion de 15 0/0, les droits d'importation perçus sur diverses marchandises non dénommées dans ses arrangements commerciaux.

RIBOT.

---

## MONTÉNÉGRO

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte Amelot  
de Chaillou, ministre de France à Cattigue.**

Paris, le 17 février 1892.

Vous savez que le Monténégro a signé, le 21 janvier 1882, avec l'Angleterre, et le 28 mars 1883, avec l'Italie, des traités d'amitié, de commerce et de navigation aux termes desquels les produits britanniques et italiens importés dans la Principauté sont admis en franchise de droits de douane et n'ont à acquitter que la taxe de 4 0/0, qui grève dans ce pays la vente de tout article étranger, et, dans certains cas, les droits de factage et de quai.

Le Gouvernement monténégrin s'est réservé la faculté de prélever éventuellement un droit d'entrée, ne pouvant excéder 8 0/0, sur les marchandises anglaises et italiennes, mais à la condition d'en donner avis préalable aux Gouvernements intéressés six mois à l'avance.

Aucune convention de cette nature n'est intervenue jusqu'à présent entre la France et le Monténégro. Or, d'après les informations que possède mon Département, notre commerce avec le Monténégro serait susceptible de prendre quelque développement en ce qui concerne les denrées coloniales, les drogueries, les spiritueux, les armes, les métaux, les tissus de fil et de coton et les draps.

Nous aurions donc intérêt à donner à nos relations commerciales avec ce pays une garantie conventionnelle. A cet effet, il ne serait pas nécessaire de conclure une Convention détaillée, telle que celles qu'ont signées l'Angleterre et l'Italie. Le Gouvernement du Prince Nicolas a récemment conclu avec la Régence de Serbie un accord sur la base de la concession réciproque du traitement de la nation la plus favorisée. Il nous suffirait de signer avec lui un arrangement analogue.

Je vous serais obligé de vouloir bien, dès la réception de la présente dépêche, faire une ouverture dans ce sens à M. le Ministre des Affaires étrangères. Je n'ai, d'ailleurs, pas besoin de faire remarquer que l'accord dont il s'agit serait à l'avantage des deux pays. Si, d'une part, il nous assurerait, au Monténégro, le bénéfice des traités passés avec les Cabinets de Rome et de Londres, de l'autre, il nous permettrait de faire bénéficier le Monténégro de l'ensemble de notre tarif minimum, y compris les réduc-

tions éventuelles de taxes que nous pourrions y introduire ultérieurement. De plus, le Monténégro jouirait, en matière de commerce, de navigation et d'établissement, de tous les avantages qui figurent dans nos traités avec l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Grande-Bretagne, la Suède et la Norvège, etc.

Nous avons la confiance que le Gouvernement du Prince Nicolas fera bon accueil aux propositions que vous êtes chargé de lui présenter au nom du Gouvernement de la République.

L'arrangement à intervenir devrait être conçu dans les termes suivants :

« Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse le Prince de Monténégro, désirant placer sur une base satisfaisante les relations commerciales entre les deux Etats, les sousseignés, Ministre de France à Cattigne, et . . . , dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, en matière de commerce et de navigation, tant pour l'importation, l'exportation et le transit, et en général tout ce qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce ou des industries et pour le paiement des taxes qui s'y rapportent.

Art. 2. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Cattigne, le plus tôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1892 et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois, après que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, etc.

Fait à Cattigne, en double exemplaire, le . . . .

Ainsi que vous le remarquerez, la durée du nouvel accord est fixée par l'article 2 dans des conditions identiques à celles qui ont été déterminées par la loi du 29 décembre 1891, article 2, § 2, en ce qui concerne les arrangements que le Gouvernement a été autorisé à proroger. Nous nous proposons d'insérer une clause analogue dans les nouveaux accords à conclure avec les différents pays vis-à-vis desquels la concession du tarif minimum est subordonnée à une entente internationale.

Je vous serai obligé de vouloir bien me faire connaître, dès qu'il vous sera possible, la suite que vous aurez été en mesure de donner aux instructions contenues dans la présente dépêche.

RIBOT.

Le comte Amelot de Chaillou, ministre de France à Cattigne,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Cattigne, le 8 mai 1892.

M. le Ministre des Affaires étrangères du Monténégro, après en avoir donné communication à Son Altesse le Prince Nicolas, approuve en principe le projet de traité de commerce que Votre Excellence m'avait chargé de lui soumettre, et pour lequel Elle m'avait donné des pleins pouvoirs.

M. Voucovitch m'a demandé toutefois jusqu'au 1<sup>er</sup> juin, comme dernier délai, pour l'étudier et le soumettre à ses collègues.

AMELOT.

**Le comte Amelot de Chaillou, ministre de France à Cettigne,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Cettigne, le 12 juillet 1892.

La Convention projetée entre la France et le Monténégro a été signée.  
Elle porte la date du 30 juin. AMELOT.

ANNEXE A LA LETTRE DE CETTIGNE, DU 12 JUILLET 1892.

(Texte reçu à Paris le 21 septembre 1892.)

**Traité de commerce et de navigation entre la République française  
et la principauté de Monténégro.**

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse le Prince de Monténégro, désirant placer sur une base satisfaisante les relations commerciales entre les deux Etats, les soussignés :

Léon-Edouard, comte Amelot de Chaillou, Ministre résident de la République française, Officier de la Légion d'honneur, etc., etc., et le Voïvode G.-M. Voucovitch, Conseiller d'Etat, Ministre des Affaires étrangères de la Principauté de Monténégro, Grand-Officier de l'Ordre du Prince Danilo Premier, etc., etc., Officier de la Légion d'honneur, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établissement des nationaux et en matière de commerce et de navigation, tant pour l'importation, l'exportation et le transit, et en général tout ce qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce ou des industries et pour le payement des taxes qui s'y rattachent.

Art. 2. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Cettigne le plus tôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1892, et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de 12 mois, après que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs Chancelleries.

Fait à Cettigne, le (dix-huit)-trente juin mil huit cent quatre-vingt-douze.

(L. S.) Signé : AMELOT.

(L. S.) Signé : V.-G.-M. VOUCOVITCH.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Sercey,  
chargé d'affaires de France à Cettigne.**

Paris, le 24 septembre 1892.

Je viens de prendre connaissance des dispositions de l'arrangement qui a été signé, le 30 juin dernier, entre la France et le Monténégro et dont le comte Amelot a remis l'original à mon Département le 21 du présent mois, à son passage à Paris.

Cet acte international contient un article 2 ainsi conçu :

« La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Cettigne, le plus tôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1892. »

Ce texte est conforme à celui du projet préparé par mon Département, mais, lorsque les instructions du 17 février dernier ont été rédigées, il



paraissait probable que la signature de notre projet pourrait avoir lieu assez tôt pour que le nouvel arrangement fût soumis aux Chambres et voté par elles avant le 1<sup>er</sup> juillet. La Convention n'ayant, au contraire, été signée que le 30 juin, et le texte m'en étant parvenu le 21 septembre seulement, les Chambres n'ont pas encore pu en être saisies et il est, dès lors, nécessaire de modifier la date qui avait été fixée pour sa mise en vigueur.

Je vous prie d'entretenir le Gouvernement princier de cette situation et de lui proposer de substituer à la date du 1<sup>er</sup> juillet dernier celle du 1<sup>er</sup> janvier prochain. L'accord à établir, à cet égard, pourrait, d'ailleurs, s'effectuer par un simple échange de lettres, et il serait entendu que la nouvelle date (1<sup>er</sup> janvier 1893) serait portée sur les ratifications qui, aux termes de la Convention du 30 juin, doivent être échangées ultérieurement à Cettigne.

Vous feriez observer, en même temps, que dans l'intitulé de cet acte international il y a lieu de substituer au mot « Traité » celui de « Convention » qui répond exactement à la nature de l'arrangement intervenu et qui, d'ailleurs, est seul employé dans le texte (art. 2).

La Convention du 30 juin ne pouvant être soumise aux Chambres françaises avant que les deux Gouvernements se soient mis d'accord sur ces rectifications, je vous serais obligé de faire, d'urgence, auprès du Gouvernement de Son Altesse, la démarche qu'elles comportent. Vous voudrez bien, dès que l'entente nécessaire aura été établie, m'en informer par voie télégraphique et m'adresser ensuite le texte des lettres que vous aurez échangées avec le Ministre des Affaires étrangères de la Principauté.

RIBOT.

## ROUMANIE

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. de Coutouly,  
ministre de France à Bucarest.**

Paris, le 30 janvier 1892.

Comme vous le savez, notre loi du 29 décembre dernier reconnaît au gouvernement la faculté d'accorder le bénéfice du nouveau tarif minimum aux pays qui jouissent actuellement du tarif conventionnel français.

Or, la Roumanie est, pour le moment, soumise à notre tarif général. Le Cabinet de Bucarest ayant désiré mettre fin, dès l'année dernière, à l'arrangement existant entre les deux pays, nous avons dû, depuis le 10 juillet 1891, cesser d'appliquer aux produits roumains notre tarif conventionnel. A partir du 1<sup>er</sup> février prochain, notre nouveau tarif général sera donc nécessairement imposé aux provenances roumaines, qui se trouveront de ce fait, sur le marché français, dans une situation d'infériorité par rapport aux produits similaires de plusieurs nations concurrentes.

Nous nous sommes d'ailleurs montrés disposés à engager des pourparlers avec le Gouvernement roumain en vue de l'établissement d'un régime commercial plus favorable aux relations entre les deux pays.

RIBOT.

**M. Kretzulesco, ministre de Roumanie à Paris, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 5 février 1892.

A la suite du dernier entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Excellence, je crois de mon devoir d'attirer par la présente Sa bienveillante attention sur les relations économiques actuelles de la France et de la Roumanie et de Lui exposer, à cette occasion, la manière de voir de mon Gouvernement.

Ainsi que Votre Excellence ne l'ignore pas, les principaux produits exportés en France par la Roumanie sont les céréales, les viandes, les légumes secs, les vins et les bois. Parmi ces produits, les plus importants, c'est-à-dire les céréales, les viandes et les légumes secs, acquittent les mêmes droits au tarif minimum qu'au tarif maximum ; seuls les vins et les bois sont taxés au tarif minimum.

Mais le commerce aléatoire de ces deux articles étant aujourd'hui en pleine voie de décroissance, les avantages que le Gouvernement de la République serait à même de nous offrir en vertu du nouveau régime douanier, inauguré en France, ceux du tarif minimum tout au plus, ne sont pas de nature à nous engager à une obligation quelconque par rapport à notre propre régime douanier.

Aussi dans ces conditions, il serait difficile au Gouvernement royal de modifier le tarif autonome qu'il est en train d'expérimenter, en accordant des concessions spéciales à la France en échange de son tarif minimum, tarif qui en fait équivalait pour nous au tarif maximum.

Mon Gouvernement estime d'ailleurs que la France étant traitée en Roumanie sur un pied d'égalité avec les pays qui, comme l'Angleterre, la Belgique et les Pays-Bas, acceptent les produits roumains exempts de tous droits, ce serait un acte d'équité de la part du Gouvernement de la République de nous accorder, sans aucun engagement de notre part, en échange de notre régime douanier, extrêmement libéral, le bénéfice de son tarif minimum, et de nous mettre de la sorte à son tour sur le même pied que les puissances qui, comme la Roumanie, appliquent aux importations françaises leurs tarifs les plus réduits. La loi du 7 juillet 1891 autorise, en effet, le Gouvernement royal à élever les droits sur les produits des pays qui nous appliquent des taxes exagérées.

KRETZULESCO.

---

**M. de Coutouly, ministre de France à Bucarest, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

Bucarest, le 6 février 1892.

Le Gouvernement roumain actuel a pris le parti de ne négocier aucune convention commerciale tarifaire avant d'avoir fait une expérience complète et prolongée du régime douanier qui a été inauguré dans ce pays au mois de juillet dernier, et en vertu duquel un tarif général unique est uniformément appliqué aux importations de toutes provenances quelconques.

MM. le Président du Conseil et le Ministre des affaires étrangères viennent de me le déclarer de nouveau dans les termes les plus nets, et je sais qu'ils ont dit la même chose à mes collègues d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie.

DE COUTOULY.

**M. de Coutouly, ministre de France à Bucarest, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

Bucarest, le 24 mars 1892.

Je crois savoir que, pour obtenir notre Tarif minimum, le Gouvernement roumain se prêterait à un échange de notes où il s'engagerait, mais sans fixation de terme, à nous accorder le bénéfice de toute modification de son régime douanier actuel, qui serait établie en faveur d'une autre Puissance, soit par un simple échange de notes, soit en vertu d'une convention.

Mais le Cabinet de Bucarest se montre plus que jamais résolu à ne conclure aucun traité entraînant une réduction quelconque même d'une seule des taxes fixées par le tarif autonome en vigueur depuis le mois de juillet dernier.

Dans un échange éventuel de notes entre les Cabinets de Paris et de Bucarest, il ne pourrait donc s'agir que d'une consolidation de l'ensemble ou d'une partie du Tarif général roumain. C'est là tout ce que le Ministère Catargi offre en ce moment à l'Allemagne pour le cas où celle-ci concéderait à la Roumanie la réduction dont profitent les céréales provenant des Etats-Unis ou d'Autriche-Hongrie.

DE COUTOULY.

**M. de Coutouly, ministre de France à Bucarest, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

Bucarest, le 13 avril 1892.

La Roumanie est à la veille de s'entendre avec la Belgique, la Suisse et l'Angleterre en vue d'arrangements commerciaux n'entraînant aucune détaxe du Tarif général de juillet dernier. Peut-être nous proposera-t-elle un arrangement par lequel, en échange de notre Tarif minimum, nous obtiendrions ici le traitement de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire tous les avantages commerciaux que le Gouvernement roumain pourra se trouver amené à garantir ultérieurement à une autre Puissance quelconque.

D'après le Ministre des affaires étrangères du roi Charles, cette combinaison pourrait être réglée par un échange de déclarations ; la durée n'en devrait pas être limitée, mais chacune des deux Parties se réserverait la faculté de la dénonciation une année à l'avance.

DE COUTOULY.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Nano,  
chargé d'affaires de Roumanie.**

Paris, le 14 avril 1892.

Monsieur le Chargé d'affaires, par une lettre en date du 5 février, M. Kretzulesco m'a entretenu des vues de son Gouvernement, relativement à l'application aux produits roumains du tarif minimum français.

J'ai l'honneur de vous faire connaître les résultats de l'examen dont cette communication a été l'objet de la part du Gouvernement de la République.

D'après les publications officielles françaises, la valeur totale des importations de Roumanie en France s'est élevée en 1890, à 53,009,000 francs : dans cette somme figurent, pour 11,652,000 francs, les graines oléagineuses, qui sont admises en franchise, et pour 36,507,000 francs, les céréales qui ne sont pas inscrites au tarif minimum, mais dont les droits



d'entrée n'ont pas été relevés par le nouveau tarif général. Les seuls produits taxés différemment aux deux tarifs et ayant quelque importance pour la Roumanie sont, comme l'a fait observer M. Kretzulesco, les merrains, les bois à construire et les vins, qui figurent au tableau de notre commerce extérieur pour une valeur totale de 3,111,000 francs ; il est, d'ailleurs, à remarquer que les droits applicables aux merrains, qui forment la plus grande partie de cette importation, soit 2,157,000 francs, sont très faibles et que, même au tarif général, ils ne représentent pas plus de 4 0/0 de la valeur importée.

L'exportation des produits français en Roumanie n'a, d'autre part, atteint, en 1890, que 10,365,000 francs, c'est-à-dire à peine le cinquième de l'importation roumaine en France, et cette somme est même inférieure au total des marchandises roumaines admises en franchise. Il est, en outre, à noter que les droits applicables aux produits qui intéressent la France ont été relevés par le dernier tarif général roumain dans des proportions sensibles. C'est ainsi que les droits sur les vins en bouteilles ont été portés de 80 francs à 100 francs ; sur les parfumeries, de 100 francs à 120 francs ; sur le savon, de 150 francs à 180 francs ; sur les peaux préparées, de 80 francs à 120 francs, sur les tricots de laine, de 150 francs à 250 francs ; sur les ouvrages en feutre, de 200 francs à 600 francs, etc.

Ainsi, tandis que la situation du commerce roumain n'a, pour ainsi dire, pas été modifiée par le nouveau régime appliqué en France depuis le 1<sup>er</sup> février, puisque pour les trois quarts des articles qui l'intéressent ce régime est le même que sous l'empire de la législation antérieure, le traitement auquel le commerce français est soumis en Roumanie est plus défavorable qu'il n'était précédemment. Dans ces conditions, il importerait qu'en soumettant au Parlement un projet de loi concédant le tarif minimum aux produits roumains, le Gouvernement français fût en mesure d'annoncer aux Chambres certaines concessions de tarif de la part de la Roumanie.

Il semble, d'ailleurs, que, dans l'état de la législation douanière des deux pays, un accord pourrait facilement s'établir entre eux.

Si, en effet, le Gouvernement roumain entend se réserver sa liberté d'action en matière de douane, il en est de même de la France qui, lorsqu'elle concède son tarif minimum, ne le consolide pas et se réserve la faculté d'y introduire les modifications dont l'expérience ferait reconnaître l'utilité. La Roumanie, en accordant aux produits français quelques avantages en compensation de ceux qui résulteraient pour les siens de la concession du tarif minimum, pourrait donc, comme elle le désire, conserver l'entière liberté de ses tarifs. Elle n'aurait à consolider, pour une durée plus ou moins longue, ni les taxes de son tarif actuel, ni les taxes réduites qui viendraient à y être substituées en faveur de la France, ou à la suite de négociations entamées avec un autre Etat, et il ne serait pas nécessaire d'inscrire dans un traité les abaissements de taxes auxquelles elle consentirait en échange de notre tarif minimum. Ces dégrèvements pourraient être effectués, par le Gouvernement royal, en vertu de son initiative propre et par mesure législative intérieure.

Si, comme je le pense, le Gouvernement roumain croit pouvoir accepter cette base équitable de négociation, je m'empresserai de vous indiquer les produits français sur lesquels pourraient porter les réductions.

Quant à l'arrangement à signer entre les deux Gouvernements, il

stipulerait uniquement le traitement de la nation la plus favorisée, en matière de douane, de commerce et de navigation, et la durée en serait fixée dans des conditions analogues à celles déterminées par la loi du 29 décembre 1891, pour les conventions que le Gouvernement de la République a été autorisé à proroger, c'est-à-dire que chacun des deux pays pourrait faire cesser à toute époque les effets de cet arrangement, moyennant un avis donné douze mois à l'avance.

Il serait en même temps entendu que le Gouvernement roumain s'engagerait à présenter aux Chambres un projet de loi diminuant, sur certains articles, les taxes du tarif autonome, en échange de l'engagement, pris par le Gouvernement français, de déposer au Parlement un projet de loi accordant aux produits roumains le bénéfice de notre tarif minimum.

Ainsi que cela a été fait pour la Grèce, en 1890, et, plus récemment encore, au mois de janvier dernier (voir *Livre jaune* sur la dénonciation des Traités de commerce, pages 89 et 98), l'entente, en ce qui concerne les Tarifs, pourrait d'ailleurs être constatée par un simple échange de notes, chacun des deux pays étant chargé de prendre les mesures législatives nécessaires pour assurer la réalisation des dispositions convenues.

Je vous serai obligé de vouloir bien porter cette réponse à la connaissance du Gouvernement royal.

RIBOT.

---

**M. de Coutouly, ministre de France à Bucarest, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères, à Paris.**

Bucarest, le 21 avril 1892.

Pendant l'année 1890, la valeur des produits roumains introduits chez nous a été de beaucoup supérieure à celle qui est indiquée dans les tableaux statistiques publiés à Bucarest. D'après ces tableaux, la France n'aurait, pendant cet exercice, acheté à la Roumanie qu'une quantité de produits valant dix-sept millions cent quatre-vingt-quinze mille cinq cent soixante-quinze francs (17,195,575 francs), tandis que, d'après les publications officielles françaises, il en est entré chez nous, en 1890, pour cinquante-trois millions. Que ce dernier chiffre soit le seul exact, le Gouvernement roumain ne saurait en douter aujourd'hui. Il sait qu'une très grande partie des produits signalés par les bureaux de douane des ports roumains comme destinés à l'Angleterre, parce qu'ils sont chargés sur des navires anglais, se rendent en réalité chez nous, où notre douane les voit passer en examinant leurs certificats d'origine et en percevant des droits d'entrée, ce qui constitue un moyen de contrôle certain.

L'Administration royale ne pourra par conséquent pas maintenir le chiffre figurant sur les tableaux statistiques dressés par ses soins et elle devra proclamer elle-même que, pour ce qui concerne l'importation roumaine en France, l'Administration française est seule en mesure de connaître la vérité. Mais, en revanche, elle seule, semble-t-il, peut vraiment contrôler les quantités de marchandises importées sur le sol roumain. Elle les voit entrer accompagnées de certificats d'origine qu'elle examine sévèrement et elle en contrôle la valeur en percevant les droits d'entrée.

Or, tandis que, d'après la statistique française, il n'aurait pas été importé dans ce pays, en 1890, pour plus de dix millions trois cent soixante-cinq mille francs de produits français, la Douane royale en a vu entrer sur le territoire roumain pour treute-neuf millions six cent quarante-sept

mille huit cent vingt francs et elle a perçu pour cette importation trois millions huit cent soixante-huit mille huit cent trente-six francs de droits d'entrée.

Le chiffre de nos importations en Roumanie, dont la valeur s'est élevée, depuis 1887 jusqu'en 1890, de vingt-cinq à trente-deux millions, aurait, d'après ce que m'assure le Ministère des finances, encore augmenté en 1891.

DE COUTOULY.

---

**Note communiquée par M. Kretzulesco, ministre de Roumanie à Paris, le 4 juin 1892, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

---

**M. Lahovari, ministre des affaires étrangères de Roumanie, à M. Kretzulesco, ministre de Roumanie à Paris.**

Bucarest, le 16-28 mai 1892.

J'ai reçu la note que S. E. M. Ribot a adressée en votre absence à M. Nano, pour répondre à la communication que je vous avais chargé de lui faire concernant nos relations commerciales avec la France.

La conclusion à laquelle s'est arrêté le gouvernement français, touchant la proposition de nous accorder le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée, nous semble peu justifiée et ne me paraît pas correspondre, en fait, au désir exprimé par le gouvernement de la République de se réserver l'entière disposition de ses deux tarifs.

En effet, du moment que les deux pays se concèdent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée sans lier leurs tarifs et en se réservant l'entière liberté de les modifier en les augmentant ou en les abaissant, nous ne comprenons pas pourquoi le gouvernement français nous demanderait des réductions de taxes sur notre tarif. Celles-ci n'étant pas, en effet, consolidées par l'arrangement proposé, peuvent être, dans ces conditions, modifiées éventuellement d'après les besoins intérieurs de chaque Etat contractant.

D'ailleurs, le gouvernement français, en nous concédant son tarif minimum, ne nous accorderait en fait que le régime dont nos exportations jouissent actuellement en France, car presque toutes nos provenances figurent seulement au tarif maximum.

On objecte cependant que notre tarif actuel traite d'une façon plus défavorable que par le passé les produits français, et S. E. M. Ribot cite quelques articles dont les taxes auraient été relevées.

A cet égard, je me réfère à la notice ci-jointe qui expose l'état tarifaire actuel et passé des marchandises françaises en Roumanie. J'en relève que les indications contenues dans la note de S. E. M. Ribot, en ce qui concerne les vins, les savons, sont erronées, la taxation antérieure de ces articles n'ayant pas été changée. Quant aux parfumeries, la taxe de 120 francs a été réduite à 100 francs par le tarif en vigueur.

D'autre part, des tableaux annexés à la note ci-jointe, S. E. M. Ribot se convaincra que parmi les pays auxquels la France a concédé le traitement de la nation la plus favorisée, la Grèce — dont on nous indique l'exemple quant à la forme de l'arrangement à conclure — et la Russie traitent d'une manière bien défavorable presque tous les articles qui font l'objet du commerce français en Roumanie.



Sans entrer dans une discussion approfondie touchant la somme de nos exportations de céréales en France, telle qu'elle est marquée dans la communication de S. E. M. Ribot, nous nous permettrons de faire observer qu'en ce qui concerne l'exportation des marchandises françaises vers la Roumanie, nos statistiques, seules véridiques sous ce rapport, lui attribuent des totaux bien plus considérables et continuellement en augmentation depuis 1886 jusqu'à la fin de l'année 1891, pendant laquelle la valeur des marchandises françaises est montée à 41,726,063 fr., dont 17,256,677 fr. pendant le second semestre, alors que notre tarif actuel était déjà en vigueur.

Du reste, il est inutile, je pense, de faire remarquer que notre nouveau tarif, en dehors des articles industriels, comme par exemple, les machines à vapeur, les rails en fer et en acier, les machines agricoles et industrielles, les objets d'art, les produits chimiques, les instruments d'optique et de calcul, etc., dont l'importation annuelle de France en Roumanie se chiffre à 4,298,024 fr. et qui sont totalement exempts de taxes, bénéficiant ainsi d'une situation douanière sans pareille dans presque tous les autres Etats de l'Europe, comprend des réductions importantes sur le tarif général de 1886 auquel les marchandises étrangères étaient soumises en l'absence des clauses tarifaires conventionnelles.

Sous ce rapport, 60 articles, dont l'exportation française vers la Roumanie monte annuellement à 10,719,255 fr., jouissent en fait de ces dernières réductions.

Enfin, le fait que la Roumanie applique aux marchandises françaises un seul et unique tarif, les faisant ainsi bénéficier d'un traitement égal avec les marchandises de toute provenance, offre à la France la seule compensation qu'elle devait désirer chez nous vis-à-vis de tous ses concurrents étrangers.

La France, à son tour, ayant inscrit seulement dans le tarif maximum les principaux articles roumains d'exportation, toute compensation qui nous offrirait quelques avantages est exclue. L'exemption actuelle des graines oléagineuses en France ne pouvant être, à son tour, liée par un tarif conventionnel, son bénéfice pour la Roumanie est simplement provisoire et aléatoire.

Dans ces conditions, le gouvernement royal pense que le régime commercial à établir entre la Roumanie et la France ne peut avoir pour base que le traitement de la nation la plus favorisée, sans réductions tarifaires de part et d'autre, seul régime qui garantirait à chacun des Etats contractants leur liberté pleine et entière, telle que la désire la France, en matière douanière. Un régime semblable existe, d'ailleurs, en dehors de celui conclu par la France avec l'Angleterre en 1882, entre la France et la Russie depuis le 1<sup>er</sup> avril 1874. La France n'a cependant pas cru devoir exiger des réductions à la conclusion de ce dernier accord avec la Russie, réductions qui auraient semblé nécessaires vu la gravité des taxes du tarif russe.

Je vous prie, Monsieur le ministre, d'insister dans ce sens auprès du gouvernement de la République.

Vous êtes autorisé à donner lecture à S. E. M. Ribot de la présente dépêche et à lui en laisser copie, ainsi que des annexes, s'il vous en exprime le désir.

LAHOVARI.



**M. de Coutouly, ministre de France à Bucarest, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Bucarest, le 6 juillet 1892.

Sous ce pli, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence une traduction de la déclaration qui a été signée à Bucarest par MM. Alexandre Lahovari et de Bulow, à l'occasion de l'arrangement commercial provisoire entre la Roumanie et l'Allemagne.

DE COUTOULY.

ANNEXE A LA LETTRE DE BUCAREST, DU 6 JUILLET 1892.

### Déclaration.

Le gouvernement impérial allemand et le gouvernement royal roumain, désireux, dans le but d'arriver à la conclusion d'un traité de commerce définitif, de régler provisoirement les relations commerciales entre les deux pays, ont muni de pleins pouvoirs, à cet effet, les soussignés, qui sont convenus de ce qui suit :

L'Allemagne accorde le traitement de la nation la plus favorisée à l'importation en Allemagne, par quelque chemin qu'elle soit effectuée, des produits agricoles provenant de Roumanie qui rentrent dans les numéros suivants du tarif allemand :

- a. a.* Froment ;
- b. a.* Seigle ;
- b. B.* Avoine ;
- b. r.* Blé noir ;
- b. r.* Autres sortes de graines non dénommées spécialement ;
- c.* Orge ;
- d. a.* Colza et autres fruits oléagineux ;
- ex. c.* Maïs ;
- i.* Malt.

La Roumanie accorde à l'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée et s'engage à ne pas élever les droits de son tarif actuellement en vigueur. Elle s'engage en outre à entrer le plus tôt possible et avant l'expiration de la présente Convention en pourparlers avec l'Allemagne dans le but d'arriver à la conclusion d'un traité de commerce définitif.

La présente Convention entrera en vigueur à partir du 22 juin-4 juillet 1892 et durera jusqu'au 18-30 novembre 1892.

Fait à Bucarest, le 19 juin-1<sup>er</sup> juillet 1892.

B. VON BULOW.

AL. LAHOVARI.

**M. Balny d'Avricourt, consul général de France à Hambourg, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Hambourg, le 11 juillet 1892.

En même temps que le Gouvernement impérial s'entendait avec l'Espagne pour le règlement de ses relations commerciales, il signait également avec la Roumanie un arrangement provisoire, en vertu duquel les céréales de ce pays (blé, froment, avoine, sarrasin, orge, colza et autres graines oléagineuses, maïs, malt) sont admises à l'entrée en Allemagne, aux tarifs dont jouit la nation la plus favorisée. En d'autres termes, les céréales importées de Roumanie en Allemagne, qui étaient frappées jusqu'ici de droits différentiels (5 marks), bénéficient du droit réduit de 3 m. 50.

accordé aux céréales importées d'Autriche-Hongrie et de l'Amérique du Nord.

Les céréales étant la principale et presque unique marchandise que la Roumanie exporte en Allemagne, elle s'est assuré par cet accord un débouché important. L'Allemagne, au contraire, exporte en Roumanie un nombre assez considérable d'articles industriels.

Depuis les nouveaux arrangements avec l'Espagne et la Roumanie, il ne reste plus que deux pays auxquels le tarif général allemand soit applicable dans toute sa rigueur : ce sont la Russie et le Portugal.

BALNY D'AVRICOURT.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Kretzulesco, ministre de Roumanie à Paris.**

Paris, le 22 juillet 1892.

J'ai communiqué à M. le Ministre du commerce et de l'industrie les propositions contenues dans la note de M. le Ministre des affaires étrangères de Roumanie, en date des 16-28 mai, avec les documents que vous avez bien voulu faire remettre à mon département, le 4 du mois dernier, en vue d'un arrangement commercial entre nos deux pays. M. Roche vient de m'informer du résultat de l'examen auquel il les a soumises et je m'empresse de vous en donner connaissance.

En réponse aux demandes de réduction de droits présentées par la France, le Cabinet de Bucarest a fait observer que la Roumanie ne retirerait pas de l'application à ses produits du tarif minimum français des avantages assez importants pour qu'il lui fût possible d'accorder en échange aux produits français aucune diminution sur son tarif autonome actuellement en vigueur.

M. Roche rappelle, à cet égard, que le Gouvernement de la République, reconnaissant que le tarif réduit ne profiterait en ce moment qu'à des produits roumains d'une valeur moyenne de 3 millions de francs sur un total de 53 millions, n'a jamais élevé la prétention d'obtenir en échange des concessions pour une quantité plus considérable de produits français ; il avait donc lieu d'espérer que le Gouvernement roumain, tout en maintenant dans ses parties essentielles le nouveau tarif dont il désire faire l'expérience, consentirait facilement à remanier ce tarif sur certains points peu nombreux, mais présentant un intérêt particulier pour les exportateurs français.

En ce qui concerne, d'un autre côté, l'importance respective des expéditions de chacun des deux pays dans l'autre, le Gouvernement français est disposé à accepter les valeurs attribuées aux importations françaises dans les statistiques roumaines officielles, bien qu'on puisse supposer que l'écart entre ces totaux et ceux des publications françaises analogues provient surtout des changements qui auraient été apportés dans l'évaluation des taux d'unités des valeurs en douane. Mais, même en admettant que les importations françaises en Roumanie aient pu progresser en valeur d'une façon constante dans ces dernières années, on ne doit pas moins constater que ces envois ont diminué en poids. Des chiffres indiqués dans la note que vous m'avez remise, Monsieur le Ministre, il résulte en effet qu'en 1888 les ventes effectuées par la France en Roumanie représentaient 69,411,026 kilogrammes de marchandises et que ce chiffre est tombé à 66,536,146 en

1889, à 68,256,816 en 1890, pour descendre à 51,317,878 kilogrammes en 1891. La perte en poids du dernier exercice comparée à 1890 a été de 17 millions de kilogrammes, soit près du quart de l'exportation totale. Un abaissement aussi considérable est certainement dû, en partie du moins, aux derniers relèvements opérés dans le tarif des douanes de Roumanie.

Le Cabinet de Bucarest reconnaît d'ailleurs lui-même que, sur une exportation française de 41 millions de francs, 24 millions sont, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1891, soumis à des taxes plus élevées.

Au contraire, l'importation roumaine en France ne subit de charges nouvelles depuis la loi du 11 janvier 1892 que sur 4,849,000 francs de produits, en comprenant dans ce total les articles qui figurent dans les statistiques françaises sous la rubrique « articles non dénommés », et encore ces charges sont-elles susceptibles d'être diminuées, pour les produits inscrits au tarif minimum et dont l'importation se monte à 3,140,615 francs, si le Cabinet de Bucarest accorde aux produits français des compensations. Enfin, il n'est pas sans intérêt de constater que, alors que la France admet en exemption de droits plus de 11 millions de produits roumains (fruits et graines oléagineuses), la valeur des produits français admis en franchise en Roumanie n'atteint, d'après les calculs mêmes de l'Administration roumaine, que 4,298,000 francs.

Dans ces conditions, il paraît légitime de demander à la Roumanie de modifier son tarif autonome sur un certain nombre de produits, à son choix, de manière à donner à la France la contre-partie des avantages qui résulteraient de la concession du tarif minimum français à 3,111,000 francs de marchandises roumaines.

En vue de faciliter l'examen de cette question par le Gouvernement royal, M. le Ministre du commerce et de l'industrie a fait préparer, et j'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, un tableau des principaux produits d'exportation pour lesquels, d'une part, la France arrive, sinon en première ligne, du moins à un rang se rapprochant sensiblement de la part prise par les autres pays dans les importations en Roumanie, — et dont, d'autre part, les taux d'entrée ont été relevés dans le tarif roumain de 1891. Ainsi que vous le verrez, cette liste est assez étendue pour qu'il soit possible au Gouvernement roumain de n'accorder de réductions, dans les limites indiquées plus haut, que sur des articles n'intéressant que très peu la production indigène. Si des motifs fiscaux ne permettaient pas à la Roumanie d'accorder une réduction sur les sucres, qui constituent le principal article de l'exportation française, le Gouvernement de la République accepterait d'autres compensations, qui devraient comprendre notamment une réduction sur les huiles d'olive, de sésame et autres graines : une diminution de droits sur ces articles paraîtrait d'autant plus justifiée que la France admet en franchise complète les graines oléagineuses.

Le Gouvernement français est d'ailleurs, je n'ai pas besoin de le dire, animé du plus vif désir d'arriver à une entente avec la Roumanie, et il vient d'en donner une nouvelle preuve en présentant à la Chambre, dès le 9 de ce mois, sans attendre l'issue des pourparlers pendans entre les deux Etats, un projet de loi concédant à la Roumanie, à charge de réciprocité, le traitement de la nation la plus favorisée. Mais ce projet, qui a été renvoyé à la Commission des douanes pour être discuté à la prochaine session, serait difficilement accueilli par le Parlement si le Gouvernement n'était

pas, en même temps, en mesure d'annoncer qu'il a obtenu quelque compensation en échange de la concession de nos tarifs les plus réduits.

Je vous serai obligé de vouloir bien porter cette réponse à la connaissance du Gouvernement royal. RIBOT.

---

**M. Kretzulesco, ministre de Roumanie à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 25 juillet 1892.

Votre Excellence a bien voulu, par sa note du 22 juillet, me transmettre les observations qu'a suggérées à votre collègue M. Roche, ministre du commerce et de l'industrie, la note que m'avait adressée, le 16/28 mai dernier, M. A. Lahovari, ministre des affaires étrangères de Roumanie, observations dont je n'ai pas manqué de faire part à mon Gouvernement.

A cette occasion, j'ai l'honneur d'exprimer à Votre Excellence mes plus vifs remerciements pour l'empressement que le Gouvernement de la République a mis à déposer à la Chambre un projet de loi accordant, à titre de réciprocité à la Roumanie, le traitement de la nation la plus favorisée, et je puis vous assurer, Monsieur le Ministre, que le Gouvernement roumain n'est pas moins désireux de voir régler, un moment plus tôt, les relations commerciales entre nos deux pays.

KRETZULESCO.

---

## SERBIE

**M. Ristitch, chargé d'affaires de Serbie à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 11/23 juillet 1892.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement royal, désirant conclure avec le Gouvernement de la République française un nouveau traité de commerce, a pris la résolution de dénoncer le traité de commerce entre la France et la Serbie qui existe depuis le 18 janvier 1883. D'après le XXVII<sup>e</sup> article, ledit traité cessera d'être en vigueur à partir du 18 juillet 1892, les ratifications ayant été échangées le 18 juillet 1883.

En conséquence, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de prier Votre Excellence de vouloir bien considérer le présent avis comme une dénonciation, de sorte que ledit traité cessera d'être en vigueur à la date qui y est prévue.

En même temps, mon Gouvernement me charge de donner à Votre Excellence l'assurance la plus formelle de son plus vif désir d'entamer, dès que les circonstances le permettront, des négociations pour la conclusion d'un nouveau traité. RISTITCH.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Ristitch, chargé d'affaires de Serbie à Paris.**

Paris, le 4 août 1892.

Par une lettre, en date du 23 juillet, vous avez bien voulu me faire connaître que votre Gouvernement, usant de la faculté inscrite dans l'arti-



cle XXVII du traité de commerce et de navigation, signé entre la France et la Serbie le 18 janvier 1883, dénonçait cet acte international.

Cette communication m'étant parvenue le 26 du mois dernier, c'est à partir de cette date que commence à courir le délai d'un an pendant lequel, conformément à l'article XXVII précité, le traité de 1883 doit encore demeurer en vigueur : ce traité ne prendra donc fin que le 26 juillet 1893, et je me suis empressé d'en informer mes collègues des finances et du commerce.

J'ai, d'ailleurs, pris acte avec satisfaction des assurances que vous avez bien voulu m'adresser quant au vif désir de votre Gouvernement d'entamer, dès que les circonstances le permettront, des pourparlers en vue de la conclusion d'un nouvel accord ; je n'ai pas besoin d'ajouter que le Gouvernement royal nous trouvera toujours disposés à examiner, dans l'esprit le plus amical, les propositions qu'il nous soumettra à cet effet.

RIBOT.

## SUISSE

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Berne, le 1<sup>er</sup> février 1892.

Je viens de recevoir une note du Conseil fédéral portant la date du 30 janvier.

J'ai l'honneur de vous en transmettre, ci-joint, copie.

Ainsi que le verra Votre Excellence, la communication de M. Droz a pour objet de porter officiellement à notre connaissance la décision des Chambres relativement aux pleins pouvoirs demandés par le Conseil fédéral, et de nous informer que celui-ci est disposé, dès maintenant, à entrer en pourparlers avec le Gouvernement de la République.

ARAGO.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE BERNE, DU 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1892.

**M. le conseiller Droz, chef du département des affaires étrangères  
à M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne.**

Berne, le 30 janvier 1892.

Pour faire suite à ma note du 23 courant, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Conseil fédéral a reçu de l'Assemblée fédérale des pleins pouvoirs pour sauvegarder le mieux possible les intérêts de la Suisse dans ses relations commerciales avec la France.

En conséquence, le Conseil fédéral se déclare, dès maintenant, disposé à procéder, après le 1<sup>er</sup> février, à l'examen contradictoire auquel le Gouvernement de la République a bien voulu le convier en vue de faire atténuer les points du tarif minimum qui lésent particulièrement nos intérêts. Mais, en attendant, ainsi que nous l'avons dit dans notre note du 15 janvier, la Suisse doit se réserver toute liberté d'action, et c'est pourquoi il ne nous est pas possible de souscrire à une prorogation, même de courte durée, des stipulations du traité de commerce du 23 février 1892 qui ne touchent pas aux tarifs, et de ses annexes.

Droz.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne.**

Paris, le 6 février 1892.

A la date du 1<sup>er</sup> de ce mois, vous m'avez communiqué, en copie, la notification officielle de la décision des Chambres donnant au Conseil fédéral les pleins pouvoirs que celui-ci leur avait demandés en vue des relations commerciales de la Suisse avec la France.

Dans la lettre que M. Droz vous a écrite à ce sujet, le Conseil se déclare disposé, dès à présent, à procéder à un examen contradictoire des points sur lesquels les intérêts suisses se trouveraient lésés par le tarif minimum.

Ainsi que le rappelle le chef du département fédéral des affaires étrangères, le Gouvernement français s'est montré prêt à examiner les réclamations du Gouvernement suisse concernant certains articles du tarif minimum; nous sommes toujours dans les mêmes dispositions, en nous réservant, bien entendu, d'appeler de notre côté l'attention du Gouvernement fédéral sur certaines majorations du tarif suisse.

Je vous prie donc de vouloir bien, en reproduisant cette réserve, répondre au Gouvernement fédéral que, s'il croit devoir nous saisir de ses observations, je m'empresse d'en entretenir M. le Ministre du commerce et de l'industrie.

RIBOT.

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Berne, le 12 février 1892.

Je m'empresse de vous transmettre ci-joint copie de la note que j'ai adressée aujourd'hui au Conseil fédéral, conformément aux instructions contenues dans la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 6 de ce mois.

La prompté réponse que vous avez bien voulu me prescrire de faire aux ouvertures du Conseil fédéral ne peut que rassurer l'opinion publique dont l'impatience et la sensibilité ont trouvé, ces jours derniers, prétexte à se manifester à propos de certaines expressions, mal comprises d'ailleurs, qu'on a cru pouvoir relever dans le *Livre jaune*. M. Droz même avait été pris personnellement à partie, non sans quelque vivacité, par plusieurs journaux de la Suisse orientale, qui incrimaient l'esprit de conciliation trop accentuée dont aurait fait preuve le chef du département des affaires étrangères, au cours des négociations.

ARAGO.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE BERNE, DU 12 FÉVRIER 1892.

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne, à M. le conseiller Droz, chef du département des affaires étrangères.**

Berne, le 12 février 1892.

Je n'ai pas manqué de transmettre à M. le Ministre des affaires étrangères la lettre que vous avez bien voulu m'adresser le 30 janvier et dans le cours de laquelle vous me faites connaître que le Conseil fédéral est disposé, dès à présent, à procéder à un examen contradictoire des points sur lesquels les intérêts suisses se trouveraient lésés par le tarif minimum.

Ainsi que le rappelait Votre Excellence, le Gouvernement français s'est

montré prêt à examiner les réclamations du Gouvernement suisse concernant certains articles du tarif minimum; ces dispositions n'ont pas changé, et il se réserve, bien entendu, comme l'indiquait ma communication du 30 janvier, d'appeler de son côté l'attention du Conseil fédéral sur certaines majorations du tarif suisse.

J'ai l'honneur, en conséquence, de faire savoir à Votre Excellence, au nom du Gouvernement de la République, que, si le Conseil fédéral croit devoir saisir M. le Ministre des affaires étrangères de ses observations, celui-ci s'empressera d'en entretenir son collègue M. le Ministre du commerce et de l'industrie.

ARAGO.

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Berne, le 18 février 1892.

J'ai vu hier M. Droz, qui n'est rentré de Zurich que mardi. Il était absent lorsque j'ai fait parvenir au Conseil fédéral, conformément aux instructions que vous m'aviez envoyées le 6 février, la note dont j'ai eu l'honneur de vous transmettre copie le 12.

Le chef du département des affaires étrangères m'a dit qu'il avait, ainsi que ses collègues, pris avec satisfaction acte de notre note du 12 de ce mois; que, assurément, il n'avait jamais douté du bon vouloir du Gouvernement français, mais que l'empressement mis à répondre aux ouvertures du Conseil fédéral avait puissamment aidé à calmer les appréhensions et les impatiences de ceux (en très grand nombre) qui n'avaient pas vu, sans protester, le Gouvernement fédéral se prêter à l'accord provisoire qui régit actuellement les rapports commerciaux des deux pays.

J'ai cru devoir insister auprès de M. Droz pour que les réclamations de la Suisse fussent limitées à un nombre aussi restreint que possible d'articles de notre tarif minimum. Il a paru comprendre que c'était là, en effet, une condition essentielle de l'entente que nous souhaitons pareillement. J'ai renouvelé aussi la réserve consignée dans notre note au sujet des demandes que le Gouvernement français serait appelé à formuler en ce qui touche certaines majorations du tarif suisse.

ARAGO.

**M. Lardy, ministre de Suisse à Paris, à M. Ribot, ministre des  
affaires étrangères.**

Paris, le 16 mars 1892.

Par des notes en date des 20 et 30 janvier et 12 février, Son Excellence M. l'Ambassadeur de France à Berne a fait savoir que le Gouvernement de la République était disposé à examiner les réclamations du Gouvernement fédéral au sujet de certains articles du tarif minimum, et, après examen contradictoire, à recommander aux Chambres françaises celles de ces réclamations qui auraient paru justifiées.

Le Conseil fédéral, après s'être livré à une enquête sur les besoins de notre industrie et de notre agriculture, se trouve maintenant en situation d'établir la liste des plus essentielles de ces réclamations. D'autre part, il a dû reconnaître que cette liste ne pouvait pas porter sur quelques articles seulement et qu'il était inévitable d'y faire figurer les diverses marchandises que la Suisse est seule ou à peu près seule à produire, comme aussi

les articles qui, tout en lui étant dans une certaine mesure communs avec d'autres Etats, sont importés par elle en France en quantités notables.

Le Conseil fédéral, faisant application des principes qui viennent d'être indiqués, a écarté de son chef un assez grand nombre de réclamations, mais il est d'avance obligé de déclarer qu'il ne lui serait pas possible d'éliminer et d'exclure du débat l'ensemble des industries nécessaires pour écarter ou atténuer suffisamment le mécontentement provoqué en Suisse par le tarif minimum.

C'est ainsi que, pour assurer à l'agriculture des satisfactions suffisantes, le Conseil fédéral doit insister pour un examen des droits sur le bétail d'élevage, les produits de l'industrie laitière et certains bois.

Quant aux produits industriels, les broderies, l'horlogerie et les tissus de soie constituent des articles de production presque exclusivement suisse ne donnant pas lieu à de sérieuses répercussions sur d'autres Etats. L'industrie cotonnière et celle des machines, tout en n'ayant plus le caractère d'industries exclusivement suisses, sont, dans certaines de leurs spécialités, plus particulièrement développées en Suisse et se rapprochent à cet égard de la catégorie précédente. Pour d'autres branches de l'industrie cotonnière, les envois de Suisse en France représentent des sommes si importantes, soit en valeur absolue, soit relativement aux envois de produits similaires d'autres pays, qu'il n'était pas possible de les omettre.

Il reste enfin quelques autres produits, d'importance secondaire en elle-même, mais pour lesquels la Suisse figure au premier rang des importations en France et qui pourraient sans difficulté être l'objet de réductions.

Si, comme j'en ai la confiance, le Gouvernement de la République pouvait se rallier à l'ordre d'idées qui précède, l'intention du Gouvernement fédéral serait de remettre sans retard à Votre Excellence la liste des demandes suisses et d'aborder l'examen contradictoire de ces demandes avec Votre Excellence.

LARDY.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Lardy, ministre de Suisse à Paris.**

Paris, le 18 mars 1892.

Je m'empresse de vous accuser réception de votre lettre en date du 16 mars courant par laquelle vous voulez bien me faire savoir que le Conseil fédéral, après s'être livré à une enquête sur les besoins de l'industrie et de l'agriculture en Suisse, se trouve en situation d'établir la liste des réclamations les plus essentielles qu'il croit devoir soumettre au Gouvernement français au sujet de certains articles du tarif des douanes.

Ainsi que vous le rappelez, M. Arago a plusieurs fois déclaré au Conseil fédéral que le Gouvernement de la République serait toujours disposé à examiner dans l'esprit le plus amical et à recommander, s'il y a lieu, après examen contradictoire, à l'attention des Chambres, les réclamations qui lui paraîtraient justifiées.

C'est dans cet esprit que M. le Ministre du commerce et M. le Ministre de l'agriculture recevront les communications que vous me faites l'honneur de m'annoncer et que je m'empresserai de leur transmettre. Sans préjuger le résultat de leur examen, je tiens à vous renouveler, en leur nom comme



au mien, les assurances de notre sincère désir de maintenir et de resserrer les bonnes relations qui unissent depuis si longtemps nos deux pays.

RIBOT.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne.**

Paris, le 22 mars 1892.

M. Chardon, sénateur, et MM. Duval, Orsat et Folliet, députés de la Haute-Savoie, m'ont entretenu d'une réclamation relative aux rapports de voisinage entre le canton de Genève et la région limitrophe du département dont ils représentent les intérêts au Parlement. La même communication a été également adressée à mon collègue M. le Ministre du commerce et de l'industrie.

Comme vous le savez, les rapports de voisinage dont il s'agit sont réglés par la Convention du 14 juin 1881 qui, au point de vue du traitement douanier, n'a fait que déterminer et limiter le régime dont le principe avait été consacré par les traités de 1815. Il a été convenu qu'un certain nombre de produits agricoles de la Haute-Savoie seraient, pendant une période de trente années, et sous certaines conditions, admis en franchise dans le canton de Genève. Ces produits ont été limitativement dénommés dans la Convention, et les bestiaux n'ont pas été compris dans cette énumération.

Il résulte des procès-verbaux des conférences qui ont précédé la signature de cet acte que, dans la séance du 23 mars 1881, l'un des plénipotentiaires français, M. Jagerschmidt, a émis le vœu qu'une réduction de droit d'entrée fût accordée par la Suisse pour le bétail. Une objection fut présentée à ce sujet par M. Kern, mais il est à remarquer qu'elle ne visait pas d'une manière spéciale la mesure proposée; le délégué fédéral s'est, en effet, borné à faire observer qu'il lui semblait difficile que son Gouvernement pût entrer dans la voie de concessions nouvelles et étrangères à la Convention de 1869 qui a servi de base à l'arrangement alors en préparation.

Les agriculteurs de la Haute-Savoie demandent aujourd'hui que les bestiaux destinés à l'approvisionnement du canton de Genève jouissent de la franchise de droits, comme les autres produits agricoles. M. le Sénateur et MM. les Députés du département intéressé invoquent, à l'appui de cette requête, les considérations qui avaient inspiré les mesures prises en 1815, et font valoir, à cet égard, que les bestiaux sont, au même titre que les autres produits agricoles, un article d'approvisionnement. Une demande analogue aurait d'ailleurs été adressée par le Conseil d'Etat de Genève au Conseil fédéral.

La question pouvant être envisagée à un point de vue strictement local comme l'indiquent les signataires de la note, je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'elle soit traitée en dehors des négociations tendant au règlement des rapports généraux de commerce entre la France et la Suisse. Telle est également la manière de voir de mon collègue M. Roche.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien, par une démarche officielle, vous assurer de l'accueil qui serait fait par le Conseil fédéral à une demande de notre part dans le sens des observations présentées par les interprètes des populations de la Haute-Savoie.

Je vous serais, en outre, obligé de me faire connaître, avec le résultat de cette démarche, votre opinion personnelle sur la question.

RIBOT.

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Berne, le 11 avril 1892.

J'ai fait auprès du Chef du Département des Affaires étrangères la démarche officielle prescrite par votre lettre du 22 mars au sujet des rapports de voisinage entre la Haute-Savoie et le canton de Genève.

M. Droz ne m'a pas caché les difficultés extrêmes que soulevait cette question; il m'a très nettement déclaré qu'elle ne saurait, en tout cas, recevoir une solution conforme, ou tout au moins partiellement conforme, aux vœux exprimés par les Représentants de la Haute-Sevoie, avant qu'un accord fût intervenu pour le règlement des relations commerciales entre la France et la Suisse.

Les Chambres fédérales, cela est certain, ne consentiraient auparavant à aucune modification de l'état de choses actuel. Il a ajouté que, sans lier absolument cette question particulière aux négociations générales, le Gouvernement de la République pourrait peut-être faire figurer la réclamation dont il s'agit parmi les demandes relatives à *l'entrée en Suisse*; mais il doute qu'elle soit susceptible d'être accueillie.

Je crois utile de vous informer, sans retard, des motifs très sérieux, selon moi, sur lesquels est fondée cette réponse, M. Droz m'ayant appris que MM. Lardy et Cramer Frey devaient avoir aujourd'hui une première entrevue avec Votre Excellence et MM. les Ministres du Commerce et de l'Agriculture.

ARAGO.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Arago, ambassadeur de la République française, à Berne.**

Paris, le 15 avril 1892.

Vous avez bien voulu me rendre compte, le 11 de ce mois, de la démarche officielle que vous avez faite, d'après mes instructions, auprès de M. Droz, au sujet de la réclamation qui m'a été présentée par l'un des sénateurs et trois des députés de la Haute-Savoie relativement aux rapports de voisinage entre le canton de Genève et la région limitrophe du Département dont ils représentent les intérêts au Parlement.

Les observations émises à ce sujet par le Chef du Département fédéral des Affaires étrangères tendant à subordonner la question, si non à la joindre effectivement, aux négociations commerciales en préparation, je me propose d'examiner, d'accord avec mon collègue M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, dans quelle mesure il nous serait possible de nous prêter, le cas échéant, à cette procédure.

En ce qui concerne d'autre part la mission spéciale qui a été confiée à MM. Lardy et Cramer Frey auprès du Gouvernement de la République et à laquelle vous faites allusion, je crois devoir vous faire connaître, pour votre information, que les pourparlers qui ont lieu avec ces représentants du Conseil fédéral n'ont pas le caractère d'une négociation. Le Ministre de Suisse m'a présenté une note pour servir, en quelque sorte, de base à une négociation; mais je n'ai pas accepté ce mode de procéder: j'ai engagé

MM. Lardy et Cramer Frey à voir M. Jules Roche et à lui exposer, dans un entretien, les diverses réclamations auxquelles donneraient lieu, en Suisse, les Tarifs français.

Jusqu'à présent les pourparlers se sont donc maintenus dans les conditions que je prévoyais en vous écrivant le 6 février dernier. RIBOT.

M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Berne, le 29 mai 1892.

Le Président de la Confédération m'a spontanément fait part hier, au cours d'une réception à l'Ambassade à laquelle il assistait avec plusieurs de ses collègues du Gouvernement, des craintes très vives qu'il avait relativement aux relations commerciales avec la France.

« Les nouvelles les plus récentes de Paris sont mauvaises » ; m'a dit M. Hauser, « les renseignements recueillis par M. Cramer Frey seraient même de nature à nous décourager absolument, si nous ne voulions pas espérer *malgré tout*. Il semble que le Gouvernement français ne croie pouvoir accorder que de bien faibles concessions sur le Tarif minimum, tout en réclamant de la Suisse sur son Tarif général de notables réductions. Nous sommes obligés, vous le savez, de présenter à l'Assemblée fédérale dont la session s'ouvre lundi, un rapport sur l'état des négociations commerciales avec la France. Or, nous ne serions jusqu'à présent en mesure que de fournir des informations bien réservées qui ne manqueraient pas d'être interprétées dans le sens le plus défavorable. Il est même à prévoir, suivant un renseignement qui m'est parvenu ce matin, qu'une interpellation sera adressée au Conseil fédéral dès les premiers jours de la semaine, en vue de hâter ses explications. Si nous obtenions du Gouvernement de la République des assurances meilleures et plus précises que celles qu'il a cru jusqu'ici pouvoir nous donner, nous conserverions l'espoir de calmer les esprits dans les Chambres. Aujourd'hui, je regarde la situation comme très compromise et la déclaration par les Chambres d'une guerre de tarifs comme possible. Le Conseil fédéral en est très sincèrement affecté. »

D'autres membres du Conseil, MM. Ruchonnet et Deucher, en particulier, m'ont, après le Président, exprimé les mêmes craintes et les mêmes sentiments.

ARAGO.

M. Arago, ambassadeur de la République française, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Berne, le 9 juin 1892.

Le Conseil fédéral, m'a dit M. Droz aujourd'hui, a été « très péniblement surpris » de l'intention du Gouvernement français d'ajourner jusqu'en novembre, à la rentrée du Parlement, les pourparlers engagés actuellement à Paris, alors surtout qu'on semblait à la veille de s'entendre sur presque tous les points. M. Droz considère que, s'il devait en être ainsi, les Chambres suisses se refuseraient à continuer au Conseil fédéral les pleins pouvoirs qu'elles lui ont accordés en janvier. Bien plus, le Conseil fédéral ne leur en demanderait sans doute pas la prolongation. Une majorité existe en effet dans le Gouvernement même, qui est décidée à l'application du Tarif général, dès le 1<sup>er</sup> juillet, si le message qui doit être distribué la

semaine prochaine aux Chambres ne peut pas annoncer qu'un accord est intervenu entre les deux Gouvernements. M. Lardy vous aura fait connaître, d'après les dépêches du Chef du Département fédéral des Affaires étrangères, cette situation. Je dois, à mon grand regret, constater, après avoir causé avec plusieurs des Membres influents des deux Chambres, que les craintes de M. Droz sont loin d'être excessives; le langage qu'il m'a tenu n'est pas à dessein pessimiste. Il m'a dit combien il redoutait, au point de vue politique, l'effet que produirait en Suisse un état de guerre économique dont on ferait peser sur la France toute la responsabilité, et sa sincérité ne peut pas être mise en doute.

ARAGO.

**M. Arago, ambassadeur de la République française,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Berne, le 20 juin 1892.

Le Conseil fédéral fera distribuer demain aux Chambres son Message concernant les pourparlers engagés avec la France. Les termes de ce document ont été arrêtés aujourd'hui dans une séance extraordinaire du Conseil.

Le Gouvernement demande la continuation, jusqu'à la fin de juillet, des pleins pouvoirs qui lui ont été accordés en janvier, dans la pensée que d'ici là un accord aura pu intervenir entre les deux Pays. Il s'engage, au cas où les pourparlers actuellement en cours n'aboutiraient pas avant cette époque, à convoquer les Chambres dans le courant d'août. La discussion du Message aura sans doute lieu jeudi.

ARAGO.

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Berne, le 21 juin 1892.

Le Message du Conseil fédéral, dont mon télégramme d'hier a fait connaître à Votre Excellence la conclusion, vient d'être distribué aux Membres des deux Chambres.

Je m'empresse de vous en adresser ci-joint le texte.

La Commission des Douanes se réunira ce soir ou demain matin, la discussion de l'arrêté proposé par le Conseil fédéral et dont le texte se trouve joint au Message devant avoir lieu jeudi au Conseil national, vendredi au Conseil des Etats. Il est à prévoir que les propositions du Gouvernement rencontreront dans la Commission des adversaires déterminés.

Quoi qu'il en soit, il ne paraît pas douteux que les deux Conseils adoptent le projet d'arrêté qui leur est soumis.

ARAGO.

#### ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE BERNE DU 21 JUIN 1892.

#### Message du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale concernant les rapports commerciaux de la Suisse avec la France.

Par notre Message du 23 janvier dernier (1), nous vous avons exposé la

(1) Voir le précédent *Livre jaune*, page 151. *Archives*, 1892, II, p. 49.



situation qui allait se présenter pour nos rapports commerciaux avec la France, dès le 1<sup>er</sup> février, par suite des relèvements douaniers votés par ce pays et la cessation de notre traité de commerce, et nous vous avons demandé des pleins pouvoirs pour les mesures qu'il y aurait lieu de prendre, à toute éventualité, jusqu'à une nouvelle réunion de l'Assemblée fédérale.

Le projet d'arrêté faisant suite à notre Message était ainsi conçu :

« Le Conseil fédéral reçoit des pleins pouvoirs pour sauvegarder le mieux possible, jusqu'à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée fédérale, les intérêts de la Suisse dans ses relations commerciales avec la France.

« Il fera rapport, dans la prochaine session ordinaire, et, en cas de besoin, dans une session extraordinaire, sur l'usage qu'il aura fait desdits pouvoirs, et présentera éventuellement ses propositions pour le règlement ultérieur de la situation. »

Dans la discussion qui a eu lieu au sein des Chambres, tous les orateurs ont constaté, comme l'avait d'ailleurs fait le Conseil fédéral dans ses notes à l'Ambassade de France et dans son Message, que le Tarif minimum est inacceptable et que nos rapports commerciaux avec la France ne sauraient être réglés à nouveau que sur la base d'un tarif plus réduit. Des voix ont même demandé qu'à partir du 1<sup>er</sup> février les produits français fussent soumis aux droits de notre Tarif général. En considération, toutefois, des pourparlers entamés entre les deux Gouvernements et dans lesquels le Ministère français faisait prévoir la possibilité d'atténuations au Tarif minimum pour les articles intéressant spécialement la Suisse, vous nous avez accordé, par arrêté du 29 janvier, les pleins pouvoirs que nous sollicitons. Cet arrêté, dont la rédaction diffère quelque peu de notre projet, est conçu en ces termes :

« Le Conseil fédéral reçoit des pleins pouvoirs pour sauvegarder le mieux possible, jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée fédérale, les intérêts de la Suisse dans ses relations commerciales avec la France.

« Il fera rapport, dans une reprise de la session de décembre à convoquer au plus tôt ou dans la prochaine session ordinaire au plus tard, sur l'usage qu'il aura fait desdits pouvoirs et présentera éventuellement ses propositions pour le règlement ultérieur de la situation. »

Nous avons aujourd'hui l'honneur de porter à votre connaissance les faits nouveaux qui se sont produits dès lors et de vous rendre compte de l'usage que nous avons fait de nos pleins pouvoirs.

Les pourparlers auxquels nous venons de faire allusion ont entre autres trouvé leur expression dans un échange de notes que nous croyons utile de reproduire ici, pour faire suite à celles déjà publiées dans notre Message du 23 janvier et qui vont jusqu'au 15 du même mois.

En date du 20, l'Ambassade de France a répondu à notre communication du 15 par la Note ci-après que nous n'avons pas pu insérer dans notre Message du 23, mais qui a été mise sous les yeux des Commissions du Conseil national et du Conseil des Etats et au vu de laquelle ces Commissions ont arrêté leurs propositions :

« Monsieur le Conseiller,

« Je m'empresse d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre qu'Elle m'a adressée, sous la date du 15 janvier, en réponse à la déclaration que j'ai eu l'honneur de faire au Conseil fédéral le 8 de ce mois.

« Votre Excellence, tout en me donnant acte de cette déclaration, me fait part de la résolution du Conseil fédéral de garder, quant à présent, ses mains libres vis-à-vis de la France. Je ne puis que vous prier de vous reporter aux termes de ma communication précitée du 8 de ce mois, de laquelle il résulte clairement que l'application, à partir du 1<sup>er</sup> février, de notre Tarif minimum, sous condition de réciprocité, n'aurait pas, en effet, le caractère d'un engagement mutuel pour une durée définie, mais constituerait un *modus vivendi*

« analogue à celui qui existe entre la France et l'Angleterre. Le Gouvernement  
 « de la République française a la confiance que ce régime, consenti à titre pro-  
 « visoire, assurerait la continuation, si désirable à tous égards, des relations  
 « commerciales des deux Pays et faciliterait entre eux une entente plus com-  
 « plète.

« Sans entrer dans une discussion qui offrirait, en ce moment, plus d'incon-  
 « vénients que d'avantages, au sujet de l'appréciation générale que Votre Excel-  
 « lence a cru devoir émettre sur le nouveau Tarif français, je n'hésite pas à  
 « l'assurer que le Gouvernement de la République sera toujours prêt à étudier  
 « dans l'esprit le plus amical et à recommander, s'il y a lieu, après examen  
 « contradictoire, à l'attention des Chambres, les réclamations que le Gouver-  
 « nement fédéral croirait devoir lui soumettre, en ce qui concerne certains  
 « articles du Tarif minimum.

« Je me plais à espérer, Monsieur le Conseiller, que, s'inspirant des mêmes  
 « sentiments de bon vouloir mutuel, le Gouvernement fédéral voudra bien  
 « apprécier l'intérêt qu'il y aurait, pour les deux Pays, à proroger certaines  
 « clauses du Traité de commerce du 23 février 1882 et de la Convention pour  
 « la protection de la propriété littéraire.

« Veuillez agréer, etc.

Signé : Emm. ARAGO. »

Le 23 janvier, nous avons autorisé le Chef du Département fédéral des affaires  
 étrangères à répondre en ces termes à l'Ambassade française :

« Monsieur l'Ambassadeur,

« Par sa Note du 20 courant, répondant à celle du Conseil fédéral en date  
 « du 15, Votre Excellence veut bien m'informer que le Gouvernement de la  
 « République considère sa proposition contenue dans la Communication du  
 « 8 de ce mois, ainsi que cela ressort du reste de cette communication elle-  
 « même, comme un simple *modus vivendi* n'impliquant pas un engagement  
 « mutuel pour une durée déterminée. Il serait agréable au Gouvernement  
 « français que la Suisse l'acceptât comme un moyen de continuer les relations  
 « commerciales entre les deux Pays et de faciliter une entente plus complète.  
 « Sans vouloir discuter les appréciations dont le nouveau régime douanier  
 « français a été l'objet de notre part. Votre Excellence m'assure que son Gou-  
 « vernement — « sera toujours prêt à étudier dans l'esprit le plus amical et à  
 « recommander, s'il y a lieu, après examen contradictoire, à l'attention des  
 « Chambres, les réclamations que le Gouvernement fédéral croirait devoir lui  
 « soumettre, en ce qui concerne certains articles du Tarif minimum. » — Dans  
 « l'espoir que le Gouvernement suisse s'inspirera des mêmes sentiments de bon  
 « vouloir mutuel, Votre Excellence réitère sa proposition de proroger certaines  
 « clauses du Traité de commerce du 23 février 1882 et de la Convention pour  
 « la protection de la propriété littéraire.

« Je n'ai pas manqué de faire part au Conseil fédéral de cette nouvelle com-  
 « munication. Il apprécie vivement l'esprit qui l'a dictée et dans lequel il aime  
 « à voir le désir sincère de réparer effectivement, dans un avenir prochain, le  
 « dommage causé à notre Pays par la nouvelle législation douanière que la  
 « France vient d'adopter. Lui-même est désireux de faciliter la tâche du Gou-  
 « vernement français sous ce rapport, dans la ferme attente toutefois que les  
 « assurances données ne tarderont pas à être suivies d'un résultat pratique  
 « satisfaisant. Pour le moment, il doit s'en tenir à cette réponse, en réservant  
 « les décisions qui seront prises par l'Assemblée fédérale, à laquelle un Message  
 « va être adressé sur la question de nos rapports commerciaux avec la France.  
 « Veuillez agréer, etc.

« Signé : Droz. »

(Cette réponse a été également communiquée aux Commissions des deux  
 Chambres.)

L'Ambassade française a répondu ce qui suit par note du 30 janvier :

« Monsieur le Conseiller,

« J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa communication du 23 janvier.

« Le Gouvernement de la République l'a accueillie avec satisfaction, et n'a pas manqué d'apprécier, comme il était juste, l'esprit qui l'a dictée.

« Ainsi que le constate Votre Excellence, d'après les assurances contenues dans ma Note du 20 janvier, le Gouvernement français sera toujours prêt, en effet, à étudier, dans l'esprit le plus amical, et, s'il y a lieu, après examen contradictoire, à recommander aux Chambres les réclamations qui lui seraient présentées au sujet de certains articles du Tarif minimum; il se réserve, de son côté, d'appeler l'attention du Gouvernement fédéral sur les majorations du Tarif général suisse qui frappent particulièrement nos produits.

« Veuillez agréer,

Signé : Emm. ARAGO. »

Le même jour, soit le 30 janvier, le Chef du Département fédéral des Affaires étrangères adressait à Son Excellence M. l'Ambassadeur Arago la Note suivante en complément de celle qu'il lui avait fait parvenir en date du 23 :

Voir ci-dessus (Suisse, n° 1), p. 79.

Le même jour également, le Conseil fédéral prenait deux arrêtés portant :

## I

« Le Conseil fédéral suisse,

« En application de l'Arrêté fédéral du 29 janvier 1892 concernant nos rapports commerciaux avec la France,

« Arrête :

« Dès le 1<sup>er</sup> février, le tarif d'usage sera appliqué, à bien plaisir et jusqu'à nouvel ordre, aux produits ou marchandises de provenance française. »

## II

« Le Conseil fédéral suisse,

« Vu une pétition du Conseil administratif de la ville de Genève, du 28 décembre 1891, demandant que, dans l'intérêt de l'alimentation de cette ville, les facilités douanières stipulées dans l'annexe F du Traité de commerce entre la Suisse et la France, du 23 janvier 1882 (Règlement du pays de Gex), demeurent en vigueur,

« Arrête :

« Les facilités douanières dont il s'agit continueront à être appliquées après le 1<sup>er</sup> février, à bien plaisir et jusqu'à nouvel ordre. »

D'autre part, le Gouvernement français rendait, le 30 janvier aussi, un décret ainsi conçu :

« Article premier. — Le tarif minimum inscrit au tableau A annexé à la loi de douanes du 11 janvier 1892 sera appliqué en France, y compris l'Algérie, à partir du 1<sup>er</sup> février 1892, et dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indo-Chine, sous les conditions et délais prévus par l'article 3 de la loi précitée, aux marchandises des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, de la Suisse, de la Belgique, des Pays-Bas et de la Grèce. »

Enfin, le 12 février, l'Ambassade de France nous faisait la communication ci-après :

Voir ci-dessus (Suisse, n° 3), p. 80.

Quelques jours après, ainsi qu'il l'avait déjà fait auparavant à plusieurs reprises, M. l'Ambassadeur Arago nous a assurés verbalement, au nom de son Gouvernement, du vif désir de celui-ci de nous faire de sérieuses concessions,



mais seulement sur les industries qui nous intéressent spécialement, et nous a priés de présenter bientôt nos demandes.

Par décision du 30 janvier, nous avons chargé notre Département des Affaires étrangères et celui de l'Industrie et de l'Agriculture de mettre immédiatement à l'étude la question de savoir quelles réductions du Tarif minimum devaient être réclamées par nous dans le sens de la Note française du 20 janvier.

Pour sa part, le Département des Affaires étrangères (Division du commerce) avait, le 13 août 1891 déjà, chargé le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie de provoquer, de recevoir et d'examiner les demandes des intéressés suisses pour la conclusion éventuelle d'un nouveau traité de commerce avec la France, ainsi que de recueillir des données statistiques pour les négociations.

Les travaux du Vorort furent quelque peu ralentis par l'attente des décisions du Sénat français au sujet du tarif. On espérait un moment que le Sénat n'irait pas aussi loin que la Chambre, mais cet espoir fut complètement déçu; le Sénat renchérit plutôt sur les décisions de la Chambre, ce qui provoqua de nouvelles réclamations de notre commerce et de nos industries. Le Vorort eut donc la tâche d'étudier à plusieurs reprises les mêmes questions, suivant les phases nouvelles qu'elles traversaient, et ce n'est que vers les premiers jours de mars et en y mettant la plus grande activité qu'il a pu présenter au Département des Affaires étrangères les résultats de sa minutieuse enquête.

Ces résultats ont été examinés avec le plus grand soin par les Départements intéressés (Commerce, Pêches et Agriculture), puis ont été discutés dans une Conférence qui a siégé les 10 et 11 mars et à laquelle ont pris part, outre les chefs des trois Départements en question, MM. les conseillers nationaux Cramer-Frey et Hammer et M. le docteur Lardy, notre Ministre à Paris.

Le 15 mars, nous avons arrêté nos instructions générales sur la base des propositions de cette Conférence, et les avons transmises à M. Lardy. Nous avons également chargé M. le conseiller national Cramer-Frey d'assister M. Lardy dans les négociations qui devaient être ouvertes.

Un certain nombre de questions de détail ayant dû encore être examinées par les Départements intéressés, la liste définitive de nos demandes a été arrêtée par nous le 22 mars et transmise à notre Ministre.

Dans l'intervalle, des pourparlers officieux avaient été engagés par M. Lardy avec le Ministre des Affaires étrangères, du Commerce et de l'Agriculture, afin d'établir les bases de la négociation. Ces pourparlers aboutirent à l'échange des notes suivantes :

Voir ci-dessus (Suisse, n<sup>os</sup> 5 et 6), p. 81 et 82.

Dans la dernière semaine de mars, M. Lardy remit la liste détaillée de nos demandes au Ministère du Commerce, qui en entreprit l'examen. Le 11 avril, les négociations effectives commencèrent entre MM. Lardy et Cramer-Frey, d'une part et les Ministres du Commerce et de l'Agriculture, d'autre part.

Ces Conférences durèrent jusqu'au 14, M. Jules Roche, ministre du Commerce, ayant dû s'absenter ce jour-là de Paris pour quelque temps. Quoique très courtes, elles suffirent cependant pour permettre de faire un premier examen contradictoire des demandes suisses, après quoi, de part et d'autre, les questions controversées furent soumises à une nouvelle étude. En particulier, nos négociateurs durent encore se mettre en rapport avec un grand nombre d'intéressés suisses pour leur faire préciser ou modifier leurs demandes.

La seconde période des pourparlers, pour laquelle M. Cramer-Frey est retourné à Paris, s'est ouverte le 23 mai. Nos Délégués ont reçu connaissance, dans la Conférence de ce jour et dans les séances qui ont suivi, du résultat de l'examen dont nos demandes avaient été l'objet pendant l'interruption des pourparlers, ainsi que, pour la première fois, de la liste des demandes françaises de réductions de droits à l'entrée en Suisse.

Les négociations ont été conduites dès lors avec la plus grande activité; mais les points à régler étant nombreux et importants, elles ont forcément dû se



prolonger en raison de ce qu'il a fallu, plus d'une fois, soumettre de part et d'autre les mêmes questions à nouvel examen avant de pouvoir établir l'accord. Si du reste on compare les présentes négociations, quant à leur durée, à celles qui ont précédé la conclusion de nos traités avec l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, on doit constater que ces dernières ont exigé un temps presque double.

Actuellement, les questions de tarif, les plus difficiles et les plus essentielles dans l'Arrangement qu'il s'agit de conclure avec la France, sont, nous le croyons du moins, sur le point d'être réglées. L'état des négociations ne nous permet pas en ce moment de publier d'une manière détaillée les résultats obtenus jusqu'ici sous ce rapport. Ce que nous pouvons dire, c'est que, sans répondre entièrement à nos désirs, les points sur lesquels l'accord est déjà intervenu entre les négociateurs et qui intéressent aussi bien notre agriculture que la plupart de nos industries, constituent, dans leur ensemble, une amélioration appréciable de la situation actuelle, et si nous pouvons y en ajouter d'autres, sur lesquels portent maintenant nos efforts, nous croyons que nous pourrions recommander l'Arrangement à votre ratification.

A l'entrée en Suisse, en dehors de notre régime conventionnel déjà très avantageux en lui-même pour les produits français, nous n'avons été appelés, comme de raison, à faire des concessions nouvelles que sur un nombre relativement restreint d'articles, que du reste nous avions pour la plupart réservés en vue des négociations avec la France. Les concessions que nous avons cru pouvoir accorder restent dans les limites compatibles avec l'intérêt de nos industries indigènes.

Jusqu'à ces derniers jours, nous espérions être en état de vous communiquer, dans votre session actuelle, le texte signé du nouvel Arrangement, et nous n'avons négligé aucune occasion, dès le début des négociations, d'insister de la manière la plus pressante sur la nécessité où nous étions de vous soumettre un résultat positif avant le 30 juin. De son côté, le Gouvernement français, qui, nous devons le reconnaître, s'est montré constamment désireux de s'entendre avec nous et d'éviter une rupture commerciale fâcheuse pour les deux Pays, nous avait déclaré qu'il présenterait cet Arrangement à son Parlement et s'efforcerait de le faire ratifier avant les vacances qui s'ouvriront le 13 juillet, suivant toute probabilité; mais aujourd'hui il nous fait savoir, de la manière la plus positive, que, même si l'Arrangement était signé ces jours-ci, il ne lui serait matériellement plus possible de saisir les Chambres de la question avec chance d'aboutir. Or, il faudra encore cette semaine, très probablement, pour terminer les questions de tarif, après quoi l'on abordera seulement celles qui concernent le texte du Traité et les Conventions annexes (pays de Gex, propriété littéraire et artistique), en sorte que, si l'entente intervient, il ne sera pas possible de signer avant le milieu de juillet.

Sans méconnaître la valeur des motifs qui ont dicté cette ouverture du Gouvernement français, nous n'avons pas manqué de lui représenter combien ce retard est regrettable non seulement en soi, mais à cause de l'interprétation fâcheuse dont il sera l'objet en Suisse: on y verra, en effet, l'intention de traîner les choses en longueur dans l'espoir que peut-être nous nous habituerons peu à peu au Tarif minimum et que nous finirons par l'accepter, tandis que nous devons de nouveau déclarer catégoriquement que ce serait illusion de le croire.

A cela, il nous a été répondu que l'on désirait sincèrement s'entendre avec nous, que l'on croyait nous en avoir jusqu'ici donné suffisamment la preuve, et que l'on n'hésitait pas à s'engager expressément à présenter l'Arrangement aux ratifications parlementaires le jour même de la rentrée des Chambres françaises, en automne.

Dans cette situation, et comme notre prévision d'avoir un traité signé avant la fin de juin et qui serait encore soumis à la ratification des Chambres françaises avant leurs vacances ne s'est pas réalisée, nous avons annoncé au Gouvernement français que nous allions saisir de la question l'Assemblée fédérale, en réservant pleinement les décisions qu'elle jugera à propos de prendre.

A notre avis, s'il s'agissait simplement d'ajourner jusqu'en automne les ratifications et l'entrée en vigueur d'un traité effectivement conclu et signé, nous n'hésiterions pas à vous proposer, pour des motifs d'opportunité, d'accepter cette solution provisoire, si regrettable qu'il soit d'ailleurs de prolonger un état de choses dans lequel nous assurons à la France le bénéfice de notre régime conventionnel très avantageux pour ses produits et marchandises, en échange de son Tarif minimum, très défavorable pour les nôtres.

Mais le Traité n'est pas encore conclu et signé, et quelque espoir que nous ayons de le voir aboutir, nous n'avons encore aucune certitude que ce sera le cas.

Aussi devons-nous renoncer à vous demander purement et simplement le renouvellement des pleins pouvoirs que vous nous avez accordés en date du 29 janvier dernier, et devons-nous bien plutôt vous prier de fixer vous-mêmes un délai jusqu'auquel le Traité devra avoir été signé, faute de quoi nous aurons à vous réunir pour statuer sur les mesures à prendre.

Ce délai nous paraît pouvoir être fixé jusque vers le milieu de juillet. Si, en effet, au point où les négociations en sont, elles n'avaient pas abouti à cette époque, c'est qu'il n'y aurait pas de probabilité de pouvoir conclure. C'est dans ce sens que nous avons rédigé la première partie de l'Arrêté que nous vous proposons ci-après.

Si, au contraire, le traité était signé à cette date, nous vous demandons dès maintenant d'être autorisés à prolonger le *statu quo* jusqu'à votre session de décembre au plus tard, époque où nous devons être fixés sur le sort des ratifications françaises. Notre raison principale pour vous faire cette proposition, c'est que l'application des Tarifs généraux de part et d'autre, en présence d'un traité signé, ne se justifierait guère et qu'elle irait probablement à contre-fin d'une prompt ratification, vu l'état des esprits en France.

Nous recommandons, en conséquence, à votre adoption, le projet d'arrêté ci-après, et nous saisissons cette occasion, Monsieur le Président et Messieurs, de vous renouveler l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 21 juin 1892.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le Président de la Confédération,*  
HAUSER.

*Le Chancelier de la Confédération,*  
RINGIER.

### **Arrêté fédéral concernant les rapports commerciaux avec la France.**

Vu le Message du Conseil fédéral du 21 juin 1892,  
L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

#### **Arrête :**

Pour le cas où les négociations commerciales en cours avec la France n'aboutiraient pas à un arrangement dans le délai d'un mois, le Conseil fédéral est invité à réunir l'Assemblée fédérale pour le 1<sup>er</sup> août au plus tard et à lui soumettre un rapport et des propositions au sujet du règlement ultérieur de la situation.

Si, au contraire, un arrangement vient à être signé dans ce délai, le Conseil fédéral le soumettra à l'Assemblée fédérale dans sa session de décembre ou plus tôt si les circonstances le permettent ou l'exigent.

Jusqu'à la prochaine réunion des Chambres, les pleins pouvoirs accordés au Conseil fédéral par l'arrêté fédéral du 29 janvier lui sont renouvelés.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne.**

(Télégramme.)

Paris, le 24 juin 1892.

Je me rends compte des difficultés que rencontre M. Droz ; mais je suis obligé de constater que les termes du Message qui vient d'être publié auront pour effet d'augmenter celles que nous avons nous-mêmes à surmonter. Le caractère des pourparlers engagés à titre purement officieux entre M. Jules Roche et M. Lardy n'autorisait pas le Gouvernement fédéral à s'exprimer comme il l'a fait.

M. Jules Roche n'ayant pas encore fait connaître au Conseil des Ministres le résultat de ces pourparlers, il eût été préférable de n'entrer à cet égard dans aucun détail.

RIBOT.

**M. Arago, ambassadeur de la République française, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Berne, le 24 juin 1892.

L'Arrêté du Conseil fédéral, voté ce matin à l'unanimité et après discussion très brève par le Conseil national, a été adopté à l'unanimité et sans discussion par le Conseil des Etats.

ARAGO.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Lardy, ministre de Suisse à Paris.**

Paris, le 20 juillet 1892.

Je m'empresse de vous informer que nous sommes prêts, M. Jules Roche et moi, à signer l'Arrangement commercial, la Convention littéraire et la Disposition additionnelle à la Convention de voisinage du 23 février 1882, dont les termes ont été arrêtés d'accord entre nous, sous réserve, bien entendu, de l'approbation du Conseil fédéral et de la ratification ultérieure des Chambres françaises et de l'Assemblée fédérale.

Il a été entendu, d'ailleurs, que cette ratification pourra être retardée jusqu'au 31 décembre prochain, afin de laisser le temps aux Parlements des deux Pays de statuer sur certaines réductions de tarif que le Gouvernement français et le Gouvernement fédéral ont respectivement l'intention de leur soumettre dans le plus bref délai.

Nous avons tenu, en ce qui nous concerne, dans la mesure la plus large, la promesse que M. Arago avait été autorisé à vous faire et que j'ai moi-même confirmée, dans ma lettre du 18 mars dernier, dans les termes ci-après :

« Ainsi que vous le rappelez, M. Arago a plusieurs fois déclaré au Conseil fédéral que le Gouvernement de la République serait toujours disposé à examiner dans l'esprit le plus amical et à recommander, s'il y a lieu, après examen contradictoire, à l'attention des Chambres, les réclamations qui lui paraîtraient justifiées.

« C'est dans cet esprit que M. le Ministre du commerce et M. le Ministre de l'agriculture recevront les communications que vous me faites l'honneur de m'annoncer. »

A la suite de cette lettre, des pourparlers ont eu lieu entre MM. Jules Roche et Develle et vous-même, assisté de M. Cramer-Frey.

MM. Jules Roche et Develle ont fait connaître au Conseil des Ministres qu'environ cinquante numéros du Tarif des douanes leur paraissaient susceptibles de modifications favorables. Le Gouvernement les a autorisés à préparer un projet de loi qui doit être déposé, dès le début de la prochaine session, sur le bureau de la Chambre des députés.

Vous reconnaitrez qu'il était impossible de donner une plus large satisfaction aux réclamations du Conseil fédéral.

Je dois rappeler ici que, dans notre pensée comme dans la vôtre, bien que les réductions proposées à l'examen du Parlement soient indépendantes des arrangements synallagmatiques que nous devons conclure, elles ont trop d'importance pour que la décision finale des Chambres ne soit pas prise en sérieuse considération, lorsque le moment sera venu de ratifier ces arrangements.

Chacun des deux Gouvernements conserve, à cet égard, toute sa liberté d'appréciation.

Vous nous avez demandé, avant-hier, quelque chose de plus. Préoccupé de la crainte que le Parlement français ne rejette ou ne modifie quelques-unes des propositions qui lui seront faites, en ce qui touche les articles du Tarif des douanes, vous voudriez qu'il vous fût donné acte par écrit de la résolution du Conseil fédéral de se refuser, en ce cas, à toute ratification de l'Arrangement commercial et de la Convention littéraire.

Ainsi, dans la pensée du Gouvernement fédéral, à laquelle vous nous invitez à nous associer par une déclaration expresse, ces deux arrangements et les réductions de droits que le Gouvernement français a pris l'initiative de recommander aux Chambres, formeraient un tout indivisible.

Nous ne songeons pas à contester au Conseil fédéral le droit d'envisager comme il l'entend les résolutions qu'il sera appelé à prendre dans telle ou telle éventualité.

Il nous paraît toutefois dangereux de poser ainsi la question.

Sans aucun doute, le Gouvernement français se considérera comme engagé, par le seul dépôt d'un projet de loi, à faire loyalement tout ce qui dépendra de lui pour en assurer le succès. Les arguments, d'ailleurs, ne lui feront pas défaut. Il en trouvera de décisifs, non seulement dans l'examen des articles eux-mêmes du projet de loi, mais aussi dans les considérations générales qui se rapportent à l'ensemble des relations des deux Pays.

Mais le moyen le plus efficace d'obtenir le vote des Chambres ne nous paraît pas être de leur dire que ce vote a été, en quelque sorte, escompté d'avance sur tous les points, qu'elles n'ont, en fait, qu'à accepter ou à rejeter en bloc des propositions qui portent sur un grand nombre d'articles et dont quelques-unes au moins peuvent donner lieu à de vives discussions.

D'autre part, il vous apparaîtra, sans doute, comme à nous-mêmes, que ce serait une imprudence, pour chacun des deux Gouvernements, de lier ses propres décisions et de s'interdire par avance de donner suite aux arrangements qui viennent d'être arrêtés, parce que les deux Parlements, ou l'un d'eux, usant de leurs prérogatives, n'auraient pas ratifié toutes les réductions qui, à la suite d'un premier examen, ont paru possibles ou désirables.

Nous pensons qu'il n'est pas sans danger d'apporter dans ces matières difficiles et complexes un esprit trop absolu.



La garantie que le Conseil fédéral voudrait s'assurer contre un vote parlementaire ne peut, à notre avis, être recherchée ailleurs que dans la faculté qu'il s'est réservée de ne pas ratifier, s'il y a lieu, les arrangements qui vont être signés et de reprendre, le cas échéant, son entière liberté.

J'avais le devoir d'appeler, au nom du Gouvernement de la République, votre plus sérieuse attention sur les considérations qui précèdent. Je me plais à espérer qu'elles rencontreront l'adhésion de votre Gouvernement, et qu'après ces franches explications, rien ne s'opposera plus à la signature des arrangements qui doivent, dans notre pensée, contribuer à resserrer encore les relations d'amitié qui existent entre nos deux pays.

RIBOT.

M. Lardy, ministre de Suisse à Paris, à M. Ribot, ministre  
des affaires étrangères.

Paris, le 22 juillet 1892.

Monsieur le Ministre,

Après avoir pris connaissance de la note de Votre Excellence en date du 20 de ce mois et remise hier matin, le Conseil fédéral me charge de vous remercier de la franchise de vos déclarations. Il se plaît à reconnaître l'esprit amical et conciliant dans lequel le Gouvernement de la République a procédé aux négociations qui viennent d'avoir lieu. Il tient à rappeler à son tour que lui-même s'est pénétré du même esprit, en particulier lorsque, pour tenir compte des vœux du Gouvernement français, il a consenti, non sans regret, à renoncer à sa demande d'insérer dans l'Arrangement commercial, conformément à l'usage, les réductions du tarif qui, à ses yeux, en sont le corrélatif. Mais il lui a paru que la loyauté lui commandait de ne laisser ignorer ni au Gouvernement, ni au Parlement français, que la Suisse envisage ces réductions de tarif comme formant, entre elles, dans leur totalité, aussi bien qu'avec l'Arrangement commercial et la Convention littéraire, un ensemble de concessions réciproques qui doivent entrer en vigueur simultanément.

Le Conseil fédéral a donc insisté pour que cette déclaration fût insérée dans le document par lequel il s'engage à recommander à l'Assemblée fédérale les réductions de tarif à l'entrée en Suisse. Mais il peut lui suffire qu'elle le soit ici, pourvu que le présent échange de notes soit publié en même temps que les arrangements intervenus.

En consentant à ce que les réductions de tarif fassent, de part et d'autre, l'objet de décisions par voie autonome, le Conseil fédéral n'a pu méconnaître le danger que ce mode de procéder fait courir à l'accord si laborieusement établi. La liberté de chaque Parlement de modifier dans un sens défavorable pour l'autre partie les détails de cet accord peut avoir pour conséquence de remettre tout en question. Il est à espérer que ce ne sera pas le cas, et à cet égard le Conseil fédéral prend acte avec satisfaction de l'assurance donnée par Votre Excellence que le Gouvernement de la République fera tout ce qui dépendra de lui pour amener l'acceptation du projet de loi concernant les réductions à l'entrée en France. Le Conseil fédéral aime à croire en effet que les Chambres françaises se laisseront exclusivement diriger, dans l'examen de ces réductions, par les considérations d'ordre supérieur dont s'est inspiré le Gouvernement de la République, et que, dans leur vote, elles aboutiront aux mêmes résultats sans aucun changement.

Si, contre l'attente du Conseil fédéral, il en était autrement, il est plus que probable que l'Assemblée fédérale devrait considérer l'entente comme ayant échoué.

Voilà les déclarations très franches et très loyales que mon Gouvernement me charge de faire à Votre Excellence, après quoi il ne me reste qu'à déclarer que nous sommes autorisés, M. Cramer-Frey et moi, à procéder à la signature des arrangements conclus dans le ferme espoir que, ratifiés intégralement par les Parlements respectifs, ils seront un nouveau gage de l'amitié étroite qui unit nos deux peuples.

LARDY.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne.**

Paris, le 23 juillet 1892.

Nous avons, M. Roche et moi, procédé aujourd'hui, de concert avec les Plénipotentiaires de la Confédération, à la signature de l'Arrangement commercial entre la France et la Suisse.

Une Convention littéraire et un article additionnel à la Convention du 23 février 1882, sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes, ont été signés en même temps.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte de ces actes internationaux.

RIBOT.

---

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. RIBOT DU 23 JUILLET 1892.

### **Arrangement commercial entre la France et la Suisse.**

Le Président de la République française et le Conseil fédéral suisse, également animés du désir de conserver les liens d'amitié qui unissent les deux peuples et de faciliter les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un Arrangement à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. Alexandre Ribot, député, ministre des affaires étrangères;

Et M. Jules Roche, député, ministre du commerce et de l'industrie;

Et le Conseil fédéral suisse,

M. Charles-Edouard Lardy, docteur en droit, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près le Gouvernement de la République française;

Et M. Conrad Cramer-Frey, membre du Conseil national suisse;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les objets d'origine ou de manufacture suisse, importés directement du territoire suisse, seront admis en France, y compris l'Algérie, aux droits fixés par le tarif minimum. Ces droits leur seront également appliqués dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indo-Chine, sous les conditions prévues par l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892.

Dans le cas où un des droits du tarif minimum viendrait à être relevé, le nouveau droit ne pourra être appliqué aux produits d'origine ou de manufacture suisse que douze mois après la notification qui en sera faite au Gouvernement fédéral.

Art. 2. — Les objets d'origine ou de manufacture française, importés direc-

tement du territoire français, seront admis en Suisse au bénéfice des droits les plus réduits.

Dans le cas où l'un des droits du tarif suisse viendrait à être relevé, le nouveau droit ne pourra être appliqué aux produits d'origine ou de manufacture française que douze mois après la notification qui en sera faite au Gouvernement français.

Art. 3. — Le Gouvernement fédéral suisse s'engage à accorder aux produits du pays de Gex le bénéfice des dispositions contenues dans le Règlement annexé au présent Arrangement sous la lettre A.

Art. 4. — Seront considérées comme importées directement les marchandises d'origine ou de fabrication suisse expédiées en France par les chemins de fer étrangers confinant à la Suisse, pourvu que, dans ce dernier cas, les wagons ou les colis renfermant ces marchandises soient cadénassés ou plombés par la douane suisse, que les cadenas ou les plombs soient reconnus intacts à leur arrivée en France, et que l'expédition ait lieu dans les conditions réglées entre les deux Gouvernements pour le service international des chemins de fer.

Les marchandises d'origine ou de fabrication française jouiront, sous les mêmes conditions, à l'entrée en Suisse, d'un traitement exactement semblable.

Art. 5. — Si l'un des deux Gouvernements juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal.

En cas de suppression ou de diminution des droits et des charges mentionnés ci-dessus, les surtaxes seront supprimées ou réduites proportionnellement.

Toutefois, en cas de suppression, s'il est établi une surveillance ou un exercice administratif sur les produits fabriqués, les charges directes ou indirectes dont les fabricants nationaux seront grevés seront compensées par une surtaxe équivalente établie sur les produits de l'autre pays.

Les drawbacks à l'exportation des produits français ou suisses ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise ou de consommation intérieure grevant lesdits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Art. 6. — Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grevent ou qui grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 7. — Le Gouvernement fédéral garantit que, dans aucun cas, les produits français ne seront assujettis par les Administrations cantonales ou communales à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits du pays; et, de son côté, le Gouvernement français garantit que, dans aucun cas, les produits de la Suisse ne seront assujettis par les Administrations départementales ou communales à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui auquel seront assujettis les produits du pays.

Art. 8. — Les deux Gouvernements se réservent la faculté d'imposer, sur les produits dans la composition ou la fabrication desquels il entre de l'alcool, un droit équivalent aux charges fiscales grevant à l'intérieur du pays l'alcool employé.

Art. 9. — Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux précieux, importés de l'un des deux pays, seront soumis dans l'autre au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Les bureaux spéciaux actuellement établis à Bellegarde et à Pontarlier pour



le contrôle et la marque des objets ci-dessus désignés seront maintenus pendant la durée du présent arrangement. Il est entendu que les matières d'or et d'argent pourront être contrôlées sur le brut, et que les boîtes de montres, brutes ou finies, pourront être expédiées aux bureaux de vérification en France, moyennant une soumission cautionnée garantissant leur réexportation.

Art. 10. — Les marchandises non originaires de Suisse qui seront importées de Suisse en France ne pourront pas être grevées de surtaxes supérieures à celles dont seront passibles les marchandises de même nature importées en France de tout autre pays européen autrement qu'en droiture par navire français.

Art. 11. — Les importateurs de marchandises françaises ou suisses seront réciproquement dispensés de l'obligation de produire des certificats d'origine.

Toutefois, si l'un des Etats limitrophes de la France ou de la Suisse vient à ne pas être lié avec une des parties contractantes par la clause de la nation la plus favorisée, la production de certificats d'origine pourra être exceptionnellement exigée.

Dans ce cas, les certificats seront délivrés soit par le chef de service des douanes du bureau d'exportation, soit dans les lieux d'expédition, par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite, ou par un magistrat local. La délivrance et le visa des certificats d'origine se feront gratuitement.

Lesdits certificats d'origine seront exempts du timbre.

Art. 12. — Les contestations sur la nature, l'espèce, la classe, l'origine ou la valeur des marchandises importées, seront vidées conformément à la législation générale du pays de destination.

Art. 13. — Les déclarations doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits. Ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant le cas.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer la quantité à soumettre aux droits, la Douane pourra lui permettre de vérifier à ses frais, dans un local désigné ou agréé par elle, le poids, la mesure ou le nombre; après quoi, l'importateur sera tenu de faire la déclaration détaillée de la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque pays.

Art. 14. — A l'égard des marchandises qui acquittent les droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après le net réel, il devra énoncer ce poids dans sa déclaration. A défaut, la liquidation des droits sera établie sur le poids brut, sauf défaction de la tare légale.

Art. 15. — Il est convenu que les droits perçus par application du présent arrangement ne subiront aucune réduction du chef d'avarie ou de détérioration quelconque des marchandises.

Art. 16. — Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux Etats seront réciproquement exemptes de tout droit de transit.

Le transit des contrefaçons est interdit; celui de la poudre à tirer, des matières explosibles et détonantes, des armes et des munitions de guerre pourra également être interdit ou soumis à des autorisations spéciales.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 17. — Les voyageurs de commerce français, voyageant en Suisse pour le compte d'une maison française, et réciproquement les voyageurs de commerce suisses, voyageant en France pour le compte d'une maison suisse, pourront, sur la production d'une carte de légitimation conforme au modèle annexé au présent arrangement, sous la lettre B, ou sur la simple justification de leur identité, faire, sans y être soumis à aucun droit de patente, des achats pour les besoins de leur industrie, et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises; toutefois ils n'auront droit à aucune faveur dont ne jouiraient pas les nationaux. Il est, de plus, entendu



que, dans le cas où un droit de patente serait établi dans l'un des deux pays sur les commis voyageurs nationaux et étrangers, les commis voyageurs de ce pays pourront être soumis dans l'autre à un impôt équivalent.

Art. 18. — Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés en Suisse par des commis voyageurs de maisons françaises, ou en France par des commis voyageurs de maisons suisses, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt; ces formalités seront les mêmes en France et en Suisse. Elles seront réglées suivant la déclaration annexée au présent arrangement sous la lettre C.

Art. 19. — Chacun des Etats contractants s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation, que l'un d'eux pourrait accorder à une tierce puissance.

Les deux Etats s'engagent, en outre, à n'établir, l'un envers l'autre, aucune prohibition ou restriction temporaire d'entrée, de sortie ou de transit, qui ne soit en même temps applicable aux autres nations, sauf les exceptions qui seraient nécessaires pour des motifs sanitaires, pour empêcher la propagation d'épidémies ou la destruction de récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

Toutefois, les deux Gouvernements prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille et de n'établir aucun droit sur l'exportation de ce produit.

Art. 20. — Les dispositions du présent arrangement sont applicables à l'Algérie. Toutefois, les marchandises originaires de Suisse ne pourront être admises au bénéfice de ces dispositions à leur entrée dans cette possession qu'en transitant par la France.

Indépendamment du bénéfice de l'article premier du présent arrangement, le commerce et l'industrie suisse jouiront dans les colonies et possessions françaises du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 21. — Les dispositions du présent arrangement ne sont pas applicables aux marchandises qui sont ou seraient, dans l'un ou l'autre des deux pays, l'objet de monopoles de l'Etat.

Art. 22. — Le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1893. Il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 23. — Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 juillet 1892.

(L. S.) Signé : RIBOT.

(L. S.) Signé : Jules ROCHE.

(L. S.) Signé : LARDY.

(L. S.) Signé : C. CRAMER FREY.

#### ANNEXE A.

#### Règlement relatif au pays de Gex.

Le gouvernement de la Confédération suisse s'engage à accorder aux produits du pays de Gex, indépendamment des avantages spécifiés dans l'arrangement commercial en date de ce jour, les facilités suivantes :

Article premier. — Les bureaux de péage fédéraux établis sur la frontière du pays de Gex admettront en franchise de tout droit d'entrée fédéral, outre les objets déjà affranchis par la loi, les produits mentionnés dans le présent article, savoir :

- 1° L'écorce à tan et les mottes à brûler en provenant ;
- 2° Le bois à brûler brut, fendu, scié ou en fagots, et le charbon de bois ;
- 3° Le bois en grume ou équarri, les planches, liteaux et échalas ;
- 4° Les herbes et les feuilles de hêtre et autres pour fourrage ou litière, les feuilles de mûrier et la litière de roseaux, y compris le foin et la paille ;
- 5° Les jeunes arbres et les arbrisseaux fruitiers ou de forêts, ordinaires ;
- 6° Les déchets d'animaux et de végétaux ordinaires, comme engrais non chimiques, sciure de bois, son, mais non les déchets de feuilles de tabac et autres servant pour une branche spéciale d'industrie ;
- 7° Les céréales en gerbes ;
- 8° Le colza en gerbes ;
- 9° Les lins et chanvres bruts ou teillés ;
- 10° Les plantes médicinales ;
- 11° Les os, cornes et suifs ;
- 12° Les pierres brutes, taillées, creusées au ciseau ou taillées à la boucharde ;
- 13° Les tuiles et les briques ;
- 14° La chaux de toute sorte ;
- 15° La terre glaise, l'argile, la terre réfractaire, les scories ;
- 16° La vannerie et les cribles ordinaires pour l'agriculture.

Art. 2. — Lesdits bureaux admettront également en franchise de tout droit d'entrée fédéral les produits suivants provenant du pays de Gex, savoir :

- 1° Les légumes frais et le jardinage ;
- 2° Les fruits frais ;
- 3° Les pommes de terre ;
- 4° Le pain ;
- 5° Les volailles vivantes ou mortes ;
- 6° Les œufs frais ;
- 7° Le lait ;
- 8° Le beurre frais ;
- 9° Le miel.

Les produits mentionnés au présent article ne seront admis en franchise qu'autant qu'ils auront le caractère d'approvisionnements de marché. Ils devront, en conséquence, être portés ou conduits en Suisse par les vendeurs eux-mêmes, que ce soit par charge à dos, chars ou charrettes.

Le poids de chaque importation desdits produits ne devra pas dépasser celui de cinq quintaux métriques, à l'exception toutefois du beurre frais, pour lequel le poids maximum est fixé à cinq kilogrammes pour chaque importation en franchise.

Il est, d'ailleurs, entendu que les denrées destinées à l'approvisionnement du marché de Genève ne seront l'objet d'aucune interdiction de sortie du pays de Gex.

Art. 3. — Seront admis en franchise à l'importation, par les frontières des cantons de Vaud et de Genève, les produits suivants, savoir :

		Quintaux métriques de 100 kilog. au poids brut.
1° Le vin	{ blanc, jusqu'à concurrence de.....	3.500
	{ rouge.....	500
2° La bière et le cidre.....		300
3° Les fromages de toute espèce.....		2.500
4° Les peaux brutes.....		700
5° Les peaux tannées, même colorées ou teintées, de veaux, moutons ou chèvres.....		200
6° Les gros cuirs.....		600
7° Les outils pour l'agriculture et outils de taillandier..		200
8° Les caisses de bois pour emballage.....		600
9° L'ébénisterie, les meubles et la menuiserie.....		100

10° Les tonneaux et charpentés.....	200
11° Les marbres de Thoiry bruts ou sciés, en plaques polies ou non.....	500
12° La poterie ordinaire.....	3,000
13° Les ouvrages grossiers en fer, la serrurerie non comprise.....	200
14° Les vêtements et la lingerie.....	50

Art. 4. — Les tanneries du pays de Gex seront autorisées à exporter annuellement, par les frontières des cantons de Vaud et de Genève, en franchise du droit de sortie fédéral, jusqu'à concurrence de mille peaux brutes (en poils) de bœufs ou de vaches, et de huit mille peaux brutes de veaux, moutons ou chèvres.

De plus, tous les droits à la sortie de Suisse fixés à 20 centimes les 100 kilogrammes au tarif suisse, seront réduits à 10 centimes les 100 kilogrammes sur les articles à destination du pays de Gex.

Art. 5. — Il ne sera perçu aucun droit de transit, ni pour le bétail, ni pour les objets de toute espèce que les habitants du pays de Gex achètent en Savoie et importent dans leur arrondissement à travers le territoire suisse.

La Suisse se réserve toutefois de prendre les mesures nécessaires de contrôle et de police pour ce transit, ainsi que d'interdire entièrement le passage ou l'entrée du bétail en cas d'épizootie. Les taxes perçues pour le contrôle sanitaire seront réduites de moitié sur le bétail en transit.

Art. 6. — Les marchandises affranchies des droits d'entrée pourront être introduites en Suisse par tous les bureaux de péage et postes de perception à la frontière des cantons de Vaud et de Genève. Elles devront suivre les routes de péage et être déclarées auxdits bureaux ou postes de perception.

Les marchandises désignées à l'article 3 ci-dessus, ainsi que les produits exportés en franchise aux termes de l'article 4, ne pourront entrer en Suisse ou en sortir que par les bureaux du Grand-Sacconnex, de Meyrin, de Crassier, de Chavannes, de Sauverny et de Chancy.

L'administration des péages fédéraux délivrera, pour les marchandises désignées aux articles 3 et 4 ci-dessus, des billets de crédit valables du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence des quantités fixées par lesdits articles.

Tous les habitants de la zone seront admis, sans distinction de nationalité, au bénéfice des dispositions des cinq articles précédents, moyennant l'observation des mesures de surveillance et de contrôle, telles que certificats d'origine, etc., jugées nécessaires par l'administration des péages fédéraux, en vue de s'assurer de la provenance des marchandises importées. Les produits énumérés à l'article 3 devront toujours être accompagnés de certificats d'origine délivrés par la sous-préfecture de Gex.

Art. 7. — Les vêtements taillés en Suisse qui seront envoyés dans le pays de Gex pour y être cousus seront exportés de Suisse en franchise de droits de sortie et réimportés en Suisse en exemption du droit d'entrée afférent aux vêtements confectionnés. L'importation et l'exportation de ces objets ne pourront s'opérer que par les bureaux de Meyrin, Sacconnex et Vireloup.

L'administration des péages fédéraux se réserve d'exercer un contrôle au moyen des livrets dont seront pourvues les personnes qui profiteront de cette facilité, et qu'elles devront présenter au bureau des péages fédéraux.

Les ouvriers résidant dans le pays de Gex et se rendant à leur travail en Suisse seront exemptés de tous droits sur leurs outils. A cet effet, les livrets leur seront remis par l'administration des péages fédéraux.

Art. 8. — Il est entendu que le bureau de frontière des Fourgs, département du Doubs, pourra, comme jusqu'à présent, expédier, soit pour le transit, soit pour l'entrée en France, les fromages, l'horlogerie, y compris les boîtes à musique, les outils et fournitures d'horlogerie.

Art. 9. — Les dispositions qui précèdent seront mises en vigueur en même

temps que l'arrangement commercial en date de ce jour et auront la même durée.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 juillet 1892.

(L. S.) Signé : RIBOT.

(L. S.) Signé : Jules ROCHE.

(L. S.) Signé : LARDY.

(L. S.) Signé : CRAMER FREY.

#### ANNEXE C.

#### Déclaration additionnelle relative aux échantillons.

Pour assurer l'exécution de l'article 18 de l'arrangement commercial signé ce jour, et qui autorise l'admission réciproque en franchise des échantillons importés par des voyageurs de commerce de Suisse en France et de France en Suisse, il a été convenu ce qui suit :

1° Chacun des Etats contractants désignera sur son territoire les bureaux ouverts à l'importation ou à la réexportation des échantillons précités. La réexportation pourra également avoir lieu par un bureau autre que celui d'importation ;

2° A l'importation, on devra fixer le montant des droits à acquitter pour ces échantillons, montant qui devra être ou déposé en espèces ou dûment cautionné ;

3° Afin de bien constater leur identité, les échantillons seront, autant que possible, marqués par l'apposition de timbres, de plombs ou de cachets, le tout sans frais ;

4° Le bordereau qui sera dressé de ces échantillons et dont les Etats contractants auront à déterminer la forme, devra contenir :

a) L'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité ;

b) L'indication du droit qui frappe les échantillons, ainsi que la mention que le montant des droits a été acquitté en espèces ou cautionné ;

c) L'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués ;

d) La fixation du délai à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou, s'il a été cautionné, réclamé à la personne garante, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons ou leur réintégration en entrepôt ne soit fournie. Ce délai ne devra pas dépasser une année.

5° Lorsque avant l'expiration du délai fixé (4° d) les échantillons seront présentés à un bureau ouvert à cet effet pour être réexportés ou réintégrés en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets dont la réexportation doit avoir lieu sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation. Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation ou la réintégration en entrepôt et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 juillet 1892.

(L. S.) Signé : RIBOT.

(L. S.) Signé : Jules ROCHE.

(L. S.) Signé : LARDY.

(L. S.) Signé : CRAMER FREY.

#### Article additionnel à la convention sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, signée entre la France et la Suisse le 23 février 1882.

Pour faciliter le trafic frontière, dans l'intérêt des populations limitrophes, pourront être réciproquement importés d'un pays dans l'autre, moyennant le paiement d'une taxe égale à la moitié des droits du tarif le plus réduit selon



l'espèce, les bois sciés, provenant des scieries situées dans un rayon de dix kilomètres de chaque côté de la frontière.

Ces importations ne pourront excéder 15,000 tonnes par an, pour chaque pays, sous réserve des mesures de contrôle prises d'un commun accord par les administrations des deux pays.

Le présent article additionnel, qui fera partie intégrante de la Convention du 23 février 1882 entre la France et la Suisse, sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1893.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent article additionnel et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 juillet 1892.

(L. S.) Signé : RIBOT.

(L. S.) Signé : Jules ROCHE.

(L. S.) Signé : LARDY.

(L. S.) Signé : CRAMER FREY.

### Convention littéraire entre la France et la Suisse.

Le Président de la République française et le Conseil fédéral suisse, également animés du désir de garantir d'une manière de plus en plus efficace les droits des auteurs sur leurs œuvres de littérature et d'art, ont résolu de conclure une convention relative à divers points sur lesquels il paraît utile de préciser et d'étendre la protection assurée réciproquement aux auteurs par les lois des deux pays et par la convention de l'Union internationale, conclue à Berne le 9 septembre 1886, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. Alexandre Ribot, député, ministre des affaires étrangères ;

Et le Conseil fédéral suisse,

M. Charles-Edouard Lardy, docteur en droit, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près le gouvernement de la République française,

Et M. Conrad Cramer-Frey, membre du Conseil national suisse,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les auteurs ressortissant à l'un des deux pays contractants, ainsi que leurs ayants cause, jouiront réciproquement, sur le territoire de l'autre pays, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux sur leurs œuvres de littérature ou d'art, publiées ou non publiées.

Sont assimilées aux œuvres des auteurs suisses ou français les œuvres publiées dans l'un des deux Etats contractants.

Art. 2. — Pour la représentation et l'exécution publique des œuvres dramatiques, musicales, ou dramatico-musicales, représentées ou exécutées pour la première fois dans l'un des deux pays, le droit des auteurs et compositeurs sera perçu d'après les bases qui seront arrêtées entre les parties intéressées.

La représentation ou l'exécution d'œuvres dramatiques, musicales ou dramatico-musicales par des écoles, pensionnats, musiques militaires, sociétés privées ou sociétés d'amateurs, restera toutefois soumise aux prescriptions de la législation intérieure du pays où elle a lieu ; mais cette disposition ne saurait, en aucun cas, s'étendre aux entrepreneurs tirant de la représentation ou exécution un profit direct ou indirect.

Les droits reconnus aux auteurs et compositeurs par le présent article s'exerceront sans qu'il soit besoin d'aucune mention ou réserve insérée en tête des œuvres.

Art. 3. — Les articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays peuvent être reproduits en original ou en traduction, dans

l'autre pays, à moins que les auteurs ou éditeurs ne l'aient expressément interdit. Pour les recueils, il peut suffire que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro du recueil.

En aucun cas, cette interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour et des « faits divers ».

Il est bien entendu que la faculté de reproduction prévue par le présent article ne s'étend pas aux romans feuilletons.

Art. 4. — Il est permis de publier dans l'un des deux pays des recueils d'extraits ou de morceaux choisis d'ouvrages de divers auteurs qui auraient paru dans l'autre pays, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées à l'enseignement et qu'il soit fait mention du nom des auteurs cités.

Art. 5. — Les architectes des deux pays auront dans l'autre, sur la reproduction ou l'exécution de leurs œuvres, les mêmes droits que ceux reconnus aux auteurs d'œuvres d'art, en tant qu'il s'agit d'édifices ou de parties d'édifices ayant un caractère artistique spécial.

Art. 6. — Les œuvres photographiques jouiront, dans l'un et dans l'autre pays, de la protection que les lois y assurent aux œuvres photographiques nationales.

Art. 7. — Tout privilège ou avantage qui est ou sera accordé par l'un des deux pays à un autre pays, en matière de protection des droits des auteurs ou de leurs ayants cause, sur leurs œuvres de littérature ou d'art, sera acquis de plein droit aux ressortissants de l'autre Etat.

Art. 8. — Les œuvres qui ne sont pas tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine, au moment de la mise en vigueur de la présente Convention, jouissent de la même protection que celles publiées postérieurement. Il est spécialement entendu que les stipulations de l'article 2 ci-dessus s'appliquent également aux œuvres mentionnées audit article et publiées avant la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 9. — La présente Convention entrera en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications, qui aura lieu dans le plus bref délai possible. Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 juillet 1892.

(L. S.) Signé : RIBOT.

(L. S.) Signé : GRAMER FREY.

(L. S.) Signé : LARDY.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Lardy,  
ministre de Suisse à Paris.**

Paris, le 23 juillet 1892.

Pour faire suite à ma lettre du 20 de ce mois, et pour déférer au désir que vous m'avez exprimé, j'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli la liste des modifications au tarif des douanes que le Gouvernement de la République fera figurer dans le projet de loi qu'il déposera sur le bureau de la Chambre des députés dès le début de la prochaine session (1).

RIBOT.

---

(1) Voir le texte de cette liste dans le projet de loi distribué aux Chambres en même temps que le présent *livre jaune*.

**M. Lardy, ministre de Suisse à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 23 juillet 1892.

Pour faire suite à ma lettre d'hier, j'ai l'honneur de remettre sous ce pli à Votre Excellence, ainsi qu'Elle m'en a exprimé le désir, la liste des modifications au tarif des douanes suisses que le Conseil fédéral soumettra à l'Assemblée fédérale dans sa prochaine session (1).

LARDY.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Lardy, ministre de Suisse à Paris.**

Paris, le 23 juillet 1892.

L'article 5 de l'Arrangement commercial qui vient d'être signé entre la France et la Suisse contient, comme vous le savez, une disposition relative aux drawbacks.

En me référant à nos entretiens à ce sujet, je crois devoir rappeler que les dispositions de l'article 10 de la loi française du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif des douanes et relatif au remboursement partiel des droits payés ou supportés par les filés de coton, ne rentrent pas dans la catégorie des cas prévus par l'article 5 de l'arrangement commercial en date de ce jour. C'est ce qui a été déjà reconnu, d'un commun accord, dans la négociation de la Convention signée à Paris le 13 janvier dernier, entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, à l'occasion de la prorogation d'une clause identique qui était insérée dans le traité de commerce du 30 décembre 1881 entre les deux pays.

RIBOT.

---

**M. Lardy, ministre de Suisse à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 23 juillet 1892.

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre de ce jour, relative à l'article 5 de l'arrangement commercial qui vient d'être signé et je m'empresse d'ajouter que le texte de cette lettre a été porté à la connaissance du Gouvernement fédéral.

LARDY.

---

**M. Lardy, ministre de Suisse à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 23 juillet 1892.

Au cours de l'examen auquel a donné lieu le texte du nouvel arrangement commercial et de ses annexes, j'ai été appelé à signaler la situation dans laquelle se trouvent les immeubles dont des citoyens suisses sont propriétaires ou fermiers dans les zones franches de Gex et de la Haute-Savoie. Les crédits accordés à l'entrée du territoire douanier de la France sont, en fait, limités seulement aux biens fonds appartenant à des Français. L'arrêté ministériel de 1863, article 2, ne stipule d'ailleurs, cette

(1) Cette liste se trouve dans l'exposé des motifs du projet de loi visé dans la lettre de M. Ribot à M. Lardy (n° 19) et distribué aux Chambres en même temps que le présent livre jaune.

restriction qu'à l'égard des fabriques. Le traité d'établissement franco-suisse de 1882, qui assimile les Suisses aux Français pour tout ce qui concerne leurs propriétés, semble difficilement conciliable avec un régime consistant à traiter un immeuble situé en France, et les produits de cet immeuble, différemment, selon que le propriétaire est Suisse ou Français.

Cette situation a paru à messieurs les délégués des Ministères des affaires étrangères, des finances et du commerce, mériter une nouvelle étude. J'ai la confiance que cette étude aboutira à un résultat conforme aux vœux du Gouvernement fédéral et aux principes d'égalité devant les lois qui régissent la propriété foncière, si vous voulez bien l'appuyer de votre haute autorité auprès des Administrations intéressées.

LARDY.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Lardy,  
ministre de Suisse à Paris.**

Paris, le 23 juillet 1892.

En rappelant que, au cours de l'examen auquel ont donné lieu le texte et les annexes du nouvel Arrangement commercial signé entre la France et la Suisse, des observations ont été échangées relativement à la condition des immeubles dont des citoyens suisses sont propriétaires ou fermiers dans les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie, vous avez bien voulu, par une lettre, en date de ce jour, m'entretenir du vœu exprimé par le Conseil fédéral que cette question soit l'objet d'une nouvelle étude.

Je m'empresse de vous accuser réception de cette communication. Le Gouvernement de la République est disposé à soumettre ce point à un examen ultérieur, de concert avec le Gouvernement suisse. Il se réserve, d'ailleurs, de son côté, d'appeler de nouveau l'attention du Conseil fédéral sur diverses questions qui intéressent les zones franches dans leurs relations avec la Suisse.

RIBOT.

---

## TURQUIE.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Cambon,  
Ambassadeur de la République française à Constantinople.**

Paris, le 30 janvier 1892.

Vous m'avez récemment signalé la situation dans laquelle se trouveraient les Puissances qui n'ont pas encore de traité avec la Porte, si le Gouvernement ottoman donnait suite à son intention d'appliquer, à partir du 13 mars prochain, le Tarif annexé au Traité germano-turc du 26 août 1890. Ce Tarif qui est, sur certains points, moins avantageux que le régime douanier actuellement en vigueur dans l'Empire ottoman, ne comprend pas, d'autre part, les réductions de taxes inscrites dans le Tarif élaboré en 1887 par les Commissaires français et ottoman chargés de procéder à la révision du Tarif annexé au Traité de 1861. Il vous paraissait, dès lors, opportun d'entrer de nouveau en pourparlers avec la Porte en vue de la conclusion du Traité destiné à remplacer celui de 1861.



J'estime comme vous que, dans l'éventualité que vous indiquez, il pourrait y avoir de sérieux inconvénients à retarder la reprise de ces pourparlers. Telle est également l'opinion de M. le Ministre du commerce, que j'ai consulté à ce sujet. Nous pourrions donc rouvrir, dès maintenant, la négociation avec le Gouvernement impérial. Comme base de discussion, nous accepterions le projet de Traité élaboré par la Turquie en 1889, mais sous toutes réserves quant aux modifications à y introduire soit en raison des intérêts particuliers que nous avons à défendre, soit par suite des traités qui auraient déjà été conclus par la Porte avec d'autres Puissances, notamment avec l'Allemagne.

D'après les déclarations antérieures de la Porte, le Tarif qui sera appliqué en Turquie simultanément avec les nouveaux traités sera un tarif unifié comprenant les taxations minima obtenues par chaque Pays dans ses négociations particulières. Il y aura donc lieu, pour nous, de réclamer le maintien des avantages particuliers que nous avons acquis dans la négociation de 1887 et qui ne figurent pas dans les tarifs négociés par les autres pays.

En échange de ces avantages, nous sommes disposés à continuer aux produits turcs, en matière de tarifs, le traitement de la nation la plus favorisée dont ils jouissent actuellement, cette concession ne devant, d'ailleurs, entraîner la consolidation d'aucune des taxes de notre Tarif minimum.

En ce qui concerne le choix des Commissaires qui seraient chargés, sous votre direction, de discuter avec les Délégués ottomans le nouveau Traité, je ne puis que me référer aux dispositions prises antérieurement. Vous savez que le Consul général de France à Constantinople a été délégué comme Commissaire dans les négociations relatives à la revision du Tarif.

RIBOT.

---

**M. Cambon, Ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Constantinople, le 9 février 1892.

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, à la date du 30 janvier dernier, pour m'inviter à reprendre les négociations avec le Gouvernement impérial en vue de terminer, par la conclusion d'une Convention ou d'un Traité, l'œuvre que nous avons inaugurée, il y a quelques années déjà, par un accord sur le Tarif commercial qui doit régir nos importations en Turquie. Je m'empresse d'ajouter que, conformément à ces instructions, j'ai fait connaître à la Porte que j'avais les pouvoirs nécessaires à l'effet d'ouvrir des pourparlers dans ce sens.

L'œuvre dont sont chargés les Commissaires français étant considérable, de longs mois s'écouleront sans doute avant la fin de ces négociations.

CAMBON.

---

**M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Constantinople, le 23 mars 1892.

La Porte a désigné pour la représenter dans les conférences un fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères, Artin Dadian, et un fonc-

tionnaire du Ministère des finances, M. Couyoumgian. La Commission a inauguré ses travaux le 19 de ce mois. CAMPON.

**M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Constantinople, le 19 mai 1892.

La Porte continue ses négociations avec les Délégués de la Grande-Bretagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie, qui sont entrés depuis longtemps dans la période de la discussion. Le Délégué de Russie a quitté Constantinople depuis quelques mois. CAMPON.

**M. Cambon, Ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Constantinople, le 18 juillet 1892.

Des déclarations faites à M. Gazay par ses Collègues ottomans, il ressort que le Tarif qui sera appliqué à nos produits est, ainsi que nous le pensions, le tarif unifié tel qu'il résulte des négociations qui se sont poursuivies entre les Commissaires ottomans et ceux des grandes Puissances. En d'autres termes, c'est le Tarif établi par le Délégué français et les Délégués turcs, en 1887, avec les nouveaux avantages qui ont été ultérieurement concédés par la Porte à certains autres Etats.

CAMPON.

## DEUXIÈME PARTIE — AMÉRIQUE

### RÉPUBLIQUE ARGENTINE

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Buenos-Ayres, le 3 janvier 1892.

Le Cabinet de Buenos-Ayres se préoccupe du régime auquel les produits argentins vont être soumis en vertu de nos nouveaux tarifs. On se plaint de ce qu'ils ne soient pas admis au bénéfice de notre nouveau tarif minimum. J'ai pu me convaincre que les renseignements qui avaient été fournis de divers côtés au gouvernement n'étaient pas impartiaux et j'ai eu quelque peine à rétablir la vérité des faits. J'ai fait observer combien sont lourdes les taxes qui frappent ici beaucoup de nos produits.

D'ailleurs, ainsi que le rappelait Votre Excellence dans une récente dépêche, le traitement de la nation la plus favorisée n'a été stipulé qu'au profit de la France dans le traité conclu entre les deux pays le 10 juillet 1853 et dont l'article 8 est ainsi conçu :

« Le principal objet pour lequel les rivières Parana et Paraguay sont déclarées libres pour le commerce du monde étant de développer les relations mercantiles des contrées riveraines et de favoriser l'immigration, il est convenu qu'aucune faveur ou immunité quelconque ne sera accordée au pavillon ou au commerce d'une autre nation sans qu'elle soit également étendue au commerce et au pavillon français. »

De même que l'Angleterre, les Etats-Unis ont signé à la même date avec la République argentine un traité stipulant également le traitement de la nation la plus favorisée sans réserve ; ils ont en outre conclu, le 27 du même mois et de la même année, une Convention de commerce contenant les articles suivants, dont le premier ne stipule le traitement de la nation la plus favorisée que sous la forme conditionnelle : — Article 3. Les deux Parties contractantes conviennent que toute faveur, exemption, privilège ou immunité que l'une d'elles a concédée ou concédera dans l'avenir en matière de commerce et de navigation aux citoyens ou sujets d'un autre gouvernement, Nation ou Etat, sera étendue en égalité de cas et de circonstance aux citoyens de l'autre Partie contractante, gratuitement si la concession en faveur de l'autre gouvernement, Nation ou Etat, a été gratuite, ou par une compensation équivalente, si la concession a été conditionnelle. — Article 4. Il ne sera imposé aucun droit autre ni plus élevé sur les territoires de chacune des Parties contractantes, à l'importation des articles de production naturelle, industrielle ou fabriquée des territoires de l'autre Partie contractante, que ceux qui se payent ou se payeront pour les articles semblables de quelque autre pays étranger...

La République argentine, s'appuyant sur l'un et l'autre de ces traités, vient, paraît-il, de réclamer à Washington, en faveur de ses produits, le traitement dont bénéficient ceux des pays auxquels les Etats-Unis accordent des avantages de tarif.

De leur côté, les Etats-Unis ont saisi depuis quelque temps déjà le gouvernement argentin de propositions en vue de la conclusion d'un arrangement commercial et leur représentant vient de renouveler ces ouvertures avec instances.

ROUVIER.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres.**

Paris, le 4 février 1892.

Votre dépêche commerciale du 3 janvier dernier m'a signalé notamment l'impression produite dans la République argentine par l'application éventuelle, aux marchandises originaires de ce pays, de notre nouveau tarif général, dit tarif maximum.

Comme vous l'avez vous-même remarqué, le tarif argentin taxe très fortement un grand nombre de nos articles d'exportation ; le Cabinet de Buenos-Ayres ne serait donc pas fondé à se plaindre de la majoration de nos droits de douane. Vous savez, d'ailleurs, que notre marché reste largement ouvert aux marchandises argentines ; des produits qui tiennent une place très importante dans le commerce extérieur de la Confédération, les laines, par exemple, sont admis en franchise sur notre territoire.

D'autre part, ce n'est pas dans un esprit de défaveur que nous avons appliqué, à partir du 1<sup>er</sup> de ce mois, aux produits argentins notre tarif maximum ; les termes mêmes de la loi du 29 décembre 1891 nous y obli-

geaient, le gouvernement de la République ne pouvant, en vertu de l'article 2 de cet acte, accorder le tarif minimum qu'aux pays qui, à la date du 29 décembre, jouissaient du tarif conventionnel, ce qui n'était pas le cas de la République argentine.

Je vous prie de vouloir bien donner ces explications aux membres du gouvernement argentin, dans les entretiens que vous aurez avec eux et de leur communiquer le texte de notre loi du 29 décembre 1891.

Vous ajouterez qu'en ce qui concerne l'avenir, le gouvernement de la République s'est réservé la faculté de conclure des arrangements pour l'application de notre tarif minimum aux pays qui ne sont pas visés dans la loi du 29 décembre, et que nous serions disposés à user, dès à présent, de cette faculté vis-à-vis de la République argentine. A cet effet, il serait nécessaire de compléter le traité du 10 juillet 1853, qui ne stipule qu'au profit de la France le traitement de la nation la plus favorisée. Vous proposerez donc au gouvernement argentin de conclure un arrangement, soit additionnel à ce traité, soit distinct, qui consisterait en une stipulation ainsi conçue :

« Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce et de navigation tant pour l'importation, l'exportation et le transit, et en général tout ce qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales que pour l'exercice du commerce ou des industries et pour le paiement des taxes qui s'y rapportent. »

Dès que cet arrangement additionnel aurait été approuvé par les Chambres françaises, nous serions en mesure d'appliquer aux produits argentins le bénéfice de notre tarif minimum, de même que nous l'appliquons, dès à présent, au Mexique en vertu d'un accord analogue. La Confédération n'ayant actuellement qu'un seul tarif, l'arrangement à intervenir n'aurait d'autre effet à notre profit que de nous donner droit à toute concession de tarif qu'elle pourrait être amenée à consentir ultérieurement à d'autres pays, notamment aux Etats-Unis.

Je vous prierai de faire, aussitôt que vous le jugerez opportun, des ouvertures en ce sens au Cabinet de Buenos-Ayres. Un arrangement, tel que celui dont je viens d'indiquer les termes, assurerait à la République argentine de sérieux avantages. Pour diverses marchandises exportées de la Plata, notamment les extraits de viande, les conserves de viande, les viandes salées et les crins préparés ou frisés, il existe, en effet, un écart important entre les droits du tarif maximum et ceux du tarif minimum. Je ne puis, à cet égard, que me référer à notre nouvelle loi de douanes, dont vous trouverez le texte dans le *Journal officiel* du 12 janvier dernier.

Quant à la durée du nouvel accord, elle devrait être fixée dans des conditions semblables à celles déterminées par la loi du 29 décembre 1891, art. 2, § 2, en ce qui concerne les arrangements que le gouvernement a été autorisé à proroger ; par une clause expresse, qui formerait l'article 2 de l'acte additionnel à conclure, les deux puissances signataires se réserveraient la faculté d'en faire cesser les effets en notifiant leur intention douze mois à l'avance.

En même temps, vous insisterez pour obtenir, en échange de notre tarif minimum, des réductions de droits sur des produits intéressant le commerce français.

RIBOT.



M. Rouvier ministre de France à Buenos-Ayres, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.

Buenos-Ayres, le 4 mars 1892.

Les instructions qui m'ont été adressées par Votre Excellence, le 4 février, me sont parvenues le 28 du même mois.

Je me suis empressé de faire part au Dr Zeballos, ministre des relations extérieures, des explications dont Votre Excellence m'avait chargé de l'entretenir.

Aux articles énumérés dans les instructions du 4 février et en faveur desquels la République argentine aurait intérêt à assurer le bénéfice de notre tarif minimum, j'ai ajouté les conserves de gibier, les poils en botte, la plume à lit, le lait concentré, le beurre salé, le noir animal, les pommes, poires, et autres fruits de table, les bois, les écorces à tan, les légumes frais, salés ou confits, les fourrages, les fécules de pomme de terre et de maïs, les médicaments comme la pepsine, qui donnent ou peuvent donner lieu dans ce pays à un commerce d'exportation. J'ai appelé enfin l'attention de mon interlocuteur sur les vins. La production locale augmente chaque année dans des proportions notables. Les vins argentins sont chargés en alcool, assez similaires aux vins espagnols. Ils remplaceront difficilement le vin français comme vin de table. Mais ils peuvent être utilement employés à des coupages et le marché français peut leur offrir sous ce rapport un débouché important.

Le Dr Zeballos a accueilli ces explications et ces ouvertures avec satisfaction; il m'a dit qu'il était d'autant plus heureux de la démarche dont Votre Excellence me chargeait, qu'il était lui-même sur le point de nous faire des ouvertures pour nous proposer un accord commercial, et que, avec l'assentiment du président de la République, il devait, d'ici peu de jours, me convier à un entretien à cet effet. Il m'a réitéré les déclarations qu'il m'avait faites précédemment sur le désir du gouvernement argentin de resserrer particulièrement ses relations commerciales avec la France. « Je reconnais, a-t-il ajouté, que nous pouvons introduire dans notre tarif des réductions sur certains articles de provenance spécialement française. Je suis très partisan de cette politique vis-à-vis de votre pays. »

J'ai cru comprendre qu'en nous offrant ces concessions, le gouvernement argentin avait l'intention de nous demander une réduction de droits sur les viandes en quartier et les animaux vivants. S'il formule ce désir, je ne manquerai pas de faire ressortir que notre tarif ne laisse sous ce rapport aucune latitude au gouvernement français, et que d'autre part, toute réduction qui serait éventuellement consentie par nos Chambres profiterait bien plus aux autres pays importateurs en France qu'à la République argentine. Le bétail argentin est, en effet, d'un prix de revient tellement bas par rapport à celui des contrées européennes, qu'il peut supporter un droit même élevé, qui, en réalité, le favorise sur notre marché contre la concurrence étrangère.

En somme, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour profiter des bonnes dispositions que témoigne le gouvernement argentin et tâcher d'obtenir des réductions de tarif, et je ne manquerai pas, en ce qui concerne l'arrangement écrit à intervenir entre les deux pays, de me conformer strictement aux instructions de Votre Excellence.

ROUVIER.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Rouvier,  
ministre de France à Buenos-Ayres.**

Paris, le 18 mars 1892.

Par une lettre portant la date du 4 février, je vous ai invité à proposer au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité la conclusion d'un arrangement stipulant, en matière de commerce et de navigation, le traitement de la nation la plus favorisée, sans restriction ni réserve.

Bien que les droits de nos nationaux, en ce qui concerne l'établissement, soient déjà garantis par l'article 5 du traité du 20 octobre 1840, il m'a paru qu'il y aurait avantage à résumer dans le nouvel accord à conclure toutes les dispositions qui figurent d'ordinaire dans les traités d'amitié, de commerce et de navigation et, à cet effet, de compléter l'arrangement dont ma lettre précitée vous a indiqué les termes, par une stipulation relative à l'établissement des nationaux.

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrangement dont vous aurez à saisir le Cabinet de Buenos-Ayres devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

« Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établissement des nationaux ainsi qu'en matière de commerce et de navigation... »  
Le reste sans changement.

Quant à l'article relatif à la durée, il pourrait être libellé de la manière suivante :

« Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé. »

Je ne puis, pour le surplus, que vous confirmer mes précédentes instructions et vous prier de me faire connaître, dès qu'il vous sera possible, le résultat de vos démarches.

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

(*Télégramme*)

Buenos-Ayres, le 30 mars 1892.

Le nouvel arrangement à conclure étant dénonçable, ne conviendrait-il pas de réserver formellement, soit dans le préambule, soit dans un article additionnel, tous les droits que nous assure le traité de 1853 ?

ROUVIER.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Rouvier,  
ministre de France à Buenos-Ayres.**

Paris, le 4 avril 1892.

Les dispositions favorables que vous avez rencontrées auprès du Gouvernement argentin nous permettent d'espérer que vous pourrez faire accepter sans changement le projet de Convention préparé par mon Département et que vous réussirez à obtenir en même temps des réductions de droits sur quelques-uns de nos produits, en échange des avantages résultant pour la République Argentine de la concession de notre tarif minimum.

Nous serions d'ailleurs disposés, afin de faciliter une entente, à ne pas insister pour que les réductions de droits qui nous seraient accordées fussent mentionnées dans l'arrangement à intervenir : il suffirait que ces réductions fussent effectuées par voie législative et nous admettrions que la loi à intervenir, à cet égard, fût révisable, comme l'est le tarif minimum français. L'entente établie entre les deux Gouvernements serait constatée par un simple échange de lettres. Quant aux produits sur lesquels vous aurez à demander des concessions, ce sont les tissus de laine et de soie, les vins, les médicaments et spécialités pharmaceutiques. Vous ferez observer que nous ne réclamons sur ces différents articles que des avantages proportionnés à ceux que nous offrons nous-mêmes à la République Argentine et que, par conséquent, il ne semble pas que nos demandes puissent soulever de difficultés sérieuses, ni provoquer de nouvelles demandes de concessions de la part du Cabinet de Buenos-Ayres. Ainsi que vous l'avez, au surplus, déclaré au Dr Zeballos, les Chambres françaises n'accepteraient pas actuellement de modifier les tarifs récemment votés par elles en ce qui concerne les viandes et les animaux vivants.

Il me reste à répondre à votre télégramme du 30 mars, relativement à notre traité de 1853. A cet égard, le préambule de la Convention à intervenir paraîtrait pouvoir être rédigé dans les termes suivants :

« Le Président de la République française et le Président de la République Argentine,

« Egalement animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays et de placer dans des conditions satisfaisantes leurs relations commerciales et maritimes, ont décidé de conclure une Convention additionnelle au traité signé entre la France et la République Argentine le 10 juillet 1853 et dont les ratifications ont été échangées le 21 septembre 1854. A cet effet, ils ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, etc. »

La mention ainsi faite du traité de 1853 suffirait pour rappeler les droits que nous tenons de cet acte international.

Des pleins pouvoirs vous seront adressés dès qu'une entente sera établie en ce qui concerne les termes de l'arrangement à intervenir et les réductions de droits que nous demandons pour nos produits. RIBOT.

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

Buenos-Ayres, le 18 avril 1892.

Le Gouvernement argentin m'a adressé un projet d'arrangement commercial tendant à annuler le traité de 1853. J'ai l'honneur de vous en donner communication. Le traité de 1853 nous reconnaît le traitement de la nation la plus favorisée sans conditions ni réserves, sans réciprocité, sans limite de durée. Le projet ci-joint ne nous l'accorde que conditionnellement et avec réciprocité de notre part.

Je m'abstiens de répondre au Ministre des relations extérieures avant de recevoir les directions de Votre Excellence; dans mes conversations, j'ai pris soin d'indiquer que je n'avais aucune instruction me permettant de discuter le traité de 1853. ROUVIER.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE BUENOS-AYRES, DU 18 AVRIL 1892.

(Traduction.)

Estanislao Zeballos, ministre des relations extérieures, a l'honneur de saluer avec empressement S. E. M. Charles Rouvier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française, et en lui accusant réception de son projet de rédaction pour l'arrangement commercial dont ils se sont occupés dans deux conférences, il lui soumet la formule suivante, que le Gouvernement argentin serait décidé à signer :

Dans le but de rendre fructueux les liens d'amitié et de commerce qui existent heureusement entre leurs pays respectifs, de laisser sans effet le traité du 10 juillet 1853 sur la navigation et le commerce, parce que ses clauses ont été plus tard incorporées dans la Constitution nationale, comme le démontrent les points comparatifs ci-joints, et de rendre réciproque entre les deux nations l'obligation que l'article VIII dudit traité établit pour la République Argentine de n'accorder aucune faveur ou immunité au pavillon ou au commerce d'un autre pays, sans qu'elle soit accordée au pavillon ou au commerce français ;

Ont nommé leurs plénipotentiaires respectifs.....

Lesquels ont convenu :

Article premier. — Les droits, franchises et garanties proclamés par la Constitution nationale sur la libre navigation des côtes et des fleuves nationaux restent assurés aux navires sous pavillon français, et les lois réglementaires n'établiront d'exceptions en faveur des navires d'autres nationalités, qui ne soient étendues aux navires français en égalité de circonstances et de compensations.

Art. 2. — Les déclarations, droits et garanties accordés au commerce universel par la Constitution argentine restent également assurés au commerce français, et, dans le cas où les lois argentines accorderaient des faveurs au commerce d'une autre nation, ces faveurs seraient étendues au commerce français en égalité de cas et de circonstances, gratuitement, si la concession avait été gratuite, ou à titre onéreux, si la concession avait été conditionnelle.

Art. 3. — La France garantit à la République Argentine le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce et de navigation tant pour l'importation que pour l'exportation, le transit et en général tout ce qui concerne les droits de douane et opérations commerciales, l'exercice du commerce ou des industries et le payement des taxes qui s'y rapportent.

Art. 4. — Le traité du 10 juillet 1853 est annulé.

Art. 5. — La présente convention pourra être dénoncée par les hautes parties contractantes en se donnant avis respectivement un an d'avance.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Rouvier,  
ministre de France à Buenos-Ayres.**

Paris, le 19 mai 1892.

Le projet qui vous a été présenté par le Dr Zeballos et que vous m'avez communiqué le 18 du mois dernier, ne pourrait pas être accepté. Il stipule, en effet, au profit de la République Argentine, le traitement de la nation la plus favorisée sans restriction et n'accorde à la France ce même traitement que sous condition.

L'acceptation de cette dernière clause par la France serait en contradiction complète avec le but que nous avons en vue en négociant des conventions commerciales avec les Etats de l'Amérique du Sud, puisque nous nous préoccupons, surtout, pour le moment, de garantir notre commerce contre les effets des traités de réciprocité que les Etats-Unis cherchent à conclure avec ces Pays. Si nous nous contentions du traitement *condition-*



*nel* de la nation la plus favorisée, nous pourrions, en certains cas, nous trouver dans l'impossibilité de réclamer les avantages concédés aux Etats-Unis par la République Argentine.

D'autre part, le projet du Ministre argentin n'établit pas une stricte égalité de traitement entre les parties contractantes, et c'est un motif de plus pour que nous ne puissions pas y souscrire. Nous sommes prêts à concéder au Gouvernement argentin la réciprocité des avantages qui nous sont garantis par l'article 8 du traité de 1853, mais nous ne saurions consentir à une diminution à notre préjudice de ces mêmes avantages, alors que nous accorderions simultanément à la République Argentine des faveurs plus considérables que celles qui découlaient pour nous de l'acte du 10 juillet 1853.

Je ne puis donc, en me référant à mes instructions des 4 février et 4 avril derniers, que vous prier d'insister auprès du Gouvernement argentin en vue de l'acceptation du projet d'arrangement dont ma lettre précitée du 4 février contenait le texte, et que ma dépêche du 18 mars vous a prié de compléter par une clause concernant l'établissement des nationaux.

RIBOT.

---

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

Buenos-Ayres, le 20 mai 1892.

Ma lettre du 4 mars a fait connaître à Votre Excellence l'accueil favorable que nos ouvertures avaient reçu du Gouvernement argentin. Aucune objection n'était formulée, à ce moment, contre le texte que je lui soumettais, ni contre les explications verbales que je fournissais.

Depuis, j'ai remarqué ici certaines hésitations à propos de l'interprétation à donner à la clause de la nation la plus favorisée.

Votre Excellence, ainsi que l'y oblige notre loi du 29 décembre 1891, n'accepte cette clause que sans réserve, sans restriction d'aucune sorte, c'est-à-dire que la France, en concédant le bénéfice de son tarif minimum, accorde en bloc toutes les compensations, tous les avantages qu'elle peut offrir, et qu'en échange elle demande que son commerce soit assuré *de plano* du tarif le plus avantageux que la nation avec laquelle elle traite, accorderait éventuellement à un autre pays sans être tenue à d'autres compensations que celles données par le tarif minimum.

Des difficultés rencontrées dans d'autres négociations ont amené le Gouvernement argentin à se demander s'il pourrait accepter cette interprétation.

Depuis plusieurs années, des pourparlers sont engagés entre les Cabinets de Buenos-Ayres et de Washington en vue d'un arrangement commercial.

Les Etats-Unis ont demandé une réduction sur le pétrole, le bois blanc et les machines agricoles ; ils annonçaient que, si ces concessions ne leur étaient pas accordées, ils profiteraient de la latitude que le *Bill Mac-Kinley* laisse au Pouvoir exécutif pour frapper d'un droit d'entrée les peaux brutes qui constituent la principale et, jusqu'ici, presque la seule exportation de la République Argentine chez eux. Celle-ci a déclaré que, dans ce cas, elle majorerait les droits qui, dans son tarif, frappent les produits intéressant les Etats-Unis et elle a introduit, comme base de la négociation, la question des laines. Durant ces négociations, des notes ont été réciproquement échangées.

Or, le Gouvernement argentin avait soutenu, l'année dernière, qu'il ne pouvait accorder aux Etats-Unis un régime de faveur qui, en vertu des traités existants, serait forcément étendu aux produits des nations qui jouissent de la clause de la nation la plus favorisée. En réponse à cette communication, le Cabinet de Washington s'est, paraît-il, attaché à démontrer que la clause de la nation la plus favorisée ne pouvait, en aucun cas, être gratuite, et que la France, en particulier, ne pouvait s'autoriser du traité de 1853 pour la réclamer sans compensation.

De là, peut-être, les obstacles que nous rencontrons aujourd'hui.

D'autres Etats, d'ailleurs, notamment l'Italie et la Suisse, recherchent un arrangement commercial avec la République Argentine ; l'Allemagne fait, de son côté, valoir l'extension que prend chez elle le commerce des laines. Enfin, le Brésil recherche des avantages pour ses produits, en faisant remarquer le développement que prend chez lui l'exportation argentine, non seulement en viandes sèches, en fourrages, en blés, beurre salé, mais, même en vêtements confectionnés et en articles de luxe.

La République Argentine est ainsi sollicitée de divers côtés, chaque Etat cherchant à s'assurer chez elle des avantages qui lui soient propres, autant que possible.

Ce concours de circonstances, les débats qui ont été soutenus par les Etats-Unis sur les traités de 1853, ont vraisemblablement déterminé le Ministre des relations extérieures à nous proposer le contre-projet de traité que j'ai transmis à Votre Excellence le 18 avril.

Ce projet me paraissait difficilement acceptable, le Gouvernement français ne pouvant accorder le bénéfice de tout son tarif minimum qu'en échange du traitement de la nation la plus favorisée sans réserve. J'ai dû, néanmoins, le communiquer à Votre Excellence, en m'abstenant, jusqu'à nouvel ordre, de répondre au Gouvernement argentin.

ROUVIER.

---

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

Buenos-Ayres, le 20 juin 1892.

Votre Excellence m'a fait connaître dans sa dépêche du 19 mai dernier qu'elle ne considère pas comme acceptable le projet du Dr Zeballos et les motifs qu'elle veut bien m'indiquer m'avaient déjà frappé. Dès le premier moment, je les ai signalés au Ministre des Relations extérieures et, dans mes conversations privées, je ne lui ai laissé aucun doute sur l'accueil qui pourrait être fait à sa proposition.

Je vais tenter un nouvel effort en faveur de notre projet et je ne négligerai rien pour qu'il aboutisse à un bon résultat. Dans ce cas, il sera nécessaire qu'une correspondance diplomatique détermine la portée de la clause de faveur contenue dans votre projet, afin qu'étant soumise au Congrès en même temps que le traité, elle engage non seulement le Gouvernement actuel, mais ses successeurs, et qu'il ne puisse dans l'avenir être soulevé de contestations à notre détriment. Jusqu'ici, avant d'être assuré de ce résultat, je me suis abstenu d'engager une correspondance de cette nature, me réservant de le faire ultérieurement lorsque les bases de l'accord seraient établies.

Je ne perds pas de vue la question des réductions de tarifs ; Votre

Excellence sait que je les ai poursuivies avant même que les négociations actuelles ne soient engagées.

ROUVIER.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Rouvier,  
ministre de France à Buenos-Ayres.**

Paris, le 4 juillet 1892.

Le rapport que vous m'avez adressé sous la date du 20 mai, relativement à notre négociation commerciale avec la République Argentine, m'est exactement parvenu. En vous remerciant des informations qu'il contient, je ne puis que vous confirmer mes instructions antérieures. Nous n'accepterons que la clause inconditionnelle du traitement de la nation la plus favorisée. L'interprétation que nous donnons à cette clause est d'ailleurs unanimement admise en Europe et nous avons finalement réussi dans nos négociations à la faire observer, même en Amérique. Vous savez que la clause inconditionnelle figure dans notre traité de 1886 avec le Mexique, et la Colombie a consenti également à l'insérer dans la Convention qu'elle vient de signer avec nous.

RIBOT.

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

Buenos Ayres, le 12 juillet 1892.

(Lettre reçue à Paris le 10 août.)

Conformément aux instructions contenues dans votre lettre du 19 mai, j'ai insisté auprès du Gouvernement argentin en vue de l'acceptation du projet d'arrangement commercial dont vos dépêches du 4 février, du 4 avril et du 18 mars, contenaient le texte.

Après m'avoir demandé quelques jours pour examiner à nouveau ce texte et se concerter avec le Président de la République, le Dr Zeballos vient de me donner sa réponse, et voici le résumé de ses déclarations : le Gouvernement argentin désire dénoncer tous les anciens Traités que la République Argentine a passés autrefois, sans limite de durée, avec certains Etats ; il aurait déjà dénoncé notre Traité de 1853 s'il n'avait craint de mal reconnaître le bon procédé dont Votre Excellence a usé vis-à-vis de lui en faisant des ouvertures obligeantes, et s'il n'avait le désir de maintenir particulièrement notre commerce dans une situation satisfaisante. La France jouit d'un traitement exceptionnel dans la République Argentine. Le Traité du 10 juillet 1853 lui accorde la clause de faveur sans condition et sans réciprocité. La portée de cette clause est limitée pour les Etats-Unis par le Traité du 27 juillet 1853, et la République Argentine peut invoquer la réciprocité vis-à-vis de l'Angleterre en vertu de la Convention de 1825. Tous ses autres Traités sont conditionnels et établissent la réciprocité.

Le Gouvernement argentin consent à maintenir notre Traité de 1853 sans condition, ni réserve, mais il demande la réciprocité que contient le projet que vous m'avez chargé de lui soumettre. Si ce tempérament n'y était pas apporté, il serait à craindre que le Traité de 1853 ne vint à être prochainement dénoncé et que la France se trouvât ici dans une situation inférieure à celle de quelques-uns de ses concurrents. En conséquence, le Dr Zeballos me propose de passer une Convention additionnelle au Traité de 1853 et il m'a remis le projet ci-joint, qui tend à reconnaître la réciprocité en faveur de la République Argentine. L'article 2 est conforme à votre projet.



En ce qui concerne l'établissement des nationaux, l'exercice des industries et le paiement des taxes et des patentes, le Ministre des Relations extérieures considère que la Constitution argentine garantit à cet égard une égalité absolue de traitement pour toutes les nations, et que les lois argentines ne faisant pas de différence entre les nationaux et les étrangers, ces questions ne peuvent donner matière à arrangements internationaux.

Le Ministre des Relations extérieures est prêt à fixer l'interprétation de la clause de faveur, soit dans une correspondance diplomatique, soit dans un Protocole interprétatif qui reconnaîtrait que le traitement de la nation la plus favorisée accordé par la République Argentine à la France est sans condition ni réserve. En somme, ce projet me paraît donner satisfaction à Votre Excellence sur un point essentiel, la reconnaissance de notre interprétation du Traité de 1853. Il laisserait ainsi intact, en principe, le Traité de 1853, que nous pourrions invoquer lorsque la nouvelle Convention, toujours dénonçable, cesserait d'avoir son effet.

Dans tous les cas, certains termes du préambule, notamment ceux de : « réciproque équité » me paraissent devoir être modifiés comme pouvant fournir un argument contre nous plus tard.

Votre Excellence décidera sur ce projet.

Le Gouvernement étudie les réductions de tarif que l'état des finances lui permet de consentir.

Le Président de la République a d'ailleurs soumis à ses Ministres l'idée d'établir un double tarif comme en France. Il sera prochainement pris une décision à cet égard.

ROUVIER.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE BUENOS-AYRES DU 12 JUILLET 1892.

### **Projet de convention additionnelle au traité Franco-Argentin du 10 juillet 1853.**

Le Président de la République Argentine et le Président de la République française, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent leurs deux Pays, et d'établir sur la base de l'équité réciproque les relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de célébrer une Convention additionnelle au traité signé entre la Confédération Argentine et la France le 10 juillet 1853, dont les ratifications ont été échangées le 21 septembre 1854...

ART. 1<sup>er</sup>. — La République française accorde à la République Argentine le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce et de navigation dans la même forme dans laquelle la Confédération Argentine l'a accordé à la France dans l'article VIII du Traité du 10 juillet 1853, ratifié le 21 septembre 1854.

ART. 2. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris, le plus tôt qu'il sera possible. Elle sera mise en vigueur huit jours à partir de l'échange des ratifications et durera un an à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi...

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme)

Buenos-Ayres, le 13 juillet 1892.

Au lieu de notre projet, le Ministre des Affaires étrangères propose une Convention additionnelle au Traité de 1853, qui serait ainsi conçue :



ART. 1<sup>er</sup>. — La France accorde à la République Argentine le traitement de la nation la plus favorisée, dans la même forme que la République Argentine l'accorde à la France dans l'article 8 de ce Traité ;

ART. 2. — (Semblable à l'article 2 de notre Projet).

Un Protocole interpréterait ce traitement de la nation la plus favorisée sans condition.

En ce qui concerne l'établissement des nationaux, l'exercice des industries et le paiement des taxes, le Ministre des Affaires étrangères considère que la Constitution assure l'égalité pour toutes les nations.

Le Gouvernement argentin cherche à réduire le tarif.

Il est sur le point de signer avec les Etats-Unis un arrangement qui garantit à la République Argentine l'entrée en franchise des cuirs aux Etats-Unis, le dégrèvement des machines agricoles et des bois communs.

ROUVIER.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Rouvier,  
ministre de France à Buenos-Ayres.**

*(Télégramme)*

Paris, le 19 juillet 1892.

Nous sommes favorables en principe à la conclusion d'une Convention additionnelle au traité de 1853. Vous pouvez en informer le Gouvernement argentin, en ajoutant toutefois qu'il nous paraît nécessaire de modifier la forme de l'article 1<sup>er</sup> de son projet. Je vous envoie un nouveau texte par le courrier d'aujourd'hui.

RIBOT.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Rouvier, ministre  
de France à Buenos-Ayres.**

Paris, le 19 juillet 1892.

Je viens de vous faire savoir, par voie télégraphique, que nous sommes disposés à nous entendre avec le Gouvernement argentin sur les bases du nouveau projet d'arrangement commercial qu'il vous a soumis et dont votre télégramme du 13 de ce mois m'a fait parvenir la teneur.

Aux termes de ce projet, le nouvel arrangement à conclure serait une Convention additionnelle au traité de 1853 existant entre les deux Pays, et l'article premier serait ainsi conçu :

« La France accorde à la République Argentine le traitement de la nation la plus favorisée dans la même forme que la République Argentine l'accorde à la France dans l'article 8 du traité de 1853. »

L'article 2 serait identique à celui du projet que nous avons proposé.

Un Protocole interprétatif préciserait la portée de la clause du traitement de la nation la plus favorisée : il déclarerait que ce traitement n'est subordonné à aucune condition.

Quant à l'établissement des nationaux, à l'exercice des industries et au paiement des taxes, le Gouvernement argentin jugerait inutile d'insérer aucune stipulation, en ce qui les concerne, dans la Convention à conclure, la Constitution du pays assurant à toutes les nations un traitement égal.

Ces propositions me paraissent présenter les éléments d'une entente. Nous ne pouvons, en effet, que voir avec satisfaction le Gouvernement argentin proposer de donner au nouvel arrangement la forme d'une convention additionnelle au traité de 1853, et accepter de reconnaître expres-

sément que le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, tel qu'il résultera du nouvel accord et de l'ancien traité, garantira à chacun des deux Pays, sans condition ni réserve, le bénéfice de tous les avantages qui auraient été ou seraient accordés par l'autre à un Etat tiers. L'arrangement additionnel qui serait signé dans ces conditions donnerait une nouvelle consécration au traité de 1853 et mettrait notre commerce à l'abri de tout traitement différentiel, dans le cas, notamment, où une convention dite de réciprocité interviendrait entre la République Argentine et les Etats-Unis. Les deux principaux résultats que nous avions en vue seraient donc atteints.

Mais le texte même du projet qui nous a été soumis par le Cabinet de Buenos-Ayres, soulève de notre part quelques objections.

Tout d'abord il semblerait nécessaire de rappeler dans l'article 1<sup>er</sup> les termes de l'article 8 du traité de 1853. Une simple référence à la teneur de cette dernière stipulation, qui est peu connue, ne serait pas en effet suffisante pour éclairer les commerçants des deux Pays sur les avantages qu'ils peuvent attendre de l'accord établi. D'autre part, il serait préférable de préciser la portée de la clause du traitement de la nation la plus favorisée dans l'arrangement même, plutôt que dans un protocole interprétatif.

Je vous prie donc de proposer au Gouvernement argentin de rédiger de la manière suivante la Convention à intervenir :

**Convention de commerce et de navigation, additionnelle au traité signé le 10 juillet 1853 entre la France et la République Argentine.**

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Aucune faveur ou immunité quelconque ne devant, aux termes du traité du 10 juillet 1853, être accordée dans la République Argentine au pavillon ou au commerce d'une autre nation sans qu'elle soit également étendue au commerce et au pavillon français, toute faveur ou immunité accordée en France au pavillon ou au commerce d'une autre nation sera également étendue au commerce et au pavillon argentins.

Il est entendu que, par application de cette stipulation et de celle de l'article 8 du traité de 1853, les nationaux, les produits et les navires de chacun des deux Pays auront droit dans l'autre, sans restriction, au traitement de la nation la plus favorisée, notamment en matière de tarifs douaniers.

ART. 2. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre Partie contractante l'aura dénoncée.

Ainsi que vous le remarquerez, je n'ai pas fait reproduire dans ce texte la clause que contenait notre projet primitif relativement à l'établissement des nationaux, à l'exercice des industries et au paiement des taxes. Il m'a paru que nous pourrions ne pas insister sur l'insertion de cette clause, la conclusion de notre accord avec la République Argentine ayant un caractère d'urgence du moment où, ainsi que l'indique votre télégramme du 13 juillet, ce pays est sur le point de signer avec les Etats-Unis une Convention de réciprocité. Nous nous en rapportons, au surplus, à la déclaration du Gouvernement argentin d'après laquelle les questions relatives à l'établissement des nationaux, à l'exercice des industries et au paiement

des taxes sont réglées par la Constitution du pays de manière à assurer, en fait, à nos nationaux les garanties nécessaires. RIBOT.

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

*(Télégramme)*

Buenos-Ayres, le 21 juillet 1892.

Il y aurait des inconvénients à ajourner à un mois l'entente à établir. Peut-être Votre Excellence pourrait-elle m'adresser par voie télégraphique le texte du projet dont son télégramme du 19 m'annonce l'envoi par la poste. ROUVIER.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres.**

*(Télégramme)*

Paris, le 23 juillet 1892.

Le projet dont je vous ai adressé le texte par la poste du 19 est ainsi conçu :

**Convention de commerce additionnelle au Traité signé  
le 10 juillet 1853.**

.....  
Voir ci-dessus, n° 15, page 120.

Il importerait d'obtenir les réductions de droits annoncées par votre télégramme du 13, et il serait utile qu'elles fussent constatées par un échange de lettres. RIBOT.

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Buenos-Ayres, le 25 juillet 1892.

Le Pouvoir exécutif reste, comme les Chambres, très soucieux de défendre le commerce argentin contre les tarifs qui pourraient menacer au dehors son exportation.

Il a arrêté sa décision en ce qui concerne le projet de double tarif que j'ai signalé à Votre Excellence, et voici en quels termes il l'annonce aux Chambres, dans l'exposé des motifs qu'il vient de leur soumettre en leur présentant le projet de budget pour 1893 :

« La tendance marquée que l'on observe aujourd'hui chez diverses nations de pratiquer les théories de la réciprocité au moyen de tarifs différentiels, oblige le Pouvoir exécutif à solliciter l'autorisation de créer un tarif minimum et un maximum, le Pouvoir exécutif conservant la faculté de déterminer l'application de ce dernier, lorsqu'une nation établira des distinctions défavorables relativement à l'exportation de la République Argentine.

« La politique commerciale de la République Argentine a été basée toujours sur la parfaite égalité de toutes les nations et elle a résisté à imposer des droits différentiels qui représentent un véritable recul dans la science économique et la méconnaissance de la maxime commerciale : « Acheter sur le marché le meilleur marché et vendre sur le plus cher. »

Mais tout en soutenant toujours ces principes, et sans préjudice des arrangements commerciaux que l'on pourra conclure, il est nécessaire, néanmoins, d'avoir des armes pour se défendre contre les exigences étrangères et contre l'influence de ces nouvelles théories qui ne sont rien de plus que la résurrection de très vieilles préoccupations.

Quoi qu'il en soit, je ne crois pas qu'il soit réellement question d'élaborer comme cela a eu lieu chez nous, un double tarif fixe dont le Pouvoir exécutif réglerait l'application. Les Chambres ont peu de goût pour un travail de cette sorte et le Gouvernement est trop près de sa fin pour songer à l'entreprendre. Il s'agirait plutôt de donner au Pouvoir exécutif la faculté de majorer le tarif actuel suivant les circonstances et de créer avec ces majorations le tarif maximum que l'on appliquerait aux nations avec lesquelles on aurait des difficultés.

Les traités nous mettront à l'abri de cet imprévu, si tant est que ce projet ait une suite.

ROUVIER.

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Buenos-Ayres, le 23 juillet 1892.

Le Gouvernement argentin accepte le projet dont votre télégramme du 23 m'a apporté le texte.

Nous allons procéder à un échange de lettres relativement aux réductions de droits de douane que nous accorde la République Argentine et qui d'ailleurs sont inscrites dans la loi douanière déjà soumise aux Chambres.

ROUVIER.

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Buenos-Ayres, le 4 août 1892.

Le Gouvernement argentin et le Ministre des Etats-Unis à Buenos-Ayres sont tombés finalement d'accord sur les points suivants :

Les Etats-Unis garantissent à la République Argentine la libre introduction des cuirs. En retour, la République Argentine supprime dans son tarif le droit qui frappe les machines agricoles, mais ne sont pas compris dans cette dénomination les instruments aratoires ; elle abaisse en outre de 15 p. 100 *ad valorem* à 5 p. 100 le droit sur le bois blanc non raboté, à l'exception de tous les autres bois. Cet accord a été conclu par simple échange de lettres.

Nous sommes appelés à bénéficier de l'abaissement des droits sur les machines agricoles.

ROUVIER.

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Buenos-Ayres, le 21 août 1892.

Je remercie Votre Excellence d'avoir bien voulu, ainsi que je l'en avais priée, me transmettre par le télégraphe le texte de la Convention commerciale qu'elle désirait voir adopter par le Gouvernement argentin ; il était, en



effet, urgent de conclure, le mandat du Gouvernement avec lequel nous négocions depuis plusieurs mois touchant à son terme.

Dès que j'ai été en possession de la rédaction de Votre Excellence, je me suis empressé de la communiquer au Ministre des Relations extérieures. Le Dr Zeballos ne m'a pas caché tout d'abord qu'il eût préféré substituer au traité de 1853 un nouveau traité. Je lui ai réitéré que je n'avais pas d'instructions à cet égard, et j'ai appelé son attention sur les lenteurs inévitables qu'une semblable solution entraînerait, sur les difficultés qu'elle pourrait soulever. Dans une deuxième conférence, le Ministre des Relations extérieures a bien voulu m'exprimer que son Gouvernement, désirant reconnaître la courtoisie dont le Gouvernement français a usé à son égard, acceptait votre rédaction, et m'annoncer que le Président de la République l'avait désigné comme Plénipotentiaire.

Nous avons procédé le 19 courant à l'échange des signatures. Je remets sous ce pli à Votre Excellence l'acte original qui consacre l'accord intervenu entre les deux Gouvernements.

Préalablement, je m'étais entendu avec le Ministre argentin pour établir des points qui ont été longuement débattus entre nous, et qui, bien que ne figurant pas dans l'acte final, n'en font pas moins partie intégrante de ces négociations : je veux parler de la réduction des droits élevés qui frappent certaines branches de notre importation dans la République Argentine, et dont nous avons poursuivi le dégrèvement en échange des avantages que l'obtention de notre tarif minimum procure à la République Argentine en France. J'ai, à cet effet, adressé le 1<sup>er</sup> août la lettre ci-jointe en copie au Ministre des Relations extérieures qui m'a répondu le 10 du même mois par la Note que j'ai l'honneur de vous transmettre en original. Dans des termes dont Votre Excellence appréciera sans doute l'élévation, le docteur Zeballos m'annonce que, bien que retenu par des nécessités financières et obligé de ménager prudemment ses recettes, le Pouvoir exécutif a décidé déjà de proposer aux Chambres des dégrèvements sur les vins, les spécialités pharmaceutiques et la parfumerie, et qu'il étendra cette libéralité aux tissus de laine, sur lesquels j'ai cru devoir appeler particulièrement son attention, l'importation française de ces articles ayant diminué depuis le commencement de cette année au profit de certains de nos concurrents.

Le projet de budget pour 1893, qui a été soumis aux Chambres et qui n'est pas encore définitivement arrêté, contient, en effet, l'abolition d'un droit additionnel de 1 p. 100 *ad valorem* qui frappe toute l'importation sujette à taxes, une réduction de 25 p. 100 *ad valorem* sur les préparations pharmaceutiques, une réduction égale de 25 p. 100 sur la parfumerie, et un dégrèvement de 1 centavo 02 (5 centimes de francs) sur le droit spécifique qui frappe chaque litre de vin.

Par contre, le Pouvoir exécutif propose de faire concourir la production nationale aux charges du Trésor, et d'établir un droit de 5 centavos papier par litre sur les vins indigènes, un droit de 5 centavos par kilogr. sur le sucre indigène. Pour compenser plus complètement les pertes occasionnées par les dégrèvements, il propose d'imposer d'un droit de 5 p. 100 *ad valorem* les articles qui jusqu'ici étaient admis en franchise, mais la plupart de ces articles sont plutôt de provenance anglaise, belge, allemande, nord-américaine que française.

Le Ministre des Relations extérieures m'a promis de soumettre très prochainement à la sanction des Chambres la Convention que nous venons de

signer. Je ne doute pas qu'il n'use de la légitime autorité dont il jouit pour faire consacrer ultérieurement le dégrèvement qu'il nous annonce sur les tissus de laine. Quant aux tissus de soie, je rappellerai à Votre Excellence que le Gouvernement argentin nous a déjà donné, l'année dernière, une marque de son bon vouloir en modifiant la tarification de ces articles.

C'est pour moi un très agréable devoir de m'associer aux sentiments que M. le Dr Zeballos exprime dans sa note du 10 août et de rendre sincèrement hommage auprès de Votre Excellence à la cordialité, à la franchise, et à l'esprit conciliant que m'a constamment manifesté le Gouvernement argentin durant ces négociations. Partis de points de vue opposés, Votre Excellence et lui sont arrivés à se joindre dans l'intérêt commun des deux Pays. Par l'arrangement qui a été conclu, notre commerce est assuré de bénéficier *de plano* de tous les avantages que la République Argentine a accordés ou accordera chez elle à une tierce puissance ; de plus, le Gouvernement argentin est entré dans la voie des dégrèvements ; il nous a témoigné son désir de faciliter les échanges entre les deux nations, d'égaliser la concurrence. Il a montré aussi qu'il est pénétré de cette idée que l'exportation entraîne l'importation, et que si la République Argentine vend à la France la moitié de sa production, il serait contraire à son propre intérêt et à la justice, qu'elle n'usât pas de certains ménagements vis-à-vis de notre importation.

Les circonstances ont amené ici un rétrécissement des affaires. Cette diminution a été particulièrement sensible pour la France, par suite de la nature même des produits qu'elle exporte, par suite aussi de l'habileté avec laquelle certains de nos concurrents ont profité des embarras ou du manque de confiance de notre commerce, ainsi que du bon marché de leur production et de l'appui qu'ils ont trouvé en Europe dans des établissements de crédit pour se fortifier à notre détriment. Mais tout donne à espérer que cette situation est transitoire, et que, lorsque les choses seront revenues à un état normal, notre commerce réagira et ne tardera pas à reprendre ici, dans les conditions que Votre Excellence lui a assurées aussi avantageuses qu'il était possible, la place qu'il a toujours occupée jusqu'à ces derniers mois et que lui vaut le goût persistant du public pour ses articles.

ROUVIER.

#### ANNEXE N° 1 A LA DÉPÊCHE DE BUENOS-AYRES DU 21 AOUT 1892.

#### Convention de commerce du 19 août 1892, additionnelle au traité signé le 10 juillet 1853.

Le Président de la République française et le Président de la République argentine,

Egalement animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays et de placer dans des conditions satisfaisantes leurs relations commerciales et maritimes, ont décidé de conclure une convention additionnelle au traité signé entre la France et la République argentine, le 10 juillet 1853, et dont les ratifications ont été échangées le 21 septembre 1854.

A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. Rouvier (Urbain-Jules-Joseph-Charles), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la République argentine, officier de la Légion d'honneur ;

Le Président de la République argentine,

M. le docteur Estanislao S. Zeballos, son ministre secrétaire des affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Aucune faveur ou immunité quelconque ne devant, aux termes du traité du 10 juillet 1853, être accordée dans la République argentine au pavillon ou au commerce d'une autre nation sans qu'elle le soit également au commerce et au pavillon français, toute faveur ou immunité accordée en France au pavillon ou au commerce d'une autre nation sera également étendue au commerce et au pavillon argentins. Il est entendu que, par application de cette disposition et de celle de l'article 8 du traité de 1853, les nationaux, les produits et les navires de chacun des deux pays auront droit dans l'autre, sans restriction, au traitement de la nation la plus favorisée, notamment en matière de tarifs.

ART. 2. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires précités ont signé la présente convention additionnelle au traité de 1853 et y ont apposé leur sceaux, à Buenos-Ayres, le jour dix-neuvième du mois d'août de l'an 1892.

(L. S.) Charles ROUVIER.

(L. S.) Estanislao ZEBALLOS.

ANNEXE N° 2 A LA DÉPÊCHE DE BUENOS-AYRES DU 21 AOÛT 1892.

**Le ministre de France à Buenos-Ayres, à S. E. M. le ministre des relations extérieures de la République argentine.**

Buenos-Ayres, le 1<sup>er</sup> août 1892.

Monsieur le ministre,

Animé du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent nos deux pays, et de favoriser le développement des relations économiques qui existent depuis si longtemps entre eux, mon gouvernement m'a chargé de poursuivre, avec Votre Excellence, des pourparlers au sujet d'un arrangement commercial.

Ces négociations ont abouti à un heureux résultat, et, ainsi que Votre Excellence a bien voulu me l'annoncer, nous sommes tombés d'accord sur le texte ci-annexé. Huit jours après l'échange des ratifications, mon gouvernement sera en mesure d'appliquer aux provenances argentines en France notre tarif minimum qui contient, sur le tarif actuellement en vigueur, d'appréciables réductions. J'ai eu l'honneur de demander, en retour, au gouvernement argentin d'apporter dans le tarif unique, qui régit son régime douanier et qu'il doit soumettre aux Chambres, quelques dégrèvements sur des articles intéressant le commerce français, notamment les vins, les spécialités pharmaceutiques, les tissus de laine et de soie, la parfumerie. Votre Excellence a bien voulu me manifester les bonnes dispositions de son gouvernement et son désir de voir le mouvement des échanges si important jusqu'ici entre nos deux pays ne pas périliter ; elle est, en effet, trop au courant de ces questions pour n'avoir pas remarqué que la France est le principal débouché pour la production de ce pays-ci ; que tandis que les provenances argentines sont admises chez elle avec une extrême libéralité, son importation dans la République argentine est grevée plus que celle d'aucune autre nation, par des taxes souvent prohibitives qui vont jusqu'à 85 p. 0/0 de la valeur, comme sur la parfumerie et les spécialités pharmaceutiques, qu'elle



possède enfin l'industrie lainière la plus considérable du monde, et que la République argentine a peut-être quelque intérêt à favoriser plus que tout autre une fabrication qui s'alimente en grande partie chez elle.

Mon gouvernement attacherait du prix à connaître les décisions du gouvernement argentin à cet égard. Je serais très reconnaissant à Votre Excellence si Elle voulait bien m'en faire part, et je saisis avec empressement cette occasion pour vous prier d'agréer, etc.

ROUVIER.

ANNEXE N° 3 A LA DÉPÊCHE DE BUENOS-AYRES DU 21 AOÛT 1892.

**Le ministre des relations extérieures de la République argentine,  
à M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres.**

(Traduction.)

Buenos-Ayres, le 9 août 1892.

Monsieur le ministre,

M. le Président de la République a lu avec satisfaction la note de Votre Excellence, en date du premier du mois courant, dans laquelle vous constatez la conformité des vues de nos gouvernements par rapport à l'arrangement complémentaire au traité de 1833, que nous avons longuement discuté, sans que les témoignages de bonne volonté aient jamais fait défaut chez aucun des deux gouvernements.

Le gouvernement de Votre Excellence vient de prouver, une fois de plus, son désir de rendre plus étroites les relations qui unissent la République argentine avec la France, en donnant les instructions nécessaires pour aboutir à cet accord équitable, grâce auquel les rapports économiques se développeront sans entraves et la France sera mise à même de concéder immédiatement à la République argentine le traitement de la nation la plus favorisée, en appliquant le tarif minimum à ses produits actuellement soumis à des droits plus élevés.

Pour sa part, le pouvoir exécutif a soumis au Congrès de la nation un projet de tarif demandant la diminution des droits sur les vins, les spécialités pharmaceutiques et la parfumerie ; il propose, en outre, d'étendre aux tissus de laine cette concession qui répond aux besoins de la consommation générale et favorise l'exportation de nos matières premières. Votre Excellence appréciera, sans nul doute, cette tendance financière, que le Président de la République aurait accentuée bien davantage encore si son action n'était pas limitée par les conditions passagères où se trouvent les finances publiques, par la prudence qui commande de n'avancer que graduellement dans cette voie, et par la prochaine transmission du pouvoir.

M. le président me charge de confirmer à Votre Excellence les bonnes dispositions de son gouvernement, qui sont également celles du pays, dans le sens de l'extension des relations économiques entre les deux hautes parties contractantes, et il exprime l'espoir que la convention concertée, pour la signature de laquelle il m'a donné des pleins pouvoirs, contribuera efficacement à ce résultat.

Agréez, etc.

Stanislas ZEBALLOS.

**M. Bédout, chargé d'affaires de France à Buenos-Ayres,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Buenos-Ayres, le 4 septembre 1892.

Les journaux d'hier ont publié *in extenso* le message par lequel le président de la République demande au congrès l'approbation de la convention qui a été signée à Buenos-Ayres entre la France et la République argentine, le 19 août dernier.



Dans ce document, le gouvernement insiste tout particulièrement, conformément aux engagements qu'il a pris vis-à-vis de M. Rouvier, sur la nécessité, pour la République argentine, de modifier son tarif dans un sens plus libéral et de répondre par des concessions importantes aux demandes de réduction qui lui sont adressées par la France. Il reconnaît que notre commerce a droit aux plus grands égards, et recommande de tenir le plus grand compte possible de ses besoins dans la prochaine étude des réformes financières.

BEDOUT.

---

ANNEXE A LA DÉPÊCHE COMMERCIALE DE BUENOS-AYRES DU 4 SEPTEMBRE.

**Message adressé au congrès par le président de la République argentine.**

(Traduction.)

Buenos-Ayres, le 29 août 1892.

A l'honorable Congrès de la Nation,

Dans le message d'ouverture de vos sessions, je vous ai annoncé que le pouvoir exécutif s'était préoccupé et se préoccupait avant tout de protéger la production nationale sur les marchés de consommation de l'extérieur contre les droits les plus élevés ou contre la situation désavantageuse à laquelle la soumettait la récente législation financière inspirée par le protectionnisme bien arrêté qui caractérise à l'époque actuelle cet aspect des relations internationales.

Vous trouverez dans le mémoire du ministère qui a eu à s'occuper de ces intérêts si élevés, l'enquête complète qui les concerne ; mais, par anticipation, je vais, dans un court rapport, porter à votre connaissance les résultats obtenus.

L'Espagne, en lutte douanière avec la France, a voté les tarifs les plus élevés ; appliqués aussitôt à titre de représailles à l'importation voisine, ses tarifs frappaient néanmoins par analogie une partie de la production argentine.

L'affaire fut traitée obstinément à Madrid par le plénipotentiaire de la République. La politique financière de l'Espagne sera modifiée dans un avenir peu éloigné, par suite de ses propres et très sérieux intérêts ; et alors, après la suppression des obstacles légaux qui s'opposent aujourd'hui à l'abaissement de certains droits onéreux pour les produits argentins, il y a lieu d'espérer que ces réductions seront adoptées dans un intérêt réciproque. En attendant, le gouvernement espagnol a fait savoir à notre Légation à Madrid que les produits argentins payeront d'après le tarif minimum.

Les droits votés en Allemagne n'étaient pas excessifs comme en Espagne. Libéraux en général, ils le sont spécialement pour la République argentine. L'Empire, convaincu de la nécessité où il se trouve de consommer à son propre avantage les matières de provenance étrangère, facilite leur entrée, et cette faveur s'étend avantageusement à nos industries, même à nos blés. L'Allemagne a ainsi adopté les tendances qu'exposait la Légation argentine à Madrid quand elle soutenait qu'un Etat protège et fortifie son propre commerce en facilitant l'assimilation de tout ce dont il a besoin pour son fonctionnement régulier. La République argentine n'avait pas de traité de commerce avec l'Empire. Mais les démarches de la Légation argentine à Berlin pour placer notre production sous le régime des traités passés en 1857 avec les Etats de la Prusse et du Zollverein, ont amené ce résultat, et le gouvernement allemand nous a accordé les tarifs les plus bas.

La situation faite en France à une partie de nos produits après l'expiration des traités, était défavorable et ne comportait aucun remède immédiat, malgré le zèle de la Légation argentine à Paris, qui correspondait d'une manière satisfaisante à la politique du gouvernement national.

Le gouvernement français avait les meilleures intentions ; mais son action était entravée par les lois relatives aux tarifs et par les erreurs que la République argentine elle-même avait commises dans son traité avec la France, signé en 1853. La diplomatie argentine mêla à cette affaire internationale des projets de politique intérieure qui justifieront en temps opportun la dénonciation de ce traité ainsi que celle d'autres pactes semblables. Parmi ces erreurs, je signalerai à l'honorable Congrès l'article 8, qui oblige la République argentine à accorder au pavillon ou au commerce de la France le traitement de la nation la plus favorisée, sans réciprocité.

La loi actuelle des tarifs protecteurs ayant été votée en France avec deux échelles de droits, dont une élevée et l'autre basse, la République argentine était soumise à la première, malgré les avantages qu'elle était obligée d'accorder. Une négociation diplomatique n'était même pas possible, parce que l'article 1<sup>er</sup> de la loi française ne concède le tarif le moins élevé qu'aux pays auxquels ses traités l'obligent à l'accorder.

Cet événement a coïncidé avec la réaction que le pouvoir exécutif imprimait aux finances argentines, sous le ministère d'un éminent citoyen, le docteur D. V. F. Lopez, en amenant de nouvelles sources au Trésor pour apaiser les difficultés du moment et rendre normale son action future.

Les lois votées pour atteindre ce but créèrent une situation défavorable pour l'industrie française, non pas précisément à titre de représailles directes, mais parce que la France exporte en quantité plus considérable que les autres pays, des articles soumis aux droits les plus élevés.

Ce fait devait naturellement préoccuper le gouvernement français, qui attribue une juste importance à la valeur actuelle et au futur développement de son commerce avec la République argentine.

Cette circonstance et les ouvertures faites par le ministre des relations extérieures à M. le ministre de cette nation, à Buenos-Ayres, qui était animé du même désir prévoyant d'abaisser les barrières commerciales dans un intérêt réciproque, ont amené les négociations dont le résultat a été la convention additionnelle ci-jointe au traité de 1853.

Vous trouverez, dans le mémoire du département, les antécédents de la négociation. Le pouvoir exécutif aurait préféré dénoncer le traité de 1853 et le remplacer par un autre qui fit disparaître les inconvénients politiques et rétablît l'égalité des concessions de tarif ; mais ce procédé radical aurait exigé un long espace de temps et il n'était pas compatible avec les instructions de M. le ministre de France.

Les avantages qui conseillaient à la République argentine une solution immédiate sont évidents. Huit jours après l'échange des ratifications de cette convention, les produits argentins sujets à des droits en France y entreront aux droits du tarif le moins élevé, dont la différence avec celui qui les grève actuellement est considérable.

De nouvelles et de très puissantes industries argentines, telles que la conservation des viandes et d'autres produits de l'élevage et de l'agriculture, reçoivent une impulsion qui équivaut à une véritable protection. La liberté obtenue assurera la vie et l'avenir de quelques-unes de ces industries naissantes ou déjà établies avec succès, par l'importance extraordinaire du grand marché consommateur qui leur facilite la lutte.

L'équité ayant été établie de cette manière favorable dans le traité de 1853, la République argentine est restée moralement obligée d'avoir pour le commerce français tous les égards possibles dans les limites de son système uniforme de législation douanière, et le pouvoir exécutif a fait connaître à M. le ministre de France ses franches et amicales opinions dans ce sens.

En soumettant à la délibération de l'honorable Congrès la convention additionnelle au traité de 1853, je demande que vous accordiez la priorité à son étude, car tout retard se traduirait par des charges pour l'industrie nationale.

Que Dieu garde l'honorable Congrès.

Signé : C. PELLEGRINI.

Estanislao S. ZEBALLOS.

### Projet de loi.

Article premier. — Est approuvée la convention de commerce signée par les plénipotentiaires de la République argentine et de la France, le 19 août 1892, additionnelle au traité du 10 juillet 1853.

Art. 2. — Que ceci soit communiqué et promulgué.

Signé : ZEBALLOS.

### BOLIVIE

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Wiener, consul et chargé d'affaires de France en Bolivie.**

Paris, le 14 février 1892.

Six traités d'amitié, de commerce et de navigation ont été successivement signés entre la France et la Bolivie. Le premier, qui date du 5 octobre 1833, n'a pu entrer en vigueur, quelques-unes des stipulations qu'il contenait n'ayant point reçu la sanction du Congrès bolivien. Le second, signé le 9 décembre 1834, a été régulièrement dénoncé par le gouvernement bolivien le 18 janvier 1845. Un certain nombre de clauses de cet acte international sont néanmoins restées en vigueur, et je crois devoir appeler particulièrement votre attention sur ce point.

L'article 32 stipule en effet qu'en cas de dénonciation, les dispositions relatives au commerce et à la navigation seraient seules considérées comme ayant pris fin, « mais qu'à l'égard des autres articles, qui concernent les relations de paix et d'amitié, le traité n'en resterait pas moins perpétuellement obligatoire pour les deux puissances ».

Les articles auxquels cette réserve est applicable n'ont pas été expressément spécifiés ; mais en répondant, le 19 janvier 1845, à la lettre de dénonciation du traité de 1834, notre chargé d'affaires en Bolivie a eu soin de faire observer que la décision qui lui était notifiée, ne pouvait s'appliquer qu'à « l'ensemble des dispositions qui n'ont pas le caractère perpétuellement obligatoire des stipulations adoptées comme base des relations de paix et d'amitié ».

Il résulte des termes mêmes de l'article 32 que les parties contractantes ont entendu soustraire aux effets de la dénonciation plusieurs des dispositions de ce traité. Nous sommes, dès lors, autorisés à considérer comme étant encore en vigueur, non seulement la stipulation générale de paix et d'amitié que contient l'article 1<sup>er</sup>, mais tous les articles qui ne sont pas « relatifs au commerce et à la navigation ». Ce sont : l'article 3 (accès auprès des tribunaux, exemption du service militaire et des contributions de guerre, etc.), l'article 4 (liberté de conscience), l'article 5 (droit de disposer et d'acquérir), et, sans doute aussi, les articles 21 à 28, qui sont relatifs aux consuls et à leurs attributions.

L'article 21 porte que des consuls peuvent être établis « pour la protection du commerce », et les articles 25 à 28 règlent les attributions consu-



lares en matière maritime. Il semble que ces dispositions concernent plutôt les relations de paix et d'amitié et ont dû, à ce titre, échapper aux effets de la dénonciation. Vous aurez, en tous cas, à me renseigner d'une manière précise sur l'interprétation qui a été suivie dans la pratique.

Dès la dénonciation du traité de 1834, nous avons essayé d'en conclure un nouveau. Des négociations ont été ouvertes à plusieurs reprises, quatre traités ont été signés, mais aucun n'a pu entrer en vigueur. Les deux premiers, conclus l'un le 3 août 1850, l'autre le 28 juin 1864, ont été l'un et l'autre, comme celui de 1833, rejetés par le Congrès bolivien. Un troisième, signé à Santiago du Chili, le 26 novembre 1885, sans que le texte ait pu en être communiqué préalablement à mon Département, n'a pas été jugé acceptable par le Gouvernement français, les dispositions qu'il renfermait n'étant pas en harmonie avec notre législation et stipulant, de plus, en faveur de la Bolivie des concessions que le Parlement n'aurait pas ratifiées. Un dernier traité a enfin été conclu à Paris, le 8 septembre 1887, mais le Cabinet de la Paz nous a fait savoir, il y a deux ans, qu'il renonçait à en demander l'approbation.

Vous devrez ne pas perdre de vue ces précédents si vous êtes amené à suivre des négociations avec le Gouvernement auprès duquel vous allez être accrédité.

Sous cette réserve, je vous autorise à faire savoir au Gouvernement bolivien, dès que vous le jugerez opportun, que nous serions disposés à signer avec lui une nouvelle Convention commerciale. Cet arrangement me paraîtrait du reste devoir être conçu en des termes très généraux, de manière à ne pas laisser renaître les difficultés qui ont contribué à l'insuccès des négociations antérieures. Le maintien d'un certain nombre de stipulations du traité de 1834 nous permet, au surplus, de limiter aux questions purement commerciales l'objet de l'arrangement à intervenir.

Dans notre pensée, cet accord devrait être intitulé *Convention de commerce*, et la stipulation principale qu'il contiendrait devrait être formulée dans les termes suivants :

ART. 1<sup>er</sup>. — « Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement, sous la seule réserve spécifiée dans le paragraphe 2 du présent article, le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établissement des nationaux, ainsi qu'en matière de commerce et de navigation, tant pour l'importation, l'exportation et le transit, et, en général, tout ce qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce ou des industries et pour le paiement des taxes qui s'y rattachent. »

La réserve à laquelle nous consentirions, en ce qui touche le traitement de la nation la plus favorisée, concernerait uniquement les avantages spéciaux que la Bolivie accorde ou viendrait à accorder aux Etats limitrophes de son territoire en vue du trafic frontière. Vous m'avez proposé à cet égard la rédaction suivante qui est empruntée à notre traité de 1885 avec la République Sud-Africaine.

« Il est fait réserve, au profit de la Bolivie, de la faculté de maintenir ou de concéder des avantages particuliers à un ou plusieurs des Etats limitrophes, en vue des facilités accordées ou à accorder aux ressortissants ou aux produits de ces Etats pour le commerce frontière. Ces avantages ne pourraient pas être réclamés par la France comme conséquence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée, à moins qu'ils ne vien-



ment à être étendus à un Etat non limitrophe ; dans ce dernier cas, le bénéfice en serait immédiatement acquis aux ressortissants français. »

Cette disposition serait acceptable, mais il serait préférable de faire adopter la disposition suivante qui figure également dans un traité déjà approuvé par les Chambres françaises (acte additionnel du 5 juin 1886 au traité d'amitié, de commerce et de navigation du 9 septembre 1882 avec la République Dominicaine) :

« Les facilités que l'une ou l'autre des parties contractantes a accordées ou accordera à un ou plusieurs Etats limitrophes en vue du trafic frontière ne pourront être réclamées par l'autre comme une conséquence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée, à moins que les mêmes facilités ne soient étendues à un Etat non limitrophe. »

L'article 2 de l'arrangement à conclure contiendrait la mention des réductions ou consolidations de tarifs que vous réussiriez à obtenir en faveur de nos marchandises à l'entrée en Bolivie. Dans nos traités de 1855 et 1887, nous avons stipulé de nombreuses réductions ou exemptions de droits, mais en consentant de notre côté à inscrire dans ces actes, pour un grand nombre de produits boliviens, les taxes ou exemptions de droits qui figuraient alors dans nos tarifs. Nous ne sommes actuellement en mesure de concéder à la Bolivie que le traitement de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire notre tarif le plus réduit, dont nous ne pouvons consolider en sa faveur aucune des dispositions. Vous avez exprimé l'avis que dans ces conditions vous pourriez encore chercher à obtenir, indépendamment du traitement de la nation la plus favorisée et en échange de la concession faite relativement au trafic frontière, un dégrèvement de 10 0/0 sur les vins d'origine française en barriques et la consolidation, pendant la durée du traité, des exemptions de droits inscrites dans le tarif actuellement en vigueur.

Le traité non ratifié de 1887 stipulait l'entrée en franchise des vins en barriques et limitait à 5 0/0 de la valeur le droit sur les vins en bouteilles. Je ne puis que vous recommander d'essayer d'obtenir du Gouvernement bolivien pour ce produit important de notre sol un traitement se rapprochant autant que possible de celui qui nous avait été précédemment concédé, et je verrai avec satisfaction qu'une entente puisse en outre s'établir sur les consolidations que vous proposez de demander relativement aux marchandises qui intéressent spécialement notre commerce.

Cet arrangement se terminerait par un article qui en fixerait la durée en ces termes :

« Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications. Le Gouvernement français et le Gouvernement bolivien se réservent la faculté d'en faire cesser les effets en se prévenant deux ans à l'avance ».

Nous ne pourrions, dans les circonstances présentes, établir un lien conventionnel d'une plus longue durée.

Il ne paraît pas qu'il y ait lieu, d'autre part, de conclure un nouvel arrangement relativement à la propriété littéraire, artistique et industrielle. Une déclaration a, en effet, été échangée entre les deux Pays le 8 septembre 1887 et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1890 ; elle continue d'être exécutoire.

Quant aux pouvoirs et attributions des Consuls respectifs, il semble,

ainsi que je l'ai rappelé plus haut, que les dispositions qui les concernent dans notre Traité de 1834 sont encore en vigueur. Nous serions, en tous cas, disposés à signer avec le Gouvernement bolivien une Convention analogue à celle qui est intervenue le 5 juin 1878 entre la France et le Salvador sur le même sujet.

RIBOT.

**M. Wiener, chargé d'affaires de France en Bolivie, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme)

Oruro, le 10 août 1892.

Les articles 1 et 3 de notre projet d'arrangement commercial sont acceptés par le Gouvernement bolivien, qui consent, en outre, à améliorer très sensiblement le régime douanier de nos vins. Il demande que les articles de notre tarif minimum relatifs à l'étain et à l'argent soient mentionnés sans indication de durée. Puis-je y consentir ?

WIENER.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Wiener, chargé d'affaires de France en Bolivie.**

(Télégramme)

Paris, le 11 août 1892.

Quelles réductions de droits avez-vous obtenues sur nos vins ?

Vous pouvez accepter un article 2 ainsi conçu :

« Par application de la disposition qui précède, les produits boliviens, notamment l'argent et l'étain, seront admis en France au bénéfice du tarif minimum. »

RIBOT.

**M. Wiener, chargé d'affaires de France en Bolivie, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme)

Oruro, le 19 août 1892.

Le Gouvernement bolivien accepte de fixer de la manière suivante les droits sur les vins :

1 1/2 p. 100 sur les vins facturés au-dessus de 6 francs la bouteille ;

1/2 p. 100 sur les vins valant de 1 à 6 francs la bouteille ;

1/4 p. 100 sur les vins valant moins de 1 franc la bouteille.

Il y aura à introduire quelques modifications dans la rédaction de notre projet.

WIENER.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Wiener, chargé d'affaires de France en Bolivie.**

(Télégramme)

Paris, le 20 août 1892.

Adressez-moi par la poste le nouveau texte que vous proposez en ce qui concerne notre projet d'arrangement commercial.

RIBOT.

**M. Wiener, chargé d'affaires de France en Bolivie, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

*(Télégramme)*

Oraro, le 8 septembre 1892.

J'ai adressé par la poste à Votre Excellence, le 17 août, le projet qu'accepte le Gouvernement bolivien, mais il n'arrivera à Paris qu'après la clôture de la session du Congrès.

Ce projet est avantageux et il est absolument conforme à vos instructions, sauf certaines modifications de rédaction que je crois préférable de ne pas communiquer par voie télégraphique afin d'éviter des frais exagérés.

Il y aurait un très sérieux intérêt à ce que je fusse autorisé à signer dès maintenant. Votre Excellence veut-elle bien m'y autoriser, dans les conditions que j'indique ?

WIENER.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Wiener, chargé d'affaires de France en Bolivie.**

*(Télégramme)*

Paris, le 9 septembre 1892.

Vous déclarerez par écrit au Gouvernement bolivien que votre Gouvernement, n'ayant pas reçu le texte proposé, doit se réserver de l'examiner avant ratification.

Sous cette réserve, je vous autorise à signer la Convention dans les conditions indiquées par votre télégramme d'hier.

RIBOT.

## BRÉSIL.

**M. Gérard, ministre de France à Rio-Janeiro, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères à Paris.**

Rio-Janeiro, le 5 janvier 1892.

L'acte de réciprocité, signé le 31 janvier 1891 entre M. Salvador de Mendonça et M. Blaine, en vue d'assurer aux sucres, mélasses, cafés, thés et peaux du Brésil, l'admission en franchise, sur les marchés des Etats-Unis, conditionnellement promise par l'article 3 du Bill Mac Kinley, a ouvert librement les ports du Brésil aux pores salés des Etats-Unis, aux poissons secs, blés, orges, froments, maïs, seigles, sarrasins, fèves, pois, avoines, foin, pommes de terre, goudrons et poix noires, huiles de coton, résines, térébenthine, houille, anthracite, aux instruments et livres pour les sciences et les arts, aux outils, instruments et machines, soit agricoles, soit industriels, et consenti une réduction de 25 0/0 sur les beurres, saindoux, fromages, jambons, conserves de viandes, poissons, légumes et fruits, les cuirs, bois de charpente, caoutchoucs ouvrés, cotons ouvrés, fers et aciers ouvrés, les vêtements de coton, les wagons et voitures.

Ainsi cet acte limitait la franchise, pour les produits brésiliens, à cinq articles seulement que le Bill Mac-Kinley s'engageait d'ailleurs à exempter de tous droits, au bénéfice de chaque Etat producteur, traitant avec les Etats-Unis, d'autre part, il réservait aux principaux articles, soit alimentaires, soit fabriqués, des Etats-Unis, à leur entrée au Brésil, un pri-

vilège dont le double effet devait être de paralyser l'industrie naissante du Brésil et de livrer la jeune République à l'importation américaine, désormais protégée contre la concurrence de l'Europe.

Les résultats prévus n'ont pas tardé à se manifester. En même temps que le bénéfice d'exemption, dont le Brésil avait espéré avoir la jouissance exclusive pour ses sucres, était étendu aux Antilles espagnoles, à l'Allemagne, l'importation européenne diminuait au Brésil, les recettes des douanes fléchissaient, les industries naissantes de filature, de distillation, de fabrication de sucre, de minoterie, se voyaient menacées, les Etats du Sud, producteurs de blés, de viandes et de conserves, protestaient hautement.

Je crois pouvoir affirmer à Votre Excellence que le Gouvernement est, dès à présent, résolu, sinon à dénoncer l'Acte de réciprocité, du moins à proposer des modifications profondes qui en annuleront le caractère et le danger. « Nous sommes américains, écrivait, il y a quelques jours, le *Jornal do Brazil*, mais nous voulons surtout être Brésiliens. »

Je ne sais encore, si, dégagé de ses liens envers les Etats-Unis, le Gouvernement brésilien se montrera disposé à en contracter d'autres avec telle ou telle Puissance d'Europe.

L'essai fait par le Portugal, et les négociations engagées depuis six mois par son envoyé spécial, M. Matozo Santos, seront, à cet égard, une véritable pierre de touche. Si les efforts de la mission portugaise devaient aboutir, il y aurait peut-être lieu pour nous, selon la pensée déjà émise par Votre Excellence et par M. Jules Roche, de chercher à obtenir le traitement de la nation la plus favorisée. Si, au contraire, le Brésil entend maintenir, même envers l'ancienne Métropole, sa liberté économique et douanière, et si le Gouvernement de la République désire tenter de ménager ici à l'exportation française un régime privilégié, c'est par un accord spécial, seulement, qu'il me paraît possible d'y réussir.

Un rapport adressé au Gouvernement brésilien, le 5 novembre dernier, par son Consul général à Paris, M. Barbosa, et publié, le 4 janvier, dans le *Diario official*, rend justice au traitement équitable fait, par le nouveau tarif de nos douanes, à l'exportation brésilienne. Sur les dix-huit articles dont se compose cette exportation, douze entrent en franchise. Quant aux droits frappés sur les six autres, M. Barbosa les déclare « justes », y compris le droit sur le café, par cette raison qu'aucun des droits n'est différentiel. M. Barbosa ne s'alarme pas, outre mesure, de la faveur que le nouveau tarif accorde au café, ainsi qu'au cacao et au sucre, des colonies françaises, dont la concurrence ne saurait encore être redoutable. Tout au plus fait-il remarquer la disproportion entre la valeur commerciale du café, et la taxe fiscale qui l'atteint. Les conclusions de M. Barbosa sont, d'ailleurs, aussi agréables que possible. « Le Brésil », écrit-il, « ouvre largement ses portes aux produits multiples du sol fécond et du génie industriel de la France; la grande République de l'Europe reçoit les produits agricoles du Brésil et leur fait le meilleur accueil, les préférant aux produits similaires des autres pays. Nous devons nous enorgueillir de ces résultats, et tout faire pour conserver et améliorer une telle situation. »

Dans ces conditions, et si le Gouvernement brésilien est animé des mêmes sentiments, les principes d'une entente ne seraient peut-être pas trop malaisés à établir. En ce qui nous concerne, nous aurions à poursuivre une diminution de taxes sur les cinq articles suivants : beurres,



vins, vêtements, tissus de laine, ouvrages en peaux et en cuirs, qui représentent, à eux seuls, plus de la moitié de notre exportation au Brésil. Votre Excellence voudra bien me faire savoir quel accueil le Gouvernement de la République réserve à de telles suggestions. A. GÉRARD.

---

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Gérard,  
ministre de France à Rio-de-Janeiro.

Paris, le 4 février 1892.

Depuis le 1<sup>er</sup> de ce mois, les marchandises brésiliennes sont taxées, à leur entrée en France, aux droits de notre nouveau tarif général, dit tarif maximum. Il ne peut en être autrement en présence des termes de notre loi du 29 décembre. Vous savez, en effet, que le Gouvernement de la République n'est autorisé, en vertu de l'article 2 de cet acte législatif, à accorder le tarif minimum qu'aux Pays qui, à la date du 29 décembre, jouissaient du tarif conventionnel, et qui, de leur côté, appliqueront aux marchandises françaises le traitement de la nation la plus favorisée, ce qui n'était pas le cas du Brésil.

Je vous prie de vouloir bien appeler, sur ce point, l'attention des membres du Cabinet de Rio, dans les entretiens que vous aurez avec eux, et leur communiquer le texte de la loi du 29 décembre. Vous ajouterez, qu'en ce qui concerne l'avenir, le Gouvernement de la République s'est réservé la faculté de conclure des arrangements pour l'application de notre tarif minimum aux Pays qui ne sont pas visés dans la loi du 29 décembre, et que nous sommes disposés à user, dès maintenant, de cette faculté en ce qui concerne le Brésil, la conclusion d'un accord commercial entre les deux Pays paraissant de nature à exercer une heureuse influence sur le développement de leurs relations économiques.

Si ces premières ouvertures sont favorablement accueillies, je vous autorise à entrer en pourparlers avec le Cabinet de Rio en vue de la conclusion d'un arrangement nous assurant des avantages particuliers, ainsi que vous le suggérez dans votre dépêche du 5 janvier, ou le bénéfice du traité qui, d'après les informations que je reçois de Lisbonne, vient d'être récemment conclu entre le Portugal et le Brésil (voir dernier *Livre jaune*, page 118). Il importera, dans tous les cas, que par l'arrangement à intervenir la France et le Brésil se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce et de navigation, tant pour l'importation, l'exportation et le transit, et en général tout ce qui concerne les droits de douanes et les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce ou des industries et pour le paiement des taxes qui s'y rapportent.

Dès que cet arrangement aurait été approuvé par les Chambres françaises, nous serions en mesure d'appliquer aux produits brésiliens le bénéfice de notre tarif minimum, de même que nous l'appliquons, dès à présent, au Mexique, en vertu d'un accord analogue.

Il y a lieu, du reste, de remarquer que si, dans son ensemble, notre tarif maximum lui-même, ainsi que l'a constaté le Consul général du Brésil à Paris, est favorable aux produits brésiliens, le Cabinet de Rio aurait cependant un intérêt à obtenir, par un arrangement tel que celui dont je viens de vous indiquer le sens, le bénéfice de notre tarif minimum, puisque pour diverses marchandises exportées du Brésil, notamment la

ouate, les féculs exotiques, la glycérine, les extraits et conserves de viandes, il existe un écart important entre les droits du tarif minimum et ceux du tarif maximum. Je ne puis, à cet égard, que me référer à notre nouvelle loi de douane dont vous trouverez le texte dans le *Journal officiel* du 12 janvier dernier.

Quant à la durée du nouvel accord, elle devrait être fixée dans des conditions semblables à celles déterminées par la loi du 29 décembre 1891, art. 2, en ce qui concerne les arrangements que le Gouvernement est autorisé à proroger. Les deux Puissances signataires se réserveraient donc, par une clause expresse, la faculté de faire cesser les effets de la convention en notifiant leur intention, à cet égard, douze mois à l'avance.

RIBOT.

**M. Gérard, ministre de France à Rio-de-Janeiro, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

Rio-de-Janeiro, le 26 février 1892.

Le mouvement de réaction qui s'est produit au Brésil contre l'Acte de réciprocité conclu le 31 janvier 1891 avec les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, s'accélère aujourd'hui, non seulement à cause des conventions similaires conclues par le Cabinet de Washington avec d'autres Etats producteurs de sucre et de café, mais surtout à la suite des renseignements que l'ex-membre du Gouvernement provisoire, jusqu'ici réputé comme l'auteur du traité, M. Ruy Barbosa, vient de publier sur les négociations poursuivies à Washington, en 1890, entre M. Salvador de Mendonça, ministre du Brésil, et M. Blaine.

M. Ruy Barbosa affirme, dans une lettre adressée le 22 de ce mois au *Journal do Brazil*, que le négociateur brésilien avait ordre de ne conclure et de ne signer l'acte de réciprocité, destiné à réserver aux sucres, aux cafés et aux cuirs du Brésil, un traitement privilégié, qu'à une seule condition, c'est que le Gouvernement des Etats-Unis s'engagerait à ne faire un traité analogue ni avec l'Espagne, ni avec aucune colonie européenne d'Amérique, ni avec aucune puissance productrice des mêmes articles. M. Salvador de Mendonça, muni de ces instructions, écrivait lui-même à son Gouvernement, que le but du traité était, dans sa pensée, d'assurer au Brésil un véritable « monopole » pour l'exportation des cafés, des sucres et des cuirs, et que, si une réforme législative venait, de la part des Etats-Unis, altérer le caractère du pacte proposé, le Brésil serait aussitôt libre de tout engagement. Le plénipotentiaire brésilien ajoutait que M. Blaine, en promettant de n'accorder à aucune autre puissance les avantages consentis au Brésil, se réservait de placer ainsi les Antilles espagnoles, et particulièrement Cuba, dans une situation telle, qu'elles seraient peu à peu forcées de se détacher de l'Espagne pour entrer dans l'Union américaine. Telle est la pensée du Gouvernement américain, écrivait M. de Mendonça, et la meilleure garantie de notre traité. Et cependant, en dépit de toutes ces assurances, l'Acte de réciprocité du 31 janvier 1891 qui, d'ailleurs, ne contenait, de la part des Etats-Unis, aucun engagement d'exclusivité, ne tarda pas à être suivi du traité avec l'Espagne et des négociations avec les Antilles anglaises, les Républiques de l'Amérique centrale, la Colombie et le Vénézuéla. M. Ruy Barbosa conclut que, dans ces conditions, l'acte signé par M. Salvador de Men-

donça, du moment qu'il ne contenait pas la clause d'exclusivité, est l'œuvre personnelle du négociateur et non pas le traité autorisé par le Gouvernement. « En l'absence de cette autorisation, essentielle pour la validité morale de l'acte, écrit M. Barbosa, le Gouvernement brésilien a un ample motif pour soumettre de nouveau la question au Gouvernement de la grande République. »

On objectera sans doute que la lecture de l'article 3 du bill Mac Kinley suffit à prouver que le Gouvernement américain, lié lui-même par le système de réciprocité commerciale inauguré dans ce bill, ne pouvait, en ce qui concerne les sucres, les cafés et les cuirs, assurer un traitement de faveur à aucune puissance. Quoi qu'il en soit, et quel qu'intérêt que puisse présenter cet examen rétrospectif des diverses responsabilités, la lettre de M. Ruy Barbosa est une nouvelle attaque contre l'acte du 31 janvier, et un nouveau présage de la destinée qui paraît attendre cet instrument diplomatique. Le Gouvernement brésilien négocie à Washington la modification du traité. Si les modifications poursuivies par le Cabinet de Rio ne devaient point être accordées, l'acte de réciprocité, soit le 1<sup>er</sup> juillet, soit au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier prochain, cesserait, je crois, d'exister.

Dans ces circonstances, et vu les dispositions actuelles du Gouvernement brésilien et de l'opinion, les instructions que me donne Votre Excellence dans sa dépêche du 4 février, me paraissent revêtir un caractère particulier d'opportunité.

Les déceptions éprouvées par le Gouvernement brésilien, du côté de Washington, le préparent, sans doute, à mieux accueillir les ouvertures d'une puissance européenne qui peut lui offrir le bénéfice d'un tarif, sinon privilégié, du moins notablement plus favorable que le tarif maximum. Votre Excellence m'indique avec précision un certain nombre d'articles sur lesquels l'exportation brésilienne serait appelée, de par le tarif minimum, à recueillir des avantages appréciables. L'offre du tarif minimum me permet de demander, en échange, le traitement de la nation la plus favorisée, lequel prendrait quelque extension si le Congrès brésilien ratifiait le traité avec le Portugal. Mais je crois savoir que si nous réclamons des avantages spéciaux sur les cinq articles de notre exportation énumérés dans ma dépêche du 5 janvier, nous serons priés d'examiner si, de notre côté, nous pourrions consentir à un abaissement, même léger, des droits sur le café.

A. GÉRARD.

---

M. Gérard. ministre de France à Rio-de-Janeiro, à M. Ribot.  
ministre des affaires étrangères.

Rio-de-Janeiro, le 8 mars 1892.

J'ai, vendredi dernier, conformément aux instructions que Votre Excellence m'a fait parvenir dans sa dépêche du 4 février, entretenu le Ministre des relations extérieures, M. le lieutenant-colonel Serzedello, de la disposition qu'aurait le Gouvernement de la République à appliquer le tarif minimum aux articles de l'exportation brésilienne, si le Brésil, en retour, nous accordait soit le traitement de la nation la plus favorisée, soit des avantages particuliers.

Je me suis attaché, ainsi que vous m'y invitez, à appeler l'attention de M. Serzedello sur le véritable caractère de notre tarif minimum, sur la réduction qu'il assurerait à des articles tels que la ouate, la glycérine, les



fécules exotiques, les conserves et extraits de viande, sur la limitation de durée et les délais de dénonciation que la loi du 29 décembre 1891 marquait au Gouvernement français.

M. Serzedello, qui, en appréciant la démarche que je faisais auprès de lui, me paraît avoir exactement compris le mécanisme de notre Tarif et la loi du 29 décembre dont je lui ai laissé le texte, m'a tout d'abord répondu qu'il appartenait au Vice-Président de la République d'examiner avec ses Ministres la proposition dont j'étais porteur. Il a aussitôt ajouté que, personnellement mû par les sentiments d'admiration, de sympathie et de reconnaissance dont il était animé envers la France, il apporterait à cet examen le plus vif désir de le voir aboutir à un accord. Mais il ne m'a pas dissimulé que les difficultés de la crise présente, la nécessité qui forçait le Brésil à ne pas diminuer le revenu de ses douanes, les tendances de l'opinion et du Congrès, assez peu favorables aux traités de commerce, étaient autant d'obstacles.

M. Serzedello m'a entretenu, en même temps, des deux traités de commerce conclus par le Brésil. L'un, m'a-t-il dit, l'« Acte de réciprocité » avec les Etats-Unis, est, en ce moment, à Washington, l'objet de négociations nouvelles, d'où doivent résulter, avant le 1<sup>er</sup> juillet prochain, ou la dénonciation, ou des modifications profondes. L'autre, le traité avec le Portugal, n'est pas, et, d'après les déclarations de M. Serzedello, ne sera très vraisemblablement pas ratifié. Il y a, dans ces conditions, peu d'apparence que le Gouvernement brésilien se sente le désir ou le pouvoir d'accorder le traitement de la nation la plus favorisée, qui, d'ailleurs, est menacé d'être bientôt réduit à néant. Le Gouvernement brésilien avait, dès le premier trimestre de 1891, répondu par un refus aux Représentants des diverses Puissances européennes, France, Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, Italie, qui demandaient ce traitement. Les événements qui se sont accomplis depuis cette date, le mouvement d'opposition quasi unanime contre l'acte du 31 janvier, n'imposent qu'avec plus de force, aujourd'hui, au Gouvernement brésilien, l'obligation de repousser, comme un danger, l'extension, à plusieurs Puissances, d'un tarif de faveur qui réduirait les ressources de l'Etat.

J'ai fait observer, ici, à M. Serzedello, d'abord que le revenu des douanes pouvait n'être pas affecté, si, selon une loi souvent vérifiée, la diminution des taxes avait pour résultat l'accroissement du commerce général, mais surtout, en ce qui nous regarde, que notre tarif minimum, avec ses réductions très appréciables sur les produits du Brésil et sa facilité de dénonciation, offrait au Gouvernement brésilien des avantages et lui laissait une liberté qu'il ne pouvait méconnaître. Cette liberté même, ai-je ajouté, était une raison nouvelle et décisive, par laquelle le Gouvernement brésilien pouvait se justifier d'accorder exclusivement à la France le traitement que nous demandions.

M. Serzedello a admis ces observations qu'il s'est engagé à développer dans la réunion du Conseil. Mais, sans se prononcer sur l'accueil qu'il prévoyait à ma proposition, il m'a laissé entendre qu'un accord particulier, à deux, restreint à un petit nombre d'articles, lui paraissait plus praticable. La réciprocité, difficile à établir sur l'ensemble du tarif, pouvait, dans sa pensée, être plus aisément obtenue, au moyen de quelques articles se faisant d'un côté et de l'autre, compensation.

M. Serzedello a, à cette occasion, mentionné le café.



J'ai répliqué au Ministre des Relations extérieures que j'attendrais, avant tout, la réponse du Gouvernement brésilien à la proposition que j'étais invité à lui soumettre, et que j'espérais voir accueillir. M. Serzedello m'a promis de me faire parvenir cette réponse très prochainement.

A. GÉRARD.

---

**M. Gérard, ministre de France à Rio-de-Janeiro,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Rio-de-Janeiro, le 25 mars 1892.

Dans un entretien que j'ai eu avec lui, le dimanche 20 mars, le Ministre des Relations extérieures, M. Serzedello m'a déclaré ne pouvoir encore répondre à la proposition par laquelle j'étais chargé d'offrir au Gouvernement brésilien le bénéfice de notre tarif minimum de douanes, en échange du traitement de la nation la plus favorisée, ou d'avantages particuliers.

Le Ministre des finances étudie présentement notre tarif, et c'est seulement quand il aura achevé cette étude, que sera soumise au Conseil de cabinet la proposition dont j'étais porteur.

M. Serzedello, toutefois, m'a renouvelé l'énumération des motifs qui, dans sa pensée, lui paraissaient devoir s'opposer à ce que le Gouvernement brésilien étendit à la France, ou à d'autres puissances européennes, le traitement de faveur accordé aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

J'ai de nouveau marqué la distinction entre la France et les autres puissances européennes, en insistant sur les dispositions particulières de notre tarif minimum et sur les avantages très appréciables qu'il consentait en faveur d'un certain nombre d'articles brésiliens. Sans contester cet argument, M. Serzedello m'a répété, ainsi que dans notre premier entretien à ce sujet, qu'il avait plus de confiance dans une convention séparée, portant sur quelques articles seulement, selon un principe d'équitable compensation.

Je reste donc, comme dans ma dépêche précédente, sous l'impression que le Gouvernement fédéral, tout en se montrant reconnaissant de l'offre que lui fait le Gouvernement de la République, exprimera ses préférences pour un accord à deux où figureraient les articles les plus importants du commerce franco-brésilien. J'espère, au reste, ne plus faire trop attendre à Votre Excellence une réponse définitive, que M. Serzedello m'a annoncée comme prochaine.

A. GÉRARD.

---

**M. Gérard, ministre de France à Rio-de-Janeiro,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Rio-de-Janeiro, le 6 avril 1892.

L'examen de notre tarif minimum et de la proposition que j'avais faite, en votre nom, au Gouvernement brésilien est retardé par la maladie dont a été atteint, il y a une dizaine de jours, le Ministre des finances.

Le Ministre des relations extérieures, M. Serzedello, ne me laisse d'ailleurs que peu d'espoir sur l'accueil réservé à nos ouvertures. La politique commerciale du Gouvernement brésilien ayant un caractère particulièrement fiscal, et les recettes du pays étant dues en grande partie aux rendements des douanes, le maréchal Peixoto et ses ministres, qui s'intitulent volontiers eux-mêmes les gardiens du Trésor, craignent de s'exposer, par

l'extension du traitement de la nation la plus favorisée, à diminuer la principale source des revenus de la République ; on s'appuie en outre sur le premier refus, déjà opposé à l'Angleterre, à l'Allemagne, à l'Autriche-Hongrie, à l'Italie, ainsi qu'à la France, au lendemain de l'Acte du 31 janvier 1891. Au surplus, le traitement même de la nation la plus favorisée, si la Convention avec le Portugal n'est pas ratifiée, si l'Acte de réciprocité avec les Etats-Unis, comme ne cesse de l'affirmer M. Serzedello, doit subir des retouches considérables, risquerait d'être réduit à un minimum qui ne demeurerait plus en proportion avec nos propres tarifs.

M. Serzedello, en revanche, considère comme possible et désirable un accord séparé, à deux, sur un petit nombre d'articles. Il m'a renouvelé, à cet égard, les déclarations les plus expresses. Il m'a même proposé d'établir, à titre d'essai, et sans que cette expérience nous engage, une liste des articles sur lesquels nos deux Gouvernements désireraient voir porter la réduction éventuelle des droits. J'ai répondu à M. Serzedello que les dispositions de notre tarif minimum lui permettraient déjà de dénombrer les articles tels que la glycérine, les féculs exotiques, la ouate, les extraits et conserves de viandes, sur lesquels de notables abaissements seraient assurés à l'exportation brésilienne.

Le Ministre des relations extérieures ne m'a pas caché que le Gouvernement brésilien insisterait pour que le café et le cacao fussent inscrits sur la liste des réductions de droits. Sans pouvoir donner sur ce dernier point à M. Serzedello des assurances que mes instructions ne me permettaient pas de lui fournir, j'ai cité, d'autre part, cinq des articles pour lesquels le Gouvernement français rechercherait vraisemblablement un tarif de faveur : le beurre, les vins, les vêtements, les tissus de laine, les ouvrages en peau et en cuir. Le Ministre des relations extérieures m'avait antérieurement indiqué les livres pour les sciences et les arts, au bénéfice desquels les droits de tarifs, qui sont de 15 p. 100, pourraient être changés. La considération des avantages faits aux Etats-Unis nous obligerait, sans doute, à réclamer, outre les réductions sur les livres et les cinq articles cités plus haut, d'autres concessions, notamment sur les voitures, les outils, instruments et machines.

Le tour qu'ont pris mes entretiens avec M. Serzedello me prouve que le Gouvernement brésilien, en hésitant à répondre par un nouveau refus à la proposition que je lui ai faite, préférerait voir les pourparlers s'engager, dès maintenant, sur la voie d'un accord à deux. Votre Excellence voudra bien me faire savoir si elle admet cet acheminement et quelles seraient, en cas d'affirmative, les réductions que le Gouvernement français devrait, d'une part, demander, d'autre part, consentir. J'ai lieu de penser que la négociation proprement dite ne se poursuivrait pas avant que M. Serzedello, qui, avant son entrée dans le Cabinet, était le « leader » de la Chambre des Députés, n'ait sondé les dispositions du Congrès. La session régulière du Congrès doit s'ouvrir le 3 mai prochain. Si Votre Excellence m'y autorise, c'est à cette date que je pourrai reprendre avec M. Serzedello la conversation au point où elle est demeurée.

L'accord que le Gouvernement brésilien me paraît éventuellement disposé à conclure avec la France, ressemblerait assez à l'arrangement douanier récemment concerté entre la France et les Etats-Unis, sauf qu'il s'agit moins, ici, de chercher une rigoureuse équivalence dans le produit des taxes diminuées, qu'une réciprocité générale dans les articles sur lesquels les droits seraient abaissés.

Nous savons déjà que le Gouvernement brésilien songe à nous demander une réduction de nos droits sur le café. Tout l'effort de ses négociateurs se portera sans doute de ce côté.

A. GÉRARD.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères,  
à M. Gérard, ministre de France à Rio-de-Janeiro.**

Paris, le 4 août 1892.

En ce qui concerne la conclusion des pourparlers que vous avez entamés avec le Cabinet de Rio, le Gouvernement de la République ne peut arrêter sa ligne de conduite avant d'être fixé tant sur l'issue des pourparlers engagés à Washington, en vue de la revision de l'Acte du 31 janvier 1891, que sur l'accueil définitif réservé au Traité signé au nom du Portugal par M. de Mattoso Santos. Ces deux Actes précisent, en effet, la portée du traitement de la nation la plus favorisée auquel le Brésil nous demande de renoncer.

Vous savez, au surplus, que, jusqu'ici, conformément à l'esprit de la loi du 11 janvier dernier, le tarif minimum n'a été appliqué qu'aux pays qui nous font « bénéficier d'avantages corrélatifs » et qui nous appliquent « leurs tarifs les plus réduits » : il paraît, dès lors, au moins douteux qu'un traité qui ne contiendrait pas le traitement de la nation la plus favorisée puisse être voté par nos Chambres.

RIBOT.

## CHILI

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères,  
à M. de Bacourt, ministre de France à Santiago.**

Paris, le 1<sup>er</sup> avril 1892.

Vous savez que les relations commerciales entre la France et le Chili sont actuellement réglées à la fois par le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 15 septembre 1846 et par les articles additionnels du 30 juin 1852.

L'article 8 du Traité autorise chacun des Pays contractants à réclamer de l'autre, en matière de droits de douane, le traitement de la nation la plus favorisée, mais d'autre part, l'article 28 subordonne l'obtention de ce traitement à l'octroi d'une compensation équivalente. Il est stipulé dans cet article que les marchandises de l'un des deux Etats jouiront dans l'autre des « franchises, privilèges et immunités quelconques consenties ou à « consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce gratuitement, si « la concession est gratuite, ou avec la même compensation si la conces- « sion est conditionnelle ». Les articles additionnels de 1852 ajoutent (paragraphe 5) que « le traitement de la nation la plus favorisée, stipulé « par l'article 28 du traité du 15 septembre 1846, pour les produits natu- « rels ou manufacturés originaires de l'une ou de l'autre partie contrac- « tante, ne mettra pas obstacle à ce que le Chili accorde à l'une des Répu- « bliques voisines de l'Amérique du Sud des faveurs spéciales pour certains « produits de son sol ou de son industrie en échange de faveurs d'une égale « importance qui seraient concédées dans ce pays aux produits similaires « du Chili ».



Il résulte de ces textes combinés que, si le Chili venait à conclure avec un Etat *non voisin* de son territoire, un traité de réciprocité, ou à étendre à cet Etat le bénéfice d'un traité semblable qu'il aurait signé avec une République voisine, la France serait en mesure d'en réclamer l'application à ses produits, mais seulement dans le cas où elle pourrait offrir au Cabinet de Santiago une compensation équivalente. Nous ne serions en situation de revendiquer de plein droit les avantages concédés par le Chili que s'ils résultaient d'une concession gratuite faite par ce Pays. Or, cette hypothèse n'est pas à prévoir d'après les tendances qui prévalent en général dans les pays sud-américains en matière de tarifs; nous avons à nous préoccuper, au contraire, des tentatives actuellement faites par les Etats-Unis, pour assurer à leurs produits, au moyen d'arrangements comportant des concessions réciproques, une situation privilégiée, sur les marchés sud-américains. Si ces tentatives aboutissaient, nous ne pourrions, d'après l'interprétation donnée jusqu'à présent à l'article 28 de notre Traité avec le Chili, réclamer les avantages faits aux produits de l'Union que moyennant une compensation équivalente. C'est ainsi que par application de cette même disposition et de celle du cinquième alinéa de l'article additionnel de 1852, nous avons dû, il y a quelques années, renoncer à revendiquer le bénéfice des réductions de taxes à l'entrée au Chili qui figuraient dans le traité de trêve chileno-bolivien. Dans le même ordre d'idées, le Chili ne serait fondé à réclamer, en faveur de ses produits à l'entrée en France, le bénéfice de nos taxes les plus réduites que s'il nous offrait des avantages équivalents.

Cette situation est évidemment défavorable au développement des relations commerciales entre la France et le Chili. M. le Ministre du commerce estime comme moi que les deux Etats auraient intérêt à assurer à leurs produits respectifs, dans des conditions plus faciles à réaliser, le bénéfice de leurs tarifs les plus réduits, et ce but pourrait être atteint si les deux Gouvernements se mettaient d'accord pour faire tomber la restriction contenue dans l'article 28 du traité de 1846 et dans le paragraphe 5 des articles additionnels, soit par une interprétation identique desdits articles, soit plutôt par la conclusion d'un nouvel accord stipulant le traitement de la nation la plus favorisée sans restriction ni réserve.

L'entrée en vigueur de nos tarifs nous paraît une occasion de saisir de cette question le Gouvernement chilien. Ces nouveaux tarifs qui comprennent, comme vous le savez, un tarif général, dit maximum, et un tarif minimum, ont été promulgués par la loi du 11 janvier dernier, publiée au *Journal officiel* du 12 du même mois, et sont devenus exécutoires à partir du 1<sup>er</sup> février. D'autre part, en vertu d'une loi du 29 décembre 1891 (*Journal officiel* du 30), le Gouvernement n'a été autorisé à concéder le tarif minimum qu'aux pays qui, à cette date, jouissaient de notre tarif conventionnel.

Tel n'étant pas le cas du Chili, les produits de ce pays sont soumis depuis le 1<sup>er</sup> février aux taxes de notre tarif maximum, mais cette mesure, prise en vertu d'une disposition générale, n'implique de notre part, je n'ai pas besoin de le dire, aucun sentiment de défaveur.

Je vous prie de vouloir bien, dès que vous le jugerez opportun, entretenir de cette situation le Gouvernement chilien et mettre sous ses yeux, si vous le jugez utile, le texte de la loi du 29 décembre 1891. Vous ajouterez, qu'en ce qui concerne l'avenir, le Gouvernement de la République s'est



réservé la faculté de conclure des arrangements pour l'application de notre tarif minimum aux pays qui ne sont pas visés dans la loi du 29 décembre, et que nous serions disposés à user de cette faculté vis-à-vis du Chili.

Si ces ouvertures sont accueillies, vous aurez à proposer au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité de signer avec nous un Arrangement commercial qui serait conçu dans les termes suivants :

« Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement  
« le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établis-  
« ment des nationaux, ainsi qu'en matière de commerce et de navigation  
« tant pour l'importation, l'exportation et le transit, et en général tout ce  
« qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales, que  
« pour l'exercice du commerce ou des industries et pour le paiement des  
« taxes qui s'y rapportent. »

Dès que cet Arrangement, qui contient le résumé des dispositions qui figurent d'ordinaire dans les traités de commerce et de navigation, aurait été approuvé par les Chambres françaises et que les ratifications en auraient été échangées, nous serions en mesure d'appliquer aux produits chiliens le bénéfice de notre tarif minimum, de même que nous l'appliquons dès à présent aux marchandises mexicaines en vertu d'un accord stipulant également le traitement de la nation la plus favorisée.

Il est vrai que la plupart des produits dont se compose actuellement l'importation chilienne en France sont admis en franchise. Mais cette classification ne préjuge en rien l'avenir. Notre tarif est révisable; il se pourrait que le Parlement fût amené à le modifier et le Chili a intérêt à mettre ses produits à l'abri de tout tarif différentiel, de même que nous désirons de notre côté nous assurer à l'avance le bénéfice de toutes les réductions de droits qu'il viendrait à accorder à un autre pays d'Europe ou d'Amérique.

Quant à la durée du nouvel accord, elle devrait être fixée dans des conditions semblables à celles déterminées par la loi du 29 décembre 1891, article 2, § 2, en ce qui concerne les arrangements que le Gouvernement est autorisé à proroger. Par une clause expresse qui formerait l'article 2 de l'Acte à conclure, les deux Puissances signataires se réserveraient la faculté d'en faire cesser les effets en notifiant leur intention à cet égard un an à l'avance. Cet article pourrait être libellé comme suit :

« Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront  
« échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur  
« huit jours après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jus-  
« qu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des  
« Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé. »

Si ces dispositions étaient acceptées par le Gouvernement chilien, le préambule de l'Arrangement à intervenir pourrait être ainsi rédigé :

« Le Président de la République française et le Président de la Républi-  
« que du Chili, également animés du désir de placer dans des conditions  
« réciproquement satisfaisantes les relations de commerce et de navigation  
« entre les deux Etats, ont décidé à cet effet de substituer aux clauses  
« commerciales et maritimes du traité d'amitié, de commerce et de navi-  
« gation signé entre la France et le Chili, le 15 septembre 1846 et des  
« articles additionnels du 30 juin 1852, un nouvel Arrangement de com-  
« merce et de navigation, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires res-  
« pectifs, savoir : »

Le remplacement éventuel des stipulations de commerce et de navigation insérées dans le traité de 1846 est d'ailleurs prévu dans le deuxième paragraphe de l'article 29 de ce même traité.

Mais peut-être le Gouvernement chilien, tout en appréciant comme nous la nécessité de faire tomber les restrictions de l'article 28 du traité de 1846, préférera-t-il procéder par voie d'interprétation plutôt que par la conclusion d'un nouvel accord. Dans ce cas, l'entente intervenue entre les deux Gouvernements serait constatée par un échange de notes ou par une déclaration formelle qui pourrait être rédigée dans la forme suivante :

« Quelques doutes s'étant élevés quant au véritable sens et à l'esprit de « certaines dispositions du traité de commerce signé entre la France et le « Chili le 15 septembre 1846, il a paru utile d'en préciser la portée.

« L'intention des deux Hautes Parties contractantes ayant été que le « commerce français au Chili et que le commerce chilien en France seraient « traités, sous le rapport des droits de douane, tant à l'importation qu'à « l'exportation, comme celui de la nation étrangère la plus favorisée, il « demeure entendu que, pendant la durée dudit traité, chacune des Par- « ties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans « compensation, de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les « tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation qu'elle a accordés ou « pourrait accorder à une tierce puissance européenne ou américaine, quelle « qu'elle soit.

« Toutefois, les facilités que l'une ou l'autre des Parties contractantes a « accordées ou accordera à un ou plusieurs Etats limitrophes en vue du « trafic frontière ne pourront être réclamées par l'autre comme une consé- « quence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée, à moins « que les mêmes facilités ne soient étendues à un Etat non limitrophe. »

La réserve à laquelle nous sommes disposés à consentir en ce qui concerne le traitement de la nation la plus favorisée concerne uniquement, ainsi que vous l'aurez remarqué, les avantages spéciaux que le Chili accorde ou viendrait à accorder aux Etats limitrophes en vue du trafic frontière. Afin de faire adopter cette stipulation qui est, du reste, réciproque, vous pourriez, si le mot « facilités » n'était pas considéré comme suffisamment explicite, le remplacer par le mot « avantages ».

Ainsi libellé, ce projet de déclaration serait de nature à garantir efficacement les intérêts que les deux Gouvernements ont eu en vue de protéger par la conclusion du traité de 1846, et à donner en même temps satisfaction aux desiderata du Gouvernement chilien qui ont motivé l'adoption des articles additionnels de 1852.

Nous avons donc lieu d'espérer que, dans ces conditions, le Cabinet de Santiago fera bon accueil aux propositions que vous êtes chargé de lui présenter.

RIBOT.

M. de Bacourt, ministre de France à Santiago du Chili,  
à M. Ribot ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Santiago, le 28 septembre 1892.

Je n'ai pas encore reçu de réponse définitive aux propositions dont j'ai saisi le Gouvernement chilien conformément aux instructions de Votre Excellence en date du 1<sup>er</sup> avril.

BACOURT.

## COLOMBIE

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Mancini,  
chargé d'affaires de France à Bogota.**

Paris, le 21 mars 1892.

Les instructions que vous avez reçues l'année dernière vous ont autorisé à entrer en pourparlers avec M. le Ministre des affaires étrangères à Bogota en vue de la conclusion, entre la France et la Colombie, d'un traité de commerce et de navigation stipulant, tant en ce qui touche l'établissement des nationaux qu'en matière de commerce et de navigation, le traitement de la nation la plus favorisée, sans restriction ni réserve.

Je vous avais, à cette occasion, fait parvenir le texte des conventions de cette nature conclues par la France avec l'Equateur et le Paraguay en 1888. Depuis lors, nous avons renoncé à ratifier ces actes internationaux, les Chambres françaises n'étant pas favorables aux traités de commerce et de navigation contenant des stipulations détaillées, et comme l'approbation d'un traité analogue avec la Colombie soulèverait les mêmes difficultés, il est devenu nécessaire de restreindre l'étendue de l'Arrangement que vous avez été chargé de négocier avec M. Suarez.

La décision que nous avons prise à cet égard est générale : elle s'applique à tous les pays avec lesquels nous avons engagé des négociations commerciales. Elle ne saurait, par conséquent, être interprétée comme ayant un caractère de défaveur vis-à-vis de la Colombie. Nous avons, au contraire, vivement apprécié les dispositions conciliantes du Gouvernement colombien dont témoignaient vos dernières communications, et nous continuons à penser qu'il est de l'intérêt réciproque des deux Etats de s'accorder mutuellement des garanties conventionnelles de nature à favoriser le développement des relations commerciales qui existent entre eux depuis si longtemps.

Le Gouvernement de la République demeure donc prêt à signer un Arrangement avec le Cabinet de Bogota, et si, dans notre pensée, cet accord devra différer de celui que nous avons précédemment en vue, c'est seulement en ce sens qu'il ne devra contenir que des clauses très générales.

Quant à la base de l'entente à établir, elle serait celle que vous indiquaient mes instructions antérieures, à savoir le traitement de la nation la plus favorisée sans restriction ni réserve.

L'entrée en vigueur de nos nouveaux tarifs nous fournit une occasion de saisir le gouvernement colombien de cette question..... (1).

RIBOT.

**M. Mancini, chargé d'affaires de France à Bogota, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Bogota, le 6 mai 1892.

Les instructions du 21 mars me sont parvenues. La Colombie accepte

(1) La fin de cette dépêche concerne la teneur de l'arrangement à conclure. Elle est conforme aux instructions adressées à Buenos-Ayres, Rio, etc.



notre projet à la condition d'y ajouter deux dispositions, l'une relative à l'intervention diplomatique en matière de réclamations de particuliers, l'autre concernant les dommages causés en temps de guerre civile.

MANCINI.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Mancini, consul et chargé d'affaires de France à Bogota.**

(Télégramme.)

Paris, le 11 mai 1892.

Les clauses spéciales proposées par le gouvernement colombien ne pourraient pas trouver place dans l'arrangement projeté, en raison du caractère général de ces dispositions.

Au surplus, nous ne demandons que le traitement de la nation la plus favorisée en toute matière. Insistez sur ce point.

RIBOT.

**M. Mancini, chargé d'affaires de France à Bogota, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Bogota, le 21 mai 1892.

Après avoir pris connaissance de la dépêche de Votre Excellence du 21 mars, je me suis empressé d'exposer à M. Suarez les motifs qui nous déterminaient à ne pas conclure actuellement de traités contenant des stipulations détaillées.

Le ministre des relations extérieures m'a répondu que, pour témoigner du désir de son gouvernement de signer une convention avec la France, il accepterait notre projet et signerait l'arrangement commercial conçu dans les termes indiqués dans la dépêche de Votre Excellence du 21 mars, mais à la condition d'y ajouter deux dispositions : l'une tendant à préciser les cas dans lesquels peut s'exercer l'intervention diplomatique au sujet des réclamations des particuliers, l'autre concernant les dommages causés en temps d'insurrection ou de guerre civile.

J'ai fait observer à M. Suarez que, par cette adjonction, l'arrangement dont il s'agit perdrait son caractère absolument commercial. A cette observation il a répondu que les deux paragraphes en question pouvaient se rapporter à la disposition relative à l'établissement des nationaux ; que son gouvernement y tenait absolument et qu'ils figureraient dans les traités que la Colombie allait conclure bientôt avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne.

J'ai dû, dès lors, envoyer à Votre Excellence mon télégramme du 6 de ce mois : la réponse m'est parvenue le 12 et j'en ai donné immédiatement connaissance à M. le ministre des relations extérieures en ajoutant que, ainsi que je le lui avais dit tout d'abord, l'arrangement en question ne pouvait contenir que des dispositions générales, mais je lui ai fait remarquer, suivant les termes du télégramme de Votre Excellence, que nous nous contenterions du traitement de la nation la plus favorisée en toutes matières.

Il m'a répondu que, quoique à regret, il se voyait obligé de décliner notre proposition, étant convaincu que le Congrès colombien n'approuverait pas la convention projetée, conçue dans les termes que je lui avais indiqués.



Le lendemain, cependant, à la suite d'une nouvelle démarche que je crus devoir faire, il m'a offert de signer l'arrangement, pourvu que, dans une lettre explicative, je lui fasse connaître la portée qu'on devait attribuer aux mots cités plus haut : en toutes matières, surtout en ce qui se réfère aux clauses qu'il m'avait demandé d'ajouter et à la disposition relative aux facilités qui pourraient être accordées aux Etats limitrophes, en vue du trafic frontière, qu'il m'avait prié de joindre aussi au texte de l'arrangement, proposition que j'avais déclinée.

J'ai pensé qu'il n'y aurait aucun inconvénient à consentir au désir de M. Suarez, et, afin de faciliter la solution de cette négociation, je lui ai adressé une note dont j'enverrai une copie à Votre Excellence par le prochain courrier.

Dans cette note, je rappelle à M. Suarez que, par suite de la signature de l'accord en vertu duquel les deux pays se garantissent le traitement de la nation la plus favorisée, la Colombie pourrait revendiquer le bénéfice des dispositions contenues dans les traités qui nous lient avec d'autres pays ; quant aux clauses relatives aux réclamations des particuliers et aux dommages causés en temps de guerre civile, elles sont insérées dans notre traité avec le Mexique, qui est encore en vigueur, et elles peuvent, en conséquence, s'appliquer à la Colombie.

J'ai ajouté, dans la même note, un paragraphe relatif aux facilités qui pouvaient être accordées aux Etats limitrophes en vue du trafic frontière.

À la suite de l'envoi de cette note, nous avons convenu de signer, le 24 de ce mois, l'arrangement commercial sans modifications et dans les termes que Votre Excellence a bien voulu me charger de proposer au gouvernement colombien.

MANCINI.

---

**M. Mancini, consul et chargé d'affaires de France à Bogota,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Bogota, le 25 mai 1892.

Il ne pourra être procédé à la signature de notre arrangement que dans quatre ou cinq jours. Je ne pourrai donc envoyer l'acte à Votre Excellence que le 1<sup>er</sup> juin.

En attendant, j'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, la traduction de la lettre que M. Suarez m'a adressée en réponse à la communication que je lui avais faite de notre projet, et une copie de la note mentionnée dans mon rapport du 21 de ce mois.

MANCINI.

---

ANNEXE N° 1 A LA DÉPÊCHE DE BOGOTA DU 25 MAI 1892.

**M. Marco F. Suarez, ministre des relations extérieures de Colombie, à M. Mancini, consul et chargé d'affaires de France à Bogota.**

Bogota, le 6 mai 1892.

Par votre note du 4 de ce mois, Votre Seigneurie a bien voulu m'informer que le gouvernement de la République française ne peut, pour le moment, conclure avec le gouvernement de la Colombie, un traité d'amitié et de commerce, comme celui qui a été projeté entre cette honorable Légation et ce Ministère, et que, pour ce motif, il ne devait contenir que des dispositions générales et non des clauses spéciales.

Je suis autorisé par M. le président pour déclarer à Votre Seigneurie que

mon gouvernement serait disposé à conclure en matières commerciales et au sujet de l'établissement des nationaux, un arrangement stipulant le traitement de la nation la plus favorisée, à deux conditions :

1° Que dans le traité il soit établi expressément que les gouvernements respectifs ne se rendront pas responsables pour les dommages, oppressions ou exactions que les nationaux de l'un viendraient à subir sur le territoire de l'autre, de la part des insurgés en temps de guerre civile ; de même qu'on ne pourra avoir recours à l'intervention diplomatique au sujet des réclamations ou plaintes des nationaux que dans le cas où il s'agirait de déni de justice. Ces stipulations formaient, comme Votre Seigneurie le sait, les deuxièmes paragraphes des articles 3 et 7 du projet de traité mentionné plus haut ;

2° Que les franchises, facilités et autres faveurs accordées ou qui seraient accordées aux nations limitrophes ne pourront être réclamées comme une conséquence du droit au traitement de la nation la plus favorisée.

Marco F. Suarez.

---

ANNEXE N° 2 A LA DÉPÊCHE DE BOGOTA DU 25 MAI 1892.

M. Mancini, consul et chargé d'affaires de France à Bogota, à  
M. Marco F. Suarez, ministre des relations extérieures de  
Colombie.

Bogota, le 20 mai 1892.

J'ai l'honneur de vous informer que je viens de recevoir la réponse au télégramme que, suivant le désir de Votre Excellence, j'ai envoyé à M. le ministre des affaires étrangères à Paris, pour lui faire savoir que le gouvernement colombien acceptait de signer l'arrangement commercial que j'ai proposé dans ma lettre du 4 de ce mois, à la condition d'y ajouter les deuxièmes paragraphes des articles 3 et 7 du projet de traité négocié entre Votre Excellence et moi.

M. Ribot me répond que pour les raisons que j'ai exposées à Votre Excellence dans ma lettre précitée, l'arrangement projeté ne devrait contenir que des dispositions générales et non des clauses spéciales.

M. le ministre des affaires étrangères me charge aussi de faire observer à Votre Excellence que nous nous contentons du traitement de la nation la plus favorisée en toutes matières, ainsi que nous le garantissons à la Colombie. Et pour ce qui regarde les deux clauses dont il s'agit, je me permettrai de vous faire remarquer que dès que les deux pays se garantissent réciproquement ce traitement, ils bénéficient de tous les avantages qui sont, ou pourraient être accordés à des tierces nations qui auraient conclu ou concluraient des traités ou conventions avec eux.

Quant à ces clauses, je rappellerai à Votre Excellence qu'elles sont inscrites intégralement dans l'article 11 du traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre la France et le Mexique, le 27 novembre 1886, qui est en vigueur. Si la Colombie signait avec nous l'arrangement que nous avons projeté, elle pourrait revendiquer le bénéfice de tous les avantages stipulés dans les différents traités qui lient actuellement la France avec d'autres pays.

Votre Excellence voit donc qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter les deux paragraphes en question dont la Colombie pourra toujours bénéficier si elle le juge nécessaire à ses intérêts.

Pour répondre à l'observation que Votre Excellence m'a faite au sujet des facilités que l'une ou l'autre des parties contractantes accorderait à un Etat limitrophe en vue du trafic frontière, il doit être bien entendu que ces facilités ne pourront être réclamées comme une conséquence du droit au traitement de la nation la plus favorisée, à moins qu'elles ne soient étendues à un Etat non limitrophe.

MANCINI.

**M. Mancini, consul et chargé d'affaires de France à Bogota,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Bogota, le 1<sup>er</sup> juin 1892.

Le 30 mai, j'ai signé avec M. Suarez, sous-secrétaire d'Etat, chargé du département des relations extérieures, l'arrangement commercial que Votre Excellence m'avait donné l'ordre de négocier avec le gouvernement colombien.

J'ai l'honneur de transmettre, ci-joint, un exemplaire de l'acte signé par les deux plénipotentiaires. Votre Excellence verra qu'il n'a été apporté aucun changement au texte contenu dans sa dépêche en date du 21 mars dernier.

MANCINI.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE BOGOTA DU 1<sup>er</sup> JUIN 1892.

**Convention relative à l'établissement des nationaux, au commerce et à la navigation, entre la République française et la République de Colombie.**

Le président de la République française et le président de la République de Colombie, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux Etats et voulant assurer le règlement des rapports commerciaux et maritimes entre la France et la Colombie, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le président de la République française :

M. Alexandre-Napoléon Mancini, chargé d'affaires de la République française à Bogota, chevalier de la Légion d'honneur,

Et le président de la République de Colombie :

M. Marco Fidel Suarez, sous-secrétaire d'Etat, chargé du département des relations extérieures ;

Lesquels après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les deux hautes parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établissement des nationaux, ainsi qu'en matière de commerce et de navigation, tant pour l'importation, l'exportation et le transit, et, en général, tout ce qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce ou des industries et pour le paiement des taxes qui s'y rapportent.

Art. 2. — Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bogota, en double expédition, le 30 mai 1892.

(L. S.) Signé : A. MANCINI.

(L. S.) Signé : Marco F. SUAREZ.





## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### SUISSE

#### Loi fédérale sur l'extradition aux Etats étrangers.

Du 22 janvier 1892

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu l'article 102, chiffre 8, de la Constitution fédérale; vu le message du Conseil fédéral du 9 juin 1890 (1),

Décète :

#### TITRE PREMIER. — DES CAS D'EXTRADITION.

Article premier. — Le Conseil fédéral pourra, sous la réserve de réciprocité ou même, par exception, sans cette réserve, livrer aux Etats étrangers, sur leur demande et dans les conditions résultant des dispositions de la présente loi, tout étranger poursuivi, mis en prévention ou en accusation ou condamné par l'autorité judiciaire compétente de l'Etat requérant, qui sera trouvé sur le territoire de la Confédération.

Le Conseil fédéral pourra, s'il requiert d'un Etat étranger l'extradition d'un individu poursuivi, mis en prévention ou accusation, ou condamné par les Tribunaux compétents suisses, promettre la réciprocité dans les limites des dispositions de la présente loi.

Des traités d'extradition pourront être conclus avec les Etats étrangers dans les limites des dispositions de la présente loi.

Lorsqu'il existe un traité d'extradition entre la Suisse et l'Etat requérant, le Conseil fédéral pourra néanmoins, sous la réserve de réciprocité ou même sans cette réserve, accorder l'extradition pour une infraction non prévue dans le traité, dans les limites fixées par la présente loi, et, si la Suisse est requérante, il pourra, dans les mêmes limites, promettre la réciprocité.

Le Conseil fédéral informera l'Assemblée fédérale des promesses de réciprocité données ou obtenues.

Art. 2. — Aucun citoyen suisse ne pourra être livré à un Etat étranger.

Lorsqu'un citoyen suisse est recherché en Suisse par un Etat étranger, pour une infraction prévue dans le traité ou dans une promesse de réciprocité, le Conseil fédéral garantira à l'Etat qui en fera la demande ou auquel il refusera l'extradition que l'individu poursuivi sera jugé et,

(1) V. le message ci-après, p. 159.

s'il y a lieu, puni en Suisse conformément à la loi du Tribunal compétent suisse. De son côté, l'Etat requérant donnera l'assurance que l'individu ne sera pas poursuivi une seconde fois sur son territoire pour le même fait et que la condamnation qui aurait été prononcée contre lui dans l'Etat requérant ne sera pas exécutée, à moins qu'il n'ait pas subi la peine à laquelle il a été condamné en Suisse.

Si cette assurance est donnée, le canton d'établissement ou, à son défaut, le canton d'origine est tenu de procéder, à l'égard de l'individu dont il s'agit, comme si l'infraction avait été commise sur le territoire du canton.

Art. 3. — Les faits suivants pourront donner lieu à l'extradition, s'ils constituent une infraction de droit commun et sont punissables tant selon la loi du lieu de refuge que selon celle de l'Etat requérant.

### *I. Délits contre les personnes.*

- 1° Assassinat, meurtre, homicide involontaire ;
- 2° Infanticide et avortement ;
- 3° Exposition, délaissement d'enfants ou de personnes sans défense ;
- 4° Blessures ayant occasionné la mort ou une infirmité durable, ou une incapacité de travail de plus de 20 jours ; participation à une rixe ayant eu des conséquences de cette nature ;
- 5° Mauvais traitements de la part des enfants sur leurs parents ; mauvais traitements habituels exercés sur des enfants par les parents ou par les personnes sous l'autorité desquelles ils sont placés.

### *II. Délits contre la liberté des personnes et les droits de famille.*

- 6° Rapt de personnes adultes et d'enfants ;
- 7° Séquestration de personnes ;
- 8° Enlèvement de mineurs ;
- 9° Violation du domicile commise avec circonstances aggravantes ;
- 10° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés ;
- 11° Altération ou suppression d'état civil.

### *III. Délits contre les mœurs.*

- 12° Viol, attentat à la pudeur commis avec violence, ou sur une personne sans défense ou privée de ses facultés mentales ;
- 13° Actes immoraux commis sur des enfants ou sur une personne quelconque par celui à qui elle est confiée ;
- 14° Corruption de mineurs par les parents, le tuteur ou toute autre personne chargée de leur surveillance ;
- 15° Proxénétisme ;
- 16° Actes d'immoralité causant un scandale public ;
- 17° Inceste ;
- 18° Bigamie.

### *IV. Délits contre la propriété.*

- 19° Brigandage (piraterie), extorsion, vol, recel ;
- 20° Détournement (soustraction frauduleuse) et abus de confiance ;
- 21° Dommages causés volontairement à la propriété ;
- 22° Escroquerie, banqueroute frauduleuse et fraude commise en matière de faillite ou de saisie.

*V. Délits contre la foi publique.*

23° Contrefaçon ou falsification de monnaies ou de papier-monnaie ou d'estampilles représentant une valeur (timbres-poste, etc.), de billets de banque, d'obligations, d'actions et d'autres titres émis par l'Etat, par des Corporations, des Sociétés ou des particuliers; introduction, émission, mise en circulation de tels objets contrefaits ou falsifiés, avec intention frauduleuse;

24° Contrefaçon ou falsification de sceaux, poinçons, timbres ou clichés; usage frauduleux ou abus de sceaux, timbres, poinçons ou clichés contrefaits ou authentiques;

25° Faux en écritures (falsification et contrefaçon de documents); usage de faux (usage frauduleux de documents contrefaits ou falsifiés), soustraction de documents, abus d'un blanc-seing;

26° Déplacement de bornes.

*VI. Délits constituant un danger public.*

27° Incendie, emploi abusif de matières explosibles, inondation, avec intention ou par négligence ou imprudence;

28° Destruction ou dégradation, volontaire ou par négligence ou imprudence, des chemins de fer, des bateaux à vapeur, postes, appareils et conduites électriques (télégraphes, téléphones) et la mise en péril de leur exploitation;

29° Actes volontaires ou commis par négligence ou imprudence, de nature à occasionner la destruction, l'échouement ou la perte d'un navire;

30° Propagation, volontaire ou par négligence ou imprudence, de maladies contagieuses, épidémies ou épizooties; altération, par des substances nuisibles constituant un danger public, de sources, fontaines ou autres eaux;

31° Contrefaçon ou falsification intentionnelle de denrées alimentaires, constituant un danger pour la santé des personnes ou des animaux; mise en vente ou en circulation de ces denrées malsaines ou corrompues, avec dissimulation de leur caractère nuisible.

*VII. Délits contre l'administration de la justice.*

32° Dénonciation calomnieuse;

33° Faux serment ou fausse déclaration faite sous promesse solennelle;

34° Faux témoignage, faux rapport d'experts, fausse déclaration d'un interprète; subornation de témoins, experts, interprètes.

*VIII. Délits relatifs à l'exercice de fonctions publiques.*

35° Corruption de fonctionnaires publics, de jurés, d'arbitres et d'experts;

36° Détournements et concussions commis par des fonctionnaires publics; abus d'autorité par suite de corruption ou dans une intention frauduleuse;

37° Suppression de lettres et de télégrammes, violation du secret des lettres et des télégrammes par des employés des administrations des postes et des télégraphes.

Les dispositions du présent article s'appliquent également à la tenta-

tive, à la participation (instigation et complicité), à l'aide prêtée après le délit, à la provocation au délit et à l'offre de le commettre ou d'y participer.

Il sera loisible de refuser l'extradition et de renoncer à en formuler la demande, lorsqu'il s'agira d'infractions minimales et notamment lorsque la condamnation déjà intervenue ne dépassera pas trois mois d'emprisonnement.

Art. 4. — L'extradition pourra être accordée pour une infraction comprise dans l'énumération de l'article 3 et punissable d'après la loi de l'Etat requérant, lors même qu'elle ne serait pas spécialement prévue par le droit du canton de refuge, si cette omission provient uniquement de circonstances extérieures, telles que la différence des situations géographiques des deux pays.

Art. 5. — Si la peine édictée par la loi de l'Etat requérant, pour l'infraction qui motive la demande d'extradition, est une peine corporelle, l'extradition sera subordonnée à la condition que la peine sera, le cas échéant, commuée en prison ou en amende.

Art. 6. — L'extradition sera refusée lorsque, soit d'après la loi du canton de refuge, soit d'après celle de l'Etat requérant, l'action pénale ou la peine est prescrite.

Art. 7. — L'extradition sera toujours subordonnée à la condition que l'extradé ne sera ni poursuivi, ni puni pour les infractions qu'il pourrait avoir commises antérieurement à la demande, autres que celle qui a donné lieu à l'extradition et les infractions connexes à celle-ci, à moins toutefois que l'extradé et, le cas échéant, son défenseur ou conseil n'y consentent expressément, ou que le premier, ayant eu, pendant un mois depuis son élargissement définitif, la faculté de quitter le territoire de l'Etat requérant, n'ait pas usé de cette faculté.

Le Conseil fédéral pourra, sur nouvelle demande de l'Etat requérant, permettre que l'extradé soit poursuivi ou puni pour une infraction antérieurement commise et non mentionnée dans la première demande.

Lorsque, dans des circonstances similaires, la Suisse sera requérante, le Conseil fédéral pourra consentir la condition mentionnée au premier alinéa du présent article.

Art. 8. — L'Etat auquel un individu a été livré ne peut le livrer de son chef à un Etat tiers, si ce n'est dans les cas prévus au premier alinéa du précédent article.

Art. 9. — L'extradition ne sera accordée qu'à la condition que l'individu livré ne soit pas jugé par un Tribunal d'exception.

Art. 10. — L'extradition ne sera pas accordée pour des infractions politiques.

Elle sera accordée, alors même que le coupable alléguerait un motif ou un but politique, si le fait pour lequel elle est demandée constitue principalement un délit commun. Le Tribunal fédéral appréciera librement, dans chaque cas particulier, le caractère de l'infraction, selon les faits de la cause.

Lorsque l'extradition sera accordée, le Conseil fédéral y mettra la condition que la personne dont l'extradition est demandée ne sera ni poursuivie ni punie pour un crime politique non plus que pour son motif ou son but politique.

Art. 11. — L'extradition ne sera pas accordée pour les infractions aux lois fiscales, ni pour les délits purement militaires.



Lorsqu'une personne poursuivie pour une infraction motivant l'extradition a contrevenu, en outre, à une loi fiscale ou à une loi militaire, l'extradition ne sera accordée que sous la condition que cette contravention ne pourra ni entraîner une condamnation ni constituer une circonstance aggravante.

Art. 12. — L'extradition ne sera pas accordée lorsque l'infraction pour laquelle elle est demandée a été commise sur le territoire de la Confédération, ni lorsque cette infraction, bien que commise hors du territoire, a cependant été définitivement jugée en Suisse ou y est l'objet de poursuites pénales.

Art. 13. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné en Suisse, à cause d'une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, sa remise ne sera effectuée qu'après que la poursuite sera terminée et la peine subie.

Toutefois, le Conseil fédéral pourra permettre que l'individu réclamé soit livré temporairement pour comparaître devant les Tribunaux de l'Etat requérant, sous la condition qu'il sera renvoyé en Suisse dès que la justice de l'Etat requérant aura statué.

Art. 14. — Lorsque l'extradition sera demandée par plusieurs Etats pour le même fait, elle sera accordée de préférence à celui sur le territoire duquel le fait principal a été perpétré; s'il s'agit d'un délit commis en plusieurs pays, à celui sur le territoire duquel le fait principal a été perpétré.

Lorsque l'extradition sera demandée par plusieurs Etats pour des infractions différentes, la préférence sera donnée à l'Etat dont la demande est motivée par l'infraction la plus grave. A gravité égale, comme en cas de doute sur la gravité relative, le Conseil fédéral aura égard, en général, à la priorité de la demande; mais il pourra prendre aussi en considération la situation géographique des Etats requérants, ainsi que la nationalité de l'individu réclamé. En accordant l'extradition, le Conseil fédéral pourra réserver la réextradition, après jugement et punition, à l'autre ou aux autres requérants.

Le tout sauf conventions particulières.

## TITRE DEUXIÈME. — DE LA PROCÉDURE D'EXTRADITION.

Art. 15. — Toute demande d'extradition sera, dans la règle, adressée au Conseil fédéral par voie diplomatique. Lorsque la Suisse sera requérante, le Conseil fédéral s'adressera également à l'Etat étranger par voie diplomatique.

La demande d'extradition sera accompagnée, en original ou en copie authentique, d'un jugement ou d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité compétente et expédié dans les formes prescrites par la loi de l'Etat requérant, ou de tout autre acte usité dans l'Etat requérant, ayant au moins la même force qu'un mandat d'arrêt, renfermant l'indication précise du fait incriminé, du lieu où il a été commis et de sa date; en outre, de l'indication et, si besoin est, d'une copie des textes de loi qui sont applicables au fait incriminé; autant que possible, du signalement de l'individu réclamé, de renseignements aussi détaillés que possible sur son identité, sa personne et sa nationalité.

Art. 16. — Le Conseil fédéral décide si et sous quelles conditions il y a lieu d'entrer en matière sur la demande d'extradition.

S'il n'entre pas en matière, il en informera l'Etat requérant.

S'il entre en matière, il prendra les mesures prévues à l'article 18 pour la recherche et l'arrestation de l'individu réclamé.

Si la demande ne satisfait pas aux exigences de l'article 15, le Conseil fédéral pourra inviter l'Etat requérant à la régulariser ou à la compléter, tout en prenant d'ores et déjà, s'il le juge à propos, les mesures prévues à l'article 18.

Art. 17. — Le Conseil fédéral prendra les mêmes mesures prévues à l'article 18, sur communication faite, par voie diplomatique, d'une demande d'arrestation provisoire, annonçant que le mandat d'arrêt ou une autre pièce équivalente existe et que l'extradition sera demandée, et contenant d'ailleurs les indications indispensables mentionnées à l'article 15.

Dans ce cas et à moins qu'il ne doive être retenu pour un autre motif, l'individu arrêté sera mis en liberté si le mandat d'arrêt décerné par l'autorité compétente ou une autre pièce équivalente et la demande d'extradition ne sont pas régulièrement produits dans un délai déterminé, lequel sera de vingt jours à partir de l'arrestation si l'Etat requérant est limitrophe, et de trente si c'est un pays européen non limitrophe, et pourra être porté à trois mois si c'est un pays situé hors de l'Europe.

Art. 18. — S'il appert de la demande ou d'autres informations dans quel canton l'individu réclamé s'est réfugié, le Conseil fédéral invitera le Gouvernement de ce canton à faire rechercher l'individu réclamé et à le faire arrêter aussi promptement que possible.

L'arrestation sera ordonnée et opérée, conformément à la loi du canton, par l'autorité compétente. Il sera procédé, d'après l'ordonnance d'arrestation, à toutes perquisitions et saisies autorisées ou prescrites par la loi du canton.

Si le canton de refuge n'est pas connu, le département fédéral de justice et police prendra les mesures propres à découvrir l'individu réclamé et, si besoin est, fera publier son signalement en invitant les polices cantonales à le rechercher et à l'arrêter.

Si les recherches demeurent infructueuses, le Conseil fédéral en avisera l'Etat requérant.

Art. 19. — En cas d'urgence, les Gouvernements et les autorités judiciaires des cantons pourront donner suite aux demandes d'arrestation provisoire qui leur seront adressées directement, au moyen du télégraphe ou de la poste, par les autorités étrangères compétentes. Les Gouvernements et autorités judiciaires qui recevront de pareilles demandes en informeront sans délai le Conseil fédéral. Ils lui feront part, le cas échéant, des motifs qui les engageraient à surseoir à l'arrestation demandée.

Un avis de la demande devra toujours, d'ailleurs, être adressé sur-le-champ, par voie diplomatique, au Conseil fédéral.

L'individu arrêté sera mis en liberté dans le cas prévu au second alinéa de l'article 17.

Art. 20. — Dans les cas graves et s'il y a péril en la demeure, les organes de la police cantonale pourront, de leur propre chef, procéder à l'arrestation d'un individu dont une police étrangère a publié le signalement. Ils en informeront immédiatement le Conseil fédéral.

La disposition de l'article 17, deuxième alinéa, est applicable par analogie.

Art. 21. — Aussitôt l'arrestation opérée, il sera procédé, par l'autorité compétente, à l'interrogatoire de l'individu arrêté.

Après examen de la question d'identité, l'individu arrêté sera informé des conditions de l'extradition; il pourra se faire assister d'un Conseil. Il sera invité à déclarer s'il consent à être livré sans autre retard ou si, au contraire, il s'oppose à son extradition et pour quels motifs. Le procès-verbal de l'interrogatoire sera transmis au Conseil fédéral avec tous les documents et renseignements y relatifs.

Art. 22. — Si l'individu arrêté a déclaré consentir à être livré sans retard et qu'aucun empêchement légal ne s'oppose à son extradition, ou s'il n'a soulevé contre celle-ci que des objections qui ne se fondent pas sur la présente loi, sur le traité ou sur une déclaration de réciprocité, le Conseil fédéral rendra un arrêté accordant l'extradition. Il en donnera communication à l'Etat requérant et au Gouvernement cantonal, qui sera chargé de l'exécution de l'arrêté et en fera rapport au Conseil fédéral.

Art. 23. — Si, au contraire, l'individu arrêté soulève une objection fondée sur la présente loi, sur le traité ou sur une déclaration de réciprocité, le Conseil fédéral transmettra le dossier au Tribunal fédéral, en avisant le Gouvernement du canton intéressé.

Le Tribunal fédéral pourra faire compléter les informations.

Le Tribunal fédéral pourra ordonner la comparution personnelle de l'individu arrêté. L'audience sera publique, à moins que le huis clos ne soit ordonné par le Tribunal pour motifs graves, qui seront mentionnés au procès-verbal.

Le procureur général de la Confédération pourra intervenir dans l'enquête et aux débats.

L'individu arrêté pourra se faire assister d'un Conseil, le cas échéant nommé d'office.

Art. 24. — Le Tribunal fédéral prononce qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à extradition.

Art. 25. — La mise en liberté provisoire pourra être accordée, si cette mesure paraît être exigée par les circonstances.

Elle est autorisée par le Tribunal fédéral, s'il est saisi de la cause, sinon par le Conseil fédéral.

Art. 26. — Si l'extradition est accordée, il sera fait comme il est dit à l'article 22.

Si l'extradition est refusée, le Conseil fédéral en informera l'Etat requérant. L'individu arrêté sera mis en liberté sur-le-champ, à moins qu'il ne doive être retenu pour un autre motif.

Art. 27. — L'individu à extradier en vertu des articles 22 ou 26, premier alinéa, sera conduit à la frontière et livré, par les officiers de police compétents, aux autorités ou agents de l'Etat requérant, avec les papiers, valeurs et autres objets saisis qui se rattachent à l'infraction pour laquelle l'extradition est opérée.

Si la remise de l'individu réclamé ne pouvait s'effectuer, les papiers, valeurs et objets saisis seraient néanmoins livrés à l'Etat requérant.

Il en sera de même de tous objets de ce genre trouvés postérieurement.

Les droits que des tiers auraient pu acquérir sur ces objets demeureront réservés.

Art. 28. — Si, dans un délai de vingt jours à partir de la communication du décret accordant l'extradition, l'Etat requérant n'a pas pourvu à la réception de l'extradé, celui-ci sera mis en liberté. Une prolongation de délai pourra être accordée par le Conseil fédéral.

Art. 29. — Dans les cas prévus aux articles 19 et 20, si l'individu arrêté consent à son extradition, le Gouvernement cantonal peut l'ordonner et l'exécuter immédiatement, sur le vu d'un mandat d'arrêt et sans autres formalités.

Il en donne immédiatement avis au département fédéral de justice et police, en lui transmettant le mandat d'arrêt avec l'extrait du procès-verbal constatant le consentement donné, sous sa signature, par l'extradé.

Art. 30. — Le Conseil fédéral peut, avec l'assentiment de tous les intéressés, accorder l'autorisation de subir, dans une prison du pays, une peine d'emprisonnement prononcée à l'étranger; il prendra, dans les cas de ce genre, les mesures nécessaires.

Art. 31. — La Confédération supporte les frais des extraditions aux Etats étrangers ordonnées par ses organes.

#### TITRE TROISIÈME. — DU TRANSIT.

Art. 32. — Le Conseil fédéral pourra autoriser le transit, sur le territoire de la Confédération, des individus extradés d'un Etat étranger à un autre Etat étranger, sur demande adressée, par voie diplomatique, au Conseil fédéral et accompagnée d'une des pièces mentionnées à l'art. 15. Toutefois, le transit sera refusé dans les cas où l'extradition serait refusée en vertu des articles 2, 3, 10 ou 11 de la présente loi.

#### TITRE QUATRIÈME. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 33. — L'article 58 de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire (Rec. off., nouv. série, I. 117), du 27 juin 1874, est abrogé.

Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant la votation populaire sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer l'époque où elle entrera en vigueur.

Ainsi décrété par le Conseil national,  
Berne, le 21 janvier 1892.

*Le président :*  
ADR. LACHENAL.

*Le secrétaire :*  
RINGIER.

Ainsi décrété par le Conseil des Etats,  
Berne, le 22 janvier 1892.

*Le président :*  
GÖTTISHEIM.

*Le secrétaire :*  
SCHATZMANN.

Le Conseil fédéral arrête :

La loi fédérale ci-dessus sera insérée dans la feuille fédérale.  
Berne, le 23 janvier 1892.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

*Le président de la Confédération :*  
HAUSER.

*Le chancelier de la Confédération :*  
RINGIER.



**Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le projet de loi fédérale sur l'extradition aux Etats étrangers (1).**

Du 9 juin 1890.

Monsieur le Président et Messieurs,

Chaque année, les autorités fédérales sont appelées à accorder aux Etats limitrophes et à divers autres Etats un nombre assez considérable d'extraditions, comme aussi, chaque année, elles sont appelées à en requérir des Etats étrangers un nombre, moins considérable, mais élevé aussi (2). Malgré la place importante que ce service occupe dans nos relations internationales, nous ne possédons aucune loi fédérale qui fixe les cas dans lesquels une extradition pourra être accordée à un Etat étranger ou à lui demandée, ainsi que les conditions auxquelles elle sera subordonnée, les formalités à suivre, etc. Aussi règne-t-il dans ce domaine un manque regrettable d'unité; les traités d'extradition conclus à diverses époques avec les Etats étrangers présentent entre eux des différences marquées sur les points les plus essentiels; le mode de procéder à l'égard des Etats avec qui il n'existe aucun traité, ainsi qu'à l'égard d'un Etat dont le traité conclu avec la Suisse n'a pas prévu tel cas particulier, n'est consacré, à défaut de règles positives, que par la pratique administrative qui a varié et dont les principes sont d'ailleurs fort controversés.

Enfin, la délimitation des compétences entre les deux autorités fédérales appelées à statuer en matière d'extradition, à savoir le conseil fédéral et le tribunal fédéral, repose sur une simple entente intervenue entre ces deux autorités, entente dont la portée a également donné lieu à des controverses.

L'opinion que ces différentes questions devraient être réglées par la voie législative s'est manifestée depuis longtemps. Chose curieuse à constater, nous en retrouvons les traces déjà dans les premières années de notre régime fédératif. Le 2 décembre 1830, l'assemblée fédérale invitait le conseil fédéral, sous forme de postulat, à présenter un projet de loi concernant l'extradition des malfaiteurs de la Suisse à l'étranger et réciproquement.

Voici comment la commission du conseil national, dans son rapport sur la gestion du conseil fédéral en 1849, motivait cette proposition : (La commission) « part de l'opinion que l'assemblée fédérale, en ce qui concerne l'extradition des malfaiteurs par la Suisse à l'étranger et par l'étranger à la Suisse, devrait édicter les lois organiques qui apparaissent comme étant d'une absolue nécessité, attendu que la constitution fédérale ne mentionne nulle part expressément les extraditions de cette espèce et que les dispositions constitutionnelles qui pourraient, à la rigueur, leur être appliquées, sont conçues dans des termes fort généraux. La commission estime que des dispositions sur la matière seraient le mieux à leur place dans une loi fédérale. » (F. féd. 1850, III. 273.)

Le conseil fédéral ne donna aucune suite à ce postulat, estimant, sans doute, que les traités d'extradition, dont le nombre allait s'augmentant, rendaient une loi superflue. L'assemblée fédérale, de son côté, ne revint plus à la charge. Au bout de quarante ans, la loi dont, en 1850, on proclamait l'absolue nécessité, et dont le traité de droit public de MM. Blumer et Morel (tome III, p. 546 et 551) a fait ressortir l'utilité à différents points de vue, n'a pas encore vu le jour. C'est que l'élaboration d'une loi sur une matière aussi complexe et délicate rencontrait de nombreuses difficultés.

Mais ces difficultés ont été, en grande partie, aplanies à mesure que la conclusion de plus en plus fréquente de traités d'extradition entre les Etats civilisés

(1) On remarquera que le projet a subi des remaniements. Néanmoins, le message contient des explications et des renseignements fort utiles.

(2) La moyenne annuelle des extraditions demandées à la Suisse s'élève, pour la décade 1880-1889, à 170; celle des extraditions demandées par la Suisse à l'étranger à 97.

lisés, proclamait et sanctionnait des principes uniformes et créait une sorte de coutume conventionnelle assez générale, pouvant servir de base à la discussion scientifique, comme au travail du législateur.

A l'assemblée des juristes suisses, à Bellinzone, le 26 septembre 1887, au cours d'une discussion sur l'extradition intercantonale, plusieurs orateurs exprimèrent le vœu de voir une loi fédérale régler aussi l'extradition entre la Suisse et l'étranger. Le comité de la société mit cette question au concours, M. Jacques Berney en fit l'objet d'un mémoire qui fut couronné par la société (1).

L'auteur de cet ouvrage méritoire se prononce pour différents motifs en faveur de l'élaboration d'une loi sur la matière.

Peut-être aurions-nous cependant encore longtemps tardé à vous présenter un projet de loi sur l'extradition et à suivre ainsi l'exemple de la Belgique, de la Hollande, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Luxembourg, de l'Etat indépendant du Congo, de la République argentine, de la France et de l'Italie (les lois de ces deux derniers pays sont encore à l'état de projets) si des circonstances particulières n'étaient venues nous y engager d'une façon préemptoire.

Voici les considérations principales qui ont déterminé notre résolution :

1. Malgré les efforts faits par la Suisse pour lier avec tous les Etats civilisés des traités d'extradition, nous ne possédons encore que 16 traités de ce genre, dont l'un, celui de l'Equateur, se borne à la simple clause de réciprocité.

Nous trouvons, en outre, deux traités d'établissement où l'extradition est mentionnée, à savoir celui avec l'Etat indépendant du Congo et celui avec la République sud-africaine.

Cependant, nous sommes fréquemment appelés à requérir d'autres Etats, notamment de pays d'outre-mer, l'extradition des délinquants qui y ont cherché refuge. Il arrive aussi, mais plus rarement, qu'une extradition nous soit demandée par tel de ces Etats qui n'a aucun traité avec nous. Que devons-nous faire dans ces cas-là? La pratique constante, une pratique que l'assemblée fédérale a tacitement approuvée, répond que le conseil fédéral peut accorder l'extradition sous la seule promesse de réciprocité, comme aussi fournir cette promesse lorsqu'il est requérant. On trouve la base de cette compétence du conseil fédéral dans l'article 102, chiffre 8, de la constitution fédérale, qui porte :

« Il (le conseil fédéral) veille aux intérêts de la Confédération au dehors, « notamment à l'observation de ses rapports internationaux, et il est, en « général, chargé des relations extérieures. »

Cependant, si l'on voulait examiner les choses à un point de vue rigoureux, il faudrait bien reconnaître que cette promesse est une sorte de traité, en tous cas un engagement international, lié sans la sanction de l'assemblée fédérale.

Les exigences de la justice nous ont fait passer par-dessus cette irrégularité, sans nous ôter le désir de la faire cesser en édictant une loi qui donnerait au conseil fédéral, soit au tribunal fédéral, les compétences nécessaires.

Un cas analogue et plus délicat encore est celui où un Etat auquel nous lie un traité d'extradition, nous accorde ou nous demande, moyennant déclaration de réciprocité, une extradition dans un cas que le traité n'a pas prévu.

La Suisse a été appelée à fournir ou à recevoir de telles déclarations, notamment dans les rapports avec l'Allemagne, la France et l'Italie.

Ici encore, il y a une pratique ancienne que, jusqu'en 1885, l'assemblée fédérale avait couverte aussi de son approbation tacite en acceptant sans objection les rapports de gestion du conseil fédéral qui mentionnaient des

(1) De la procédure suivie en Suisse pour l'extradition des malfaiteurs aux pays étrangers. Exposé critique en vue de l'élaboration d'une loi fédérale, par Jacques Berney. Bâle, Deltoff, 1889.

cas de ce genre (1). Mais en 1883, des objections surgirent au sein du conseil national.

Sans attaquer positivement la compétence que s'attribue le conseil fédéral pour souscrire des promesses de réciprocité en faveur des Etats sans traité, on lui contestait au moins le droit d'échanger de pareilles déclarations avec des Etats auxquels nous lie un traité pour des délits non prévus dans la convention ; car — disait-on — un traité d'extradition devant être envisagé comme limitatif, il interdit implicitement l'extradition pour tout délit ne rentrant pas dans les prévisions du traité en question. A quoi le conseil fédéral répondait que si on lui reconnaissait le pouvoir de s'engager à son gré vis-à-vis des Etats sans traité, il pouvait bien aussi faire des promesses semblables aux Etats généralement plus rapprochés et plus importants avec lesquels la Suisse a passé une convention. Il fallait, selon lui, contester les deux compétences ou les reconnaître toutes deux.

L'assemblée fédérale n'a pas pensé qu'elle fût suffisamment éclairée pour trancher la difficulté ; elle s'est bornée à adopter le postulat suivant, le 26 juin 1883 :

« Le conseil fédéral est invité à présenter un rapport sur la question de savoir si les extraditions par voie purement administrative, c'est-à-dire les extraditions basées sur le principe de la réciprocité, malgré l'existence de traités internationaux, sont admissibles au point de vue constitutionnel, et, dans le cas où ce point de vue serait admis, s'il n'y aurait pas lieu d'entourer les extraditions basées sur le principe de la réciprocité des mêmes garanties que celles accordées en vertu des traités. »

Le projet de loi que nous avons l'honneur de vous présenter a principalement pour but de répondre au postulat ci-dessus en établissant un mode de procéder qui ne soit pas critiquable au point de vue constitutionnel.

2. Un second but à remplir par une loi sur l'extradition, c'est de délimiter exactement les compétences respectives du tribunal fédéral et du conseil fédéral. Avant 1874, le pouvoir exécutif de la Confédération était seul compétent pour statuer en matière d'extradition ; mais, depuis la nouvelle constitution, il partage ces fonctions avec le pouvoir judiciaire, sans que la limite entre les attributions des deux pouvoirs ait jamais été tracée par la législation d'une manière exacte et logique. La loi sur l'organisation judiciaire fédérale se borne, en effet, à dire, à son article 58 :

(1) (F. féd. 1863, II. 405 ; Ullmer, II, n° 1377.) L'ambassade de France ayant demandé l'extradition d'un Français nommé Cuissart, condamné pour attentat à la pudeur, le gouvernement du Valais refusa de faire droit à cette demande, parce qu'il ne s'agissait pas d'un crime prévu par le traité du 1<sup>er</sup> septembre 1862 ; l'ambassade exposa ce qui suit à l'appui de sa demande : Il semblait avoir été reconnu depuis longtemps que l'article 5 de la convention conclue le 18 juillet 1828 entre la France et la Suisse n'était pas limitatif. En effet, il a été souvent étendu à d'autres faits que ceux qui y sont spécifiés, lorsque ces faits étaient d'ailleurs punissables dans les deux pays de peines afflictives et infamantes. C'est ainsi qu'un décret du 24 juin 1858 a autorisé, sur la demande du gouvernement fédéral, l'extradition du nommé Fahrni, poursuivi dans sa patrie pour crime de tentative de viol, ou pour viol avec commencement d'exécution, sur une jeune fille âgée de moins de 15 ans, et pour de nombreux attentats à la pudeur sur des petites filles confiées à ses soins. C'est ainsi encore qu'en 1842 le gouvernement de Berne a livré au gouvernement français le nommé Burgerey, poursuivi en France pour attentat à la pudeur avec violence. L'ambassade rappelle ces précédents, dans le désir d'éviter l'établissement d'un autre précédent, qui serait fort regrettable.

Le conseil fédéral fit savoir à cette occasion au gouvernement du Valais qu'il serait disposé à accepter l'offre du gouvernement français, d'admettre, vis-à-vis de la France, et sous réserve de réciprocité, l'extradition pour les crimes de viol et d'attentat à la pudeur, crimes qui sont d'ailleurs prévus dans les traités d'extradition avec Bade, l'Autriche, la Sardaigne, la Belgique, la Bavière, les Pays-Bas et les Etats-Unis du nord de l'Amérique. Le gouvernement du Valais se déclara, en effet, disposé à donner cette extension aux clauses du traité existant avec la France.



« Le tribunal fédéral statue sur les demandes d'extradition qui sont formulées en vertu des traités d'extradition existants pour autant que l'application du traité en question est contestée. Les mesures préliminaires restent dans la compétence du conseil fédéral. »

Or, ensuite d'entente avec le conseil fédéral (F. féd. 1875, I. 121), le tribunal fédéral se prononce dans ces cas-là, c'est-à-dire lorsqu'il y a doute sur l'application du traité, non seulement sur l'applicabilité ou la non-applicabilité du traité en cause, mais sur la question de savoir si une extradition doit être accordée ou refusée. C'est le cas, par exemple, lorsque l'inculpé allègue le caractère politique du délit ou la prescription, lorsqu'il conteste la repressibilité de l'acte incriminé ou qu'il se dit citoyen suisse. S'agit-il au contraire du cas très fréquent où l'inculpé, sans contester en principe l'applicabilité du traité, fait valoir un autre moyen pour s'opposer à l'extradition en alléguant, par exemple, son innocence, c'est le conseil fédéral qui prononce. Cela est parfaitement logique. Mais quand la demande d'extradition est basée sur une simple déclaration de réciprocité, le conseil fédéral est seul juge de la question et l'individu dont l'extradition est demandée n'a pas la ressource de faire valoir ses motifs d'opposition devant le tribunal fédéral, celui-ci s'estimant incompétent pour connaître des cas fondés sur une déclaration de réciprocité échangée, soit à défaut de traité, soit comme complément d'un traité existant. Tel fut du moins le point de vue auquel se plaça, encore en 1884, le tribunal fédéral dans la cause d'un sieur Rigaud (Recueil des arrêts X, p. 345), qui s'opposait à son extradition à la France, en alléguant que le délit d'homicide involontaire, pour lequel son extradition était demandée, ne rentre pas dans un des cas prévus par le traité franco-suisse du 9 juillet 1869. Le tribunal fédéral se borna à déclarer que la demande d'extradition n'était point formulée en vertu du traité et que dès lors elle échappait à sa juridiction. Il ne décida pas que l'extradition serait refusée, en sorte que le conseil fédéral a pu accorder celle-ci, en vertu d'une déclaration de réciprocité, sans se mettre en conflit avec le tribunal fédéral. Mais, d'après ce qu'on croit savoir, ce dernier n'a passans hésitation ni à l'unanimité suivi cette marche, et l'on ne peut prévoir ce qui serait décidé si un cas semblable venait à se représenter.

Il existe donc là une source de conflits qu'il est urgent de faire disparaître. Le projet que nous vous soumettons y pourvoit d'une manière rationnelle en assimilant aux traités les promesses de réciprocité, données dans les limites de la loi, et en donnant ainsi en tout état de cause aux personnes à extraire la garantie d'une juridiction impartiale.

3. Le récent traité d'extradition de la Suisse avec l'Autriche-Hongrie, signé le 17 novembre 1888, mais qui n'a pas encore été approuvé par l'assemblée fédérale, porte à son article III la clause que « les crimes et délits politiques ne donnent pas lieu à l'extradition » ; puis il ajoute :

« L'extradition ne sera toutefois pas refusée en vertu de cette disposition « lorsque le fait qui a motivé la demande constitue un délit commun à « teneur des lois de l'Etat requis.

« L'Etat requis est compétent pour connaître et décider de cette question « et pour exiger de l'Etat requérant la production de tous les renseignements et justifications nécessaires sur l'état de fait. »

Cet article a soulevé de vives objections dans la commission du conseil national qui en était nantie par priorité. Quelques membres de cette commission ont fait remarquer que la distinction entre le délit politique et le délit commun ne se lisait dans aucune loi fédérale, qu'on ne la trouvait pas non plus clairement exprimée dans les codes cantonaux et qu'avant de pouvoir donner leur approbation au traité, ils désiraient que cette distinction fût législativement établie. Donnant un corps à ce désir et à d'autres objections, la commission a demandé au conseil fédéral, par lettre du 8 juin 1889, s'il ne lui paraissait pas indiqué qu'avant d'approuver le traité austro-suisse, on examinât s'il n'y avait pas lieu d'édicter chez nous des règles qui



devraient être observées en matière d'extradition, aussi bien pour l'élaboration des traités sur la matière que vis à-vis des Etats avec lesquels nous n'avons pas de traité.

Le conseil fédéral a répondu le 11 juin qu'il ferait étudier la question. Sur quoi la discussion du traité austro-suisse a été ajournée à la prochaine session.

C'était là, on le voit, une raison de plus militant en faveur de la codification, à bref délai, des principes régissant l'extradition. Dans le projet que nous vous soumettons, nous nous sommes efforcés de donner à la question si controversée de l'extradition pour délits politiques une solution répondant à la fois aux sentiments légitimes du peuple suisse et aux devoirs que nous impose la solidarité entre nations civilisées.

4. A part ces différentes questions de principe où l'on se trouve en présence de demandes de l'assemblée fédérale, dont l'une au moins exige une prompt réponse, il y a lieu de faire remarquer que nos traités actuels d'extradition, dont la plupart ont été rédigés à des époques éloignées les uns des autres, par des négociateurs différents, sans un plan d'ensemble, offrent des divergences non justifiées, notamment sur l'énumération des délits donnant lieu à l'extradition. Vers 1882, notre département de justice et police a élaboré un projet type qui dès lors a été plusieurs fois proposé avec succès comme base des négociations. Mais ce projet type ne satisfait plus aujourd'hui, l'expérience en ayant fait ressortir les lacunes et les imperfections. La révision de ce travail s'imposant de toute façon, il y aurait utilité à lui donner forme de loi afin de mieux armer les futurs négociateurs de traités pour qui, naturellement, une loi formelle constituerait dans les tractations avec l'étranger un point d'appui tout autrement solide qu'un simple projet dépourvu de sanction.

5. Enfin, l'élaboration d'une loi sur l'extradition aurait, en outre, le mérite de faire cesser un état de choses évidemment irrégulier et critiquable au point de vue des droits constitutionnels du peuple suisse et de ceux de l'assemblée fédérale. Cette dernière, en effet, a pu jusqu'à ce jour conclure librement des traités d'extradition et engager à sa suite le peuple suisse, sans que celui-ci ait eu le moindre mot à dire quant à l'esprit dans lequel ces traités devraient être conçus. Et, d'autre part, le conseil fédéral a pu, sans la moindre entrave, échanger des déclarations de réciprocité, équivalant de fait à des traités, sans s'être mis d'accord, ni préalablement, ni après coup, avec le pouvoir législatif.

En édictant une loi sur la matière, nous renonçons à ces errements, attribuant à chacun son rôle constitutionnel : les chambres sont mises en demeure de tracer exactement les limites dans lesquelles le conseil fédéral pourra désormais faire des promesses de réciprocité ; et le peuple suisse, de son côté, aura enfin l'occasion d'énoncer, expressément ou tacitement, son opinion souveraine sur des questions de principe qui, malgré leur haute importance, avaient été jusqu'à ce jour livrées à l'appréciation exclusive de ses représentants, voire même, dans certains cas, de l'autorité exécutive agissant tout à son gré, au mieux de ses vues, sans avoir jamais été investie d'un pouvoir spécial, strictement défini.

Telles sont, monsieur le président et messieurs, les différentes considérations qui nous ont engagés à faire élaborer le projet que vous avez sous les yeux. Pour la préparation de ce travail particulièrement délicat, nous avons fait appel aux lumières de notre éminent concitoyen, M. le professeur Alphonse Rivier, consul général de Suisse à Bruxelles, dont le choix était tout indiqué par sa profonde érudition, par son expérience pratique dans cette matière et par ses nombreux écrits dans le domaine du droit international. M. Rivier s'est acquitté de sa tâche avec sa bonne grâce habituelle et avec la compétence que nous lui connaissons. Son avant-projet du 12 octobre 1889, accompagné d'un exposé des motifs remarquable dans lequel le présent message a largement puisé, a pu utilement servir de base aux déli-

bérations d'une commission d'experts convoquée par les soins de notre département de justice et police.

Voici les membres dont était composée cette commission :

MM. Rivier, professeur, consul général de Suisse, à Bruxelles ; Bezzola, conseiller national, à Coire ; Favey, professeur et avocat, à Lausanne ; Herzog-Weber, conseiller aux Etats, à Münster (Lucerne) ; Jeanhenry, conseiller national, à Neuchâtel ; Morel, juge fédéral, à Lausanne ; d'Orelli, professeur à Zurich ; Scherb, procureur général de la Confédération, à Berne ; Stooss, professeur et juge d'appel, à Berne ; Zürcher, professeur, à Zurich.

La commission a siégé à Berne, du 14 au 23 avril 1890, sous la présidence de M. Ruchonnet, chef du département de justice et police. Après s'être prononcée d'emblée à l'unanimité pour l'élaboration d'une loi sur l'extradition, elle est entrée en matière sur l'avant-projet de M. Rivier, dont elle a discuté, article par article, toutes les dispositions, en examinant en même temps un certain nombre d'amendements que M. le juge fédéral Morel avait eu l'obligance de présenter à l'avance.

Le conseil fédéral n'a pas hésité à partager la manière de voir unanime de ses experts. Le projet de loi qu'il a l'honneur de vous soumettre est, à quelques modifications près, conforme à celui qui est résulté des débats de la commission consultative.

Les explications qui vont suivre vous fourniront, nous aimons à le croire, tous les renseignements et toutes les justifications nécessaires pour apprécier l'économie du projet dans son ensemble et la raison d'être et la portée de ses différentes positions.

Quelques observations pour terminer cet exposé général.

La loi que nous vous présentons ne règle que l'extradition entre la Suisse et les autres Etats ; elle ne s'occupe pas de l'extradition de canton à canton, laquelle, comme vous le savez, fait l'objet d'une loi particulière, du 24 juillet 1852, dont la revision a été demandée par la société des juristes, lors de sa réunion annuelle à Bellinzone, en 1887. Cette revision fera l'objet d'un travail distinct que nous entreprendrons dès que la question plus urgente de l'extradition internationale aura trouvé sa solution.

Cette solution, telle que nous vous la proposons, ne doit nullement consister en un remaniement de fond en comble des principes admis jusqu'ici en matière d'extradition. Nous nous sommes au contraire efforcés, ainsi que vous vous en convaincrez aisément, à innover le moins possible, nous bornant à consacrer législativement les expériences acquises par quarante années de pratique. Nous n'ignorons pas que cette pratique, qui est à peu près celle de tous les Etats civilisés, est aujourd'hui vivement critiquée par des savants de mérite. Une nouvelle école à qui peut-être appartient l'avenir, voudrait faire de l'extradition une simple question d'assistance judiciaire internationale, de juridiction cosmopolite, à traiter de tribunal à tribunal et dans laquelle les gouvernements n'auraient pas à s'immiscer. Nous n'avons pas cru devoir entrer dans les vues de cette nouvelle théorie ; en matière internationale, plus que dans tout autre domaine, il faut compter avec ce qui est et non avec ce qui sera ou qui devrait être. L'extradition, telle qu'elle se pratique encore aujourd'hui, avec la multiplicité et la variété des traités en vigueur, est un service beaucoup trop compliqué pour pouvoir se passer de l'intervention constante du pouvoir central, réunissant tous les fils entre ses mains, remettant toutes choses au point, redressant les erreurs et les vices de forme, faisant compléter les lacunes et liquidant tous les incidents imprévus, avec la célérité et la sûreté de main qu'il est seul à même d'acquiescer grâce au grand nombre de cas dont il est appelé à s'occuper. Nous avons donc maintenu à l'extradition son caractère d'acte de souveraineté, partant d'affaire diplomatique, d'affaire d'Etat. Mais cela ne nous a pas empêchés de reconnaître qu'il existe dans cette matière un ensemble de questions d'ordre essentiellement juridique dont il convient d'attribuer l'appréciation aux autorités judiciaires : dans l'intérêt des personnes en cause, dont les droits

individuels seront mieux garantis de la sorte, et dans l'intérêt de notre indépendance nationale, mieux à l'abri des exigences et des pressions du dehors si certaines questions particulièrement délicates sont placées sous la compétence du tribunal fédéral. Aussi bien avons-nous cru devoir faire au tribunal fédéral la part plus large qu'elle ne l'était jusqu'à présent, tout en conservant néanmoins à sa juridiction dans cette matière le caractère qu'elle revêt actuellement, savoir celui d'une cour de droit public.

Une autre concession importante que nous faisons à la nouvelle école et qui consacre un progrès nécessaire dans une époque aux communications rapides, c'est la place que nous attribuons à l'arrestation provisoire sur réquisition directe de tribunal à tribunal. Ce mode de procéder, simplement toléré à l'origine, a été admis dans tous les traités de date récente ; grâce à lui, les poursuites précédant l'extradition peuvent acquérir la promptitude qu'une correspondance purement diplomatique ne saurait leur donner.

Remarquons enfin, pour éviter tout malentendu, que la présente loi ne doit en aucune façon rendre superflus les traités et les déclarations de réciprocité. Elle tend au contraire à les favoriser, à les faciliter, en leur servant de programme et en leur fournissant un cadre solide que les traités rempliront par des dispositions plus détaillées, d'après les relations qui existent entre la Suisse et les Etats co-contractants, la situation, l'état juridique et législatif de ces Etats. L'assemblée fédérale veillera à ce que les traités soient conformes au programme et le conseil fédéral, de son côté, n'échangera à l'avenir aucune déclaration dont le contenu ne soit couvert par les dispositions de la loi.

### Exposé des motifs

Le projet a pour titre : *Loi fédérale sur l'extradition aux Etats étrangers*.

Au point de vue strictement grammatical, les mots « aux Etats étrangers » sont superflus, car le mot même d'« extradition » indique qu'il s'agit d'une remise à un gouvernement étranger : telle est la définition de l'Académie française. Dans l'intérieur d'un Etat fédératif, l'expression n'est pas appropriée. Mais comme, à tort ou à raison, nous possédons déjà une loi fédérale, réglant la remise des malfaiteurs et des prévenus de canton à canton et intitulée simplement « loi fédérale sur l'extradition de malfaiteurs ou d'accusés », il est nécessaire d'ajouter ici les mots « aux Etats étrangers » pour distinguer cette loi-ci de l'autre.

Art. 1<sup>er</sup>. — Le premier alinéa pose un principe qui, sans avoir été formellement reconnu jusqu'ici en théorie, a gagné d'année en année du terrain dans la pratique et est devenu, en réalité, tellement prépondérant que la théorie contraire serait en contradiction directe avec l'état de fait : c'est que le domaine tout entier de l'extradition est, de par son caractère international, une affaire fédérale et rentre dans les attributions des pouvoirs fédéraux, sans qu'il y ait lieu de distinguer à ce sujet entre le cas où l'extradition a lieu en vertu d'un traité et les cas où il n'y a pas de traité. Cette distinction, établie à l'origine (1) et qui jusqu'en 1875 apparaissait sporadiquement dans les déclarations du conseil fédéral (2), n'a plus sa raison d'être, du moment que le conseil fédéral a pu, à son gré, étendre le cercle de sa compétence par des déclarations de réciprocité. La distinction est d'ailleurs illogique : l'extradition est une obligation émanant du droit des gens ; à ce titre, tout cas d'extradition, qu'il relève ou ne relève pas d'un traité, rentre dans le domaine des relations extérieures, partant dans le domaine fédéral. La question de savoir si et moyennant quelles garanties il convient d'agréer une demande d'extradition faite en dehors des traités n'intéresse pas uniquement

(1) Premier rapport de gestion, p. 117 et 118. F. féd. 1850, III.

(2) F. féd. 1870, II. 1116, n° III ; 1875, I. 123.



le canton de refuge, mais la Confédération tout entière; elle ne saurait être abandonnée à l'appréciation d'un gouvernement cantonal.

Aux termes de cet alinéa, c'est le conseil fédéral qui ordonne l'extradition. Nous verrons à l'article 24 qu'en cas d'opposition, c'est le tribunal fédéral qui décide s'il y a lieu ou non d'extrader. Mais même dans ce cas, le rôle du tribunal fédéral, bien que prépondérant et décisif au fond, dans la forme, passe au second plan; c'est une affaire de ménage intérieur. Vis-à-vis de l'étranger, le conseil fédéral seul apparaît comme parlant et agissant, lui seul est compétent pour recevoir la demande d'extradition et pour y donner suite; il est donc exact de dire qu'en tout état de cause c'est lui qui livre. A l'intérieur, il est vrai, sa compétence est formellement limitée par « les conditions résultant des dispositions de la présente loi »; elle est, notamment, sur les points essentiels, subordonnée aux décisions du tribunal fédéral.

Dans la règle, le conseil fédéral n'utilise de sa compétence que sous la réserve de réciprocité. Cette condition toutefois n'est pas absolument obligatoire. La Suisse aura généralement tout intérêt à la stipuler; mais il peut arriver que, pour des raisons d'ordre intérieur, tel ou tel Etat se trouve dans l'impossibilité matérielle de promettre d'une manière formelle la réciprocité. Convient-il en pareil cas de se lier les mains et de s'interdire à soi-même l'extradition, quelque intérêt qu'on y ait? Nous ne le pensons pas. Comme l'a dit très justement M. Rivier, l'extradition n'est pas seulement prononcée et accordée dans l'intérêt du requérant, c'est aussi dans son propre intérêt que l'Etat livre les prévenus, accusés ou coupables, qui sont réclamés par l'Etat compétent pour les juger ou punir, car l'Etat de refuge n'a rien à gagner, aujourd'hui, à devenir ce que la commission italienne a pittoresquement nommé une « cloaca maxima » de personnes suspectes et criminelles. Il ne faut donc pas que le conseil fédéral soit lié par la loi, de manière à devoir refuser l'extradition à un Etat qui ne voudrait ou ne pourrait pas promettre la réciprocité; il faut qu'il soit libre et apprécie, suivant les cas, si, sans réciprocité, l'extradition est utile ou opportune. Telle est actuellement l'opinion générale, et l'Institut de droit international, siégeant à Oxford en 1880, l'a énoncée après mûres délibérations en ces termes : « La condition de réciprocité, en cette matière, peut être commandée par la politique; elle n'est pas exigée par la justice » (thèse 3 d'Oxford).

L'extradition n'a lieu que si l'individu réclamé est un étranger. Le Suisse, en effet, ne sera jamais livré. Un article spécial, l'article 2, est consacré à ce principe, qui est trop important pour qu'on puisse se borner à l'énoncer en passant.

L'article dit : Tout étranger. Il ne distingue pas entre l'étranger ressortissant à l'Etat requérant et l'étranger ressortissant à un Etat tiers. Des traités pourront établir des différences; un Etat pourra se faire promettre que la Suisse l'avertira si un de ses citoyens est réclamé; le droit des conventions est libre en cette matière, et le conseil fédéral ne doit pas être lié par la loi, qui ne saurait d'ailleurs entrer dans ces détails. Aujourd'hui, du reste, on attache moins d'importance qu'autrefois à la demande d'extradition et à l'extradition opérées au sujet d'un ressortissant chez des tiers et de la part de tiers.

Les mots : « poursuivi, mis en prévention ou accusation ou condamné par les tribunaux compétents de l'Etat requérant » indiquent les phases différentes dans lesquelles peut se trouver la poursuite contre l'individu réclamé.

« Par les tribunaux compétents de l'Etat requérant. » Pour que l'extradition se justifie, il faut que l'Etat requérant soit compétent pour réprimer l'acte incriminé. Mais cette compétence n'a pas besoin, dans une loi, d'être précisée avec plus de détail. Ce serait même dangereux, les différents pays n'ayant pas de règles uniformes à ce sujet : les uns, comme l'Angleterre et les Etats Unis, pratiquent le système territorial; d'autres ajoutent à la compétence territoriale une compétence personnelle fondée sur la nationalité d'un



délinquant. Le cas naturel et le plus fréquent de beaucoup sera celui où l'infraction a été commise sur le territoire de l'Etat requérant. En cas de contestation, c'est le tribunal fédéral qui examinera si la condition de compétence est réalisée. S'il reconnaît que l'Etat requérant n'est pas compétent pour poursuivre l'individu réclamé, l'extradition sera refusée (article 24). La compétence se justifie naturellement d'après la loi de l'Etat requérant; on exigera que cette loi ne soit pas en contradiction avec la loi suisse (thèse 8 d'Oxford).

L'alinéa 2 donne au conseil fédéral le pouvoir de promettre la réciprocité, si l'Etat duquel il requiert, sans traité, une extradition lui pose cette condition.

Cette disposition, tout en consacrant et légitimant une pratique ancienne dont la nécessité impérieuse avait jusqu'ici plus ou moins excusé l'irrégularité, lui assigne un champ d'action déterminé en obligeant le conseil fédéral à se conformer à certains principes : les promesses de réciprocité ne pourront désormais être données que dans les limites de la loi ; leur contenu devra forcément concorder avec les principes sanctionnés à l'avance par les chambres fédérales et par le peuple suisse. Ainsi limitées, les promesses de réciprocité sont aussi légitimes qu'indispensables. Il existe, en effet, encore une vingtaine d'Etats avec lesquels la Suisse n'est point encore parvenue à conclure des traités d'extradition. Lorsque des délinquants se réfugient de Suisse dans un de ces pays, il faut pour le moins être en mesure d'offrir à celui-ci la réciprocité, si l'on veut obtenir de sa part l'extradition du fugitif.

L'échange de déclarations de réciprocité n'en demeurera pas moins un pis-aller auquel la conclusion d'un véritable traité — telle qu'elle est prévue par l'alinéa 3 — sera toujours préférable. « L'extradition n'est pratiquée d'une manière sûre et régulière que s'il y a des traités, et il est à désirer que ceux-ci deviennent de plus en plus nombreux » (thèse 4 d'Oxford).

Nous entendons soumettre les traités au même régime que les déclarations de réciprocité : ils ne pourront, eux aussi, être conclus que dans les limites des dispositions de la présente loi. On a critiqué cette clause comme portant atteinte aux prérogatives de l'assemblée fédérale; on a fait valoir que, dans notre droit public, les traités équivalent aux lois et qu'il peut toujours être dérogé par un traité aux lois existantes; que l'assemblée fédérale doit être absolument libre de sanctionner tout engagement international quelconque sans avoir à se préoccuper s'il est conforme à la législation nationale.

Ces objections, nous le reconnaissons volontiers, ont une certaine valeur. Il est exact que nous avons vu des traités déroger à nos lois. Mais cet état de choses, s'il a pu être excusé par des considérations d'ordre supérieur, n'en est pas moins irrégulier, et si, dans un domaine, nous pouvons nous en passer, mieux vaut le faire. La loi est faite précisément pour donner le programme, le cadre des traités; si ce cadre peut être librement outrepassé, la loi perd sa principale raison d'être. Et d'ailleurs, être lié, avoir une ligne de conduite tracée à l'avance, n'est-ce pas là justement le plus précieux avantage que nous retirons d'une fixation autonome des règles présidant à l'extradition? Si, malgré la loi, ces règles peuvent être remises en question à chaque nouvelle négociation de traité, à quoi bon alors faire une loi? Il arrivera certes un moment où telle ou telle disposition de la loi nous paraîtra gênante, où nous jugerons désirable de la modifier en vue d'une entente avec tel ou tel pays; ainsi, par exemple, si nous avions jamais l'intention de stipuler l'extradition des nationaux. Mais il suffira, dans ce cas, de réviser la loi. Ce mode de procéder sera suffisamment expéditif et, ce qui est l'essentiel, infiniment plus correct que l'abrogation ou la modification indirecte de la loi par la voie détournée d'un traité.

Alinéa 4. — L'existence d'un traité ne doit point exclure l'échange de déclarations complémentaires. Cette disposition découle naturellement du principe, inscrit en tête de cet article, que l'extradition peut être accordée même sans traité. A plus forte raison peut-elle être accordée à un pays avec

qui il existe déjà une entente partielle, fixée dans un traité imparfait. Pour que, dans un cas particulier, il en fût autrement, il faudrait que la Suisse et son co-contractant, en concluant le traité d'extradition, lui eussent donné un caractère strictement limitatif, en s'interdisant de demander et d'accorder l'extradition pour un délit non prévu par le traité, — ce qui, évidemment ne se présumera pas.

Art. 2. — Le 1<sup>er</sup> alinéa consacre le principe de la non-extradition des nationaux. Nous ne saurions mieux justifier cette disposition que par les considérations ci-après, extraites de l'exposé de M. Rivier.

« La mode, écrit M. Rivier, est aujourd'hui, dans la doctrine, à l'extradition des nationaux ; des auteurs des plus respectables se prononcent dans ce sens, et cela s'accorde à merveille avec l'idée que les frontières sont en train de disparaître. Au point de vue du droit pénal, et même au point de vue du droit des gens idéal, il est incontestable que l'extradition des nationaux serait juste et logique. On remarque en outre que tel était l'usage autrefois, et que le dogme de la non-extradition est d'origine fort récente ; que les Anglais, les Américains, les Scandinaves ne l'ont pas, ou pas complètement adopté.

« Cependant, à part les nations que je viens de nommer, aucune ne livre ses nationaux à la justice étrangère ; toutes stipulent dans leurs traités d'extradition qu'ils ne seront pas livrés. Nos traités sont tous rédigés dans ce sens, et même de canton à canton les nationaux, les ressortissants cantonaux ne sont pas livrés. Dans les pays qui nous sont limitrophes et avec lesquels nous pratiquons l'extradition presque tous les jours, le principe de la non-extradition des nationaux est absolument reçu. Il n'y a donc pas lieu, — pas encore lieu, si l'on veut, — pour nous, d'insérer dans notre loi le principe contraire.

« Au reste, le sentiment public, l'instinct populaire, ce mot pris dans son sens le plus relevé, ne comprend pas, — pas encore, — l'extradition des nationaux. On y voit, à tort le plus souvent, une dureté, presque une lâcheté. Et le droit des gens actuel, réel, est conforme à ce sentiment. L'Etat, en vertu de son droit de conservation, a le droit de conserver ses nationaux, et le devoir de les protéger.

« Le principe proclamé, il n'y a pas de distinction à faire. Quand la demande d'extradition parvient au conseil fédéral, l'individu réclamé est-il Suisse ? Il ne sera pas extradé. Peu importe qu'il ne le fût pas encore au moment de l'infraction. On ne peut guère admettre l'hypothèse selon laquelle il serait naturalisé entre la production de la demande et le moment de la décision sur cette demande ; mais si on voulait l'admettre, il faudrait dire encore : on ne le livrera pas.

« Je crois même que si le citoyen réclamé renonçait à opposer sa nationalité suisse, le conseil fédéral devrait, le sachant, refuser néanmoins l'extradition. L'Etat applique son droit pour lui-même, pour l'ensemble, et il n'appartient pas à un citoyen d'empêcher cette application. L'Etat a des motifs et des raisons en lui-même, indépendants de la volonté du citoyen. Je crois que la teneur impérative et absolue du premier alinéa est justifiée, et je n'admets pas, pour la Suisse, dans l'état actuel, les thèses 6 et 7 d'Oxford (1), au moins en pratique, malgré la sagesse de leur rédaction.

« Il va sans dire, d'après les principes généraux du droit, que la question de la nationalité suisse sera décidée selon le droit suisse. »

Alinéa 2. — La non-extradition des nationaux a pour corrélatif, en même temps que pour correctif, l'engagement que prendra le conseil fédéral, sur

(1) La thèse 6 porte : « Entre pays dont les institutions criminelles reposent sur des bases analogues et qui auraient une mutuelle confiance dans leurs institutions judiciaires, l'extradition des nationaux serait un moyen d'assurer la bonne administration de la justice pénale, parce qu'on doit considérer comme désirable que la juridiction du *forum delicti commissi* soit autant que possible appelée à juger. »

une demande de l'Etat requérant, de faire juger en Suisse le citoyen suisse dont il refuse l'extradition en raison de sa nationalité. Mais en vertu du principe « *non bis in idem* », cet engagement doit être subordonné à une condition : c'est que l'Etat requérant renoncera, de son côté, à exercer des poursuites et même à exécuter une condamnation que ses tribunaux auraient déjà prononcée auparavant pour le même fait. L'Etat requérant qui s'est ainsi engagé par sa demande de poursuite ne retrouve sa liberté d'action que dans un seul cas : c'est celui où la condamnation prononcée, le cas échéant, par l'Etat requis n'aurait pas été suivie d'exécution. On comprend aisément, en effet, que si le citoyen suisse s'évade, on ne saurait enjoindre à l'Etat requérant de considérer sa justice comme satisfaite.

Il est à prévoir que certains Etats, étant donné leur législation, refuseront de nous fournir l'assurance telle qu'elle est formulée dans cet article. Ainsi le gouvernement français nous a encore déclaré l'an dernier, dans l'affaire Dousse, qu'il pouvait bien dans un cas pareil s'engager à ne pas commencer des poursuites, mais que, une fois l'information judiciaire ouverte, ses autorités judiciaires ne pouvaient en aucun cas renoncer à la mener à chef (F. féd. 1890, II. 170, n° 12). Le gouvernement allemand a également refusé de renoncer, en pareil cas, à l'exercice de sa compétence territoriale (F. féd. 1876, II. 343, n° 8). Le gouvernement belge s'est simplement engagé à imputer, le cas échéant, la peine prononcée en Suisse sur celle prononcée en Belgique. Nous nous sommes contentés de cette déclaration dans le cas Lecomte (F. féd. 1887, II, 67, n° 23) ; avec la rédaction que nous proposons, elle ne sera plus envisagée comme suffisante. Il pourra donc arriver que des Suisses qui se seront réfugiés au pays après avoir commis des infractions en France, en Allemagne ou en Belgique, parviendront à se soustraire à la peine qu'ils auront méritée ; mais cette éventualité, si regrettable qu'elle soit, ne nous est point imputable ; elle doit être mise à la charge de la législation des pays qui, avec un défaut évident de logique, se réclament de notre justice, sans pourtant avoir en elle assez de confiance pour lui faire le sacrifice de leur propre juridiction. Ce sont là, du reste, des exceptions qui tendent à disparaître ; nos traités plus récents avec Monaco, la Serbie, les projets de traité avec la République argentine et avec l'Autriche contiennent tous une clause excluant la possibilité d'une double répression. La France s'y ralliera, dès que sa législation intérieure dont elle a entrepris la révision le lui permettra.

Alinéa 3. — Lorsque le conseil fédéral a pris envers un Etat étranger l'engagement prévu au deuxième alinéa, il importe qu'il puisse y faire honneur. Dans l'état actuel de notre législation pénale, ce n'a pas toujours été chose facile ; il ne se passe guère d'année sans que notre département de justice et police n'articule des plaintes à ce sujet (1). La difficulté provient de ce que certaines législations cantonales, celle de Berne par exemple, ne prévoient pas ou ne prévoient que pour un nombre très restreint de délits la répression des infractions commises par leurs ressortissants à l'étranger. Pour combler cette lacune il y a lieu, d'abord, de déterminer le for à qui il incombera de se substituer au for du délit commis et puis d'assimiler le Suisse, auteur d'un délit commis à l'étranger, à celui qui a commis le délit dans le pays, en prescrivant que la loi pénale qui atteindrait ce dernier lui sera également applicable. Tel est le but du 3<sup>me</sup> alinéa.

L'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, contient la liste détaillée des infractions de droit commun pouvant donner lieu à extradition, à la double condition qu'elles soient punissables tant selon la loi du canton de refuge que selon celle de l'Etat requérant (principe de la répression d'après les deux législations). Cette double condition se justifie par elle-même. L'Etat requis, en effet, ne saurait livrer un prétendu coupable qui pour lui est innocent et qu'il ne pourrait — s'il voulait, au lieu de livrer, le juger — ni poursuivre ni punir. Et l'Etat

(1) Voir F. féd. 1878, II. 704 ; 1879. II. 531 ; 1883, II. 990 ; II. 1890, 168.



requérant ne saurait réclamer un innocent auquel, d'après sa propre loi, il ne pourra rien faire. Mais pour que la condition que nous posons ici soit remplie, point n'est besoin que les faits dont il s'agit rentrent sous la même qualification dans les deux lois qui sont en présence, il suffit que dans l'une et l'autre ils soient classés au nombre des délits énumérés dans la liste comme donnant lieu à extradition (1).

On peut différer d'opinion sur l'utilité d'une liste des délits passibles d'extradition. Dans la commission d'experts, les avis ont été très partagés. Une minorité aurait voulu la supprimer, de crainte de ne pas la faire assez complète, et laisser aux traités le soin d'établir des énumérations détaillées, en se bornant à fixer dans la loi les exceptions, c'est-à-dire les délits exclus de l'extradition (délits politiques, délits militaires, infractions aux lois fiscales, etc.). La majorité a cependant jugé avantageux de dresser une liste type, et cela afin d'indiquer clairement au conseil fédéral jusqu'où il pourra aller dans la négociation des traités ou des déclarations de réciprocité et afin de lui fournir ainsi, au besoin, un appui contre des revendications excessives d'un autre Etat. Il résulte de là que, pour remplir son but, la liste doit nécessairement être limitative : les traités pourront en éliminer tels délits dont l'admission serait jugée inopportune, mais ils ne pourront rien y ajouter. La liste représentant ainsi un maximum, il importait de la faire aussi complète que possible. La commission d'experts a apporté à ce travail un soin tout particulier ; elle s'est surtout attachée à tourner les difficultés résultant de la grande diversité de la terminologie en droit allemand et en droit français. Elle ne s'est pas bornée aux infractions commises intentionnellement, mais elle a admis aussi un certain nombre d'infractions commises par négligence ou imprudence, et elle a aussi voué une attention spéciale aux actes constituant un danger public.

Alinéa 2. — On est généralement d'accord pour reconnaître que l'extradition est une mesure grave qui ne doit s'appliquer qu'aux infractions de quelque importance ; lorsqu'il s'agit d'un acte de peu de gravité, le délinquant est suffisamment puni par son exil volontaire ; ce serait abuser de l'extradition que de l'appliquer à un cas où la durée de l'arrestation provisoire dépasserait celle de la peine encourue.

Mais comment déterminer le minimum de gravité ? La chose est assez malaisée et, après avoir essayé de diverses rédactions, la commission d'experts y a finalement renoncé — sauf pour les cas où une condamnation est déjà intervenue — se bornant à poser le principe et laissant à la pratique ou aux traités le soin d'en déterminer plus exactement l'application. M. Rivier aurait voulu choisir comme mesure de la gravité la durée maximum de l'emprisonnement prévu dans l'une et l'autre des deux lois en présence ; son avant-projet n'admettait l'extradition que pour les infractions punissables « d'une peine dont le maximum est au moins d'une année d'emprisonnement tant selon la loi du canton de refuge que selon celle de l'Etat requérant. » Cette solution, séduisante au premier abord et qui a été adoptée dans notre projet de traité avec l'Autriche, a été écartée par cette considération que le maximum de la pénalité prévue ne saurait être considéré comme un indice suffisant du plus ou moins de gravité ou fait incriminé. Ainsi, par exemple, le code pénal de l'empire d'Allemagne prévoit un maximum de cinq ans d'emprisonnement pour le vol le plus insignifiant, dont l'auteur, en réalité, en sera quitte pour quelques jours de prison. Le maximum, on le voit, ne dit rien ; le tout est de savoir quelle est la peine dont sera réellement passible le fait en question, et cela, on ne l'apprend que par le jugement. C'est pourquoi la pénalité ne peut entrer en ligne de compte que lorsque la condamnation est déjà intervenue : si la peine prononcée est inférieure à deux mois de prison, la Suisse n'extraditera pas. Ce qui ne veut pas dire qu'elle extraditera dans tous les cas où la peine dépassera ce chiffre ; il

(1) Voir arrêts du tribunal fédéral, II. 492, 496 ; IV. 126 ; VIII. 292.



y aura notamment lieu de distinguer, à cet égard, entre les condamnations rendues en contradictoire et les condamnations par défaut ; ce n'est pas en vue de ces dernières, qui souvent sont excessives et hors de toute proportion avec la gravité du délit, que ce minimum de deux mois a été établi.

Une autre proposition émanée d'un membre de la commission consistait à choisir comme mesure de la gravité le chiffre du dommage, en excluant l'extradition pour les délits ayant causé un dommage inférieur à 50 (ou 100) francs. C'est le système suivi dans le traité avec l'Italie et dans celui avec le Portugal. Il a le défaut de ne s'appliquer qu'aux délits contre la propriété et de ne mesurer la gravité de l'infraction que d'après le résultat matériel en négligeant d'autres éléments tout aussi importants, tels que la récidive, etc. C'est pourquoi la commission a également repoussé cette solution. Celle qu'elle a adoptée en fin de compte aura peut-être le tort à vos yeux d'être par trop vague ; mais il n'y a guère moyen d'être plus précis tant que nous n'aurons pas en Suisse un code pénal unique dont l'échelle des peines puisse être prise pour base uniforme dans l'appréciation des délits.

L'article 4 apporte un tempérament nécessaire à la condition de la répression dans les deux pays. Cette condition, avons-nous dit à l'article précédent, se trouve remplie, alors même que le fait délictueux est qualifié différemment dans les deux législations. Mais il peut arriver que dans le pays de refuge tel fait soit, non pas seulement qualifié différemment, mais passé entièrement sous silence, non qu'il y soit envisagé comme licite, mais simplement parce que, en réalité, il ne se produit pas et qu'il n'existe par conséquent aucun intérêt pratique de le mentionner : tel est le cas, pour la Suisse, de toutes les infractions se rattachant à la navigation maritime, comme la piraterie, les actes occasionnant la perte ou la destruction d'un navire. Le silence des lois suisses sur les cas de ce genre ne saurait être interprété comme une justification ; il provient uniquement de circonstances de fait, résultant de la situation géographique du pays, et ne doit pas constituer un motif pour refuser l'extradition (1). C'est ainsi qu'en 1886 le gouvernement norvégien demanda l'extradition d'un capitaine de vaisseau accusé d'avoir fait échouer son navire et de l'avoir ensuite détruit par incendie pour bénéficier du montant de l'assurance, frauduleusement majorée. Le conseil fédéral n'aurait pas hésité à accorder l'extradition si l'accusé, qui réussit du reste à s'échapper, n'eût été citoyen suisse.

Art. 5. — Si l'on voulait pousser le principe de la répression dans les deux pays à ses dernières conséquences, il ne faudrait accorder l'extradition que sous la condition que la peine ne devra en tout cas pas dépasser le maximum de la peine applicable dans le pays requis. Mais ce serait aller trop loin : une répression plus sévère peut être justifiée par des circonstances particulières au pays requérant. Nous serions d'ailleurs souvent fort embarrassés, dans l'état actuel de notre législation pénale, d'indiquer la peine qu'entraînerait tel délit dans tel de nos cantons.

La question se présente différemment lorsque l'on envisage, non la durée, mais le genre de la peine. Il y a quelque chose de choquant à livrer un individu à une peine que l'on a abolie sur son propre territoire. C'est pour rendre hommage à ce sentiment de dignité et d'humanité que nous avons introduit dans le traité avec le Portugal une disposition statuant que « si le délit entraîne la peine de mort dans le pays requérant, les criminels ne seront extradés qu'à la condition de la commutation de cette peine ». A l'époque où fut conclu ce traité, la constitution fédérale interdisait la peine de mort ; aujourd'hui, cette interdiction constitutionnelle supprimée, la

(1) Thèse 11 d'Oxford : « En règle, on doit exiger que les faits auxquels s'applique l'extradition soient punis par la législation des deux pays, excepté dans les cas où, à cause des institutions particulières ou de la situation géographique du pays de refuge, les circonstances de fait qui constituent le délit ne peuvent se produire. »

Suisse serait mal venue à déclarer qu'elle ne tolère pas la peine de mort à l'étranger, alors qu'elle la tolère à l'intérieur.

C'est par ce motif que la commission d'experts, dans sa majorité, a cru devoir restreindre le principe à la base de cet article aux seules peines corporelles ; celles-ci étant formellement réprochées par la constitution, il ne nous messied point de déclarer que la Suisse ne livrera personne à la fustigation. Nous nous sommes associés à cette manière de voir. Vous apprécierez s'il convient d'aller plus loin. Mais, quelle que soit votre décision, il est bien entendu que rien ne nous empêchera de réaliser par la voie des traités ce que nous n'aurons pas voulu proclamer dans la loi. Les traités pourront aller plus loin que la loi et exclure la peine capitale dans tout cas d'extradition.

Art. 6. — Cette disposition figure également dans le projet de loi français et dans le projet italien ; elle est conforme au principe de la répression d'après les deux législations : la prescription la plus courte doit profiter à l'individu réclamé. L'extradition sera donc refusée lorsque, d'après l'une ou l'autre des législations, l'action ou la peine est prescrite. L'Etat requérant, en effet, ne peut réclamer un individu qu'il ne peut plus poursuivre ou punir ; l'Etat requis, de son côté, ne peut livrer un individu qu'il ne pourrait, s'il le voulait, juger ou punir.

Art. 7. — Cet article consacre le principe de la spécialité de l'extradition, sur lequel, aujourd'hui, l'on est généralement d'accord : l'extradé ne pourra être poursuivi dans le pays requérant que pour les actes incriminés dans la demande d'extradition. Si le pays requérant désire le juger aussi pour d'autres faits, il devra formuler de ce chef une nouvelle demande (1), laquelle sera soumise, de la part de l'Etat requis, aux mêmes conditions que la première.

Il convient cependant de ne rien exagérer et de ne pas pousser la méfiance à l'extrême. Nous ne voyons aucun inconvénient à ce que les tribunaux de l'Etat requérant comprennent dans leur jugement des délits connexes à l'infraction pour laquelle l'extradition a été accordée, pourvu que ces délits ne soient pas du nombre de ceux à l'égard desquels l'extradition est formellement exclue, tels que les délits politiques ou militaires. Ainsi, un militaire qui aura déserté en emportant la caisse de sa compagnie ne pourra être jugé que du chef du détournement et non celui de la désertion ; mais l'individu extradé en raison d'un faux pourra être condamné à la fois pour tous les faits semblables que l'enquête et les débats auront depuis relevés à sa charge, et même pour d'autres faits connexes, constituant soit une circonstance aggravante, soit dégénérescence de l'accusation principale (2).

Nous ne voyons non plus pourquoi le bénéfice de la spécialité s'étendrait aux faits postérieurs à l'extradition. Tout ce que l'extradé a pu commettre depuis son extradition est une affaire à régler entre lui et le pays auquel il a été livré et dans laquelle la Suisse n'a plus à s'ingérer. Si nous pouvions croire l'autre Etat capable de persécuter injustement l'extradé sous prétexte d'infractions postérieures, mieux vaudrait s'interdire d'emblée toute extradition à un pays dont la justice serait à ce point suspecte. La même considération nous engage à admettre aussi, comme exception à la spécialité, le cas où l'extradé consent volontairement à être jugé pour d'autres faits. Nous n'avons pas lieu de supposer que ce consentement puisse lui être extorqué ; de pareilles suppositions sont incompatibles avec la mutuelle con-

(1) Thèses d'Oxford, nos 22 et 23 : « Le gouvernement qui a obtenu une extradition pour un fait déterminé est, de plein droit et sauf convention contraire, obligé de ne laisser juger ou punir l'extradé que pour ce fait. Le gouvernement qui a accordé une extradition peut ensuite consentir à ce que l'extradé soit jugé pour des faits autres que celui qui avait motivé sa remise, pourvu que ces faits puissent donner lieu à l'extradition. »

(2) Voir F. féd. 1864, I. 384.

fiance des Etats civilisés dans leurs institutions judiciaires respectives, qui forme la base et la raison d'être de tout le système de l'extradition. Comme l'a fait observer M. Rivier, l'extradé sur lequel plane un soupçon peut lui-même avoir tout intérêt à faire éclater son innocence, et l'Etat qui l'a extradé ne doit pas, en s'opposant à un procès auquel lui-même consent, lui en ôter la possibilité.

Enfin l'extradé qui ne quitte pas le territoire dans un délai déterminé après son élargissement, sera réputé renoncer au bénéfice de la spécialité. Ce n'est que justice. On ne saurait obliger un Etat de tolérer indéfiniment chez lui un individu contre lequel il a de sérieux griefs. L'extradé qui n'a pas usé à temps de sa liberté pour quitter le pays est dans le même cas que celui qui y est venu librement, et dès lors passible de nouvelles poursuites.

Art. 8. — L'interdiction de l'extradition, par l'Etat requérant, à un Etat tiers, sans l'assentiment de l'Etat requis, est une conséquence logique du principe de la spécialité de l'extradition; voir, par exemple, le cas Dürrieh et Leroy, arrêts du tribunal fédéral, III. 408 à 411.

Art. 9. — La réserve faite à l'égard des tribunaux d'exception s'impose. L'extradition, avons-nous déjà dit, a pour base la confiance réciproque des Etats civilisés en l'impartialité de leurs autorités judiciaires. Cette confiance n'existe qu'à l'égard des tribunaux ordinaires et réguliers, tandis que tout tribunal d'exception, constitué pour les besoins de la cause, est fatalement suspect de partialité. Remarquons toutefois, que le terme de « tribunal d'exception » ne comprend nullement les tribunaux spéciaux institués régulièrement pour certaines classes de la population, tels que les tribunaux militaires.

Le congrès d'Oxford a lié la question des tribunaux d'exception avec celle des délits politiques à propos desquels, en effet, elle trouve sa principale application (1). Il nous a semblé, cependant, que ces deux questions sont indépendantes l'une de l'autre et que la disposition relative aux tribunaux d'exception, étant d'une portée générale, mérite de faire l'objet d'un article distinct.

L'article 10 règle la question si controversée du droit d'extradition appliqué aux délits politiques.

Tel que nous vous le soumettons, cet article est le résultat d'une transaction entre les opinions assez opposées de nos experts; il constitue un moyen terme entre des points de départ différents dont la conciliation avait semblé au premier abord impossible. Mais le commun désir de trouver une solution qui tienne compte en une juste mesure de tous les scrupules et de toutes les revendications légitimes a finalement abouti à un accord quasi unanime auquel nous avons cru devoir prêter les mains, moyennant une légère modification que nous justifierons tout à l'heure.

Voici en quels termes la question s'est présentée au sein de la commission.

Le principe même, cela va bien sans dire, était hors de cause et personne n'a songé à le combattre: les infractions politiques proprement dites — celles qui portent atteinte uniquement à l'ordre politique de l'Etat où elles sont commises — ne doivent pas donner lieu à l'extradition. C'est là un point sur lequel aujourd'hui tous les Etats sont d'accord et que l'on peut considérer comme un axiome du droit des gens découlant du principe de la non-intervention. Nous pouvons dire avec M. Serment (2) que, pour ces

(1) Thèse 15: « En tout cas, l'extradition pour crime ayant tout à la fois le caractère de crime politique et de crime de droit commun ne devra être accordée que si l'Etat requérant donne l'assurance que l'extradé ne sera pas jugé par les tribunaux d'exception. »

(2) Rapport présenté à la XVIII<sup>e</sup> assemblée de la société suisse des juristes en septembre 1880. Berne, Stampfli, p. 122.



délits politiques spécifiques, la question ne se soulève même pas et qu'il n'y aurait pas besoin d'une exception à leur égard; ils se trouvent déjà exclus par le fait d'être omis dans l'énumération limitative des infractions passibles d'extradition, contenue à l'article 3.

Aussi bien reconnaît-on généralement que quand les traités ou les lois exceptent de l'extradition les délits politiques, ce ne sont pas tant les infractions purement politiques que vise cette disposition, mais les infractions mixtes, ou complexes, ou connexes, les infractions politiques relatives, comme dit une terminologie récente, les cas, de diverses nuances, où il y a, à côté d'un délit commun ou dans ce délit, un élément politique, voire même un véritable délit politique concurrent. C'est là que dans le langage de certains de nos traités on appelle les actes « ayant un caractère politique ».

Que faut-il entendre par « caractère politique » et quel est exactement le critérium, la portée juridique de ce terme? Les controverses qui divisent à ce sujet le monde des jurisconsultes se sont reflétées dans le sein de notre commission consultative: pour les uns, le caractère politique réside dans le but de l'acte ou, ce qui, pratiquement, revient à peu près au même, dans son objet (autrement dit dans le « sujet passif » du délit); d'autres étendent la qualification de « politique » à tout acte dont l'auteur a obéi à un mobile d'ordre politique; pour d'autres enfin, le caractère politique résulterait uniquement des circonstances extérieures; ils taxent de délit politique tout délit commun qui a été perpétré au cours et sous l'influence d'une guerre civile ou d'une insurrection.

Toutes ces définitions ont trouvé des représentants dans la commission et chacune d'elles correspondait à une proposition distincte sur la question de l'extradition, tant il est vrai que, dans cette matière, comme la fort bien dit M. Charles Soldan (1), les définitions sont toujours dictées d'avance par les conclusions pratiques auxquelles leurs auteurs entendent arriver.

Mais, tout en procédant d'appréciations diverses, les différentes solutions proposées ont cependant présenté certains points de contact sur la base desquels l'entente a pu s'établir.

On s'est, en effet, toute définition à part, trouvé d'accord sur deux points: personne n'a contesté en principe que l'immunité accordée aux délits politiques ne doive pas s'appliquer aussi dans une certaine mesure aux délits politiques relatifs; et tous les experts ont plus ou moins reconnu d'autre part que ce principe comporte certains tempéraments et que l'on ne saurait proclamer comme règle générale la non extradition de tout individu dont le délit de droit commun contient un élément politique. Telles sont les deux limites extrêmes entre lesquelles le débat s'est circonscrit.

La Suisse ne saurait, en effet, sans renier toutes ses traditions, n'accorder l'asile qu'aux délits exclusivement politiques et s'engager de la sorte à livrer tout individu qui aura à sa charge une infraction de droit commun accompagnant le délit politique. Jamais notre peuple ne souscrira à la clause introduite en 1883 dans les traités entre la Russie et la Prusse et la Bavière, d'après laquelle « la circonstance que le crime ou délit, à raison duquel l'extradition est demandée, a été commis dans un but politique, ne pourra, en aucun cas servir de cause pour refuser l'extradition ».

Accepter cette clause, ce serait prétendre, contrairement à tous les enseignements du passé, que les bouleversements politiques dont est faite l'histoire des peuples auraient pu et pourront s'accomplir sans la moindre entorse au droit commun; ce serait abaisser les grands drames historiques au niveau des faits et gestes de la vie individuelle.

Aussi la plupart des auteurs n'ont-ils pas hésité à qualifier de réactionnaire

V. aussi Lammasch. Le droit d'extradition appliqué aux délits politiques; traduit par Weiss et Lucas; p. 30, p. 43 et suiv.

(1) Charles Soldan. L'extradition des criminels politiques. Paris, horin, 1882, p. 14.



et d'excessive la clause du traité russo-prussien (1). Une pareille disposition, équivalant de fait à une sorte d'alliance et d'assurance mutuelle, peut avoir sa raison d'être dans les relations particulières existant entre deux Etats liés par la communauté de leurs vues politiques, par l'identité de leurs institutions ; comme règle du droit des gens, valable entre toutes les nations, elle ne se justifie pas. Les institutions politiques des Etats européens sont encore trop disparates pour qu'un pays puisse pousser à ce point la solidarité internationale sans sacrifier son indépendance. Comme l'a dit M. Rivier, « l'exclusion des délits relatifs de l'obligation et de la faculté d'extrader est maintes fois légitime. Vouloir la supprimer d'une manière générale, serait, actuellement, absurde ».

Ce principe nettement posé, convient-il d'y apporter, législativement ou par la voie des traités, certains tempéraments ?

La Suisse, jusqu'à ces derniers temps, avait estimé que non ; elle s'est constamment refusée, par exemple, à admettre la fameuse clause insérée dans la plupart des traités, à la suite de la loi belge de 1836, aux termes de laquelle le meurtre, l'assassinat ou l'empoisonnement du chef d'un gouvernement étranger ou d'un membre de sa famille ne devra jamais être considéré comme un délit politique.

Est-ce à dire que la Suisse aurait, le cas échéant, refusé en tout état de cause l'extradition d'un régicide ? Telle n'a jamais été sa prétention. Elle voulait seulement, dans chaque cas particulier, « examiner toutes les circonstances du crime qui ferait l'objet de la demande, avant de prendre une décision quelconque » (2). Elle tenait simplement à maintenir intacte son entière liberté d'appréciation ; elle entendait ne rien préjuger ; et son refus était d'autant plus justifié que l'engagement qu'on lui suggérerait aurait été unilatéral, sans bénéfice de réciprocité. La clause belge portait d'ailleurs par trop l'empreinte de son origine ; c'était une loi de circonstance, une loi d'expédient, qui, loin de proclamer un principe, se bornait à créer en faveur de quelques personnes un privilège incompatible avec l'idée d'égalité des citoyens qui est à la base de notre droit public.

Ces défauts n'ont pas échappé aux jurisconsultes ; la critique a fait valoir avec beaucoup de raison que si le sentiment qui a dicté la clause belge est vraiment légitime, il convient de lui donner toute son application et de proscrire, non seulement le cas isolé du régicide, mais l'assassinat politique en général. C'est vers ce but, en effet, que depuis une vingtaine d'années les adversaires de la doctrine absolue de la non-extradition ont concentré leurs efforts ; et ces efforts, il faut bien le dire, ont été puissamment secondés ces derniers temps par tous ces crimes odieux, commis au nom de visées politiques ou sociales plus ou moins chimériques et dont l'apparition soudaine, formant un si singulier contraste avec les tendances pacifiques et humanitaires de notre époque, a jeté l'épouvante dans l'opinion publique. La conscience juridique des nations civilisées n'admet pas que les auteurs de si abominables forfaits puissent s'assurer l'impunité en franchissant la frontière ; et l'esprit de conservation qui anime la société lui enjoint de réagir en commun contre un danger commun dont la gravité impose le silence aux scrupules et aux défiances de nation en nation.

Jamais l'assassinat n'avait été proclamé avec un pareil cynisme, non pas comme la dernière ressource, *ultima ratio* d'un parti opprimé et aux abois, mais comme le procédé régulier et normal d'une tactique de combat, comme l'arme ordinaire à employer indistinctement contre le premier venu, contre le plus paisible et le plus inoffensif des citoyens, à seule fin de répandre la terreur parmi les populations. La réaction naturelle contre des prétentions aussi révoltantes ne s'est pas fait attendre : sous l'impression de tant de forfaits, la tendance de restreindre le principe de la non-extradition, en exceptant de cette immunité les crimes vulgaires, a gagné du terrain et paraît

(1) V. Lammasch, dans le *Handbuch des Völkerrechts*, de Holtzendorff, tome III, p. 508.

(2) Message touchant le traité d'extradition avec la France (F. féd. 1869. III. 475).

avoir réuni aujourd'hui l'assentiment des premières autorités dans le domaine du droit international. « Il devieat indispensable », dit un représentant de cette école (1), « d'énumérer dans les textes du droit criminel les faits « que réproouve la conscience moderne, quelles que soient les circonstances « dans lesquelles ils se sont produits, de telle sorte que le but, même politique « que et irréprochable, qu'ils poursuivent, ne puisse les innocenter. »

Déjà en 1868, une commission réunie par le gouvernement anglais proposait d'exclure de l'exception faite en faveur des délits politiques l'assassinat et la tentative d'assassinat.

Cette idée fut reprise en 1881 par le gouvernement russe qui proposa la convocation d'un congrès européen en vue d'insérer dans tous les traités la disposition suivante : « Aucun cas d'assassinat ou d'empoisonnement, ni de tentative, complicité ou préparation d'un pareil crime, ne pourra être désormais réputé délit politique. »

Le congrès n'eut pas lieu, mais, quatre ans après, la Russie obtint du moins de la Prusse et de la Bavière les engagements relatés plus haut dont la portée s'étend bien au delà de la proposition russe de 1881.

Entre temps, l'Institut de droit international, dans sa réunion d'Oxford, en 1880, avait formulé en ces termes son opinion sur la question : « Les faits qui réunissent tous les caractères de crimes de droit commun (assassinat, incendie, vol) ne doivent pas être exceptés de l'extradition à raison seulement de l'intention politique de leurs auteurs. » (Thèse 14 d'Oxford, lettre a.)

La thèse ci-dessus, comme on le voit, pousse encore plus loin la restriction du droit d'asile en ajoutant à l'assassinat l'incendie et le vol. Des auteurs, plus modérés dans leurs revendications, ont proposé de limiter l'exception à l'assassinat commis avec guet-apens (y compris l'empoisonnement), en accordant, au contraire, le bénéfice de l'asile au meurtre commis dans une rencontre ouverte. « Toutes les législations », écrit M. Lammasch (2), « quelles que soient les diverses formes de gouvernement, pourraient faire place à une règle commune, soumettant à l'extradition tout assassin, dès que les conditions ordinaires de l'extradition sont remplies ; il pourrait en être ainsi, alors même que la population de l'Etat requis sympathiserait avec la révolution dans certains pays étrangers, et que le gouvernement contre lequel elle s'exerce serait complètement indigne d'une protection, même indirecte. Tous les Etats doivent condamner l'assassin, quel que soit le mobile qui ait armé son bras, et quelque but qu'il ait poursuivi. »

Telle est la nouvelle doctrine exprimée par un de ses adhérents les plus distingués. Y a-t-il lieu pour la Suisse d'y souscrire et de lui donner force de loi ?

Notre expert, M. Rivier, a été de cet avis. D'après lui, « les grands et gros crimes, les crimes vulgaires, « foul crimes », ne devraient — pour l'honneur de notre civilisation juridique — jamais rester impunis. Notre pays se ferait honneur en proclamant la règle que l'assassinat et les crimes les plus odieux ne sont point modifiés ni atténués par un but politique ou social ». Quant au simple motif politique, M. Rivier ne lui reconnaît en aucun cas la force d'exclure de l'extradition un délit commun quelconque.

Voici en quels termes M. Rivier formulait sa proposition :

« L'extradition pourra être refusée pour une infraction de droit commun perpétrée en vue d'un but ou avec une intention politique, à moins toutefois que cette infraction ne constitue un crime grave, tel que l'assassinat, l'incendie, la destruction par explosion, le vol, le faux. La Chambre d'accusation du tribunal fédéral appréciera, dans chaque cas douteux, selon les faits de la cause et la loi du canton de refuge.

« L'extradition ne sera pas refusée, pour une infraction de droit commun,

(1) Lammasch, édition Weiss et Lucas, p. 77.

(2) Edition Weiss et Lucas, p. 79.

en raison du seul fait que l'individu réclamerait alléguerait avoir agi en vertu d'un motif politique ou prétendu tel, ou religieux. »

La majorité de la commission n'a pas voulu suivre M. Rivier sur ce terrain. Malgré toute l'autorité du congrès d'Oxford, elle n'a pu se résoudre à déclarer *a priori* avec celui-ci que certains crimes de droit commun seront en tout état de cause et sans exception possible exclus de l'immunité accordée aux délits politiques. Les partisans de la thèse d'Oxford eux-mêmes sont obligés de convenir que leur principe comporte des exceptions. L'acte de Charlotte Corday, pour ne citer que l'exemple le plus fameux, ne laisse pas de les embarrasser. Et ce n'est certes pas un argument concluant, mais une échappatoire assez douteuse que d'objecter à ce propos, avec M. Lammasch (1), qu'un jury, indépendamment au point de vue politique et s'inspirant de l'équité, eût acquitté Charlotte Corday. La célèbre héroïne a, en effet, été jugée par un tribunal d'exception, ce qui, d'après l'article 9, nous aurait dispensés de la livrer ; mais qui nous garantit que dans un cas semblable, en pleine effervescence politique, même la justice régulière du pays réquerant jugerait une pareille cause avec toute la sérénité d'esprit voulue et en possession de son entière indépendance ? Le contraire, hélas, est bien plus probable.

On dit, il est vrai, que, depuis le siècle dernier, les mœurs se sont sensiblement adoucies, que l'on attache aujourd'hui à l'existence un prix bien plus élevé, puisque l'on hésite même à appliquer la peine de mort au moins intéressant des criminels. Soit. Et c'est là certes un motif pour réprouver de plus en plus l'assassinat politique et pour ne pas excuser le misérable qui, dans l'intérêt réel ou supposé de sa conception politique individuelle, fait livrer de la vie de son semblable. Mais de là à prétendre qu'il ne peut se présenter aucun cas où des considérations politiques d'un ordre supérieur puissent, sinon effacer, du moins modifier le caractère d'une infraction aux lois pénales, il y a un abîme que la commission n'a pas cru pouvoir franchir.

Voilà pourquoi la doctrine d'Oxford a paru excessive. Généralisant le jugement rendu par l'opinion publique universelle sur un certain nombre de cas de l'histoire contemporaine, elle entend enchaîner à tout jamais la liberté d'appréciation des gouvernements en proscrivant d'une manière absolue l'emploi de certains moyens du domaine de l'action politique. Savons-nous ce que l'avenir nous réserve, et pouvons-nous nous porter garants que l'esprit de légalité et de justice relative dont sont animés aujourd'hui les gouvernements et les partis dominants et qui fait généralement paraître aussi odieux qu'inutile l'appel à la force brutale subsistera à travers toutes les crises à l'avenir ? Du moment que l'on ne veut pas et que l'on ne peut pas encore proclamer que l'ère des bouleversements violents est définitivement close, que toute infraction au droit commun commise dans un mouvement politique sera universellement réprouvée comme attentat à l'humanité, la désignation spéciale de certains délits comme moyens impropres en politique a quelque chose d'arbitraire. L'assassinat avec guet-apens est certes une bien vilaine chose ; mais l'assassinat légal revêtant hypocritement les formes de la justice est plus abominable encore ; pourquoi alors assurer à l'un l'immunité que l'on refuse d'emblée à l'autre, pourquoi livrer Charlotte Corday et protéger les régicides qui ont voté la mort de Louis XVI ? La criminalité intrinsèque d'un acte ne saurait être déterminée à l'avance d'après sa qualification juridique ; elle ne peut être justement appréciée qu'en pleine connaissance du cadre des circonstances dans le milieu desquelles l'acte a été perpétré ; c'est une question non de terminologie, mais de fait. Traçant la résultante d'un certain nombre de cas qui l'ont imparfaitement impressionnée, la science du droit des gens peut être

(1) Édition Weiss et Lucas, p. 62.



dans son rôle en établissant des catégories; elle exercera ainsi une influence salutaire sur l'opinion et sur la conscience des autorités appelées à connaître des cas d'extradition; mais donner à ces catégories scientifiques une sanction législative et les revêtir ainsi d'un caractère absolu, coupant court à l'avance à tout examen du cas particulier, voilà ce qui serait excessif, voilà ce que la commission n'a pas voulu admettre, convaincue qu'elle reflète en cela l'opinion de la grande majorité du peuple suisse.

La résolution d'Oxford n'en aura pas moins eu ses mérites. Elle contient une part de vérité qu'il importe d'en dégager et de consacrer avec plus de netteté que cela n'a été le cas jusqu'à ce jour: c'est que l'élément politique qui peut exister dans un délit de droit commun ne doit pas, en tout autre état de cause, assurer à son auteur l'immunité dans le pays de refuge.

Mais comment définir la limite qui sépare les deux espèces? L'essayer serait peine perdue, car, tout bien considéré, la différence ne réside pas dans la qualité, mais dans la quantité. C'est une question de mesure dont l'appréciation dépendra essentiellement de l'ensemble des circonstances du cas particulier.

Les faits délictueux seront qualifiés d'après le caractère prépondérant (1). Voilà la portée de la disposition à laquelle la commission s'est finalement arrêtée et dont voici la teneur:

« L'extradition ne sera pas accordée pour les infractions politiques.

« Elle pourra être accordée, alors même que le coupable alléguerait un motif ou un but politique, si l'infraction pour laquelle elle est demandée constitue principalement un délit commun.

« Le tribunal fédéral appréciera, dans chaque cas particulier, le caractère de l'infraction, selon les faits de la cause. »

La rédaction ci-dessus ne diffère que légèrement de celle qui figure dans notre projet de loi. Nous avons seulement remplacé les mots « Elle pourra être accordée » par « Elle sera accordée », substituant ainsi l'obligation à la faculté. On ne conçoit guère, en effet, comment le tribunal fédéral pourrait encore refuser une extradition après avoir déclaré que l'infraction constitue principalement un délit commun. La possibilité d'exclure l'extradition, en accentuant le caractère essentiellement politique du délit, constitue, semble-t-il, une porte de sortie suffisamment large pour donner passage à tous les scrupules légitimes du tribunal; lui offrir, au choix, une seconde issue, ne ferait que l'embarasser.

En vous proposant de ratifier, à votre tour, la proposition de nos experts, nous savons bien qu'elle n'est pas incriticuable. On lui reprochera surtout de ne rien résoudre, de reporter simplement sur le pouvoir judiciaire la tâche et la responsabilité qui incombait au législateur. Mais, à tout prendre, ce reproche est, au fond, la meilleure justification de la solution proposée. Le législateur, en effet, doit forcément abdiquer entre les mains du juge, parce que, dans cette question si complexe, l'espèce est tout, et la catégorie n'est rien.

Le tribunal fédéral aura à prendre en considération, le cas échéant, un ensemble de faits et de circonstances dont l'appréciation sera d'autant plus délicate qu'elle touchera à nos relations extérieures et que, quelques scrupules qu'il y mette, l'opinion qu'il portera sur les institutions politiques de l'Etat requérant, la confiance que lui inspirera la justice de ce dernier, pourra, en une certaine mesure, influencer sa décision. Aussi, sa responsabilité sera grande; mais son indépendance, ses lumières et son patriotisme seront à la hauteur de cette responsabilité. Nul n'est mieux qualifié que la cour suprême d'un pays pour rendre une décision conforme à la conscience juridique de la nation et pure de toute préoccupation étrangère à la justice. Quand le tribunal siégeant *in pleno* aura prononcé, l'opinion publique s'inclinera et l'Etat requérant, si sa demande est évincée, en prendra son parti,

(1) V. le vote de M. le professeur Konig à la XVIII<sup>e</sup> réunion de la société suisse des juristes. Protocole, p. 153.



sachant que ceux qui ont rendu l'arrêt n'ont obéi qu'à leur conscience et sont d'ailleurs inaccessibles à une pression, d'où qu'elle vienne.

La disposition que nous venons d'exposer est suivie d'un alinéa portant que l'extradition n'aura lieu qu'à la condition que l'individu livré ne sera pas traité d'une façon plus rigoureuse à cause de son motif ou de son but politique.

Cette condition se justifie d'elle-même. L'élément politique, lorsqu'il n'a pas été jugé suffisant pour exclure l'extradition, ne doit, pour le moins, pas être imputé comme circonstance aggravante, puisque, eût-il été encore plus prononcé, cet élément aurait précisément assuré l'immunité à l'individu réclamé.

Le projet de M. Rivier joignait aux infractions politiques les infractions religieuses, c'est-à-dire celle qui ne sont punissables qu'à raison de leur caractère religieux.

La commission, indécise d'abord, les a finalement retranchées, avec raison, nous semble-il. Les infractions purement religieuses, en effet, telles que le blasphème, le prosélytisme, le changement de religion, etc., se trouvent déjà exclues par le fait de n'être point punissables en Suisse et de ne pas figurer dans l'énumération limitative de l'article 3.

Les infractions mixtes, par contre, que l'on pourrait appeler aussi infractions religieuses relatives, c'est-à-dire les délits communs dans lesquels entre, à un titre quelconque, un élément religieux — tels les délits commis par fanatisme — ne nous paraissent pas devoir bénéficier, dans la règle, de l'immunité. Il sera toujours loisible, dans un cas exceptionnel, de les faire rentrer dans la catégorie des délits politiques, le mot pris dans sa plus large acception.

Art 11. — La disposition de cet article résulte déjà *a contrario* de l'article 3 combiné avec l'article 7. On pourrait donc, à la rigueur, s'en passer ici. Mais comme il s'agit d'un principe constamment suivi et maintes fois proclamé par la Suisse (1), il nous a paru utile de l'énoncer aussi positivement.

Les délits purement militaires sont les délits contre la discipline de l'armée, la violation des devoirs spéciaux incombant aux militaires et aux militaires seuls, par exemple la désertion.

Art. 12. — « Il devrait être évident que l'Etat sur le territoire duquel une infraction a été commise a le devoir naturel et primordial de la punir, et ne peut s'y soustraire au moyen d'une extradition; la compétence territoriale prime toute autre compétence. » (Rivier) Cette doctrine n'a pas toujours été appliquée. Ainsi, en 1858, le conseil fédéral a accordé l'extradition à l'Autriche de deux individus prévenus d'avoir tenté de fabriquer à Einsiedeln de faux billets de banque autrichiens (2). Et en 1875, le tribunal fédéral estimait que l'allégation que le délit aurait eu lieu en Suisse et que les tribunaux suisses sont seuls compétents, ne doit pas être prise en considération du moment que les magistrats suisses ne sont pas intervenus en la cause (3). Mais en 1880 le tribunal fédéral a inauguré une jurisprudence conforme au principe que nous posons à l'article 12 en déclarant : « La nature même de l'extradition, « acte par lequel un Etat livre un individu accusé d'une « infraction commise hors de son territoire à un autre Etat qui le réclame « et a compétence pour le punir (4) » ne permet point de présumer que

(1) Voir F. féd. 1876, II, 343; résolutions d'Oxford, thèse 16: « l'extradition ne doit pas s'appliquer à la désertion des militaires appartenant à l'armée de terre et de mer, ni aux délits purement militaires. »

(2) Ulmer II, n° 1393, p. 675.

(3) Arrêts T. f. I. 426, cons. 4°.

(4) Billot, traité de l'extradition, p. 1.

« L'Etat requis ait entendu, en stipulant une convention internationale sur « cette matière, abdiquer sa juridiction à l'égard de crimes ou délits commis sur son territoire et punis par ses lois (1) ». Le conseil fédéral a statué dans le même sens en 1886 (2).

Art. 13. — La disposition de cet article se trouve dans la plupart de nos traités. Il est dans la nature des choses qu'un pays ne se dessaisisse d'un individu qu'après avoir réglé son compte avec lui. La proposition de M. Berney (3) de donner la priorité au pays du délit le plus grave, même contre le pays de refuge, nous paraît exagérée.

Art. 14. — Le premier alinéa découle naturellement de la prévalence de la compétence territoriale. Le principe en est généralement admis. La neuvième thèse d'Oxford le consacre : « S'il y a plusieurs demandes d'extradition pour le même fait, la préférence devrait être donnée à l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise. »

Le second alinéa prévoit le cas où il s'agit de délits distincts. Sur ce point, dit M. Berney (4), il y a actuellement autant de règles différentes qu'il y a de traités. Aussi convenait-il de laisser au conseil fédéral le plus de latitude possible et de réserver certaines exceptions à la règle telle qu'elle a été formulée en ces termes par le congrès d'Oxford (thèse 10) : « Si le même individu est réclamé par plusieurs Etats à raison d'infractions différentes, l'Etat requis aura égard, en général, à la gravité relative de ces infractions. En cas de doute sur la gravité relative des infractions, l'Etat requis tiendra compte de la priorité de la demande. »

Art. 15. — Cet article et les suivants sont consacrés à la procédure d'extradition, qui est compliquée chez nous par suite de nos institutions, nécessitant un partage entre l'autorité fédérale et l'autorité cantonale, et entre la justice des cantons et celle de la Confédération.

L'extradition, disons-nous avec M. Rivier, est principalement un acte de souveraineté à l'extérieur, et ce caractère doit sortir ses effets au début et à la fin de l'extradition. L'Etat agit comme personne ou sujet du droit des gens : c'est donc la Suisse qui demande l'extradition, c'est à elle qu'un Etat étranger la demande, c'est elle qui l'accorde ou la refuse à cet Etat. De là découle encore cette conséquence, universellement admise et consacrée par tous les traités, sauf deux ou trois exceptions, par toutes les lois, et proclamée aussi par l'institut de droit international, en sa résolution 18 d'Oxford, — c'est que « l'extradition doit avoir lieu par la voie diplomatique ». La théorie de la justice internationale effaçant les frontières peut juger cette prescription surannée, mais il suffit d'avoir vu quelques cas pratiques d'extradition pour en connaître la nécessité. La voie diplomatique seule offre les garanties suffisantes pour l'acte grave, important, de l'extradition, qui peut avoir des suites de toute nature, pour les particuliers et pour l'Etat, et est d'ailleurs, dans son essence, un acte d'Etat à Etat. On ne saurait le remettre entre les mains d'autorités inférieures, qui pourraient faire des demandes à la légère, quitte à les retirer, et il peut même arriver qu'une demande fondée en droit strict, ou du moins paraissant l'être, doive néanmoins être omise dans un intérêt supérieur. L'Etat seul peut apprécier des cas de ce genre. L'Etat seul, c'est-à-dire la Suisse, — non le canton, — est responsable vis-à-vis des Etats étrangers.

C'est donc le conseil fédéral qui demande l'extradition, par voie diplomatique, et c'est au conseil fédéral qu'elle est demandée utilement par voie

(1) Arrêts T. f. VI. 433 ; IX. 519, n° 2.

(2) Cas Meyer, v. F. féd. 1887 ; II. 66, n° 21.

(3) *Loc. cit.*, p. 60.

(4) *Loc. cit.*, p. 57.

diplomatique. La transmission directe d'Etat à Etat, telle qu'elle se pratique entre la Suisse et le Luxembourg et les Etats limitrophes de l'Allemagne du sud, est également une forme de la « voie diplomatique ». De même la voie consulaire, là où le consul est seul représentant de l'Etat.

Le 2<sup>me</sup> alinéa indique les pièces qui devront accompagner la demande d'extradition, afin d'empêcher autant que possible les quiproquos et de fournir toutes les données voulues sur les points à examiner, le cas échéant, par le tribunal fédéral.

La question de culpabilité devant à notre avis être laissée complètement en dehors, nous ne demandons pas l'indication des preuves, ni même celle des principaux indices de la culpabilité de l'individu réclamé (voir article 24).

Art. 16. — Cet article est conforme à la circulaire du 26 janvier 1875 (F. féd. 1875, I. 421) et aux usages actuels.

Le 2<sup>me</sup> alinéa vise le cas où la demande d'extradition n'est pas fondée sur un traité existant. Le conseil fédéral, dans ce cas, apprécie souverainement s'il convient ou non d'agréer la demande. S'il l'écarte, sa décision est définitive; s'il l'agréee, l'affaire suit son cours; le dernier mot appartient alors au tribunal fédéral qui examinera, en cas d'opposition, si l'extradition est compatible avec la présente loi.

L'article 17 consacre, tout en l'entourant de certaines garanties, la pratique si utile de l'arrestation sur demande provisoire, précédant la demande d'extradition et le mandat d'arrêt, mais certifiant l'existence et la prochaine présentation de ces documents. Cette demande d'arrestation ne doit pas être faite à la légère, ni sans garanties. C'est pourquoi nous maintenons, à l'encontre d'une tendance récente, qu'elle aussi se fasse par la voie diplomatique. Pour les cas d'urgence, d'extrême urgence, il y a les facilités autorisées par les articles 19 et 20.

L'arrestation sur demande provisoire ne sera pas maintenue au delà d'un certain délai, qui doit être aussi bref que possible.

Art. 18. — Conforme à la circulaire de 1875.

Art. 19. — Les communications directes de l'Etat requérant ou de ses autorités judiciaires avec les gouvernements et autorités judiciaires des cantons peuvent être extrêmement utiles, et même indispensables pour qu'un fugitif n'échappe pas à la justice. On admet donc ces communications directes, par lettre ou par télégraphe, mais seulement en cas d'urgence, et les gouvernements et autorités des cantons peuvent n'y pas donner suite. L'arrestation est donc non seulement provisoire, mais encore facultative.

En outre, la communication directe ne dispense aucunement des demandes régulières par la voie diplomatique, et avis doit en être donné immédiatement, d'une part, par la voie diplomatique, d'autre part, par le canton qui l'a reçue, au conseil fédéral. Il faut que l'Etat requérant assume, dès le principe, la responsabilité de la démarche directe qui a été faite.

Jamais, en aucun cas, l'extradition ne sera effectuée, même si l'individu arrêté y consentait, avant la production de la demande diplomatique.

La loi met donc fin à la pratique irrégulière de l'extradition sommaire qui s'était maintenue jusqu'à ces derniers temps dans quelques cantons, malgré les réclamations des gouvernements étrangers (1) et les recommandations répétées du conseil fédéral (2) aux autorités cantonales, par trop impatientes de se débarrasser des individus arrêtés sur leur territoire.

(1) F. féd. 1867, I. 633, n° 6; 1870, II. 187.

(2) F. féd. 1876, II. 342; 1878, II. 699: « Nous avons donné pour instructions que l'extradition ne devait pas être opérée avant l'arrivée de la demande d'extradition régulière, qui, aux termes de tous les traités, doit être adressée par la voie diplomatique. Les



L'extradition sommaire n'offre pas les garanties voulues pour la protection des droits et des intérêts des personnes qui en sont l'objet et pour l'application correcte des traités. Comme nous l'avons dit dans un cas spécial, « l'individu poursuivi a acquis des droits par le fait de son entrée sur le territoire suisse, droits qui ne peuvent lui être garantis que si le mode de procéder prescrit par le traité est convenablement observé (1). »

Art. 20. — La loi de 1832 sur l'extradition intercantonale contient à son article 7 une disposition semblable. Comme il s'agit ici d'étrangers et que la Confédération exerce la haute surveillance sur la police des étrangers, nous exigeons que le conseil fédéral soit immédiatement informé de l'arrestation opérée.

Art. 21. — « Après examen de la question d'identité ». Si la non-identité est manifeste, l'autorité cantonale peut, de son chef, relâcher l'individu arrêté. Si elle ne parvient pas à élucider la question d'identité, elle passe outre; le tribunal fédéral tranchera la question.

Si l'individu arrêté refusait de répondre s'il consent ou non à être livré, son refus de déclaration sera naturellement considéré comme acquiescement.

Art. 22. — Il va sans dire que le consentement de l'individu arrêté ne dispense pas le conseil fédéral d'examiner de son chef si, dans l'espèce, l'extradition n'est pas contraire à la loi. Lorsque le cas ne remplit pas les conditions prévues aux articles 2, 3, 5, 6, 9, 10, 11, 12 — lorsque, par exemple, l'individu réclamé est citoyen suisse — l'extradition n'a pas lieu, en dépit du consentement du principal intéressé lequel, naturellement, ne saurait modifier notre droit public. Et si l'extradition est accordée, elle l'est sous les mêmes réserves qu'en cas d'opposition.

Art. 23 et 24. — Aux termes de ces articles, c'est le tribunal fédéral qui statue sur l'extradition dans tous les cas où il y a opposition. Le rôle du tribunal fédéral se trouve ainsi considérablement élargi: c'est à lui de décider, qu'il y ait un traité ou qu'il n'y en ait pas et quel que soit le motif invoqué. Sa décision n'a pas le caractère d'un simple préavis, comme dans la plupart des pays, mais d'un jugement; elle est définitive, et le conseil fédéral n'a plus qu'à la faire exécuter.

Le tribunal examine si l'extradition est conforme à la présente loi, au traité lié avec l'Etat requérant ou à la déclaration de réciprocité échangée avec lui. Il n'a pas d'autres points à prendre en considération. A moins d'une disposition contraire du traité, il n'a pas à se demander si l'accusation paraît vraisemblable. Cet examen de la vraisemblance tel qu'il est pratiqué en Angleterre et aux Etats-Unis, présente de grands inconvénients. Il oblige l'Etat requérant à joindre au mandat d'arrêt des documents dont la réunion, souvent difficile, fait perdre beaucoup de temps, au plus grand préjudice de l'accusé lui-même. La Suisse n'a jamais voulu entrer dans cette voie et nous ne saurions l'y engager, malgré l'avis du congrès d'Oxford (thèse 21) qui voulait que la vraisemblance de l'accusation fût examinée par l'autorité judiciaire du pays requis.

La loi dit partout « le tribunal fédéral ». Elle n'entend pas exiger par là que toutes les décisions soient prises par le tribunal siégeant *in pleno*. Il

cantons ne sont, en conséquence, pas autorisés à faire remettre par mesure de police un individu qui leur est signalé comme malfaiteur et dont ils ont ordonné, sur une demande spéciale, l'arrestation provisoire, en mains de l'autorité qui le réclame et à opérer ainsi subrepticement une extradition. » F. féd. 1885, II. 484, n° 9; 1886, I. 822, n° 6; 1888, II. 849, n° 3.

(1) F. féd., 1883, II. 988, n° 4.



appartiendra à la loi sur l'organisation judiciaire — dont la revision est actuellement à l'étude — de désigner plus spécialement la section du tribunal (chambre d'accusation, chambre criminelle, etc.) qui aura à connaître des affaires d'extradition. Mais en tous cas, quand il s'agira de la question des délits politiques, nous entendons que le tribunal fédéral siège *in pleno*.

Art. 25. — La mise en liberté provisoire n'était accordée, jusqu'ici, que sur l'autorisation expresse de l'autorité requérante que l'on considérait comme ayant seule le droit de disposer du prévenu. Il est cependant correct de reconnaître au gouvernement requis la compétence de mettre en liberté provisoire, de son propre chef, un individu qu'il a fait arrêter ou maintenir en état d'arrestation. Ce droit est un effet nécessaire de sa souveraineté en matière de justice. Il est également justifié par le fait que l'autorité étrangère ne saurait apprécier en connaissance de cause toutes les circonstances appuyant la demande du détenu, et que les pourparlers indispensables, en absorbant un temps précieux, rendent souvent illusoirs les avantages de la faveur obtenue. La mise en liberté ne sera d'ailleurs accordée que dans des cas exceptionnels, par exemple lorsqu'il s'agit d'un individu établi depuis longtemps dans le pays ou lorsque la demande d'extradition traîne en longueur. Elle ne sera d'ailleurs accordée que moyennant des garanties suffisantes.

Les articles 26 à 30 n'ont pas besoin d'éclaircissements.

Nous saisissons cette occasion, monsieur le président et messieurs, pour vous renouveler l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 9 juin 1890.

Au nom du conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération,  
L. RUCHONNET.

Le chancelier de la Confédération,  
RINGIER.

### Extraditions demandées par la Suisse à des Etats étrangers

ÉTATS REQUIS	1880	1881	1882	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	Total
1. Belgique . . . .	4	3	»	3	1	8	»	3	10	1	33
2. Empire d'Allemagne . . . .	20	40	23	20	24	32	25	41	30	21	285
3. France . . . . .	52	65	53	43	55	46	48	61	56	54	533
4. Grèce . . . . .	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1
5. Grande-Bretagne	2	3	1	3	»	»	1	»	2	2	14
6. Italie . . . . .	1	2	3	5	»	6	1	5	3	3	29
7. Luxembourg . .	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1
8. Monaco . . . . .	»	1	»	»	2	»	»	1	1	»	5
9. Pays-Bas . . . .	»	1	»	»	»	»	1	2	1	»	5
10. Autriche - Hongrie . . . . .	5	3	»	2	3	2	4	5	2	3	29
11. Russie . . . . .	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	2
12. Espagne . . . .	»	»	2	2	»	»	»	»	»	»	4
13. Etats-Unis d'Amérique . . . .	1	1	»	3	2	1	1	»	»	»	9
14. Argentine . . . .	»	»	1	»	»	1	»	»	2	»	4
15. Brésil . . . . .	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1
16. Mexique . . . .	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
17. Egypte . . . . .	»	»	2	»	»	1	»	»	»	»	3
Etranger, en général.	»	»	»	»	»	1	6	1	4	2	14
	87	124	86	91	87	98	87	120	111	86	974

## Extraditions demandées à la Suisse par des Etats étrangers

ÉTATS REQUÉRANTS	1880	1881	1882	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	Total
1. Belgique . . . . .	1	3	2	1	3	»	1	4	»	3	17
2. Empire d'Allemagne . . . . .	87	77	69	66	65	92	68	62	59	58	703
3. France . . . . .	73	52	49	65	64	52	44	56	62	37	554
4. Grande Bretagne . . . . .	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1
5. Italie . . . . .	30	36	17	40	37	39	37	27	49	39	351
6. Luxembourg . . . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1
7. Autriche - Hongrie . . . . .	6	6	»	4	5	6	3	6	3	6	45
8. Roumanie . . . . .	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
9. Russie . . . . .	2	3	2	»	1	4	3	2	1	1	19
10. Suède . . . . .	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1
11. Serbie . . . . .	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1
12. Espagne . . . . .	»	»	»	»	2	»	1	»	1	»	4
13. Etats-Unis d'Amérique . . . . .	»	»	»	»	»	»	»	3	1	»	3
	200	178	139	176	177	191	158	160	175	144	1701

## Liste des traités d'extradition existant actuellement entre la Suisse et les Etats étrangers.

1. Etats-Unis de l'Amérique du Nord, articles 13 à 17 du traité général. — Date du traité : 25 novembre 1850.
2. Pays-Bas. — Date du traité : 21 décembre 1853.
3. Autriche-Hongrie. — Date du traité : 17 juillet 1855.
4. Italie. — Date du traité : 22 juillet 1868.
5. France. — Date du traité : 9 juillet 1869.
6. Portugal. — Date du traité : 30 octobre 1873.
7. Russie. — Date du traité : 17/5 novembre 1873.
8. Empire allemand. — Date du traité : 24 janvier 1874.
9. Belgique. — Date du traité : 13 mai 1874. — Belgique, convention. — Date du traité : 11 septembre 1882.
10. Luxembourg. — Date du traité : 10 février 1876.
11. Grande-Bretagne. — Date du traité : 26 novembre 1880.
12. Espagne. — Date du traité : 31 août 1883.
13. Salvador. — Date du traité : 30 octobre 1883.
14. Monaco. — Date du traité : 10 décembre 1885.
15. Serbie. — Date du traité : 28 novembre 1887.
16. Equateur (arrangement provisoire). — Date du traité : 22 juin 1888.

Les traités d'amitié, d'établissement et de commerce avec les pays suivants renferment aussi des dispositions provisoires en matière d'extradition :

17. Transvaal (article 10). — Date du traité : 6 novembre 1885.
18. Etat indépendant du Congo (article 15). — Date du traité : 16 novembre 1889.

Son conclus, mais non encore ratifiés, des traités avec :

- La République Argentine. — Date du traité : 22 novembre 1887.
- L'Autriche-Hongrie. — Date du traité : 17 novembre 1888.

## FRANCE

**Décret instituant des Tribunaux de première instance  
à Madagascar.**

23 août 1892 (1)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes,

Vu la loi du 2 avril 1891, instituant des Tribunaux français à Madagascar ;

Vu le décret du 8 mars 1886, relatif aux attributions judiciaires des agents du Gouvernement français à Madagascar ;

Vu le décret du 2 juillet 1887, relatif à la poursuite et au jugement des délits et crimes commis par des Français à Madagascar ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article premier. — Trois Tribunaux de première instance sont institués à Madagascar.

Art. 2. — Ces Tribunaux ont leur siège à Tamatave, Tananàrive et Majunga.

Le ressort de chaque Tribunal sera déterminé par arrêté du Résident général de la République française à Madagascar.

Art. 3. — Les Tribunaux de Madagascar connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales entre Français.

Ils connaissent également de toutes les poursuites intentées contre les Français pour contraventions et délits.

Leur compétence peut être étendue à d'autres personnes par des décrets rendus sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes.

Art. 4. — En premier ressort, la compétence de ces Tribunaux est illimitée.

Ils jugent, en matière civile et commerciale, en dernier ressort :

1<sup>o</sup> Toutes les demandes dans lesquelles les parties, usant de leurs droits, déclarent vouloir être jugées définitivement et sans appel ;

2<sup>o</sup> Toutes les demandes personnelles et mobilières dont le principal n'excède pas 3.000 fr. ;

3<sup>o</sup> Les demandes reconventionnelles ou en compensation formées dans la limite de la compétence déterminée pour les demandes principales, lors même que, réunies à la demande principale, elles excèdent 3.000 fr.

Si l'une des demandes principales ou reconventionnelles s'élève au-dessus de cette limite, le Tribunal ne prononce sur toutes qu'en premier ressort.

Néanmoins, il est statué en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts, lorsqu'elles sont fondées exclusivement sur la demande principale elle-même.

4<sup>o</sup> Les demandes immobilières jusqu'à 200 fr. de revenu.

(1) *Journal officiel* du 7 septembre 1892.

En matière de simple police, les jugements des Tribunaux de première instance sont toujours rendus en dernier ressort.

En matière correctionnelle, ils sont également rendus en dernier ressort si les peines prononcées n'excèdent pas un mois d'emprisonnement ou 200 fr. d'amende ; à moins cependant que les condamnations ne prononcent en outre ou n'emportent soit la relégation, soit l'interdiction totale ou partielle de l'exercice des droits civiques, civils et de famille.

Art. 5. — Les dispositions édictées par les décrets des 10 mars 1886 et 2 juillet 1887, relativement à l'appel des jugements rendus par les Tribunaux résidentiels en matière civile, commerciale et correctionnelle, ainsi qu'à la poursuite et au jugement des crimes commis par des Français à Madagascar, seront appliquées provisoirement pour l'appel des jugements rendus par les Tribunaux de première instance de Tamatave, Tananarive et Majunga, et pour la poursuite et le jugement des crimes commis par les justiciables de ces mêmes Tribunaux.

Art. 6. — Les règles suivies devant les Tribunaux résidentiels, en ce qui concerne la procédure civile, l'instruction criminelle et les tarifs des frais de justice, continuent à être observées provisoirement devant les Tribunaux de première instance de Madagascar.

Art. 7. — Les Tribunaux de Tamatave, de Tananarive et de Majunga comprennent un juge-président, un juge suppléant et un greffier.

Art. 8. — Les juges-présidents des Tribunaux de première instance, indépendamment des fonctions qui sont départies par la loi aux présidents des Tribunaux de première instance, ont toutes les attributions dévolues aux juges de paix.

Ils sont également chargés de faire les actes d'instruction en matière criminelle.

Ils sont remplacés, en cas d'absence ou d'empêchement, par les juges suppléants, et peuvent déléguer ces derniers pour tenir les audiences dans lesquelles sont appelées les affaires de la compétence de la justice de paix suivant la législation en vigueur à la Réunion, ainsi que pour l'accomplissement des actes rentrant dans les attributions dévolues aux juges de paix.

Les greffiers sont substitués aux chanceliers dans les fonctions d'huissier et de commissaire-priseur.

Art. 9. — Les décrets portant nomination et révocation des magistrats composant les Tribunaux de Madagascar et des greffiers attachés à ces Tribunaux sont rendus sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Art. 10. — Les magistrats composant ces Tribunaux et les greffiers sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans la colonie de la Réunion.

Les conditions d'âge et de capacité pour leur nomination sont les mêmes que celles exigées en France pour l'exercice des mêmes fonctions.

Les traitements des magistrats et greffiers sont fixés conformément au tableau annexé au présent décret.

Leur traitement d'Europe est fixé à la moitié du traitement déterminé au tableau annexé.

Art. 11. — Avant d'entrer en fonctions, les magistrats des Tribunaux institués à Madagascar prêtent serment devant la Cour d'appel de la Réunion.



Ce serment peut être prêté par écrit.

Les greffiers prêtent serment devant le juge-président du Tribunal auquel ils sont attachés.

Art. 12. — Le présent décret est applicable dans toute l'étendue de l'île de Madagascar, à l'exception du territoire de Diego-Suarez.

Art. 13. — Sont abrogées, en tant qu'elles sont contraires au présent décret, les dispositions des décrets des 8 mars 1886 et 2 juillet 1887.

Art. 14. — Le Ministre des Affaires étrangères et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 23 août 1892.

CARNOT.

## FRANCE

### Décret modifiant les conditions d'admission dans les carrières diplomatiques consulaires.

15 octobre 1892 (1).

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères,

Décète :

Article premier. — Un concours est ouvert chaque année, au mois de décembre, pour les emplois vacants d'attaché d'ambassade, d'élève-consul et d'attaché payé à la direction politique et aux deux premières sous-directions de la direction des consulats.

Art. 2. — Le nombre des attachés d'ambassade est fixé à douze, celui des élèves-consuls à vingt-quatre.

Art. 3. — Nul n'est admis à concourir qu'après un stage d'une année, soit à l'administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, soit dans les services extérieurs.

Art. 4. — Les jeunes gens qui désirent être admis au stage doivent justifier :

1° Qu'ils sont Français jouissant de leurs droits et qu'ils ont satisfait à la loi militaire ;

2° Qu'ils sont âgés de moins de vingt-sept ans ;

3° Qu'ils sont licenciés en droit, ès-sciences ou ès-lettres, ou qu'ils ont le diplôme de l'école des chartes, ou qu'ils ont satisfait aux examens de sortie de l'école normale supérieure, de l'école polytechnique, de l'école nationale des mines, de l'école nationale des ponts et chaussées, de l'école centrale des arts et manufactures, de l'école forestière, de l'école spéciale militaire ou de l'école navale, ou qu'étant bacheliers, ils ont, soit un brevet d'officier des armées de terre ou de mer, soit un diplôme de l'école des sciences politiques, de l'école des hautes études commerciales, d'une école supérieure de commerce agréée par le Gouvernement ou de l'Institut national agronomique.

Le Ministre statue sur l'admission.

(1) *Journal officiel* du 18 octobre 1892.

Art. 5. — Les stagiaires de l'administration centrale concourent seuls pour les emplois d'attaché payé. Ils concourent entre eux pour la moitié des places d'attaché d'ambassade et d'élève-consul. L'autre moitié est réservée aux stagiaires des services extérieurs.

Art. 6. — La durée du stage ne peut être prolongée au-delà de trois années.

Art. 7. — Le Ministre fixe, le 1<sup>er</sup> octobre, la date du concours et désigne les membres du jury, lequel se compose d'un Ministre plénipotentiaire et de quatre membres, dont deux sont pris en dehors de la carrière.

Il arrête la liste des stagiaires admis à concourir.

Art. 8. — L'examen se compose d'épreuves écrites et d'épreuves orales.

Art. 9. — Les épreuves écrites consistent, pour tous les candidats, en une composition sur le droit international public et privé et en une traduction d'un texte anglais ou allemand qui sera dicté.

Les candidats pour le service diplomatique font, en outre, une composition sur un sujet d'histoire diplomatique depuis 1648, et les candidats pour le service consulaire font une composition sur un sujet d'économie politique, ou de géographie politique et commerciale.

Art. 10. — Après les épreuves écrites, le jury arrête la liste des candidats admis aux épreuves orales.

Art. 11. — Les épreuves orales ont lieu en séance publique.

Elles consistent en interrogations :

1<sup>o</sup> Sur le droit international public et privé ;

2<sup>o</sup> Sur la géographie politique et commerciale ;

3<sup>o</sup> Sur l'économie politique ;

Et en une conversation en anglais ou en allemand.

Les candidats pour le service diplomatique sont en outre interrogés sur l'histoire diplomatique depuis 1648, et les candidats pour le service consulaire sur les principes du droit maritime et la législation douanière.

Il sera tenu compte aux concurrents de la connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères en dehors de l'anglais ou de l'allemand qui est obligatoire.

Art. 12. — Après l'épreuve orale, le jury délibère séance tenante et fait connaître les noms des jeunes gens qui, d'après l'ensemble des épreuves, lui ont paru les plus méritants, en nombre égal, dans chacune des deux catégories de stagiaires, à celui des places mises au concours pour le service diplomatique et pour le service consulaire.

Art. 13. — Le règlement actuellement en vigueur demeurera applicable au concours d'admission qui doit avoir lieu en janvier 1893.

Seront dispensés du stage les jeunes gens qui auront, au 1<sup>er</sup> décembre 1892, plus de vingt-sept ans. Ils pourront se présenter au concours jusqu'à l'âge de trente ans accomplis.

Art. 14. — Les stagiaires actuellement en fonctions ou qui seront reçus au concours du mois de janvier 1893 seront, après un an de stage, nommés attachés d'ambassade ou élèves-consuls. Ils prendront rang à la date de leur nomination comme stagiaires.

Art. 15. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 16. — Le Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 octobre 1892.

CARNOT.

— Ce décret est ainsi motivé par le rapport suivant adressé au Président de la République par M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères :

Le jury du concours de 1892 pour l'admission dans les carrières diplomatique et consulaire a signalé à mon attention l'utilité qu'il y aurait à simplifier le programme du concours, à mieux répartir les matières de ce programme entre l'épreuve préparatoire et l'épreuve définitive, et enfin à soumettre les candidats à un stage préliminaire de courte durée.

Le décret que j'ai l'honneur de vous proposer donne satisfaction à ces vœux du jury.

Non seulement il allège le programme pour tous les concurrents, mais il le rend plus souple en ne l'imposant pas d'une manière uniforme aux candidats qui se destinent à la carrière diplomatique et à ceux qui veulent entrer dans les fonctions consulaires.

Les premiers doivent posséder à fond l'histoire diplomatique ; aux seconds la connaissance de l'économie politique, de la statistique commerciale, agricole et industrielle et des principes du droit maritime est particulièrement nécessaire.

Tous doivent être familiarisés avec les langues étrangères.

L'épreuve préparatoire ou d'admissibilité comprendra deux compositions écrites et une traduction d'un texte qui sera dicté aux concurrents ; elle offrira ainsi plus de garanties.

Le stage obligatoire d'une année auquel tous les candidats seront soumis permettra de constater leurs aptitudes et leurs habitudes de travail. Le Ministre aura des éléments qui lui manquent aujourd'hui pour décider si un candidat peut être admis à concourir définitivement et s'il doit être dirigé de préférence vers le service diplomatique ou vers le service consulaire.

Ce stage pourra être fait, suivant les convenances des candidats, à Paris ou dans un des postes à l'étranger. Il a paru convenable de réserver la moitié des places d'attaché d'ambassade et d'élève-consul à chacune des deux catégories de stagiaires, afin de mieux égaliser leurs chances et de ne pas créer un avantage trop marqué au profit des jeunes gens qui, en restant à Paris, peuvent plus aisément continuer leurs études.

---

## ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

### Décret réglant l'importation et le trafic des armes à feu

(10 mars 1892)

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, à tous, présents et à venir, salut :

Considérant qu'il y a lieu de coordonner Nos décrets réglant l'importation et le trafic des armes à feu et de leurs munitions, et de mettre cette législation en harmonie avec les dispositions de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles ;

Revu Nos décrets du 11 octobre 1888 (*Bull. off.* 1888, p. 236) et du 28 janvier 1889 (*Bull. off.*, 1888, p. 47) ;

Sur la proposition de Notre Conseil des Secrétaires d'Etat, Nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — L'importation, le trafic, le transport et la détention d'armes à feu quelconques, ainsi que de la poudre, des balles et des cartouches, sont interdits, sauf dans les cas et sous les conditions ci-après déterminés.

Article 2. — L'importation, le transport et la détention des armes à feu et de leurs munitions, autres que les fusils à silex non rayés et la poudre commune, dite de traite, pourront exceptionnellement être autorisés par le Gouverneur Général. Cette autorisation sera constatée par un permis de port d'armes délivré soit par le Gouverneur Général, soit par un fonctionnaire délégué à ces fins. Indépendamment des mesures que nécessiteront l'armement de la Force publique et l'organisation de la défense des populations, ce permis ne sera délivré qu'à titre individuel et seulement :

1<sup>o</sup> Aux personnes offrant une garantie suffisante que les armes et les munitions qui leur seraient délivrées ne seront pas données, cédées ou vendues à des tiers ;

2<sup>o</sup> Aux voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement, constatant que les armes et les munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

Article 3. — Les permis de port d'armes sont valables pour cinq ans et peuvent être renouvelés. Ils sont révocables en cas d'abus constaté. Ils sont soumis à une taxe fixe de 20 francs.

Article 4. — Le transport, le trafic et la détention des fusils à silex non rayés et des poudres communes dites de traite, sont présentement autorisés dans les districts de Banana, de Boma, de Matadi, des Cataractes, du Stanley-Pool et du Kwango oriental.

Article 5. — Les armes à feu et les munitions quelconques devront, lors de leur importation, être déposés dans un entrepôt public ou particulier, placé sous le contrôle de l'administration. Les poudres et munitions seront déposées dans des entrepôts publics y spécialement affectés par l'Etat.

Les entrepôts particuliers ne pourront servir qu'au dépôt de fusils à silex non rayés et des poudres communes, dites de traite. Ils ne pourront être établis que dans les forts directement accessibles aux navires de mer, et seulement en vertu d'une autorisation du Gouverneur Général.

Article 6. — Les armes dont l'importation peut être autorisée en vertu de l'article 2 seront enregistrées au moment de leur entrée dans l'entrepôt et marquées par les soins de l'administration. Elles ne pourront en être retirées que sur présentation du permis de port d'armes.

Le porteur d'un permis de port d'armes peut être requis, en tout temps, par le commissaire de district compétent de justifier de la possession de l'arme ou des armes renseignées sur ce permis ; à défaut de cette justification, il encourra les pénalités prévues par l'article 9 du présent décret.

Les munitions afférentes à ces armes ne pourront être retirées de l'entrepôt spécial des poudres que si les quantités ne sont pas jugées excessives par l'administration et s'il est démontré, à la satisfaction de celle-ci, qu'elles sont destinées à une personne munie d'un permis de port d'armes.

Article 7. — Le Gouverneur Général prendra un règlement déterminant les conditions auxquelles seront soumis la sortie d'entrepôt, le transport, le trafic et la détention des fusils à silex et des poudres communes, dites de traite.

Article 8. — Le transit des armes à feu et de leurs munitions ne sera autorisé que dans les cas prévus par l'article X de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles.

Art. 9. — Quiconque commettra ou laissera commettre par ses subordonnés des infractions au présent décret, ainsi qu'aux arrêtés et règlements d'exécution, sera puni de 100 à 1,000 francs d'amende et de servi-



tu le pénale n'excédant pas une année, ou de l'une de ces peines seulement. La peine de servitude pénale sera toujours prononcée, et elle pourra être portée à cinq ans lorsque le délinquant se sera livré au trafic des armes à feu ou de leurs munitions dans les régions où sévit la traite.

Dans les cas prévus ci-dessus, les armes, la poudre, les balles et cartouches sont confisquées.

Article 10. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Article 11. — Notre Secrétaire d'Etat de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur en même temps que l'Acte général de la Conférence de Bruxelles et de la déclaration additionnelle du 2 juillet 1890.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 1892.

LÉOPOLD.

## ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

### Décret relatif à l'établissement de Colonies d'enfants indigènes

(4 mars 1892)

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, à tous présents et à venir, salut :

Considérant qu'il y a lieu de compléter le décret du 12 juillet 1890 (*Bull. off.*, 1890, p. 120) relatif à la protection des enfants abandonnés ou victimes de la traite;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat de l'Intérieur, Nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — Les représentants légaux des associations philanthropiques et religieuses pourront être autorisés, sur requête adressée au Gouverneur général, à recueillir dans les colonies agricoles et professionnelles qu'ils dirigent, des enfants indigènes dont la loi défère la tutelle à l'Etat.

La requête contiendra le programme de l'instruction professionnelle qui sera donnée aux enfants recueillis.

Article 2. — L'acte d'autorisation délivré par le Gouverneur Général déterminera les conditions auxquelles cette autorisation sera accordée.

Article 3. — Les colonies sont placées sous la haute surveillance du Gouverneur Général ou de son délégué.

Article 4. — Notre Secrétaire d'Etat de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui entre en vigueur ce jour.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 1892.

LÉOPOLD.

## ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

### Décret créant un service de Résidents

(29 mars 1892)

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, à tous présents et à venir, salut :

Vu l'article 3 du décret du 16 avril 1887 (*Bull. off.*, 1887, p. 49) sur l'organisation du gouvernement local, le paragraphe 2 de l'article 3 du décret du 22 décembre 1888 (*Bull. off.*, 1889, p. 14) sur les conseils de guerre et le décret du 30 avril 1887 (*Bull. off.*, 1887, p. 83) sur l'établissement d'officiers de police judiciaire,

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat de l'Intérieur, Nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — Il est créé un service de Résidents. Ces fonctionnaires représentent l'autorité de l'Etat auprès des chefs indigènes ; ils exercent leurs attributions en conformité d'une lettre de commission qu'ils tiendront du Gouverneur Général ou de son délégué, et dans les limites du territoire sur lequel s'étend l'action du chef indigène.

Article 2. — Les Résidents sont nommés par Nous.

Article 3. — Ils remplissent, dans les limites territoriales déterminées à l'article 1<sup>er</sup>, les fonctions de juge du conseil de guerre et d'officier de police judiciaire.

Article 4. — En cas d'empêchement ou d'absence du Résident, il sera provisoirement remplacé par celui de ses agents qui occupera le rang hiérarchique le plus élevé, à moins que le Résident n'ait lui-même pourvu à son remplacement.

Article 5. — Le service des Résidents comporte quatre classes de fonctionnaires qui sont assimilés hiérarchiquement comme suit aux catégories établies par Notre décret du 6 octobre 1888.

Résident général. . . . .	catégorie <i>E</i>
— de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	— <i>F</i>
— de 2 <sup>e</sup> — . . . . .	— <i>G</i>
— de 3 <sup>e</sup> — . . . . .	— <i>H</i>

Article 6. — Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur ce jour.

Donné à Bruxelles, le 29 janvier 1892.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

EDM. VAN EETVELDE.

## ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

### Arrêté relatif à la liquidation des successions d'étrangers

(31 juillet 1891).

L'Administrateur Général du Département des Affaires étrangères, vu le décret du 28 décembre 1888 (1) qui l'autorise notamment à déterminer les règles à suivre pour la liquidation des successions d'étrangers décédés au Congo, lorsqu'il ne se trouve sur les lieux aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire, arrête :

Article premier. — Au cas où un étranger décède au Congo sans laisser d'héritiers ou d'exécuteur testamentaire, ou si ces héritiers ou l'exécuteur testamentaire se trouvent hors du territoire de l'Etat ou trop éloignés du

(1) V. *Archives*, 1890, I, p. 296.

lieu de l'ouverture de la succession, le Procureur d'Etat, par lui-même ou un délégué, et, à son défaut, le commissaire de district ou le chef d'expédition le plus rapproché du lieu de l'ouverture de la succession, prendront d'office toutes mesures nécessaires à la conservation de la succession; notamment ils apposeront et lèveront les scellés, dresseront inventaire et veilleront à la garde des biens héréditaires.

Article 2. — Les fonctionnaires désignés à l'article premier pourront vendre au profit de la succession :

1<sup>o</sup> Les objets susceptibles d'un rapide dépérissement ou d'une conservation dispendieuse;

2<sup>o</sup> Les objets dont les frais de transport absorberaient la valeur intrinsèque;

3<sup>o</sup> Les objets, tels que marchandises d'échange, ayant une valeur marchande réalisable au cours du jour.

Article 3. — Le Directeur de la Justice, par lui-même ou ses délégués, administrera et liquidera les successions. Les fonctionnaires désignés en l'article premier lui rendront compte de leurs opérations. Il pourra vendre tous effets mobiliers quelconques, à l'exception de ceux ayant le caractère de souvenirs personnels ou de famille, touchera les deniers et créances dus à la succession, paiera les dettes et les frais de la liquidation, et pourra exercer toutes les actions qui compètent à l'hérédité et répondre à toutes demandes formées contre elle. Il ne pourra aliéner les immeubles, ni transiger, qu'avec autorisation du tribunal.

Article 4. — La liquidation prescrite par l'article précédent se fera dans les trois mois de la date du décès. La liquidation clôturée, rapport en sera fait par le Directeur de la Justice au tribunal de première instance qui homologuera les comptes à la fin du quatrième mois qui suivra le décès. Cette homologation vaudra décharge pour le Directeur de la Justice.

Les créanciers de la succession, soit au Congo, soit à l'étranger, pourront, jusqu'à l'homologation, produire leurs créances entre les mains du liquidateur ou, après la clôture, devant le tribunal.

Article 5. — *Si des héritiers sont connus existant à l'étranger*, le Directeur de la justice transmettra, aussitôt après l'homologation, les effets mobiliers non vendus, avec les pièces de liquidation, au Département des Affaires Etrangères, à Bruxelles, et les fonds provenant de la succession seront, par lui, versés à la caisse de l'Etat.

Délivrance en sera faite par les soins de ce Département aux héritiers qui justifieront de leurs droits, à l'expiration du sixième mois à compter de la date du décès. Les créances à charge de la succession pourront, endéans ce délai, être produites au siège de ce Département, mais ne seront recouvrables que sur l'actif y consigné, sans pouvoir porter préjudice aux créances liquidées au Congo.

A l'expiration des six mois, l'actif mobilier sera remis aux héritiers et nulle créance ne sera admise.

Article 6. — *Si aucun héritier n'est connu existant à l'étranger*, le tribunal, en homologant la liquidation, déclarera la succession vacante. Il ordonnera où les fonds provenant de la succession seront versés et, prendra toutes mesures pour assurer la conservation, et le cas échéant, l'exploitation des biens héréditaires qui n'auraient pas été réalisés.

Article 7. — Le Directeur de la Justice, de l'avis conforme du Gouver-

neur Général, pourra demander au tribunal de première instance l'envoi de l'Etat en possession provisoire de toute succession vacante. En cas d'envoi en possession, le Gouverneur Général déterminera le mode de conservation et d'administration des biens héréditaires. Un extrait du jugement ordonnant l'envoi en possession provisoire sera publié sous forme d'avis ou d'affiche, dans les deux mois qui suivront le prononcé du jugement.

Article 8. — Si, endéans les cinq ans, à dater de l'envoi en possession provisoire, la succession n'a pas été revendiquée, elle sera acquise à l'Etat qui, à la requête du Directeur des Finances, sera envoyé en possession définitive par le tribunal de première instance. Six mois avant la demande de l'Etat d'être envoyé en possession définitive, il sera fait une seconde publication telle qu'elle est prescrite à l'article précédent.

Article 9. — Les extraits du jugement seront affichés, pendant un mois, par le ministère d'un huissier, à la porte principale de l'auditoire du tribunal où le jugement aura été rendu. Mention du jour où l'affichage a commencé sera faite sur l'extrait même du jugement par l'huissier, qui devra dresser procès-verbal de l'affichage. Ce procès-verbal, auquel sera annexé, autant que possible, l'extrait qui aura été affiché, sera déposé dans les archives du tribunal.

Article 10. — Au cas où la succession serait revendiquée au cours de l'envoi en possession provisoire, les intérêts, fruits et revenus en resteront acquis à l'Etat, qui supportera les frais de liquidation et d'administration.

Les créanciers d'une succession vacante poursuivront leurs créances contre l'Etat en possession provisoire ou définitive.

Bruxelles, le 31 juillet 1891.

EDM. VAN EETVELDE.

## ETAT INDÉPENDANT DU CONGO

### Décret établissant des droits d'entrée.

9 avril 1892.

Léopold II, roi des Belges, souverain de l'Etat indépendant du Congo, à tous, présents et à venir, salut :

Considérant que l'acte général du 2 juillet 1890 et la déclaration du même jour ont été ratifiés ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de mettre à exécution le Protocole signé entre les représentants de l'Etat indépendant du Congo, de la France et du Portugal, fixant les droits d'entrée à percevoir dans la zone occidentale du bassin conventionnel du Congo ;

Sur la proposition de Notre Conseil des secrétaires d'Etat,

Nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — A partir de ce jour, il sera perçu sur les marchandises de toute provenance importées dans l'Etat indépendant du Congo, les droits d'entrée suivants :

- 1° Armes, munitions, poudre ; sel : dix pour cent de la valeur ;
- 2° Spiritueux : quinze francs par hectolitre à cinquante degrés centésimaux (1) ;

(1) Par décret en date du 16 juillet 1890 (*Bull. off.*, 1890, p. 106), l'importation et le



3° Autres marchandises généralement quelconques : six pour cent de la valeur.

Art. 2. — Sont exempts des droits d'entrée :

1° Les navires et bateaux, les machines à vapeur, les appareils mécaniques servant à l'industrie ou à l'agriculture, et les outils d'un usage industriel ou agricole, pendant une période de quatre ans prenant cours le jour de l'application des droits ;

2° Les locomotives, voitures et matériel de chemin de fer, pendant la période de construction des lignes et jusqu'au jour de l'exploitation ;

3° Les instruments de science et de précision, ainsi que les objets servant au culte ; les effets d'habillement et bagages à l'usage personnel des voyageurs et des personnes qui viennent s'établir sur le territoire de l'Etat ;

4° Les animaux vivants de toute espèce ;

5° Les graines destinées à l'agriculture.

Art. 3. — Un règlement que Notre Secrétaire d'Etat chargé du Département des Finances arrêtera, déterminera les formalités à remplir, les règles à suivre pour la perception de ces droits, le régime d'entrepôt, ainsi que les pénalités qui seront encourues en cas de fraude et de contravention.

Art. 4. — Notre Secrétaire d'Etat du département des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Ciergnon, le 9 avril 1892.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

*Le Secrétaire d'Etat*  
*du Département des Finances,*  
CAM. JANSSEN.

### Règlement de perception.

Le Secrétaire d'Etat du Département des Finances, vu le décret du Roi-Souverain en date du 9 avril 1892, autorisant la perception des droits d'entrée dans l'Etat indépendant du Congo et chargeant le Secrétaire d'Etat du département des Finances d'arrêter les règles suivant lesquelles ces droits seront perçus,

Arrête :

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Des marchandises soumises aux droits.*

Article premier. — En exécution du décret du Roi-Souverain en date du 9 avril 1892, les marchandises de toute provenance importées dans l'Etat indépendant du Congo sont soumises au paiement des droits d'entrée indiqués au tarif ci-après :

1° Armes, munitions, poudre, sel : 10 0/0 de la valeur ;

2° Spiritueux : 15 fr. par hectolitre à 50° de l'alcoomètre centésimal (1) ;

3° Autres marchandises généralement quelconques : 6 0/0 de la valeur.

Sont exempts des droits d'entrée :

débit des boissons alcooliques distillées sont prohibés dans la partie du territoire de l'Etat située à l'est de la rivière Inkissi.

(1) Par décret en date du 16 juillet 1890 (*Bull. off.*, 1890, p. 106), l'importation et le débit des boissons alcooliques distillées sont prohibés dans la partie du territoire de l'Etat située à l'est de l'Inkissi.

1° Les navires et bateaux, les machines à vapeur, les appareils mécaniques servant à l'industrie ou à l'agriculture, et les outils d'un usage industriel ou agricole, pendant une période de quatre ans prenant cours le jour de l'application des droits;

2° Les locomotives, voitures et matériel de chemin de fer, pendant la période de construction des lignes et jusqu'au jour de l'exploitation;

3° Les instruments de science et de précision, ainsi que les objets servant au culte; les effets d'habillement et bagages à l'usage personnel des voyageurs et des personnes qui viennent s'établir sur le territoire de l'Etat;

4° Les animaux vivants de toute espèce;

5° Les graines destinées à l'agriculture.

Art. 2. — Toute marchandise arrivant sur le territoire de l'Etat indépendant est réputée de provenance étrangère et, comme telle, soumise au tarif et aux dispositions du présent arrêté, à moins qu'il ne soit constaté, à la satisfaction de l'administration, qu'elle provient dudit territoire ou qu'elle a déjà, lors d'une première importation dans l'Etat indépendant, été soumise aux droits d'entrée.

## CHAPITRE II

### *Des importations en général.*

Art. 3. — Aucune importation ne peut être effectuée que par les endroits où sont établis des bureaux pour la perception des droits d'entrée.

Art. 4. — L'importateur doit, au bureau d'importation, remettre au receveur des impôts une déclaration détaillée des marchandises qu'il importe.

Cette déclaration indique :

1° Le pays d'origine des marchandises et, si l'importation est faite par navire ou bateau, le nom, la nationalité et le lieu de départ de ce navire ou bateau, ainsi que le nom du capitaine ou patron;

2° Le nombre, l'espèce, les marques et les numéros des colis importés;

3° L'espèce des marchandises que ces colis renferment ainsi que l'espèce des marchandises chargées en vrac, le poids ou la mesure des marchandises, leur valeur, si elles sont tarifées *ad valorem*, et la localité ou la factorerie vers laquelle elles sont dirigées;

4° Tous les autres détails qui seraient nécessaires pour permettre éventuellement la liquidation des droits d'entrée et pour faciliter aux agents de l'administration la vérification des marchandises, notamment, pour les spiritueux, la force alcoolique en degrés centésimaux.

La valeur à déclarer, pour les marchandises tarifées *ad valorem*, est la valeur au lieu d'origine ou de fabrication augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission qui grèvent les marchandises jusqu'à leur arrivée dans les ports d'importation de l'Etat indépendant.

Si les marchandises sont importées par un bureau situé à l'est de Matadi, la valeur à déclarer sera celle qui leur eût été attribuée si le port de Matadi avait été le port d'importation.

La valeur à déclarer ne comprend pas la valeur de l'emballage qui, en règle générale, est censé ne pas avoir de valeur marchande indépendante de la valeur du produit qu'il renferme. Si l'administration juge que les emballages font l'objet d'un trafic, elle a le droit d'exiger la déclaration de leur valeur, afin de permettre la perception des droits.

Art. 5. — Les sacs renfermant les dépêches ou correspondances postales sont exempts de la visite douanière et peuvent être déchargés immédiatement, pourvu qu'ils soient fermés et scellés par une agence postale étrangère et remis aux agents de l'Administration des postes de l'Etat du Congo.

## CHAPITRE III

### *Des importations par navires ou embarcations.*

Art. 6. — Les navires, et embarcations venant de l'étranger doivent se rendre

directement, et avant d'accoster à aucun autre point du territoire de l'Etat indépendant, dans un port maritime ou un port intérieur où est établi un bureau pour la perception des droits d'entrée.

Le Gouverneur Général peut autoriser des dérogations à cette disposition, si des circonstances spéciales les rendent nécessaires.

Art. 7. — Dès l'arrivée du navire ou de l'embarcation au premier bureau d'entrée, le capitaine ou patron déclare par écrit au receveur des impôts, conformément à l'article 4, toutes les marchandises qu'il a à bord et qui sont destinées à être importées dans l'Etat indépendant du Congo.

Il lui est loisible de comprendre toutes ces marchandises dans une déclaration unique, ou de faire plusieurs déclarations partielles, pourvu que la totalité des marchandises soit déclarée.

Des déclarations séparées doivent toutefois être remises pour les marchandises destinées au transit, pour celles destinées à un entrepôt et pour celles qui seraient destinées à un autre port de déchargement que celui où est établi le premier bureau d'entrée où le navire a abordé.

Art. 8. — Au lieu d'être faites par le capitaine ou le patron, les déclarations peuvent être signées et déposées par le destinataire, le propriétaire ou le consignataire des marchandises.

Art. 9. — Au vu de la déclaration détaillée et définitive, le receveur délivre un permis d'importation au déclarant.

Sauf ce qui est dit à l'article 11 ci-après, le déchargement ne peut commencer qu'après la délivrance dudit permis.

Il doit se faire en présence des agents chargés par le receveur de procéder à la vérification des marchandises et, le cas échéant, de surveiller leur emmagasinage en entrepôt.

Art. 10. — Si les marchandises sont destinées à un port autre que celui du premier bureau d'entrée, et si, dans cet autre port, il existe également un bureau des douanes, la vérification des marchandises déclarées au premier bureau est différée jusqu'au lieu de destination, moyennant les mesures de précaution que le receveur juge devoir prescrire, et sans préjudice de la faculté qui est réservée aux agents de l'administration de faire, en cas de soupçon de fraude, décharger momentanément et de vérifier, avant l'arrivée au port indiqué, tout ou partie de la cargaison.

Art. 11. — A l'importation par mer, si l'intéressé ne possède pas les éléments nécessaires pour formuler, dans les vingt-quatre heures qui suivent l'arrivée du navire ou de l'embarcation au premier bureau d'entrée, une déclaration définitive contenant toutes les indications prescrites par l'article 4, il peut obtenir du receveur l'autorisation de décharger, en tout ou en partie, la cargaison sous la surveillance des agents de l'administration, afin d'examiner les marchandises et de se mettre ainsi à même de les déclarer avec les détails requis.

Cette autorisation de déchargement est accordée sur une déclaration provisoire remise par l'intéressé, en double expédition, et énonçant, d'après les papiers de bord et autres documents dont dispose l'importateur, le nombre, l'espèce, les marques et numéros des colis, ainsi que, aussi approximativement que possible, l'espèce et la quantité des marchandises.

L'autorisation de déchargement indique le délai dans lequel les marchandises doivent être déclarées définitivement; en attendant cette déclaration définitive, l'intéressé est tenu d'observer les mesures de précaution que le receveur prescrit.

Quant aux marchandises qui sont destinées à un autre port de déchargement, ainsi qu'il est prévu à l'article 10, leur transport jusqu'au lieu de destination peut s'effectuer en vertu de l'une des expéditions de la déclaration provisoire, visée à cet effet par le receveur du premier bureau.

Cette déclaration est représentée au receveur du lieu de destination, lequel y inscrit l'autorisation de déchargement conformément à ce qui est dit ci-dessus.

Art. 12. — A l'importation par mer, les marchandises qui sont destinées à être transportées du Bas-Congo au Stanley-Pool ou au delà, et qui se trouvent renfermées dans des emballages spécialement confectionnés pour ce transport,



ne sont en général, et à moins de soupçon de fraude, soumises qu'à une vérification sommaire, sans déballage, au port de débarquement dans le Bas-Congo.

Après la délivrance du permis d'importation, lesdites marchandises sont dirigées vers le bureau du Stanley-Pool; elles subissent à ce bureau la vérification détaillée.

Le transport depuis le port de débarquement jusqu'au dit bureau s'effectue dans un délai à prescrire et moyennant les mesures de précaution et de surveillance qui sont jugées convenables pour empêcher les abus. Si le receveur du port de débarquement le juge nécessaire, l'intéressé doit fournir caution pour le supplément des droits d'entrée qui pourrait être exigible dans le cas où la vérification détaillée ferait connaître que la déclaration a été inexacte ou insuffisante.

Art. 13. — Si, à l'entrée par mer, il existe à bord d'un navire des marchandises destinées à un port étranger, et qui ne doivent pas être débarquées sur le territoire de l'Etat indépendant, le capitaine est tenu d'en donner connaissance au receveur dès son arrivée, et de se soumettre aux mesures de surveillance mentionnées à l'article 10 du règlement du 25 mars 1886 (*Bult. off.*, 1886, p. 162), sur la perception des droits de sortie.

La même règle est applicable aux provisions de bord.

#### CHAPITRE IV

##### *Des importations par voie de terre.*

Art. 14. — Sauf les exceptions que peut autoriser le receveur local, aucune marchandise ne peut être importée par voie de terre, si ce n'est en suivant, à partir de la frontière, les chemins qui sont indiqués comme voies autorisées pour les importations.

Les transports doivent être dirigés directement, par ces chemins, vers le bureau chargé de percevoir les droits d'entrée.

Art. 15. — Dès que les marchandises sont arrivées au bureau, celui qui effectue ou dirige leur transport remet au receveur la déclaration détaillée prescrite par l'article 4.

Des déclarations séparées doivent, le cas échéant, être remises pour les marchandises destinées au transit.

Art. 16. — Le transport ne peut continuer sa route qu'après délivrance, par le receveur, d'un permis d'importation et après vérification des marchandises par les agents à ce commis.

#### CHAPITRE V

##### *Des marchandises déclarées en consommation.*

Art. 17. — Sont censées destinées définitivement à la consommation, toutes les marchandises dont l'importateur n'a pas déclaré, en termes exprès, qu'elles sont destinées au transit ou à un entrepôt déterminé.

Art. 18. — Les droits d'entrée sur les marchandises déclarées en consommation sont dus d'après les indications de la déclaration détaillée prescrite par l'article 4.

Ils doivent être payés au moment du dépôt de cette déclaration, et le receveur en donne quittance sur le permis d'importation, avant la vérification des marchandises par les agents de l'Administration.

Ceux-ci ont la faculté d'exiger la production des factures pour les marchandises taxées *ad valorem*, sans être tenus d'accepter comme véritable la valeur qui y est renseignée.

Lorsque la vérification sera terminée et qu'aucune contravention n'aura été constatée, le receveur mettra les marchandises à la libre disposition de l'importateur en signant la déclaration imprimée au verso du permis d'importation. Si la vérification a fait reconnaître des irrégularités, les marchandises ne pourront être enlevées qu'après paiement des droits dus sur les produits non



déclarés, et, le cas échéant, après acquittement des amendes comminées par le chapitre XII du présent règlement.

## CHAPITRE VI

### *Du transit.*

Art 19. — Les marchandises qui traversent en transit le territoire de l'Etat indépendant restent exemptes des droits d'entrée, mais l'importateur doit, à moins que le receveur ne lui applique les dispositions du deuxième alinéa de l'article 39 ci-après, fournir caution pour les droits qui deviendraient exigibles si les marchandises n'étaient pas réexportées.

La caution doit être fournie au moment de la remise de la déclaration détaillée prescrite par l'article 4, et avant la délivrance du permis d'importation.

Art. 2. — Le permis d'importation indique la route à suivre par les marchandises jusqu'au territoire étranger.

Il fixe le délai dans lequel la réexportation doit avoir lieu, ainsi que le délai qui est accordé pour la production des documents mentionnés à l'article 22 ci-après.

Les marchandises ne peuvent quitter le bureau d'importation qu'après que les agents vérificateurs auront constaté leur concordance avec les indications de la déclaration.

Art. 21. — Si, par suite de circonstances imprévues, l'intéressé est obligé, en cours de transport, d'exporter les marchandises par une autre voie que celle indiquée, il en fait immédiatement mention sur les documents par une annotation signée, indiquant la voie nouvelle qu'il a adoptée, et en donne avis au bureau des douanes le plus voisin et au bureau qui a délivré le permis d'importation.

Art. 22. — Lorsque la réexportation des marchandises a eu lieu, l'intéressé obtient la restitution du cautionnement fourni et est dégagé de toute obligation envers l'Etat, sur production, au receveur qui a délivré le permis d'importation, des quittances ou certificats officiels délivrés par les autorités étrangères constatant que les marchandises ont été régulièrement importées dans le pays de destination.

A défaut de production de ces documents dans le délai prescrit, l'intéressé est censé avoir renoncé au transit, et les droits sont définitivement dus à l'Etat.

Art. 23. — L'Administration peut apposer sur les marchandises expédiées en transit des plombs, des cachets ou des marques spéciales permettant de reconnaître ces marchandises en cours de transport.

Les intéressés sont tenus de veiller à la bonne conservation de ces plombs, cachets et marques, et d'en permettre la vérification par tous les agents de l'Etat. Elle peut aussi prescrire des mesures de surveillance et de contrôle au bureau le plus rapproché de l'endroit de la frontière par lequel la réexportation doit avoir lieu.

## CHAPITRE VII

### *Des entrepôts.*

Art. 24. -- Les entrepôts sont des magasins dans lesquels les importateurs peuvent déposer, pendant un délai maximum d'un an, les marchandises importées par mer, en conservant, pendant la durée de ce dépôt, la faculté de les déclarer pour la consommation ou pour le transit.

Les droits d'entrée sur les marchandises déclarées en consommation ne sont dus qu'à la sortie de l'entrepôt.

Les entrepôts sont ou publics, c'est-à-dire établis par l'Etat et ouverts au dépôt des marchandises de tous les importateurs, ou particuliers, c'est-à-dire établis par des commerçants pour le dépôt de leurs propres marchandises.

Art. 25. — Des entrepôts publics seront établis dans les ports d'importation, à mesure que l'utilité de ces entrepôts sera reconnue.

Les frais de magasinage dans les entrepôts publics sont fixés par un arrêté spécial.

Les marchandises déposées dans les entrepôts publics y sont amenées, arri-mées et classées par les entrepositaires selon les indications que leur donnent les agents de l'Administration. Ceux-ci tiennent un registre des marchandises entreposées renseignant les frais de magasinage dus par chaque entrepositaire. A la fin de chaque trimestre, le receveur fait connaître à l'entrepositaire les sommes qu'il a à payer pour les droits de magasin.

Art. 26. — Tout importateur peut avoir, dans les ports où existe un bureau de perception, un entrepôt particulier, à la condition que le local fourni par lui présente toutes les garanties nécessaires contre les soustractions, qu'il soit situé à proximité du lieu de déchargement des marchandises importées, et qu'avant de recevoir aucune marchandise il soit agréé par le Directeur des Finances.

L'entrepôt particulier doit être fermé par deux serrures dont l'une est posée, aux frais du propriétaire, par l'Administration, qui a le droit de la changer quand elle juge à propos. La clef de cette dernière serrure reste aux mains du receveur, de manière qu'aucune opération ne puisse se faire dans l'entrepôt sans l'intervention des agents de l'Administration.

Art. 27. — Aucune marchandise ne peut être introduite dans un entrepôt si ce n'est ensuite d'une déclaration détaillée, faite conformément à l'article 4, et en vertu d'un permis d'importation délivré par le receveur.

Les marchandises sont vérifiées par les agents qui en surveillent l'emmaga-sinage.

La vérification peut être différée jusqu'après l'arrivée des marchandises dans l'entrepôt, pour autant qu'aucune soustraction ne soit à craindre pendant le transport et que l'entrepôt soit construit et aménagé de telle sorte qu'il ne puisse s'établir de confusion entre les marchandises déjà vérifiées et celles qui ne le sont pas encore.

Sous les mêmes réserves, les marchandises dont il est question à l'article 12 peuvent, pendant un délai raisonnable à fixer par le receveur, être déposées en entrepôt après vérification sommaire, sans déballage, en attendant leur expé-dition vers le Haut-Congo.

Art. 28. — Aucune marchandise ne peut être enlevée d'un entrepôt sans que l'intéressé ait, au préalable, remis au receveur une déclaration détaillée con-formément à l'article 4, pour la consommation ou pour le transit.

Au vu de la déclaration, le receveur délivre un permis d'importation soit pour la consommation, soit pour le transit; ce permis autorise l'enlèvement de la marchandise de l'entrepôt et indique l'heure à laquelle cet enlèvement sera effectué.

L'enlèvement doit se faire en présence des agents de l'Administration, et il est procédé à tous égards comme si les marchandises sortant de l'entrepôt arrivaient directement de l'étranger.

Art. 29. — Le commerçant qui possède un entrepôt particulier tient, d'après un modèle arrêté par l'Administration, un registre des marchandises entre-posées.

Les dispositions de l'article 12 du règlement de perception des droits de sortie, du 25 mars 1886 (*Bull. off.*, 1886, p. 162), sont applicables à la tenue de ce registre.

Les agents de l'Administration ont en tout temps le droit de faire le recense-ment des marchandises qui se trouvent dans l'entrepôt et d'en vérifier la con-cordance avec les écritures dudit registre, comme aussi de vérifier la concor-dance de ces écritures avec les documents délivrés pour les emmagasinages et pour les enlèvements de marchandises.

Les droits doivent être immédiatement acquittés sur les marchandises dont le manquant serait constaté, sans préjudice des pénalités qui pourraient être encourues.

Art. 30. — Les marchandises doivent, dans les entrepôts publics et particu-

liers, être munies d'étiquettes et être disposées de manière que l'on puisse facilement reconnaître en vertu de quels documents elles y sont entrées.

Art. 31. — Les marchandises déposées dans les entrepôts publics et particuliers peuvent être changées d'emballage, triées et assorties, à la condition d'en donner avis préalable au receveur, qui désigne un ou plusieurs agents pour surveiller les opérations; les nouveaux colis doivent être dûment reportés dans les écritures tout comme s'ils entraient à l'entrepôt, et les étiquettes apposées sur les marchandises doivent être modifiées en conséquence et suivant les instructions que donne le receveur.

Art. 32. — Les magasins servant d'entrepôt ne peuvent renfermer que des marchandises placées sous le régime de l'entreposage.

Les marchandises trouvées dans un entrepôt particulier, sans qu'un document d'entrée explique leur présence, sont inscrites d'office, par les agents de l'Administration, au registre des marchandises entreposées.

Art. 33. — Les droits d'entrée éventuellement dus sur les marchandises déposées en entrepôt particulier, doivent, à partir de la déclaration de ces marchandises sur entrepôt et jusqu'à leur enlèvement de l'entrepôt, être garantis par un cautionnement, à moins que le receveur n'accorde la dispense prévue par le deuxième alinéa de l'article 39 ci-après.

Art. 34. — Les marchandises dangereuses, insalubres ou dont le voisinage peut nuire à d'autres ne sont pas admises dans les entrepôts publics; il en est de même des marchandises trop encombrantes.

Art. 35. — Les armes, poudres et les munitions ne peuvent être entreposées que dans les entrepôts spéciaux prévus par l'article 9 de l'Acte Général de la Conférence de Bruxelles (*Bull. off.*, 1892, p. 41); les dispositions du présent règlement leur sont applicables pour tout ce qui concerne l'acquittement des droits.

Art. 36. — Les entrepositaires sont tenus de veiller à la bonne conservation de leurs marchandises.

L'Administration n'est responsable sous aucun rapport des marchandises entreposées.

Art. 37. — Les commerçants ou particuliers sont responsables des actes ou délits que leurs travailleurs peuvent commettre dans les entrepôts.

Celui qui introduit des ouvriers dans un entrepôt doit les surveiller, et celui qui est préposé à leur surveillance ne peut les quitter pendant la durée des travaux.

Art. 38. — Le receveur peut, par une autorisation écrite, permettre la levée d'échantillons de marchandises entreposées.

## CHAPITRE VIII

### *Des cautionnements.*

Art. 39. — Les cautionnements, dans tous les cas où ils sont exigés, doivent être fournis, en numéraire, au bureau du receveur qui délivre le document auquel le cautionnement se rapporte.

Le receveur peut dispenser du cautionnement lorsqu'il juge que les droits sont suffisamment garantis par la solvabilité de l'intéressé.

La dispense du cautionnement peut, en tout temps, être révoquée par le receveur.

Elle serait immédiatement retirée si les droits devenus exigibles n'étaient pas versés à la première demande du receveur.

## CHAPITRE IX

### *Du cabotage et du transport intérieur.*

Art. 40. — Les marchandises sur lesquelles les droits d'entrée ont été acquittés et qui sont dirigés vers les factoreries situées sur la côte maritime ou bien à une distance de moins de dix kilomètres du Congo moyen ou des



rièrres et lacs mitoyens ou de la frontière de terre, doivent être accompagnées soit du permis d'importation portant quittance des droits, soit d'un extrait de ce permis délivré par le receveur.

Les chefs desdites factoreries tiennent un registre des marchandises qu'ils ont reçues; ils y portent, d'une part, avec indication des permis, les marchandises qui entrent dans leurs magasins et, d'autre part, celles qui en sortent, et ce au fur et à mesure des entrées et des sorties.

Les dispositions de l'article 12 du règlement de perception des droits de sortie, du 25 mars 1886 (*Bull. off.*, 1886, p. 162), sont applicables à la tenue de ce registre.

Les droits doivent être immédiatement acquittés sur les marchandises trouvées en magasin et non inscrites audit registre, et ce sans préjudice des pénalités qui pourraient être encourues.

Le Gouverneur Général peut dispenser le commerçant des formalités prescrites par le second alinéa du présent article lorsque, dans les régions ou localités qu'il désignera par arrêté, il ne les jugera point nécessaires pour la répression de la fraude.

#### CHAPITRE X

##### *Des marchandises non déclarées ou délaissées.*

Art. 41. — Les marchandises importées sans fraude et dont la déclaration ne serait pas faite de la manière prescrite, soit parce que le destinataire refuserait de les recevoir, soit pour toute autre raison, sont déposées d'office en entrepôt public et peuvent, pendant un délai de six mois après leur importation, être réclamées par les ayants droit.

A l'expiration de ce délai de six mois, elles peuvent être vendues par l'Administration des Finances aux risques et périls de l'intéressé.

Les marchandises sujettes à une prompte détérioration ou dont la conservation présenterait des difficultés à cause de leur nature ou de leur volume, peuvent être vendues sans attendre l'expiration du délai de six mois.

Art. 42. — Si les ayants droit réclament les marchandises avant la vente, elles leur sont remises moyennant acquittement des droits et paiement des frais de garde, de magasinage et autres, fixés par le Directeur des Finances ou, en son absence, par le contrôleur ou le receveur des impôts.

Si les marchandises sont vendues, le produit de la vente est tenu par le receveur, pendant un an, à la disposition des ayants droit, lesquels peuvent en obtenir le paiement sous déduction des droits d'entrée et de 20 0/0 prélevés pour tous frais de garde, de magasinage et de vente.

Les sommes non réclamées avant l'expiration du délai d'un an sont définitivement acquises à l'Etat.

#### CHAPITRE XI

##### *Des préemptions.*

Art. 43. — Si pour des marchandises tarifées *ad valorem*, déclarées conformément à l'article 4, les receveurs jugent que la valeur déclarée est insuffisante, ils ont le droit de préempter les marchandises, c'est-à-dire de les retenir pour compte de l'Etat, en payant à l'importateur la valeur déclarée par lui, augmentée de 10 0/0; les droits perçus seront en outre restitués.

La préemption est constatée par un procès-verbal d'ordre, dont un double est remis au préempté.

Si la préemption s'opère au bureau de vérification du Stanley-Pool ou à un autre bureau situé à l'est de Matadi, la somme à payer à l'importateur comprendra, en outre, l'équivalent des frais de transport depuis Matadi jusqu'à l'endroit où a lieu la préemption.

Le tarif suivant lequel ces frais de transport seront évalués est fixé annuellement par le Directeur des Finances.

Le règlement des sommes à payer à l'importateur se fera, en numéraire,



dans les quinze jours si la préemption est opérée dans un des bureaux du Bas-Congo.

Si la préemption s'opère dans un bureau situé à l'est de Matadi, le règlement de la somme à payer se fera à Boma, dans les dix jours de la présentation par l'intéressé, au Directeur des Finances, du procès-verbal mentionné au deuxième alinéa du présent article.

## CHAPITRE XII

### *Fraudes et contraventions.*

Art. 44. — Ceux qui ont introduit ou tenté d'introduire des marchandises soumises à des droits d'entrée par d'autres endroits que par les ports, bureaux ou chemins autorisés à cet effet, ou qui, de toute autre manière, ont soustrait ou tenté de soustraire de semblables marchandises au paiement des droits ou à la vérification des agents de l'Administration, sont punis de quinze jours à six mois de servitude pénale et d'une amende égale à quinze fois les droits dont sont passibles les marchandises ayant fait l'objet de la fraude ou de la tentative de fraude.

Ces marchandises ainsi que, le cas échéant, les moyens de transport — navires, embarcations, véhicules, bêtes de somme, etc., — employés à la fraude, sont en outre saisis et confisqués.

Art. 45. — Lorsque, pour des marchandises déclarées conformément à l'article 4, les agents vérificateurs constatent que la quantité réelle est supérieure de plus de 5 0/0 à la quantité déclarée, ou constatent que des marchandises sujettes aux droits ont été déclarées sous une dénomination inexacte, le déclarant encourt une amende égale à quinze fois les droits sur la partie non déclarée ou à quinze fois les droits dont l'Etat eût été frustré si la fausse dénomination n'avait pas été découverte.

Art. 46. — Lorsque, dans le cas prévu par l'article 11, les agents de l'Administration constatent que la déclaration provisoire ne renseigne pas tous les colis qui se trouvent ou se trouvaient à bord du navire importateur, le déclarant encourt une amende de 50 francs pour chaque colis non déclaré.

Toutefois, aucune pénalité n'est encourue si l'intéressé, n'ayant pas eu connaissance autrement de la présence à bord des colis non déclarés, prouve que ceux-ci n'étaient pas renseignés au manifeste ni dans les papiers de bord.

L'amende prévue par le présent article est applicable en cas de contravention aux dispositions de l'article 13.

Art. 47. — Tout enlèvement ou toute tentative d'enlèvement, sans déclaration préalable, de marchandises déposées en entrepôt, est puni d'une amende égale à quinze fois les droits dus sur les marchandises faisant l'objet de la contravention.

La même amende est applicable aux marchandises trouvées en magasin et non inscrites au registre visé par l'article 40.

Art. 48. — Le paiement des amendes dans les cas prévus par les articles qui précèdent, ne dispense jamais du paiement des droits.

Art. 49. — Les importations ou tentatives d'importation par des voies non autorisées ou sans les déclarations prescrites, sont punies d'une amende de 200 francs, si les marchandises faisant l'objet de la contravention sont libres à l'entrée.

La même amende est encourue par ceux qui déclarent inexactement des marchandises libres à l'entrée; toutefois, la déclaration inexacte de la quantité n'est point punissable si la différence entre la quantité réelle et la quantité déclarée n'excède pas 10 0/0 de cette dernière.

Sont punies également de ladite amende de 200 francs, les contraventions au présent arrêté qui ne sont pas prévues par les dispositions qui précèdent.

Art. 50. — Les articles 23, 24, 25 et 27 du règlement de perception des droits de sortie, du 25 mars 1886 (*Bull. off.*, 1886, p. 162), sont applicables aux fraudes, contraventions et amendes en matière de droits d'entrée.

Art. 51. — Les peines et amendes seront doubles :

1° En cas de récidive dans le délai d'un an par les mêmes personnes ou par les agents d'une même firme commerciale;

2° Si les marchandises non déclarées ou irrégulièrement déclarées ou débarquées sont trouvées dans des cachettes ou dissimulées d'une manière quelconque.

Si une troisième contravention est commise dans le délai de deux années par les mêmes personnes ou par les agents d'une même firme commerciale, les amendes et les peines sont triplées.

### CHAPITRE XIII

#### *Dispositions générales.*

Art. 52. — Les opérations de déchargement, la manutention dans les entrepôts, ainsi que les importations par voie de terre ne peuvent être faites, et aucun document délivré ne peut avoir d'effet avant le lever ou après le coucher du soleil, ni les dimanches et jours de fêtes légales, à moins que, dans des circonstances particulières, le receveur ne donne par écrit une permission spéciale.

Toutes opérations faites en contravention à la défense qui précède seront réputées faites frauduleusement et punies comme telles.

Art. 53. — Les navires et embarcations doivent, dans les ports de l'Etat indépendant, mouiller à l'endroit qui leur est désigné par la police du port ou, à son défaut, par les agents de l'Administration.

Art. 54. — Lorsque, par suite de manque d'eau dans les fleuves ou rivières ou de toute autre circonstance, le capitaine ou patron juge nécessaire d'alléger le navire ou l'embarcation, il note exactement sur les documents du bord et sur la déclaration les marchandises déchargées.

Les allèges contenant ces marchandises doivent accompagner le navire ou l'embarcation jusqu'au lieu de destination ou jusqu'à l'endroit où elles peuvent être réembarquées. L'allègement doit se faire, autant que possible, à l'inter-vention des agents de l'Etat, et ceux-ci visent, en pareil cas, les annotations prescrites ci-dessus.

En cas de déchargement à terre, le capitaine ou patron en donne immédiatement avis au bureau des douanes le plus rapproché.

Art. 55. — L'Administration a la faculté de placer des agents en surveillance à bord de tout navire chargé qui séjourne dans un port de l'Etat indépendant, ou qui se rend d'un port à un autre avec des marchandises sujettes aux droits ou aux formalités prescrites par le présent règlement.

Le capitaine est tenu de recevoir ces agents, de leur accorder le transport gratuit et de leur fournir, à ses frais, le logement et la nourriture pendant qu'ils sont à bord (1).

Art. 56. — Les agents de l'Administration peuvent apposer des plombs ou scellés sur les écoutilles et partout ailleurs à bord où ils le jugeraient utile. Le capitaine est tenu de veiller à la bonne conservation des plombs ou scellés; en cas de bris ou de rupture, s'il n'est pas dûment prouvé que le fait provient d'un accident ou d'une circonstance de force majeure, le capitaine encourra une amende de 500 francs, sans préjudice des pénalités qui seraient encourues du chef de soustraction ou d'importation frauduleuse.

Bruxelles, le 10 avril 1892.

*Le Secrétaire d'Etat,  
du Département de Finances,*  
CAM. JANSSEN.

#### **Règlement sur les entrepôts.**

Le Secrétaire d'Etat du Département des Finances, vu le décret du Roi-Sou-

(1) Tout agent du service des impôts est porteur d'un insigne que les intéressés ont le droit de lui faire exhiber.

verain en date du 9 avril 1892, autorisant la perception des droits d'entrée dans l'Etat indépendant du Congo et chargeant le Secrétaire d'Etat du Département des Finances d'établir le régime d'entrepôt,

Arrête :

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Dispositions générales.*

Article premier. — La garde et la surveillance des entrepôts publics sont confiées exclusivement aux agents du service d'impôts; l'entrepôt particulier est à la garde de l'entrepositaire et de l'Administration dans les conditions déterminées par l'article 26 du règlement de perception des droits d'entrée.

Art. 2. — Il n'est permis de pénétrer dans les entrepôts ni d'en sortir que par les entrées et les issues à ce destinées. L'accès n'en est permis qu'aux personnes dûment autorisées par le receveur ou par l'agent que le receveur a préposé à cet effet.

Art. 3. — Il est formellement défendu de fumer dans l'enceinte des entrepôts ou d'entrer dans les magasins avec du feu, de la lumière ou des objets propres à en produire.

Art. 4. — Aucune introduction de futailles, bouteilles ou autres récipients vides ne peut avoir lieu dans les entrepôts, à moins d'une autorisation spéciale donnée par le receveur.

Art. 5. — Les marchandises sont placées à l'endroit désigné par les agents de l'Administration; elles sont arrimées, autant que possible, par espèce et séparément de la manière qu'ils prescrivent.

Art. 6. — Il est interdit de changer, de quelque manière que ce soit, la place ou l'arrimage des marchandises, à moins d'autorisation spéciale du receveur.

Art. 7. — A la sortie de l'entrepôt, la partie entière des marchandises, sans distinction de nature, portée dans un même document, doit être réunie pour la vérification à l'endroit désigné par les agents de l'Administration.

Art. 8. — Une étiquette numérotée, et dont le modèle est déterminé par l'Administration, est placée, par les soins des entrepositaires, sur chaque colis ou partie de marchandises; l'étiquette indique notamment la date du document en vertu duquel le dépôt a été effectué. Les mêmes indications sont faites par les agents de l'Administration sur le registre d'entrepôt. Les étiquettes ne peuvent être modifiées sans l'autorisation du receveur, tant que les marchandises restent dans le même magasin.

Art. 9. — Lorsque l'entrepositaire veut tirer ou assortir des marchandises entreposées, ces opérations, une fois commencées, doivent être poursuivies sans interruption. Les marchandises doivent être immédiatement remises en colis, et le receveur autorise, le cas échéant, les modifications à apporter aux étiquettes.

Art. 10. — Le receveur fait opérer tous les six mois au moins le recensement des marchandises déposées dans les entrepôts publics ou particuliers.

Art. 11. — Les échantillons que les entrepositaires peuvent, par application de l'article 58 du règlement de perception des droits d'entrée, faire sortir librement des entrepôts, ne doivent avoir aucune valeur marchande, et leurs quantité et dimensions ne doivent en rien diminuer la valeur des marchandises entreposées. Au cas contraire, ils ne peuvent sortir de l'entrepôt qu'après avoir acquitté les droits.

Art. 12. — Les marchandises ne peuvent jouir du régime d'entrepôt que pendant la durée d'une année; passé ce délai, elles doivent être déclarées pour la consommation ou pour le transit; à défaut de déclaration, elles tombent sous l'application de l'article 41 (dernier alinéa) et de l'article 42 du règlement de perception des droits d'entrée, relatifs aux marchandises non déclarées ou délaissées.

Art. 13. — Les opérations dans les entrepôts ne peuvent être faites que de sept heures du matin à midi et de deux heures à six heures du soir.



## CHAPITRE II

*Des entrepôts publics.*

Art. 14. — Le transport des marchandises dans les entrepôts publics, ainsi que la manutention à laquelle donne lieu leur classement, sont à charge des entrepositaires; le Gouverneur général peut toutefois arrêter un tarif de frais applicable aux marchandises qui, dans des circonstances exceptionnelles, sont transportées et classées dans les entrepôts publics par les soins de l'Administration.

Art. 15. — Les entrepositaires sont tenus de veiller à la bonne conservation de leurs marchandises; le receveur les y invite au besoin par écrit, et à défaut par eux de satisfaire à cette invitation endéans les huit jours, il peut les priver de la faveur de l'entrepôt. Dans ce cas, les marchandises devront être immédiatement déclarées pour la consommation ou le transit; sinon il est procédé à leur égard conformément à l'article 41 (dernier alinéa) et à l'article 42 du règlement de perception des droits d'entrée.

Art. 16. — Les marchandises sans consignataires ou refusées par le destinataire sont déposées d'office dans les entrepôts publics, au nom de l'Administration, jusqu'à l'expiration du terme prévu au dixième alinéa de l'article 41 du règlement de perception des droits d'entrée.

Art. 17. — Sont exclues des entrepôts publics, par application de l'article 34 du règlement de perception des droits d'entrée, les marchandises suivantes :

- 1° Les acides nitriques et sulfuriques;
- 2° Les allumettes chimiques ou soufrées;
- 3° Les produits pharmaceutiques et chimiques;
- 4° Les articles de pyrotechnie, y compris les pièces de feu d'artifice;
- 5° Les laines grasses;
- 6° La chaux;
- 7° Le charbon de terre, le coke et les briquettes;
- 8° Les engrais;
- 9° Foins et pailles;
- 10° Le goudron, coaltar et huiles essentielles;
- 11° Le pétrole, le naphte et autres huiles minérales;
- 12° Les poissons séchés;

Enfin, toutes les marchandises insalubres, dangereuses ou par trop encombrantes désignées par le receveur des impôts, ainsi que celles qui sont prohibées à l'entrée ou qui doivent être déposées dans des magasins spéciaux.

Art. 18. — Les droits de magasin sont perçus conformément au tarif suivant :

*Droits de magasin dans les entrepôts publics.*

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	Unités.	Taux des droits de magasin, par mois.
Bois travaillé. . . . .	100 francs.	0 40
Meubles en bois. . . . .	—	0 75
Cuivre ou laiton. . . . .	—	0 40
Ouvrages en fer (machines, etc.). . . . .	—	0 25
Fer en barre, en plaque ou fil. . . . .	—	0 20
Vin en cercle. . . . .	—	0 75
Vin en bouteilles de 50 centilitres ou plus. . . . .	—	1 »
— de moins de 50 centilitres. . . . .	—	0 75
Bière en cercle. . . . .	—	0 75
Bière en bouteilles de 50 centilitres ou plus. . . . .	—	1 »
— de moins de 50 centilitres. . . . .	—	0 75
Riz en sacs ou en barils. . . . .	—	0 60
Sel brut et raffiné en sacs ou barils. . . . .	—	0 80
Tabacs en feuilles. . . . .	—	0 75.



Cigares et cigarettes . . . . .	—	4 25
Tissus de tous genres. . . . .	—	0 50
Verreries, verroteries, faïences et porcelaines (y compris les perles et coraux). . . . .	—	0 40
Conserves alimentaires. . . . .	—	0 60
Quincailleries. . . . .	—	0 50
Spiritueux en cercle . . . . .	100 litres	0 40
— en dames-jeannes . . . . .	—	0 60
— en bouteilles de 50 centilitres ou plus. . . . .	100 bouteilles	1 »
— — de moins de 50 centilitres. . . . .	—	0 80

Art. 19. — Les droits sont uniformément de 75 centimes par 100 francs de valeur pour les marchandises non spécialement dénommées dans ce tarif.

Art. 20. — Les droits se calculent par mois. Les marchandises qui séjournent moins de trente jours dans l'entrepôt payent pour un mois entier. Les droits sont exigibles le dernier jour de chaque trimestre écoulé; ils doivent également être acquittés, lors de la sortie de l'entrepôt, pour la partie du trimestre en cours.

### CHAPITRE III

#### *Des entrepôts particuliers.*

Art. 21. — Le transport et la manutention des marchandises dans les entrepôts particuliers sont toujours à la charge exclusive des entrepositaires.

Art. 22. — L'entrepôt doit être en tout temps accessible aux agents de l'Administration. La clef, que conserve l'entrepositaire, doit se trouver constamment à son domicile à la disposition de celui qui le représente en cas d'absence, afin de pouvoir obtempérer sans retard à la réquisition des agents de l'Administration.

Art. 23. — Les propriétaires des entrepôts particuliers doivent y placer les instruments nécessaires au pesage des colis et des marchandises; ces instruments doivent présenter toutes les garanties d'exactitude désirables.

Art. 24. — Les entrepôts ne peuvent renfermer que les marchandises appartenant au propriétaire de l'entrepôt qui l'a fait agréer par le Directeur des Finances; les marchandises appartenant à des tiers ne peuvent y être déposées, lors même que le propriétaire de ces entrepôts serait leur commissionnaire ou leur fondé de pouvoir.

### CHAPITRE IV

#### *Pénalités.*

Art. 25. — Toute contravention aux dispositions du présent règlement sera punie d'une amende de 100 francs.

Les articles 23, 24, 25 et 27 du règlement sur les droits de sortie, du 25 mars 1886 (*Bull. off.*, 1886, p. 162), sont applicables aux contraventions du présent règlement.

Bruxelles, le 10 avril 1892.

Le Secrétaire d'Etat  
du Département des Finances,  
CAM. JANSSEN.

#### **Droits d'entrée. — Bureaux de perception.**

Le Secrétaire d'Etat du Département des Finances, vu le décret du 9 avril 1892, autorisant la perception des droits d'entrée dans l'Etat indépendant du Congo;

Vu l'article 3 du règlement de perception en date de ce jour;

Arrête :

Article unique. — Des bureaux pour la perception des droits d'entrée sont établis dans les localités suivantes :

Banana;

Boma;  
Matadi;  
N'Zobé;  
Stanley-Pool;  
Equateur.  
Fait à Bruxelles, le 10 avril 1892.

Le Secrétaire d'Etat  
du Département des Finances,  
CAM. JANSSEN.

**Décret sur les droits de sortie. — Réduction définitive  
des impositions directes et personnelles.**

9 avril 1892.

Léopold II, Roi des Belges, souverain de l'Etat indépendant du Congo, à tous, présents et à venir, salut :

Revu nos décrets des 19 février (*Bull. off.*, 1891, p. 23), 8 juillet (*Bull. off.*, 1891, p. 157) et 14 novembre 1891;

Vu le protocole douanier signé à Lisbonne, le 8 avril 1892, entre les Gouvernements de l'Etat indépendant du Congo, de la France et du Portugal;

Sur la proposition de Notre Conseil des Secrétaire d'Etat,  
Nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — Le droit de sortie sur l'ivoire est fixé uniformément à 10 % *ad valorem*, quelle que soit la provenance de ce produit;

Le droit de sortie sur le caoutchouc est fixé à 10 % de la valeur.

Les droits seront perçus sur les bases suivantes :

Morceaux d'ivoire, pilons, etc.....fr.	10	»	le kilog.
Dents d'un poids inférieur à 6 kilog.....	16	»	—
— supérieur —	21	»	—
Caoutchouc.....	4	»	—

Art. 2. — Les droits de sortie sur les autres produits africains, fixés par Nos décrets des 15 décembre 1885 (*Bull. off.*, 1886, p. 40) et 28 février 1888 (*Bull. off.*, 1888, p. 45), restent provisoirement en vigueur.

Art. 3. — Les impositions directes et personnelles, établies par le décret du 16 juillet 1890 (*Bull. off.*, 1890, p. 113) et l'arrêté du Gouverneur général du 3 septembre 1890 (*Bull. off.*, 1891, p. 27), qui reste et demeure approuvé, sont définitivement réduites à un tiers pendant cinq années, à dater du 9 février 1891, et ensuite à la moitié pendant les cinq années suivantes.

Art. 4. — Les décrets des 19 février, 8 juillet et 14 novembre 1891 sont rapportés.

Art. 5. — Le présent décret entrera immédiatement en vigueur.

Art. 6. — Notre Secrétaire d'Etat du Département des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Ciergnon, le 9 avril 1892.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :  
Le Secrétaire d'Etat  
du Département des Finances,  
CAM. JANSSEN.

## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### BULGARIE

L'ouverture de la Session du Sobranié a eu lieu le 27 octobre.

Voici le discours du Trône :

Messieurs les Représentants !

C'est avec plaisir que Je vous vois réunis dans Ma Capitale en troisième Session de la Sixième Assemblée Nationale. Depuis Mon avènement au Trône Bulgare, deux Assemblées Nationales ont atteint le terme de leur législature. C'est là une preuve évidente et incontestable que le Pays marche et se développe dans sa voie normale et qu'il y règne l'ordre, la tranquillité et le contentement général.

Messieurs les Députés !

Dans le cours des voyages que J'ai entrepris cette année hors des limites de la Principauté, J'ai été heureux de constater par Moi-Même quelle sympathie et quel intérêt les nations éclairées et les gouvernements accordent au vaillant peuple bulgare ; quels sentiments sincères les animent à son égard et combien ils souhaitent de le voir sortir victorieux de la lutte qu'il soutient pour la défense de ses droits et la sauvegarde de son autonomie. L'accueil cordial qui M'a été fait par Sa Majesté Impériale et Royale l'Empereur d'Autriche Roi de Hongrie, et par Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne ainsi que par les éminents hommes d'Etat Anglais, M'a convaincu que nos labeurs de chaque jour et nos efforts persévérants pour le bien-être de notre Patrie sont appréciés avec justice et équité.

Messieurs les Députés !

Je n'ai pas été moins satisfait de constater la bienveillance que Sa Majesté Impériale le Sultan a témoignée au peuple bulgare en daignant recevoir en audience Mon premier Conseiller, et envoyer un de Ses hauts fonctionnaires en qualité de Son Représentant à notre Première Exposition d'Agriculture et d'Industrie. Par ces marques de faveur, Sa Majesté Impériale le Sultan a contribué à resserrer encore davantage les liens d'amitié qui existent entre Sa Majesté Impériale et Son Vassal et a donné à entendre qu'il se réjouit sincèrement des progrès accomplis sous tous les rapports par la Nation Bulgare.

Messieurs les Représentants !

L'ouverture de la première Exposition Bulgare à Plovdiv a été pour nous une victoire pacifique intérieure et une preuve donnée à tous du caractère paisible et laborieux de notre Nation. J'espère que cette Exposition contribuera largement au relèvement de notre Agriculture, de notre Industrie et, en général, au développement du bien-être du Pays. En constatant ce fait, ce M'est un devoir agréable d'exprimer, devant les Représentants du Peuple Bulgare, Ma sincère gratitude aux Exposants nationaux étrangers pour la part active qu'ils ont prise à cette œuvre patriotique.

Messieurs les Députés !

En vue de couvrir les dépenses que va exiger la construction des lignes fer-

rées et des ports de Bourgas et de Varna, déjà votés par vous, Mon gouvernement a conclu un emprunt de 145 millions de francs qui sera soumis à votre approbation. Il soumettra de même à votre examen éclairé et à votre approbation les projets de lois suivants :

- 1° Projet de loi sur les Contrats et Obligations ;
- 2° Projet de loi sur la Caisse Agricole ;
- 3° Projet de loi sur les routes de l'Etat, et
- 4° Projet de loi sur la protection de l'Industrie du Pays.

Persuadé que vous accorderez l'attention nécessaire aux projets de loi et propositions sus-mentionnés, J'invoque la bénédiction du Tout-Puissant sur vos actes et vos travaux et Je déclare ouverte la troisième Session régulière de la Sixième Assemblée Nationale.

Voici la traduction de l'Adresse votée par la Chambre dans sa séance du 4 novembre.

Altesse Royale,

Réunis en troisième Session ordinaire de la Sixième Assemblée Nationale ordinaire, les Représentants nationaux sont heureux de pouvoir soumettre aux pieds de Votre Altesse Royale l'expression des sentiments d'amour et de dévouement sans bornes dont le Peuple Bulgare est animé envers son Souverain.

Le fait que depuis Votre avènement au Trône de Bulgarie, deux Assemblées Nationales achèvent le terme de leur mandat constitue une preuve irréfutable que notre pays se développe dans sa voie normale et qu'il y règne l'ordre et la tranquillité, dûs à la sage administration et à la ferme persévérance de Votre gouvernement, sous la haute direction de Votre Altesse Royale.

Monseigneur,

Nous sommes profondément touchés des sympathies et de l'intérêt dont les Nations civilisées et leurs gouvernements respectifs font preuve à l'égard de la Nation Bulgare, ainsi que de leurs sincères souhaits de la voir sortir victorieuse de la lutte qu'elle soutient pour le maintien de ses droits et de son autonomie.

La Représentation Nationale croit de son devoir d'exprimer sa reconnaissance pour les insignes honneurs témoignés à l'égard de la Nation Bulgare en la Personne de Votre Altesse Royale par le gracieux accueil qui Vous a été fait par Sa Majesté Impériale et Royale le Souverain d'Autriche-Hongrie et par Sa Majesté la Reine de Grande-Bretagne, ainsi que par les nobles dignitaires gouvernementaux et communaux d'Angleterre. La Nation Bulgare puise dans leurs sincères sympathies une plus grande énergie dans ses efforts pour la sauvegarde de ses droits et de son autonomie.

Altesse Royale,

Les paroles nous manquent pour exprimer toute notre reconnaissance pour la haute bienveillance que Sa Majesté Impériale le Sultan, notre Auguste Suzerain, a témoignée à la Nation Bulgare par l'accueil qu'il a fait à Votre Premier Conseiller, ainsi que pour la bienveillance qu'il a eue de déléguer un de Ses hauts dignitaires en qualité de Son représentant à notre première Exposition Agricole et Industrielle. La Nation Bulgare apprécie hautement la part que Sa Majesté Impériale le Sultan prend à son progrès général et Elle se réjouit sincèrement de voir que les liens d'amitié déjà existants se ressèrent chaque jour davantage et que la conscience de l'identité des intérêts des deux pays se fortifie de plus en plus.

La Représentation nationale espère que notre Auguste Suzerain, dans Ses Soins et Sa constante sollicitude pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité dans la Péninsule des Balkans, et convaincu de la conduite loyale de la Nation Bulgare, fera les démarches nécessaires en vue de régler définitivement la question bulgare.

Monseigneur,

La Représentation Nationale estime de son devoir sacré d'exprimer au nom



de la Nation Bulgare, sa profonde reconnaissance pour l'initiative que Votre Altesse Royale à la tête de Son gouvernement a prise d'organiser la première Exposition Bulgare d'Agriculture et d'Industrie à Philippople. L'empressement avec lequel la Nation y est accourue et y a participé constitue une preuve suffisante qu'elle est animée de tendances laborieuses et pacifiques; qu'Elle apprécie hautement le relèvement de l'Agriculture et de l'Industrie dans le pays, et qu'Elle est convaincue que c'est surtout leur développement qui pourra assurer dans l'avenir son bien-être et sa prospérité économique.

Altesse Royale,

Nous constatons avec satisfaction que l'emprunt conclu par Votre gouvernement vient témoigner qu'à l'étranger on apprécie équitablement nos efforts par un tranquille développement économique et qu'on y envisage avec confiance l'avenir de notre pays.

La Représentation Nationale étudiera avec une attention toute particulière tous les projets de loi que le gouvernement de Votre Altesse Royale lui soumettrait et Elle accomplira tout ce que les intérêts de la Patrie lui auront suggéré.

Vive Son Altesse Royale Ferdinand I<sup>er</sup>, Prince de Bulgarie !

## FRANCE

Discours prononcé à Chambéry, le 4 septembre, par le Président de la République, dans un banquet donné à l'occasion du Centenaire de la réunion de la Savoie à la France :

Monsieur le Maire,

Le Gouvernement de la République ne pouvait manquer d'assister aux belles fêtes qui nous réunissent aujourd'hui.

Gouvernement démocratique, en communion constante avec le pays, pénétré de tous les généreux sentiments qui animent la nation, il a sa place marquée dans les manifestations populaires qui évoquent les mémorables souvenirs de notre histoire et rappellent les actes qui ont contribué à la grandeur et à la gloire de notre France.

Peut-on imaginer une manifestation plus touchante que celle où vous nous avez conviés, plus admirable que cette fête qui voit tout un peuple assemblé pour célébrer le jour où il a librement mis sa main dans la main de la France et lui a dit : « Je veux être à toi ? »

Peut-on, sans émotion, revoir par la pensée ces mémorables journées où les Communes de la Savoie donnaient à leurs représentants mission de demander, dans l'Assemblée Souveraine des Allobroges, l'union avec la Nation Française; où les délégués de l'Assemblée portaient à la Convention leur fier langage; où on leur répondait : « Généreux Savoisien, en vous nous chérissons des Français, des Amis et des Frères; nos intérêts communs vont se confondre; vous rentrez dans la famille pour n'en sortir jamais; » — où, enfin, après avoir longuement mûri sa résolution, la Convention prononçait ce décret de Réunion, si éloquent dans sa concision, dans lequel, avant tout, elle déclarait obéir au vœu libre et unanime du peuple Souverain de la Savoie ?

Magnifique exemple de respect pour la liberté des peuples !

Comme on comprend bien qu'ainsi entré, la tête haute, dans la famille Française, le peuple Allobroge se soit donné tout entier; et que, une seconde fois consulté, après une séparation de 43 ans, il ait, par ses suffrages unanimes, affirmé de nouveau sa ferme volonté d'être et de rester Français !

Ces noblesses souvenirs que vous évoquez aujourd'hui, le Gouvernement de la République est heureux de les glorifier avec vous. Et, si j'ai l'honneur de parler en son nom, permettez-moi d'ajouter à ce témoignage officiel l'expres-

sion personnelle de la joie qu'éprouve, en ce jour, celui qui fut, il y a un quart de siècle, votre hôte, votre concitoyen et qui est resté votre ami.

C'est avec bonheur qu'il reçoit aujourd'hui les marques si touchantes de votre patriotisme ; c'est avec émotion que, ce matin, dans les rangs de notre chère armée, la vraie France *une et indivisible*, il retrouvait cette brave jeunesse qui, dans vos Alpes Savoyennes, apprend l'amour de la grande Patrie.

Dans les épreuves qu'e'le a traversées, les généreux enfants de la Savoie l'ont servie avec tout leur cœur et tout leur sang.

Ils ont inspiré à un éminent artiste cet élan magnifique, cette admirable étreinte du drapeau qui est tout un symbole.

Il leur appartient aujourd'hui de célébrer le relèvement de la Patrie. La République n'a pas de citoyens plus fidèles, plus fermes et plus dévoués ; et les exemples qu'ils savent donner, par leur union aussi bien que par leur loyal concours à toutes les œuvres de progrès démocratique que nous poursuivons sans trêve, n'ont pas peu contribué au succès de nos communs efforts.

Vous disiez tout à l'heure, Monsieur le Maire, qu'on fait ici « moins de politique et plus de patriotisme ».

Laissez-moi vous féliciter de placer les intérêts de la Patrie au-dessus de la lutte des partis, qui, aujourd'hui, doivent désarmer devant la volonté nationale, au-dessus des mesquines querelles qui ne rencontrent que l'indifférence du pays, au-dessus des malsaines entreprises qu'il réprouve.

Rapprocher tous les Français sous le drapeau de la République, faire l'union des forces vives du pays, rendre le travail plus fructueux, préparer au travailleur plus de bien-être aujourd'hui, plus de sécurité pour l'avenir, c'est là du patriotisme, Monsieur le Maire. C'est faire une France prospère au dedans, honorée au dehors, calme et pacifique avec la conscience de sa force. C'est inspirer au monde confiance dans la République.

Nos chers compatriotes de Savoie consacrent à cette œuvre nationale leurs efforts dévoués. Au nom du pays je les en remercie et je lève mon verre à la France unie et à tous ses enfants.

Discours prononcé, le 20 septembre, par M. Léon Bourgeois, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, à l'occasion du *Centenaire de la bataille de Valmy* :

Messieurs,

La France entière fêtera, le 22 septembre, le Centenaire de la proclamation de la République. Les Chambres ont décidé de faire de la célébration du Centenaire de Valmy comme la préface nécessaire de la grande fête nationale. Les deux événements sont, en effet, inséparables ; suivant le mot célèbre de Michelet, c'est à Valmy que la République a été « fondée par la victoire avant d'être décrétée par la Convention ». C'est à Valmy, sur la colline aride où nous sommes assemblés, que, le 20 septembre 1792, dans le fracas d'une canonnade dont la violence n'avait jamais été égalée, les soldats de Kellerman, inébranlables sous le feu, notifièrent à l'Europe coalisée, au cri de : *Vive la Nation !* poussé par leur général et cent fois répété par eux, que la France était libre et qu'aucune puissance étrangère ne lui ravirait cette liberté. Scène saisissante, dont les témoins comprirent aussitôt le sens profond et dont le grand poète allemand Goethe, qui avait assisté à toute l'action, disait, le jour même, à la nuit tombante, aux officiers prussiens qui l'entouraient : « De ce lieu et de ce jour date une nouvelle époque dans l'histoire du monde. »

Messieurs, si l'on mesure l'importance d'une bataille au nombre des troupes engagées, et surtout au nombre des pertes subies par les armées en présence, Valmy n'est pas une grande bataille. Suivant les évaluations les plus rigoureuses, l'armée prussienne avait en ligne 34,000 combattants et 58 piè-

ces de canon ; elle ne perdit guère plus de 200 hommes. Les Français compaient de 35 à 36,000 hommes et 40 canons, et leurs pertes s'élevaient à 150 tués et 260 blessés. Mais si, comme le pense Voltaire, ce sont « les lieux et le temps qui font l'importance de l'action », celle de Valmy est sans égale. « De 1792 à 1814, a pu dire Edgar Quinet, le souvenir de la campagne de l'Argonne devait protéger la France ; désormais, l'audace allait manquer aux étrangers : ils avaient vu de près la Révolution à son foyer, ils en avaient rapporté un sentiment d'épouvante et de respect. »

Le 5 juillet 1792, après l'échec qui avait suivi la première tentative d'invasion de la Belgique, l'Assemblée législative avait déclaré la Patrie en danger ; le 26, l'armée de la coalition, forte de 70,000 Prussiens et de 68,000 Autrichiens, Hessois et nobles émigrés, divisée en trois corps, avait commencé son mouvement d'invasion : Hohenlohe marchait à gauche sur Metz, Brunswick au centre sur Longwy, Verdun et Châlons, Clairfayt à droite sur Sedan et Reims. En quittant Coblenz, Brunswick avait lancé son manifeste célèbre. Il déclarait que les souverains alliés, l'empereur et le roi de Prusse, avaient résolu de faire cesser l'anarchie dans l'intérieur de la France et de rétablir le pouvoir légal. Il sommait, en conséquence, « les généraux, officiers, bas-officiers et soldats de troupes de ligne françaises de revenir à leur ancienne fidélité » ; « les gardes nationaux qui avaient combattu contre les troupes des deux cours alliées et qui seraient pris les armes à la main, seraient punis comme rebelles... ; les habitants des villes, bourgs et villages qui oseraient se défendre contre les troupes de Leurs Majestés et tirer sur elles, seraient punis sur-le-champ suivant la rigueur du droit, et leurs maisons démolies ou brûlées... ; la ville de Paris et tous les habitants sans distinction seraient tenus de se soumettre sur-le-champ et sans délai au roi ; Leurs Majestés impériale et royale rendaient personnellement responsables de tous les événements, sur leur tête, pour être jugés militairement, sans espoir de pardon, tous les membres de l'Assemblée nationale, du département, du district, de la municipalité et de la garde nationale... ; enfin, et en cas d'insultes, ou violences, ou outrages au roi et à la famille royale, la ville de Paris serait livrée à une exécution militaire et à une subversion totale et les révoltés coupables d'attentats aux supplices qu'ils auraient mérités ».

Messieurs, il est nécessaire de se rappeler les termes du manifeste de la coalition pour comprendre et pour juger les terribles événements qui suivirent. On sait la réponse qui fut faite : l'insurrection du 10 août, les Tuileries envahies, le roi prisonnier, conduit au Luxembourg, puis au Temple, les massacres des premiers jours de septembre, la Convention nationale convoquée ; comme l'avait dit Isnard à la tribune : « Le peuple français, en tirant l'épée, en avait jeté le fourreau. » Loin d'être ébranlée par les nouvelles de l'invasion, par les redditions successives de Longwy et de Verdun, la France, pour défendre son indépendance et son honneur, se levait de toutes parts ; et la parole de Danton : « Pour vaincre les ennemis, pour les atterrir, que faut-il ? De l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace », devenait le cri de la nation entière. La Révolution, menacée au dedans, et au dehors, allait se réfugier dans la victoire. Cette victoire, c'était Valmy.

Au lendemain de la perte de Verdun, Dumouriez, commandant en chef de l'armée des Ardennes, avait résolu d'arrêter l'armée de Brunswick devant l'Argonne. Cette longue chaîne de collines, couverte de bois épais, est traversée seulement par cinq routes, formant comme autant de défilés faciles à défendre : le Chêne-Populeux, la Croix-aux-Bois, Grand-Pré, la Chalade et les Islettes. En occupant ces positions, il pouvait, avec des forces de beaucoup inférieures en nombre, immobiliser longtemps l'ennemi. Pendant ce temps, Kellerman, à la tête de l'armée de Metz, pourrait le rejoindre ; le camp de 20,000 hommes établi sous Paris formerait et enverrait de nouvelles troupes ; Custine, sur le Rhin, prendrait l'offensive : « Grand-Pré et les Islet-



tes, écrivait-il au Ministre de la guerre, seront les Thermopyles de la France. »

Malheureusement, une faute fut commise dans l'exécution de ce plan. La Croix-aux-Bois, gardée par une petite troupe insuffisante, fut forcée par les alliés, et Brunswick, pénétrant par cette trouée dans la plaine de Champagne, s'avança jusqu'aux sources de la Suippe, de la Tourbe et de la Bionne, menaçant la route de Verdun à Châlons et coupant ainsi les Français de leur ligne principale de retraite.

Le génie audacieux de Dumouriez trouva dans ce péril de nouvelles ressources. Par une rapide marche de nuit à travers l'Argonne, il descendit à son tour vers le sud, parallèlement aux troupes prussiennes, et vint le 17 septembre se masser en face d'elles, en avant de Sainte-Menehould, entre Maffrécourt et Dommartin-la-Planchette, son centre à Braux-Sainte-Cohière. Il était ainsi sur un plateau assez élevé, toujours adossé à l'Argonne, dont un de ses lieutenants, Dillon, posté derrière lui aux Islettes, gardait les défilés ; il tendait vers la gauche la main à l'armée de Kellermann, venant de Vitry-le-François. Celui-ci, hâtant sa marche, pouvait lui faire parvenir, le 18 au matin, les premiers détachements de soldats. Le lendemain 19, il franchissait lui-même la rivière d'Auve et prenait position à Dommartin-la-Planchette. La jonction était opérée et les deux petites armées françaises, étroitement appuyées l'une à l'autre, étaient prêtes à recevoir l'ennemi.

Le 20, à six heures du matin, les têtes de colonnes prussiennes, venant de Somme-Bionne, débouchaient sur le plateau du Maigneux, en face des lignes françaises. La bataille était commencée.

A ce moment, Messieurs, le point où nous sommes, ce tertre du moulin de Valmy qui a donné son nom à la bataille, n'était pas encore occupé par Kellermann ; en avant des villages que celui-ci tenait depuis la veille, Dumouriez avait envoyé de l'artillerie sur deux des points qui dominent la plaine : l'un avec le général Valence à son extrême gauche, sur la route même de Châlons, au carrefour de la Lune ; l'autre, avec Duprez Crassier à sa droite, au mont Yvron. Un premier duel s'engagea entre ces batteries et l'artillerie prussienne ; celle-ci, supérieure en nombre, parvint à éteindre notre feu. Valence et Duprez Crassier durent se replier sur Dommartin, et l'ennemi vint occuper le carrefour de la Lune et s'y établit fortement.

Mais pendant ces premiers engagements, Kellermann avait pu prendre ses dispositions définitives ; vers dix heures, le mont Yvron, un moment abandonné sur la droite, était réoccupé par Stengel, auquel Dumouriez donnait pour appui les seize bataillons de Beurnonville ; à gauche, Valence et Chazot, après avoir vainement tenté de reprendre la position de la Lune, étaient reformés auprès de la route de Sainte-Menehould, en équerre vers Orbeval et la rivière d'Auve ; au centre enfin, Kellermann, avec d'Aboville, le duc de Chartres et Pully, avait établi son corps d'armée sur la butte de Valmy, la cavalerie sur la hauteur en arrière du moulin, et devant elle l'infanterie en deux lignes, soutenues par 36 pièces de canon.

C'est dans ces positions que les Français attendirent l'assaut. Brunswick le prépara par une canonnade furieuse. 54 pièces, les unes établies en face de Valmy, les autres postées à la Lune et prenant le moulin en flanc, ne cessèrent pendant plusieurs heures de les entourer d'un cercle de feu. Rien n'ébranle leur immobilité. Enfin, à une heure de l'après-midi, au moment où, pour la première fois, le soleil dissipant les nuages permit d'apercevoir distinctement nos lignes, Frédéric-Guillaume, las d'attendre, ordonna la marche en avant. Ce fut l'heure décisive.

L'armée prussienne, l'armée de Frédéric le Grand, formée de vieilles troupes dont le renom avait rempli la moitié du siècle, commandée par le célèbre duc de Brunswick, s'avancait, sous les yeux de son roi, formée en bataille, sur trois lignes de près de deux lieues d'étendue, soutenue aux deux ailes par une masse de cavalerie, et protégée par une artillerie formidable. Elle marchait lentement, dans un ordre admirable, avec la précision des



mouvements d'une parade à Postdam. Quelle résistance pourraient apporter ces troupes françaises, rassemblées à grand'peine, venues en quelques jours des points les plus divers de la frontière, formées en partie seulement de troupes de ligne, et en partie de volontaires de 1791, n'ayant encore dans leur passé aucune victoire ?

Que ne pouvait-on craindre, avec le souvenir des échecs récents, les bruits de trahison répandus à plusieurs reprises dans nos camps, les nouvelles mal connues des tragiques événements de Paris, l'incertitude sur les résolutions de cette Convention nationale qui s'assemblait pour la première fois le jour même ? Kellermann, ce sera sa gloire éternelle, comprit tout et ne craignit rien. Formant ses troupes en trois colonnes d'un bataillon de front, il leur ordonna d'attendre les assaillants sans tirer un coup de fusil et de les charger à la baïonnette lorsqu'ils auraient gravi les pentes et abandonneraient les plateaux. Puis, levant son chapeau aux plumes tricolores et le mettant au bout de son épée, il poussa le cri de : « Vive la Nation ! » donnant ainsi à son armée comme le mot d'ordre suprême, le mot où se résument pour elle le devoir de combattre et la nécessité de vaincre.

Ce cri, toute l'armée l'entendit, le comprit et le répéta. « A l'exemple de Kellermann, dit Michelet, tous les Français ayant leurs chapeaux à la pointe des sabres, des épées, des baïonnettes, poussèrent le même cri. Ce cri de 30,000 hommes remplissait toute la vallée ; c'était comme un cri de joie, étonnamment prolongé ; il ne dura guère moins d'un quart d'heure ; fini, il recommençait toujours avec plus de force ; la terre en tremblait. »

L'armée prussienne s'arrêta. On avait promis à ses soldats une promenade militaire ; il suffisait d'apparaître en France, et les Français allaient venir à eux comme à des libérateurs ; quant à l'armée française, ce n'était rien qu'un ramassis « de vagabonds, de tailleurs et de savetiers », que le premier coup de feu disperserait. Le matin même, le prince royal avait dit aux grenadiers de Brunswick, en leur montrant le tertre de Valmy, « qu'il ne s'agissait que de graver, comme aux grandes manœuvres de Magdebourg, les collines de Buttenberg. »... Le réveil était dur. Ces vieux soldats, dit un des leurs, « chancelèrent et parurent ébranlés » ; sous les coups de notre artillerie qui ne cessait de les couvrir, leurs lignes eurent « un flottement avant-coureur de la défaite ». Brunswick ordonna la halte de l'armée.

La canonnade cependant n'avait pas cessé ; pendant trois heures encore, le feu continua avec une violence croissante. Les troupes de Valmy, prises entre les batteries de face et celles du carrefour de la Lune, avaient fort à souffrir ; « mais, dit le général Pully, leur contenance était superbe et les rangs se serraient dès qu'ils étaient éclaircis ». Vers deux heures, un obus fit sauter trois caissons près du moulin ; quelque trouble s'ensuivit, mais fut bientôt dissipé. D'Aboville, qui commandait l'artillerie, eut ainsi dans cette journée un rôle en réglant le tir avec une sûreté, une précision qui redoublaient l'étonnement de l'ennemi ; Senarmont le secondait aux batteries, tandis que Linch, Muratel, le duc de Chartres, Pully, soutenaient énergiquement les esprits et les cœurs dans les rangs de la cavalerie et de l'infanterie.

Kellermann eut son cheval tué sous lui, et dans le même temps une douzaine d'obus s'abattit autour de lui. « Nous tremblons tous, dit un des soldats, pour la vie de notre général. » Mais celui-ci, inébranlable, refusa de se placer dans un lieu moins exposé.

Le lieutenant-colonel Lormier, mortellement blessé, tomba criant à ses hommes : « Je meurs content, car la cause de la Liberté triomphera. » Pendant ce temps, dans la plaine, près d'Orbeval, au pied de la butte, les cavaliers de notre aile gauche, parmi les boulets, donnaient l'avoine à leurs chevaux : « Voyez, dit Brunswick à ses officiers, à quelles troupes nous avons affaire : ces Français attendent que nous soyons sur eux pour monter à cheval et nous charger. »

C'en était fait ; à quatre heures, dans un conseil de guerre tenu sur la grande route, Brunswick prononçait le mot suprême : « Ce n'est pas ici qu'il

est possible de combattre. » Frédéric-Guillaume dut céder ; l'armée prussienne fit une conversion à droite et vint s'établir sur la route de Châlons. Kellermann et ses troupes crurent à une seconde tentative d'attaque. Aussitôt les cris de « Vive la Nation ! » éclatèrent dans les rangs avec un nouvel enthousiasme. Mais il s'agissait d'une simple manœuvre destinée à assurer les positions de la nuit. La canonnade se ralentit peu à peu ; un violent orage éclata ; la nuit vint : la lutte était terminée.

Le lendemain, Kellermann, après une marche de nuit, venait occuper derrière l'Aube et l'Yèvre une position meilleure pour y attendre un retour offensif. Mais tout était bien fini, et dix jours après Brunswick commençait la triste retraite où, sous la pluie, il devait abandonner une si grande part de son armée décimée par la dysenterie.

Telle fut la bataille de Valmy ; j'ai rappelé tout à l'heure le mot de Goethe : « Le matin, ajoute le poète, on ne doutait pas d'embrocher et de manger tous les Français ; le soir, chacun allait devant soi, on n'osait plus se regarder, et si l'on s'abordait, c'était pour jurer et maudire. »

Aucun des chefs allemands ne se trompa sur la portée de cette *canonnade*.

« Nous sommes vaincus », dit le vieux Wolfradt ; et Massenbach, le chef d'état-major de Hohenlohe, écrit dans ses mémoires : « Le 20 septembre donne au monde une autre face ; c'est le jour le plus important du siècle. »

Messieurs, nos ennemis étaient clairvoyants : Valmy venait de révéler à l'Europe une force nouvelle. Et cette force n'était pas la force, ni rien qui jusque-là l'eût donnée. C'était quelque chose d'inconnu, d'insaisissable et de tout-puissant ; c'était une idée, l'idée du droit des hommes et des peuples, l'idée de la Révolution française.

Des deux armées en présence, l'une avait toutes les apparences de l'ordre et de la discipline, l'autre semblait sans lien et sans cohésion ; l'une avait l'habitude et la certitude de la victoire, l'autre était sans passé et paraissait sans lendemain. Et pourtant la première fut hésitante et la seconde résolue ; celle-là céda presque sans combattre et celle-ci fut inébranlable. C'est qu'il y avait entre les soldats de Valmy, il y avait entre eux et leurs chefs un lien plus étroit que celui de l'autorité matérielle, une discipline volontaire plus rigoureuse que celle même des armées de Frédéric ; une seule pensée, une seule volonté, une seule espérance les unissaient ; dans toute cette armée vivait une âme commune, l'âme même de la nation.

Pour la première fois, l'armée et la nation étaient confondues ; pour la première fois, des soldats, en défendant une frontière, défendaient en même temps leur titre de citoyen ; pour la première fois planait au-dessus des canons et des baïonnettes l'idée de ce trésor commun, les droits et les libertés, également possédés par tous et que tous doivent également défendre. Sous les boulets des alliés, la première armée nationale s'était formée d'elle-même et venait de se faire connaître dans le cri de Kellermann répété par 30,000 soldats : Vive la Nation !

Messieurs, la France républicaine vient aujourd'hui apporter l'hommage de la reconnaissance nationale aux combattants de Valmy ; elle le doit à tous, soldats de ligne des armées des Ardennes et de Metz, volontaires de la Moselle, de l'Yonne et de Saône-et-Loire, officiers et généraux ; elle le doit, malgré sa triste fin, à Dumouriez, dont la campagne de l'Argonne a rendu possible cette glorieuse issue ; elle le doit surtout au fier soldat dont un artiste de grand talent a fait revivre dans son attitude historique la glorieuse figure, à celui qui « a voulu en mourant que son cœur fût placé ici au milieu des morts du 20 septembre », au général Kellermann.

Cet hommage, elle l'apporte également à tous ceux qui avaient préparé la défense de nos frontières et de nos droits, à tous ceux qui, de 89 à 92, avaient peu à peu formé cette France nouvelle dont la généreuse vaillance éclatait aux yeux du monde ; aux constituants, qui avaient établi la liberté civile et politique ; aux membres de la Législative, qui avaient fait serment

de la défendre contre ses ennemis du dedans et du dehors, et dont l'énergie avait permis de la sauver.

Eux aussi ont joué leur vie, et plus d'un l'a donné pour elle : « Périssions, s'écriait Vergniaud, le 17 septembre, et périssent nos noms et nos mémoires, pour que la France soit libre ! »

Messieurs, s'ils ont péri, leur mémoire est éternelle ; nous, leurs fils, nous ne savons pas s'ils ont commis des fautes, nous ne voulons pas nous rappeler les haines qui les ont divisés, nous les réunissons dans un même hommage, nous les confondons dans un même élan de reconnaissance et nous leur disons, après ce siècle écoulé, ce que nous disons aux héros de Valmy, devant ces représentants d'une autre armée, animée des mêmes sentiments, forte des mêmes vertus et prête aux mêmes devoirs :

Au prix de votre sang vous nous avez fait notre patrie et notre liberté ; vous ne compreniez pas la patrie sans la liberté et vous les vouliez inséparables. Depuis vous, deux fois, la patrie a cruellement souffert ; elle avait oublié votre exemple et laissé périr la liberté. Après bien des deuils, nous souvenant de vous, nous les avons enfin réunies et leur union nous a rendu le respect du monde ; nous gardons fièrement et nous honorons votre mémoire, et si quelque péril venait menacer de nouveau la patrie ou la République, c'est aux leçons de votre héroïsme que nous demanderions le secret de la victoire.

Vive la Nation !

Vive la République !

### Rapport de M. Antonin Dubost, député, sur le Budget du Ministère des affaires étrangères pour 1893.

Messieurs, les crédits que nous vous proposons de voter pour les dépenses du ministère des affaires étrangères pendant l'exercice 1893 s'élèvent à la somme de, ci. . . . . 16.334.800

La loi du 26 janvier 1892 avait fixé le montant des dépenses pour 1892 à la somme de. . . . . 15.624.800

Il s'ensuit que les crédits pour 1893 seraient supérieurs à ceux de 1892, de. . . . . 710.000

C'est un des rares budgets, — c'est peut-être le seul, — dont le chiffre, avec des variations qu'expliquent les événements, reste sensiblement le même que dans la période antérieure à 1789. Si on tient compte, en effet : 1° du rattachement au budget des dépenses de chancellerie qui, autrefois, n'y figuraient pas, et qui, d'ailleurs, ne constituent qu'une augmentation apparente, puisqu'une recette à peu près égale figure au budget des recettes ; 2° de la dépense du service des protectorats ; et si, par conséquent, pour faire d'exactes comparaisons, on diminue la dépense actuelle de 2,400,000 fr. environ, on obtient les résultats suivants :

1° Moyenne des dix années antérieures à 1789. . . . .	13.779.860
2° Pendant la Révolution et la première République, époques pendant lesquelles il y a lieu de tenir compte de l'Etat de guerre, et, par suite, de la suspension de nos relations diplomatiques sur beaucoup de points. . . . .	7.336.335
3° Pendant le premier empire où les observations précédentes s'appliquent également. . . . .	9.034.880
4° Pendant la Restauration. . . . .	9.419.302
5° Pendant la monarchie de Juillet. . . . .	8.748.673
6° Pendant la République de 1848. . . . .	10.231.080
7° Pendant le second empire. . . . .	12.194.681
8° Pendant la troisième République de 1871 à 1880. . . . .	12.598.718
9° Montant du budget de 1892 diminué de 2,400,000 fr. représentant les dépenses de chancellerie et de protectorat. . . . .	13.224.800



Malgré cela, depuis longtemps, de nombreux abus s'étaient introduits dans notre office des affaires étrangères, non pas que les crédits fussent insuffisants, mais parce que leur répartition entre les divers services était vicieuse. La spécialité des chapitres était devenue un vain mot. Le personnel de l'administration centrale, par exemple, au lieu d'être payé exclusivement sur le chapitre 1<sup>er</sup>, était payé encore sur d'autres, sous des rubriques ou des prétextes divers, en général fort peu justifiés. Il en était de même pour le personnel des agents diplomatiques et consulaires. Pendant que certains chapitres étaient dotés trop généreusement, d'autres exigeaient, chaque année, des crédits supplémentaires dont la moyenne s'élevait annuellement à près de 1,200,000 fr. Et cependant les arriérés étaient considérables ; un grand nombre d'agents n'étaient pas payés suivant le tarif de leur grade ; d'autres faisaient des avances au ministère, qui les remboursait quand il pouvait.

Cette vicieuse répartition des crédits correspondait, il faut le dire, à une non moins vicieuse organisation des services qui avait pu avoir sa raison d'être autrefois, — quoique cela soit contestable, — mais qui, depuis les grands changements introduits dans l'état social et les relations du monde, n'était plus en harmonie ni avec les exigences de notre politique, ni avec les besoins de notre commerce et de notre industrie.

Une réforme profonde s'imposait donc. Elle devait porter sur trois points principaux : 1<sup>o</sup> la réorganisation de l'administration centrale trop nombreuse, trop encombrée, et dont les cadres avaient besoin d'être transformés pour correspondre plus exactement aux nécessités administratives ; 2<sup>o</sup> la réduction et la répartition du personnel diplomatique entre les divers postes, et une détermination nouvelle des traitements, frais de représentation, d'établissements et autres ; 3<sup>o</sup> le remaniement des cadres et des circonscriptions consulaires, et l'extension des attributions des consuls, principalement en ce qui concerne leurs relations avec le commerce international. Enfin, il était indispensable de reviser le budget spécial du ministère, de manière que chaque chapitre répondît aux dépenses réellement effectuées, et à nous épargner ainsi, dans l'avenir, la surprise de crédits supplémentaires qui ne s'appliqueraient pas rigoureusement et exclusivement à des dépenses impossibles à prévoir.

Sur tous ces points, des réformes sérieuses ont été entreprises qui ont mis un terme à un certain nombre d'abus criants signalés depuis longtemps.

## I

Notre office des affaires étrangères peut être envisagé comme composé de deux organes distincts : un organe de direction, qui est l'administration centrale ; un organe d'exécution, qui comprend le personnel diplomatique et le personnel consulaire.

Depuis la Révolution, l'administration centrale a subi bien des transformations diverses. Successivement réorganisée par des décrets ou arrêtés en date du 22 avril 1791, 12 germinal an II, 10 vendémiaire an IV, 28 messidor an V, 6<sup>e</sup> jour complémentaire de l'an VII, sénatus-consulte du 28 floréal an XII, 1808, mai-juin 1814, 1826, 1829, 1<sup>er</sup> mai 1832, 13 août 1844, 26 décembre 1869, 23 janvier 1880, 31 janvier 1882, elle était arrivée à comprendre 201 agents de tous ordres et 45 huissiers, concierges et gardiens de bureau, chiffre évidemment supérieur aux besoins des services. Un décret du 12 mai 1891 a, en conséquence, modifié de nouveau son organisation. Elle se subdivise maintenant en trois groupes principaux : 1<sup>o</sup> la direction des affaires politiques et des protectorats ; 2<sup>o</sup> la direction des consulats et des affaires commerciales ; 3<sup>o</sup> les divers services dont l'ensemble constitue comme l'outillage indispensable à toute administration, et dont l'importance varie suivant la nature même de l'administration à laquelle ils sont nécessaires.

La direction des affaires politiques est partagée en quatre sous-directions entre lesquelles sont réparties les affaires concernant nos relations avec les diverses parties du monde ou celles relatives aux pays placés sous le protectorat de la France, ou enfin celles qui ont un caractère contentieux, et donnent



lieu à l'interprétation des lois ou des traités, savoir : 1° la sous-direction du Nord et de l'Extrême-Orient, qui s'occupe de nos relations avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Grande-Bretagne, la Russie, la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et la Norvège, la Suisse, les Etats de l'Amérique du Nord, la Chine, le Japon, l'Extrême-Orient et les colonies et possessions des puissances étrangères ; 2° la sous-direction du Midi et de l'Orient, qui est chargée de nos relations avec le Saint-Siège, l'Espagne, l'Italie, la Turquie, la Grèce, le Portugal, la Roumanie, la Serbie, le Monténégro, le Maroc, la Perse et les Etats de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud ; 3° la sous-direction ou service des protectorats, chargée de tous les travaux concernant les pays rattachés à la France par les liens d'un protectorat, et les côtes orientale et occidentale d'Afrique ; 4° la sous-direction du contentieux.

La direction des consulats et des affaires commerciales comprend trois sous-directions :

1° Celle des affaires commerciales ; 2° celle des consulats ; 3° celle des affaires de chancellerie.

Enfin, les autres services sont répartis entre : 1° le cabinet du ministre, auquel sont rattachés le bureau des traducteurs et de la presse étrangère, le bureau du chiffre, le bureau du départ et de l'arrivée des correspondances et des courriers, et le service du protocole ; 2° la division des archives, qui comprend le service historique et des communications au public, le service des communications au département et du classement, le service géographique et la bibliothèque ; 3° la division des fonds et de la comptabilité, dont dépend également le service intérieur.

Le décret du 12 mai 1891, en déterminant les cadres de l'administration centrale, a fixé la composition du personnel, les traitements et les conditions de recrutement et d'avancement. Le chiffre de 201 agents et 45 huissiers, concierges ou gens de service, soit en tout 246, a été réduit à 181, soit une différence de 65 personnes. Mais on comprend qu'on ne pouvait procéder à cette réduction que d'une manière graduelle.

L'important était d'y procéder sans faiblesse et avec esprit de suite. Sous ce rapport, votre commission ne peut que louer le ministre actuel de son activité et de ses efforts. Il n'existe plus en excédent du nombre de fonctionnaires fixé par le décret de réorganisation que quatre agents dont les emplois seront supprimés au fur et à mesure des extinctions, savoir : 1 au bureau des traducteurs ; 1 à la sous-direction des affaires de chancellerie ; 2 à la division des archives.

## II

Un autre décret, en date du 17 janvier 1891, a procédé à la composition des cadres du personnel diplomatique, et un autre, en date du 12 mai de la même année, a procédé à la répartition de ce personnel entre les ambassades et les légations de la République française.

Les cadres de ce personnel doivent se composer, désormais, savoir :

Ministres de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	12
Ministres de 1 <sup>re</sup> classe hors cadre . . . . .	6
Ministres de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	15
Ministres de 2 <sup>e</sup> classe hors cadre . . . . .	6
Conseillers d'ambassade . . . . .	8
Conseillers d'ambassade hors cadre . . . . .	6
Secrétaires de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	12
Secrétaires de 1 <sup>re</sup> classe hors cadre . . . . .	6
Secrétaires de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	24
Secrétaires de 2 <sup>e</sup> classe hors cadre . . . . .	6
Secrétaires de 3 <sup>e</sup> classe . . . . .	30
Secrétaires de 3 <sup>e</sup> classe hors cadre . . . . .	6

Total . . . . . 137

Le tableau suivant fait connaître l'état actuel du personnel diplomatique par comparaison avec l'état de ce personnel en 1890 et avec l'état prévu par le décret du 17 janvier 1891.

### Etat des cadres du personnel diplomatique

DÉSIGNATION	É T A T en 1890.	É T A T prévu PAR LE DÉCRET du 17 janvier 1891.	É T A T actuel.
Ministres de première classe.....	15 20	12 16	16 19
Ministres de première classe (hors cadre). ...	5	6	3
Ministres de deuxième classe.....	13 21	15 21	12 16
Ministres de deuxième classe (hors cadre). ..	8	6	4
Conseillers d'ambassade.....	8 16	8 14	10 15
Conseillers d'ambassade (hors cadre).....	8	6	5
Secrétaires de première classe.....	21 36	12 18	19 27
Secrétaires de première classe (hors cadre)...	15	6	8
Secrétaires de deuxième classe.....	22 40	24 39	24 36
Secrétaires de deuxième classe (hors cadre)..	18	6	12
Secrétaires de troisième classe.....	32 52	30 36	30 39
Secrétaires de troisième classe (hors cadre)...	21	6	9
TOTAUX.....	185	137	152

On voit que sur ce point l'application de la réforme se poursuit régulièrement. Cependant, il serait utile de la hâter encore par des mises à la retraite pour cause de suppression d'emploi. Nous verrons plus loin, en effet, que les crédits actuels sont insuffisants pour faire face aux traitements réguliers de ce personnel et que votre commission a dû vous proposer de les augmenter. Il importe donc que cette situation ne se prolonge pas davantage. D'autre part, il serait désirable que les concours pour l'entrée dans la carrière fussent suspendus pendant un certain temps, afin de ne pas entretenir dans l'esprit des jeunes gens qui s'y préparent des espérances d'avancement qu'il est impossible de réaliser.

### III

La réforme consulaire, si énergiquement réclamée par l'opinion publique, fait depuis longtemps l'objet des préoccupations du ministère des affaires étrangères. Un décret du 23 avril 1883, rendu sur la proposition de M. Challe-mel-Lacour, institua une grande commission chargée d'étudier l'organisation et les attributions des consuls spécialement au point de vue des services qu'ils sont appelés à rendre à l'industrie et au commerce français.

Des travaux de cette commission est résultée une série de mesures qui ont eu pour but de transformer pour ainsi dire l'institution consulaire. Les conditions de recrutement ont été changées. Les attributions nouvelles des consuls aussi bien que le remaniement des circonscriptions consulaires ont permis d'organiser un service de renseignements commerciaux dont l'industrie et le commerce peuvent retirer des avantages évidents.

A cet égard, il ne sera pas sans intérêt de donner ici quelques renseignements sur la mission et les travaux du corps consulaire. On verra qu'il dépend beaucoup de l'industrie et du commerce français d'en tirer un profit très réel,

et que peut-être des plaintes, qui persistent sur certains points, ne proviennent que d'une insuffisante connaissance des services que nos consuls peuvent rendre.

Le but de l'institution des consulats est nettement défini par l'instruction générale du 8 août 1814. « Il consiste à faire jouir notre commerce extérieur et notre navigation de la protection du gouvernement français. Les consuls défendent à cet effet, auprès des autorités étrangères, leurs nationaux, lorsqu'on viole à leur égard soit la justice naturelle, soit les traités. Ils réclament en faveur de nos négociants et de nos navigateurs les droits et avantages qui ont été stipulés par les traités et veillent à ce que ces stipulations ne soient pas éludées. Ils pourvoient à ce que les affaires qui intéressent nos nationaux soient expédiées avec promptitude et conformément à la justice. Ils s'appliquent enfin à écarter tous les obstacles qui peuvent nuire à notre commerce en général et gêner les opérations particulières des négociants, surtout dans les rapports qu'ils ont avec les douanes. »

Dans les cas où leur action auprès des autorités locales reste inefficace et où les réclamations de leurs nationaux sont de nature à être portée devant le Gouvernement même du pays de leur résidence, ils doivent laisser au département des affaires étrangères et à l'ambassade ou à la légation de France le soin de poursuivre le règlement de ces affaires par la voie diplomatique.

D'un autre côté, les consuls sont tenus de faire connaître au Gouvernement tous les actes rendus dans le pays de leur résidence en matière économique, fiscale ou douanière, et ce soin incombe également aux agents diplomatiques qui sont particulièrement en mesure d'être renseignés sur les actes du gouvernement territorial auprès duquel ils sont accrédités. Les agents du département, doivent, en outre, lui fournir toutes les informations générales et particulières qui peuvent être utilisées pour le développement extérieur de la France.

De nombreuses circulaires ont réglé dans le détail le service des informations d'ordre économique dont l'envoi constitue pour les agents diplomatiques et consulaires un devoir essentiel; mais c'est surtout depuis les travaux de la grande commission instituée en 1883 que l'attention du département a été appelée sur ce point. Une instruction du 28 octobre 1890, tout en rappelant les prescriptions antérieures, les développe et les complète d'une manière précise, conformément aux vœux de cette commission.

Il en résulte que les agents ont à fournir des renseignements commerciaux sous forme :

1<sup>o</sup> De mémoires annuels sur la situation commerciale, industrielle, agricole, maritime du pays où ils résident;

2<sup>o</sup> De rapports spéciaux constituant des monographies des différentes branches de commerce et d'industrie, rapports souvent accompagnés d'échantillons qui en forment l'utile complément;

3<sup>o</sup> De notes périodiques de quinzaine, faisant connaître la situation du marché des principales marchandises, ainsi que, le cas échéant, les faits nouveaux qui se seraient produits en matière coloniale, maritime, agricole, financière, et, en ce qui touche la propriété littéraire ou industrielle, les expositions, les musées commerciaux, les travaux publics projetés, en cours ou exécutés, les institutions destinées à améliorer la condition des classes ouvrières, etc.;

4<sup>o</sup> De réponses aux demandes de renseignements qui émanent des particuliers. La circulaire du 28 octobre 1890 rappelle en outre les recommandations antérieures concernant l'assistance que les consuls doivent prêter à ceux de nos nationaux qui viennent s'établir à l'étranger.

Il est recommandé en même temps aux consuls de s'abstenir de toute immixtion dans les opérations de leurs nationaux, ce qui le plus souvent engagerait au moins inutilement leur responsabilité. Ils n'ont pas, notamment, à se constituer les mandataires des négociants qui ont recours à eux : il est, en effet, défendu aux consuls, sous peine de révocation, de prendre aucune part au com-

merce. « Aucun intérêt, dit à cet égard l'instruction de 1814, ne doit balancer dans un consul l'intérêt qu'il doit à ses nationaux. »

Tous les renseignements purement commerciaux que renferme la correspondance des agents français sont transmis au ministère du commerce et de l'industrie, mais ces mêmes renseignements sont communiqués en outre au ministère des finances, pour le service des douanes, et au ministère de l'agriculture, lorsqu'ils sont de nature à intéresser également ces administrations. Ceux que reçoit le ministère du commerce sont utilisés dans des communications directes adressées par voie de correspondance aux chambres de commerce, associations ou particuliers intéressés, ou bien livrés à la publicité dans les *Annales du commerce extérieur*, le *Moniteur officiel du commerce*, la *Feuille d'avis commerciaux*, lorsque ces renseignements présentent un caractère d'utilité générale. Jusqu'au commencement de la présente année, les mémoires annuels des agents et les autres travaux de longue haleine étaient insérés dans le *Bulletin consulaire français*; le recueil vient d'être supprimé et remplacé par la publication, dans des conditions qu'expose une circulaire, des rapports consulaires, sous forme de fascicules, qui sont distribués ou vendus, soit séparément, soit sous formes d'annexes au *Moniteur officiel du commerce*.

Ce journal publie en général *in extenso* ou par extraits les rapports présentant un intérêt d'actualité. Quant aux *Annales du commerce extérieur*, elles sont exclusivement consacrées aux documents de législation commerciale et aux statistiques proprement dites. La feuille des *Avis commerciaux*, qui est adressée à toutes les chambres de commerce, ainsi qu'à la presse quotidienne de Paris et de la province et qui est de plus affichée dans la plupart des bourses de commerce, contient le résumé des rapports (conseils aux importateurs ou exportateurs), les annonces d'envois d'échantillons, ainsi que les nouvelles relatives aux expositions, aux adjudications publiques, etc.

Les travaux de source consulaire trouvent également place dans un certain nombre de recueils publiés par différentes administrations publiques. Tels sont notamment : le *Bulletin du ministère de l'agriculture*, la *Revue d'administration générale*, publiée par le ministère de l'intérieur, les *Annales des mines*, le *Bulletin de statistique et de législation comparée*, publié par le ministère des finances, etc.

D'autre part, un certain nombre de rapports des agents diplomatiques et consulaires français ont fait l'objet de publications spéciales. Tels sont les rapports sur la condition du travail à l'étranger, — sur la Serbie économique, sur Smyrne, — édités par la maison Berger-Levrault; les rapports sur l'exposition d'Amsterdam en 1873, et sur le commerce des Philippines.

Les consuls ayant, d'après les règlements (instruction précitée de 1814), à exercer toute l'autorité que le Gouvernement conserve sur les nationaux en pays étranger, leurs fonctions se rattachent à presque toutes les branches de l'administration générale de l'Etat. On doit dès lors rappeler que les consuls, indépendamment de leur rôle comme informateurs commerciaux, sont investis d'attributions d'ordre purement administratif, qui intéressent également notre commerce par les facilités qui en résultent pour nos nationaux qui voyagent ou s'établissent en pays étranger.

Les consuls sont officiers de l'état civil et dressent tous actes administratifs relatifs au recensement, à l'immatriculation, au rapatriement de leurs nationaux. Ils veillent à l'application de la loi militaire, prennent soin des successions de leurs ressortissants et délivrent les légalisations, passeports, certificats de vie et autres actes administratifs ou notariés qui leur sont demandés, soit directement, soit avec l'assistance des chanceliers qui leur sont adjoints. Ils suppléent les administrateurs de la marine à l'étranger et veillent, à cet effet, à l'exécution de nos lois sur la police de la navigation, en ce qui concerne les armements, désarmements et francisations de navires, les rapatriements des marins, l'administration des naufrages, etc., etc.

En qualité d'agents politiques, ils adressent au Gouvernement des mémoires



et informations sur les questions purement politiques; ils tiennent la main à l'exécution des traités en vue de la protection des intérêts français.

Enfin, dans les pays non chrétiens d'Orient et d'extrême-Orient, ils sont investis de fonctions judiciaires.

Telle est la mission du corps consulaire, telle qu'elle est déterminée maintenant par les instructions et par les décrets. L'œuvre de la commission dont nous avons parlé a consisté à la définir, à la préciser et à l'étendre considérablement.

En ce qui concerne le remaniement des circonscriptions consulaires, aussi bien que relativement à la composition et au cadre nouveau qui en résultait, le programme déterminé par la commission ne pouvait être rempli immédiatement. La commission a terminé ses travaux trop récemment pour que tous les vœux soient déjà réalisés.

Toutefois, on a déjà érigé en consulats quinze vice-consulats sur les trente-et-un dont la commission a demandé la transformation. Le département a, en outre, supprimé la chancellerie du consulat de Venise et se propose de supprimer, au fur et à mesure des vacances, les chancelleries d'un certain nombre de consulats. Enfin, on a érigé en consulat général, le consulat de Melbourne, conformément à l'avis de la commission, ainsi que celui de Zurich, en raison de l'importance croissante de cette résidence où l'Autriche-Hongrie, l'Italie et les Etats-Unis sont également représentés par des consuls généraux.

Le tableau suivant fait connaître l'état actuel et le point où en est arrivée à ce jour l'application de la réforme.

#### Etat des cadres du personnel consulaire

GRADES	CHIFFRES PRÉVUS	CHIFFRES
	par les règlements.	actuels.
Consuls généraux.....	40 et 6 hors cadres.	39 et 6 hors cadres.
Consuls de première classe.....	50 et 6 hors cadres.	49 et 7 hors cadres.
Consuls de deuxième classe.....	80 et 6 hors cadres.	73 et 6 hors cadres.
Vice-consuls.....	100	100
Chanceliers de première classe.....	30	28
Chanceliers de deuxième classe.....	45	88
Drogmans de première classe.....	10	10
Drogmans de deuxième classe.....	20	20
Interprètes de première classe.....	4	4
Interprètes de deuxième classe.....	8	8
TOTAUX (1). .....	405	430

(1) En résumé, quand les cadres actuels seront ramenés aux chiffres prévus par les règlements, le personnel du ministère des affaires étrangères comprendra, savoir :

1° Administration centrale.....	181
2° Personnel diplomatique.....	137
3° Personnel consulaire.....	405

TOTAL. .... 723

#### IV

Cette nouvelle organisation des divers services de notre office des affaires

étrangères constitue certainement une amélioration importante. De même les autres réformes réalisées, depuis quelques années, tant au point de vue du personnel qu'au point de vue financier, sont sérieuses et seront efficaces. S'ensuit-il pourtant qu'il n'y ait plus rien à faire et que l'organisation actuelle défie toute critique ? Assurément non. Nous voudrions même appeler l'attention du Gouvernement sur quelques points, notamment sur le recrutement de la carrière diplomatique, sur la répartition du personnel consulaire et sur le service des protectorats.

Dans un régime qui est le fruit des progrès du savoir et de la raison publique, qui travaille à élever sur les ruines de l'autorité du rang et de la naissance une autorité nouvelle, celle de l'intelligence et du mérite, il n'y a pas de question plus importante que celle du recrutement des carrières publiques. Or, nous estimons que, dans la carrière diplomatique, la fortune joue encore un trop grand rôle, et qu'il serait possible, sans augmentation de dépenses, d'assurer à l'intelligence et au mérite une plus libre entrée.

Certes, la fortune ne saurait être une cause d'exclusion, mais il faut qu'elle cesse d'être une sorte de nécessité de l'occupation des emplois. Une portion importante du personnel diplomatique se trouve, à cet égard, dans une situation tout à fait inacceptable. Les traitements des secrétaires auprès de nos légations et de nos ambassades ne permettent pas de vivre à l'étranger et dans les milieux officiels, si les titulaires n'ont pas de fortune personnelle, et cette insuffisance prend des proportions absolument dérisoires quand ces titulaires ont une famille. Autant vaut dire que la carrière diplomatique est fermée à tous ceux, quelles que soient leurs qualités d'intelligence, de savoir, de tact, qui n'ont pas trouvé dans leur berceau le moyen de mériter cet honneur. Y a-t-il rien de plus contraire aux principes supérieurs sur lesquels est fondé notre régime politique ?

Le moyen de remédier à une telle situation est facile à trouver. Il consiste à réduire, dans une notable proportion, les cadres du personnel diplomatique inférieur. Le nombre des postes où sont adjoints ou des conseillers d'ambassade ou des secrétaires, est de 34. Or, le cadre, tel qu'il a été constitué par le décret du 17 janvier 1891, se compose, savoir : 14 conseillers d'ambassade, 18 secrétaires de 1<sup>re</sup> classe, 30 de 2<sup>e</sup> et 36 de 3<sup>e</sup>, en tout de 98 agents ; actuellement, il est encore de 117. Nous verrons plus loin que, quelle que soit la modicité des traitements, les crédits actuels ne suffisent pas pour y faire face. Or, pour arriver au résultat que nous cherchons, il suffirait de réduire progressivement les cadres à la proportion exacte des nécessités du service, surtout si on revenait sur cette création des conseillers d'ambassade, sorte de secrétaires hors classe, qui ne correspond à aucune idée précise et dont le besoin ne se faisait nullement sentir. Dans la plupart des légations, un secrétaire serait très suffisant, et dans les plus importantes ou dans les ambassades, ce nombre ne devrait jamais être supérieur à deux ou trois. Nous croyons que le cadre qui comprend actuellement les conseillers d'ambassade et les secrétaires pourrait être aisément réduit à soixante environ, et qu'ainsi, sans augmentation de crédits, les traitements pourraient être presque doublés.

Dans le même ordre d'idées, la répartition des frais de représentation des agents diplomatiques pourrait être aussi utilement revisée, d'une manière plus conforme aux conditions de la vie et aux exigences officielles dans certaines capitales. Il n'est pas démontré que la répartition actuelle ne rende les choix difficiles, et que la considération de la fortune ne soit pas un élément qu'on soit obligé de faire entrer en ligne de compte, peut-être au préjudice des intérêts du pays, dont la représentation, sans cela, pourrait être confiée à des agents qui auraient révélé des qualités supérieures et que des considérations d'ordre subalterne empêchent ainsi d'appeler au premier rang.

La répartition du personnel, et notamment du personnel consulaire, entre les divers postes, appelle aussi quelques observations. Si la question de fortune influe souvent sur les choix et sur l'attribution des postes diplomatiques, il n'en est pas de même pour les postes consulaires, et, en ce qui les concerne, la

liberté du Gouvernement est incomparablement plus grande. Or, la manière dont on en use a souvent donné lieu à certaines critiques. Il est clair que l'aptitude, la connaissance des langues, le savoir professionnel des agents consulaires doivent varier suivant les pays, et que tel agent qui a une connaissance spéciale des habitudes, des mœurs de l'Extrême-Orient, par exemple, et qui serait à même d'y remplir ses fonctions d'une manière distinguée, pourrait être propre à un poste dans une autre région, en Europe, en Amérique ou en Australie, par exemple. Dès lors, il y aurait avantage, semble-t-il, à établir, dans le corps consulaire, des catégories distinctes, suivant les aptitudes, et à choisir ainsi les agents d'une manière plus conforme aux exigences de la fonction particulière dans chaque pays. On ne comprend pas très bien comment un agent qui a passé la plus grande partie de sa carrière dans l'Extrême-Orient pourrait se plier aux habitudes et aux nécessités d'un pays tout différent par les mœurs, la langue, les relations, la nature même des affaires; de là l'utilité des catégories dont nous parlons. Votre commission prend la liberté d'appeler sur ce point l'attention de M. le ministre des affaires étrangères.

Le service des protectorats a dans ses attributions la correspondance et les travaux politiques concernant :

- 1° L'administration de la Tunisie ;
- 2° Celle de Madagascar moins Diégo-Suarez ;
- 3° Les relations diplomatiques de nos protectorats de l'Indo-Chine ;
- 4° Les questions diplomatiques se rattachant à nos possessions de la côte orientale et occidentale d'Afrique ;
- 5° Les mêmes questions concernant nos possessions de l'Océanie (Nouvelle-Calédonie et Nouvelles-Hébrides).

L'administration de tous nos autres protectorats appartient au sous-secrétariat des colonies, notamment l'Annam et le Tonkin qui dépendaient autrefois du ministère des affaires étrangères, et qui lui ont été enlevés pour des raisons exclusivement financières. Plusieurs personnes se sont demandé pourquoi l'administration de nos protectorats était ainsi partagée entre deux départements. Il leur paraîtrait beaucoup plus naturel qu'une telle administration ne fût pas divisée entre des directions diverses et qui peuvent être contradictoires. Elles croient, non sans raison, que l'unité de direction s'impose dans des affaires de ce genre. Mais les mêmes personnes se divisent elles-mêmes sur la question de savoir entre quelles mains il convient d'unifier l'administration de nos protectorats. Les uns pensent que le département des affaires étrangères doit en avoir la direction exclusive ; les autres voudraient que cette direction fût confiée au département des colonies.

Les premières fondent leur opinion sur la nature et le caractère des protectorats. Les traités de protectorat, disent-elles, laissent subsister la souveraineté de la nation protégée. Elles la diminuent, il est vrai, mais sans franchir la limite qui sépare le protectorat de l'annexion. Dès lors, si les pays de protectorat sont administrés sous l'influence du pays protecteur, leur administration se fait toujours par l'intermédiaire du souverain protégé avec lequel des relations permanentes existent nécessairement. Or, c'est là ce qui caractérise l'attribution et l'œuvre particulière du ministère des affaires étrangères dont la mission consiste précisément à présider à toutes nos relations avec les pays étrangers. Donc confier l'administration des pays de protectorat à un ministère autre que le ministère des affaires étrangères, c'est démembrer celui-ci de quelques-unes de ses attributions essentielles et lui enlever le caractère d'homogénéité qui fait sa force. En partageant ainsi les responsabilités, une pareille organisation ne peut avoir pour conséquence que de susciter des rivalités et d'organiser le conflit entre des administrations concurrentes, d'où résultera inévitablement un affaiblissement considérable de l'action propre à chacune d'elles.

Le danger d'une pareille confusion d'attributions est donc considérable, ajoutent les mêmes personnes. Qui ne voit qu'elle peut avoir, en outre, pour con-



séquence d'engager imprudemment le pays dans de regrettables conflits, ou dans d'abusives extensions de territoires? Est-il admissible, par exemple, qu'une administration autre que celle des affaires étrangères ait autorité, non seulement pour entretenir des relations avec les pays étrangers, mais encore pour négocier des traités dont une administration spéciale peut bien apercevoir l'utilité, au point de vue de son œuvre particulière, mais est le plus souvent impuissante à discerner la relation avec notre politique générale dans le monde?

Les partisans de l'unification au département des colonies soutiennent, au contraire, qu'il n'y a aucune différence fondamentale entre l'administration des protectorats et celle des autres colonies, qu'il y a un intérêt considérable non seulement à unifier l'administration des protectorats, mais encore à unifier les services des protectorats et des colonies annexées pour les placer sous une direction unique; et c'est justement l'importance d'un tel groupement de services qui leur fait penser qu'il est indispensable de constituer un ministère spécial. A leurs yeux, c'est le seul moyen de constituer une direction véritablement efficace, et de tirer de notre vaste empire colonial tous les avantages que nous sommes en droit d'en attendre. De toute autre manière, il ne peut y avoir que des tiraillements, des conflits auxquels une administration, en quelque sorte subordonnée, et un chef sans responsabilité propre, sans autorité suffisante, sans vue d'ensemble, sont impuissants à mettre un terme. Il en résulte, malgré la meilleure bonne volonté, malgré de louables et énergiques efforts, une véritable stérilité, ou tout au moins une déperdition considérable de force et de production.

Votre commission n'avait pas mission de se prononcer sur un tel débat et de vous indiquer la solution qui lui paraîtrait la meilleure. Mais elle avait le devoir de poser cette question devant les Chambres, et de faire connaître qu'à son avis, il est urgent de la trancher d'une manière définitive, car tant qu'une solution ne sera pas intervenue, de graves intérêts resteront en souffrance.

## V

Il nous resterait maintenant, pour compléter ces observations préliminaires, à dire un mot de l'état de nos relations extérieures. Mais le bienfaisant état de paix dont nous jouissons depuis plus de vingt-et-un ans en dit plus long, à ce sujet, que toutes les explications qui pourraient être données. C'est la plus longue période de paix dont la France ait jamais joui en Europe, et l'on ne saurait assez admirer l'action profonde et décisive qu'elle a eue sur la prospérité générale du pays. Sans doute, la rupture de l'ancien équilibre européen a eu pour conséquence de nécessiter de plus en plus, dans tous les pays, l'entretien d'un formidable appareil militaire qui absorbe une très notable portion des ressources budgétaires. L'intérêt comme le droit de chaque pays l'exige pour la sauvegarde de son indépendance, condition même de son développement. Mais si la paix armée est une garantie efficace de l'indépendance nationale, si coûteuse qu'elle soit, elle l'est assurément moins que la guerre, et elle a l'avantage d'être infiniment plus favorable au développement de la richesse, au progrès général, à la cause de la civilisation.

Notre politique extérieure a donc été et doit rester une politique de paix, une politique de paix armée, car, aussi longtemps que la force sera un argument dans les débats internationaux, un peuple serait incapable de former un Etat s'il était impuissant à défendre, au besoin par les armes, sa liberté, son indépendance, son territoire, son honneur. Mais, si l'indépendance nationale est la condition même de la prospérité d'un pays, la paix est aussi l'intérêt commun des nations civilisées, dont plus le développement est rapide et effectif, plus se réduisent les causes de conflit et plus se fait sentir l'influence mutuelle que les peuples exercent les uns sur les autres dans l'intérêt du progrès général, sans pour cela diminuer si peu que ce soit l'individualité de la patrie, qui restera toujours inscrite sur les œuvres particulières ou nationales.

La tâche de notre diplomatie a consisté très sagement, en maintenant, avec



toutes les nations, ces rapports de courtoisie « qui sont la moitié de la paix », à entretenir des relations d'amitié, et à mettre à profit, pour les étendre et les fortifier, la force d'attraction qu'un pays riche de toutes les richesses intellectuelles, morales et matérielles qui font les grands États, exerce toujours sur les autres peuples. Rien ne saurait être plus favorable au rétablissement progressif d'un état d'équilibre dont la disparition avait tant inquiété les esprits. De là, depuis longtemps déjà, la solution amiable et relativement facile des incidents et des difficultés qui se produisent. De là, l'espoir fondé que rien ne viendra troubler la marche normale de notre politique extérieure.

Les difficultés que nous avons présentement recevront, une à une, les solutions qu'elles comportent. Au Dahomey, une action vigoureuse et résolue aura raison des résistances présomptueuses d'un chef de peuplades qui entrave depuis trop longtemps la libre circulation et le commerce dans ces parages. Au Soudan, il suffira de continuer les efforts déjà faits, sans viser à de trop grandes extensions de territoires, pour y asseoir, d'une manière définitive, l'influence française. A Madagascar, une politique prudente, mais tenace et habile, conduite avec un grand esprit de suite et des moyens d'action suffisants, fera produire à notre protectorat, nous l'espérons, tous les avantages que nous sommes en droit d'en attendre. Dans le bassin de la Méditerranée, les questions pendantes, ou qui pourraient naître, ne sauraient inquiéter personne, certain qu'on peut être que la France ne réclamera jamais que sa part légitime d'influence. Enfin, dans notre grand empire d'Indo-Chine, les difficultés, qui d'ailleurs n'ont jamais dépassé la mesure de l'inévitable dans toutes les entreprises de ce genre et qui sont bien inférieures à celles que les Anglais, par exemple, éprouvent dans un grand nombre de leurs colonies, se résoudront peu à peu, et d'autant plus vite que nous serons mieux en mesure, par une sage et habile administration, d'assurer le développement économique du pays et la mise en valeur de toutes ses ressources.

Nous entrons maintenant dans l'examen des chapitres du budget divisé en deux sections : 1<sup>o</sup> service ordinaire ; 2<sup>o</sup> service des protectorats.

(Nous supprimons cette partie du rapport.)

#### *Note sur le service des archives.*

Les archives des affaires étrangères, en tant que dépôt spécial, ne remontent guère plus haut que le règne de Louis XIV, au moment de l'arrivée d'Armand de Pomponne au ministère. Les secrétaires d'Etat aux affaires étrangères, antérieurement à cette époque, conservaient par devers eux tous leurs papiers, les emportaient à leur sortie d'office, ou à leur mort les léguaient à leur famille. C'est ainsi que de Lyonne ne trouva en 1663 rien des documents amassés par son prédécesseur, Loménie de Brienne, qui pendant vingt ans avait été ministre. Heureusement pour l'histoire, le fonds Brienne est-il passé plus tard à la Bibliothèque du roi, aujourd'hui la Bibliothèque nationale. Lyonne dut donc se constituer de véritables archives qu'il conservait dans son cabinet. Mais à sa mort, en 1671, Louis XIV donna l'ordre de remettre ce dépôt à M. de Pomponne, qui le transmit intact et notablement augmenté, en 1679, à Colbert de Croissy, son successeur. A partir de ce moment, le service des archives des affaires étrangères était fondé, et bien que Croissy et plus tard son fils Torcy eussent gardé longtemps ces papiers dans leurs demeures particulières, qu'ils eussent fait relier en maroquin rouge, avec l'écusson à la couleur des Colbert, la plupart des registres de dépêches de leurs ministères, le dépôt existait en fait lorsque en 1710 il fut définitivement installé dans un bâtiment public, au vieux Louvre, sous la garde de M. Saint-Prez.

En même temps, les deux secrétaires d'Etat de la famille Colbert avaient pris à cœur d'enrichir les archives de leur département de tous les documents diplomatiques antérieurs qu'ils purent se procurer. De cette façon furent versés au dépôt la plupart des papiers de Richelieu et de Mazarin, ainsi qu'un certain

nombre, trop restreint encore, de recueils et de registres d'ambassades du xvi<sup>e</sup> siècle et du commencement du xvii<sup>e</sup>. On avait également institué le système de classification encore en usage à présent, c'est-à-dire la division des dépêches, minutes et pièces jointes par poste diplomatique, rangées suivant leur ordre chronologique. Cette méthode est assurément la plus claire et la plus commode pour les recherches et c'est avec raison qu'elle a constamment été suivie jusqu'à nos jours. On procède donc de la manière suivante : tous les ans, les directions du ministère, et notamment la direction des affaires politiques, remettent au service des archives les cartons remontant à dix ans en arrière. Les pièces contenues dans ces cartons sont l'objet d'un récolement soigneux et sont ensuite classées suivant le système traditionnel exposé plus haut ; chaque année et chaque poste constituent ainsi les éléments d'un ou plusieurs registres, qui sont remis à un relieur attaché spécialement aux archives, afin qu'aucune pièce ne sorte du ministère et ne soit par là l'objet de quelque indiscretion. Ces volumes une fois reliés, et de cette façon les pièces qui les constituent ne pouvant plus être dispersées dans les dossiers, ces volumes sont ajoutés aux divers fonds de la correspondance et peuvent être, sans inconvénient pour la période ouverte aux recherches historiques, communiqués aux personnes autorisées à les consulter. Les volumes d'une époque plus récente restent à la disposition des agents de l'administration pour leurs travaux professionnels.

En dehors de la correspondance régulière et de ses annexes, il est parvenu à tous les moments, et il parvient encore des documents de nature diverse qui ne sauraient entrer dans la classification exposée tout à l'heure : ces pièces ont servi à constituer un second fonds, très important surtout pour les deux derniers siècles, celui des *Mémoires et documents*, dont l'inventaire sommaire a été rédigé et imprimé par les soins du bureau historique de la division des archives. Si, en effet, l'un des bureaux de ce service, le 2<sup>e</sup>, est chargé du classement des documents récents et des communications à faire aux différentes directions du département, le 1<sup>er</sup> bureau, ou bureau historique, a pour mission d'utiliser l'ensemble du dépôt pour la préparation, trop longtemps négligée, d'inventaires, pour la rédaction de notes et de mémoires sur des questions de politique générale ou particulière. Il fait des recherches historiques destinées à éclairer, par l'étude d'un passé souvent lointain, certaines affaires encore tout actuelles. Il préside enfin aux rapports avec le public savant, il instruit les demandes en autorisation d'étudier les archives des affaires étrangères, pour la période antérieure naguère à 1804, et maintenant à 1830, par suite d'une décision ministérielle du 8 décembre 1891. On consultera utilement sur cette partie des attributions du service des archives les rapports présentés au ministre par le bureau de la Commission des archives diplomatiques, dont le dernier a été publié comme annexe à son rapport par M. Pichon. Il suffira de constater ici que l'affluence des érudits qui fréquentent le dépôt en suite d'une autorisation spéciale accordée par le ministre, après avis et examen de la Commission des archives diplomatiques, n'a pas diminué, et que les travaux historiques importants qui en sont résultés sont toujours en aussi grand nombre qu'avant.

Quant aux publications faites sous les auspices mêmes de la Commission des archives, le volume du grand *Recueil des instructions aux ambassadeurs de France de 1648 à la Révolution*, qui est sous presse, a pour auteur M. Joseph Reinach, député, et est consacré aux rapports avec Naples et Parme ; le premier volume de la série *Espagne* du même recueil, confié à MM. Morel-Fatio et Léonardon, est prêt, et sera donné à imprimer dès que celui de M. Reinach aura paru. Il en est de même de la publication des papiers de Barthélemy, ambassadeur en Suisse pendant la Révolution ; le volume dont le manuscrit est prêt, contient la suite des négociations pour la paix de Bâle, ce grand événement diplomatique de la fin du siècle dernier ; il paraîtra au cours de 1893.

Enfin, l'impression du second volume de l'inventaire sommaire du fonds *Mémoires et documents* est achevée, le bon à tirer des dernières feuilles et du titre vient d'être donné.

A la division des archives appartient également le dépôt géographique. Constitué il y a plus de cent ans par l'achat du cabinet du célèbre d'Anville, ce dépôt a été sans cesse tenu au courant, et depuis longtemps rend de sérieux services au département par la confection de cartes et croquis manuscrits, pour l'éclaircissement des nombreuses questions qui sont devenues si importantes pour la France dans les diverses parties du monde. Il va de soi que les travaux de ce bureau géographique ont un caractère tout spécial et confidentiel et sont réservés exclusivement au ministre et aux directeurs du ministère.

En revanche, la bibliothèque des imprimés, qui fait aussi partie de la division des archives, a été ouverte dans les mêmes conditions réglementaires que les archives historiques. Assez négligée depuis le départ de M. Mignet, cette bibliothèque est peu à peu mise au courant des publications nouvelles spéciales aux attributions du ministère des affaires étrangères; M. Ribot attache un grand prix à cette réorganisation, et désormais on ne perdra point celle-ci de vue: elle est d'ailleurs confiée à la surveillance d'une Sous-Commission prise au sein de la Commission des archives diplomatiques, où figurent les hommes les plus compétents soit au point de vue technique, soit au point de vue des besoins particuliers des bibliothèques des affaires étrangères.

## RUSSIE

M. Chichkine, Gérant du Ministère des Affaires étrangères, à M. Jadowski, Chargé d'Affaires russe, à Constantinople :

Saint-Petersbourg, 18 août.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Les commentaires auxquels le voyage récent de Stamboulof a donné lieu de tous côtés et l'effet qu'il a produit sur le public en général et dans la presse nous poussent à attirer l'attention de la Sublime Porte sur l'impression déterminée chez le Gouvernement impérial par cet incident; sans y attacher une importance exagérée, nous sommes obligés de constater que nous avons appris cet incident avec regret.

Vos communications successives nous ont informés de l'arrivée de Stamboulof sur les rives du Bosphore, de la réception qu'on lui a accordée et des communications confidentielles qui vous ont été faites à ce sujet par les Ministres ottomans et par Sa Majesté le Sultan elle-même.

L'Ambassadeur de Turquie à Saint-Petersbourg nous a également annoncé, en vertu d'instructions de son Souverain, que Stamboulof n'avait reçu aucune autorisation d'aller à Constantinople, que son voyage a été une surprise et qu'il ne modifierait pas l'attitude correcte de la Turquie vis-à-vis de l'état de choses existant en Bulgarie au mépris des traités.

En prenant note de ces déclarations, nous ne saurions vous cacher qu'elles ne nous ont pas complètement éclairés sur l'incident en question. Suivant de si près les exécutions de Sofia et la publication par un journal bulgare, le *Svoboda*, de prétendus documents, œuvre d'un faussaire dirigée contre le Gouvernement russe, les marques d'attention personnelles et les honneurs accordés à Stamboulof dans la capitale de l'Empire ottoman ne peuvent pas manquer de soulever des susceptibilités légitimes. Le voyage du dictateur bulgare était évidemment calculé pour détourner l'attention de l'impression pénible produite par ses derniers actes et pour augmenter le prestige et l'autorité de sa puissance en Bulgarie par l'apparence d'un succès politique. Le Gouvernement ottoman, en se prêtant à cette manœuvre, n'a pas manqué de donner un encouragement, que nous voulons bien croire involontaire, au régime d'usurpation de la principauté, à un régime dont l'existence officielle n'a pas été reconnue par l'Europe.

Nous ne croyons pas que la réception accordée à MM. Grécof et Natchevitch constitue un précédent à ces faits. Au contraire, elle nous semblerait plutôt



faite pour aggraver que pour atténuer l'impression produite par le dernier incident. En graduant de cette façon ses actes de courtoisie à l'égard des hommes politiques bulgares, jusqu'à arriver à Stamboulouf lui-même, le Gouvernement ottoman a paru vouloir sanctionner indirectement l'existence du régime qui, par malheur, existe maintenant à Sofia et perpétuer en Bulgarie l'instabilité politique provenant d'un état de choses que tout le monde reconnaît constituer un danger permanent pour la sécurité et la paix de l'Europe.

Ni au point de vue de la considération due à une puissance à laquelle la Turquie n'a jamais cessé de prodiguer des protestations d'amitié, ni au point de vue de la politique générale, le Gouvernement ottoman ne semble avoir atteint un but satisfaisant par la réception qu'il a accordée à Stamboulouf à Constantinople.

Nous sommes obligés d'attirer, de la manière la plus sérieuse, l'attention de la Sublime-Porte sur ces considérations. Elles indiquent, peut-être, une source de dangers pour l'avenir, les intérêts et les droits les plus vitaux de l'Empire ottoman reposant sur l'observation scrupuleuse de ces traités avec lesquels la situation actuelle en Bulgarie est en contradiction directe.

Je vous prie de communiquer cette dépêche à Saïd-Pacha et de lui en laisser une copie.

CHICHKINE.

En même temps que cette dépêche, M. Jadovski a communiqué à Saïd-Pacha, à titre de commentaire utile de ce document, l'extrait suivant d'une lettre qu'il a reçue de M. Chichkine :

Vous êtes certainement au courant des détails déplorables d'une sorte d'action juridique qui s'est terminée, sans aucune preuve concluante, par la condamnation des prétendus auteurs du meurtre de M. Belchef à Sofia. Ce nouvel acte de violence et d'iniquité a été suivi de près par le voyage à sensation de Stamboulouf à Constantinople, et, ce à quoi l'on devait s'attendre le moins, par la réception en audience par le Sultan...

Vous connaissez les vues de notre auguste maître. Elles demeurent fermes et immuables. Tout en conservant sa bienveillance magnanime à l'égard de la Bulgarie, l'Empereur se maintient avec fermeté sur le terrain des traités qui ont consacré son existence, après que le sang russe eut émancipé et appelé à la vie la principauté aujourd'hui si cruellement terrorisée par un régime d'usurpation qu'il ne nous est pas possible de reconnaître comme légal.

Tandis que les gouvernants à Sofia cherchent, sous les auspices de certaines puissances, à se consolider et à faire tourner à leur avantage certains procédés de réclame, l'attitude de la Russie restera fidèle aux principes qui l'ont inspirée depuis le début du triste état de choses toité depuis si longtemps par d'autres puissances signataires du traité de Berlin, et même par la Cour suzeraine, au détriment de la tranquillité générale et des principes de droit et de justice sur lesquels reposent toute paix solide, toute prospérité réelle parmi les nations.

Consciente de sa puissance et convaincue que ce qu'elle désire est juste, la Russie peut attendre sans anxiété que le temps ait accompli son œuvre.

## RENSEIGNEMENTS DIVERS

### L'Europe armée.

Partout, en Europe, même chez les plus petits peuples, on ne parle, en ce moment, que d'armements, d'augmentations d'effectifs et de matériel de guerre.

En Allemagne, on le sait, la question prime, à l'heure actuelle, toutes les autres. Il en est de même à peu près partout, en Italie, en Suisse, en Danemark, voire même dans les pays qui semblent le plus en dehors du grand



mouvement européen, le moins menacés par une conflagration générale, en Suède et Norvège, par exemple.

Cet état de choses est exposé d'une manière frappante par un homme qui connaît bien la question, le capitaine Molard, ancien professeur de géographie à Saint-Cyr.

Dans un travail sur la « Puissance militaire des Etats de l'Europe », que vient de publier la librairie Plon, le capitaine Molard nous montre, d'après les documents officiels les plus récents, la situation actuelle de l'Europe armée. Quelques chiffres donneront mieux que tous les commentaires une idée juste de la chose.

### Les armées en 1869.

En 1869, les armées européennes, sur le pied de guerre, avaient les effectifs suivants :

France . . . . .	1.330.000
Allemagne. . . . .	1.300.000
Russie . . . . .	1.100.000
Autriche-Hongrie. . . . .	750.000
Italie. . . . .	570.000
Angleterre . . . . .	450.000
Espagne. . . . .	450.000
Turquie. . . . .	320.000
Suisse. . . . .	150.000
Suède et Norvège . . . . .	130.000
Belgique. . . . .	95.000
Portugal. . . . .	70.000
Danemark . . . . .	45.000
Hollande. . . . .	45.000
Montenegro . . . . .	40.000
Grèce . . . . .	35.000
Roumanie . . . . .	33.000
Serbie . . . . .	25.000

### Les armées en 1892.

En 1892, effectifs actuellement utilisables dès la mobilisation :

France . . . . .	2.500.000
Russie . . . . .	2.451.000
Allemagne. . . . .	2.417.000
Italie . . . . .	1.514.000
Autriche-Hongrie . . . . .	1.050.000
Turquie. . . . .	700.000
Angleterre. . . . .	342.000
Espagne. . . . .	300.000
Suède et Norvège . . . . .	270.000
Suisse . . . . .	212.000
Roumanie . . . . .	153.000
Belgique. . . . .	128.000
Hollande. . . . .	110.000
Serbie . . . . .	80.000
Portugal . . . . .	80.000
Bulgarie. . . . .	70.000
Grèce. . . . .	70.000
Danemark. . . . .	61.000
Montenegro . . . . .	55.000

### Après les nouvelles lois.

Sur le papier, c'est-à-dire quand les lois de recrutement actuelles auront produit leur plein effet :

Allemagne. . . . .	5.000.000
France . . . . .	4.350.000
Russie . . . . .	4.000.000
Italie. . . . .	2.236.000
Autriche-Hongrie. . . . .	1.900.000
Turquie. . . . .	1.150.000
Espagne. . . . .	800.000
Angleterre . . . . .	602.000
Suède et Norvège . . . . .	510.000
Suisse . . . . .	489.000
Roumanie . . . . .	280.000
Belgique . . . . .	258.000
Bulgarie. . . . .	200.000
Hollande . . . . .	185.000
Grèce. . . . .	180.000
Serbie . . . . .	180.000
Portugal. . . . .	154.000
Danemark. . . . .	91.000
Montenegro. . . . .	55.000

### Les budgets.

Naturellement, les budgets de la guerre et de la marine des différents Etats européens ont varié dans les mêmes proportions. Ils ont plus que doublé en Russie (de 615 millions en 1869 à 1,239 millions en 1892), en Allemagne (de 280 millions à 792, en Italie (de 176 millions à 362), en Danemark, en Suède et en Norvège, en Roumanie.

En Grèce, le budget de la guerre est passé de 3 millions 1/2 en 1869, à près de 24 millions en 1892 ; en Suisse de 2 millions et demi, en 1869, à plus de 45 millions, en 1892.

### 22 millions de soldats.

De tout cela, le capitaine Molard tire la conclusion suivante :

En 1870, l'Europe consacrait annuellement à la préparation à la guerre une somme de près de trois milliards ; aujourd'hui, cette somme est portée à près de cinq milliards.

En 1870, l'Europe entretenait un peu plus de deux millions d'hommes sur le pied de paix ; aujourd'hui, elle en entretient près de trois millions et demi.

En 1870, l'Europe estimait pouvoir mettre en ligne, en cas de guerre et comme suprême effort, près de sept millions d'hommes ; aujourd'hui, elle en mettrait douze millions et demi, et ses lois tendent à porter ce nombre à plus de vingt-deux millions.

### Les Congrès de la paix à Berne.

*Discours de M. L. Ruchonnet, conseiller fédéral, prononcé à l'ouverture du 4<sup>e</sup> Congrès universel de la paix (21 août).*

Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur d'ouvrir aujourd'hui le 4<sup>e</sup> Congrès de la Paix et de l'Arbitrage. Je rappelle que le 1<sup>er</sup> Congrès universel a eu lieu à Paris en 1889, le 2<sup>e</sup> à

Londres en 1890, le 3<sup>e</sup> à Rome l'an dernier. La ville de Berne a été désignée comme siège du 4<sup>e</sup> Congrès; c'est à ce choix que je dois la faveur de vous souhaiter la bienvenue, au nom du Comité d'organisation, dans le chef-lieu de notre antique confédération.

Vous ne trouverez ici ni les splendeurs des grandes capitales qui ont acclamé vos précédentes réunions, ni les somptueuses réceptions qui vous y ont été réservées. Notre peuple simple et modeste ne peut vous offrir qu'un cordial souhait de bienvenue; mais c'est de tout son cœur qu'il vous le donne, car il est dès longtemps le partisan convaincu de toutes les doctrines pacifiques que vous répandez avec tant de persévérance dans les deux mondes.

Peut-être aussi les sociétés de la Paix trouveront-elles dans notre pays quelques sujets d'observations qui ne sont point sans intérêt dans le temps présent: Ici, vivent ensemble des peuplades de langues, de races, de religions différentes. Leurs mœurs ne sont pas semblables; leurs intérêts sont parfois opposés. Ne croyez pas cependant que vous n'ayez devant vous qu'une agglomération artificielle et peut-être éphémère, la nationalité suisse s'affirme au-dessus de toutes ces divergences; il n'est pas un citoyen suisse qui n'en soit convaincu et qui permit qu'on en doutât. N'y aurait-il pas dans cette organisation, où le citoyen trouve son expansion normale dans les autonomies provinciales et donne joyeusement au centre ce que tout Etat a le devoir d'exiger pour l'accomplissement de sa haute mission, n'y aurait-il pas, dis-je, dans cet organisme la forme politique que l'avenir réserve à tous les peuples civilisés, la nationalité reposant sur la libre volonté des populations, sur le droit et sur la liberté?

C'est dans ce pays aussi, — excusez-moi de vous en parler encore — qu'a été signé l'un des plus anciens traités d'arbitrage. Il porte la date de 1291 et les sceaux des cantons d'Uri, Schwytz et de Nidwald. C'est à cet acte né de la sagesse politique de simples paysans, que la Suisse d'aujourd'hui est redevable de son existence; elle a eu le bonheur d'en célébrer l'an dernier le 600<sup>e</sup> anniversaire. C'est dans ce pays aussi qu'a été résolu par des arbitres un mémorable conflit entre deux grandes nations, celui de l'Alabama. C'est ici encore, que sont installés par la confiance de plusieurs nations les bureaux auxquels elles ont confié le soin de leurs intérêts dans plusieurs domaines, postes et télégraphes, propriété intellectuelle et autres.

Mesdames et Messieurs,

Nous nous sommes réunis pour organiser la guerre contre la guerre. C'est le but commun de toutes les associations qui sont représentées ici. Nous voulons que la justice préside aux relations entre les peuples comme elle règle depuis longtemps les rapports entre les individus. Nous demandons que les différends entre les Etats soient vidés par l'arbitrage et non par l'épée.

Des philosophes, des économistes, des statisticiens, des juristes, des hommes éminents de tous les pays se sont faits les apôtres de nos aspirations vers la paix et la justice. Ils ont dressé contre la guerre un acte d'accusation qui n'a pas été réfuté. Ce sont les droits de la civilisation qu'ils ont revendiqués; c'est la voix de l'humanité elle-même qui s'est fait entendre par leur bouche. Que voyons-nous cependant? Les Etats de notre vieille Europe augmentent chaque année leurs formidables armements; du plus grand au plus petit, c'est à qui accumulera en plus grand nombre les engins de destruction; il semble qu'on se prépare à l'envi pour un cataclysme final où sera proclamé le règne définitif de la violence et l'apothéose de la force.

Ce spectacle est bien fait pour attrister ceux qui croient à d'autres destinées pour l'humanité. Est-il fait pour les décourager? je ne le pense pas. Pénétrés de la justice de notre cause, convaincus que l'avenir lui appartient, nous sentons grandir notre devoir avec les difficultés. Plus menaçant gronde l'orage, plus haut aussi devons-nous sonner l'alarme.

Nous avons pour nous la vérité: quand nous y prendrons peine, nous serons le nombre. Faisons, si vous le voulez bien, le dénombrement de nos forces:

Ici, vient tout d'abord l'immense armée des paysans, la guerre lui est odieuse ; il en a assez, le pauvre cultivateur, des maux que lui réserve la nature sans que l'homme y ajoute ceux que créent ses passions, l'homme méchant qui prend ses fils pour la guerre et qui foule ses récoltes sous les roues de ses canons. Vient ensuite l'armée non moins nombreuse des ouvriers, les premières victimes de la guerre ; il le sait bien, l'ouvrier, qu'en temps de paix il doit entretenir un soldat en sus de sa famille et que quand sonnera l'appel aux armes, il devra marcher au feu et laisser les siens dans le dénûment. N'aurons-nous pas encore dans nos rangs pacifiques tous les disciples de celui dont la venue au monde a été annoncée par ces paroles : « Paix sur la terre ! » Et les juriscultes : Ces hommes du droit, ces ennemis passionnés de la violence, peuvent-ils ne pas être avec nous ? Puis, voici les femmes, les femmes du monde entier et leurs éloquentes interprètes dont plusieurs nous font l'honneur de siéger dans cette salle. Et si toutes ces voix de l'humanité s'élevaient un jour ensemble, de la chaire, de la tribune, de l'atelier, des champs, du foyer, déclarant que les humains sont las de s'entre-égorger, ne croyez-vous pas que ces voix seraient enfin entendues ?

Là doit être, semble-t-il, notre grande tâche du temps présent. Nous en avons d'autres encore ; mais devant le péril pressant, la première doit être d'enrégimenter l'humanité sous notre bannière. Fondons partout des associations de la paix ; recueillons les adhésions de tous, petits et grands ; donnons à ces masses un lien qui leur permette d'exercer une action commune. Ainsi nous aurons organisé la véritable opinion publique, peut-être un jour, et plus tôt qu'on ne le pense, les Gouvernements seront-ils heureux d'écouter sa voix.

#### Mesdames et Messieurs,

Il est une autre tâche des amis de la paix sur laquelle je veux aussi appeler votre attention, c'est l'introduction de l'arbitrage pour régler les différends entre les Etats. Nous avons tous l'espérance que le jour viendra où les rapports de droit entre les divers pays seront soumis à des règles écrites, où un Tribunal permanent d'arbitres prononcera sur tous ces conflits et sera pourvu des moyens nécessaires pour faire exécuter ses sentences. Cet avenir heureux, que préparent avec une grande sagesse les travaux d'éminents juriconsultes, notamment ceux de l'Institut de Droit international, ce but final qu'ont signalé déjà Kant, Stuart-Mill, Laveleye, Mancini, Jules Simon, Passy et tant d'autres nobles esprits, ce but est aussi le nôtre et nous voulons y travailler. Mais en attendant qu'il soit donné aux hommes de le réaliser, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que tous les traités, quels qu'ils soient, renferment une clause arbitrale. Le nombre des conflits internationaux qui ont été éteints par des jugements d'arbitres est déjà considérable. Le récent ouvrage de notre collègue M. Ferdinand Dreyfuss, celui de M. Michel Revon sur l'arbitrage international, son passé, son présent, son avenir, nous donnent à ce sujet des renseignements réjouissants. On y trouve la preuve que l'arbitrage, même sans une sanction légale, est une institution apte à prévenir de nombreuses guerres.

Un grand pas a été accompli récemment dans la voie de l'arbitrage, c'est le traité de Washington du 18 avril 1890. « Cette date, dit Michel Revon, fut une glorieuse journée pour les amis de la paix, et nous n'hésitons pas à dire que ce jour-là ils remportèrent leur plus belle victoire. » Vous savez tous ce que stipule ce traité : 18 républiques américaines s'obligent solennellement « à régler tous leurs différends par la voie diplomatique, sans recourir à l'emploi des armes, ni à des hostilités pour aucun motif, et elles soumettront toutes les questions d'une nature grave pouvant produire la guerre, et sur laquelle elles ne pourront s'entendre, à la décision sans appel d'un ou plusieurs arbitres nommés d'un commun accord ». Une autre disposition de ce traité en ouvre l'accès à toutes les nations qui voudront y adhérer.

Quand cet acte important aura obtenu la ratification des Gouvernements américains et peut-être l'accession de quelques Etats de l'Europe, des millions



d'hommes auront passé de l'état de guerre à l'état juridique. Faisons des vœux pour qu'il en soit bientôt ainsi.

Mesdames et Messieurs,

J'ai hâte de donner la parole à des voix plus autorisées que la mienne. Un dernier mot. Notre tâche est immense, mais ce Congrès n'est pas le dernier. Ce que nous n'obtiendrons pas aujourd'hui, d'autres l'obtiendront demain. Tous, convaincus que nous travaillons pour la justice et pour le bien de l'humanité, il nous suffira d'avoir fait notre devoir.

Je désire, Mesdames et Messieurs, que les journées que vous allez passer au milieu de nous ne vous laissent que des souvenirs heureux.

— Le 29 août, s'est ouvert à Berne le 4<sup>e</sup> Congrès interparlementaire de la paix.

Les représentants des groupes parlementaires au Congrès interparlementaire ont pris la parole par ordre alphabétique.

M. Baumbach, vice-président du Reichstag allemand, a prononcé un long discours dans lequel il annonce qu'il s'est constitué au Reichstag un groupe parlementaire des amis de la paix; il ne dissimule pas que l'accueil qui lui a été fait par la presse a été peu favorable: alors même que l'opinion publique s'est prononcée pour la paix, les efforts des partisans de la paix par l'arbitrage ont été accueillis par les railleries de certains journaux.

Néanmoins, il ne craint pas de déclarer, sans crainte d'être démenti ni par le Gouvernement, ni par la presse, ni par l'opinion publique, que le caractère du peuple allemand n'est pas agressif.

M. Trarieux, sénateur, au nom du groupe français, dit: « Nous sommes convaincus que notre cause l'emportera. Nous saluons l'aurore de l'ère nouvelle, pareille à celle Jungfrau qui sort de la nuit et de l'ombre pour recevoir les premiers rayons du soleil. »

M. Trarieux déclare qu'il désirerait que l'on se bornât à recommander l'adhésion à la proposition des Etats-Unis. « En toute franchise, ajoute-t-il, je crois que aller plus loin serait compromettre le résultat final. En l'état des esprits, il n'est pas possible de concevoir la conclusion d'un traité de ce genre entre la France et l'Allemagne, par exemple. »

M. Frédéric Passy, intervenant dans le débat, rappelle que cinquante de ses collègues et lui-même ont autrefois déposé à la Chambre française un projet de loi qui dort dans les cartons, mais qui prouve que la France avait en cette question pris l'initiative.

On passe au vote, et les propositions sont renvoyées à une Commission de cinq membres.

Les membres du Parlement français présents aux séances de la Conférence sont: MM. Labiche, Trarieux, Guyot, Cornudet, Pourquery de Boisserin, Laguerre, Michou, Mermeix, Passy, Rathier, Siegfried et Guérin.

M. Imbriani a adressé au président de la Conférence une lettre dans laquelle il dit qu'il ne veut pas intervenir, car, lors de la troisième Conférence, tenue à Rome, la déclaration qu'il présenta, signée par beaucoup de ses collègues, dans le sens irrédendiste ne fut pas mise à l'ordre du jour. M. Imbriani proteste énergiquement contre la conduite du président et du secrétaire de la troisième Conférence.

— Dans la séance de l'Académie des Sciences morales et politiques du 10 septembre, M. Frédéric Passy a rendu compte de ce qui s'était passé dans les Congrès de la paix tenus à Berne.

Le but que se proposait cette réunion était de populariser l'idée de l'arbitrage international. Il y a là une question d'opinion qui ne peut pas se résoudre du jour au lendemain. Il s'agit d'abord de convaincre le public qu'il y a des moyens de prévenir les guerres. Pour y parvenir, il faut faire de fréquents appels à son attention. En général, il y a méfiance et même scepticisme envers les Conférences de la paix.

Les Conférences libres n'ayant pas eu assez d'autorité pour hâter le mouvement, des Conférences interparlementaires ont été ouvertes. Les hommes d'Etat des différents pays y ont pris part, sans caractère officiel, mais avec assez d'influence personnelle pour disposer leurs Gouvernements à ne pas se montrer hostiles aux principes posés par les réunions internationales.

C'est dans cette pensée que la Conférence interparlementaire de Berne a exprimé le désir de voir les Gouvernements entrer dans la voie de l'arbitrage. Elle a si bien senti la force que lui donnait le caractère de ses membres, qu'elle a émis le vœu que, dès à présent, les Gouvernements fissent tous leurs efforts pour assurer l'inviolabilité de la propriété privée sur mer en temps de guerre et l'introduction de la clause compromissoire dans tous les traités de navigation et de propriété littéraire et artistique. Elle n'a même pas craint de faire appel à tous les Parlements pour les inviter à faire adhérer leurs Gouvernements respectifs à la proposition des Etats-Unis, concernant un contrat général d'arbitrage à intervenir entre toutes les nations du globe.

Dans le domaine plus immédiat des faits réalisés, la Conférence a voté la constitution à bref délai d'un bureau interparlementaire permanent de l'arbitrage national.

M. Frédéric Passy, en terminant cet exposé, fait ressortir les progrès rapides de l'idée d'arbitrage depuis quatre ans. C'est en 1888 que dix députés anglais et vingt-cinq députés français, sous le patronage de M. Jules Simon, ont fait appel au Gouvernement pour réunir une Conférence interparlementaire à Paris en 1889. En 1890, une Conférence semblable, réunie à Londres sous la présidence de lord Herschell, comptait des membres de douze Parlements différents. En 1891, à Rome, le progrès s'accroissait : dix-sept Parlements étaient représentés à la Conférence interparlementaire, à laquelle le Gouvernement se montrait très favorable. Enfin, en 1892, à Berne, ce n'est plus seulement une bienveillance officieuse que le Gouvernement témoigne à la Conférence : le Palais fédéral est mis à sa disposition, et elle tient ses séances dans la salle des Etats, dirigée par les hommes les plus considérables de la Confédération. Son autorité a tellement grandi qu'elle crée un bureau permanent de l'arbitrage. Elle acquiert ainsi un moyen durable de faire pénétrer ses idées dans les masses et de faire triompher des habitudes plus humaines dans les relations internationales.

M. Doniol adhère moralement aux idées émises par les Etats-Unis concernant l'arbitrage général. Mais il se demande si, en cas d'une nouvelle guerre de Sécession, qui n'est pas impossible, le Gouvernement fédéral ne se déroberait pas à la règle émanant de lui. Mis en demeure de se soumettre à une décision arbitrale, il est probable qu'il ne résisterait guère à la tentation de s'en affranchir. En général, les propositions de paix universelle ne sont faites que par les vainqueurs qui ont tout avantage à ne rien changer à ce qu'ils ont péniblement conquis. Lorsque leur intérêt l'exige de nouveau, ils oublient vite la doctrine pour se permettre une violence utile. « Voilà pourquoi, dit M. Doniol en terminant, je crains que l'arbitrage international ne reste toujours dans le domaine des choses irréalisables. »

M. Frédéric Passy ne croit pas devoir être aussi pessimiste. Il est de toute évidence que si, au moment de l'exaspération de l'antagonisme, on parle d'arbitrage à deux populations hostiles, il ne sera guère possible d'être écouté. Mais si, antérieurement et de longue date, ces populations ont été habituées à l'idée

d'arbitrage, elles hésiteront à avoir recours à la violence. Elles n'y auront recours qu'à toute extrémité, lorsque toutes les tentatives de conciliation auront été épuisées par les arbitres. Ce serait déjà un très grand résultat social que de rendre la paix possible toutes les fois que, sans l'arbitrage, la guerre eût été inévitable.

M. le président, avant de lever la séance, remercie M. Frédéric Passy de sa communication, à laquelle l'Académie a pris d'autant plus d'intérêt qu'elle avait choisi l'*Arbitrage international* pour sujet de l'un de ses concours de cette année.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### Revue des Deux-Mondes.

13 septembre. — *Le Conseil d'Etat et les projets de réforme : la collaboration aux lois et la réorganisation du contentieux*, par M. Varagnac. — *Les élections anglaises et le quatrième ministère Gladstone*, par Aug. Filon. — *La Fayette pendant le Consulat et le Premier Empire*, par A. Bardoux.

1<sup>er</sup> octobre. — *La France sous la première Restauration : les commencements du règne de Louis XVIII*, par Henry Houssaye. — *Un voyage de découvertes à travers la Société américaine*, par Th. Bentzon.

### Le Correspondant.

10 mai. — *Souvenirs de M. de Viel-Castel*, avec une préface du duc de Broglie. — *Le bilan de la Commune : les recettes*, par A.-C. Cherest. (La Commune a touché environ 42 millions.)

25. — *Attitude politique et religieuse des évêques pendant la Révolution*, par l'abbé Sicard. — *Châteaubriant et les Mémoires d'outre-tombe*, par Edmond Biré. — *Le bilan de la Commune : les dépenses*, par A.-C. Cherest.

10 juin. — *Du régime de la Presse*, par Emile Ollivier. — *Souvenirs de M. de Viel-Castel (suite)*. — *M. Ernest Lavisse*, par René Doumic.

25. — *Gladstone : sa famille, sa jeunesse*, par Marie Dronsart. — *Madame Roland*, d'après des lettres et des manuscrits inédits, par Clarisse Bader.

10 juillet. — *La Bastille sous Louis XVI*, par Edmond Biré. — *Gladstone : début parlementaire, l'éloquence de M. Gladstone, son début dans l'administration, son mariage*, par Marie Dronsart. — *Souvenirs de M. de Viel-Castel*.

25. — *Deux enclaves de l'ancienne France : Orange et sa principauté ; Avignon et le Comtat Venaissin*, par le duc de Broglie. — *Gladstone : guerre de Crimée, Disraëli, Palmerston, les prisons de Naples, agitation antipapale*, par Marie Dronsart.

10 août. — *La démocratie et l'Eglise*, par l'abbé Félix Klein (d'après les récents ouvrages d'An. Leroy-Beaulieu). — *La fin d'une province*, par Etienne Lamy.

25. — *Dœllinger*, d'après les récentes publications allemandes, par l'abbé Kannengieser (étude d'où l'esprit de charité est un peu absent). — *L'Australie : son importance économique et internationale*, par H. de Cardonne. — *Gladstone*, par M. Dronsart. — *La pédagogie et nos pédagogues*, par Fr. Bouillier ( mordante critique).

10 septembre. — *Le Centenaire des massacres de septembre*, par l'abbé Sicard. — *Le général Macdonald et Talleyrand. Sa mission à Copenhague*, par G. Firmin-Didot. — *Un Prussien en France en 1792*, par A. Babeau (d'après une publication récente). — *Etude de vie morale contemporaine*. *M. Herbert Spencer*, par J. Angot des Rotours.

25. — *Le Congrès catholique de Mayence*, par l'abbé Kannengieser. — *Gladstone (1876-1886)*, par M. Drouart. — *Treize mois de captivité (1811-1812)*, entre des mémoires inédits du colonel de Beauval. — *Les discours de M. de Montalembert*, par le vicomte de Meaux.

---

### Revue politique et littéraire.

3 septembre. — *Les responsabilités de Carnot*, par F.-A. Aulard (documents relatifs au rôle du grand Carnot dans le Comité de Salut public). — *Charles Nodier et Musset*, par Ed. Grenier. — *Le monde musulman*, par Ahmed-Bey (à propos d'un livre récent de M. Mismar).

17. — *À propos de l'enseignement des jeunes filles*, par M. Bréal. — *La fête du 22 septembre. Les précédents historiques*, par H. Menin. — *Aux Antilles. La question des douanes*, par C. de Varigny. — *La Conférence de Berne*, lettre de M. Trarieux, sénateur (il s'agit de la Conférence interparlementaire de la paix dont M. Trarieux a été un des membres les plus distingués).

26. — *La littérature et la science*, par Gustave Lanson. — *L'enseignement de la langue russe en France*, par M. Halpérine Kamiński (exposé des raisons qui militent en faveur de l'enseignement).

---

### Revue d'histoire diplomatique.

1892, IV. — *Un projet de démembrement de la France en 1716*, par M. Gabriel Syveton. — *Les Etats-Unis au lendemain de la guerre de l'indépendance*, par le comte Renaud de Moustier (d'après la correspondance diplomatique inédite du comte de Moustier qui fut ministre de France aux Etats-Unis en 1788; détails intéressants sur Washington). — *La Société philanthropique en faveur des Grecs (1825-1829)*, par S. Antonopoulos. — *Le droit des gens et les immunités diplomatiques au XVIII<sup>e</sup> siècle*, d'après les archives de la Bastille, par Th. Funck-Brentano. — *L'évêché protestant de Jérusalem*, par le Dr Stouk. (Documents diplomatiques qui vont de 1840 à 1887; l'évêché créé au commencement de 1840 par Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse, est entièrement passé entre les mains de l'Angleterre). — *Les instructions diplomatiques au moyen-âge*, par R. de Maulde. — Comptes-rendus bibliographiques.

---

### Annales de l'Ecole des sciences politiques.

15 octobre. — *Les Unions postales*, par Léon Poincard (fin d'un consciencieux et intéressant travail). — *Des autorités préposées à la vérification et à l'apurement des comptes de l'Etat et des localités en Angleterre*, par Victor Marcé. — *La neutralisation de la Suisse*, par Payen. (Etude substantielle d'un sujet d'un vif intérêt au point de vue juridique et politique.) — *Les finances de la guerre de 1796 à 1815*, par S. de la Rupelle. — *Les indigènes tunisiens*, par Maurice Caudel. — *La reconnaissance de la Monarchie de juillet*, par Aug. Masure. (Etude très curieuse, faite d'après de nombreux documents, dont beaucoup inédits). — *M. Le Play*, par G. Alix (à l'occasion de l'excellent travail publié par M. Auburtin dans l'utile *bibliothèque économique* dirigée par M. J. Chailley-Bert. — Comptes-rendus bibliographiques et communications relatives à l'Ecole des Sciences politiques.

---



**Arménie, Kurdistan et Mésopotamie** (1), par le comte de Cholet,  
lieutenant au 76<sup>e</sup> régiment d'infanterie.

Un voyage en Turquie d'Asie ne nous intéresse pas seulement par la description de contrées peu connues, il nous rappelle encore de vieux souvenirs historiques en même temps qu'il nous montre la situation actuelle d'une partie de cet Empire Ottoman dont l'Europe moderne s'est si justement préoccupée. Aucun de ces points de vue n'a échappé à l'auteur. « Il serait intéressant, nous dit-il au début de son ouvrage, de pouvoir dès maintenant prédire l'avenir de l'Empire Ottoman et de savoir distinguer, au milieu des troubles de sa politique, le moment *prochain peut-être*, de sa résurrection ou celui de sa ruine définitive, d'exposer ses chances de relèvement comme ses risques de décadence, d'analyser enfin d'une façon impartiale et complète son état actuel. Je ne puis malheureusement entreprendre qu'une bien faible partie de cette tâche, en essayant, au retour d'un long voyage en Turquie d'Asie, de rapporter sincèrement les impressions que j'y ai reçues des hommes et des choses et d'exposer fidèlement les appréciations que j'ai été à même d'y faire sur place. »

L'auteur a parcouru plus de cinq mille kilomètres au travers de l'Empire turc, et l'on sent tout de suite qu'il a rempli son programme; ses appréciations sont sincères, fidèles, pleines d'intérêt. Son œuvre est des plus instructives. Ajoutons que son style plein de naturel et d'agrément nous fait suivre sans fatigue ses longues pérégrinations. Rien de pittoresque par exemple comme la descente du Tigre en *Kêlek*, sorte de radeau porté par des outres en peau de mouton. De nombreuses photographies faites par l'auteur achèvent de nous initier aux détails de ce pays qui n'est plus guère connu que des savants.

**Souvenirs du général Jarras, chef d'état-major général de l'armée du Rhin (1870)** (2), publiés par M<sup>me</sup> Jarras.

La maison Plon, qui a déjà fait paraître tant de mémoires historiques intéressants, entre autres les *Mémoires du général de Marbot*, qui ont obtenu un si vif succès, et de précieux documents sur la guerre franco-allemande, vient de publier un ouvrage destiné à faire sensation, car il contient les révélations les plus étonnantes sur un sujet qui fait toujours battre le cœur des Français, les désastres qui ont frappé notre héroïque armée durant l'année terrible. Madame Jarras publie en effet les *Souvenirs du général Jarras, chef d'état-major général de l'armée du Rhin (1870)*. Ce volume jette une lumière nouvelle sur les péripéties de la lutte et spécialement sur la conduite du maréchal Bazaine, ainsi que sur la catastrophe de Sedan. Les terribles événements que relatent ces pages sont aujourd'hui du domaine de l'histoire, et, malgré les poignantes émotions que réveillent dans toutes les âmes patriotes ces tragiques souvenirs, il est temps de les étudier et de les apprécier. Les *Souvenirs du général Jarras* viennent donc bien à leur heure. Ils nous instruisent de ce que nous devons tous savoir, de ce que nous avons le devoir de ne pas oublier.

Une excellente carte de la région de Metz accompagne le volume.

**Stendhal diplomate. Rome et l'Italie de 1829 à 1842 d'après sa correspondance officielle inédite**, par Louis Farges, 1 vol. in-12, Paris, 1892, librairie Plon.

Sous ce titre, M. Louis Farges, qui s'est déjà fait remarquer par de très intéressants travaux à la *Revue historique*, vient de faire paraître une étude dans laquelle, à l'aide de documents inédits, il met en lumière un des côtés les moins connus de la vie et du génie de Stendhal. Ce livre curieux intéressera également

(1) 1 vol. in-12, librairie Plon, 1892.

(2) 1 vol. in-8°, Paris, librairie Plon, 1892.

lettrés, historiens et politiques. Abondamment et textuellement cités, les rapports du diplomate leur offriront le régal de pages originales tout à fait dignes de l'auteur des *Promenades dans Rome* et de la *Chartreuse de Parme*. Consul à Trieste, puis à Civita-Vecchia, Stendhal assiste en témoin avisé à tous les épisodes de la lutte pour l'indépendance et l'unité de la péninsule, l'élection du pape Pie VIII, les révoltes de 1831 à 1832, où débuta le futur Napoléon III ; il pénètre partout, nous donnant des détails intimes et des anecdotes piquantes sur la Cour de Rome sous Grégoire XVI, appréciant les événements et les hommes avec cette netteté, cette profondeur, cette acuité de pensée et de style qui caractérisent son talent. Somme toute, c'est un chapitre très neuf de l'histoire contemporaine de l'Italie que M. Farges vient d'écrire à l'aide de ces précieux documents. Il explique d'une manière surabondante, combien la chute du pouvoir temporel des papes était inévitable, en nous faisant toucher du doigt les abus vraiment incroyables qui s'étaient perpétrés jusque dans ce siècle et qui ne pouvaient être supportés par des populations en contact avec le dehors. Nous signalons spécialement les faits cités par Stendhal dans ses rapports et qui touchent à l'administration de la justice.

---

---

*Le Gérant : FÉCHOZ.*

---

Arcis-sur-Aube, — Imprimerie Léon FRÉMONT.

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### ESPAGNE — FRANCE

##### Déclaration relative au service militaire.

12 mai 1892 (1)

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté Catholique ayant reconnu la nécessité de porter d'un à deux ans le délai accordé aux Français nés en Espagne, aux termes de l'article 5 de la convention consulaire conclue entre les deux pays, le 7 janvier 1862, pour établir qu'ils ont satisfait en France à la loi de recrutement, sont convenus des dispositions suivantes :

L'article 5 de la convention consulaire signée entre la France et l'Espagne, le 7 janvier 1862, est remplacé par l'article suivant :

« Art. 5. — Les Espagnols nés en France, lesquels, ayant atteint l'âge de vingt ans, y seraient compris dans le contingent militaire, devront produire devant les autorités civiles ou militaires compétentes un certificat établissant qu'ils ont tiré au sort en Espagne.

« Et réciproquement les Français nés en Espagne, qui y seraient appelés au service militaire, devront, dans le cas où les documents présentés par eux ne paraîtraient pas suffisants pour établir leur origine, fournir aux autorités compétentes, dans un délai de deux ans à partir de l'époque du tirage, un certificat constatant qu'ils ont satisfait à la loi de recrutement en France. A défaut de ce document, en bonne forme, l'individu désigné par le sort pour le service militaire, dans la commune où il est né, devra faire partie du contingent de cette commune. »

(1) Promulguée dans le *Journal officiel de la République française* du 14 juillet 1892.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Madrid, en double exemplaire, le 12 mai 1892.

(L. S.) Signé : T. ROUSTAN.

(L. S.) — DUC DE TETUAN.

## LUXEMBOURG — RUSSIE

### Convention d'extradition.

19/31 mars 1892.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, ayant jugé opportun de conclure une convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Prince Léon Ourousoff, maître de la Cour de Sa Majesté l'Empereur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Russie près la Cour de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, chevalier des ordres de St-Wladimir 2<sup>e</sup> classe, de Ste-Anne et de St-Stanislas 1<sup>re</sup> classe, etc. etc. ;

Et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, M. Paul Eyschen, ministre d'Etat, président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, grand-croix de l'ordre d'Adolphe de Nassau, grand officier de l'ordre de la Couronne de chêne, etc. etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

**Article premier.** — Le Gouvernement Impérial de Russie et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg s'engagent par la présente convention à se livrer réciproquement, dans les cas et d'après les formes déterminés par les articles suivants, à l'exception de leurs propres nationaux, les individus réfugiés de Russie dans le Grand-Duché de Luxembourg ou du Grand-Duché de Luxembourg en Russie, et mis en prévention ou en accusation ou condamnés comme auteurs ou comme complices pour l'une des infractions mentionnées à l'art. II ci-après par les tribunaux de celui des deux pays où l'infraction aura été commise.

**Art. 2.** — Ces infractions sont :

1<sup>o</sup> Attentat contre la vie du Souverain ou des membres de sa famille, ainsi que tout autre crime ou délit ci-après énuméré, commis à l'égard du Souverain ou des membres de sa famille ;

2<sup>o</sup> Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre ;

3<sup>o</sup> Coups portés et blessures faites volontairement, soit avec préméditation, soit quand il en est résulté une infirmité ou incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage absolu d'un membre, de l'œil ou de tout autre organe, ou la mort sans intention de la donner ;

4<sup>o</sup> Bigamie ; enlèvement de mineurs ; viol ; avortement ; attentat à la pudeur commis avec violence ; attentat à la pudeur commis sans violence



sur la personne ou à l'aide de la personne de l'enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de quatorze ans ; attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe ;

5° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant, exposition ou délaissement d'enfant ;

6° Incendie ;

7° Destruction totale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, de constructions, édifices, ponts, chaussées, digues, écluses, voies ferrées et appareils télégraphiques et téléphoniques, ainsi que des objets qui en font partie ;

8° Le fait volontaire d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer ;

9° Association de malfaiteurs, vol ;

10° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables de peines criminelles ;

11° Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers ;

12° Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée ; contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ; contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, à l'exception de ceux de particuliers ou de négociants ; usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés et usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ;

13° Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes ; subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes ;

14° Faux serment ;

15° Concussion, détournements commis par des fonctionnaires publics ; corruption de fonctionnaires publics ;

16° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites ;

17° Escroquerie, abus de confiance et tromperie ;

18° Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par la loi des deux pays, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche ;

19° Prise d'un navire par les marins ou passagers, par fraude ou violence envers le capitaine ;

20° Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

Sont comprises dans les qualifications précédentes, les tentatives, lorsqu'elles sont prévues par les législations des deux pays.

L'extradition n'aura lieu que dans le cas où la condamnation, la mise en prévention ou en accusation, ou bien la poursuite judiciaire aura été provoquée par un crime ou un délit volontaire commis sur le territoire de l'Etat par lequel l'extradition est demandée et entraînant, d'après les législations des deux pays, une peine de plus d'un an d'emprisonnement.

Art. 3. — Lorsque le crime ou le délit donnant lieu à la demande d'extradition aura été commis hors du territoire de la partie requérante, il pourra être donné suite à cette demande, pourvu que la législation du pays requis autorise, dans ce cas, la poursuite des mêmes faits commis hors de son territoire.

Art. 4. — Les parties contractantes s'engagent à poursuivre, conformément à leurs lois, les crimes et délits commis par leurs sujets contre les lois de la partie adverse, dès que la demande en sera faite et dans le cas où ces crimes et délits pourront être classés dans une des catégories énumérées dans l'art. 2 de la présente convention.

Art. 5. — L'extradition sera demandée par la voie diplomatique ; elle ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement ou arrêt de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre document équivalent, délivré par l'autorité compétente dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande et indiquant d'une manière précise le crime ou le délit pour lesquels l'extradition est demandée, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 6. — L'étranger pourra être arrêté provisoirement dans les deux pays pour l'un des faits mentionnés à l'art. 2, sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité étrangère compétente et expédié dans les formes prescrites par les lois du Gouvernement réclamant. Cette arrestation aura lieu dans les formes et suivant les règles prescrites par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 7. — En cas d'urgence, l'étranger pourra être arrêté provisoirement dans les deux pays sur un simple avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt à la condition que cet avis sera régulièrement donné par la voie diplomatique au ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

Toutefois, dans ce cas, l'étranger ne sera maintenu en état d'arrestation que si, dans le délai de trois semaines, le Gouvernement requis reçoit communication du mandat d'arrêt délivré par l'autorité étrangère compétente.

Art. 8. — L'étranger arrêté provisoirement aux termes de l'art. 6 ou maintenu en arrestation suivant l'alinéa 2 de l'art. 7 sera mis en liberté si, dans les deux mois de son arrestation, le Gouvernement requis ne reçoit notification soit d'un arrêt de condamnation, soit d'une ordonnance sur la mise en accusation ou en prévention émanée de l'autorité compétente.

Art. 9. — L'extradition n'aura pas lieu :

- 1° Lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit pour lequel l'individu réclamé a déjà subi sa peine, ou dont il a été acquitté ou absous dans le pays auquel l'extradition est demandée ;
- 2° Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux Etats pour crimes ou délits distincts, le Gouvernement requis statuera en prenant pour base la gravité du fait poursuivi ou les facilités accordées pour que l'inculpé soit restitué, s'il y a lieu, d'un pays à l'autre pour purger successivement les accusations.

Art. 10. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit commis contre les lois du pays auquel l'extradition est demandée, son extradition sera différée jusqu'à ce qu'il soit acquitté ou absous ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 11. — L'extradition sera accordée lors même que l'accusé ou le prévenu viendrait, par ce fait, à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 12. — Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée, ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Né sera pas réputé crime ou délit politique ni fait connexe à un semblable crime ou délit l'attentat contre la personne du Souverain ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat appartiendra à la catégorie des faits visés au § 1<sup>er</sup> de l'art. 2 ci-dessus.

Art. 13. — Les objets volés ou saisis en la possession de l'individu dont l'extradition est réclamée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit qui lui est imputé, ainsi que toutes pièces de conviction, sont livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés, qui devront leur être restitués sans frais après la fin du procès.

Art. 14. — Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique et il y sera donné suite en observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Art. 15. — Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui est faite et, dans ce cas, des frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans les pays où l'audition devra avoir lieu. Les personnes résidant en Russie ou dans le Grand-Duché de Luxembourg, appelées en témoignage devant les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, ne pourront être poursuivies ni détenues pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objet du procès où elles figurent comme témoins.

Art. 16. — Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la production de pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par voie diplomatique et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Art. 17. — Les Gouvernements contractants renoncent, de part et d'autre, à toute réclamation par rapport à la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Les frais d'entretien et de transport des prévenus, accusés ou condamnés, par le territoire des Etats intermédiaires, sont à la charge de l'Etat réclamant. Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 18. — Les deux Gouvernements se communiqueront par voie diplomatique les arrêts de leurs tribunaux qui condamneront les sujets de l'Etat étranger pour crime ou délit.

Art. 19. — Par les stipulations ci-dessus, il est adhéré réciproquement aux lois des deux pays qui ont ou auront pour objet de régler la marche de l'extradition.

Art. 20. — La présente convention ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de deux mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Luxembourg, le 19/31 mars de l'an de grâce 1892.

(L. S.) Signé : L. OUROUSOFF.

(L. S.) — EYSCHEN.

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

### FRANCE

### APPLICATION DU NOUVEAU TARIF DOUANIER

(Suite) (1)

---

## DEUXIÈME PARTIE — AMÉRIQUE

---

### ÉQUATEUR

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Ambrogi, chargé d'affaires de France *ad interim* à Quito

Paris, le 10 mars 1892.

Vous m'avez rendu compte d'un entretien que vous avez eu avec M. le Président de l'Equateur au sujet du Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé le 12 mai 1888 entre ce pays et la France.

Ainsi que vous le savez, cet acte international avait été présenté à la Chambre des députés à la fin de la législature de 1888, mais il a donné lieu à différentes observations de la part de la Commission parlementaire chargée de l'examiner, et finalement la législature de 1888 s'est séparée avant d'avoir statué en ce qui le concerne. Quant à la Chambre élue en 1889, elle a manifesté des dispositions peu favorables à la conclusion de conventions détaillées de commerce et de navigation, et il ne nous a pas paru, dès lors, que la Convention du 12 mai pût être soumise de nouveau à la sanction parlementaire.

C'est donc uniquement, comme vous l'avez fait justement observer à M. Florès, par suite de considérations générales que le Gouvernement de la République s'est abstenu de ratifier le Traité signé il y a quatre ans. Nous estimons encore qu'il est de l'intérêt réciproque des deux Etats de s'accorder mutuellement des garanties conventionnelles de nature à favoriser le développement des relations commerciales existant depuis cinquante ans entre eux. Aussi sommes-nous prêts, les clauses maritimes et commerciales du Traité de 1843 arrivant à échéance en septembre prochain, par suite de la dénonciation qu'en a faite le Cabinet de Quito, à

(1) V. plus haut, p. 19-150.

entamer avec lui des pourparlers en vue de la conclusion d'un nouvel accord, qui pourrait être rédigé de manière à ne soulever aucune difficulté devant les Chambres des deux pays.

L'entrée en vigueur de nos nouveaux tarifs nous fournit, d'ailleurs, une occasion de saisir le Gouvernement équatorien de cette question (1)...

RIBOT.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Ambrogi, chargé d'affaires de France ad interim à Quito**

Paris, le 7 mai 1892.

Ainsi que vous l'aurez remarqué, le projet que vous avez été chargé de soumettre au Gouvernement Equatorien ne renferme aucune clause relative à la protection de la propriété littéraire, artistique et industrielle. Cette matière est, en effet, réglée par la déclaration qui a été signée le 12 mai 1888 en même temps que le traité de commerce, mais qui est indépendante de cet acte international. Cette déclaration a déjà été votée par le Congrès équatorien, et le Consul général de l'Equateur à Paris est en possession de l'instrument des ratifications de son Gouvernement. Le Gouvernement français ayant également donné son approbation à cet Acte, l'échange des instruments pourrait avoir lieu dès à présent, à Paris. Je vous prie d'en faire l'observation au Gouvernement équatorien.

D'après les renseignements fournis à mon Département par M. de Vaux, les Chambres équatoriennes ne se réuniraient que tous les deux ans et les sessions seraient fort courtes. Il importerait donc, si l'entente s'établait, comme nous avons lieu de l'espérer, sur un nouvel arrangement commercial, que cet Acte soit soumis au Congrès au cours de la législature qui s'ouvrira le 1<sup>er</sup> juin prochain. De notre côté, nous saisirons le Parlement de l'accord en question dans le plus bref délai.

RIBOT.

---

**M. Ambrogi, chargé d'affaires de France ad interim à Quito, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères**

Quito, le 23 avril 1892.

(Lettre reçue à Paris, le 10 mai.)

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la dépêche qu'Elle a bien voulu m'adresser le 10 mars dernier.

Me conformant à ses instructions, je me suis empressé d'entretenir verbalement le Président de la République et le Ministre des affaires étrangères du désir qu'a notre Gouvernement de conclure un arrangement avec l'Equateur, de manière à s'accorder mutuellement des garanties conventionnelles et favoriser ainsi le développement des relations commerciales qui existent entre les deux Pays.

M. Antonio Florès m'a de nouveau manifesté son regret de ce que le traité de 1888 n'ait pas été ratifié par les Chambres en ajoutant que le traité nous était très favorable et qu'il est difficile maintenant de nous accorder les mêmes avantages. — Il m'a exprimé également son désir de connaître les articles du traité sur lesquels la Commission parlementaire a

(1) La fin de cette dépêche est conforme aux instructions adressées à Buenos-Ayres, à Rio, etc. (voir ci-dessus p. 109, et 135), en ce qui concerne la teneur des nouveaux arrangements à conclure.

fait des observations. Il a, cependant, parfaitement compris que c'est par suite de considérations générales que le Gouvernement de la République s'est abstenu de ratifier le traité qu'il a signé il y a quatre ans.

Voici les termes de l'accord que le Gouvernement équatorien accepterait :

« Le Gouvernement accepte l'arrangement avec la clause de la nation la plus favorisée, mais le sens qu'il donne à cette clause est que les privilèges qu'il accordera à d'autres nations, en vertu de privilèges analogues accordés par celles-ci à l'Equateur, ne seront accordés à la France qu'en vertu de concessions égales ou équivalentes que cette dernière ferait à son tour à l'Equateur. »

Pour mieux expliquer son idée, le Sous-Secrétaire d'Etat m'a dit que si, par exemple, l'Equateur concède à la Colombie quelques franchises en vertu de privilèges que celle-ci accorderait à des marchandises équatoriennes, la France ne pourrait demander ce même privilège que si elle accorde à l'Equateur des franchises réciproques.

AMBROGI.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Ambrogi, chargé d'affaires de France *ad interim* à Quito**

(Télégramme)

Paris, le 23 mai 1892.

Nous ne pouvons accepter la proposition que me fait connaître votre lettre du 23 avril. Faites observer qu'une semblable restriction au traitement de la nation la plus favorisée est en contradiction complète avec l'accord qui s'était établi entre les deux Gouvernements, tel qu'il résulte des articles 12 et 14 du traité signé en 1888 entre la France et l'Equateur.

RIBOT.

---

**M. Ambrogi, chargé d'affaires de France *ad interim* à Quito, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères**

Quito, le 25 mai 1892.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de son télégramme du 23 de ce mois.

Je me suis empressé de faire observer au Cabinet de Quito que les restrictions proposées par lui au projet d'arrangement du 10 mars sont inacceptables par notre Gouvernement et qu'elles sont en contradiction complète avec les articles 12 et 14 du Traité signé, en 1888, entre la France et l'Equateur.

M. Antonio Florès l'a parfaitement reconnu, mais il m'a dit qu'il regrette de ne pouvoir rien changer aux modifications proposées. Il m'a de nouveau répété que nos Chambres devraient ratifier le traité qu'il a signé avec M. Goblet comme Ministre de l'Equateur à Paris et ratifié comme Président ; que ce traité nous serait très avantageux. Il nous donnera en outre la préférence pour établir une station ou dépôt de charbon dans l'archipel des Galapagos. M. le Président a ajouté qu'il veut rendre uniformes tous les traités de l'Equateur, qu'il ne veut plus s'exposer à des réclamations comme celles de l'Angleterre qui, ayant la clause de la nation la plus favorisée, exige de l'Equateur les facilités accordées par ce dernier à la Colombie.

J'ai fait observer à M. le Président de la République que l'Equateur ne pourra que perdre en refusant nos propositions, notre tarif maximum devant continuer à être appliqué aux provenances de l'Equateur, mais il m'a répondu qu'il croit agir dans l'intérêt de son pays.

Je regrette de n'avoir pu mener à bonne fin cette négociation.

AMBROGI.

M. Ambrogi, chargé d'affaires de France *ad interim* à Quito, à  
M. Ribot, ministre des affaires étrangères

Quito, le 18 juin 1892.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa dépêche en date du 7 mai dernier. Je me suis empressé de voir S. E. M. le Président qui m'a dit que l'on pourrait laisser le projet en question, mais que l'on pourrait ajouter un Protocole que je signerais *ad referendum* ; j'ai répondu que je n'avais pas d'autorisation à cet effet.

M. Antonio Florès m'ayant fait remettre ce projet de Protocole en me priant de le soumettre à Votre Excellence, j'en joins à cette dépêche la traduction.

M. le Président m'a ensuite montré son Message et lu quelques passages dont voici la traduction :

Page 9 du Message : « D'accord avec la loi Mac Kinley, les Etats-Unis, par l'entremise de leur Consul général, M. Sorsby, nous donnent à choisir entre un traité de réciprocité ou l'application à nos produits de droits desquels ont été exemptés, jusqu'à ce jour, nos principaux articles d'exportation. Nous avons répondu que l'Angleterre avait pris les devants pour réclamer, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée de l'article 3 de son traité, les réductions de droits que nous avions projeté de concéder à la Colombie, et qu'elle ferait probablement de même à l'égard de toute diminution de droits que l'on accorderait aux Etats-Unis : ce qui n'a pas tardé à se réaliser. M. Haggard, Ministre de Sa Majesté britannique, nous a adressé, ces jours-ci, une note se rapportant à cet objet. Nous avons répondu à M. Sorsby qu'en outre de cet obstacle pour un traité de réciprocité, il en existait d'autres d'ordre financier, en vertu des arrangements par lesquels la Banque de l'Equateur, d'une part, perçoit les droits de douane pour se couvrir des avances qu'elle fait au Trésor et, d'autre part, les créanciers britanniques perçoivent le 10 0/0 additionnel sur les droits d'importation ; que si ces obstacles pouvaient être écartés, on pourrait discuter un traité de réciprocité qui se limiterait à peu d'articles non similaires aux nôtres et favoriserait les produits de notre agriculture et de nos usines, comme les machines et les charrues. Notre bonne volonté paraît avoir été appréciée et c'est sans doute pour cela que les Etats-Unis n'ont pas imposé nos produits comme ont été imposés, depuis le 15 mars, ceux de la Colombie et du Vénézuéla avec les droits établis dans la 3<sup>e</sup> section du tarif des douanes des Etats-Unis.

« Malgré que l'opinion du Gouvernement soit formée relativement au traité de réciprocité, car il en avait fait part au Gouverneur de Guayaquil en lui ordonnant dans la même Note de consulter la Chambre de commerce de cette ville, l'opinion de cette Chambre a été d'accord avec celle du Cabinet. Si, pendant les quelques jours qui me restent pour



« finir ma période présidentielle, il se présente du nouveau au sujet de  
« cette épineuse négociation dans laquelle se choquent les intérêts et les  
« doctrines de deux grandes nations touchant la clause de la nation la plus  
« favorisée, je vous en ferai part sans perte de temps.

« Depuis la convocation du Congrès panaméricain, j'ai fait consulter par  
« le plénipotentiaire du Mexique à Washington, présentement chargé de  
« notre négociation, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, qui nous a  
« répondu verbalement que ladite clause ne donnait aucun droit à des con-  
« cessions qui ne seraient pas réciproques.

« Dans ce sens, j'ai donné des instructions à notre plénipotentiaire à la  
« Conférence internationale de Washington, mais on n'a pas résolu ce  
« point si intéressant pour nous : cela n'a pas empêché les Etats-Unis  
« d'imposer des droits à des nations comme la Colombie et le Vénézuéla  
« dont les traités renferment la clause de la nation la plus favorisée, et de  
« conclure des traités de réciprocité avec l'Espagne pour ce qui touche les  
« Antilles, et avec la France, le Mexique, Santo-Domingo et le Nicaragua.

« Pour éviter ce doute, je juge que vous ne devez approuver aucun  
« traité sans élucider le point que je viens d'indiquer, relativement à la  
« clause de la nation la plus favorisée. En vue de ce résultat indispen-  
« sable, le Pouvoir exécutif a dénoncé tous les traités de commerce qui  
« pouvaient être dénoncés, mesure qui, je crois, doit être adoptée à l'égard  
« des autres, aussitôt que le permettront leurs stipulations. Les traités  
« qui ont été dénoncés sont ceux avec les Etats-Unis, France, Colom-  
« bie et le traité d'extradition avec le Brésil. »

Page 14, § 2. — « Je ne puis vous faire part de la ratification du traité  
« avec la France, signé à Paris et dans lequel, pour la première fois, on a  
« stipulé l'arbitrage ; la Chambre des députés, à laquelle le Gouverne-  
« nement l'a présenté, ne l'a pas discuté, la Commission parlementaire  
« ayant donné un rapport défavorable. La France, afin d'éviter, d'une  
« part, de rester sans traité, et d'autre part de nous imposer le maximum  
« de ses droits, nous a proposé un nouveau traité provisoire. Nous avons  
« consenti, et nous attendons le projet. La France, d'ailleurs, a l'intention  
« d'envoyer des commissions scientifiques pour l'exploration des Galapa-  
« gos et pour renouveler les mesures de l'arc du méridien terrestre, projet  
« dont je m'étais occupé dans le temps et qui était une des clauses du  
« traité. »

AMBROGI.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE QUITO DU 18 JUIN 1892.

### Projet de protocole (non accepté).

(Traduction.)

A Quito, le 18 du mois de juin 1892, S. E. M. le Général D. Augustin Guerrero, ministre des relations extérieures, et M. François Ambrogi, gérant de la Légation de la République française, se sont réunis en conférence à l'Hôtel des relations extérieures, et vu la déclaration explicite que contient le Message du Président de la République de l'Equateur aux Chambres législatives, aux termes de laquelle il ne sera conclu de traité concédant le traitement de la nation la plus favorisée, que sous la déclaration explicative que cette clause ne donnera droit à aucune concession faite à titre onéreux, à moins que la partie qui réclamera ladite concession ne soit disposée à faire de son côté une concession analogue ou équivalente ;

M. Ambrogi est convenu de soumettre à l'appréciation de son Gouvernement le présent protocole qui laisse la faculté d'admettre la déclaration explicative susdite, laquelle formera partie intégrante de la Convention que le Gouvernement de l'Equateur n'approuvera que moyennant cette déclaration explicative qui devra précéder l'approbation en question. Comme M. Ambrogi n'a pas d'instructions en ce qui concerne le présent protocole, il a déclaré le signer *ad referendum* sans que cette signature engage en rien son Gouvernement. Ce protocole sera présenté au Congrès de l'Equateur.

En foi de quoi, etc.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Carra de Vaux, Consul général et chargé d'affaires de France à Quito.**

Paris, le 17 août 1892.

Par une lettre, en date du 18 juin dernier, M. Ambrogi m'a communiqué le texte d'un projet de protocole préparé par le Gouvernement équatorien, en vue de préciser la portée de la clause du traitement de la nation la plus favorisée dont nous réclamons l'insertion dans le nouvel accord à intervenir avec l'Equateur.

Le Protocole dont il s'agit tendant à établir que l'Equateur ne peut nous concéder que le traitement conditionnel de la nation la plus favorisée, nous ne saurions y donner notre adhésion. Ainsi que l'a déjà rappelé mon télégramme du 23 mai dernier, une restriction semblable est en contradiction complète avec les stipulations des articles 13 et 14 du traité signé en 1888 avec l'Equateur, et qui n'avaient, à cette époque, soulevé aucune objection de la part du Cabinet de Quito. D'autre part, les traités conclus par le gouvernement équatorien avec l'Allemagne et l'Angleterre contiennent la stipulation du traitement de la nation la plus favorisée sans aucune restriction ni réserve : nous ne pouvons accepter en Equateur une situation d'infériorité vis-à-vis de nos principaux concurrents.

C'était d'ailleurs, en vue de l'établissement d'un arrangement commercial avec les Etats-Unis, que le gouvernement équatorien désirait apporter dans ses nouveaux traités avec l'Europe des restrictions au traitement de la nation la plus favorisée. Or, les négociations entamées par le Cabinet de Washington paraissent avoir échoué, et sans doute le Cabinet de Quito sera plus facilement amené, dans ces conditions, à accepter la clause générale que nous lui avons proposée. Vous pourrez donc, dès que vous trouverez le moment opportun, reprendre les pourparlers.

Ce qui nous importe, au surplus, c'est qu'aucun doute ne puisse s'élever sur la portée de la clause qui nous concéderait effectivement le traitement de la nation la plus favorisée, et dans le cas où l'emploi de cette formule ferait seul obstacle à l'établissement d'une entente, nous serions prêts, si l'Equateur le désirait, à la supprimer de notre projet d'arrangement, auquel nous donnerions alors la rédaction suivante, qui semble de nature à nous garantir également contre tout régime différentiel :

« Les deux hautes parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement, en ce qui touche l'établissement des nationaux, ainsi qu'en matière de commerce et de navigation, tant pour l'importation, l'exportation et le transit, et en général tout ce qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce ou des industries, et pour le paiement des taxes qui s'y rapportent, les mêmes droits et faveurs que ceux qui ont été ou seraient concédés par l'une des parties contractantes à tout autre Etat. »

Vous savez, du reste, que la dénonciation faite par l'Equateur du traité de 1843 et qui prend effet à partir du mois de septembre prochain, ne porte, conformément aux dispositions de l'article 28, paragraphe I, que sur les stipulations de cet acte relatives au commerce et à la navigation. Les articles concernant les relations de paix et d'amitié demeurent, au contraire, obligatoires : dans cette catégorie rentrent les articles qui concernent les établissements des nationaux, savoir les articles 1, 4, 5, 6, 7, et 8.

RIBOT.

## ÉTATS-UNIS

**M. Whitelaw Reid, ministre des Etats-Unis à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Traduction.)

Paris, le 29 décembre 1891.

Monsieur,

Me référant à notre entretien relatif à la proclamation du Président, qui va être publiée conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi générale des douanes (General Customs Act) des Etats-Unis, généralement connue sous la dénomination de bill Mac Kinley, j'ai l'honneur de vous déclarer que je suis autorisé à accepter la proposition faite par Votre Excellence, en vue d'un arrangement avec nous à l'effet d'appliquer votre tarif minimum aux importations américaines, égales au moins à vos exportations aux Etats-Unis, de sucre, de mélasses, de café, de thé et de peaux.

Si Votre Excellence peut me faire connaître dès à présent quels tarifs minimum pourront probablement être appliqués, et si nous pouvons en arriver à un arrangement général quant aux articles, le Président accepterait cette déclaration comme constituant une base suffisante pour ouvrir les négociations, et il exempterait la France des effets de la prochaine proclamation, à la condition qu'il fût bien entendu que les négociations seraient poussées de manière à arriver à une prompt conclusion : — dans la première semaine de janvier, s'il est possible, mais sûrement dans la quinzaine suivante.

Agréez, etc.

WHITELAW REID.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Whitelaw Reid, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis à Paris.**

Paris, le 29 décembre 1891.

Je m'empresse de vous accuser réception de la lettre en date de ce jour par laquelle vous voulez bien m'informer que le Président des Etats-Unis est disposé à exempter les produits français de l'application de l'article 3 du bill Mac-Kinley, si, de son côté, le gouvernement français consentait à appliquer le tarif minimum à une certaine quantité d'importations américaines au moins égale en valeur à nos exportations en sucre, mélasse, café, thé et peaux.

Vous me demandez de vous faire connaître les articles sur lesquels cette concession de tarif minimum pourrait être faite aux Etats-Unis.

M. le ministre du commerce, à qui j'ai communiqué votre lettre, me prie de vous proposer, à titre d'indication, les articles suivants :

	IMPORTATIONS en FRANCE	DROIT au TARIF GÉNÉRAL	DROIT au TARIF MINIMUM
Conserves de viandes en boîtes .....	4.000.000f	20f 00c	15f 00c
		Brats ou équarris. 1 00	0 65
		Bois scié 1 50	1 00
Bois communs (nos 128 et 130 du tarif) ....	4.000.000	suivant 1 75	1 25
		l'épaisseur 2 50	1 75
		Merrains... 1 25	0 75
Homards conservés .....	1.400 090	30 00	25 00
Graisse de poisson .....	200.000	7 00	6 00
Sulfate de cuivre .....	600.000	4 00	3 00

Je crois qu'étant d'accord sur la base d'un arrangement nous pourrions facilement en régler les détails avant la date du 15 janvier. Il est bien entendu, d'ailleurs, que nous réservons l'approbation du Parlement qui est nécessaire pour la validité d'un arrangement de ce genre : nous ferons tous nos efforts pour l'obtenir dans le plus bref délai,

Dans ces conditions, je me crois autorisé à prendre acte de l'assurance que vous voulez bien me donner que la France ne sera pas comprise dans les effets de la proclamation du Président des Etats-Unis qui doit être publiée le 1<sup>er</sup> janvier prochain et je vous remercie de cette communication.

[RIBOT.

**M. Whitelaw Reid, ministre des Etats-Unis à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Traduction.)

Paris, le 2 janvier 1892.

J'ai l'honneur de vous informer que je suis chargé par mon gouvernement d'accepter la proposition contenue dans votre lettre du 29 décembre, comme base suffisante à des négociations en vue de la réciprocité sur certains articles, afin de permettre au Président d'exempter la France des effets de la 3<sup>e</sup> section de la loi du tarif des douanes des Etats-Unis, pendant la durée des négociations. Mon gouvernement se réserve, naturellement, le droit de demander, durant ces négociations, la substitution ou l'addition d'autres articles que ceux désignés.

Nous pourrions arriver plus facilement à une conclusion à bref délai si Votre Excellence pouvait me faire parvenir des informations supplémentaires sur l'état des relations commerciales entre la France et les Etats-Unis, en ce qui regarde les articles désignés par vous et les autres articles qui pourraient leur être substitués, ainsi qu'un exemplaire imprimé de l'édition la plus récente de votre nouveau tarif.

WHITELAW REID.

**M. Whitelaw Reid, ministre des Etats-Unis à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 19 janvier 1892.

Le ministre des Etats-Unis présente ses civilités empressées à Monsieur le ministre des affaires étrangères et s'excuse de lui rappeler sa note du



2 janvier, par laquelle il le pria de vouloir bien lui communiquer quelques documents statistiques indiquant, en détail, les articles faisant l'objet du commerce d'importation des Etats-Unis en France auxquels le nouveau tarif minimum est applicable.

M. Reid pourrait extraire ces indications des documents statistiques publiés par le gouvernement des Etats-Unis, si malheureusement ils ne lui manquaient en ce moment.

C'est pour gagner du temps qu'il prend la liberté de demander à Monsieur Ribot ceux recueillis ou publiés par la douane française.

WHITELAW REID.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Whitelaw Reid, ministre des Etats-Unis à Paris.

Paris, le 27 janvier 1892.

Aux dates des 2 et 19 de ce mois, vous avez bien voulu m'exprimer le désir de recevoir des indications statistiques concernant les articles qui font l'objet du commerce d'importation des Etats-Unis en France et qui sont inscrits au tarif minimum.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-inclus un tableau où sont consignés les renseignements qui ont été extraits, à ce sujet, des statistiques publiées par la douane française, pour l'année 1890. En vue de satisfaire à la demande que contenait en outre votre lettre du 2 janvier, je joins également à ce pli un numéro du *Journal officiel* où se trouve inséré le texte de la nouvelle loi de douane française et des tarifs annexés.

RIBOT.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. RIBOT DU 27 JANVIER 1892

### ÉTATS-UNIS

#### Importations en France des marchandises passibles de taxes différentielles.

MARCHANDISES	KILOGRAMMES	FRANCS
Huiles fixes pures.....	11.425.949	8.228.224
Conserves de viandes en boîtes.....	3.361.372	4.033.646
Bois communs.....	»	4.437.782
Machines et mécaniques.....	1.648.253	2.279.108
Pommes et poires écrasées.....	4.721.660	2.360.830
Homards frais, conservés ou préparés.....	957.781	1.436.671
Outils et ouvrages en métaux.....	358.121	1.072.580
Sulfate de cuivre.....	1.218.615	706.797
Ouvrages en bois.....	1.418.337	605.007
Eponges de toute sorte.....	22.221	355.836
Peaux préparées.....	21.343	335.909
Graisse de poisson.....	332.477	201.320

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Patenôtre, ministre de France à Washington.**

Paris, le 12 février 1892.

Vous savez que j'ai engagé des pourparlers avec le ministre des Etats-Unis à Paris en vue de la conclusion d'un arrangement qui aurait pour effet de garantir notre commerce d'exportation contre l'application de la mesure prévue par l'article 3 du bill Mac Kinley, en échange de la concession de notre tarif minimum à une quantité de produits américains de même importance que les produits français qui continueraient de bénéficier à ce titre de la franchise de droits à l'entrée aux Etats-Unis.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, en copie, pour votre information, la correspondance que j'ai échangée dequis lors avec M. W. Reid sur la question. Comme vous le verrez, dès qu'il a été saisi de nos propositions, le Gouvernement américain nous a donné l'assurance que la France ne serait pas comprise dans les effets de la proclamation du Président de l'Union. Dans ces conditions, nous n'avons qu'à attendre le résultat de l'examen auquel le Cabinet de Washington doit soumettre les offres que nous lui avons faites relativement à l'application partielle du tarif minimum.

J'ajouterai, à titre d'indication complémentaire, dont il pourra y avoir lieu de faire usage ultérieurement, si cela doit faciliter la conclusion de l'entente à intervenir, que M. le ministre du commerce et de l'industrie serait disposé à ajouter le houblon aux articles énumérés dans ma lettre à M. Reid en date du 29 décembre dernier.

RIBOT.

**M. Patenôtre, ministre de France à Washington, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Washington, le 22 février 1892.

La valise vient de m'apporter la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser sous la date du 12 février, en me communiquant la correspondance qu'Elle a échangée récemment avec le Ministre des Etats-Unis à Paris au sujet de l'arrangement commercial à intervenir entre le Gouvernement de la République et le Gouvernement fédéral. J'ai pris note de l'information que vous avez bien voulu me donner relativement à la modification que M. le ministre du commerce serait disposé, le cas échéant, à introduire dans le projet soumis à M. Whitelaw Reid.

Les documents que vous avez bien voulu me transmettre n'indiquent pas si l'exemption de taxes spécifiée en faveur des produits compris dans la section 3 du bill Mac Kinley s'applique également aux articles similaires provenant de nos colonies. Je suppose que cette stipulation rentre dans les vues du Département du commerce. Il semble, en effet, désirable que les sucres des Antilles françaises et de la Guyane soient assurés de trouver ici un débouché, leur écoulement aux Etats-Unis devant d'ailleurs avoir pour conséquence de donner, dans une certaine mesure, satisfaction à notre industrie sucrière, qui s'est souvent plainte de la concurrence de ces produits coloniaux sur le marché de la Métropole.

PATENÔTRE.

M. Whitelaw Reid, ministre des Etats-Unis, à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

(Traduction.)

Paris, le 3 mars 1892.

En réponse à votre proposition faite dans notre entrevue du 23 décembre et à celle contenue dans votre lettre du 29 décembre, j'ai, conformément aux instructions qui m'ont été données par mon Gouvernement et à ce qui a été convenu ultérieurement avec vous, conféré avec M. Jules Roche, ministre du commerce, touchant les articles pour lesquels la France pourrait offrir aux Etats-Unis son tarif minimum, en échange de l'admission libre en franchise par nous des sucres, des mélasses, des peaux et des cuirs bruts, produits originaires de la France et des colonies françaises, en application des dispositions de votre nouveau tarif.

Il a été choisi certains articles que vous avez importés l'an dernier (sous un tarif plus bas), dont le chiffre est approximativement égal en valeur à celui de nos importations de vos sucres, mélasses, cuirs bruts et peaux, articles que vous proposez d'admettre en leur appliquant vos droits minima.

D'autre part, nous supprimons nos droits sur les produits spécialement mentionnés par vous. Il est en conséquence évident que la simple extension de votre tarif minimum à un chiffre correspondant de nos produits ne constitue en aucune façon un bénéfice équivalent pour nous. La France admet huit à dix millions de nos produits au tarif minimum, mais ce tarif est aussi élevé et même plus élevé que celui que nous avons eu à payer jusqu'ici. Nous admettons en échange, en libre franchise, huit à dix millions de produits français pour lesquels la France a eu à payer, jusqu'à ce jour, des droits élevés. L'inégalité d'un tel échange est évidente.

Votre exportation totale, dans notre pays, de ces articles spécialement désignés étant toutefois restreinte, il n'y a pas lieu de s'arrêter à des questions de peu d'importance, dans le règlement avec vous d'une semblable affaire. Nous sommes en outre tout disposés à déclarer, en réponse à votre proposition, que l'année qui a vu le retrait de votre longue prohibition de nos viandes de porc, ne doit pas voir, dix semaines plus tard, la France en situation désavantageuse, si peu que ce soit, dans nos ports, par rapport à ses rivaux.

Pourtant, c'est précisément là ce qui a lieu pour nous dans vos ports. Vous avez retiré votre prohibition contre notre porc, après que toutes les autres grandes nations de l'Europe en avaient fait autant, mais, — ce qu'elles n'avaient pas fait, — vous nous avez opposé une distinction et vous avez discrédité notre inspection en ordonnant qu'un examen spécial de ces viandes serait fait par vous, aux frais des importateurs. Vous n'appliquez pas ce règlement aux nations rivales, telles que l'Allemagne. Ainsi que Votre Excellence l'a vu par une dépêche que j'ai eu l'honneur de mettre sous ses yeux, je suis présentement chargé d'appeler votre attention sur les réclamations des exportateurs américains qui se plaignent de ce que les frais et les retards résultant de votre méthode actuelle d'inspection, venant s'ajouter aux droits élevés perçus, équivalent au rétablissement virtuel de la prohibition. J'ai reçu en même temps l'ordre de vous demander, au cours de la présente négociation, l'assurance qu'il sera porté promptement remède à cet état de choses.

Après avoir discuté la question avec M. Jules Roche, je lui ai adressé un bref exposé des faits relatifs à cette affaire, et je prends la liberté de joindre à la présente dépêche une copie de cet exposé.

Les articles de production américaine sur lesquels je me suis mis d'accord avec M. Jules Roche sont les suivants :

Bois ordinaires, portés aux numéros 128, 129 et 130 du tarif français ;  
 Conserves de viandes en boîtes ;  
 Fruits frais, secs et en boîtes ;  
 Houblons.

En conséquence, si le Gouvernement français consentait actuellement à l'admission de ces articles, produits des Etats-Unis, dans les ports de la France et des colonies françaises, en leur appliquant les droits minima portés au tarif français actuel ; s'il accordait aux Etats-Unis le traitement de la nation la plus favorisée, quant à ces articles, pour toutes les réductions ultérieures qui pourraient être faites, s'il donnait en outre l'assurance d'une simplification et d'une réduction des frais de son inspection des viandes de porc américaines, de nature à faire disparaître les empêchements qui en résultent pour le commerce, je serais prêt à accepter cette offre et cette assurance, au nom de mon Gouvernement, comme constituant une compensation légitime, au sens de la section 3 du tarif actuel des Etats-Unis, donnant à la France le droit de bénéficier des avantages mentionnés dans ce dernier tarif en ce qui concerne les sucres, les mélasses, les peaux et les cuirs bruts.

Si vous vous tenez pour satisfait, je proposerai que l'arrangement prenne fin au gré de l'une ou l'autre des deux parties contractantes, sur dénonciation à trois mois de date.

WHITELAW REID.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Whitelaw Reid,**  
**ministre des Etats-Unis, à Paris.**

Paris, le 7 mars 1892.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre, en date du 3 mars, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que vous étiez autorisé à nous garantir, au nom du Gouvernement des Etats-Unis, le maintien de l'exemption de tous droits sur les sucres, les mélasses et les peaux (sugars, molasses, hides and skins) provenant de France ou des colonies françaises, sous la condition que nous appliquerions de notre côté le tarif minimum aux bois communs (art. 128, 129 et 130 du tarif minimum, aux conserves de viandes en boîtes (art. 19), aux fruits de table frais (art. 84), aux fruits de table secs ou tapés (art. 85) à l'exception des raisins secs, aux pommes et poires écrasés (art. 174 *ter*) et au houblon (art. 160).

Je m'empresse de vous informer que M. le ministre du commerce a l'intention de saisir très prochainement la Chambre des députés d'un projet de loi, afin d'obtenir l'autorisation d'appliquer le tarif minimum aux produits originaires des Etats-Unis compris dans la nomenclature ci-dessus.

Si, comme tout permet de le penser, ce projet de loi ne soulève pas de difficulté, l'arrangement auquel nous serons arrivés devra être considéré comme définitif, sous réserve, bien entendu, de la liberté que chacun des deux Gouvernements aura d'en faire cesser les effets à sa volonté.



Quant aux questions relatives à l'importation en France des viandes salées, sur lesquelles vous avez bien voulu appeler mon attention particulière, j'en ai déjà entretenu mes collègues, M. le ministre de l'agriculture et M. le ministre du commerce. Dès qu'ils m'auront fait connaître le résultat de l'examen auquel ils se livrent en ce moment, je m'empresserai de vous en donner communication. Je puis, dès à présent, vous assurer de leur désir d'écarter toute cause de réclamation légitime du Gouvernement des Etats-Unis, dans l'application de la loi du 3 décembre 1891 et des règlements qui s'y rattachent.

Je vous serai obligé de vouloir bien, en m'accusant réception de la présente lettre, constater que nous sommes bien d'accord sur tous les points.

RIBOT.

**M. Whitelaw Reid, ministre des Etats-Unis à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Traduction.)

Paris, le 10 mars 1892.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 7 du mois courant, dans laquelle vous voulez bien me faire part de l'intention du ministre du commerce de demander immédiatement à la Chambre des députés l'autorisation d'appliquer votre tarif minimum à la liste suivante de produits des Etats-Unis, en échange de l'admission libre, dans les Etats-Unis, de sucres, mélasses, peaux et cuirs bruts, produits de la France ou des colonies françaises figurant à la section 3 du tarif actuel des Etats-Unis.

*Produits des Etats-Unis devant être admis au tarif minimum français :*

Bois ordinaires (art. 128, 129 et 130) ;  
Conserves de viandes en boîtes (art. 19) ;  
Fruits frais (art. 84) ;  
Fruits secs ou tapés, à l'exception des raisins (art. 85) ;  
Pommes et poires écrasées ou coupées et séchées (art. 174) ;  
Houblon (art. 160).

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai désigné, comme condition à cet échange, une simplification et une réduction de frais de votre inspection du porc américain, de nature à mettre fin aux empêchements que cette inspection apporte actuellement au commerce. En réponse, Votre Excellence me fait savoir que les ministres du commerce et de l'agriculture viennent de donner l'ordre de procéder à l'examen de notre réclamation. J'eusse été heureux d'obtenir une indication plus précise.

J'ai été avisé que le rapport fait par votre agent spécial, envoyé aux Etats-Unis pour étudier l'inspection américaine, est favorable et reconnaît que les viandes sont saines. Vous avez lu la dépêche de M. Blaine constatant que les exportateurs américains considèrent que les frais et retards de votre inspection supplémentaire équivalent en fait à un renouvellement de la prohibition. Un journal français que j'ai envoyé au ministre du commerce, le *Journal du Havre*, du 22 février, donne des détails, évidemment puisés à des sources françaises, qui confirment cette constatation. Dans ces circonstances, mon Gouvernement est en droit de se plaindre de la distinction injuste faite, au préjudice du porc américain et

au profit du porc venant d'Allemagne et d'autres pays, par la France seule entre tous les Gouvernements de l'Europe.

Convaincu, toutefois, du sérieux désir des ministres plus directement intéressés et du ministère tout entier d'écarter toute cause de réclamation légitime et de l'équité et de la justice du Gouvernement français, nous attendrons volontiers qu'il se soit écoulé un délai raisonnable pour l'examen ordonné.

Ma lettre du 3 mars a également spécifié qu'en ce qui concerne les produits des Etats-Unis auxquels est appliqué votre tarif minimum, mon Gouvernement jouirait du traitement de la nation la plus favorisée pour toutes les réductions de droits qui pourraient être faites dans la suite, et aussi que cet arrangement pourra prendre fin au gré de chacune des parties, après avoir été dénoncé trois mois à l'avance.

Dans la supposition que ces points, contre lesquels votre lettre du 7 du mois courant ne soulève pas d'objection, sont consentis, j'ai le plaisir d'informer Votre Excellence que je suis autorisé par le président des Etats-Unis à vous déclarer qu'il acceptera cet acte du Gouvernement français, lorsqu'il sera sanctionné par le Parlement français, comme constituant une mesure de réciprocité vis-à-vis de l'acte du congrès des Etats-Unis, tel qu'il est énoncé à la section 3 de la loi réglant les tarifs, en date du 1<sup>er</sup> octobre 1890.

WHITELAW REID.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Whitelaw Reid,  
ministre des Etats-Unis à Paris.**

Paris, le 13 mars 1892.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 10 mars courant par laquelle vous avez bien voulu me confirmer l'intention du Gouvernement fédéral d'admettre en franchise de tous droits les sucres, mélasses et peaux (hides and skins) provenant de France ou des colonies françaises, moyennant l'application du tarif minimum français à un certain nombre de marchandises américaines (art. 19, 84, 85, 128, 129, 130, 160 et 174 du tarif minimum).

Vous faites remarquer que si notre tarif, en ce qui concerne ces articles, venait à être abaissé, les Etats-Unis devraient être admis au bénéfice de ces réductions. Telle est, en effet, notre pensée. Le tarif minimum devra être appliqué aux provenances américaines, avec toutes les modifications qui pourront y être apportées. Les Etats-Unis profiteront donc des abaissements de droits, s'il s'en produit, de même qu'ils auraient à supporter toute élévation de ces mêmes droits dans le cas où le Parlement oirait devoir augmenter les chiffres actuellement en vigueur.

Vous avez, en outre, appelé mon attention sur la convenance qu'il y aurait à ce que le régime, applicable aux produits américains et aux produits français, fût maintenu pendant trois mois après la dénonciation qui en serait faite par l'une ou l'autre des parties. Permettez-moi de vous faire observer que le projet de loi qui doit être soumis à la Chambre des députés par M. Jules Roche, ne contient et ne peut contenir aucune disposition de ce genre. Toutefois, il entre dans notre pensée qu'à défaut d'un engagement formel, les deux gouvernements auront le même intérêt à se prévenir trois mois au moins à l'avance de leurs intentions respectives.

Enfin, en ce qui concerne l'application du décret sur l'examen des viandes salées, importées en France, je ne puis que renouveler l'assurance, que je vous ai déjà donnée, que M. le ministre de l'agriculture et M. le ministre des finances veilleront à ce qu'elle ne soulève aucune réclamation légitime de la part des importateurs américains.

RIBOT.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Patenôtre, ministre de France à Washington.**

Paris, le 15 mars 1892.

Mon collègue M. le ministre du commerce et de l'industrie a déposé aujourd'hui, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement de la République à appliquer le tarif minimum à certains produits originaires des Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, avec l'exposé des motifs qui le précède, le texte de ce projet de loi.

RIBOT.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. RIBOT, DU 15 MARS 1892.

**Projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à appliquer le tarif minimum à certains produits originaires des Etats-Unis d'Amérique** (renvoyé à la Commission des Douanes), **présenté au nom de M. Carnot, président de la République française, par M. Jules Roche, ministre du commerce et de l'industrie.**

### EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Le tarif des douanes appliqué aux Etats-Unis depuis le mois d'octobre 1890 admet en franchise un certain nombre de marchandises qui intéressent notre production et notre commerce d'exportation. Ces articles sont les peaux brutes, grandes ou petites, les sucres et les mélasses.

Mais aux termes de l'article 3 du bill Mac Kinley, cette exemption de droits est conditionnelle, en ce sens que le Président de l'Union peut la suspendre par ordonnance à l'égard des pays qui, producteurs et exportateurs de marchandises exemptes, soumettraient les produits de l'agriculture ou de l'industrie des Etats-Unis à des droits qu'il jugerait contraires à une équitable réciprocité.

Le Gouvernement des Etats-Unis a été saisi, par différents Etats, de propositions relatives à l'application de l'article 3 du bill Mac Kinley; l'Allemagne, notamment, en vue d'échapper aux conséquences qui pouvaient résulter pour ses exportations des dispositions de cet article, s'est engagée à appliquer aux provenances américaines l'ensemble des concessions qu'elle venait de faire à l'Autriche-Hongrie en ce qui concerne les produits agricoles. En l'absence d'un arrangement spécial sur ce sujet avec la France, nous avons été informés que notre pays se trouverait par cela même compris parmi ceux envers lesquels la franchise serait supprimée, et la proclamation présidentielle destinée à assurer l'exécution de l'article 3 du bill Mac Kinley étant imminente, nous avons dû nous préoccuper d'éviter à nos exportateurs de peaux brutes, de sucres et de mélasses le tarif différentiel auquel ils allaient être soumis.

Il nous a paru que la compensation équitable à offrir était l'application de notre tarif minimum à des produits américains dont l'importation en France ou dans les colonies françaises correspondrait comme valeur à l'exportation des marchandises françaises passibles du tarif différentiel.

Cette compensation a été acceptée par le cabinet de Washington, et nous

pouvons vous donner l'assurance que l'article 3 du bill Mac Kinley n'atteindra pas nos exportateurs, si vous nous autorisez à appliquer le tarif minimum aux bois, aux pavés en bois, aux merrains, aux conserves de viandes en boîtes, aux fruits frais, aux fruits secs et tapés à l'exception des raisins secs, aux pommes et poires écrasées et au houblon originaires des Etats-Unis d'Amérique.

L'importation en France et dans nos colonies de ces divers articles est environ de neuf millions de francs et se décomposait comme suit en 1890 :

ARTICLES DIVERS	IMPORTATIONS	IMPORTATIONS	TOTAL
	en FRANCE	dans les COLONIES FRANÇ.	
	francs	francs	francs
Bois communs .....	93.000	1.586.000	1.679.000
Pavés et merrains .....	835.000	178.000	1.013.000
Conserves de viandes en boîtes...	4.033.000	4.800	4.037.800
Fruits frais .....	3.000	8.200	11.200
Fruits secs et tapés à l'exception des raisins secs .....	64.000	»	64.000
Pommes et poires écrasées .....	2.361.000	»	2.361.000
Houblon .....	25.000	»	25.000
<b>TOTAUX .....</b>	<b>7.414.000</b>	<b>1.777.000</b>	<b>9.191.000</b>

La valeur totale de ces importations est sensiblement égale à celle que les statistiques officielles de la douane des Etats-Unis attribuent à nos exportations. L'importation des peaux françaises à elle seule aurait atteint 7,297,000 francs pendant l'exercice 1891 (1<sup>er</sup> juillet 1890 au 30 juin 1891).

Nous espérons, Messieurs, que, dans ces conditions, vous voudrez bien donner votre approbation au projet de loi suivant :

#### PROJET DE LOI

Le Président de la République française,

Décède :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des députés par le ministre du commerce et de l'industrie, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

#### ARTICLE UNIQUE

Le Gouvernement est autorisé à appliquer le tarif minimum inscrit dans le tableau A annexé à la loi du 11 janvier 1892 aux produits et marchandises originaires des Etats-Unis d'Amérique dont la liste suit :

- N<sup>os</sup> du Tarif : 19. — Conserves de viandes en boîtes.  
 — 84. — Fruits de table frais.  
 — 85. — Fruits de table secs ou tapés à l'exception des raisins secs.  
 — 128. — Bois communs, bruts, équarris ou sciés.  
 — 129. — Pavés en bois débités en morceaux.  
 — 130. — Merrains.  
 — 160. — Houblon.  
 — 174 *ter*. — Pommes et poires écrasées.

Fait à Paris, le 15 mars 1892.

CARNOT.

Par le Président de la République :  
 Le Ministre du commerce et de l'industrie,  
 Jules ROCHE.



**M. Whitelaw Reid, ministre des Etats-Unis, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Traduction.)

Paris, le 25 mars 1892.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 13 courant, par laquelle est conclu votre arrangement de réciprocité en échange de l'admission en franchise par nous, des sucres, mélasses, peaux et cuirs bruts produits en France ou dans ses colonies.

Naturellement il est bien entendu, ainsi que cela a été convenu avec le ministre du commerce, que les avantages de votre tarif minimum, ainsi assurés à nous, s'étendront à vos colonies.

WHELOW REID.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Vignaud, chargé d'affaires des Etats-Unis à Paris.**

Paris, le 12 avril 1892.

En m'accusant réception de ma lettre du 13 mars concernant l'arrangement commercial qui vient d'être conclu entre les Etats-Unis et la France, M. Whitelaw Reid m'a entretenu le 25 du même mois des effets de cet accord en ce qui concerne l'importation américaine dans les colonies françaises.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il résulte de l'entente établie que le tarif minimum sera appliqué, dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi de douane du 11 janvier 1892, aux produits américains importés dans les colonies françaises, auxquels le bénéfice de ce tarif a été concédé à l'entrée en France.

RIBOT.

## GUATEMALA

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Reynaud, chargé d'affaires de France à Guatemala.**

Paris, le 8 mars 1892.

Vous savez que nos relations commerciales avec le Guatemala, le Salvador, le Costa-Rica et le Nicaragua sont actuellement dépourvues de toute garantie conventionnelle. Cette circonstance présente de sérieux inconvénients, surtout si l'on tient compte de la place que le commerce français occupe déjà sur les marchés de l'Amérique centrale.

D'après le « Hand-book of the Americans Republics », la part de la France dans le commerce de chacun de ces pays serait en effet la suivante :

	Importation de France.	Exportation.
Guatemala (1890).....	4.955.000	—
Salvador (1889-1890).....	1.684.000	5.363.000
Nicaragua (1888).....	1.799.000	1.230.000
Costa-Rica (1889-1890).....	974.000	6.274.000

Ces chiffres présentent une importance suffisante pour que nous nous préoccupions de prémunir notre commerce dans les Etats du centre Amé-

rique contre tout traitement différentiel, en concluant avec eux des arrangements stipulant le traitement de la nation la plus favorisée sans restriction ni réserve. L'entrée en vigueur de nos nouveaux tarifs nous fournit une occasion de saisir de cette question le Gouvernement du Guatemala.

RIBOT.

---

**M. Reynaud, chargé d'affaires de France à Guatemala, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Guatemala, le 12 avril 1892.

J'ai reçu, le 6 de ce mois, la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 8 mars dernier sous le timbre de la Sous-Direction des affaires commerciales pour m'inviter à entamer avec le Guatemala et les autres républiques du centre Amérique des négociations à l'effet de les amener à la conclusion d'un accord commercial qui aurait pour base le traitement de la nation la plus favorisée.

Je me suis conformé aux instructions que je venais de recevoir. Le même jour, je me suis rendu auprès du ministre des relations extérieures que j'ai entretenu du changement apporté dans notre régime douanier et je lui ai exposé l'opportunité qu'il y aurait pour le Gouvernement du Guatemala à entamer des négociations à l'effet d'arriver à la conclusion d'un accord dans le sens qui m'est indiqué. M. Ramon Salazar m'a répondu, en termes généraux, que son Gouvernement était certainement tout disposé à resserrer le plus possible les relations cordiales qu'il entretient avec toutes les nations, surtout avec la France, mais qu'au point de vue commercial, les échanges entre notre pays et le Guatemala étaient bien peu importants, surtout en ce qui concerne les exportations du Guatemala en France; que le café, qui représente à lui seul plus des deux tiers de la valeur des produits envoyés au dehors, était presque exclusivement exporté aux États-Unis, surtout en Allemagne et en Angleterre, d'où il était réexpédié en France qui en recevait directement une quantité insignifiante.

Je lui ai fait observer que si la France, ce qui est vrai, reçoit peu de café, elle importe d'autres articles du Guatemala, et qu'il serait utile de les faire profiter du tarif minimum qui leur était offert. J'ai ajouté que la production du café, l'article favori du pays, se propageant tous les jours, il serait avantageux pour les producteurs de chercher un nouveau marché qui ne tarderait pas à être ouvert en France à leurs produits, attendu que l'importateur aurait également intérêt à les recevoir directement sans passer par des intermédiaires anglais ou allemands. Le ministre, tout en reconnaissant l'exactitude de mon appréciation, s'est borné à me répondre qu'il devait étudier attentivement cette situation avant de formuler une réponse.

Le lendemain 7, j'ai eu occasion de voir le Président de la République et je lui ai fait part de mon entretien de la veille avec M. R. Salazar; le général Barrios ne m'a point dissimulé qu'il n'avait point pensé à entamer, pour le moment, aucun genre de négociations; il a ajouté que ces négociations, qu'il croyait difficile d'entreprendre actuellement, pourraient être ouvertes l'année prochaine si les circonstances politiques et économiques le permettaient; que, du reste, l'assemblée législative clôturant ses sessions dans une quinzaine de jours pour ne les reprendre qu'au mois de mars 1893, tout arrangement qui interviendrait ne pourrait être mis en

vigueur qu'après avoir eu son approbation ; il n'y aurait donc pas de temps perdu.

REYNAUD.

**M Reynaud, chargé d'affaires de France à Guatemala, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Guatemala, le 11 mai 1892.

J'ai l'honneur de transmettre, ci-jointe, à Votre Excellence, la lettre que je viens de recevoir du ministre des relations extérieures en réponse à la note que je lui avais adressée dès le 17 avril dernier. Elle n'est en quelque sorte que la confirmation de ce que m'avait dit le Président de la république, lors de notre première entrevue et dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à Votre Excellence dans une lettre du 12 avril.

La réponse qui est faite à mes ouvertures peut s'expliquer par la nécessité urgente dans laquelle se trouve le gouvernement de se consacrer exclusivement à l'œuvre de réorganisation et de transformation que le général Barrios paraît décidé à poursuivre.

En outre, le ministre des finances, autorisé par le pouvoir législatif, travaille actuellement à la revision générale des lois fiscales et douanières de la République ; c'est sur cette circonstance qu'il s'est surtout appuyé, dans les divers entretiens que j'ai eus avec lui, pour remettre à une époque plus favorable l'ouverture de négociations qui seraient basées aujourd'hui sur un système douanier destiné à être modifié sous peu de temps.

J'ai l'honneur de joindre à cette lettre :

1° La copie de celle que j'ai fait parvenir au ministre des relations extérieures pour lui soumettre le projet de négociations ;

2° La copie et la traduction de la réponse du ministre.

Je crois inutile d'adresser à Votre Excellence la copie de la note visée dans la lettre que j'ai remise à M. le ministre des relations extérieures. Elle n'était que le résumé des instructions du 8 mars.

REYNAUD.

ANNEXE N° 1 A LA DÉPÊCHE DE GUATEMALA DU 11 MAI 1892.

**M. Reynaud, chargé d'affaires de France à Guatemala, à M. R. Salazar, ministre des relations extérieures du Guatemala.**

Guatemala, le 17 avril 1892.

Monsieur le ministre,

J'ai eu l'honneur d'informer verbalement Votre Excellence, il y a quelques jours, que les Chambres françaises ont voté au mois de décembre dernier de nouveaux tarifs douaniers qui comprennent un tarif général dit maximum, et un tarif minimum.

Mon gouvernement a pensé que l'entrée en vigueur de nos nouveaux tarifs pouvait fournir l'occasion de saisir les gouvernements du Centre-Amérique auprès desquels j'ai l'honneur d'être accrédité, de la situation nouvelle créée par l'application, à partir du 1<sup>er</sup> février dernier, de notre nouveau régime douanier, et il m'a donné l'ordre d'entrer en pourparlers avec le gouvernement de Votre Excellence à l'effet de savoir s'il serait disposé à entamer des négociations pour arriver à la conclusion d'un arrangement commercial, ayant pour base le traitement réciproque de la nation la plus favorisée.

En conséquence, j'ai l'honneur de remettre ci-joint, à Votre Excellence, sous forme de note, un memorandum qui lui permettra d'étudier attentive-

ment cette question qui offre, pour nos deux pays, un intérêt commercial considérable.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir si les vues de mon gouvernement sont partagées par celui du Guatemala.

REYNAUD.

ANNEXE N° 2 A LA DÉPÊCHE DE GUATEMALA DU 11 MAI 1892.

**M. R. Salazar, ministre des relations extérieures du Guatemala,**  
à **M. Reynaud, chargé d'affaires de France à Guatemala.**

(Traduction.)

Guatemala, le 9 mai 1892.

Honorable monsieur,

En réponse à votre lettre du 17 du mois d'avril dernier, relative à la mission dont vous avez été chargé par votre gouvernement, pour entrer en conférence à l'effet de savoir si celui du Guatemala serait disposé à entamer des négociations qui amèneraient la conclusion d'un arrangement commercial basé sur la nouvelle situation créée par la loi des tarifs votée dernièrement par les Chambres françaises, j'ai l'honneur de vous informer que le président de la République ainsi que le ministre des finances, que j'ai entretenus à ce sujet, m'ont indiqué que l'époque de réorganisation que nous traversons, et la circonstance que nous travaillons actuellement à la réforme de nos lois douanières, ne nous permettent pas, pour le moment, d'entamer des négociations de cette importance.

Néanmoins, quand cette époque de transition dans laquelle nous nous trouvons sera passée, mon gouvernement ne verra aucun inconvénient à ouvrir des négociations dans le sens indiqué.

R. A. SALAZAR.

## PARAGUAY

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Rouvier, ministre de France à l'Assomption, en résidence à Buenos-Ayres.**

Paris, le 19 mars 1892.

Le gouvernement de la République a renoncé à ratifier le traité d'amitié, de commerce et de navigation que nous avons signé, en 1888, avec le Paraguay et qui a déjà reçu l'approbation des pouvoirs publics de ce pays. La décision que nous avons prise à cet égard, en nous inspirant des intentions du Parlement, est générale; elle s'applique à tous les pays avec lesquels nous avons engagé des négociations commerciales en vue de la conclusion d'actes contenant des dispositions détaillées et ne saurait par conséquent être interprétée comme ayant un caractère de défaveur vis-à-vis du Paraguay. Nous continuons, au contraire, à penser qu'il est de l'intérêt réciproque des deux Etats de s'accorder mutuellement des garanties conventionnelles de nature à favoriser le développement des relations commerciales qui existent entre eux depuis si longtemps.

Aussi, sommes-nous prêts à entamer avec le Cabinet de l'Assomption des pourparlers en vue de la conclusion d'un nouvel accord, qui, dans notre pensée, ne devra contenir, au lieu des stipulations détaillées de l'acte du 20 octobre 1888, que des clauses très générales tout en étant très précises. Quant à la base de l'entente à établir, ce serait le traitement de la nation la plus favorisée, sans restriction ni réserve, tel qu'il résultait des articles 7 et 8 de la convention de 1888.



L'entrée en vigueur de nos nouveaux tarifs nous fournit une occasion de saisir le gouvernement paraguayen de cette question. La situation du Paraguay, au point de vue de l'application de ces tarifs, est identique à celle de la République argentine et des autres pays sud-américains. Les produits qu'il exporte en France sont soumis au tarif général, le Paraguay n'étant pas au nombre des pays auxquels la loi du 29 décembre 1891 a permis d'appliquer, dès le 1<sup>er</sup> février 1892, notre tarif minimum. Mais, ainsi que l'exposait ma lettre du 4 février dernier, relative aux négociations commerciales à engager avec la République argentine, dans le même but, le gouvernement s'est réservé pour l'avenir la faculté de conclure des arrangements concernant l'application dudit tarif aux pays qui ne sont pas visés dans la loi précitée.

Or, nous sommes disposés à user de cette faculté vis-à-vis du Paraguay, et je vous serai obligé de le faire connaître à M. le ministre des affaires étrangères, à l'Assomption.

Si ces ouvertures sont accueillies, vous aurez à proposer au gouvernement paraguayen de signer avec nous un arrangement commercial qui serait conçu dans des termes identiques, comme teneur et comme durée, à ceux du projet dont ma lettre du 4 février dernier, complétée par mes instructions du 18 du présent mois, vous a invité à saisir le gouvernement argentin.

Dès que cet arrangement aurait été approuvé par les Chambres françaises, nous serions en mesure d'appliquer aux produits paraguayens notre nouveau tarif minimum, de même que nous en faisons bénéficier déjà les marchandises mexicaines en vertu d'un accord qui stipule également le traitement de la nation la plus favorisée.

La déclaration que vous avez signée le 20 octobre 1888, pour la protection de la propriété littéraire, artistique et industrielle, étant indépendante du traité de commerce et de navigation conclu le même jour, subsiste, bien entendu, intégralement, et nous sommes prêts à la mettre en vigueur à la date qui serait convenue d'un commun accord et quelle que soit, d'ailleurs, l'issue des nouveaux pourparlers qui font l'objet de la présente dépêche.

RIBOT.

---

**M. Rouvier, ministre de France à l'Assomption, en résidence à Buenos-Ayres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Buenos-Ayres, le 3 juin 1892.

Par une lettre qu'Elle m'a fait l'honneur de m'adresser le 19 mars dernier, Votre Excellence m'a chargé d'informer le Cabinet de l'Assomption que le gouvernement de la République française avait renoncé, par suite de changements dans son régime économique, à présenter à l'approbation du Parlement le traité négocié entre la France et le Paraguay pendant le cours de l'année 1888. Elle me demandait, en outre, de faire connaître au ministère des affaires étrangères du Paraguay le désir que le cabinet de Paris aurait de voir se conclure, entre les deux pays, une convention qui pût assurer au Paraguay le bénéfice du tarif minimum.

Ainsi que Votre Excellence pourra s'en convaincre par la lecture des termes dans lesquels le Dr Lopez m'a accusé réception des propositions que je lui ai faites, le gouvernement du Paraguay a accueilli favorablement nos ouvertures et a exprimé l'opinion qu'elles pourraient former la base d'un arrangement :

« Je me plais à porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'animé du désir de conserver les relations de parfaite harmonie qui existent entre les deux pays, et de favoriser l'interchange commercial, mon gouvernement a pris en considération les raisons exposées par Votre Excellence et a accueilli favorablement la proposition d'établir un nouvel accord pour que la France et le Paraguay conviennent de se concéder des avantages réciproques pour leurs produits et marchandises et, en général, tout ce qui est relatif au commerce et aux tarifs douaniers.

« Par suite de ces bonnes dispositions, S. E. M. le président de la République a, par un décret en date de ce jour, autorisé le ministre résident de cette République à Buenos-Ayres à négocier et à signer avec Votre Excellence un nouveau traité de commerce et l'a, à cet effet, muni des pleins pouvoirs nécessaires.

« Je saisis, etc. »

En me faisant parvenir cette communication, le ministre des affaires étrangères m'adressait un contre-projet indiquant les quelques modifications qui lui paraissaient devoir être introduites dans le texte que je lui avais proposé conformément aux instructions de Votre Excellence.

Dans l'article 1<sup>er</sup>, le D<sup>r</sup> Lopez m'a exprimé le désir de voir ajouter aux mots « *Droits de douane et opérations commerciales* » le mot « *aranceles* ».

Le nouveau texte serait donc :

« *Tarifas y aranceles de aduana y las operaciones mercantiles.* »

Le mot « *aranceles* » répond à l'expression « taxes complémentaires et droits accessoires », employée dans notre tarif.

Le mot « *établissement des nationaux* » a paru, d'un autre côté, être insuffisamment déterminé dans la législation paraguayenne, aussi le ministre des affaires étrangères m'a-t-il proposé d'y substituer les termes suivants : « de même que pour assurer aux citoyens et nationaux de l'un des pays dans l'autre tous les droits civils, bénéfices, privilèges et exemptions pour l'exercice du commerce et des industries ainsi que pour le payement des impôts, taxes et patentes qui sont actuellement et qui seront à l'avenir concédés aux sujets et citoyens de la nation la plus favorisée. »

L'article 2 a été également de sa part l'objet d'une demande de modification. Le gouvernement du Paraguay, n'ayant pas de représentant diplomatique à Paris, désirerait que l'échange des ratifications eût lieu à l'Assomption. Il ne pourrait, en effet, par suite de la Constitution, accréditer *ad hoc* son consul général à Paris, qui est un étranger.

Une considération, tirée encore de ses lois intérieures, l'a également engagé à demander un autre changement. Le second paragraphe de l'article 2 porte que le traité entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications. La loi paraguayenne déclarant que les traités sont exécutoires immédiatement après leur ratification, le Cabinet de l'Assomption désirerait que ce délai de huit jours fût supprimé et que la Convention fût déclarée exécutoire immédiatement après sa ratification. Cette dernière concession me paraît d'autant plus facile à faire que le commerce direct entre le Paraguay et la France n'existe presque pas. Tous les produits de ce pays nous arrivent par l'intermédiaire de la République argentine.

J'ose espérer que ces légères modifications, à propos desquelles, au reste, j'ai fait des réserves, ne seront pas de nature à empêcher d'arriver à une entente.

Je crois devoir insister auprès de Votre Excellence sur l'intérêt qu'il y aurait à terminer ces négociations le plus promptement possible.

Le gouvernement paraguayen a hésité avant de nous accorder la clause de la nation la plus favorisée inconditionnelle. Plusieurs traités signés jusqu'à ce jour la comprennent seulement sous la forme conditionnelle et à titre de compensation.

Je serais donc reconnaissant à Votre Excellence si Elle voulait bien me faire savoir, par le télégraphe, l'accueil qu'elle croit devoir faire au contre-projet de M. Lopez.

ROUVIER.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres.**

(Télégramme.)

Paris, le 13 juillet 1892.

Vous pouvez signer avec le gouvernement paraguayen un arrangement conforme au contre-projet qu'il vous a soumis et dont votre lettre commerciale du 3 juin dernier m'a fait connaître les termes.

RIBOT.

**M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Buenos-Ayres, le 21 juillet 1892.

Conformément à l'autorisation que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 13 juillet, j'ai signé aujourd'hui notre convention de commerce et de navigation avec la République du Paraguay. Elle est conforme au texte que Votre Excellence a adopté.

Afin de prévenir toute contestation ultérieure, j'ai cru devoir, avant de signer, échanger avec le plénipotentiaire paraguayen, après l'en avoir prévenu assez longtemps à l'avance, une lettre destinée à déterminer la portée de la clause de la nation la plus favorisée que les deux pays s'accordent réciproquement.

J'ai l'honneur de remettre sous ce pli, à Votre Excellence :

- 1° La convention de commerce et de navigation signée aujourd'hui ;
- 2° La copie de la lettre que j'ai adressée à M. Saguier ;
- 3° La réponse en original.

Ch. ROUVIER.

ANNEXE N° 1 A LA DÉPÊCHE DE BUENOS-AYRES DU 21 JUILLET 1892.

### **Convention de commerce et de navigation entre la République française et la République du Paraguay.**

Le président de la République française et le président de la République du Paraguay, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays et de placer dans des conditions également satisfaisantes les relations commerciales et maritimes entre les deux Etats, ont décidé à cet effet de signer une convention de commerce et de navigation, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le président de la République française,

M. Rouvier (Urbain-Jules-Joseph-Charles), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près la République du Paraguay, officier de la Légion d'honneur ;

Et le président de la République du Paraguay,  
M. Saguier (Fernando), ministre résident de la République du Paraguay  
près la République argentine ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus  
en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les hautes parties contractantes conviennent de se  
concéder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce  
qui est relatif à leur navigation et à leur commerce d'importation, d'exporta-  
tion et de transit et, en général, pour tout ce qui concerne les tarifs, taxes  
complémentaires et droits accessoires de douane et les opérations commer-  
ciales, de même que d'assurer aux citoyens et nationaux de l'un des pays  
dans l'autre tous les droits civils, bénéfices, privilèges et exemptions pour  
l'exercice du commerce et des industries et pour le payement des impôts,  
taxes et patentes, qui sont actuellement et qui seront, dans l'avenir, concé-  
dés aux sujets et citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 2. — La présente convention n'aura d'effet qu'après qu'elle aura été  
ratifiée par les deux hautes parties contractantes et les ratifications seront  
échangées à la ville de l'Assomption le plus promptement possible. La pré-  
sente convention sera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un an à partir du  
jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncée  
officiellement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente con-  
vention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Buenos-Ayres, en double expédition, le vingt-et-unième jour du  
mois de juillet de l'an mil huit cent quatre-vingt-douze.

(L. S.) Signé : Charles ROUVIER.

(L. S.) Signé : F. SAGUIER.

ANNEXE N° 2 A LA DÉPÊCHE DE BUENOS-AYRES (21 JUILLET 1892).

**Le ministre plénipotentiaire de la République française près la Répu-  
blique du Paraguay, au ministre résident de la République du  
Paraguay près la République argentine, à Buenos-Ayres.**

Buenos-Ayres, le 18 juillet 1892.

Monsieur le ministre,

S. E. M. le D<sup>r</sup> Lopez, ministre des affaires étrangères du Paraguay auquel  
j'avais été autorisé par mon gouvernement à faire des ouvertures tendant à  
la conclusion d'une convention commerciale entre le Paraguay et la France,  
a bien voulu m'informer, en m'envoyant un projet d'arrangement, que  
S. E. M. le président de la République du Paraguay vous avait désigné pour  
procéder aux négociations. En me félicitant d'être appelé à y prendre part  
avec vous, je suis heureux de vous faire savoir que je suis autorisé à signer  
le contre-projet de S. E. M. le D<sup>r</sup> Lopez.

Il est entendu que le mot « aranceles », ainsi qu'il m'a paru ressortir  
d'une conversation avec vous, répond aux taxes complémentaires et droits  
accessoires de douane. Il est également entendu, ainsi que j'en ai prévenu  
le gouvernement paraguayen dès les premières ouvertures, que la clause  
de la nation la plus favorisée que les deux pays s'accordent réciproquement  
est sans condition et sans réserve d'aucune nature.

Je vous serai obligé de m'indiquer si cette interprétation répond exacte-  
ment à la vôtre, et je profite avec empressement de l'occasion pour vous  
réitérer, Monsieur le ministre et cher collègue, etc.

ROUVIER.



ANNEXE N° 3 A LA DÉPÊCHE DE BUENOS-AYRES (21 JUILLET 1892).

(Traduction.)

**Le ministre de la République du Paraguay près la République argentine à Buenos-Ayres, au ministre plénipotentiaire de la République française près la République du Paraguay.**

Buenos-Ayres, le 21 juillet 1892.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence, datée du 18 courant, relative au traité d'amitié et de commerce entre nos deux pays respectifs, que nous devons signer aujourd'hui.

Je suis d'accord avec l'interprétation que Votre Excellence donne au mot « aranceles » du projet de traité.

Je suis aussi d'accord que la clause de la nation la plus favorisée que les deux pays se garantissent est sans réserve d'aucune espèce.

Je salue Votre Excellence, etc.

F. SAGUIER.

## PÉROU

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Paul Lefavre, chargé d'affaires de France à Lima.**

Paris, le 29 février 1892.

(Instructions conformes à celles qui ont été adressées à nos représentants dans les autres Etats de l'Amérique du Sud, en ce qui concerne les arrangements commerciaux à conclure avec ces différents pays. Voir notamment *République Argentine*, ci-dessus pages 109 et 135, *Brésil*, page 167, etc.)

**M. Paul Lefavre, chargé d'affaires de France à Lima, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Lima, le 5 mai 1892.

(Lettre reçue à Paris, le 23 juin.)

Avant de rendre compte des démarches que j'ai faites auprès du ministre des relations extérieures du Pérou, conformément à la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, à la date du 29 février dernier, et qui se rapporte au statut qu'il conviendrait d'établir pour nos relations commerciales avec le Pérou, je crois devoir rappeler que, parmi les exportations péruviennes actuellement dirigées sur la France, un seul article se trouve affecté par le nouveau tarif : c'est le cacao qui, en 1890, a représenté une exportation de 50,195 kilogrammes valant 75,895 francs et soumis à 52,202 francs de droits.

Jusqu'à la mise en vigueur du régime appliqué depuis le 1<sup>er</sup> février dernier, c'est-à-dire sous le tarif général de 1881, le cacao en fèves payait 98 francs les 100 kilogrammes et le cacao broyé, 135 francs les 100 kilogrammes. Sous le nouveau tarif général dit *maximum*, le cacao en fèves payera 104 francs, le cacao broyé, 136 francs.

C'est une différence minime qui ne saurait amener qu'un écart de un ou deux milliers de francs, au plus, entre les deux systèmes pour ce qui touche à cette branche du commerce péruvien.

Le sucre, qui occupe ici une place importante dans la production nationale, ne s'écoule depuis longtemps que du côté de l'Angleterre, de l'Allemagne et du Chili.

Quant aux autres éléments du commerce péruvien, ou bien ils sont francs de tout droit, comme le caoutchouc, les laines, le coton, les minerais, les guanos, les peaux brutes, ou bien ils sont, comme le maïs, le riz, frappés de taxes presque nulles, ou bien comme le café et la vanille, ils ne participent, à aucun degré, aux échanges du Pérou avec nos comptoirs.

Sur tous ces produits, le tarif minimum est absolument net.

Ceci posé, il me restait à faire valoir les considérations tirées des éventualités à prévoir, du caractère toujours revisable des tarifs et de l'intérêt qu'ont les deux nations à se prémunir, par un accord formel, contre la surprise de taxes différentielles. Comme dans nos conversations antérieures, je trouvais le Ministre des relations extérieures fort accessible à cet ordre d'idées. J'ai saisi l'occasion de m'éclairer touchant la faculté que le Pérou, m'avait-on dit, dans ses négociations avec la Grande-Bretagne et l'Empire allemand, prétendait se ménager de conclure, à son gré, des conventions d'un certain ordre avec ses voisins, et je demandai à M. Elmore si cette faculté était, à ses yeux, une condition *sine qua non*.

« *Sine qua non*, me répondit-il, de l'adoption de ces projets par les Chambres. »

Si les arrangements ainsi prévus ne devaient pas différer, dans leur essence, de ceux qui, par exemple, ont déjà été signés avec la Bolivie, il n'y aurait pas lieu, je crois, de nous en inquiéter, pourvu que nous eussions des garanties positives sur leur étendue et leur portée éventuelles.

Peut-être même, en nous rapprochant de l'Angleterre et de l'Allemagne, qui semblent prêtes à concéder la réserve dont il s'agit, donnerions-nous à notre projet plus de consistance devant le Parlement péruvien.

Quoi qu'il en soit, je m'occupe de réunir, sur la teneur exacte des propositions anglaises et allemandes, des informations complémentaires que je m'empresserai de communiquer à Votre Excellence, dès qu'elles auront pris corps.

Le reste de mon entretien avec le Ministre n'a eu trait qu'à certaines questions de forme relatives à l'échange des ratifications et à l'entrée en vigueur de la Convention. M. Elmore proposerait que les ratifications pussent être échangées « soit à Lima, soit à Paris » et que l'Arrangement devint exécutoire dès la date même de cette formalité.

Telles sont, dans leur ensemble, les vues de la Chancellerie de Lima, à l'égard du projet que je venais lui soumettre.

Quant aux Chambres, elles doivent se réunir le 28 juillet prochain. Il serait donc désirable, en ce qui concerne les nouvelles instructions que Votre Excellence peut juger à propos de m'adresser, qu'elles me parvinssent avant cette date, afin de me permettre de faire prévaloir, en temps utile et auprès de qui de droit, les vues du Gouvernement de la République.

Paul LEFAIVRE.

M. Paul Lefaiivre, chargé d'affaires de France à Lima, à M. Ribot.  
ministre des affaires étrangères.

Lima, le 16 mai 1892.

(Lettre reçue à Paris, le 24 juin.)

Depuis la lettre que j'avais l'honneur d'écrire à Votre Excellence, à la

date du 5 de ce mois, j'ai pu prendre connaissance des propositions anglaises relatives au remaniement des articles dénoncés jadis par le Gouvernement péruvien et dont la Légation britannique poursuit la réinsertion dans son traité de 1850 avec le Pérou.

L'article premier de ces propositions concerne la faculté laissée par l'Angleterre au Cabinet de Lima de conclure avec ses voisins certaines conventions n'intéressant que les pays limitrophes. Il est ainsi rédigé :

« Ce traité ne pourra pas être invoqué pour obtenir les avantages concédés au trafic opéré *sur la frontière*, tant que ces facilités n'auront pas été accordées à des Etats non limitrophes. »

Quant à la clause de la nation la plus favorisée, cette formule a été remplacée comme suit :

« Les Gouvernements de la Grande-Bretagne et du Pérou conviennent de s'accorder mutuellement les mêmes droits et *faveurs*, en ce qui touche aux questions commerciales, maritimes et consulaires, que celles qui se concèdent ou peuvent être concédées par l'une des deux Parties contractantes à tout autre Etat. »

Ce texte, comme on le voit, revient à la clause de la nation la plus favorisée, formule qu'on y trouve résumée et condensée en quelque sorte dans le mot « *faveurs*. »

En me bornant pour aujourd'hui à mettre ces propositions sous les yeux de Votre Excellence, je ne puis que me référer aux conclusions de ma dépêche du 5 mai touchant le surcroît de consistance que nous donnerions à notre projet devant le Parlement péruvien, en nous rapprochant de l'Angleterre et de l'Allemagne, sur le terrain de concessions qui n'impliquent pour nous aucun sacrifice effectif.

Paul LEFAIVRE.

---

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Paul Lefavre, chargé d'affaires de France à Lima.

Paris, le 25 juin 1892.

J'ai pris connaissance de la lettre en date du 5 mai dernier, par laquelle vous m'avez rendu compte des entretiens que vous avez eus avec M. Elmore, relativement à la conclusion éventuelle d'un arrangement commercial entre le Pérou et la France.

Il en résulte que, dans votre opinion, il serait possible de négocier avec le Cabinet de Lima un accord qui nous garantirait contre tout traitement différentiel. Des pourparlers étant actuellement engagés avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne, le moment vous paraît opportun pour essayer, de notre côté, d'arriver à une entente.

L'intérêt du Pérou est d'accord avec le nôtre, en ce qui concerne la conclusion avec nous d'un arrangement commercial sur la base du traitement de la nation la plus favorisée, mais, ainsi que vous l'avez justement fait observer à M. Elmore, nous entendons que ce traitement soit stipulé d'une manière générale et sans aucune condition ni restriction. Par suite, si le Pérou venait à conclure avec un pays tiers un traité comportant certaines réductions de tarif, ces avantages nous seraient acquis de plein droit, sans qu'il y ait à rechercher s'ils ont été concédés gratuitement ou moyennant compensation. En ce qui nous concerne, nous avons d'ailleurs toujours conformé notre conduite à ce principe ; c'est ainsi notamment que



nous avons accordé à la Russie et au Mexique, dès que ces pays ont signé avec nous une convention stipulant le traitement de la nation la plus favorisée et bien qu'ils n'eussent pas eux-mêmes de tarif conventionnel, le bénéfice de toutes les réductions de taxes que nous avons concédées à d'autres Etats en échange de concessions équivalentes ; nous continuons actuellement à leur accorder dans les mêmes conditions notre tarif minimum.

Il n'est toutefois pas indispensable d'employer dans un accord de cette nature l'expression même de « traitement de la nation la plus favorisée ». Il suffit qu'il ne puisse y avoir, quant au fond, aucun doute sur l'intention des Parties contractantes. Si donc vous rencontrez, ainsi que vous paraissez le craindre, des difficultés insurmontables à faire accepter la formule « traitement de la nation la plus favorisée », je ne m'opposerais pas à l'adoption, pour l'article premier de notre arrangement, d'une rédaction analogue à celle qui a été acceptée par l'Angleterre et que signale votre lettre du 16 mai.

Vous estimez, d'autre part, que pour faciliter la conclusion de l'entente que nous avons en vue, nous pourrions, comme l'Angleterre et l'Allemagne se montrent prêtes à le faire, accueillir la demande dont vous a entretenu M. Elmore et qui consisterait à réserver au Pérou la faculté d'accorder certains avantages spéciaux aux pays limitrophes. Pour donner au Pérou une preuve de notre bon vouloir, nous sommes disposés à accepter une stipulation de cette nature, sous la condition, toutefois, qu'elle serait formulée dans des termes qui en précisent exactement la portée.

Une clause analogue à celle qui est proposée par le Cabinet de Londres au Gouvernement péruvien se trouve, d'ailleurs, dans le traité qui règle nos relations commerciales avec la République Dominicaine. Elle est ainsi conçue :

« Les facilités que l'une ou l'autre des Parties contractantes a accordées ou accorderait à un ou plusieurs Etats limitrophes en vue du trafic frontière ne pourront être réclamées par l'autre comme une conséquence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée, à moins que les mêmes facilités ne soient étendues à un Etat non limitrophe. »

Vous pouvez faire savoir au Gouvernement péruvien que nous consentons à insérer dans l'arrangement à conclure entre la France et le Pérou une clause identique à celle dont je viens de rappeler les termes. Elle formerait l'article II de l'acte à intervenir.

A défaut de cette stipulation qui a l'avantage d'être réciproque, et si le Pérou insistait pour que les avantages à concéder aux Pays limitrophes portassent non seulement sur le trafic frontière, mais encore sur le commerce en général, vous ne pourriez souscrire à cette demande que s'il était en même temps entendu que ces avantages ou privilèges ne pourront porter sur des produits qui seraient similaires aux produits français. Dans ce cas, il conviendrait de réserver en termes exprès, ainsi que nous l'avons récemment proposé à l'Uruguay, dans des conditions analogues, les principaux articles de notre exportation sur le marché péruvien.

Quant à l'échange des ratifications, je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'il soit stipulé facultatif à Paris ou à Lima, mais il me paraîtrait préférable de convenir, à raison de l'éloignement et des formalités nécessaires à la promulgation, d'un délai de huit jours pour la mise en vigueur de l'accord à intervenir.

RIBOT.



**M. Paul Lefavre, chargé d'affaires de France à Lima, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Lima, le 15 septembre 1892.

Le Gouvernement péruvien accepte le principe du traitement de la nation la plus favorisée.

Paul LEFAVRE.

## URUGUAY

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bourcier Saint-Chaffray, ministre de France à Montevideo.**

Paris, le 4 février 1892.

Comme vous le savez, les négociations commerciales que nous poursuivons depuis quelque temps avec la République Orientale ont dû, vers la fin de l'année 1888, être suspendues, en présence des dispositions défavorables manifestées dans les Chambres de l'Uruguay à l'égard des traités de commerce.

C'est par suite de cette situation, dont la responsabilité revient à la République Orientale, que les produits originaires de ce pays ne se trouvent pas dans les conditions spécifiées par notre loi du 29 décembre 1891 (*Journal officiel* du 30 décembre) et que nous avons dû nécessairement les taxer, à partir du 1<sup>er</sup> de ce mois, aux droits de notre nouveau tarif général dit tarif maximum. Vous savez, en effet, que le Gouvernement de la République ne peut, en vertu de l'article 2 de la loi précitée, accorder le tarif minimum qu'aux pays qui, à la date du 29 décembre, jouissaient du tarif conventionnel, ce qui n'était pas le cas de la République Orientale.

C'est donc en vertu d'une disposition générale que nous appliquons actuellement notre tarif maximum aux produits de la République Orientale. Je vous prie de vouloir bien appeler sur ce point l'attention des membres du Gouvernement uruguayen, dans les entretiens que vous aurez avec eux. Vous ajouterez, d'ailleurs, qu'en ce qui concerne l'avenir, le Gouvernement de la République s'est réservé la faculté de conclure des arrangements pour l'application de notre tarif minimum aux pays qui ne sont pas visés dans la loi du 29 décembre 1891 et que nous sommes disposés à user, dès maintenant, de cette faculté vis-à-vis de la République Orientale. . . . . (1).

RIBOT.

**M. Bourcier Saint-Chaffray, ministre de France à Montevideo, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Montevideo, le 26 février 1892.

Les articles de provenance nord-américaine tiennent le sixième rang dans le commerce d'importation de l'Uruguay, à en juger par l'ordre de classement suivant dressé, à défaut des calculs non encore terminés pour l'année 1891, d'après les relevés statistiques, les plus vraisemblablement exacts de 1890 :

(1) La suite de ces Instructions concerne les conditions de l'entente à intervenir (V. à cet égard p. 109 et 135, les Instructions semblables adressées à Buenos-Ayres, Rio, etc., relativement aux arrangements à conclure avec la République Argentine, le Brésil, etc.).

Angleterre. . . . .	Sh. 8,802,378 = 47,532,841 fr. 20
France . . . . .	— 5,099,456 = 27,537,062 » 40
Allemagne. . . . .	— 2,809,315 = 15,170,301 » 00
Italie. . . . .	— 2,628,663 = 14,194,780 » 20
Brésil. . . . .	— 2,472,786 = 13,353,044 » 40
Etats-Unis. . . . .	— 2,444,936 = 13,302,654 » 40
Espagne . . . . .	— 2,174,181 = 11,740,577 » 40
Belgique . . . . .	— 1,495,667 = 8,076,599 » 80

Parmi les articles américains qui font réellement concurrence aux nôtres, on peut compter les étoffes de coton, les articles de quincaillerie, les meubles, les pendules et les montres, dont voici quel a été le chiffre d'importation, en ce qui concerne les provenances françaises, durant l'année 1890 :

Etoffe de coton . . . . .	Sh. 20,074 = 108,399 fr. 60
Articles de quincaillerie. . . . .	— 174,410 = 941,814 » 00
Meubles . . . . .	— 20,297 = 110,103 » 80
Pendules et montres . . . . .	— 2,770 = 15,066 » 00

B. SAINT-CHAFFRAY.

M. Bourcier Saint-Chaffray, ministre de France à Montevideo,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Montevideo, le 20 mars 1892.

Le Ministre des relations extérieures m'a entretenu de doléances que lui aurait fait parvenir, relativement à l'application de notre Tarif maximum, le Directeur de la fabrique de jus de viande que la Société Liebig possède à Fray-Bentos, près de Paysandù.

J'ai saisi cette occasion pour donner connaissance au Dr Herrero y Espinosa du passage de votre dépêche du 4 février, qui explique que l'Uruguay ne se trouve pas dans les conditions nécessaires pour qu'il soit possible de faire bénéficier, dès à présent, ses produits de notre Tarif minimum. Une conversation s'en étant suivie sur l'utilité que présenterait pour les deux Pays la conclusion d'un arrangement commercial, j'ai indiqué que cet accord pourrait se réduire à deux articles. Le texte que j'ai été amené ainsi à proposer au Ministre des relations extérieures est, bien entendu, conforme aux instructions qui m'ont été adressées le mois dernier.

Le Dr Herrero m'a répondu que si ce texte était finalement jugé acceptable par le Cabinet dont il fait partie, ce ne serait certainement qu'à la condition d'intercaler entre nos deux articles une clause semblable à celle que l'Allemagne vient d'accepter et qui existe également, sous forme d'article additionnel, dans le Traité signé entre l'Uruguay et l'Italie, car, a-t-il ajouté, le Gouvernement uruguayen ne peut traiter avec aucune puissance européenne, à moins de cette restriction; la loi du 7 juillet 1880, qui a un caractère constitutionnel, lui en fait, dans son article 3, une obligation absolue.

La restriction dont il s'agit concerne les avantages qui pourraient être accordés par l'Uruguay à l'un des pays voisins de son territoire (Brésil, Confédération Argentine et Paraguay).

En ce qui concerne spécialement le produit dont le régime à l'entrée en France préoccupe le Gouvernement uruguayen, il est à remarquer que d'après le tableau de notre commerce extérieur en 1890 il n'est entré en France, sous la qualification d'extraits de viande en pain ou autres, que

110,316 kilogrammes de marchandises, d'une valeur de 330,548 francs, et qu'il n'en a été mis en consommation que 9,282 kilogrammes valant seulement 27,846 francs et ayant payé 464 francs de droits de douane.

B. SAINT-CHAFFRAY.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bourcier Saint-Chaffray, ministre de France à Montevideo.**

Paris, le 4 avril 1892.

En négociant avec le Gouvernement uruguayen un arrangement conforme avec mes instructions du 4 février, c'est-à-dire ne stipulant expressément que le traitement de la nation la plus favorisée, vous vous efforcez d'obtenir, en matière de tarif, des avantages équivalents à ceux qui résulteraient pour l'Uruguay de la concession de notre tarif minimum. Ce résultat serait atteint si le Cabinet de Montevideo s'engageait à abaisser dans sa prochaine loi de douane, par une disposition qui pourrait d'ailleurs être toujours revisable, comme l'est notre propre tarif, quelques-uns des droits qui grèvent nos produits, notamment les vins. Une entente de cette nature pourrait être réalisée par un simple échange de lettres, sans qu'il fût besoin de le mentionner dans le texte de la convention à intervenir.

Vos collègues à Rio et Buenos-Ayres sont munis d'instructions semblables en ce qui concerne les accords qu'ils sont chargés de négocier pour l'application de notre tarif minimum à la République argentine et au Brésil.

RIBOT.

**M. Bourcier Saint-Chaffray, ministre de France à Montevideo, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Montevideo, le 6 avril 1892.

La dernière fois que j'ai vu le Docteur Herrero y Espinosa, c'est-à-dire le 3 courant, il m'a déclaré qu'il y aurait peut-être moyen d'arriver à nous entendre *ad referendum*, si je n'avais pas d'objection foncière à opposer à une demande de modification de notre projet, demande qu'il se voyait contraint et forcé de me faire, comme condition *sine qua non*. Cette modification, ajouta-t-il, consisterait à énoncer qu'au cas où la France aurait à réclamer, en vertu de la clause du traitement de la nation la plus favorisée, le bénéfice d'un avantage accordé à une autre nation quelconque, ce bénéfice ne pourrait lui être acquis que dans les mêmes conditions où il aurait été consenti à cette autre nation, c'est-à-dire gratuitement s'il avait déjà été accordé à titre gratuit, et moyennant une compensation, s'il n'avait déjà été accordé que sous condition.

J'ai quelques motifs de supposer que le Docteur Herrero y Espinosa, qui négocie déjà, je crois, ou compte négocier pour obtenir une réduction du droit d'entrée du *tasajo* en Espagne, en échange d'une réduction des droits d'importation des vins espagnols en Uruguay, se propose préalablement de mettre le Gouvernement français, lorsqu'il réclamerait le bénéfice d'un égal dégrèvement de droits d'importation sur les vins français en Uruguay, en cas d'avoir à accorder à la République orientale, à titre de compensation, un dégrèvement des droits d'importation sur les extraits et conserves de viande de provenance uruguayenne à leur entrée en France.

B. SAINT-CHAFFRAY.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bourcier Saint-Chafray, ministre de France à Montevideo.**

*(Télégramme.)*

Paris, le 2 mai 1892.

Le but de nos négociations avec les Etats de l'Amérique du Sud est d'obtenir le traitement de la nation la plus favorisée, sans restriction. Il nous est, dès lors, impossible d'accepter la clause conditionnelle que propose le Gouvernement uruguayen. Je vous adresse, à cet égard, des instructions par la poste, en réponse à votre lettre du 6 avril. **RIBOT.**

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bourcier Saint-Chafray, ministre de France à Montevideo.**

Paris, le 4 mai 1892.

En me rendant compte, sous la date du 6 avril dernier, des pourparlers que vous avez engagés, relativement à l'arrangement commercial à conclure entre la France et l'Uruguay, vous m'avez fait savoir que le Ministre des relations extérieures proposait d'ajouter à la clause de notre projet stipulant le traitement de la nation la plus favorisée en toute matière, la restriction suivante :

« Au cas où la France aurait à réclamer, en vertu du traitement de la nation la plus favorisée, le bénéfice d'un avantage accordé à une autre nation quelconque, ce bénéfice ne pourrait lui être acquis que dans les mêmes conditions où il aurait été consenti à cette autre nation, c'est-à-dire gratuitement, s'il avait déjà été accordé à titre gratuit, et moyennant compensation, s'il n'avait été accordé que sous condition. »

Dès la réception de votre rapport, je me suis empressé de vous télégraphier que cette restriction était inadmissible. Elle est, en effet, contraire à l'interprétation que paraît avoir toujours reçue la clause pure et simple du traitement de la nation la plus favorisée, telle qu'elle est formulée dans les nombreux traités ou conventions de commerce signés par les Etats d'Europe depuis 1860. C'est ainsi que la Russie, bien que ne possédant pas de tarif conventionnel, bénéficie néanmoins de tous les avantages accordés en matière de tarifs à des tierces puissances par les Etats de qui elle a stipulé le traitement pur et simple de la nation la plus favorisée. C'est ainsi, également, que l'Allemagne a bénéficié, en vertu de la même clause, de notre tarif conventionnel de 1881 tout entier, bien que, pendant la durée de nos derniers traités accompagnés de tarifs, elle n'eût elle-même accordé que des réductions ou consolidations de droits peu étendues, et, à l'inverse, elle est tenue actuellement de nous faire bénéficier, même si nous supprimions notre tarif minimum, de tous les avantages qu'elle vient d'accorder pour une durée de douze ans à d'autres Etats.

L'insertion, dans notre projet d'Arrangement avec l'Uruguay, de la restriction que le Dr Herrero y Espinosa propose d'y introduire serait, d'ailleurs, en contradiction complète avec le but que nous avons en vue actuellement en négociant des conventions commerciales avec les Etats de l'Amérique du Sud, puisque nous nous préoccupons surtout, pour le moment, de garantir notre commerce contre les effets des traités de réciprocité qui seraient conclus avec ces pays.

Je ne puis donc, dans l'état actuel de la question, que vous prier d'insister de nouveau en vue d'obtenir l'acceptation par le cabinet de Montevi-



deo de la disposition formulée dans mes instructions du 4 février. Dans le cas où un Arrangement commercial viendrait à être signé entre la France et la République de l'Uruguay sur cette base, il en résulterait que si l'une des deux Parties contractantes accordait ultérieurement à une tierce Puissance un avantage quelconque, le bénéfice de cet avantage serait, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, acquis de plein droit à l'autre Partie, sans qu'il y eût lieu d'examiner si ledit avantage a été concédé gratuitement ou moyennant compensation.

En ce qui concerne, au contraire, la disposition que le Dr Herrero y Espinosa désirerait voir introduire dans notre projet, entre les articles 1 et 2, et que m'a fait connaître votre lettre du 20 mars, il nous serait possible d'entrer dans les vues du Cabinet de Montevideo.

Il est, d'ailleurs, bien entendu que si, en raison des conditions spéciales du commerce de l'Uruguay avec la République Argentine, le Brésil et le Paraguay, nous acceptons de ne pas réclamer les avantages commerciaux accordés à ces trois Pays par l'Uruguay, ce serait sous les conditions essentielles que les faveurs spéciales, exemptions ou privilèges accordés aux trois Etats limitrophes par la République orientale en matière de commerce, ne pourraient pas porter sur les produits de ce commerce qui seraient similaires aux produits français. J'estime même que la clause qui réglerait ce point devrait réserver, en termes exprès, les principaux articles de notre exportation sur le marché uruguayen et contenir une disposition finale ainsi conçue :

« Il est d'ailleurs entendu que les faveurs spéciales, exemptions ou privilèges ainsi accordés en matière de commerce ne pourront porter sur les vins, tissus de soie, de laine et de coton, articles de passementerie, sucres raffinés, peaux préparées et ouvrages en peau et en cuir, meubles, outils, machines, et, en général, tous produits qui seraient similaires aux produits français. Lesdites faveurs, exemptions ou privilèges ne s'étendront pas, d'autre part, à la navigation. »

Quant à la mise en vigueur de l'Arrangement à intervenir, il pourrait être stipulé, si le Cabinet de Montevideo le préfère, qu'elle n'aura lieu que quinze jours après l'échange des ratifications.

RIBOT.

---

**M. Bourcier Saint-Chaffray, ministre de France à Montevideo,**  
à **M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Montevideo, le 5 mai 1892.

Conformément aux instructions contenues dans le télégramme du 2 de ce mois, je ferai connaître au Ministre des relations extérieures qu'il nous est impossible d'accepter la clause conditionnelle du traitement de la nation la plus favorisée. Pour réclamer ce traitement sans réserve, je me prévau-drai de l'article 2 de la loi uruguayenne du 7 juillet 1880, qui porte expressément que « l'existence de marchés importants pour l'écoulement des produits nationaux à l'intérieur du pays avec lequel on traitera servira à déterminer l'étendue des franchises commerciales qui seront accordées ». Or, la France est précisément un des plus importants, sinon même le plus important marché du monde comme consommateur de produits uruguayens.

BOURCIER SAINT-CHAFFRAY.

---

**M. Bourcier Saint-Chaffray, ministre de France à Montevideo, à  
M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

*(Télégramme.)*

Montevideo, le 31 mai 1892.

Si une réduction des droits actuels sur les vins nous était accordée, le bénéfice en serait en même temps acquis à l'Espagne et à l'Italie ; le Gouvernement de l'Uruguay ne croit pouvoir, dès lors, prendre, à cet égard, aucun engagement, mais il accepte de signer avec nous une Convention de commerce entièrement conforme aux instructions de votre dépêche du 4 du présent mois.

BOURCIER SAINT-CHAFFRAY.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bourcier Saint-Chaffray, ministre de France à Montevideo.**

Paris, le 4 juin 1892.

En me référant à votre télégramme du 31 du mois dernier, j'ai l'honneur de vous transmettre les pleins pouvoirs vous autorisant à signer, au nom du Gouvernement de la République, une Convention de commerce et de navigation avec la République orientale de l'Uruguay.

Vous n'aurez, bien entendu, à utiliser ces pouvoirs que si l'accord dont il s'agit reproduit exactement le texte des différents articles qui vous ont été successivement adressés par mes instructions des 4 février, 4 avril et 4 mai derniers.

RIBOT.

**M. Bourcier Saint-Chaffray, ministre de France à Montevideo,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Montevideo, le 9 juillet 1892.

J'ai signé le 4 de ce mois, ainsi que vous m'y avez autorisé, la Convention de commerce et de navigation que vous m'aviez chargé de négocier avec le Gouvernement de la République de l'Uruguay. J'ai l'honneur de vous en remettre le texte ci-inclus.

Aussitôt après mon arrivée à Paris, je ne manquerai pas de me tenir à votre disposition pour le cas où vous désireriez avoir des renseignements complémentaires sur la conclusion de cet arrangement commercial.

B. SAINT-CHAFFRAY.

#### ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE MONTEVIDEO DU 9 JUILLET 1892

### **Convention de commerce et de navigation conclue entre la France et la République orientale de l'Uruguay.**

Le Président de la République française et le Président de la République orientale de l'Uruguay, mutuellement animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux Pays et de placer dans des conditions également satisfaisantes les relations commerciales et maritimes entre les deux États, ont décidé, à cet effet, de signer une Convention de commerce et de navigation, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président de la République française,

M. Bourcier Saint-Chaffray (Alfred-Gabriel-Léon), Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française près la République orientale de l'Uruguay, Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur ;

Le Président de la République orientale de l'Uruguay,  
M. Dr. Manuel Herrero y Espinosa, son Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Relations extérieures.

Lesquels, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établissement des nationaux, ainsi qu'en matière de commerce et de navigation, tant pour l'importation, l'exportation et le transit et, en général, tout ce qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales que pour l'exercice du commerce ou des industries, et pour le payement des taxes qui s'y rapportent.

Art. 2. — Toutefois, il est fait réserve au profit de la République orientale de l'Uruguay de la faculté de concéder des avantages particuliers aux deux Etats limitrophes, République Argentine et République des Etats-Unis du Brésil, ainsi qu'à la République du Paraguay, en vue des facilités accordées ou à accorder aux ressortissants ou aux produits de ces Etats en matière de commerce; ces avantages ne pourront pas être réclamés par la France comme conséquence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée stipulé dans l'article précédent, à moins qu'ils ne viennent à être étendus à un Etat non limitrophe autre que le Paraguay. Dans ce dernier cas, le bénéfice en serait immédiatement acquis aux ressortissants français.

Il est, d'ailleurs, entendu que les faveurs spéciales, exemptions ou privilèges ainsi accordés en matière de commerce ne pourront porter sur les vins, tissus de soie, de laine ou de coton, articles de passementerie, sucres raffinés, peaux préparées, ouvrages en peau et en cuir, meubles, outils, machines, et, en général, tous produits qui seraient similaires aux produits français.

Lesdites faveurs, exemptions et privilèges ne s'étendent pas à la navigation.

Art. 3. — Il est fait exception à la stipulation de l'article 1<sup>er</sup> pour le cabotage dont le régime demeure soumis aux lois respectives des deux pays.

Art. 4. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les susdits Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Montevideo, en double exemplaire, le 4 du mois de juillet de l'année 1892.

(L. S.) BOURCIER SAINT-CHAFFRAY.

(L. S.) MANUEL HERRERO Y ESPINOSA.

---

## FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

---

### AFFAIRES DE TERRE-NEUVE<sup>1</sup>

---

**M. Waddington, ambassadeur de la République française, à Londres,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 11 février 1891.

Votre Excellence sait que la Cour suprême de Terre-Neuve est saisie d'un procès intenté, l'été dernier, par M. Baird au commandant Sir B. Walker, en réparation du préjudice que lui aurait causé la fermeture de son usine à homards, au mois de juin 1890, par application du *modus vivendi*.

L'affaire a commencé à être plaidée le 6 de ce mois, et je dois vous signaler les arguments invoqués par l'avocat du demandeur à l'appui de sa plainte; ils sont de nature, si le Tribunal en tient compte dans son jugement, à compliquer encore la question de Terre-Neuve.

D'après M. Baird, les autorités navales anglaises n'auraient pas le droit d'appliquer sur le territoire de Terre-Neuve un acte signé par les Gouvernements français et anglais, mais non revêtu de l'approbation des Parlements de Londres et de Saint-Jean. La défense a répondu que le *modus vivendi* pouvait être assimilé à un traité de paix; qu'il constituait, comme tel, un acte de souveraineté et n'avait pas, par conséquent, besoin de la ratification législative.

WADDINGTON.

---

**M. Waddington, ambassadeur de la République française, à Londres,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 20 mars 1891.

La Cour suprême de Terre-Neuve a prononcé son arrêt dans le procès intenté par M. Baird au commandant Walker.

Les magistrats ont admis toutes les prétentions du demandeur et rendu un verdict en conséquence contre l'officier britannique. Ils ont déclaré ne pouvoir accueillir l'exception d'incompétence invoquée par le commandant Walker et affirmé que la nationalité anglaise des parties en cause les rendait, les unes comme les autres, justiciables des tribunaux ordinaires, quelle que pût être la raison d'Etat invoquée par le défendeur.

WADDINGTON.

---

<sup>1</sup>) Documents communiqués au Parlement français, en octobre 1892. Pour la période antérieure, voir *Archives*, 1891. III, p. 260 et IV, p. 59, 243.



**M. Waddington, ambassadeur de la République française, à Londres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 22 mars 1891.

Les négociations étant terminées au sujet de Terre-Neuve, le Gouvernement anglais se préoccupe à présent de préparer l'exécution des arrangements intervenus.

Lord Salisbury a pris le parti de s'adresser directement au Parlement impérial et de lui demander de donner aux commandants des forces navales anglaises les pouvoirs que leur conteste le Parlement de Saint-Jean.

Il a commencé par faire présenter le projet de loi à la Chambre des Lords, où il n'a pas soulevé d'opposition en première lecture. Lord Knutsford, ministre des Colonies, s'était chargé, le 19, de cette présentation, et Lord Kimberley, du parti libéral, avait répondu à ses déclarations très catégoriques par l'expression d'une confiance dont Lord Salisbury s'est empressé de prendre acte dans un discours dont vous trouverez ci-joint le texte.

À la Chambre des Communes, deux députés libéraux, Sir J.-P. Hennessy et M. S. Hill ont demandé :

1° S'il était vrai qu'on eût négligé de consulter la Colonie sur le projet de loi ;

2° Si on attendrait les délégués du Parlement de Saint-Jean, qui demandent à être entendus.

Sir J. Fergusson a répondu à la première question que le Gouvernement de Terre-Neuve, ayant déjà manifesté d'avance son opposition, on n'avait pas cru devoir le consulter et, quant à la seconde, M. W.-H. Smith, premier Lord de la Trésorerie, a déclaré que la question était d'une importance si grave qu'il demandait, avant d'y répondre, à se consulter avec ses collègues, et il a remis sa réponse à lundi.

Hier, j'ai interrogé Lord Salisbury à ce sujet. Il m'a dit que le Gouvernement s'attendait à la démarche de la législature de Terre-Neuve et qu'il donnerait le temps aux délégués d'arriver à Londres et de faire valoir leurs griefs ; mais il est résolu à passer outre ensuite et il espère que le bill sera voté pour la fin d'avril. Lord Salisbury tient absolument à ce que l'arrangement relatif à l'arbitrage soit fidèlement exécuté, et, dans un précédent entretien, il m'a dit qu'il en ferait une question de cabinet.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. WADDINGTON A M. RIBOT, EN DATE DU 22 MARS 1891.

(Extrait du *Standard*)

*Séance du 19 mars à la Chambre des Lords.*

Marquis de Salisbury : — « Le Noble Lord qui vient de parler s'est exprimé d'une façon si bienveillante et si patriotique, qu'il ne me reste qu'à lui dire combien je suis heureux, non seulement de le voir approuver d'une manière générale notre politique, mais aussi de l'entendre parler avec tant de sympathie de la situation des colons. Je sens qu'ils méritent cette sympathie. (*Marques d'approbation.*) Ils sont depuis longtemps le jouet de l'adversité, le jouet d'une adversité historique. Nous avons là une preuve frappante de la continuité de l'histoire d'Angleterre, car nous subissons aujourd'hui les conséquences des intrigues de Lord Bolingbroke qui, au traité d'Utrecht, n'a pas exigé des dispositions aussi rigoureuses qu'il l'aurait pu. Le résultat de ces intrigues a été le sacrifice des droits relatifs aux pêcheries, ce qui a donné lieu aux embarras actuels. Une ou deux fois, dans la suite de notre histoire, il s'est présenté des

occasions que notre diplomatie aurait pu saisir sans difficulté ni inconvénient, pour régler ces questions qui forment un chapitre embarrassant de notre droit international. Mais cela n'a pas été fait. Quelqu'un, je crois, s'adressa à Lord Castlereagh en 1815 pour recommander la conclusion d'un arrangement satisfaisant à cet égard. Il est impossible de ne pas accorder ses sympathies à une population qui a d'autant plus besoin de développer son industrie qu'elle est soumise à un rigoureux climat, et qui est en même temps la victime des erreurs des hommes d'Etat qui nous ont précédés. Dans les derniers temps cependant, c'est-à-dire depuis que Palmerston a ouvert des négociations en 1834, les hommes d'Etat de toutes les écoles et de tous les partis ont fait les plus grands efforts pour arriver à une solution satisfaisante. Bien qu'il soit impossible de parler, sans les louer hautement, du ton et de la modération avec lesquels le Gouvernement français a traité l'ensemble de ces questions, il existe malheureusement en France un sentiment, et un sentiment puissant, lequel n'est pas, je le pense, sans rapport avec les souvenirs du passé des deux pays, et qui rend difficile, pour tout Gouvernement anglais, d'obtenir la moindre diminution des prétentions les plus extrêmes et les plus exorbitantes qui ont été produites de temps à autre par la France. C'est pourquoi les négociations n'ont été au fond qu'un long débat. Et, avec les sentiments des colons d'une part et les réclamations de la France de l'autre, ce débat est devenu presque insoluble. En 1878, alors que le Représentant actuel de la République à Londres était Président du Conseil en France, nous jetâmes les bases de ce qui nous paraissait être un compromis raisonnable. Ce compromis mettait à part les régions de la colonie sur lesquelles la France exerçait pratiquement ses droits incontestés, et affranchissait, en revanche, pour les rendre entièrement au libre usage des habitants, les parties du littoral dans lesquelles on pensait pouvoir trouver des mines ou d'autres sources de richesses.

Nous ne fîmes qu'esquisser ce projet, mais il fut repris par nos successeurs. Lord Granville le poursuivit. Je ne connais pas les détails des négociations, dont il s'occupa pendant cinq ans. En 1883, quand je lui succédai au Foreign Office, je constatai qu'il venait de conclure un arrangement parfaitement satisfaisant et pratique. Le sort m'en réserva la signature, mais c'est Lord Granville qui avait négocié ce traité. Malheureusement on persuada aux colons, alors en proie à une crise politique, de rejeter cette convention. Je crois que, sous l'influence de la crise, les électeurs de Terre-Neuve se sont à peine rendu compte de la responsabilité que ce rejet leur faisait encourir. (*Marques d'approbation.*) On venait de perdre là une occasion précieuse. Depuis lors nous avons continué à lutter de notre mieux. L'impossibilité de créer des industries dans la colonie fit surgir une foule de questions insolubles. Le produit des campagnes de pêche baissa d'année en année, et en même temps les colons eurent à souffrir de la crise commerciale qui sévit généralement, il y a quelques années. C'était là une situation grosse de dangers. Il est impossible, en effet, de ne pas sentir que, soit d'un côté, soit de l'autre, on aurait pu commettre quelque acte engageant l'honneur du pavillon. Nous savons combien le sentiment national est facile à surexciter et on ne saurait envisager l'avenir sans de graves appréhensions. Je crois que les colons ont perdu de vue quelques-unes des principales considérations qui auraient dû les guider; mais il est juste de reconnaître qu'ils ont agi sous l'influence de sérieuses souffrances matérielles. Leurs campagnes de pêche ont été malheureuses; leur climat a été exceptionnellement dur et ils ont eu à souffrir de la crise commerciale. Voilà, à mon avis, pourquoi ils ont jugé avec trop de hâte et trop peu de mesure la situation actuelle. Se fondant sur les affirmations de personnes qui, j'ai le regret de le dire, n'étaient pas dépourvues de caractère officiel, il ont paru croire que leurs embarras étaient la conséquence de leur loyalisme envers la Reine et du lien qui les rattache à l'Angleterre. Il y a là une très grave erreur, car les droits de la France sur ce littoral continueraient à être appliqués, quelle que fût la forme du Gouvernement de Terre-Neuve. Mais je ne crois pas que la majorité des colons manque de modération. Quand ils auront vu comment nous avons discuté leurs intérêts, quand ils auront

compris que leurs droits sont soumis au jugement d'hommes impartiaux, et que nous ne voulons changer ni modifier en rien leur *status* politique, mais seulement faire déterminer par un tribunal international ce qu'est ce *status*, ils reconnaîtront, j'en suis certain, les intentions sincères et sympathiques qui animent les hommes d'Etat anglais de toutes les écoles et de tous les partis. Ils nous aideront alors à résoudre un des plus difficiles problèmes internationaux qui aient jamais préoccupé les divers Gouvernements anglais, et à restaurer autant que possible (en se montrant prêts à faire de larges sacrifices), cette prospérité et cette indépendance pour lesquelles personne ne fait de vœux plus ardents que les hommes d'Etat et le Parlement de ce pays. (*Applaudissements.*) »

---

**M. Riballier des Isles, vice-consul de France à Terre-Neuve,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Saint-Jean, le 3 avril 1891.

Le *Colonist* et le *Herald* de ce soir publient, à la requête de M. Carty, député de la Baie de Saint-Georges, le télégramme suivant : « — Baie de Saint-Georges, le 1<sup>er</sup> avril 1891, à M. H. Carty. — La population envoie une dépêche collective à lord Knutsford où il est dit : Nous acceptons loyalement la décision relative aux droits des Français, demandant à ce que l'acte ne soit pas arrêté; nous sommes si maltraités par Saint-Jean, que nous avons maintenant recours au Gouvernement Britannique. Veuillez publier cette dépêche. Signé : Rév. H. F. Howley. » Ainsi, au moment où diverses parties de l'île répondent à l'invitation que leurs représentants ont adressée à leurs électeurs le 20 du mois dernier, pour protester contre l'adoption du *Bill Knutsford*, les populations directement intéressées, celles de la Baie Saint-Georges, c'est-à-dire d'une grande partie de la côte occidentale, déclarent accepter ce même bill.

Les délégués de Terre-Neuve sont au nombre de cinq. Un seul est originaire de l'île; c'est M. Emerson, président de la Chambre basse. Pour ce qui est des autres, Sir W. Whiteway est né en Angleterre; M. Monroe également; M. Harvey est né aux îles Bermudes et M. Morine dans la Nouvelle-Ecosse.

RIBALLIER DES ISLES.

---

**M. Riballier des Isles, vice-consul de France à Terre-Neuve,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Saint-Jean, le 12 avril 1891.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence le texte d'une lettre que Lord Knutsford a adressée au Gouverneur de Terre-Neuve, en date du 12 mars dernier.

Ce document vient de paraître dans la *Royal Gazette*. Il fait savoir aux propriétaires de homarderies britanniques en cours de construction ou bâties contrairement aux dispositions du *modus vivendi*, qu'ils ne pourront réclamer aucune indemnité au cas où la suppression de leurs établissements serait décidée par les commandants des divisions navales.

RIBALLIER DES ISLES.



ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. RIBALLIER DES ISLES A M. RIBOT, EN DATE  
DU 12 AVRIL 1891.

(Traduction)

(Extrait de la *Gazette Royale* du mardi, 7 avril 1891.)

Downing Street, 12 mars 1891.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté a été avisé que, depuis l'arrangement temporaire consenti avec le Gouvernement français l'an dernier, relativement aux homarderies de la partie de la côte de Terre-Neuve sur laquelle les Français ont certains droits de pêche, plusieurs nouvelles homarderies sont en construction ou projetées.

Vous n'ignorez pas que le Gouvernement français a toujours maintenu que ces homarderies, étant des constructions de nature plus ou moins permanente, tombent sous la définition *établissements sédentaires*, et qu'il est en droit de recourir au Gouvernement de Sa Majesté pour les faire enlever, en vertu de la déclaration annexée au Traité de Versailles de 1783.

La question de savoir si cette interprétation est fondée ou non fait partie des questions à résoudre prochainement; mais, d'ici là, le Gouvernement de Sa Majesté est, sans doute aucun, tenu d'empêcher les sujets britanniques d'interrompre les opérations légitimes de pêche des Français. C'est par ce motif que, dans toutes les concessions de la Couronne, sur cette partie de la côte, on réserve les droits garantis aux Français par les divers traités et engagements conclus par le Gouvernement de la Grande-Bretagne.

Ces faits sont bien connus à Terre-Neuve, et le Gouvernement de Sa Majesté ne peut admettre qu'il soit légalement tenu de payer des indemnités aux propriétaires de homarderies qui, par suite des engagements pris avec la France, peuvent être appelés à fermer leurs établissements comme portant atteinte aux droits des citoyens français. Toutefois, antérieurement au mois de mars dernier, où l'arrangement temporaire avec la France a été publié, il n'y avait eu en réalité, malgré les plaintes fréquemment renouvelées du Gouvernement français, que de rares obstacles apportés au fonctionnement des nombreuses homarderies, construites et exploitées par des sujets britanniques, et, grâce à cette immunité, il a été construit nombre de nouvelles homarderies en 1889 et dans la première partie de l'année 1890; les opérations de quelques-unes d'entre elles ont été arrêtées en vertu de l'arrangement, bien qu'on ait permis à un grand nombre de continuer la pêche.

La question du droit légal du Gouvernement de Sa Majesté d'exécuter ledit arrangement est actuellement soumise aux tribunaux, mais un certain temps s'écoulera nécessairement avant qu'une décision définitive soit rendue.

Le Gouvernement de Sa Majesté, en considération des circonstances susmentionnées, et bien qu'il ne puisse admettre aucun droit légal à une indemnité de la part des personnes dont on a dû fermer les homarderies ou qui avaient signé des contrats et engagé des dépenses, postérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 1889 et antérieurement à la publication du *modus vivendi*, et qui n'ont pu exécuter lesdits contrats par suite de l'Arrangement en question, estime qu'il est à désirer que vous nommiez une Commission pour instruire toutes les affaires de cette nature, à l'exception de celles qui sont l'objet des procédures légales susdites et pour soumettre à l'examen du Gouvernement de Sa Majesté un rapport constatant les pertes réelles, si pertes il y a, subies dans chaque cas particulier par suite de l'application des dispositions du *modus vivendi*.

Mais si le Gouvernement est disposé à examiner ces affaires en raison de ce que, dans certains cas, des personnes qui se proposaient d'élever des homarderies peuvent n'avoir pas reçu avis en temps utile que leurs homarderies étaient sujettes à être fermées, cette considération ne peut pas être invoquée par les personnes qui ont établi des homarderies après le 12 mars 1890. Je vous prie donc d'annoncer publiquement que toutes personnes qui construisent ou ont construit des homarderies depuis cette date, les établissent ou les ont éta-



blies à leurs risques et périls, et que le Gouvernement de Sa Majesté n'accueillerait aucune demande d'indemnité relativement à ces homarderies, s'il est jugé nécessaire de les fermer, en attendant le règlement définitif de la question des pêcheries.

J'hésite d'autant moins à vous charger de publier cet avis que, d'après les rapports qui m'ont été adressés sur l'industrie du homard, les pêcheries vont s'épuisant par suite d'une pêche exagérée, et il y a lieu de croire que les homarderies se multiplient beaucoup trop sur la côte.

KNUTSFORD.

**Le baron d'Estournelles de Constant, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 15 avril 1891.

Lord Kimberley a demandé hier à la Chambre des Lords quand le Gouvernement se proposait de procéder à la seconde lecture du bill relatif à l'arbitrage de Terre-Neuve et au renouvellement du *modus vivendi*; il a exprimé en même temps le regret qu'éprouveraient les délégués en arrivant ce soir ou demain matin à Londres de n'y pas trouver le premier ministre.

Lord Knutsford, en annonçant pour lundi le commencement de la discussion et en déposant le texte ci-joint du bill, a profité de l'occasion pour faire savoir que les délégués seraient admis à présenter eux-mêmes devant le Parlement leurs objections.

D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU BARON D'ESTOURNELLES DE CONSTANT A M. RIBOT,  
EN DATE DU 15 AVRIL 1891.

(Traduction.)

### Projet de loi :

*Loi pour remettre en vigueur certaines sections d'une loi de la cinquième année du règne du roi Georges IV, chapitre 51, en vue de l'exécution d'engagements contractés envers la France, relativement aux pêcheries de Terre-Neuve.*

Attendu que divers engagements, à dater de l'an 1713, ont été pris par la Grande-Bretagne et la France, relativement aux pêcheries de Terre-Neuve ;

Attendu que, en vue de mettre à exécution ces engagements (cités dans la présente loi sous la dénomination d'engagements relatifs aux pêcheries de Terre-Neuve), la loi de 1824, mentionnée dans l'annexe à la présente loi, a sanctionné les sections reproduites dans cette même annexe ;

Attendu qu'une législature dite « Assemblée générale » a été dûment constituée à et pour Terre-Neuve, en l'an 1832 ;

Attendu qu'en considération des pouvoirs dont la législature de Terre-Neuve a été ainsi investie, la loi de 1824, qui était une loi temporaire, a été prorogée, pour un temps limité seulement, jusqu'au 31 décembre 1834 et que la législature de Terre-Neuve ne l'a remplacée par aucune loi ayant même effet.

Attendu que, depuis l'expiration de la loi de 1824, les officiers des navires de Sa Majesté ont continué d'exécuter, en vertu des ordres et instructions de Sa Majesté, les engagements relatifs aux pêcheries de Terre-Neuve ; que, récemment, par suite de l'absence de dispositions législatives, il s'est élevé des doutes sur les pouvoirs de ces officiers à cet effet ;

Attendu que des contestations se sont élevées entre le Royaume-Uni et la France en ce qui concerne les engagements relatifs aux pêcheries de Terre-Neuve ; que des négociations, tendant à arranger ces contestations par voie d'arbitrage, sont en cours ; qu'en attendant la fin de ces négociations, des

arrangements temporaires peuvent être de temps à autre nécessaires, et qu'il convient de faire disparaître les doutes mentionnés plus haut, de faire revivre les dispositions reproduites dans l'annexe à la présente loi, et de les appliquer à tous arrangements temporaires qui pourront être conclus comme il vient d'être dit ainsi qu'à tout arrangement définitif relatif à ces contestations ;

Il est ordonné par Sa Très Excellente Majesté la Reine, sur l'avis conforme et avec le consentement des Lords spirituels et temporels et des membres de la Chambre des Communes, assemblés en ce présent Parlement, et en vertu de leur autorité, ce qui suit, savoir :

1. — (1). Les dispositions mentionnées dans l'Annexe à la présente loi seront remises en vigueur et auront leur plein effet ; le ou les Traités qui y sont cités comprendront non seulement les engagements relatifs aux pêcheries de Terre-Neuve mais encore tout autre arrangement temporaire conclu avec la France, soit avant soit après le vote de la présente loi, à l'effet de régler les contestations se produisant à propos de ces engagements.

(2). S'il est conclu un arrangement permanent entre le Royaume Uni et la France relativement aux contestations qui ont surgi par rapport aux engagements concernant les pêcheries de Terre-Neuve, il sera loisible à Sa Majesté de prescrire, par décision en Conseil, que les dispositions renouvelées par les présentes seront appliquées, comme si cet arrangement définitif était un des Traités mentionnés dans ces mêmes dispositions ;

(3). Cette décision ne pourra toutefois être prise qu'à la condition que le texte en ait été communiqué au Gouvernement de Terre-Neuve et soit resté déposé sur le bureau des deux Chambres du Parlement impérial, pendant un mois au moins.

2. Au cas où Sa Majesté la Reine, en Son Conseil, aurait constaté que, par une loi quelconque faite avant ou après le vote du présent acte par le Parlement de Terre-Neuve, des dispositions suffisantes ont été arrêtées en vue d'assurer l'exécution, suivant les ordres et instructions de Sa Majesté, des engagements relatifs aux pêcheries de Terre-Neuve, ou de tout arrangement analogue mentionné dans le présent acte, il sera loisible à Sa Majesté, en Son Conseil, de suspendre l'effet de tout ou partie du présent acte pour le temps où la loi en question restera en vigueur et non plus longtemps, et d'ordonner que ladite loi ait son effet en totalité ou en partie, avec ou sans modifications et changements, comme si elle faisait partie du présent acte, et toute décision en Conseil rendue dans ces conditions aura son plein effet.

3. Le présent acte sera désigné sous le titre de « Acte sur les pêcheries de Terre-Neuve de 1891 ».

#### ANNEXE

#### Extrait de la loi de 1824.

*Loi de la cinquième année de Georges IV, chapitre 51, intitulée : « Acte abrogeant diverses lois relatives aux pêcheries exploitées sur les bancs et les rivages de Terre-Neuve, et arrêtant des dispositions en vue d'une meilleure réglementation de ces pêcheries pendant cinq ans, pour prendre fin à l'expiration de la session parlementaire qui suivra la terminaison dudit délai de cinq ans.*

Article 12. — Il sera loisible à Sa Majesté ainsi qu'à Ses héritiers et successeurs, sur l'avis de Son Conseil ou de Leur Conseil, de donner au Gouverneur de Terre-Neuve, et à tous officiers de la station de Terre-Neuve, les ordres et instructions qu'elle jugera ou qu'ils jugeront convenables et nécessaires pour exécuter les Traités actuellement en vigueur entre Sa Majesté et tout Etat étranger ; et, dans le cas où cela serait nécessaire aux fins susdites, de leur donner des ordres et instructions pour enlever ou faire enlever tous chauffauds, claies et autres ouvrages que les sujets de Sa Majesté auraient établis, en vue de faire la pêche, sur la partie de la côte de Terre-Neuve qui s'étend du Cap

Saint-Jean au Cap Raye, passant au nord et descendant par le littoral occidental de l'île, ainsi que pour écarter ou faire écarter tous vaisseaux, navires et bateaux appartenant aux sujets de S. M., qui seraient trouvés dans les limites susdites, et, en cas de refus de quitter les parages ci-dessus spécifiés, pour y contraindre par la force les sujets de Sa Majesté, nonobstant tous usages, lois et coutumes contraires.

Art. 13. — Quiconque refusera, sur sommation faite par le Gouverneur ou par tous officiers sous ses ordres, en exécution des ordres ou instructions de Sa Majesté ainsi qu'il a été dit, de se retirer des limites ci-dessus indiquées, ou d'obéir aux sommations et invitations qui lui seront adressées conformément aux dispositions précédentes, sera, en raison de son refus ou de toute autre contravention à ces sommations et invitations, passible d'une amende de cinquante livres sterling, pourvu toutefois que tous procès ou poursuites, s'ils ont été intentés à Terre-Neuve, soient commencés dans l'année, et s'ils sont intentés devant l'un des Tribunaux ou Cours de Record (enregistrement) de Sa Majesté à Westminster, dans les deux ans qui suivront à partir de la date du délit.

---

**M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres,**  
à **M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Londres, 21 avril 1891.

Le Gouvernement vient de publier sur les Affaires de Terre-Neuve un nouveau *Blue book*. Ce document, qui comprend une période de correspondance s'étendant du mois de mai dernier jusqu'à ce jour, se compose principalement d'une série de protestations des habitants de Terre-Neuve contre l'attitude prise par le Gouvernement Impérial vis-à-vis des réclamations de la France.

Ce *Blue book* contient des détails sur l'application du *Bait act* de 1886. La perte subie par les habitants de Terre-Neuve auxquels cette loi interdit de vendre la boîte aux pêcheurs français est évaluée à 20,000 livres sterling par an, tandis que les frais imposés à la Colonie par la mise en vigueur de l'*act* montent à environ 9,000 livres.

Le mécontentement causé par cette mesure va croissant. A ce point de vue, je crois devoir signaler à Votre Excellence les incidents tumultueux auxquels a donné lieu ces jours derniers à Terre-Neuve l'arrestation par les autorités locales de pêcheurs de la colonie qui avaient tenté de vendre de la boîte aux bateaux français en contravention aux prescriptions du *Bait act*.

WADDINGTON.

---

**M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres,**  
à **M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Londres, 23 avril 1891.

Les délégués de Terre-Neuve ont été admis tantôt, sur la proposition de Lord Dunraven à la barre de la Chambre des Lords. Le premier Ministre de la Colonie, Sir W. Whiteway, a lu un long plaidoyer contenant l'histoire de la question et les objections de la Colonie tant à l'adoption du « Bill Knutsford », qu'à l'application de l'arrangement anglo-français. La conclusion de ce document est que le Gouvernement de Terre-Neuve consentirait à accepter et à assurer lui-même le renouvellement et l'exécution du *modus vivendi*, mais à la condition que l'arbitrage fût général et non pas limité.



La Chambre des Lords, sur la proposition de Lord Knutsford, a décidé d'ajourner la discussion à lundi prochain. Votre Excellence trouvera ci-joint le texte du *memorandum* lu par Sir W. Whiteway.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. WADDINGTON A M. RIBOT, EN DATE DU 23 AVRIL 1891.

**Mémoire lu à la Chambre des lords, le 23 avril 1891, par sir William Whiteway.**

(Traduction.)

Plaise à vos Seigneuries :

Au nom de la législature de Terre-Neuve, je me permets d'exprimer notre profonde gratitude pour la grande faveur que Vos Seigneuries ont faite à ses délégués, en nous admettant à paraître à la barre de cette très noble et très auguste Assemblée, afin de formuler les objections du Parlement de la Colonie contre le bill intitulé « Loi pour remettre en vigueur certaines sections d'une loi de la cinquième année du règne de Georges IV chapitre 31, en vue de l'exécution d'engagements contractés envers la France, relativement aux pêcheries de Terre-Neuve. »

J'exposerai ces objections d'une façon aussi concise que possible.

Il ne sera pas nécessaire de fatiguer Vos Seigneuries de la lecture de ces parties de traités et déclarations qui ont trait à Terre-Neuve, et qui toutes vous sont déjà familières. Je me contenterai donc de dire que l'article 13 du traité d'Utrecht (1713) a été remis en vigueur par l'article 5 du traité de Paris (1763), et que le traité de Versailles (1783) a rétabli les droits de pêche des Français dans le même état que sous le régime du traité d'Utrecht. Le traité de Paris (1814) a replacé les choses dans la position où elles se trouvaient en 1792 sous le régime du traité de Versailles et, en 1815, le troisième traité de Paris a confirmé le traité conclu l'année précédente. Nous attirerons particulièrement l'attention de Vos Seigneuries sur l'article 6 du traité de Paris (1763), sur l'article 4 du traité de Versailles (1783) et sur les déclarations qui accompagnaient ce dernier traité.

*Historique de la Législation.* — Il sera instructif de faire en quelques mots l'histoire de la législation dans ses rapports avec les traités et déclarations, et vous en comprendrez l'importance quand nous en viendrons à examiner les arguments que je me hasarderai à développer devant vous.

C'est un fait remarquable que durant soixante-quinze années, c'est-à-dire de 1713 à 1788 aucune disposition législative ne paraît avoir été adoptée relativement à l'exécution des traités d'Utrecht, de Paris et de Versailles.

La première loi sur cette matière a été votée en juillet 1788, cinq ans après la signature du traité de Versailles. Elle rappelait d'abord les engagements pris par les traités et déclarations accompagnant le traité de Versailles, et contenait ensuite les dispositions suivantes :

Article premier. — « Il sera loisible à Sa Majesté et à ses héritiers et successeurs, sur l'avis de Son ou de Leur Conseil, de donner au Gouverneur de Terre-Neuve et à tout fonctionnaire dans ce pays les ordres et instructions qu'Elle jugera ou qu'ils jugeront convenables et nécessaires pour atteindre le but visé par le traité définitif et la déclaration précitée, et, s'il est nécessaire à cet effet, de donner des ordres et des instructions au Gouverneur et aux agents susdits pour enlever ou pour faire enlever tous chaufauds, claies et tous autres ouvrages quelconques servant à la pêche établis par les sujets de Sa Majesté sur cette partie de la côte de Terre-Neuve qui s'étend du cap Saint-Jean au cap Raye, en passant au nord et descendant par le littoral occidental de l'île, ainsi que pour écarter ou faire écarter tous vaisseaux, navires et bateaux appartenant aux sujets de Sa Majesté qui seraient trouvés dans les limites susdites et, en cas de refus de quitter les parages ci-dessus spécifiés, d'y contraindre par la



force les sujets de Sa Majesté, nonobstant toutes lois, tous usages et toutes coutumes contraires.

Art. 2. — « Et qu'il soit également édicté, de par l'autorité précitée, que quiconque refusera une sommation faite par le Gouverneur ou par tout fonctionnaire sous ses ordres, en exécution des ordonnances ou instructions de Sa Majesté, de se retirer des limites ci-dessus indiquées, ou de se conformer aux sommations ou aux avis qui leur seront adressés à l'effet susdit par le Gouverneur ou autre agent, sera, en raison de son refus ou de toute autre contravention aux sommations ou avis susdits, passible d'une amende de deux cents livres sterling, somme qui sera recouvrée par la Cour de Session et la Vice-Amirauté de ladite île de Terre-Neuve, ou, en vertu d'assignations, plaintes ou commissions, par l'une quelconque des Cours de Record (enregistrement) de Sa Majesté, à Westminster ; la moitié de cette amende revenant à Sa Majesté et à ses héritiers et successeurs, et l'autre moitié à ceux qui auront poursuivi ce recouvrement, pourvu, toutefois, que toute poursuite, si elle est introduite à Terre-Neuve, soit commencée, dans les trois mois, et, si elle est introduite devant l'une des Cours de Record de Sa Majesté à Westminster, dans les douze mois qui suivront le délit. »

La guerre mit fin au traité de Versailles ; et bien que le traité de Paris de 1814 rendit à la France « les colonies, pêcheries et comptoirs de toutes sortes que la France possédait au 1<sup>er</sup> janvier 1792, » il ne paraît pas que l'on ait considéré que ce traité remit en vigueur la loi ci-dessus citée. En 1824, en effet, une loi intitulée « Loi abrogeant diverses lois relatives aux pêcheries « exploitées sur le rivage et les bancs de Terre-Neuve et arrêtant des dispositions en vue d'une meilleure réglementation des pêcheries, pendant cinq ans, pour prendre fin à l'expiration de la session parlementaire qui suivra la « terminaison dudit délai de cinq ans », contenait deux articles, 12 et 12, qui étaient presque littéralement les mêmes que ceux cités plus haut ; et ce sont ces deux articles qu'on propose de remettre en vigueur par le bill qui est soumis maintenant à Vos Seigneuries.

Une loi a été adoptée en 1829, afin de proroger la loi 5, Georges IV, chapitre 51, à laquelle je viens de me référer, jusqu'au 31 décembre 1832 ; et en 1832, la loi 5, Georges IV, chapitre 51, a été prorogée jusqu'en 1834, « et non pour un temps plus long ». En 1832, on octroya une législature à Terre-Neuve, et la première réunion de l'Assemblée eut lieu en 1833 ; le Parlement, en 1834, ne maintint pas en vigueur la loi votée en 1824 et laissa à la législature de la colonie la tâche d'adopter des lois et de faire des règlements pour exécuter les traités et déclarations.

La législature de la colonie n'usa pas de cette faculté et il ressort des comptes rendus que jamais son attention ne fut attirée sur ce sujet. Un fait est acquis cependant, c'est que, en 1834, la dernière loi du Parlement sur cette matière est venue à expiration en vertu d'une des dispositions mêmes de cette loi et que, depuis ce jour jusqu'à l'heure actuelle, aucun pouvoir légal n'a existé pour assurer l'exécution des instructions données par Sa Majesté au commandant des forces navales sur les côtes de Terre-Neuve. Aujourd'hui on propose de faire voter de nouveau les prescriptions de la loi 5, Georges IV, chapitre 51, et de les appliquer d'une manière à laquelle on n'avait jamais pensé auparavant. La loi qui est aujourd'hui soumise à votre honorable Assemblée contient les clauses suivantes :

(Le mémoire lu par sir Whiteway reproduit ici les paragraphes 1, 2 et 3 du projet de loi de lord Knutsford, insérés plus haut.)

*Objections.* — Après avoir ainsi brièvement rappelé les dispositions des traités et déclarations et avoir fait l'histoire de la législation qui s'y rattache, nous nous permettons d'attirer votre attention sur les objections que la colonie oppose au bill actuellement présenté :

1<sup>o</sup> Nous protestons contre l'adoption du bill en ce moment soumis à Vos Seigneuries, parce qu'il a été présenté au Parlement impérial avant que le Gouvernement, la législature ou la population de Terre-Neuve aient pu l'accepter, ou

s'y opposer, ou proposer quelque amendement à ce bill, mode d'agir qui est contraire aux principes du régime du Gouvernement responsable octroyé à la colonie, et en opposition directe, suivant notre manière de voir, avec les assurances données en 1857 à la colonie. A cette époque, en effet, le très honorable secrétaire d'Etat envoya la dépêche suivante au Gouverneur de Terre-Neuve pour annoncer l'abandon d'une convention projetée avec la France.

Downing street, 26 mars 1887.

• Le Gouvernement de Sa Majesté, en concluant une convention avec le Gouvernement français, avait l'espoir d'arriver à une solution satisfaisante des nombreuses questions, compliquées et difficiles, qui ont surgi entre les deux pays au sujet des pêcheries de Terre-Neuve. Mais il a agi dans la ferme intention de demeurer fidèle à deux principes qui l'ont guidé et qui continueront à le guider, à savoir que les droits dont jouit actuellement la population de Terre-Neuve ne pourront faire l'objet d'une cession ou d'un échange sans l'assentiment de celle-ci, et que la procédure constitutionnelle pour soumettre les mesures projetées à cet assentiment est d'en saisir le Parlement colonial.

« Pour cette raison, le Gouvernement de Sa Majesté a suivi le mode de procéder précédemment adopté, à l'occasion de la convention de réciprocité avec les Etats-Unis, et qui a été dans ce cas accepté et suivi par la législature de Terre-Neuve. C'est en parfaite conformité avec ce précédent qu'il a été estimé nécessaire, dans la circonstance actuelle, d'ajouter une condition relative à l'intervention du Parlement, afin que, s'il était nécessaire, les obstacles qui pouvaient exister contre l'arrangement en question dans la série des lois impériales pussent être ultérieurement écartés.

La colonie ayant repoussé maintenant d'une façon qui ne prête à aucune équivoque les dispositions contenues dans la convention, celles-ci deviennent nulles. Et vous êtes autorisé à donner telles assurances que vous jugerez convenables pour affirmer que le consentement de la colonie de Terre-Neuve est considéré par Sa Majesté comme la condition préliminaire et essentielle de toute modification de ses droits territoriaux ou maritimes. »

*Signé : LABOUCHÈRE.*

*A M. Darling, Gouverneur, etc., etc., Terre-Neuve.*

Ni la présente loi, ni aucune autre loi spéciale n'ont jamais été soumises au Gouvernement colonial ou au Parlement pour être expressément acceptées, rejetées ou amendées. Jusqu'au 17 mars dernier, le Gouvernement de la colonie, et, jusqu'au 18 mai, le Parlement colonial n'avaient pas été informés que cette loi serait présentée, bien que le Gouvernement britannique eût décidé, dans le milieu de janvier, d'en poursuivre l'adoption et eût adressé au gouverneur O'Brien, le 19 du même mois, une dépêche le renseignant sur ce bill. Cette dépêche a dû être reçue par le Gouverneur avant la mi-février, mais ne fut pas communiquée au Gouvernement de la colonie avant la date sus-mentionnée. Le Gouvernement et la Législature de la colonie eurent, en ce jour (19 mars) seulement et grâce à des télégrammes particuliers, connaissance du dépôt de la loi sur le bureau du Parlement, et les demandes réitérées adressées par la Législature au Gouvernement britannique, afin d'obtenir un exemplaire du texte du bill, ne réussirent pas à nous le procurer avant notre départ de la colonie. Si ce bill avait été, préalablement à son dépôt, communiqué au Gouvernement et à la Législature de Terre-Neuve, si en même temps le ministère avait fait connaître son intention d'en demander le vote au Parlement, on eût pu prendre des dispositions qui auraient prévenu l'état de choses regrettable d'aujourd'hui.

Nous faisons respectueusement observer que le pouvoir de légiférer dans toutes les questions concernant le territoire situé dans les limites de la juridiction appartient au Parlement local sous réserve, bien entendu, de l'assentiment de Sa Majesté ; et bien que nous ne prétendions pas avancer que le Parlement impérial ne soit pas investi du pouvoir de légiférer pour la colonie,

nous insistons très humblement sur ce que ce pouvoir ne devrait être exercé qu'après un refus explicite du Parlement local d'adopter les lois réclamées par les circonstances et, même alors, seulement dans les cas d'extrême nécessité.

En vertu de la clause première « tout arrangement temporaire fait avec la « France, soit avant, soit après l'adoption de la présente loi », est exécutoire comme si c'était un traité, et, en vertu de la clause 2, « tout arrangement permanent » avec la France « relativement aux contestations qui ont surgi par rapport aux engagements « concernant les pêcheries de Terre-Neuve » sont également exécutoires comme s'ils étaient des traités. Il nous paraît que ces dispositions ont été prises pour donner un caractère légal au *modus vivendi* arrêté avec la France en 1890, aussi bien qu'à son renouvellement en la présente année. Il nous semble donc que nous sommes en présence d'une législation rétroactive de nature à léser les intérêts des personnes réclamant des dommages-intérêts pour les pertes subies en 1890 par suite de l'application de ce *modus vivendi*. Nous prétendons que c'est là une immixtion dans les droits des sujets qui ne devrait pas être permise. Toutefois un danger bien plus sérieux et une infraction bien plus grave au droit constitutionnel paraît être envisagée et se trouve dans les dispositions donnant force de loi aux arrangements futurs. Selon notre façon d'interpréter le projet de loi, le Gouvernement aurait le pouvoir, si ce projet était adopté, de céder à la France les droits les plus précieux de la colonie et cela sans le consentement de la colonie et même malgré ses plus vives protestations. Bien plus encore, aux termes du Bill, le Parlement impérial lui-même paraît être virtuellement dépouillé d'un contrôle constitutionnel qu'il a exercé de tout temps.

Le bill porte que, quand un arrangement permanent aura été fait avec la France, il sera loisible à Sa Majesté de le sanctionner par un ordre en Conseil, et bien qu'il soit édicté que cet ordre en Conseil « devra être communiqué au « Gouvernement de Terre-Neuve et déposé sur le bureau des deux Chambres » du Parlement impérial pendant un mois au moins, » aucun moyen effectif de protestation ni droit de rejet n'est assuré à la colonie, tandis que, en s'abstenant simplement de désapprouver ledit ordre en Conseil, le Parlement impérial ferait peser à jamais sur la colonie les charges de l'arrangement le plus onéreux pour elle. Le Parlement de la colonie est épouvanté du danger qui la menace ainsi. Les arrangements qui ont été proposés dans le passé lui ont donné lieu de craindre des concessions excessives à la France au détriment des droits de la colonie, qui appréhende que l'on n'ait maintenant l'intention de lui imposer un arrangement qu'elle n'accepterait pas de son plein gré. Que l'on ait ou non cette intention aujourd'hui, le bill soumis actuellement à Vos Seigneuries confère évidemment la faculté d'agir ainsi et est conséquemment une menace pour le droit de consentement préalable promis à la colonie par le Gouvernement britannique en 1857.

La population de l'île peut, à tout moment, se trouver entravée par un arrangement ruineux pour ses intérêts, sans avoir aucun moyen de l'empêcher ; et nous prions aussi Vos Seigneuries de se souvenir que les conventions signées en 1857 et 1884-85, assurant des concessions à la France, auraient eu, si elles avaient été exécutées, des conséquences désastreuses pour les intérêts de la colonie au point de vue de la pêche. Ce qui est arrivé déjà peut se reproduire, et le bill qui est soumis à Vos Seigneuries fournit l'occasion de rendre permanents de semblables arrangements. On a prévu, il est vrai, que le Parlement de la colonie pourra adopter une législation qui remplacerait le bill actuel ; mais celui-ci ne doit pas être suspendu jusqu'au moment où le Parlement local aura conféré à Sa Majesté, en Son Conseil, les mêmes pouvoirs précisément qu'Elle aurait en vertu de ce bill ; cette disposition n'est donc qu'une concession illusoire signifiant seulement que les charges imposées à la colonie par une loi du Parlement britannique se peuvent être écartées que si le Parlement colonial se les impose lui-même.

Se référant à l'arrangement de 1884-85, le très honorable premier Lord de la Trésorerie a publiquement déclaré que cette convention avait d'abord été



acceptée par le Gouvernement et la législature de Terre-Neuve, puis rejetée. En cela, l'honorable premier Lord a été mal informé. Le Gouvernement de la colonie s'est refusé, dès le début, à faire autre chose que soumettre l'arrangement amendé à la Législature, mais la Législature n'a été aucunement consultée à ce moment. Avant que les amendements proposés eussent été approuvés, un nouveau cabinet fut appelé au pouvoir; et, dans la session de 1886, l'arrangement conclu fut soumis à la Législature qui le renvoya à une commission choisie parmi les membres des deux Chambres; cette commission étudia la question pendant deux sessions, et finalement l'arrangement fut rejeté à l'unanimité. Il nous sera permis de répondre à l'accusation que le Parlement colonial a agi d'une façon déraisonnable en rejetant la convention, en signalant un fait très significatif. Sir G. W. des Vœux, aujourd'hui gouverneur de Hong-Kong, fut envoyé à Terre-Neuve afin d'amener le Parlement à adopter la convention. Peu de mois après son arrivée, dans une dépêche adressée au *Colonial Office*, il exposa ses vues sur ce sujet dans les termes énergiques que voici :

« Maintenant que je comprends parfaitement la position actuelle de la colonie, ce ne m'est plus un sujet d'étonnement que la Législature ait refusé jusqu'ici de ratifier l'arrangement proposé avec la France. Je puis, en effet, à peine imaginer que cet arrangement soit jamais accepté tant que la clause relative à la boîte continuera à y figurer et tant qu'on n'aura pas la garantie que les primes d'exportation cesseront d'être fixées comme elles sont.

« Bien que, en effet, tous les autres articles aient l'apparence de concessions de la part de la France, et que quelques-unes de ces concessions soient, sans doute, réelles, elles sont toutefois démesurément dépassées par la seule qui soit demandée à la colonie. Car si l'on accordait aux Français un droit inaliénable de se procurer ici de la boîte, l'avenir, non seulement de la côte où ils ont déjà des droits de pêche, mais de toute la colonie, dépendrait en fait de leur Gouvernement. »

2<sup>o</sup> Nous protestons contre cette loi parce qu'elle est faite sur le modèle d'une loi adoptée à une époque où la colonie n'avait pas son Parlement propre, et où il n'y avait qu'une faible population sur la côte directement intéressée, tandis que maintenant la colonie a une législature depuis plus d'un demi-siècle, et que, sur le rivage visé par le traité, il y a maintenant des établissements d'une extrémité à l'autre. La colonie a obtenu un Parlement en 1832, et il y a déjà bien des années que le Gouvernement anglais permet de s'établir sur le rivage placé sous le régime des traités. Avec le consentement de celui-ci, des concessions de terre, subordonnées aux droits de la France, ont été accordées. La région a été colonisée et améliorée. Avec le même consentement, on a accordé aux habitants de cette côte une représentation dans la Législature; on a nommé des magistrats et des officiers de douane, on a établi des communications télégraphiques, postales et maritimes, on a levé des impôts et on a fait des dépenses publiques. En présence de ce grand changement apporté aux conditions du pays, il serait impossible de faire revivre une loi votée il y a plus d'un siècle et qui permettrait à des officiers de marine de réduire à néant la valeur de toute propriété située sur la terre ferme aussi bien que dans les eaux de la côte soumise aux traités, tant de celle qui appartient aux milliers d'habitants qui y demeurent, que de celle que possèdent les milliers de personnes qui, chaque année, viennent pêcher à la côte. Car la loi proposée ne renferme aucune disposition en vue d'indemniser les gens dont elle lèserait le droit de propriété; et, sous le régime de ce bill, le Gouverneur de Terre-Neuve ou tout autre officier de la station serait investi du droit d'expulser sans contrôle un sujet britannique de la côte visée par le traité, d'y détruire ce qu'il y possède et de le laisser absolument privé de tout recours comme de toute indemnité.

En présence de ces faits, nous nous permettrons d'affirmer que ce serait une injustice criante envers des sujets britanniques que de donner aux officiers de marine les pouvoirs prévus par ce bill.

Si ce bill devient loi, il aura nécessairement pour effet de détourner les capitaux des entreprises minières, agricoles et forestières sur une moitié de l'île.



Cette partie de Terre-Neuve restera à jamais un désert, car si l'on admet la possibilité que des établissements doivent être abandonnés à tout moment par la simple volonté d'un homme, il ne se trouvera personne pour risquer son capital dans une aventure si incertaine et si précaire.

Si ce bill devient loi et si des sujets anglais peuvent être expulsés d'un sol britannique par la simple volonté d'un officier de marine, nous ferons humblement observer que, en ce qui concerne cette partie de l'île, le droit de souveraineté y est un simple mythe, un vain mot, tandis que la faculté concédée aux Français de prendre le poisson et de le sécher sur le rivage les investit de tout ce qui y a de la valeur.

3<sup>e</sup> Nous protestons contre la loi qui est soumise à Vos Seigneuries, car elle a pour but de sanctionner des règlements destinés à exécuter des traités sur l'interprétation desquels on n'est pas d'accord, règlements conçus dans un sens qui les rend oppressifs et injustes pour des sujets britanniques. Des hommes d'Etat anglais ont déclaré que, en vertu des traités, les Français jouissent uniquement du droit de pêcher conjointement avec les sujets anglais dans les eaux, le long de la côte visée par les traités; mais, se fondant sur des règlements semblables à ceux auxquels ce bill tend à donner force légale, des officiers de la marine britannique ont interdit à nos pêcheurs d'exercer des droits qu'ils ont en commun avec les Français, ont chassé nos bateaux hors des ports d'abri de la côte et ont agi comme si les sujets britanniques n'avaient, sur le rivage visé par les traités, que des droits inférieurs à ceux qu'y possèdent les Français. Ainsi les hommes d'Etat britanniques ont, en fait, convié nos populations à faire des actes en raison desquels les officiers britanniques les ont punis, et il continuera à en être ainsi jusqu'à ce que le sens des traités soit arrêté d'une façon définitive. Nous ne devrions pas être ainsi soumis à des charges à la fois odieuses et incertaines.

4<sup>e</sup> Nous protestons contre ce bill, parce que, négligeant absolument les tribunaux municipaux, il commet l'exécution des traités et des règlements au soin et à la suprême autorité d'officiers de marine, étrangers à la science du droit et de la procédure, incapables, par suite, de prononcer sur des questions abstraites qui intéressent, d'une part, la paix de l'Empire et, de l'autre, les droits des particuliers. La souveraineté de Terre-Neuve appartient à Sa Majesté et le droit de pêcher et de sécher le poisson sur le rivage a été concédé aux Français uniquement à titre de commodité. Ils ont le droit de jouir de cette commodité et, s'ils ont à alléguer quelque interruption ou dommage dans l'exercice de leur droit, ils doivent s'adresser tout d'abord, afin d'obtenir justice, aux tribunaux judiciaires du souverain territorial.

Nous insistons donc très vivement sur ce fait que les tribunaux ordinaires de Terre-Neuve ont seuls compétence pour connaître des contestations entre pêcheurs anglais et français. On pourrait en appeler en dernière instance à Sa Majesté et au Conseil privé. En aucun cas, il ne devrait être permis à des officiers de marine de juger les contestations de cette nature, puisqu'il existe déjà des Cours de justice à cet effet dans la Colonie, et, s'il était jugé impossible que les Cours ordinaires de justice appliquassent la loi de manière à assurer avec équité justice aux Français, on pourrait et devrait alors instituer des Cours spéciales.

5<sup>e</sup> Nous protestons contre ce bill parce qu'il tend à sanctionner un *modus vivendi*, qui :

(a) A été consenti et renouvelé sans le consentement de la Colonie;

(b) A été renouvelé après promesse formelle qu'il ne serait valable que pour un an;

(c) A été renouvelé sans qu'on ait garanti l'exploitation des établissements installés, achevés ou outillés sur la foi de la promesse que le *modus vivendi* primitif était consenti pour une année seulement;

(d) A été renouvelé sans assurer les indemnités à accorder à ceux qui ont eu foi dans cet engagement.

6<sup>e</sup> Nous protestons contre ce bill, car il a pour but d'assurer l'exécution des

décisions d'une Commission arbitrale, qui n'a reçu de pouvoirs définitifs que pour statuer sur une seule question, alors que la Colonie a constamment protesté contre la prétention de soumettre isolément cette question à un arbitrage. La Colonie est toute prête à soumettre à un arbitrage général toutes les questions soulevées par les Traités et Déclarations; elle demande seulement qu'il ne soit pas prononcé sur une question isolée tant qu'une décision n'aura pas été prise sur tous les autres points en litige, et que la sentence arbitrale soit exécutoire en bloc. Aux termes de la Convention d'arbitrage récemment conclue, nulle question ne peut être soumise aux arbitres en dehors de celles qui touchent la pêche sur le *french shore*, et encore celles-là seulement qu'on aura convenu d'y soumettre. Cette disposition exclut de l'arbitrage une des questions les plus importantes que la Colonie désire voir trancher (celle de l'occupation et de l'usage des îles Saint-Pierre et Miquelon) et assure à chacune des deux Parties contractantes la possibilité de réserver toute question, fût-ce une de celles qui concernent les pêcheries, qu'elle estimerait contraire à ses intérêts de laisser trancher. Après le règlement de la question des homarderies, l'une ou l'autre partie peut, à n'importe quel moment, ou si elle n'est pas satisfaite d'une décision intervenue sur un point particulier, mettre un terme à la procédure d'arbitrage; et ce résultat pourra se produire à un moment des plus embarrassants pour l'autre Partie. Donc, d'une part, la Colonie voit que, sous le régime de l'Arrangement actuel, il sera impossible d'obtenir le règlement de toutes les questions; d'autre part, elle n'a aucune garantie que, si des décisions défavorables sur certaines questions sont rendues, elle aura du moins chance d'en obtenir d'avantageuses sur d'autres points. Favorable à un arbitrage général, la Colonie proteste donc de la façon la plus formelle contre un arbitrage partiel.

Le premier Lord de la Trésorerie a déclaré publiquement que l'on avait fait connaître au Gouvernement de la Colonie les termes de la Convention d'arbitrage avant qu'ils eussent été définitivement arrêtés. Tel n'est pas le cas, nous avons le regret de le dire. Le 7 mars dernier, le Très Honorable Secrétaire d'Etat pour les Colonies a fait savoir au Gouverneur qu'un arbitrage interviendrait sous peu dans la question des homarderies, et immédiatement le Gouvernement de la Colonie a envoyé par télégraphe une protestation contre tout arbitrage qui ne comprendrait pas l'ensemble des questions soulevées par l'exécution des Traités et des Déclarations. Sept jours après, c'est-à-dire le 16 mars dernier, le Secrétaire d'Etat a télégraphié qu'une Convention d'arbitrage avait été signée *cinq jours auparavant* et en a fait alors seulement connaître les termes.

7<sup>o</sup> Nous protestons contre ce bill, parce que, tandis qu'il permet des dépouilles sur la côte visée par les Traités, il ne prévoit aucune indemnité pour les personnes qui seraient lésées par l'application dudit bill, et qu'il rend ainsi les titres de propriété extrêmement précaires. Nous avons déjà exposé l'effet que produira ce bill en entravant le développement des richesses de la Colonie, mais nous ne pouvons insister assez fortement sur le devoir de protéger les droits des particuliers. Si ceux qui viennent s'établir sur la côte visée par le Traité sont exposés à toute heure à être expulsés par des officiers de marine, ils devraient tout au moins avoir la certitude d'être indemnisés. S'il faut sacrifier le petit nombre aux intérêts de la majorité, la majorité devrait les indemniser et, suivant nous, le principe de cette indemnité devait être inscrit dans tout acte que le Parlement viendrait à voter.

Nous n'ignorons ni ne méconnaissons les difficultés avec lesquelles le Gouvernement de Sa Majesté est aux prises, et nous désirons sincèrement l'aider à les résoudre. Animés de cet esprit, nous sommes venus devant lui avec des propositions conçues en vue de donner, nous en sommes convaincus, tous les pouvoirs nécessaires pour exécuter les Traités, Déclarations et Arrangements conclus avec la France, selon leur véritable esprit et leur véritable sens. Ces propositions sont les suivantes :

1<sup>o</sup> (a) La législature de Terre-Neuve adoptera immédiatement une loi auto-

risant l'exécution du *modus vivendi* pour cette année, de la sentence de la Commission d'arbitrage sur la question des homarderies, ainsi que des Traités et Déclarations suivant les instructions arrêtées par Sa Majesté en Conseil.

(b) La discussion du bill actuellement soumis au Parlement sera suspendue jusqu'à ce que la loi précitée ait été votée, puis le bill sera retiré.

(c) On discutera et arrêtera avec les Délégués résidant en ce moment dans cette ville, et aussi promptement que possible, les termes de la loi devant conférer des pouvoirs aux tribunaux et pourvoir aux règlements destinés à assurer l'exécution des Traités et déclarations, ladite loi devant être votée par la législature de la Colonie aussitôt qu'il y aura accord.

2° (a) La convention d'arbitrage actuelle ne pourra être étendue à des questions autres que celle des homarderies, sans le consentement préalable de la Colonie ; en ce cas, la Colonie sera représentée au sein de la Commission.

(b) La Colonie désire la conclusion d'une convention d'arbitrage général sur toutes les questions soulevées par l'une ou l'autre des Parties en raison des Traités et Déclarations. Si cette convention est conclue, la Colonie de Terre-Neuve demande à être représentée dans la Commission arbitrale, et elle adoptera alors une loi pour assurer l'exécution de la sentence.

Nous regrettons que jusqu'à présent ces propositions n'aient pas été acceptées et qu'aucun espoir nous ait été offert qu'elles le seraient. Les dispositions législatives temporaires que nous avons proposées eussent été sans retard votées par le Parlement de la Colonie, et il aurait été ainsi amplement paré aux difficultés actuelles. Les détails d'une solution permanente et entièrement satisfaisante pourraient être arrêtés et votés sans délai par le Parlement de la Colonie. L'adoption de nos propositions ferait tomber aussitôt l'agitation et remédierait à un état d'esprits qui rend l'action coercitive des navires de guerre très délicate, sinon impossible. Si le bill soumis maintenant à Vos Seigneuries devient loi, ses dispositions devront être appliquées à une population pleine de mécontentement, tandis que si nos propositions sont adoptées tous les avantages que le présent bill a pour objet d'atteindre seront obtenus avec facilité et à l'amiable, sans atteinte portée à la légitime fierté d'une population qui, bien que peu nombreuse, possède autant de titres au respect que les habitants de la contrée la plus puissante de l'Empire britannique. Il ne faut attendre rien de bon de la contrainte ou de la menace, quand on est en présence d'un peuple qui tient à faire tout son devoir. Sanctionner le bill soumis à Vos Seigneuries, devant les propositions faites par nous, serait une injure gratuite à une population loyale.

En vous priant humblement de ne pas admettre ce bill à une seconde lecture, nous avons pleinement confiance d'agir conformément aux vrais intérêts de Terre-Neuve et de l'Empire. Le vote du bill laisserait une blessure vivace dans le cœur des colons et créerait un précédent qui inquiéterait à tout jamais les Colonies ayant un gouvernement propre. En offrant, au nom du Parlement colonial, d'assurer l'accomplissement honorable d'obligations particulièrement odieuses, nous sommes animés de l'esprit de patriotisme et de dévouement à l'Empire, et nous déclarons très respectueusement que persister à adopter le présent bill serait faire peu de cas de la foi dans le Parlement britannique qui a animé notre Législature quand elles nous ont envoyés à la barre de cette Assemblée.

En terminant, j'ajouterai que le temps ne nous a pas permis de préparer un exposé complet de l'affaire, qui nous a amenés ici, tel que nous aurions voulu vous le soumettre ; nous avons espéré que le délai qui nous a été accordé pour préparer ce rapport aurait été prolongé. Mais nous devons exprimer notre gratitude pour l'attention patiente que vous nous avez accordée. Nous avons confiance que Vos Seigneuries voudront bien suppléer à l'insuffisance de notre plaidoyer. Nous n'ignorons pas le profond intérêt que vous portez à cette question ni la compétence avec laquelle vous la traiterez. Nous remettons donc nos intérêts entre vos mains avec la parfaite confiance que vous observerez vis-à-vis de la Colonie cet esprit de justice qui est dans les traditions de cette très noble Assemblée.



**M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 28 avril 1891.

La discussion du bill présenté par Lord Knutsford était hier à l'ordre du jour de la Chambre des Lords. La seconde lecture a été votée à la suite d'un long débat. Du côté du Gouvernement, le Marquis de Salisbury et Lord Knutsford, Secrétaire d'Etat pour les Colonies, ont pris la parole et, du côté de l'opposition, trois anciens Ministres du parti libéral, Lord Kimberley, le Duc d'Argyll et Lord Herschell. Lord Knutsford a ouvert le débat en rappelant les points principaux sur lesquels ont porté les négociations du Gouvernement Impérial avec la Colonie de Terre-Neuve et avec les Délégués, lorsque ceux-ci sont venus précédemment en Angleterre. Le Secrétaire d'Etat pour les Colonies s'est appliqué à démontrer que rien n'avait été caché des négociations avec le Gouvernement de la République, non plus que des conséquences qu'entraînerait l'opposition éventuelle de la Colonie aux arrangements intervenus entre la France et l'Angleterre.

Lord Salisbury, ainsi que l'avait déjà fait Lord Knutsford, a protesté, dans un discours dont le texte est ci-joint, de son désir de ne pas blesser sans un motif impérieux les sentiments des Colonies anglaises. Il a pris, au nom du Gouvernement, l'engagement d'abroger plus tard la loi dont il demande la seconde lecture, au cas où le Parlement de Terre-Neuve prendrait des mesures qui rendraient superflues les dispositions du bill actuel. Et pour donner au Parlement colonial le temps de satisfaire à cette condition, Lord Salisbury a annoncé que le Gouvernement ne saisirait pas la Chambre des Communes de ce bill avant les vacances de la Pentecôte, c'est-à-dire avant le 21 mai. Quant à la question de procédure, la raison qui a déterminé Lord Salisbury à présenter sans retard ce bill à la Chambre des Lords est que, s'il avait commencé par le soumettre à la législature de Terre-Neuve, il n'aurait pu connaître sa décision que trop tard pour prendre les dispositions que nécessite la campagne de pêche de cette année. Pour ces motifs, Lord Salisbury refuse de suspendre ou d'abandonner, ainsi que le lui demandait l'opposition, la seconde lecture du bill. Il ne met pas en doute la sincérité des promesses faites par les Délégués ; mais, quand on a affaire à une assemblée parlementaire, il faut toujours, a-t-il dit, compter avec l'imprévu.

Il faut noter que Lord Salisbury ne repousse pas une autre concession réclamée par les Délégués et consent, ce qui serait fort grave, à transférer aux tribunaux de la Colonie une partie de la juridiction exercée jusqu'à présent par des officiers de marine. Lord Salisbury a paru admettre le principe de cette réforme, non sans stipuler que cette question devrait faire l'objet d'un examen ultérieur.

Comme les orateurs n'avaient parlé jusque là que des susceptibilités de Terre-Neuve, Lord Salisbury n'a pas cru pouvoir passer sous silence celles que cette question avait éveillées en France et a rappelé à quel point le Gouvernement de la République s'était montré jaloux, au cours des négociations, de n'accepter qu'un arbitrage limité.

WADDINGTON.



ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. WADDINGTON A M. RIBOT, EN DATE DU 28 AVRIL 1891.

*Séance du 27 avril à la Chambre des Lords.*

(Extrait du *Times* du 28 avril.)

(Traduction.)

Le marquis de Salisbury. — Mylords, je ne connais pas de question sur laquelle il soit plus difficile et plus délicat de parler que celle qui est présentement soumise à votre examen. Nous nous occupons, en effet, d'une question qui a excité les plus vifs sentiments, non seulement chez nos colons, pour lesquels nous ressentons la sympathie la plus profonde, mais encore chez nos voisins et alliés de l'autre côté du détroit, avec lesquels nous désirons vivre en aussi bonne harmonie que possible. Voilà donc une circonstance dans laquelle je crois que tout personnage occupant une situation officielle serait excusable de rendre hommage au proverbe qui prétend que *le silence est d'or*. La suite des débats dans cette Chambre ne semble pas, d'ailleurs, nécessiter de nombreuses observations de ma part. Le bill a été, en somme, accueilli avec faveur. Je crois que, sur tous les points essentiels, on est déjà en grande partie d'accord; quant aux questions moins importantes dont il a été fait mention, elles n'exigent pas une longue discussion. Le bill lui-même, dans sa rédaction, a été l'objet de bon nombre de critiques; mais je déclare, avec quelque hésitation cependant, parlant comme je fais après le noble et savant Lord que vous venez d'entendre (Lord Herschell), qu'il n'a pas dû lire le bill avec son attention habituelle. Il me semble qu'on doit tenir compte de la dernière phrase du préambule, lorsque l'on essaie d'interpréter le reste du bill. Il est évident que l'arrangement temporaire, dont il est question dans ce préambule, est précisément ce *modus vivendi* qui est connu de Vos Seigneuries et dont le texte a été déposé sur le bureau de la Chambre. Il est clair aussi que les Arrangements permanents sont le résultat des négociations qui étaient en cours au moment du dépôt du bill, et que ces Arrangements permanents ont exclusivement rapport aux différends qui se sont produits entre ce pays et la France au sujet des pêcheries.

Le comte de Kimberley. — Il s'agit de différences d'interprétation.

Le marquis de Salisbury. — Différences d'interprétation, oui certainement. Evidemment, il y a des différences d'interprétation; mais ces différences-là subsistent notoirement, et elles font l'objet de négociations. Je ne désire pas cependant défendre absolument la rédaction du bill. Il arrive souvent qu'une personne non initiée accepte une rédaction sans voir parfaitement de quelle manière le langage employé concorde avec ses propres idées. L'un des avantages qui, je l'espère, résulteront de la discussion devant cette Chambre, est que, s'il existe dans le bill quelque ambiguïté, quelque difficulté sur la signification précise des termes, il n'en sera plus de même quand le bill sortira d'ici. De tels défauts sont de ceux que nous pourrions corriger aisément.

J'arrive à une autre observation, que je considère comme très spécieuse, et qui a été faite par mon noble ami : c'est que les ouvrages que nous aurions le droit de faire enlever, en vertu d'un ordre en Conseil, sont des ouvrages destinés à la pratique de la pêche : or la capture du homard ne constitue pas une pêche. Mais j'estime que lorsque le bill viendra en troisième lecture, ce sera un meilleur moment que maintenant pour discuter ce point.

La seule chose dans la ligne de conduite suivie à l'égard de ce bill par le Gouvernement de Sa Majesté, qui ait été l'objet des critiques ou du blâme des nobles Lords de l'opposition, c'est que nous n'avons pas communiqué le bill au Gouvernement de Terre-Neuve avant d'en effectuer le dépôt sur le bureau de la Chambre. On doit se souvenir que le Gouvernement de Terre-Neuve avait pris une attitude franchement hostile, et par Gouvernement nous entendons la Législature locale. Est-ce faire acte de respect pour le Parlement que de communiquer un bill à une autre Législature, avant que ce bill ait été soumis à

l'Assemblée même qui devra le voter ? Je me permets d'exprimer des doutes à cet égard. Je crois que ce serait une violation des usages habituels qui sont la règle du Parlement, violation qui, dans une question des plus discutées, ne saurait être en aucune manière excusée. En laissant de côté les questions d'étiquette et de sentiment, il est une autre raison pour laquelle nous n'avons pas voulu que le bill fût produit devant la Législature de Terre-Neuve avant de vous être présenté. Nous ne voulions pas que votre politique fût mal comprise. Nous désirions que ce bill vous fût soumis par un Ministre responsable qui exposerait dans un discours les motifs pour lesquels nous en recommandions l'adoption au Parlement. Si le bill avait été envoyé purement et simplement à la Législature de Terre-Neuve, pour y être exposé à des critiques qui, certainement, n'auraient pas été entièrement justes, je crois que le Gouvernement aurait été mis en très mauvaise posture et que les chances d'un jugement loyal et impartial sur cette question eussent été sérieusement compromises. Il ne me paraît pas que la Colonie ait quelque raison de se plaindre de ce chef. Si nous avions essayé de presser l'affaire et de précipiter le vote du bill par le Parlement, si nous avions cherché à priver Terre-Neuve du temps nécessaire pour formuler ses observations, sans nul doute, dans ce cas, le motif de plainte serait fondé. Mais, si nos intentions ont été communiquées en premier lieu au Corps auquel nous obéissons, j'entends par là le Parlement de ce Pays, et non à un autre, je ne vois dans ce fait aucune raison de nous blâmer.

Je ne vois pas qu'il existe d'autre objet sur lequel le noble Comte ait paru disposé à nous censurer. Mais lui et le noble et savant Lord qui vient de parler ont émis diverses idées sur le caractère de la juridiction dont les officiers de marine sont investis par ce bill ; et tous deux ont manifesté une préférence très marquée, préférence qui a été également exprimée par les délégués eux-mêmes, pour une législation qui attribuerait exclusivement aux cours locales de justice la connaissance des questions les plus controversées. Je suis heureux de déclarer que cette opinion se recommande d'elle-même pour plusieurs raisons, bien qu'elle ne soit pas aussi aisée à mettre à exécution que le système existant. Nous examinerons avec plaisir toute proposition faite en ce sens, et nous serons très heureux d'arriver à un arrangement qui, tout en atteignant notre objectif essentiel, donnerait satisfaction aux sentiments d'hésitation très naturels, très raisonnables et très corrects que l'on éprouve, en Angleterre et dans la Colonie, à confier des pouvoirs aussi étendus à des officiers de marine. Je crois qu'il est reconnu qu'il serait impossible d'introduire des dispositions de ce genre dans le bill actuellement soumis au Parlement, parce qu'elles seraient nécessairement d'une nature difficile et complexe et qu'il faudrait perdre beaucoup de temps à les examiner. Si l'on entreprend de légiférer sur ce point, il faudra que ce soit par un nouveau bill ; mais je ne vois aucune objection de principe à l'adoption de cette manière de procéder. Le noble Lord a paru croire qu'il serait suffisant d'édicter que le traité sera observé et de poursuivre devant les tribunaux tous les contrevenants. Certainement le noble Lord doit voir que ce serait donner au tribunal saisi la tâche d'interpréter le traité. Or, en vertu du présent bill, ce sont les arbitres qui détermineront quel est le sens du traité. La France exigera que nous mettions à exécution la décision des arbitres, quelle qu'elle puisse être ; mais, si vous allez devant un tribunal, et si vous faites valoir que le traité est devenu partie de la loi du royaume et que la personne qui y contrevient doit être punie et condamnée, le tribunal insistera pour interpréter les traités d'après ses propres lumières ; toute œuvre des arbitres tomberait et l'on se trouverait en face des mêmes difficultés qu'auparavant. Je ne puis croire que cette manière de se comporter avec les traités soit satisfaisante.

La seule autre observation des nobles Lords dont il soit nécessaire de s'occuper est celle sur laquelle ils ont insisté avec le plus de force. Elle tend à nous faire accepter la promesse, faite par le premier Ministre de Terre-Neuve, d'après laquelle la Législature de cette colonie voterait certaines mesures, et à nous empêcher ainsi de poursuivre l'adoption du bill qui nous occupe actuellement. Je prierai Vos Seigneuries de vouloir bien tenir compte de la question de temps,

La pêche ne commence pas plus tard que la fin de mai. Avant que le mois de juin arrive, il faut que l'exécutif ait été pourvu, soit ici, soit à Terre-Neuve, du pouvoir d'appliquer le *modus vivendi*. L'arbitrage ne presse pas tout à fait autant ; pourtant, il ne pourra pas avoir lieu avant que le Gouvernement ait obtenu l'approbation du Parlement et reçu les pouvoirs nécessaires pour tenir ses engagements. En conséquence, il serait impossible de retarder longtemps le vote de ce bill. Le bill qui doit sanctionner le *modus vivendi* ne saurait donc être ajourné au delà de la fin de mai. Or, notre noble ami qui siège à ma gauche (le comte de Dunraven) a eu l'air de dire : « Vous avez la promesse du premier Ministre de Terre-Neuve. Que vous faut-il de plus ? » Si le premier Ministre en question a fait cette promesse, je suis sûr qu'il l'a faite avec une absolue sincérité. Mais, un homme, quel qu'il soit, est-il en situation de faire une promesse absolue au nom d'une assemblée qui siège à distance, qui subit d'autres influences que celles qui s'exercent autour de nous, et qui est sujette à de constants changements dans sa composition, à la perte accidentelle de quelque homme influent, à l'arrivée dans son sein de tout autre homme influent ayant des vues différentes, en un mot, à des accidents très variés, qui peuvent faire que cette assemblée, au moment du vote, ne soit plus disposée à exécuter sur quelque point, peut-être sur un point fort important, les engagements pris en son nom ? Cette assemblée pourra encore ne pas comprendre l'affaire de la même manière, ou bien on verra se produire l'un ou l'autre de ces innombrables incidents qui surgissent au cours des discussions, et le bill promis ne sera pas voté. Je ne dis pas que tel sera le cas. J'espère que le bill passera et qu'il ne s'élèvera pas de difficultés. Mais nous sommes tenus d'examiner le cas où le bill ne passerait pas. Le *modus vivendi* n'existerait pas ; les occasions de conflit seraient plus que jamais à craindre, par suite même de la discussion actuelle qui aura ranimé les passions locales ; tous les dangers existant au moment de la discussion de la question, comme le noble Comte l'a fait ressortir, seraient plus que jamais à l'état aigu. En conséquence, il me paraît plus prudent de continuer à nous occuper de ce bill, en tant qu'il regarde cette Chambre ; et il sera bien entendu que si, lorsque la Chambre des Communes reprendra ses séances après les vacances de la Pentecôte, l'autre bill est voté par le Parlement de Terre-Neuve, il ne sera pas fait de nouveaux efforts pour faire voter notre bill par le Parlement impérial. Mon noble ami et contradictoire a proposé de laisser de côté, dans cette Chambre, l'examen de ce bill, en nous réservant le droit, s'il s'élevait des difficultés, de le voter en toutes ses lectures en une seule séance. Je ne crois pas que cela serait satisfaisant. La finesse même avec laquelle l'orateur a cherché à mettre en lumière les défauts du projet montre la nécessité qui s'impose de discuter le bill suivant la procédure ordinaire de cette Chambre et, notamment, de le faire examiner par les grandes autorités juridiques que nous possédons parmi nous, afin que si, malheureusement, ce bill est nécessaire, il soit rédigé de telle sorte qu'il fasse du moins le plus de bien et cause le moins de torts possibles. Je ne pense pas que nous aurions raison de voter ce bill pour ainsi dire à un jour de vue et sans quelque réflexion ; et, pour ce motif, je préfère recommander à Vos Seigneuries de procéder présentement à la seconde lecture du bill et de le renvoyer ensuite à une Commission permanente. Si, comme nous l'espérons tous, le bill n'est pas nécessaire, je ne crois pas qu'il y aura eu grand mal, tant au point de vue du sentiment qu'à tout autre point de vue, à ce que Vos Seigneuries aient fait ce travail inutile. Mais si, malheureusement, le bill est nécessaire, il sera alors en état de devenir une loi, et nous serons en mesure de nous présenter devant la Chambre des Communes avec l'espérance qu'elle voudra bien tenir compte des besoins du moment. Pour ces motifs, tout en ne pouvant accéder au désir de ne pas nous occuper actuellement du bill, je me joins franchement aux nobles Lords de l'opposition pour exprimer l'espoir que la législature de Terre-Neuve prendra l'affaire en mains et édictera les mesures nécessaires. Alors les chances seront infiniment plus favorables d'arriver à une solution efficace et ne causant nul trouble, quel que soit le parti auquel s'arrêteront les



arbitres au sujet du sens des traités, que si l'obéissance aux traités était imposée, en dehors de tout arbitrage. Je comprends le désir des délégués qui souhaitent qu'on en vienne à soumettre la totalité des points contestés à la décision des arbitres. Il est très désirable que nous sachions exactement où nous en sommes; mais il existe une grande différence, il ne faut pas l'oublier, entre l'arbitrage qui interprète un traité et l'arbitrage qui décide d'un droit. Je ne pense pas que les Français reculent devant un arbitrage qui déterminerait le sens des documents, mais ils se refusent à tout arbitrage décidant de leurs droits en général à Terre-Neuve et tranchant la question de savoir si les traités resteront ou non ce qu'ils sont. Ils ne soumettront pas à un arbitrage leurs droits à cet égard, et je crois que c'est parce qu'on s'est attendu à un arbitrage de ce genre que les Français ont une crainte extrême de voir l'arbitrage s'étendre trop loin.

J'espère qu'avec le temps cette répugnance sera surmontée et que nous pourrons, grâce à ce même arbitrage, écarter toutes les difficultés qui ont mis si fort en peril, non seulement nos relations avec notre vieille alliée, mais encore l'industrie et la prospérité de la Colonie dont le bonheur est notre plus cher désir. (*Applaudissements.*)

---

**M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 5 mai 1891.

La discussion sur le bill présenté au Parlement, au sujet de Terre-Neuve, a été reprise hier à la Chambre des Lords.

A la suite de ce débat, qui a été beaucoup plus vif que la dernière fois, l'amendement présenté par Lord Kimberley a été repoussé par une grande majorité favorable au Gouvernement. Sur cent quarante-trois votants, cent treize se sont prononcés pour le bill. En vous transmettant le texte du débat de la Chambre des Lords, j'appelle spécialement votre attention sur le discours de Lord Salisbury.

WADDINGTON.

---

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. WADDINGTON A M. RIBOT, EN DATE DU 5 MAI 1891.

**Compte-rendu de la séance de la Chambre des Lords du 4 mai, publié dans le « Times » du 5 mai.**

(Extrait du discours de Lord Salisbury.)

(Traduction)

Le Marquis de Salisbury. — Le Gouvernement de Sa Majesté demande que le bill suive devant cette Chambre la procédure ordinaire, et que la seconde lecture n'ait lieu à la Chambre des Communes qu'après les vacances de la Pentecôte. Il retirera le bill à cette époque, si la législature de Terre-Neuve adopte d'ici là des mesures qui le rendent inutile. Nous suivons simplement la procédure normale pour pouvoir présenter le bill aux Communes. Les nobles Lords de l'opposition ont paru vouloir se donner comme agissant au nom de la Colonie en demandant un délai, qui, suivant eux, ne serait que de quatre jours et suffirait à calmer les susceptibilités des colons. La susceptibilité a joué un grand rôle dans ce débat. Le noble Lord, qui vient de rentrer parmi nous, après avoir fourni une carrière brillante en Australie (1), vous a fait un tableau touchant de la situation terrible des officiers anglais lorsque les colons ne les invitent pas à leurs bals. (*Rires.*) J'espère que notre politique sera telle que les

(1) Lord Carrington.



invitations aux bals ne seront pas interrompues. (*Nouveaux rires.*) Mais nous avons, avant tout, à nous occuper des affaires du pays, et nous devons les traiter avec le sérieux qu'elles comportent. (*Approbation.*)

Nous avons des intérêts très sérieux à défendre ; et nous avons aussi de grandes obligations internationales à remplir, — obligations contractées envers une Puissance qui a, elle aussi, ses susceptibilités. Et il est de notre honneur de remplir ces obligations d'une manière scrupuleuse, et en ayant égard à la paix du monde et à la bonne harmonie internationale. Dans l'état actuel, et depuis les décisions des tribunaux locaux de Terre-Neuve, nos officiers de marine ont les mains liées, et ils ne peuvent plus exercer cette juridiction, qui semble avoir été irrégulière, mais qu'ils avaient néanmoins exercée jusqu'à présent. Ils ne peuvent plus s'occuper, sans s'exposer à une action judiciaire, des infractions aux traités qui seraient commises sur le littoral de Terre-Neuve ; cela revient à dire qu'ils ne peuvent plus s'en occuper du tout...

C'est pourquoi, voyant que nous n'avons pas l'autorité nécessaire pour assurer l'exécution de nos obligations internationales, nous venons demander au Parlement de nous donner cette autorité...

Assurément, Mylords, nous serions très heureux de retirer le bill, si nous étions certains que les mesures législatives nécessaires fussent votées par les colons eux-mêmes. Mais quelle certitude, ou même quelle probabilité, avons-nous à cet égard ? Les délégués nous disent que ces mesures seront proposées au Parlement de Terre-Neuve. Nous avons toute confiance dans leur bonne foi ; mais par quel moyen pourraient-ils rendre certain que le Parlement colonial votera ces mesures ? (*Applaudissements.*) Et, dès lors, comment peut-on affirmer qu'il les votera ? Comment ! nous savons qu'il y a deux ou trois mois seulement le *modus vivendi* a été l'objet des plus vives attaques de la part du Parlement de Terre-Neuve tout entier ; sont-ils disposés maintenant à coopérer avec nous pour obtenir une décision arbitrale sur la véritable signification des traités en question ? Le 5 décembre dernier, encore, en réponse à notre proposition d'arbitrage, nous recevions de Terre-Neuve la déclaration suivante : « Notre Gouvernement ne peut consentir à un arbitrage qui ne porte pas sur la « présence même des Français sur le littoral de l'île. » Tel était l'état de l'opinion en décembre dernier. Etes-vous sûrs que l'opinion à Terre-Neuve se soit modifiée ? Quelle raison avez-vous de penser que le grand changement d'opinion manifesté chez les délégués s'est étendu à tous leurs compatriotes demeurés chez eux ? Quelle garantie avons-nous que ceux-ci voteront le bill que ceux-là proposent, ou que ce bill sera, dans ses dispositions, conforme aux nécessités de la situation ? Nous n'avons d'ailleurs pas vu ce bill ; et nous n'avons pas reçu de propositions détaillées, même de la part des délégués. Mylords, si ce grand revirement s'était produit au sein de la législature de Terre-Neuve, on aurait pu s'attendre à ce que cette législature eût déjà pris quelque mesure en conséquence. Les délégués sont en Angleterre depuis deux ou trois semaines. Si les dispositions qu'ils prêtent au Parlement de Terre-Neuve existaient réellement, celui-ci aurait eu le temps de prendre quelques mesures pour préparer le vote du bill promis. Mais il est resté dans une inaction absolue. Nous avons donc le droit de dire que, bien que nous ayons une foi absolue dans la sincérité des promesses des délégués, nous ne sommes pas certains que ceux-ci expriment les opinions de leurs amis et collègues demeurés à Terre-Neuve, ni que ces derniers aient subi le même revirement et soient disposés à voter les mesures qu'ils combattaient jusqu'ici. C'est pourquoi j'estime que les propositions des délégués ne peuvent nous satisfaire. Et j'ose dire, en réponse à mon noble contradicteur, que ni lui ni moi ne nous sommes jamais montrés disposés à retirer un bill en échange d'une simple promesse des délégués.

Nous avons insisté auprès d'eux sur la nécessité, qui s'imposait au Parlement de Terre-Neuve, d'édicter une loi efficace, ajoutant que, lorsque cette loi nous serait communiquée, nous serions très heureux, si elle était appropriée aux nécessités de la situation, de retirer notre bill. Une autre difficulté se présente,

c'est que la loi ayant pour but de rendre exécutoire la sentence arbitrale ne doit rester en vigueur que pendant un an. Or, mon expérience des arbitrages me porte à croire qu'il n'est guère probable que la sentence arbitrale soit rendue bien avant l'expiration de cette année unique. On dit que les pouvoirs nécessaires pourront être renouvelés par la législature de Terre-Neuve, et que, s'ils ne sont pas renouvelés, le Parlement impérial pourra alors intervenir. Mais les Parlements ne sont pas des organismes d'un fonctionnement tel qu'on puisse compter sur leur disposition à voter toute loi désirable. Ils sont soumis à des ralentissements momentanés d'activité, et vous ne pouvez pas être certains qu'au moment où la législature de Terre-Neuve se déciderait à faire connaître qu'elle refusera de renouveler ces pouvoirs, le Parlement impérial serait en situation d'accorder les pouvoirs qui seraient alors nécessaires. Il y aura des retards. Des semaines, des mois s'écouleront peut-être, et pendant cette période vos officiers resteront sans autorité sur la côte, incapables de faire exécuter nos obligations internationales. Nous aurons peut-être à agir dans des circonstances diplomatiques différentes de la situation actuelle. Cela paraît absurde, en présence du Gouvernement éclairé que la France possède heureusement aujourd'hui, de supposer qu'une question de cette nature puisse amener des décisions extrêmes. Mais supposons qu'un changement s'opère : il est facile d'imaginer nombre de circonstances dans lesquelles il serait non seulement très gênant, mais même très dangereux, que le pouvoir d'exécuter la sentence arbitrale cessât d'exister à un moment où par suite de telle ou telle circonstance, le Parlement britannique ne serait pas à même de renouveler ce pouvoir à son Gouvernement. Le Gouvernement de Terre-Neuve désirait sans doute exercer sur nous une certaine pression pour nous faire voter une loi modifiée en nous laissant entrevoir le danger occasionné par le refus du renouvellement de cette loi. Mais, Mylords, voyez combien il y a de chances pour que notre arrangement n'aboutisse pas, si c'est bien là l'état d'esprit réciproque des principaux intéressés. Ont-ils si peu de confiance en nous qu'ils ne veuillent pas consentir une loi permanente, par crainte de perdre le moyen d'obtenir certains amendements à la loi qu'ils désirent. Ce qu'ils veulent, c'est que l'on établisse un système de tribunaux et que l'on accorde des indemnités. Je ne puis imaginer deux sujets plus propres à créer des débats, des discussions, des disputes, des différends, des désaccords inextricables, et, si ces résultats ou l'un quelconque d'entre eux se produisaient, votre loi ne serait pas renouvelée, vos officiers seraient sans autorité sur la côte, et vous n'éviterez de sérieuses et dangereuses complications internationales que s'il est au pouvoir du Parlement britannique d'accorder, au moment voulu, à vos officiers, les pouvoirs nécessaires. Je n'ai plus qu'une chose à dire sur les idées générales qui ont dominé ces débats. On semble croire que nous infligeons une charge considérable et sans précédent aux habitants de Terre-Neuve en intervenant dans cette affaire, et que non seulement ceux-ci, mais si je comprends bien, tous les colons de l'empire, seront irrités de cette intervention. Je m'oppose absolument à cette doctrine. (*Applaudissements.*) Nous ne sommes aucunement intervenus dans ce qui ne nous regardait pas. Nous nous occupons de ce qui est spécialement de notre ressort, du domaine de notre autorité impériale : l'accomplissement des engagements internationaux. (*Applaudissements.*) Ces obligations internationales sont supérieures à tous les droits des habitants de Terre-Neuve. Nous ne leur avons pas imposé le traité; ils sont allés dans un pays où le traité existait déjà et faisait loi; nous avons autant le droit et le pouvoir de nous occuper des relations internationales qu'ils ont eux-mêmes le droit et le pouvoir de s'occuper de leurs propres affaires. Pour quelle raison n'en serait-il pas ainsi? N'est-ce pas là la conséquence naturelle des risques que comportent ces questions? Nous leur accordons des pouvoirs sans limites par rapport à leurs affaires intérieures, parce qu'ils seront seuls à souffrir des erreurs qu'ils commettront sur ce terrain. Il est donc juste de leur laisser leur indépendance relativement à ces affaires. Mais s'ils commettent de graves erreurs dans le cas actuel, ce n'est pas eux qui en souffriront. Nous courrons tous les risques et ils n'en cour-

ront guère. Je ne pense pas qu'au cas d'une guerre avec la France, les Français se donneraient la peine d'envahir Terre-Neuve. Voilà donc nos risques; et puisque nous devons supporter tout le fardeau et toute la responsabilité, il est essentiel que nous ayons les pouvoirs nécessaires pour défendre nos intérêts ainsi que ceux de nos concitoyens, pour nous conformer au droit international, pour remplir nos obligations conventionnelles, enfin pour tenir la parole donnée par le pays. Ce sont là les pouvoirs que nous vous demandons, et j'ai l'espoir que si vous n'êtes pas résolus à nous les accorder, vous ne cacherez pas votre refus sous le déguisement ou sous le masque de cette mesquine proposition d'ajournement.

---

**M. Riballier des Isles, vice-consul de France à Terre-Neuve,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Saint-Jean, 1<sup>er</sup> 6 mai 1891.

Le Gouvernement de la Colonie a fait insérer dans la *Royal Gazette* une notice destinée à assurer l'application du *modus vivendi*; Votre Excellence en trouvera le texte ci-annexé.

RIBALLIER DES ISLES.

---

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. RIBALLIER DES ISLES A M. RIBOT, EN DATE DU 6 MAI 1891.

**Avis.**

(Traduction)

Nous, T. O'Brien, Gouverneur,

En exécution d'une dépêche du Très Honorable Secrétaire d'Etat des Colonies datée du 12 mars 1891 et publiée dans la *Gazette* de ce jour, faisons savoir par les présentes que toutes les personnes établissant ou ayant établi des homarderies sur la partie de la côte où les Français ont certains privilèges de pêche, à partir du 12 mars 1890, le feront ou l'auront fait à leurs risques et périls; et que le Gouvernement de Sa Majesté Impériale ne prendra en considération aucune demande d'indemnité relative à ces homarderies, s'il est jugé nécessaire de les fermer, en attendant un règlement définitif de la question des pêcheries.

Palais du Gouvernement, le 7 avril 1891.

---

**M. Waddington, Ambassadeur de la République française  
à Londres, à M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 12 mai 1891.

Le bill sur Terre-Neuve, présenté au Parlement, a été voté à la Chambre des Lords dans la séance d'hier en troisième lecture. Ce vote a été précédé d'un débat auquel, parmi les membres de l'opposition, Lord Kimberley et Lord Herschell ont pris part.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint un extrait du discours que Lord Salisbury a prononcé à cette occasion.

WADDINGTON.

---

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. WADDINGTON A M. RIBOT, EN DATE DU 12 MAI 1891.

**Compte-rendu de la Séance de la Chambre des Lords  
du 11 mai 1892, publié par le « Times » le 12 mai.**

(Extrait du discours de Lord Salisbury.)

(Traduction.)

Je crois pouvoir dire que notre patience durant ces années de négociations a



été exemplaire. Nous avons essayé de tous les moyens de négociation pour en arriver à un arrangement entre les colons et le Gouvernement français ; nous avons fait tout notre possible pour nous faire les avocats de leurs vœux. Nous devons concilier toute la considération imaginable pour la Colonie avec l'observation pure et simple de nos obligations internationales, et éviter les dangers et l'explosion des passions que personne dans cette Chambre ni dans l'autre ne doit se soucier d'éveiller. Ce que nous avons dit, c'est que cette loi doit passer dans un certain temps et nous avons déjà différé les choses jusqu'aux dernières limites. Au moment même où nous parlons, il se passe sur la côte de Terre-Neuve des actes **que** la France a relevés comme étant illégaux ; je ne suppose pas que le **Gouvernement** français fasse de ce chef des représentations exagérées et hors de proportion avec les faits ; mais tel est l'état des choses au moment actuel.

Nos officiers ont été privés du droit d'intervenir pour assurer l'observation des traités ; ils ont pour unique instruction de rendre compte, mais toute intervention effective leur est interdite. Il nous est impossible de permettre que cet état de choses se prolonge un temps illimité, et nous trouvons absolument nécessaire d'agir. Si le Parlement de Terre-Neuve nous accorde les pouvoirs que nous désirons, ce sera pour le Cabinet une solution bien plus satisfaisante que de venir chercher ses pouvoirs ici à Westminster ; mais la pression que nous exerçons en vue d'obtenir une loi permanente est due, non pas aux motifs que le noble Lord a suggérés, à un mouvement de colère ou de mauvaise humeur, mais à notre sentiment que des obligations internationales sont en jeu. Quiconque connaît les habitudes du Parlement britannique, la difficulté de faire passer les bills à la Chambre des communes, et sait comment vient à soufler soudainement à travers le pays une tempête d'émotions politiques qui empêche l'action du Parlement, même lorsqu'il s'agit de questions extérieures d'un caractère urgent, comprendra que ce n'est pas agir prudemment que de nous mettre dans une situation qui, pendant un nombre considérable de mois, nous rendrait absolument impuissants à remplir nos obligations internationales. Je le répète, si le Gouvernement français reste ce qu'il est aujourd'hui, je ne crois pas que nous ayons à appréhender une interprétation malveillante des difficultés qui pourraient surgir. Mais une considération que je ne puis pas négliger et que je livre à la réflexion des nobles Lords, est que nous ne pouvons pas affirmer qu'aucune de ces conditions soit permanente et que les circonstances peuvent nous mettre dans une position difficile si nous ne sommes pas toujours en situation d'accomplir ce que nous reconnaissons être nos obligations internationales. Donc il me semble qu'il nous faut quelque chose de plus qu'une loi temporaire, une loi qui devra être renouvelée si entre temps aucun arrangement n'est intervenu avec la Colonie. Nous serons fort heureux de prendre en considération les propositions suggérées par les Délégués, et nous ferons de grands efforts pour arriver à un accord avec eux. Ce que nous ne voulons pas, c'est laisser notre pouvoir d'accomplir les obligations internationales à la merci des nombreux accidents qui peuvent se produire. Je repousse absolument l'insinuation de quelques nobles Lords d'après qui nous aurions été influencés par un esprit de mauvaise humeur ou d'hostilité vis-à-vis de la Colonie. Nous sommes soucieux d'améliorer par tous les moyens la position de celle-ci, mais nous réclamons du Parlement le pouvoir d'accomplir nos obligations internationales.

---

**M. Barbey, Ministre de la Marine, à M. Ribot, Ministre  
des Affaires étrangères.**

Paris, le 13 mai 1891.

J'ai l'honneur de répondre à la lettre par laquelle vous voulez bien me communiquer une dépêche de notre Ambassadeur à Londres et un compte-rendu de la discussion du bill Knutsford.



Lord Salisbury témoigne, dans toutes les parties de son discours, du sentiment qu'il a de l'indispensable nécessité, pour les Ministres de la Reine, d'être pourvus de toute l'autorité dont ils ont besoin pour exécuter les obligations qu'ils contractent. Nous aurions, par conséquent, à cet égard, entière satisfaction, si le premier Ministre n'avait pas adhéré, bien qu'avec réserve et sous des conditions dilatoires, à un amendement proposé par l'opposition. Vous signalez ce point à mon attention.

Je pense, comme M. Waddington et comme vous-même, que nous ne saurions nous désintéresser de cet incident. Je ne puis croire au reste, qu'après réflexion, Lord Salisbury maintienne la concession qu'il a consentie, et dont l'effet irait directement à l'encontre du but qu'il poursuit en ce moment même. Que veut-il en effet ? Pouvoir répondre de ses engagements, parce que ce n'est qu'à cette condition que l'on peut traiter avec lui. Or, tout ce pouvoir lui échappe, si des Tribunaux statuent sur l'exécution de ces engagements. Il fait remarquer lui-même que si des juges de Terre-Neuve doivent être commis à l'interprétation et à l'application des traités, l'arbitrage n'aura plus de raison d'être.

Les promoteurs de l'amendement paraissent, d'ailleurs, s'être mépris sur les fonctions des Tribunaux et sur celles de la station navale anglaise de Terre-Neuve.

Les Tribunaux statuent sur les litiges privés et appliquent la loi de leur pays ; ils ne sauraient connaître des engagements extérieurs du Gouvernement dont ils dépendent, lesquels engagements sont en dehors de ladite loi. Ces derniers actes rentrent dans une sphère supérieure et ne relèvent que de l'interprétation du Gouvernement lui-même.

Le Commandant de la Station navale anglaise remplit un rôle d'un tout autre caractère. Il n'est nullement, vis-à-vis de nous du moins et au regard des traités, un *juge* ; il est un *présé* du Gouvernement anglais, qui le dirige par ses instructions, agit par lui, demeure exclusivement responsable. Cet exposé seul fait comprendre qu'à l'officier, *fonctionnaire* du Gouvernement anglais, on ne peut pas substituer ou superposer un Tribunal. Celui-ci, en effet, mettrait embargo, puis déciderait ; il lierait ainsi le Gouvernement, qui cesserait d'être l'interprète autorisé, libre et responsable, pour l'Angleterre, des engagements qu'il a pris. C'est, me semble-t-il, un système impraticable, et je ne puis penser que Lord Salisbury s'y rallie définitivement. Dans tous les cas, il est impossible que nous l'acceptions, car nous ne saurions admettre que nos droits, nos créances nationales deviennent justiciables d'un Tribunal anglais.

BARBEY.

M. Barbey, Ministre de la Marine, à M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 19 mai 1891.

Vous avez bien voulu me communiquer, avec une lettre de notre Ambassadeur à Londres, en date du 5 mai, un compte-rendu de la reprise, devant la Chambre des Lords, de la discussion sur le bill présenté au Parlement au sujet de Terre-Neuve.

En vous retournant ce document, je vous ferai remarquer que le nouveau discours de Lord Salisbury se trouve être en accord complet avec la manière de voir exposée dans ma dépêche du 13 mai courant. Le langage tenu par le Ministre de la Reine ne permet pas de croire qu'il admette l'in-

trusion des juges de Terre-Neuve dans l'appréciation des difficultés résultant de l'exécution des traités. BARBEY.

---

**M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française, à Londres.**

Paris, le 28 mai 1891.

Nous n'avons pas à nous occuper de ce qui se passe entre la Colonie de Terre-Neuve et la Métropole ; mais nous sommes fondés à espérer que le Gouvernement anglais se munira des pouvoirs nécessaires pour faire exécuter la décision des arbitres. Or, si l'on se borne à faire voter par le Parlement colonial une loi provisoire, devant prendre fin en 1893, il est clair que nous ne serons assurés de rien après cette échéance.

D'autre part, nous ne pouvons accepter qu'à aucun moment, le Gouvernement anglais se désintéresse de l'exécution des traités, en remettant aux Tribunaux de Terre-Neuve le jugement des contestations auxquelles ces traités peuvent donner lieu. Les Tribunaux anglais ne sont pas compétents pour appliquer un acte international.

Veuillez faire les réserves nécessaires.

RIBOT.

---

**M. Riballier des Isles, Vice-Consul de France, à Terre-Neuve, à M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères.**

Saint-Jean, le 29 mai 1891.

La législature de Terre-Neuve a voté, le 26 de ce mois, à titre temporaire (trois saisons de pêche), le bill dit coercitif.

Votre Excellence trouvera ci-joint le texte de la loi en question.

RIBALLIER DES ISLES.

---

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. RIBALLIER DES ISLES A M. RIBOT, EN DATE  
DU 29 MAI 1891.

(Traduction.)

### Loi destinée à assurer l'exécution d'engagements contractés avec la France au sujet des pêcheries de Terre-Neuve.

Attendu que, par des traités et déclarations conclus et échangés entre les Rois de Grande-Bretagne et de France, certains engagements ont été contractés et promulgués en ce qui concerne Terre-Neuve et les îles de Saint-Pierre et Miquelon, ainsi qu'au sujet des pêcheries sur une partie de la côte de Terre-Neuve — lesquels traités et déclarations sont tels que ci-dessous :

(Suit le texte des traités et arrangements relatifs à Terre-Neuve. Voir le *Livre jaune* de 1891, pages 1 et suivantes.)

Attendu que des différends se sont élevés entre Sa Majesté la Reine et le Gouvernement de la République française au sujet des droits des citoyens de la République française de prendre et de mettre en boîtes des homards sur la susdite partie de la côte de Terre-Neuve et d'y élever des fabriques ou constructions à cet effet, et qu'un accord a été conclu entre les Hautes Parties contractantes pour soumettre ces différends à un arbitrage, accord dont le texte est tel que ci-dessous :

(Suit le texte de l'Arrangement du 11 mars 1891 ; voir le *Livre jaune* de 1891, page 369.)

Et attendu que lesdites Hautes Parties contractantes sont convenues d'éten-

dre à la saison de pêche de 1891 le *modus vivendi* conclu en 1890, dont le texte est ci-après :

(Suit le texte du *modus vivendi* ; voir le *Livre jaune* de 1891, page 314.)

Le Gouverneur, le Conseil Législatif et l'Assemblée, réunis en session législative ont, en conséquence, édicté ce qui suit, savoir :

(1) Dans le cas où Sa Majesté, Ses héritiers et successeurs, sur l'avis de Son ou de Leur Conseil, donnerait ou donneraient au Gouverneur de Terre-Neuve ou à tout officier ou tous officiers de cette station les ordres et instructions qu'Elle jugerait ou qu'ils jugeraient nécessaires et convenables, afin d'atteindre le but visé par lesdits Traités, Déclarations et Arrangements ; dans le cas encore où Elle donnerait ou Ils donneraient au Gouverneur ou aux officiers susmentionnés des ordres ou instructions en vue d'enlever ou faire enlever tous chauf-fauds, claies, ou autres installations quelconques servant à la pêche, établis par les sujets de Sa Majesté sur la partie de la côte de Terre-Neuve qui s'étend du cap Saint-Jean passant au Nord et descendant à la côte occidentale de cette île, jusqu'au cap Raye ; de faire écarter tous vaisseaux, navires, bateaux, appartenant aux sujets de Sa Majesté qui seraient trouvés dans les limites indiquées ci-dessus et, en cas de refus d'abandonner les parages ci-dessus spécifiés, d'y contraindre tous les sujets de Sa Majesté, nonobstant tous usages, lois ou coutumes contraires ; tous les actes accomplis par ce Gouverneur ou ces officiers, en exécution de ces ordres ou instructions seront légaux, et il ne sera pas introduit ou suivi d'actions, procès ou procédures quelconques relativement à ces actes.

(2) Dans le cas où Sa Majesté, Ses héritiers ou successeurs, sur l'avis de Son ou de Leur Conseil, donnerait ou donneraient auxdits Gouverneur et officiers des ordres ou instructions pour assurer l'exécution du *modus vivendi*, durant la saison de pêche de 1891 ou toute période durant laquelle cet arrangement serait renouvelé en attendant que l'arbitrage ci-dessus mentionné ait eu lieu, et de même aussi pour assurer l'exécution de la sentence qui sortira dudit arbitrage, tous les actes accomplis par lesdits Gouverneurs ou officiers, en exécution de ces ordres ou instructions, seront légaux, et il ne sera pas introduit ou suivi d'actions, procès ou procédures quelconques relativement à ces actes.

(3) Quiconque contreviendra aux sommations que lesdits Gouverneur ou officiers formuleront, agissant légalement en conformité des ordres ou instructions susindiqués, sera passible d'une amende de deux cents dollars, sous condition, toutefois, que les procès ou poursuites y relatifs seront introduits dans l'année qui suivra le fait du délit.

(4) La présente loi sera désignée sous le titre de *Newfoundland French Treaties Act*, et ne restera en vigueur que jusqu'à la fin de 1893, et non plus longtemps.

---

M. Waddington, Ambassadeur de la République française  
à Londres, à M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 29 mai 1892.

J'ai fait part sans délai et par écrit au Premier Ministre de vos observations sur le bill terre-neuvien limité à trois ans, et je lui ai envoyé à cet effet la lettre dont vous trouverez ci-joint copie.

Je vous transmets en outre, pour ordre, le texte d'une importante lettre adressée aux délégués de Terre-Neuve, au nom de Lord Knutsford, par sir R. G. W. Herbert.

WADDINGTON.



1<sup>re</sup> ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. WADDINGTON A M. RIBOT, EN DATE  
DU 29 MAI 1891.

**M. Waddington, Ambassadeur de la République Française à Londres, au marquis de Salisbury, l'Principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.**

Londres, le 28 mai 1891.

Suivant le désir que Votre Seigneurie m'en a exprimé hier, j'ai fait savoir à M. le Ministre des Affaires étrangères que le Parlement de Terre-Neuve avait décidé d'adopter un bill conforme à celui que proposait le Gouvernement de Sa Majesté, mais dont les effets ne s'étendraient pas au delà de trois années. J'ai ajouté que le Gouvernement de Sa Majesté était disposé à accepter cette solution. J'ai prié en même temps M. Ribot de me mettre à même de vous faire part le plus tôt possible des observations que lui suggérerait cette communication.

M. le Ministre des Affaires étrangères vient de confirmer entièrement l'impression que je n'avais pas dissimulée hier à Votre Seigneurie et pense comme moi que la question ne nous concerne pas et regarde exclusivement le Gouvernement britannique. Nous ne pouvons que nous borner à demander que les mesures soient prises du côté du Gouvernement anglais, comme elles le seront du nôtre, pour assurer d'une façon permanente l'exécution des décisions arbitrales. Or, puisque vous avez bien voulu nous demander notre sentiment, il est clair qu'une loi provisoire, devant prendre fin en 1893, n'assurera rien après cette échéance. Et je ne vois pas comment, en présence d'une pareille incertitude, nous pourrions procéder à l'échange des ratifications de notre arrangement.

Votre Seigneurie m'a laissé entendre, il est vrai, qu'on pourrait, d'ici à la fin de 1893, procéder à l'organisation de Tribunaux, dont l'action serait substituée à celle des officiers de la marine anglaise, mais, sans entrer dans l'examen de cette question, je dois vous faire observer que le jugement des contestations auxquelles peut donner lieu l'exécution d'un acte international n'est de la compétence ni des Tribunaux anglais, ni des Tribunaux coloniaux.

Je ne puis donc que renouveler auprès de Votre Seigneurie les réserves que je lui ai exprimées hier et appeler son attention sur l'impossibilité où nous serions de ratifier définitivement la Convention d'arbitrage si le Gouvernement anglais ne prévoit les moyens d'en assurer l'exécution que d'une façon momentanée.

WADDINGTON.

II<sup>e</sup> ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. WADDINGTON A M. RIBOT, EN DATE  
DU 29 MAI 1891.

(Traduction.)

Downing street, 8 mai 1891.

Messieurs, le Secrétaire d'Etat pour les Colonies m'a chargé de vous accuser réception de votre lettre du 6 courant. Cette lettre, et surtout le paragraphe final, donne à Sa Seigneurie lieu de craindre que vous ne soyez pas encore disposés à faire voter par le Parlement colonial une loi qui relèverait le Gouvernement de Sa Majesté de l'obligation de poursuivre la mise en vigueur du bill Impérial après qu'il aura été voté par la Chambre des Lords.

Comme vous saviez, d'une part, que le Gouvernement de Sa Majesté s'était engagé expressément à assurer la parfaite exécution, non pas pendant une année, mais d'une façon absolue, des décisions des arbitres en ce qui concerne la pêche du homard et, d'autre part, qu'il était nécessaire de prendre des mesures efficaces et non pas seulement temporaires pour la parfaite exécution des Traités et Déclarations existants, le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas hésité à accepter les mots *pour cette année*, figurant dans la première proposition formulée dans le discours prononcé à la barre de la Chambre des Lords, comme



s'appliquant seulement au *modus vivendi* pour 1891 ; l'application paraissait devoir être naturellement limitée à ce *modus vivendi*, car, des trois points à réglementer, c'est là le seul qui ait un caractère temporaire ; et on ne voit pas encore bien comment ces mots pourraient être employés avec exactitude en ce qui concerne les obligations permanentes de la colonie et de notre pays à l'égard de la France.

Il est difficile d'admettre que l'on puisse dire au Gouvernement français que le Gouvernement de Sa Majesté, après avoir entrepris d'appliquer entièrement les décisions arbitrales et découvert, tout à coup, que les moyens dont il disposait pour faire exécuter les traités et déclarations étaient imparfaits, a décidé que les mesures pour accomplir les obligations lui incombant seraient prises seulement pour l'année courante et qu'après cette période les difficultés actuelles pourraient se reproduire.

Sur un point seulement (si nous laissons de côté le *modus vivendi* de 1891), on pourrait considérer comme temporaire une partie de la législation coloniale proposée. Il s'agit du point suivant : Le Gouvernement était disposé à consentir à ce que, si les pouvoirs nécessaires pour exécuter la sentence des arbitres, les traités et les déclarations étaient maintenant assurés par une loi coloniale, la question relative à la juridiction respective des Tribunaux et des officiers de marine fût examinée prochainement ; et, si on tombait d'accord sur les termes d'un autre bill, quelques dispositions de la loi coloniale pourraient alors être amendées après coup. En ce sens, et en ce sens seulement, le Gouvernement de Sa Majesté consentirait à ce que la législation proposée eût un caractère temporaire.

On doit regretter qu'il y ait eu malentendu quant à l'objet et à la nature de vos propositions. Mais, quelle qu'ait été la cause de cette méprise, Lord Knutsford ne pensait pas qu'il eût pu y avoir doute sur la portée des termes par lesquels le Gouvernement de Sa Majesté a déclaré accepter, en fait, la première proposition. Le Gouvernement de Sa Majesté s'exprimait ainsi : « Si à ce moment (c'est-à-dire lors de la seconde lecture du bill à la Chambre des Communes, après la Pentecôte) le Parlement colonial a adopté une loi qui, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, garantisse suffisamment l'observation et l'exécution : 1<sup>o</sup> du *modus vivendi* de 1891 ; 2<sup>o</sup> de la décision des arbitres dans la question des homarderies ; 3<sup>o</sup> des Traités et Déclarations, le Gouvernement de Sa Majesté n'insistera pas sur l'adoption du bill. » Or, aucune loi temporaire ne pourrait être considérée comme suffisant à réaliser les deux derniers *desiderata*.

Jusqu'à ce que l'on ait résolu la question de savoir s'il y aura enfin une législation coloniale que le Gouvernement de Sa Majesté puisse accepter, Lord Knutsford ne pense pas qu'il y ait utilité à discuter plus longuement les autres points auxquels se réfère votre lettre, points qui, d'ailleurs, ont été traités d'une manière approfondie dans la correspondance échangée aussi bien qu'au cours des débats.

Sa Seigneurie espère qu'elle a clairement fait ressortir à quelles fins il importe que la législation que nous réclamons avec insistance soit permanente dans la forme, tout en restant sujette à revision ou à appel si la situation venait à se modifier, et à rendre possible cette revision. Elle pense que vous serez maintenant à même de recommander à la Législature coloniale l'approbation d'une mesure qui permette au Gouvernement de Sa Majesté, en égard aux obligations auxquelles il ne peut se soustraire, de retirer le bill qu'il a déposé.

ROBERT G. W. HERBERT.

Aux Délégués de Terre-Neuve.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Londres, 30 mai 1891.

Voici le texte de la résolution votée hier par la Chambre :

« La Chambre, ayant été informée qu'un acte satisfaisant a été voté par la Législature de Terre-Neuve, se déclare prête à soutenir le Gouvernement dans toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des traités et arrangements conclus avec le Gouvernement de la France, et ne passe pas, quant à présent, à la seconde lecture du bill. »

Cette résolution a été votée à l'unanimité.

Hier, j'avais communiqué par écrit à Lord Salisbury les observations que vous connaissez ; aujourd'hui, je lui ai rappelé verbalement, en me référant à mes déclarations précédentes, que nous n'avions ni avis à émettre, ni conseil à donner sur une question d'ordre intérieur concernant uniquement le Gouvernement anglais et la procédure du Parlement britannique, mais que nous ne pouvions rester indifférents à l'effet que la marche suivie par le Gouvernement de S. M. la Reine pouvait avoir sur l'exécution de l'Arrangement conclu entre les deux pays.

Lord Salisbury m'a expliqué, que, dans un conseil tenu hier, le Cabinet avait décidé d'accepter la proposition des Délégués, mais d'insister en même temps pour le vote en seconde lecture du bill du Gouvernement. Cette procédure a été l'objet de vives attaques à la Chambre, non seulement de la part de l'opposition, mais aussi de plusieurs Députés conservateurs. C'est alors que M. Smith, qui représente le Gouvernement à la Chambre, a accepté la résolution proposée par M. Bryce. J'ai demandé à Lord Salisbury quelle était la portée véritable de la résolution votée par la Chambre. Il m'a répondu qu'elle engageait le parti libéral aussi bien que le parti conservateur, à l'exécution de l'Arrangement du 11 mars et qu'elle constituait l'approbation de cet Arrangement. Je l'ai alors prié de me remettre une déclaration écrite sur ce point, ce qu'il m'a promis de faire. Je lui ai dit qu'une déclaration explicite était d'autant plus nécessaire qu'en France chacun se pose la question : qu'arrivera-t-il après 1893 ? Lord Salisbury m'a répondu que le Ministère et le Parlement anglais, quels qu'ils fussent, à cette époque, seraient dans l'obligation d'assurer l'exécution des actes internationaux, tout aussi bien que maintenant. Il m'a ensuite donné quelques éclaircissements sur le projet d'instituer un tribunal à Terre-Neuve pour juger les contestations relatives à l'interprétation des traités, et je lui ai rappelé que l'autorité d'un pareil tribunal ne pourrait être reconnue par la France. Il m'a répondu qu'il ne s'agissait pas, dans sa pensée, d'un tribunal, mais plutôt d'un commissaire civil (legal commissioner) connaissant le droit, nommé par la Reine, et qui serait embarqué à bord du navire monté par le commandant de la station anglaise ; ce commissaire exercerait à peu près les fonctions actuellement confiées aux officiers anglais ; les gens de Terre-Neuve, qui réclament si vivement contre l'autorité des officiers de marine, accepteraient sans doute l'institution d'un commissaire civil. Lord Salisbury a ajouté qu'il me donnait ces renseignements à titre provisoire et comme représentant ses idées personnelles, puisque la question n'avait pas encore été examinée.

WADDINGTON.

(A suivre.)

---

## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### ETAT INDÉPENDANT DU CONGO

#### Décret concernant l'exploitation du caoutchouc dans les terres domaniales.

30 octobre 1892.

Léopold II, roi des Belges, souverain de l'Etat indépendant du Congo, à tous, présents et à venir, Salut :

Revu l'ordonnance de l'Administrateur Général au Congo du 1<sup>er</sup> juillet 1885, déclarant que les terres vacantes doivent être considérées comme appartenant à l'Etat ;

Revu notre décret du 17 octobre 1889 ;

Sur la proposition de notre Secrétaire d'Etat des Finances,

Nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — L'Etat abandonne exclusivement aux particuliers l'exploitation du caoutchouc dans les terres vacantes lui appartenant pour un terme qui prendra fin à l'époque où la Belgique pourrait exercer son droit de reprise conformément à la convention du 3 juillet 1890, sous réserve des exceptions et conditions suivantes.

Art. 2. — L'exploitation du caoutchouc par les particuliers n'est pas autorisée dans les terres domaniales situées dans les territoires suivants :

a) Dans les bassins des rivières M'Bomou et Ouellé en amont du point où, par leur jonction, elles forment le N'Dua et en aval de ce point dans la zone qui se trouve à plus de 20 kilomètres de la rive, ainsi que dans celles situées dans un rayon de 20 kilomètres autour de trois points qui seront déterminés par l'Administration sur la rive, le premier en aval de Zongo, le second entre Zongo et Banzyville, et le troisième en amont de Banzyville ;

b) Dans les bassins des rivières Mangalla, Itimbiri et Aruwimi ;

c) Dans les bassins des rivières Lopori et Maringa en amont du point où, par leur jonction, elles forment la Lulonga ;

d) Dans la zone située dans un rayon de 20 kilomètres autour d'un point qui sera déterminé par l'Administration près du confluent du Bus-sera et du Tchuapa.

Art. 3. — Lorsque les circonstances le permettront, l'exploitation du caoutchouc sera réglé dans les domaines appartenant à l'Etat dans les territoires situés dans le bassin du Congo-Lualaba en amont des Stanley-Falls, et du Lomami en amont de 2°3' latitude sud.

Art. 4. — L'autorisation prévue par l'article 1<sup>er</sup> est accordée sous la réserve des droits que les tiers possèdent en conformité des engagements déjà pris par l'Etat et publiés au *Bulletin officiel*, ou acquerront dans la suite soit par achat de biens domaniaux, soit en vertu de la disposition de l'article 5 du présent décret.

Art. 5. — Le Gouverneur Général pourra, aux conditions qu'il arrêtera, affermer aux non-indigènes qui fonderont des comptoirs et des établissements de récolte sur les terres domaniales, l'exploitation du caoutchouc dans un rayon maximum de 30 kilomètres autour desdits établissements.

Aucune location de ce genre ne pourra toutefois être accordée en deçà de 20 kilomètres des comptoirs ou établissements de récolte déjà existants dans les territoires non visés aux articles 2 et 3 et dont les chefs auront déclaré vouloir user de la faculté réservée à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 8.

Art. 6. — Le caoutchouc ne pourra être récolté qu'au moyen d'incisions pratiquées dans les arbres ou lianes.

Art. 7. — Les indigènes ou travailleurs récoltant le caoutchouc dans les territoires situés en amont du Stanley-Pool où la récolte est autorisée, devront remettre à l'Etat, à titre de redevance domaniale et d'impôt, et contre quittance, une quantité en nature qui sera déterminée par le Gouverneur Général, mais qui n'excédera en aucun cas, le cinquième de la quantité récoltée.

Art. 8. — Tout non-indigène qui fonde un comptoir ou un établissement de récolte pourra, en en faisant la déclaration au Gouverneur Général, racheter la redevance en nature prévue à l'article précédent par le paiement d'une taxe de 26 centimes par kilogramme de caoutchouc récolté. Cette taxe ne pourra être modifiée avant la date de la mise en exploitation du chemin de fer en construction de Matadi au Stanley-Pool.

Si le chef de l'établissement n'use pas de cette faculté, il sera tenu de fournir la justification que la redevance en nature a été dûment payée par les indigènes ou les travailleurs qui ont récolté le produit. A défaut de cette justification, la redevance sera acquittée par les chefs de l'établissement de récolte.

Art. 9. — Les redevances et taxes prévues aux articles 7 et 8 ne sont pas applicables aux récoltes de caoutchouc effectuées sur la rive gauche de l'Oubangi-N'Dua, depuis le confluent de cette rivière avec le Congo jusqu'au confluent du M'Bomou et de l'Ouellé.

Art. 10. — Celui qui exploitera ou fera exploiter le caoutchouc dans les terres visées aux articles 2 et 3, ou dans les biens concédés, affermés ou vendus à des tiers, ou sans se conformer aux dispositions du présent décret, ou qui achètera du caoutchouc n'ayant pas acquitté la redevance prévue à l'article 7, sera passible d'une amende de 10 à 1,000 francs et d'une servitude pénale d'un jour à un mois, ou d'une de ces peines seulement, le tout sans préjudice de dommages et intérêts au profit des ayants droit. Le Tribunal ordonnera en outre la restitution aux ayants droit du caoutchouc recueilli illégalement, et pourra retirer aux auteurs de l'infraction l'autorisation conférée par le présent décret.

Art. 11. — Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.



Art. 12. — Notre Secrétaire d'Etat des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur ce jour.

Donné à Bruxelles, le 30 octobre 1892.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Pour le Secrétaire d'Etat des Finances, absent,

*Le Gouverneur Général,*

WAHIS.

---



## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE

La *Nouvelle Presse libre*, du 20 novembre, a publié sur les circonstances dans lesquelles M. de Bismarck a falsifié la dépêche d'Ems, une communication détaillée qu'elle dit avoir reçue de Berlin, et qui, par la précision de certains détails, semble bien émaner d'un des familiers de l'ancien chancelier, occupant encore aujourd'hui des fonctions à la Wilhelmstrasse. Cette communication est de nature à éclairer d'un jour singulier les procédés de M. de Bismarck. Nous croyons devoir en donner ici une traduction fidèle :

Il y a quelques années, écrit le collaborateur anonyme du grand journal viennois, l'auteur de ces lignes partagea avec plusieurs parlementaires éminents et d'autres personnalités politiques l'honneur de passer une soirée dans le palais hospitalier du chancelier de l'empire.

Le chancelier était de bonne humeur et extrêmement communicatif ; il aborda avec la plus entière franchise les questions les plus délicates relatives aux hommes et aux choses, dans la ferme conviction que ses auditeurs observeraient la plus entière discrétion. Il parla surtout, en entrant dans les détails les plus minutieux, des heures décisives qui avaient précédé la déclaration de la guerre en 1870. L'auteur de ces lignes rédigea, le soir même et sous l'impression immédiate de ce qu'il avait entendu, le récit le plus exact possible de ces confidences, récit qu'à ce moment-là il ne songea nullement à publier. Aujourd'hui, il n'y a plus de raison de le tenir secret. Le voici textuellement :

La légende, dit le chancelier, vient toujours orner, comme d'une couronne, les grands événements, et cela est souvent très bon. Il y a des légendes qu'on ne devrait pas détruire. Le roi était à Ems, j'étais à Varzin lorsqu'à Paris éclata le bruit relatif à la candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne. Les Français agirent comme des hommes qui ont complètement perdu la tête : je parle avant tout du gouvernement, Emile Ollivier en tête. Ollivier n'était, en aucune façon, à la hauteur de la situation, et il ne se doutait pas du mal qu'il faisait au Corps législatif avec ses bravades imprudentes. La situation était alors extrêmement favorable pour nous. Nous étions réellement provoqués, et comme, depuis longtemps, nous étions convaincus qu'il fallait vider notre querelle avec la France, le moment actuel nous paraissait tout désigné pour faire blanc de notre épée. Je quittai donc Varzin pour m'entretenir, à Berlin, avec Moltke et Roon de toutes les questions importantes. En route, je reçus la communication télégraphique suivante : « Le prince Charles-Antoine de Hohenzollern a retiré, pour l'amour de la paix, la candidature de son fils Léopold. Tout est en ordre. »

J'étais surpris de cette solution inattendue, car je me posais cette question : Se présentera-t-il jamais une occasion aussi favorable ?

Arrivé à Berlin, j'appelai Rolandt et je lui dis : « Envoyez chez moi un télégramme disant que je reviendrai dans trois jours. » En même temps je donnai ma démission de président du ministère et de chancelier de la Confédéra-

tion. En réponse, je reçus un télégramme par lequel le roi m'appelait à Ems. Je m'étais fait depuis longtemps des idées claires sur la situation et je me disais : Si je vais à Ems, tout s'en ira à vau-l'eau. Dans le cas le plus favorable, nous arriverons à faire un compromis pourri, et alors la seule solution possible, la seule solution honorable, la seule grande solution nous échappera. Il faut que je fasse tout ce qui est en mon pouvoir pour faire arriver Sa Majesté à Berlin. Là, le roi sentira mieux qu'il ne pourrait le faire à Ems le poids de la nation. J'exposai donc de la façon la plus respectueuse les motifs pour lesquels je ne pouvais me rendre à Ems : ma présence à Berlin était, en ce moment, absolument indispensable.

Heureusement, les Français, myopes et arrogants, firent, à ce moment-là tout ce qu'ils purent pour embourber de nouveau le char. Ils firent inviter le roi à signer une lettre qui équivalait à une profonde humiliation. Le roi me demanda mon avis par voie télégraphique. Je lui répondis en bonne conscience : « Il est impossible de signer. »

J'avais invité Moltke et Roon à dîner chez moi le soir du 14 juillet, et nous parlâmes de toutes les éventualités. Nous partagions tous l'espoir que le procédé insensé de la France, que l'invitation inouïe qui était adressée à notre roi écarterait le danger d'une issue faiblote et sans gloire. Alors — nous étions encore à table — arriva une dépêche d'Ems.

La dépêche commençait ainsi :

« La nouvelle de la renonciation du prince héritier de Hohenzollern ayant été communiquée officiellement par le gouvernement espagnol au gouvernement français, l'ambassadeur français, à Ems, a encore adressé à Sa Majesté une demande tendant à être autorisé à télégraphier à Paris que Sa Majesté le roi prenait à tout jamais l'engagement de refuser son assentiment dans le cas où les Hohenzollern reprendraient leur candidature. »

Suivait un long exposé. Le sens de cet exposé était que le roi s'en était rapporté à ce qu'il avait déjà dit au comte Benedetti, que Benedetti avait reçu avec gratitude cette réponse et qu'il la communiquerait à son gouvernement.

Là-dessus, Benedetti demanda à être reçu encore une fois par le roi, ne fût-ce que pour recevoir encore une fois de la bouche de Sa Majesté la confirmation de ce qui avait été dit à la promenade. Puis la dépêche ajoutait :

« Toutefois, Sa Majesté refusa de recevoir encore une fois l'ambassadeur français et lui fit dire, par l'adjudant de service, que Sa Majesté n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur. »

Quand j'eus donné lecture de cette dépêche, Roon et Moltke laissèrent tomber d'un même mouvement couteau et fourchette sur la table et reculèrent leur chaise. Il y eut un long silence. Nous étions tous profondément abattus. Nous avions le sentiment que l'affaire se perdait dans les sables.

Je m'adressai alors à Moltke et lui posai cette question : L'instrument dont nous avons besoin pour la guerre, notre armée, est-il réellement assez bon pour que nous puissions commencer la guerre en comptant avec la plus grande probabilité sur le succès ? Moltke avait une confiance inébranlable comme un roc : « Nous n'avons jamais eu de meilleurs instruments qu'en ce moment, » fit-il. Roon, en qui j'avais, il est vrai, moins confiance, confirma pleinement ce qu'avait dit Moltke.

« Eh bien, alors, continuez tranquillement à manger, » dis-je à mes deux commensaux. Je m'assis à une petite table ronde en marbre qui était placée à côté de la table où l'on mangeait ; je relus attentivement la dépêche, je pris mon crayon et je rayai délibérément tout le passage où il était dit que Benedetti avait demandé une nouvelle audience, etc. Je ne laissai subsister que la tête et la queue. Maintenant, la dépêche avait un tout autre air. Je la lus à Moltke et à Roon dans la nouvelle rédaction que je lui avais donnée.

Ils s'écrièrent tous deux : « Magnifique ! Cela va produire son effet ! »

Nous continuâmes à manger avec le meilleur appétit.

J'ordonnai immédiatement de faire envoyer le plus rapidement possible, par le bureau des télégraphes, la dépêche à tous les journaux et à toutes les mis-



sions. Et nous étions encore réunis que déjà nous recevions les renseignements désirés sur l'effet que la dépêche avait produit à Paris. Elle y avait éclaté comme une bombe. Alors qu'on avait adressé à notre roi une demande humiliante, la dépêche fit croire aux Français que leur représentant avait été brusqué par notre roi. Tous les badauds du boulevard étaient d'avis qu'on ne pouvait supporter cela. Le cri de : « A Berlin ! à Berlin ! » fut poussé par les brailards de la foule. Il était là, l'effet cherché.

Et l'effet était le même ici que là-bas. Le roi, qui cédant à mes pressantes instances, avait interrompu sa cure à Ems et était retourné à Berlin, fut tout surpris par la joie bruyante que le peuple faisait éclater partout sur son passage. Il ne comprenait pas encore ce qui s'était passé. L'enthousiasme indescriptible qui éclata à Berlin avec fureur saisit et ébranla profondément notre vieux maître. Ses yeux s'humectèrent. Il reconnut que c'était vraiment une guerre nationale, une guerre populaire que le peuple demandait et qu'il lui fallait.

Même avant notre arrivée à Berlin, nous avions reçu du roi l'autorisation de mobiliser au moins une partie de notre armée. Lorsque le prince royal quitta le train, il parla à dessein très haut, dans la gare, de la mobilisation imminente, et alors l'enthousiasme éclata encore plus longuement. Lorsque nous arrivâmes au château, Sa Majesté était déjà disposée à mobiliser toute l'armée.

La suite des choses, vous la connaissez. C'est là le point au sujet duquel Gramont, dans ses mémoires, exprime son sincère étonnement. Il ne comprenait pas, alors que les choses avaient pris une tournure tout à fait pacifique, pourquoi le courant belliqueux avait subitement repris le dessus. « Une apparition sinistre survint. Tout d'un coup, tout est changé. Qu'était-il arrivé ? — M. de Bismarck à Berlin ! » Voilà où à peu près ce qu'on lit dans les Mémoires de Gramont. Je cite de mémoire. En tout cas, c'est moi qui était la sinistre apparition.

J'ajoute que j'étais autorisé à faire les ratures qui me paraissaient absolument nécessaires. On m'avait laissé libre de publier la dépêche *in extenso* ou par extraits. Je n'ai pas regretté d'avoir fait des extraits.

— M. de Caprivi, chancelier de l'empire allemand, a prononcé, le 23 novembre, devant le Reichstag, l'important discours suivant :

Trois ans, dit-il, se sont écoulés depuis que les gouvernements confédérés ont reconnu la nécessité d'augmenter sur toute la ligne nos forces armées. Pendant ces trois ans, le côté économique et militaire du projet de loi a été soumis à un examen approfondi, et le résultat de cet examen a été que la situation actuelle ne saurait être maintenue.

Si le projet de loi est voté, on commencera au plus tôt le 4<sup>er</sup> octobre 1893 à en exécuter les différentes dispositions, et ce n'est guère que dans vingt ans que la loi aura produit son effet plein et entier. On nous dit qu'on pourrait différer encore la discussion du projet, que la situation économique de l'Allemagne exige même que la réforme que nous proposons soit différée. Mais les gouvernements confédérés ont pensé que chaque année perdue par ce retard serait perdue irrévocablement et qu'on ne pourrait jamais rattraper le temps perdu. Qu'est-ce donc qui exige la discussion immédiate du projet ?

Je ne puis pas dire, suivant l'expression consacrée, qu'une guerre est prochaine. Il ne saurait être question de cela. Je veux éviter de peindre la situation trop en noir et je ne dirai devant vous que la vérité, telle que je la connais et telle que ma conscience me permet de la dépeindre. Le gouvernement allemand entretient des relations normales et amicales. Depuis que j'ai été appelé au poste que j'occupe, aucun gouvernement étranger ne m'a rendu difficile l'accomplissement de ma tâche, qui consiste à représenter, vis-à-vis de l'étranger, la dignité et l'honneur de l'Allemagne. Il vous a été dit naguère par un autre que moi, à cette même place : « La nation allemande est rassasiée ; après l'année 1870, nous avons reçu ce que nous désirions, et nous n'avons pas d'autre but que de conserver les possessions territoriales que nous a assu-

rées le traité de Francfort ». C'est également une parole absolument vraie que celle qu'a prononcée Sa Majesté l'empereur en prenant possession de l'île de Heligoland, à savoir que c'était la dernière parcelle de terre allemande que l'Allemagne eût désirée. Cette dernière parcelle, nous l'avons reçue.

Nous n'avions plus rien à désirer, plus rien à demander aux autres. Quelques journaux et des hommes politiques m'ont dit, il est vrai : « L'armure que nous portons et que vous allez rendre plus lourde encore, deviendra insupportable à la longue. Ne vaudrait-il pas mieux mettre fin à cette situation en prenant les armes, en choisissant le moment favorable et en exploitant le succès que nous pouvons espérer de manière à nous assurer de nouveau la paix pour vingt ou trente ans ? »

C'est là une manière de voir à laquelle les gouvernements confédérés et le peuple allemand, après mûre réflexion, ne pourront jamais se ranger. Sans compter les objections que l'on pourrait faire au point de vue moral à un pareil procédé, ce procédé se heurterait aussi à des difficultés matérielles. On peut faire une guerre défensive au point de vue politique et offensive au point de vue militaire. On peut aussi faire le contraire.

La guerre préventive à laquelle on nous conseille d'avoir recours devrait être une guerre offensive à la fois au point de vue politique et au point de vue militaire. Mais si je dois entreprendre une pareille guerre, il faut que je commence par me rendre très exactement compte de ce que doit être le prix de la victoire. Eh bien, admettons que nous nous jetions sur la France pour mettre fin à la situation difficile où nous nous trouvons : quel serait le prix de la victoire ? Nous ne désirons pas même nous annexer un kilomètre carré du territoire français. Ce serait nous préparer des embarras que d'incorporer à l'empire allemand des gens qui ne sont pas Allemands.

Quand nous avons pris des milliards, nous avons trouvé, à plus d'un point de vue, un cheveu dans ces milliards ; et quand enfin on vient nous dire : Prenez donc des colonies françaises, je réponds : Mais nous en avons déjà assez avec nos propres colonies. Des colonies nous créeraient des difficultés et nous imposeraient des charges telles que nous ne pourrions pas supporter à la fin une telle guerre préventive. Mais admettons ce que les gouvernements confédérés n'admettent pas : que l'on fasse une telle guerre ; eh bien, on ne pourrait l'entreprendre que dans l'espoir de pouvoir jouir, après la guerre, d'une période de paix plus longue que celle que nous pouvons espérer aujourd'hui.

Eh bien, je vous prie de rappeler que, lorsque nous avons franchi la frontière française, en 1870, nous l'avons franchie avec dix-sept corps d'armée, en y comprenant les contingents de l'Allemagne du Sud, tandis que huit corps français seulement nous étaient opposés. Cette circonstance seule suffirait pour montrer que, dans la guerre future, il ne nous serait pas aussi facile de remporter de brillantes victoires que dans la dernière guerre. Car, dans la future guerre, nous trouverions devant nous des corps d'armée français au moins aussi nombreux que ceux avec lesquels nous entrerions en ligne ; nous trouverions de plus une armée de réserve qui vaudrait à peu près l'armée de première ligne, au point de vue du nombre, et qui certainement, au point de vue de la valeur, serait bien supérieure à celle que nous avons connue du temps de Gambetta. Mais admettons que nous franchissions la frontière, que nous remportions la victoire, bien que nous n'ayons plus la supériorité numérique que nous avions en 1870 (n'oubliez pas qu'il faudra laisser une partie de nos troupes en garnison sur la frontière russe, puisque nous ne pouvons plus compter, comme en 1870, sur la bienveillance de la Russie) ; nous entrons donc en France : qu'y trouvons-nous ? Une ligne de forts d'arrêt soigneusement préparés depuis des années et munis de tout ce qu'offre la technique moderne. Ces forts sont situés sur la Moselle et sur la Meuse, dont le passage offrira des difficultés en soi. Il nous faudra prendre plusieurs de ces forts si nous voulons pénétrer plus avant en France.

Puis, nous trouverons la série des grandes forteresses françaises : Verdun, Toul, Epinal, places dont chacune est plus forte que ne l'était en 1870 Metz ou

Strasbourg, places, par conséquent, qui nous arrêteront certainement à leur tour et devant lesquelles nous devons laisser une partie de nos troupes. Nous les laissons donc et nous avançons, et nous battons aussi l'armée de réserve française qui se porte au devant de nous. Nous nous dirigeons sur Paris, mais nous ne trouvons plus le Paris de 1870, mais, au contraire, une forteresse comme le monde n'en a jamais vu jusqu'ici, une forteresse entourée de 56 forts en une ligne de 130 kilomètres. Que faudra-t-il faire ? Prendre la ville par la famine ? Ce serait très difficile. Il faudra recourir à d'autres moyens.

Les moyens réussiraient si nous y mettons la persévérance et le temps voulu. Nous arriverons au but après une guerre qui serait plus longue que celle de 1870 : cela suppose toujours que notre conscience ne s'est pas réveillée une seule fois pendant cette longue guerre provoquée par nous, et que nous ne nous sommes jamais posé cette question : Mon Dieu, pourquoi donc avons-nous provoqué une lutte aussi difficile ? Mais, enfin, admettons-le : nous sommes les maîtres du pays : qu'en résultera-t-il ? Jouirons-nous d'une paix qui dure vingt à trente ans ? Non, à peine rentrés, il nous faudrait armer de nouveau et armer d'une façon plus coûteuse encore qu'aujourd'hui.

Car, si nous rentrions épuisés à la maison, d'autres seraient peut-être disposés à profiter de notre faiblesse. Après une guerre préventive même heureuse, nous nous trouverions donc dans une situation bien plus insupportable encore qu'aujourd'hui, et par conséquent, nous ne le ferons pas.

Je passe à un mouvement qui a excité les esprits et qui a été provoqué par la publication de paroles relatives au début de la guerre de 1870. On a répandu le bruit que l'Allemagne et, avant tout, le prince Bismarck, a provoqué la guerre avec la France en manipulant, on a même dit : en falsifiant la dépêche du roi. Dans la presse étrangère il s'est déchainé là-dessus une tempête d'indignation, et on a réussi à faire croire que tout ce que nous avons cru depuis vingt-deux ans n'était que mensonge.

Il n'en est pas ainsi. Je suis en mesure, en me basant sur des documents, de prouver, premièrement, que l'Allemagne n'a pas provoqué la guerre, secondement, que le prince Bismarck n'a pas falsifié de dépêches et, troisièmement, qu'il est faux que le vieux roi Guillaume ait été trop conciliant et que, dans ses relations avec les Français, il n'ait pas trouvé la note qui répondait au sentiment légitime de la nation allemande.

Je vous rappelle que le roi se trouvait à Ems le 13 juillet ; qu'il fut abordé, pendant sa promenade du matin, par le comte Benedetti, l'ambassadeur français, que le roi lui donna une réponse négative, que le comte Benedetti fit une seconde fois la tentative de se rapprocher du roi et que le roi lui envoya l'adjudant de service et lui fit dire que, s'il demandait une audience pour revenir encore sur la question, cette audience ne pourrait lui être accordée. Le récit de cette affaire se trouve dans un mémoire que l'adjudant prince Antoine Radziwill a rédigé tard dans la soirée du 13 juillet. Ce mémoire — vous en trouverez la preuve dans les documents, et je m'engage à montrer ces documents à ceux qui voudront en prendre connaissance — ce mémoire n'est pas parvenu au ministère des affaires étrangères par voie télégraphique, il n'y est parvenu que le 17, par conséquent, après le retour d'Ems. Je veux maintenant vous lire d'abord la dépêche qui a été envoyée le 13 juillet, d'Ems, au prince Bismarck.

C'est là la vraie dépêche, la dépêche authentique qui n'a jamais été publiée, tandis que la seconde dépêche que le prince Bismarck, se basant sur la première, a envoyée ensuite à l'étranger et à la presse, a été publiée bien avant. La première dépêche a été rédigée par le conseiller Abeken, qui accompagnait le roi à Ems. Elle a été déchiffrée à Berlin. Elle a été remise au télégraphe d'Ems le 13 juillet, à 3 heures 48 minutes de l'après-midi, et elle est arrivée à Berlin le 13 juillet, à 6 heures 8 minutes du soir. Voici le texte déchiffré :

Sa Majesté m'écrit :



« Benedetti m'a abordé à la promenade pour me demander d'une manière finalement très pressante de l'autoriser à télégraphier que je m'engageais pour toujours à ne jamais plus donner mon approbation, si les Hohenzollern posaient de nouveau leur candidature. J'ai refusé d'un ton assez sérieux à la fin de notre conversation, parce qu'on ne doit pas et qu'on ne peut pas prendre de pareils engagements à tout jamais. Je lui dis naturellement que je n'avais encore rien reçu et qu'il pouvait se rendre compte facilement, comme il était informé avant moi des nouvelles de Paris et de Madrid, que... »

Les mots qui suivent sont intelligibles. Ils veulent dire que Benedetti avait dit au roi qu'il savait par la voie de Madrid et de Paris que la candidature Hohenzollern était retirée. Au moment où Benedetti disait cela au roi, le roi n'avait pas encore reçu de nouvelles. Abeken continue ensuite ainsi :

Sa Majesté a reçu à l'instant même une lettre du prince, c'est-à-dire du vieux prince de Hohenzollern. Comme Sa Majesté avait dit à Benedetti qu'elle attendait des nouvelles du prince, le roi a décidé, sur la proposition du comte Eulenburg et de moi et en considération de l'opinion exprimée plus haut, de ne plus recevoir Benedetti et de lui faire dire par son aide de camp : « Que Sa Majesté avait reçu du prince de Bismarck, la confirmation de la nouvelle que « Benedetti avait déjà reçue de Paris, et que Sa Majesté n'avait plus rien à dire « à l'ambassadeur. »

Sa Majesté s'en remet à Votre Excellence, c'est-à-dire au chancelier de la confédération, au comte Bismarck, pour décider si la nouvelle réclamation de Benedetti et le refus qui lui a été opposé doivent être communiqués à nos ministres à l'étranger et à la presse.

C'est ce dernier parti qui a été pris par Bismarck. Nous avons là, dans nos documents, une dépêche que le comte de Bismarck a dictée aux fonctionnaires. Elle est ainsi conçue :

« La nouvelle de la renonciation du prince héritier de Hohenzollern ayant été communiquée au gouvernement français par le gouvernement espagnol, l'ambassadeur français à Ems a adressé à Sa Majesté le roi une demande tendant à être autorisé à télégraphier à Paris que Sa Majesté le roi s'engageait à tout jamais à ne jamais donner son assentiment dans le cas où les Hohenzollern reprendraient leur candidature. Là-dessus, Sa Majesté a refusé de recevoir encore une fois l'ambassadeur français et lui a fait dire par l'adjutant de service que Sa Majesté n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur. »

Donc M. de Bismarck fait envoyer, le 13 juillet, à 11 heures 35 minutes du soir, la dépêche que je viens de lire et qu'on a opposée à l'autre, et qui n'est que l'exécution de la décision que Sa Majesté le laissait libre de prendre, aux représentants à Dresde, à Stuttgart, à Hambourg, à Munich. Dans la même nuit, mais à 2 heures 30 du matin, c'est-à-dire le 14 juillet, la dépêche est envoyée dans le même texte à Londres, à Pétersbourg, à Florence, à Bruxelles, à Prague et à Berne. Il ne saurait être question ici de falsification. Le comte Bismarck a rempli la mission que lui a donnée le souverain, et il l'a remplie correctement.

Mais, pour répondre à l'insinuation suivant laquelle le vieux monarque n'aurait plus été capable de défendre sa propre opinion, je veux citer un second fait qui s'est passé le même jour. Après son entretien avec Benedetti, le roi reçut une lettre de l'ambassadeur de Prusse à Paris, M. de Werther. Cette lettre, datée de Paris, le 12 juillet, et arrivée à Ems le 13, contenait le récit d'une conversation que M. de Werther avait eue avec des ministres français et d'où il résultait que l'on ne pouvait se contenter de la renonciation du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, mais que l'on demandait quelque chose de plus. J'ai là, dans les documents, un billet authentique écrit par le roi Guillaume à M. Abeken. Il y est dit, à la date du 13 juillet :

« Il est nécessaire de déclarer que je suis indigné des demandes de MM Ollivier et Gramont, et que je me réserve d'y donner suite comme je l'entends. »

Il me reste à montrer que l'Europe a jugé l'affaire comme l'Allemagne et l'empereur lui-même l'avaient jugée. J'ai là deux dépêches, dont l'une est de



M. de Bernstorff, qui était alors notre représentant à Londres et qui écrivait le 13 juillet à notre ministère des affaires étrangères :

« Lord Lyons, l'ambassadeur anglais à Paris, a télégraphié hier soir que le gouvernement français ne se contentait pas de la renonciation du prince de Hohen-zollern, et qu'aujourd'hui, dans un conseil, on allait délibérer sur d'autres résolutions à prendre. Lord Lyons avait fait de vives représentations. Lord Granville lui avait répondu par voie télégraphique qu'il devait déclarer, avant la réunion du conseil, que la France devait se déclarer satisfaite. M. Gladstone, qui vient de me dire cela confidentiellement, est d'avis que nous sommes allés jusqu'à l'extrême limite des concessions et que la France serait évidemment dans son tort si elle demandait un second document. »

Le chancelier Gortschakof, qui était alors à Berlin, adressa aux représentants de la Russie à Paris et à Londres le télégramme suivant, que je traduis textuellement :

« Nous ne comprenons pas qu'après la renonciation spontanée et complète du prince héritier de Hohenzollern le gouvernement français ne considère pas l'incident prusso-français comme terminé, dans l'intérêt de la paix que la France veut, à ce qu'elle assure. »

Je considère comme prouvé par là qu'il n'y avait plus aucune raison pour que la France demandât quelque chose de plus, après la renonciation des Hohen-zollern. Si la France a demandé quelque chose de plus, c'est qu'elle voulait ou bien la guerre ou l'humiliation de l'Allemagne. Et si elle n'a pas atteint son but, nous le devons aux hommes qui étaient alors à la tête de l'Allemagne. L'Allemagne n'aurait pas pu subir l'humiliation que la France voulait nous imposer. Ceci est important pour moi parce que, au moment où nous demandons les moyens de renforcer nos forces armées, nous devons repousser le soupçon d'avoir eu en 1870 des intentions provocatrices. C'est la France qui s'est jetée sur nous, après que nous étions allés jusqu'à l'extrême limite des concessions, et ce qui s'est fait en 1870 pourrait se faire encore.

Nous avons incorporé après 1870 l'Alsace-Lorraine à l'empire allemand. Nous avons considéré cette incorporation non seulement comme une expiation pour la guerre, mais comme la conséquence des querelles séculaires au cours desquelles ce pays autrefois allemand nous avait été enlevé. Mais même si nous n'avions pas pris l'Alsace-Lorraine, le désir de la revanche serait le même chez les Français.

Les Français aiment la guerre pour la gloire qu'elle procure ; plus leurs armements sont complets, plus la conscience de leur force se développe en eux. L'alliance qu'ils veulent conclure, ce n'est pas une alliance défensive : elle a pour but de reviser la carte de l'Europe.

Nous entretenons des rapports d'amitié avec la Russie depuis des siècles, et la personne de l'empereur Alexandre lui-même constitue une nouvelle garantie de la continuation de ces rapports.

Le tsar est un des monarques les plus pacifiques et les plus magnanimes, et il apprécie à sa valeur la politique pacifique et loyale de l'Allemagne ; mais il existe aussi en Russie des courants d'opinion qui nous sont hostiles et qui, depuis les succès diplomatiques de la Russie, sont parvenus à primer les intérêts de cet empire.

La Russie va continuer à développer ses ressources militaires. Nous ne devons pas croire pour cela qu'une guerre est prochaine ; mais nous pouvons conclure de ces préparatifs que la prochaine guerre dans laquelle sera engagée la Russie, aura lieu dans l'Ouest.

Cette situation n'est pas inquiétante à l'heure actuelle, mais elle pourrait devenir dangereuse.

Malgré notre grand respect pour l'empereur de Russie, je suis forcé de rappeler que, déjà du temps de l'empereur Alexandre II, le prince de Bismarck, à un moment donné, a parlé de menaces de guerre formelles venant de la Russie.

Il existe un rapprochement incontestable entre la Russie et la France. Il nous est impossible d'abandonner l'Alsace-Lorraine ou de rompre nos relations avec

l'Autriche-Hongrie. En renforçant nos forces militaires, nous ne menaçons pas la Russie. Nous voulons uniquement être en mesure de repousser une attaque si elle venait à se produire. Nous sommes obligés de prévoir comme probable la guerre simultanée contre deux ennemis.

Si la Russie voulait faire la guerre, elle serait assurée de l'alliance française. Quant au cas inverse, je ne veux pas me prononcer à cet égard. De toute manière la Russie immobilisera une partie de nos forces. Nous ne serions pas en état de soutenir une pareille guerre. Pourtant nous nous défendrions même contre le nombre; les hommes de 1813 éprouveraient une sainte colère si nous ne le faisons pas.

L'Allemagne est forcée de porter le fardeau le plus lourd, étant donné qu'elle doit se défendre de deux côtés. Si l'Allemagne a perdu après 1870 sa suprématie militaire, ce n'est pas par la faute du Gouvernement ni par celle de l'armée. Le Reichstag a également fait tout ce qu'il a pu. Mais le vainqueur était moins enclin à faire des sacrifices que le vaincu.

Nos voisins ont augmenté leurs forces d'une manière imprévue. Nous avons suivi lentement, nous n'avons fait qu'user d'expédients. A l'heure qu'il est, nous prenons des mesures lentes, mais qui agiront sûrement.

Au point de vue du personnel, nous sommes supérieurs à toute autre armée. Nous avons les meilleurs officiers, sous-officiers et soldats. Ce qui nous fait défaut, c'est une forte organisation. Nous voulons faire en sorte que nous ne soyons pas forcés à appeler tout de suite, au premier jour de la mobilisation, la landwehr et le landsturm.

A part l'Autriche, c'est nous qui avons dépensé le moins pour l'armée. Nous voulons établir réellement le service militaire universel, mais nous entendons procéder avec des ménagements. Nous voulons introduire le service de deux ans, excepté pour la cavalerie et l'artillerie à cheval. Même jusqu'ici nous n'avions pas le service militaire de trois ans complet. Nous ne pourrions même établir le service de deux ans que si nous obtenons les compensations demandées. Nous ne voulons pas modifier la constitution de l'empire, mais au contraire maintenir le *statu quo*. Nous entendons donner à la population l'assurance que le licenciement se fera régulièrement après deux ans.

Il ne saurait être question, à l'heure présente, de charges écrasantes. Le projet de loi actuel est désagréable, mais une guerre le serait davantage et une défaite le serait plus encore. Dans le cas d'une défaite, nous payerions des milliards, au lieu des millions que nous devons dépenser actuellement.

Le Moloch du militarisme n'a pas d'autre but que de protéger chaque Allemand en particulier contre une défaite future. Après une défaite, il ne pourra plus être question du service militaire de deux ans.

Notre commerce, qui est devenu national, ne pourrait plus être protégé. L'art et la science allemandes tomberaient en décadence. Ce sera, au point de vue politique et matériel, aussi bien qu'au point de vue de la civilisation, un combat pour la vie.

Nous avons le devoir de conserver intégralement l'Allemagne, en nous souvenant de ceux qui l'ont créée, de ceux qui sont morts pour elle, afin qu'il ne soit pas dit que ceux-là avaient donné leur sang, tandis que les vivants n'ont même pas voulu donner leur argent (Applaudissements). Faites en sorte que dans une guerre future chacun puisse dire comme autrefois : « Patrie, tu peux être tranquille ! » (Refrain de la chanson *Wacht am Rhein*).

---

## FRANCE

## Organisation et attributions du Gouvernement général de l'Algérie.

*Rapport fait à la commission du l'Algérie du Sénat  
par M. Jules Ferry.*

Nommé, il y a bientôt vingt ans, gouverneur général de l'Algérie, le général Chanzy pouvait déjà dire aux Algériens :

« Malgré des hésitations forcées dans les différents systèmes suivis jusqu'ici, malgré des impatiences légitimes, mais souvent peu raisonnées, malgré les difficultés de la grande tâche de colonisation et de civilisation que la France s'est imposée, ce pays, quoi qu'on puisse dire, n'a jamais cessé de progresser. »

(Proclamation du général Chanzy, datée de Tours, le 23 juin 1873.)

Ces paroles d'un homme de guerre, qui sut être un administrateur avisé, qui n'était assurément ni un rêveur ni un optimiste, et qui a laissé dans l'œuvre de la colonisation algérienne des traces durables, sont plus vraies qu'elles ne l'ont jamais été. Cette marche en avant que rien n'arrête, ni les tâtonnements, ni les contradictions, ni les conceptions fausses, ni les contre-sens dans lesquels se gaspille trop souvent l'action de la métropole, cette maturité robuste qui se dégage lentement, mais sûrement, des épreuves d'une longue et difficile adolescence, voilà bien les traits dominants de notre grande colonie. C'est par là qu'elle nous charme, nous attire et nous rassure. On y rencontre sans doute bien des lacunes, on s'y heurte à plus d'une œuvre manquée, la méthode est souvent absente, mais on y respire le parfum de la sève vigoureuse qui circule dans tout l'ensemble. Personne n'échappe à cette impression, qui est celle de la première heure et que confirme toute étude approfondie. M. Burdeau la traduisait l'année dernière en des statistiques éloquentes auxquelles il n'y a rien à ajouter. C'est le sentiment que rapportent également de leur voyage d'études les membres de la commission sénatoriale qui ont visité, en avril et mai dernier, les trois provinces. Ils ont vu beaucoup et beaucoup écouté. Ils n'ont pas borné leur enquête aux façades de la colonie, à nos villes du littoral, petites ou grandes, dont le rapide essor éblouit les yeux ; ils ont pénétré jusqu'au fond du Tell et parcouru les pays forestiers ; ils sont allés chercher le colon chez lui. Ils n'ont pas fait un voyage à la Potemkin. D'ailleurs, en Algérie, il n'y a pas de Potemkin. Tout le monde se plaint et appelle à l'aide. Les indigènes se plaignent, et ils n'ont pas tort : il ne sera que juste, croyons-nous, de leur accorder des satisfactions nécessaires. Les colons se plaignent, et ils ont raison : leur outillage de travaux publics est fort incomplet, et l'emprunt tient une trop grande place dans les dessous de la colonisation. Loin de cacher l'envers de leur prospérité, ceux-ci semblent plutôt enclins à en assombrir les couleurs, tant ils redoutent que l'admiration de la mère-patrie ne se traduise pour eux en surcharges d'impôts. Mais leur modestie, ce nous semble, pose mal la question. Les colonies d'Australie et de la Nouvelle-Zélande, dont la race anglo-saxonne est si justement fière, sont, elles aussi, en proie à l'hypothèque ; elles n'en sont pas moins glorifiées comme de grandes victoires de la civilisation occidentale. Il y a deux choses distinctes : le bilan des colons et le bilan de la colonie. Si la plaine de la Mitidja, que les vieux Algériens ont connue à l'état de marécage et d'ossuaire, rivalise aujourd'hui par l'opulence des produits et le soin des cultures avec les plus riches cantons de la basse Normandie ; si la production des céréales s'est accrue en vingt-cinq années de 60 0/0 ; si le vignoble algérien a passé entre 1878 et 1892 de 17,000 hectares de superficie à 150,000, en dépit des déboires individuels et de la crise immobilière, ce sont toujours des capitaux français, presque exclusivement, c'est l'argent et le labeur venant de France qui ont créé toutes ces merveilles.

Le génie colonisateur est fait pour une large part d'audace et de confiance en soi : il en faut une dose peu commune à ces intrépides viticulteurs, sous le coup de l'usure et du phylloxera, qui poussent incessamment en avant, partout



où il y a de la terre arable et des routes, ces longues files de ceps verdoyants qui s'espacent et s'allongent à perte de vue, dans les sillons droits et sarrêlés, couvrant les plaines, gravissant les coteaux, comme s'ils avaient hâte de consacrer, par la plus française de toutes les cultures, la prise de possession pacifique et définitive de la terre africaine au nom de la France.

Ces considérations ne sont point inutiles, au début d'une série d'études qui, par la force même des choses, doivent faire à la critique une large part. Il importe qu'on ne puisse se méprendre, comme on s'y est trop souvent essayé dans certaines feuilles de la colonie, sur le caractère de cette critique. Elle n'est nullement inconciliable avec une loi profonde et raisonnée dans les destinées de l'Afrique française. Mais cette foi ne peut ni tout justifier, ni tout couvrir. La beauté, la grandeur du spectacle n'aboutissent pas nécessairement à l'apothéose de tous les acteurs. Les progrès manifestes réalisés depuis douze ans ne prouvent pas que, depuis douze ans, l'Algérie ait possédé le meilleur système de gouvernement, la meilleure administration, les meilleurs principes de colonisation, la meilleure politique vis-à-vis des indigènes. L'on vit, l'on prospère même sous des gouvernements médiocres, comme ces êtres vigoureux qui s'accroissent d'organes imparfaits; mais le danger est de voir, sans qu'on s'y attende, le médiocre tout à coup verser dans le pire. Sous les formules administratives et gouvernementales, il convient de rechercher et de constater la réalité des choses. L'Algérie est dotée d'un gouverneur général. Mais, a-t-elle un gouvernement? Le pouvoir est-il là où il paraît être, ou, par un de ces phénomènes de glissement si fréquents dans l'évolution des institutions humaines, s'est-il déplacé, et, en se déplaçant, s'est-il amélioré ou s'est-il corrompu? Grave question, qu'il importe d'éclaircir avant toute autre, car elle est la première dans l'ordre logique, comme par l'ordre d'importance.

#### I. — LE GOUVERNEMENT GÉNÉRAL.

C'est en Algérie surtout qu'il faut se défier des étiquettes.

Il existe encore, en droit, un gouverneur général. C'est un beau nom et un grand souvenir. Le gouverneur général fut la première et longtemps l'unique institution de l'Algérie après la conquête. Etabli par une ordonnance royale de 1834, défini et consolidé par une ordonnance royale de 1843, c'était, en soi, une façon de vice-royauté, à la fois civile et militaire, dont ce glorieux type de soldat labourneur, le maréchal Bugeaud, fut la personnification la plus originale, la plus populaire et la plus féconde. Le gouverneur réunissait dans ses mains tous les pouvoirs: « Le commandement général et la haute administration », le droit de légiférer, par voie d'arrêtés, dans les cas urgents et graves, et, dans les temps ordinaires, la main-mise sur tous les services, la haute police sur toutes les personnes, le mandat (c'est l'ordonnance qui parle) « d'assurer à chacun l'exercice de son culte et de son droit, de maintenir à chaque autorité son rang et ses attributions, de veiller à la bonne et prompt expédition de la justice, dans la limite des juridictions et des compétences », avec le droit de prononcer des sursis en matière pénale et de signer les arrêts de mort en cas d'extrême urgence. On lui avait remis vraiment le glaive et la main de justice, et le directeur des affaires civiles faisait auprès de lui office de premier ministre. Telle est la conception première. On en retrouve les traits principaux, tempérés par des responsabilités mieux définies, avec trois ministères en moins (justice et instruction publique françaises et cultes non musulmans) et un Conseil supérieur en plus, dans le décret de 1860, qui mit fin à l'expérience éphémère et décevante du ministère de l'Algérie. Ce décret tint bon pendant vingt ans. L'amiral de Gueydon y trouva la force nécessaire pour remettre la colonie debout après la grande secousse de 1871. Le général Chanzy put s'y tailler une sorte d'indépendance. Depuis la réforme de 1881, que nous étudierons tout à l'heure, il ne reste de ce gouvernement général que des débris. Ce n'est plus là qu'est l'organe central, la force impulsive, l'action directrice et obéie? où est-elle donc?

Le Gouvernement de l'Algérie, à l'heure présente, est un Gouvernement dis-



persé et tirailé. S'il ne réside plus que par lambeaux au palais du gouverneur, appartient-il du moins aux influences locales, représentées par les corps élus ? Relève-t-il uniquement des ministères de la métropole ? Est-il bureaucratique, parlementaire ou personnel ? Il est à la fois tout cela, dans une mesure qui varie sans cesse, avec les temps et selon les hommes. Tel gouverneur général est tombé pour avoir trop tendu les ressorts de l'autorité, tel autre a succombé pour ne s'être pas défendu. On peut dire que depuis vingt ans le conflit est la règle des choses algériennes. Ce n'est pas seulement un conflit de bureaux, c'est une antinomie d'idées et de systèmes, doublée d'une lutte d'intérêts.

Les seules colonies faciles à gouverner sont les colonies naissantes. Leur faiblesse est la garantie de leur docilité. Mais aussitôt qu'elles grandissent, s'enrichissent ou se multiplient, elles prennent conscience de leur force morale et commencent à parler de leurs droits. Cela est de tous les temps et de tous les pays. Ce qui est spécial au nôtre, c'est cette disposition particulière du colon français, qui croit faire acte de vertu civique en quittant la terre natale, et qui voit, dans la mère patrie, moins une bienfaitrice qu'une obligée. Ce tour d'esprit, qui, même aujourd'hui, se retrouve au fond de toutes les revendications algériennes, a fait des générations de mécontents, mais de mécontents obstinément fidèles. Il n'y a jamais eu, quoi qu'on en ait pu dire, d'éléments séparatistes sur l'autre rive de la Méditerranée. Ce n'est pas dans le sens de l'autonomie, du divorce administratif ou politique, du relâchement du lien national, que l'esprit d'innovation s'est exercé ; ce n'est pas le *self government* que l'Algérie, vers la fin de l'empire, inscrivait dans ses cahiers, c'est l'assimilation.

Assimiler l'Algérie à la métropole, leur donner à toutes deux les mêmes institutions, le même régime législatif et politique, leur assurer les mêmes garanties, les mêmes droits, la même loi, c'est une conception simple et bien faite pour séduire l'esprit français. Elle a eu sur l'histoire de notre grande colonie une influence tour à tour bienfaisante et désastreuse, elle pèse encore et pèsera toujours sur les esprits qui s'appliqueront à ce vaste problème. Elle a inspiré à Prévost-Paradol une de ses pages les plus émouvantes. Même aujourd'hui, avec nombre d'expériences, il faut quelque courage d'esprit pour reconnaître que les lois françaises ne se transplantent pas étourdiment, qu'elles n'ont point la vertu magique de franciser tous les rivages sur lesquels on les importe, que les milieux sociaux résistent et se défendent, et qu'il faut en tout pays que le présent compte grandement avec le passé.

Il est naturel, il est juste, sans doute, que les colons français trouvent le plus tôt possible, sur la terre conquise, les garanties qui assurent contre l'arbitraire la liberté, la sécurité, la dignité du citoyen ; il leur faut le plus tôt possible et des juges et des lois. On ne peut leur refuser, dès qu'ils s'agglomèrent, les bienfaits et les joies de la vie communale. L'assimilation, ainsi comprise, s'est poursuivie et développée sous tous les régimes. Depuis l'ordonnance du 18 septembre 1847, qui appliquait aux communes françaises d'Algérie les dispositions de la loi du 18 juillet 1837, la colonie a bénéficié de toutes les étapes parcourues par notre régime municipal ; la loi impériale de 1833, la loi de décentralisation de 1867, toutes les lois de 1871, de 1874, de 1876, leur ont été successivement appliquées. La loi de 1884, elle-même, avec une libéralité qu'il est permis aujourd'hui de trouver excessive, a accordé à toutes les communes de plein exercice, si embryonnaires qu'elles puissent être, les larges libertés dont jouit le continent. A ce point de vue, la troisième République a dépassé en munificence tous les régimes qui l'avaient précédée. Le décret du 27 octobre 1858, qui donnait à chacun des départements algériens un Conseil général nommé par l'empereur, a été remplacé, en dernière analyse, par un décret du 23 septembre 1875, qui n'est pas autre chose qu'une édition algérienne, avec les variantes indispensables, de la grande loi libérale du 10 août 1871.

Mais la théorie de l'assimilation porte plus haut et plus loin. Elle implique l'incorporation pure et simple des trois départements algériens dans le cadre des départements continentaux, avec trois préfets, tout semblables aux préfets de France, animés du même esprit, soumis aux mêmes directions. Dans ce

système, auquel adhère peut-être encore, du fond du cœur, une certaine partie de l'opinion algérienne, que devient le Gouvernement général? Un décor coûteux autant qu'inutile, tout au plus un inspecteur de colonisation, dans le palais d'un roi fainéant. Les inspireurs algériens du décret du Gouvernement de la défense nationale du 24 octobre 1870 le marquaient fort clairement. Ce décret, écrit à Tours, mais pensé à Alger, supprimait les fonctions de gouverneur général de l'Algérie, assimilait les trois provinces à trois départements français, les trois préfets aux préfets de France. Quant aux territoires militaires, ils devaient relever uniquement, à l'avenir, du général de division commandant les forces de terre et de mer. On voit que si le gouverneur général, biffé par l'article premier, ressuscitait, par une étrange inconséquence, à l'article 5, sous le titre de « gouverneur général civil des trois départements de l'Algérie », il n'avait plus même ce haut contrôle des indigènes, attribut fondamental de sa fonction, et ne donnait d'instructions aux préfets que pour les affaires de la colonisation.

Le décret du 24 octobre 1870 ne fut jamais appliqué. Mais son esprit subsistait et les décrets de rattachement du 26 août 1881 en sont issus en ligne directe.

## II. — LES RATTACHEMENTS.

Les théories politiques, pas plus que celles de la science, ne tombent des nues sur notre globe. Elles s'expliquent par des faits, des passions ou des intérêts. Assurément, de 1863 à 1870, le système de l'assimilation à outrance avait été surtout la contre-partie et comme l'antidote des rêveries de l'empire arabe. Pareillement, il est permis de croire que l'administration active, mais impériale du général-Chanzy, les luttes locales qu'il provoqua ou qu'il eut à subir de la part des libéraux de la colonie, de 1873 à 1879, ne contribuèrent pas à réconcilier l'opinion algérienne, si facile à échauffer, avec les traditions et les nécessités du Gouvernement général. La controverse subsista, la tactique seule fut modifiée. Il ne fut plus guère question d'abolir l'institution, mais de l'asservir et de la mettre en tutelle. Les rapporteurs du budget de l'Algérie, à la Chambre des Députés, choisis selon un usage constant, dont on ne s'est départi que depuis deux années, parmi les députés algériens, s'attachèrent à mettre en lumière l'incapacité administrative du gouverneur général, et la supériorité technique des bureaux de la métropole. Avec une persistance remarquable et un grand esprit de suite, ils lancèrent, développèrent, vulgarisèrent l'idée des rattachements. Deux précédents pouvaient, d'ailleurs, être invoqués. L'un datait de 1848 et n'avait donné, assurait-on, que de bons fruits. Depuis cette époque, le gouverneur général était écarté des affaires touchant à la justice française, aux écoles et aux lycées français, aux cultes non musulmans, sans que personne songeât à s'en plaindre. Il s'était passé, en 1876, quelque chose de plus grave. Un ministre libéral (M. de Marcère) avait, « pour la commodité des affaires », renoncé à son droit de contrôle général sur les intérêts de la colonie, posé le principe de la correspondance directe du gouverneur général avec tous les ministres, et laissé à chacun d'eux le soin de proposer à la signature du Président de la République les actes de Gouvernement et de haute administration que, depuis vingt-cinq ans, le ministre de la guerre d'abord, le ministre de l'intérieur ensuite, avaient dans leurs attributions. (Décret du 30 juin 1876.)

Cependant, quand notre honorable collègue M. Albert Grévy reprit des mains du général Chanzy le fardeau de gouverneur général, on retrouvait, pour lui donner l'investiture, les formules les plus proconsulaires (1). Par quelle étrange ironie du sort allait-il devenir, dans le dépècement du Gouvernement général, à la fois l'initiateur et la victime?

C'est, en effet, sur un rapport du gouverneur général de l'Algérie, du 3 novembre 1880, qu'une Commission extraparlamentaire fut formée par M. Constans,

(1) « Il aura sous ses ordres les commandants des troupes de terre et de mer, et tous les services administratifs concernant les Européens et les indigènes. » (Décret du 15 mars 1879.)

ministre de l'intérieur, pour reviser, organiser et définir les attributions du Gouvernement général, préciser ses rapports avec la métropole, la forme de sa responsabilité devant les Chambres, examiner s'il convient de rattacher de nouveaux services au pouvoir central, dégager enfin du régime des décrets, si plein de confusion et d'arbitraire, la législation de l'Algérie (1). En cette dernière partie, la Commission n'aboutit pas; le régime législatif de l'Algérie est resté, en dépit des critiques, des promesses et des révolutions, ce qu'il était à la date du 22 juillet 1834. Peut-être le Gouvernement ne se souciait-il pas d'aboutir, peut-être vaut-il mieux que l'on n'ait pas abouti, — c'est un point que nous aurons à examiner à notre tour; — mais quant aux rattachements, la procédure ne languit pas, l'exécution fut rapide, impitoyable. Le gouverneur général fit une belle défense, mais le Gouvernement général ne s'en releva pas.

J'ai relu, Messieurs, avec la plus grande attention, tous ces procès-verbaux que le Ministre de l'intérieur nous a communiqués. J'ai apporté dans cette étude une impartialité d'autant plus grande qu'il m'a été donné de prendre part, comme Président du Conseil et comme Ministre de l'instruction publique, aux décrets dont la Commission extraparlamentaire avait préparé la teneur. Je crois qu'éclairé par l'expérience et mieux informé que nous ne l'étions alors des choses d'Algérie, plus d'un des ministres qui signèrent ces décrets ne se soucierait pas, à cette heure, de les défendre. Même alors, si les rattachements l'emportèrent sur toute la ligne, il ne semble pas qu'on se soit mis pour les faire prévaloir en grands frais d'argumentation. Dans la Commission, la majorité appartenait sans conteste aux délégués des ministères, aux chefs de service, et aux élus de l'Algérie. Parmi ceux-ci, les rattachements ne comptaient qu'un seul adversaire, aujourd'hui membre de la Commission sénatoriale, l'honorable M. Jacques. Deux membres seulement représentaient le Conseil d'Etat, deux des plus distingués, il est vrai, M. Clamageran et M. Marquez di Braga, alors maître des requêtes.

Par la bouche des chefs de service, c'est la centralisation qui parle. Elle se targue de la supériorité de ses organes techniques, de la sévérité de ses règles financières, de l'inflexibilité de sa discipline. Elle oppose au relâchement des habitudes coloniales la forte constitution de ses bureaux. Elle revendique le droit de tout voir, de tout savoir, de tout prévoir, de tout résoudre. Tout ce qui échappe à sa main puissante est suspect à ses yeux de fraude ou de rébellion.

L'attitude du gouverneur général est beaucoup moins intransigeante. La règle qu'il propose semble aisément acceptable : « Laisser au gouverneur général les « services qui n'ont pas leurs similaires dans la métropole, qui n'y fonctionnent « pas dans les mêmes conditions, ou qui intéressent directement l'œuvre de la « colonisation. » Qu'est-ce, en effet, qu'un service rattaché ? C'est, par définition même, celui qui est placé sous l'autorité directe du ministre compétent. (Décret du 26 août 1881, article premier.) Il échappe dès lors au gouverneur général, qui se transforme en un simple organe de transmission, passif et subordonné, comme un préfet. De sorte que le jour où tous les services seraient rattachés, le gouverneur général perdrait toute raison d'être, si ce n'est celle d'avoir un préfet de plus. Le service non rattaché, au contraire, ne se dérobe ni à l'action, ni au contrôle du pouvoir central. La part de libre initiative qui lui est faite est nécessaire autant qu'inoffensive. C'est de la décentralisation, non de l'autonomie.

Devant la Commission de 1881, le débat a particulièrement porté sur trois

(1) Cette Commission était composée de deux sous-secrétaires d'Etat, MM. Fallières et Wilson; de MM. Lelièvre, Lucet, Pomel, sénateurs de l'Algérie; MM. Gastu, Jacques, Thomson, député de l'Algérie; Barne, sénateur; Casimir Fournier, sénateur; Louis Legrand, député; Clamageran, Marquez di Braga, Villet, conseiller maître à la Cour des comptes; Tarbé de Saint-Hardouin, inspecteur général des ponts et chaussées; Tisserand, directeur de l'agriculture; Georges Cochery, directeur du cabinet et du service central du ministère des postes et télégraphes; Savary, député; Delabarre, chef du service de l'Algérie au ministère de l'intérieur; le gouverneur général Albert Grévy; MM. Guéret-Desnoyers et de Casamajor, secrétaires.



grandes Administrations : les travaux publics ; les postes et télégraphes ; les forêts.

#### A. — Travaux publics.

Comment fonctionnent-ils avant le rattachement ? Avec le personnel technique formé et choisi par l'Administration de la métropole. Il n'y a sous les ordres du gouverneur général point d'autres ingénieurs que ceux des ponts et chaussées, point d'autres conducteurs que ceux qui servent sur le continent. Le ministre seul les nomme et les révoque, le gouverneur général n'ayant à cet égard qu'un droit d'avis. Ce sont là les agents qui préparent les projets, suivant toutes les règles et filières administratives, et qui seront appelés ensuite à les exécuter. Entre temps, le gouverneur général les approuve ou les modifie, ce qui, en France, il est vrai, est du pouvoir ministériel. Mais comme il n'a pas d'autre Conseil technique que les ingénieurs des ponts et chaussées, il ne fait rien que d'accord avec l'ingénieur en chef du département, pour les projets moindres, et avec l'approbation préalable du Conseil général des ponts et chaussées, pour ceux qui ont quelque importance. En matière de chemin de fer, par exemple, le gouverneur général peut prescrire des études, signer des concessions provisoires ; mais la loi seule peut les rendre définitives, et la loi, n'est-ce pas tout un cortège de garanties : l'avis des ingénieurs du contrôle, les bureaux de l'Administration centrale, le Conseil général des ponts et chaussées, le Conseil d'Etat, les deux Chambres ? Oh est le péril ? Ce n'est pas la décision que le rattachement enlèverait au pouvoir local, c'est l'étude même de la proposition. — Les délégués du ministre des travaux publics n'en disconviennent pas, mais ils répliquent gravement que la présentation des projets et leur préparation sont des attributions inséparables ! — Le gouverneur général avait demandé, pour fortifier encore le contrôle local, qu'un inspecteur général des ponts et chaussées fût détaché à Alger, pour l'aider en toutes choses de ses Conseils et de son autorité : on lui répond qu'un inspecteur détaché « ne s'inspire plus suffisamment » des traditions de la métropole, quand il ne siège plus assidûment dans le Conseil général des ponts et chaussées. Le résultat final fut à la hauteur de ce fétichisme administratif. Le rattachement des travaux publics fut consommé dans les conditions les plus étroites, avec la préoccupation hautement avouée d'enlever aux organes des intérêts locaux, gouverneur général et Conseil supérieur, jusqu'à la discussion de ce chapitre si important du budget de la colonie (1). On se flattait d'arriver ainsi à des plans d'ensemble, à des vues générales, au lieu de programmes dispersés et tiraillés au gré des intérêts et des pouvoirs locaux. Hélas ! il en faut bien rabattre de ces espoirs et de ces promesses, pour peu qu'on ait étudié sur place les travaux publics d'Algérie, entrepris sans méthode et partout à la fois, et ces chemins de fer qui n'ont de raison d'être que le port auxquels ils aboutissent, et ces ports qui n'existent que pour le chemin de fer qui y conduit, et ces voies ferrées, qui pourraient être économiques, et qui déjà feraient leurs frais, si, au lieu de leur faire graver, à grand renfort d'ingénieux travaux d'art, de hautes pentes désertes et à jamais inhabitables, on les eût simplement posées à droite ou à gauche, sur la plaine unie et semée de gros villages. Les travaux publics, il faut bien le reconnaître, depuis le rattachement, n'ont été ni mieux dotés, ni mieux conduits. On avait reconnu du moins au cours du débat, qu'il convenait de laisser au gouverneur général la pleine maîtrise sur le régime des eaux algériennes, régime si particulier et qui n'a pas un trait commun avec le régime des eaux de France. La centralisation a finalement tout gardé, y compris le service hydraulique. En passant, il y a quelques années, du ministère des travaux publics au ministère de l'agriculture, l'hydraulique agricole ne s'est pas faite moins absorbante, tout au contraire. C'est là, sans contredit, une Administration utile et savante, dirigée

(1) Ce qui était laissé à l'initiative du gouverneur général était dérisoire : approbation des travaux neufs au-dessous de 25,000 fr., approbation des modifications apportées à la marche des trains, mais non des ordres généraux des services d'hiver et d'été, que le ministre se réserve...



présentement par un homme de grand talent; mais comment ne pas trouver que la mesure est dépassée, quand on entend M. le gouverneur général Cambon se plaindre de n'avoir même plus l'ombre d'autorité sur des choses essentiellement dépendantes de la vie locale, étroitement liées aux intérêts de la colonisation? Le ministère lui dispute le droit, dont il avait joui jusqu'en 1890, de subventionner, dans la limite des crédits annuels de l'hydraulique, les Associations syndicales régulièrement constituées, et de mettre des travaux à l'étude sans la permission préalable de l'Administration centrale!

### B. — Postes et télégraphes.

C'est le même esprit absorbant et centralisateur à outrance.

Un décret du 10 novembre 1860 avait organisé le service des postes en Algérie, un décret du 6 novembre 1867 constitua le service télégraphique. Puis les deux services ont été fusionnés en un seul, comme sur le continent. Est-il une Administration plus étroitement liée que celle-ci aux intérêts d'un pays en voie de formation? Elle doit être faite d'une maille souple et forte, s'accommodant à la croissance incessante du territoire colonisé, empruntant à l'Administration métropolitaine ses règles et son personnel, et le contrôle rigoureux de son savoir technique, mais recevant du pouvoir local l'impulsion, le mouvement et la vie. C'est ainsi que le décret de 1867 avait compris l'organisation télégraphique. Le gouverneur général de l'Algérie, comme directeur général, disposant du budget local, déterminant les lignes à construire et les bureaux à créer; maître du personnel parce qu'il le commissionne, le répartit selon les besoins et propose les mouvements à l'autorité centrale; à côté de lui, un inspecteur chef de service, en rapport constant avec le gouverneur général et l'Administration métropolitaine, centralisant la comptabilité des recettes, envoyant aux bureaux du contrôle technique à Paris tous les projets, devis et comptes de travaux; sous leurs ordres, enfin, l'armée des agents d'exécution, chefs de station, facteurs ou commis, tous empruntés aux cadres de la métropole dont ils ne cessent pas de faire partie, dans lesquels ils rentrent tous les cinq ans, ne tenant leurs avancements que du pouvoir central, selon les règles propres au corps et sur la proposition du gouverneur général. Il semble difficile de mieux équilibrer les pouvoirs et les responsabilités.

Cependant, en 1880, le ministère des postes et télégraphes, créé depuis deux ans, déclare, devant la Commission extraparlamentaire, que ce système ne marche plus, que ni à Paris le contrôle technique, ni à Alger la direction supérieure, ne remplissent leur office. Était-ce la faute de Paris? Était-ce celle d'Alger? Quoi qu'il en fût, ce mot suffit et l'institution fut condamnée. Le gouverneur général dut s'effacer devant le directeur général des postes et télégraphes; il ne commissionne plus aucun agent, étant en cela au-dessous des préfets qui, du moins, nomment les facteurs; il ne dispose plus du budget local, dont le ministre des postes perçoit les recettes. Il lui reste seulement le droit de déterminer, « dans l'intérêt de la colonisation et au double point de vue administratif et politique », les nouveaux bureaux à ouvrir, les bureaux à transformer, les communications à établir de bureaux à bureaux, et de solliciter pour cela les crédits nécessaires. Ces crédits, si on les lui accorde, sont portés au budget de l'Algérie. Mais aussitôt les bureaux mis en activité, on reporte les crédits d'entretien et de perfectionnement au budget du ministère. Cette étrange combinaison avait pour but avoué de soustraire la discussion de l'ensemble du budget des postes à l'examen du Conseil supérieur. Telle fut la substance du décret du 11 mars 1881, que le ministre s'empessa de faire promulguer, sans même attendre le décret d'ensemble qui devait voir le jour le 26 août suivant.

On peut aujourd'hui juger l'arbre et ses fruits. En m'ôtant la disposition de mon budget, vous m'enlevez toute autorité sur mon personnel, avait dit à la sous-Commission M. Albert Grévy. Il y avait bien dans le décret un article 2 qui laissait au gouverneur général le droit de « donner son avis et de faire » des propositions sur toute mutation ou nomination dans le personnel employé

« en Algérie » ; mais la formule, vague à dessein, ne faisait pas de cette consultation préalable un devoir pour le ministre, et le gouverneur général lui-même, par-dessus la tête duquel le service était administré, était sans informations, sans lumières propres pour exercer sa prérogative. M. le gouverneur général Cambon a constaté devant votre Commission que le personnel des postes et télégraphes échappe absolument, en fait, à l'action du gouverneur général, que ce personnel ne semble pas beaucoup plus soumis à la discipline de l'Administration métropolitaine, car il est un foyer d'indiscrétion, ce qui constitue, dans un tel service, la pire des indisciplines. M. Cambon nous a cité, à ce sujet, des faits que nous ne voulons pas insérer dans ce rapport.

Quant aux progrès matériels, aux développements des bureaux et des lignes, le rattachement a-t-il mieux servi les intérêts de la colonie ? Il en a, peut-on dire, organisé l'abandon. La seule attribution qui restât au pouvoir local, celle de tendre la main, a été annihilée en fait. L'Algérie n'a obtenu aucune création nouvelle, ni en 1890, ni en 1891, ni en 1892 ; pour cette dernière année, non seulement la « demande » du Gouvernement général n'a pas été maintenue au projet du budget, mais elle n'a pas été mentionnée dans la note de la direction générale. Le rejet n'a pas même été notifié au gouverneur général, qui ne l'a appris que par la lecture du projet de budget. Ce n'est pas là de l'économie, c'est du délaissement. Le rapport de M. Burdeau le constate dans les termes suivants : « Depuis 1888, on a renoncé résolument à accorder aucune amélioration à l'Algérie. Sur les 25 recettes accordées chaque année par le budget, même pendant cette période d'économies, l'Algérie n'en a plus obtenu une seule ; en 1891 même, le budget a prévu la création de 188 recettes, il n'y en a pas une pour l'Algérie ; enfin, dans le projet de budget pour 1892, bien que 150 recettes soient demandées, il n'en est pas réservé une pour notre colonie. Ce délaissement, ajoute le rapporteur, est d'autant moins justifié que la progression des recettes de l'Algérie a été constante. »

### C. — *Le rattachement des forêts.*

La question forestière est une des plus importantes du problème algérien. Elle peut être considérée sous des aspects divers. Un rapport spécial sera fait, au nom de votre Commission, sur l'exploitation, les méthodes de culture, la gestion et les produits de cet immense domaine. Je ne veux ici l'envisager qu'à un seul point de vue, qui n'a rien de technique : la part qu'il convient de faire à l'intervention de la métropole et à l'initiative des pouvoirs locaux.

Avant 1881, l'Administration forestière de l'Algérie était constituée comme il suit :

De 1838 à 1849, le service des forêts avait été placé sous un chef unique résidant à Alger. Le 16 juin 1849, il fut créé, dans chacune des trois provinces, un chef de service qui relevait du préfet en territoire civil, des généraux de division en territoire militaire.

En 1873, un inspecteur général des aménagements, forestier de haute compétence, M. Tassy, envoyé à Alger en mission spéciale, conseillait « avant toutes choses » et comme une mesure « indispensable », la création, à Alger, d'une direction centrale des forêts de la colonie, avec entrée du titulaire au Conseil de Gouvernement.

Ce rapport servit de base au décret organique du 27 septembre 1873, dont les dispositions, très brèves, mais très précises, sont utiles à rapporter :

Article premier. — Le service forestier de l'Algérie demeure rattaché au Gouvernement général.

Il est centralisé, à Alger, entre les mains d'un conservateur, qui exerce, sous l'autorité du directeur général des affaires civiles et financières, toutes les attributions dévolues aux conservateurs de France. Le chef des services départementaux des forêts correspondra directement avec lui.

Art. 2. — Il sera procédé, dans un délai aussi rapproché que possible, à la

reconnaissance définitive et à la délimitation du sol forestier, ainsi qu'à la soumission au régime forestier des forêts ou portions de forêts, qui seront reconnues exploitables ou nécessaires pour le régime des eaux :

Art. 3. — Des arrêtés du gouverneur général civil, délibérés en Conseil de Gouvernement, peuvent suspendre temporairement la soumission au régime forestier des forêts situées sur des territoires où l'état politique des populations ne comporte pas l'application ou le maintien de ce régime.

En 1878, la direction générale des forêts de France fut incorporée au ministère de l'agriculture et du commerce. Peu après, M. Teisserenc de Bort, titulaire de ce portefeuille, annonçait par une lettre datée du 18 mai de la même année, qu'il envoyait en Algérie M. Niepce, conservateur des forêts, avec mission « de prendre possession, au nom du département ministériel, des « massifs boisés qui pourraient être gérés *d'après les mêmes principes et suivant les mêmes règles que les forêts de France* ».

M. Niepce procéda sur place à cet inventaire. Sur 2,498,612 hectares de forêts détenues par l'Etat, — les unes en vertu des opérations du sénatus-consulte de 1863, les autres en vertu de la présomption légale de la loi du 16 juin 1831, laquelle déclare les forêts biens de l'Etat, sous la réserve des droits de propriété et d'usage antérieurement acquis, — il ne trouva que 55,643 hectares susceptibles d'être assimilés, il restait, en définitive, 2,442,969 hectares qui ne pouvaient être gérés d'après les mêmes principes et suivant les mêmes règles que les forêts de France. La question paraissait tranchée : ces massifs susceptibles d'être traités à la française, semés comme des ilots sur ce chaos forestier, ne pouvaient pas même former une circonscription administrative : le ministre refusa d'en prononcer le rattachement.

Mais les partisans de l'assimilation quand même ne s'arrêtaient pas à d'aussi mesquines considérations. Les députés algériens, rapporteurs du budget de l'Algérie, voulaient le rattachement total. En 1880, l'honorable M. Girerd, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'agriculture et président du Conseil d'administration des forêts, le voulait aussi. Devant la Commission des rattachements, l'affaire fut vite entendue. Ce sont toujours les mêmes et brèves raisons, *bre-vitas imperatoria*. Un seul membre, M. Villet, conseiller maître à la Cour des comptes, résiste et déclare que l'administration métropolitaine est « incompétente » pour résoudre les questions innombrables et si délicates de tribu, de famille, de propriété arabes que soulèvent à chaque pas, en Algérie, les droits d'usage perdus dans la nuit du temps, les antiques enclaves, les prescriptions plusieurs fois séculaires. Il lui fut répliqué que l'administration française est la première du monde, et que, si elle ne sait rien de toutes ces choses, elle aura le temps de les apprendre. Tout fait craindre malheureusement qu'elle ne les ait pas suffisamment apprises.

Les administrations qui ont un passé et une histoire, et en particulier celles qui reçoivent dans un séminaire administratif, soigneusement recruté et entretenu, l'éducation professionnelle, et qui s'y forment à cet ensemble de vues, de traditions et de sentiments que l'on appelle l'esprit de corps, ces administrations ne se refont pas. Elles sont ce qu'elles sont et leur force vient précisément de ce qu'elles ne sauraient être autrement. L'Ecole forestière de Nancy date de 1824, le Code forestier est devenu loi de l'Etat le 31 juillet 1827. Historiquement, intellectuellement, administrativement, le Code et l'Ecole sont inséparables. Le Code est une législation dure, fiscale, inflexible, conservatrice à outrance, réglementaire jusqu'à la minutie, hostile aux droits d'usage, qu'elle traite en suspects et en ennemis, exclusivement préoccupée de défendre par des pénalités sévères, par des condamnations pécuniaires très rigoureuses, sans admission possible de circonstances atténuantes, cette richesse de l'avenir contre laquelle se trouvent naturellement conjurées toutes les avidités, toutes les imprévoyances, toutes les misères ; législation, d'ailleurs, essentiellement contingente et particulière, qui s'explique par l'histoire, par la latitude, par le



climat, édictée surtout en vue des régions forestières de l'Est et du Centre, — le chêne-liège n'y est mentionné, ni entrevu, ni soupçonné, — et pour une Société très fortement organisée, où la propriété est constituée depuis des siècles, où le domaine de l'Etat, comme celui des communes et des particuliers, repose sur des titres, des bornages, un cadastre.

Telle est la loi écrite, et telle est aussi l'Ecole faite pour l'appliquer. On n'y doit apprendre ni la souplesse qui tourne l'obstacle, ni l'indulgence qui ferme les yeux. On s'y imprègne de la règle professionnelle. Or, la règle n'est ni bienveillante, ni malveillante, mais technique et impassible.

C'est à ce personnel distingué, régulier, scrupuleux, mais aussi étranger que possible aux choses africaines, que les décrets de 1881 ont remis exclusivement et directement tout le domaine forestier de la colonie. A l'honorable M. Jacques, député d'Oran, qui dans la Commission s'y opposait, non sans vivacité, le président du Conseil d'administration des forêts répondait : « Mais vous voulez donc une Ecole forestière à Alger ? » — Il en faudrait une, en effet, car il y a entre la forêt de France et la forêt algérienne un fossé plus profond que la Méditerranée, l'épaisseur de plusieurs siècles de civilisation.

En France, la forêt est une chose simple, caractérisée par des arbres à haute tige, par des massifs boisés qui se distinguent, au seul aspect, des champs cultivés des alentours, et qui ne sont considérés économiquement qu'à un point de vue, la production du bois.

En Algérie, on appelle de ce nom non seulement les bois de futaie et de quelque valeur, chênes-lièges, chênes zécus, chênes verts, pins maritimes ou pins d'Alep, mais des terrains vagues, semés de lentisques et de palmiers nains, des maquis broussailleux qui couvrent d'immenses espaces, sans qu'on sache où commence la plaine cultivable, de nombreuses et vastes clairières qui contiennent de véritables terres de culture. Car, tandis que la forêt du continent n'est habitée que par les gardes qui la surveillent, la forêt du Tell et des hauts plateaux est peuplée ; on y vit, on y meurt, on y sème, on y laboure. C'est là que campe, depuis des siècles, une race pauvre et sobre, mi-nomade et mi-pastorale, dont les troupeaux forment la seule richesse, qui vit du lait de ses chèvres ou de ses chamelles, fabrique ses tentes avec leurs poils, tisse les guenilles pittoresques dont elle couvre sa misère avec la laine de ses moutons. Elle y a des douars, des gourbis, des mosquées, des cimetières. C'est dans la forêt que, de temps immémorial, ce peuple de pasteurs, qui se chiffre par centaines de mille et qu'on peut sans exagération évaluer à 800,000 âmes (1), prend le bois qui sert à cuire les aliments, à entretenir de misérables huttes, à confectionner un primitif araire ; c'est là que se rencontrent les sources d'eau vive ; c'est là que le bétail trouve en été un abri contre la chaleur, en hiver contre le froid, et, en tout temps, le pâturage. C'est là que les tribus du Sud, chassées des hauts plateaux chaque année par le soleil et la sécheresse, remontent avec leurs troupeaux pour échapper à la famine. Telle est l'Algérie, — comme le disait excellemment l'honorable président du Conseil général de Constantine, M. Bertagna, dans un rapport au Conseil supérieur, du mois de décembre 1890, — « un pays d'agriculture pastorale et de transhumance. » Elle est ainsi en vertu de la nature des choses, et ce n'est ni le Code forestier, ni l'administration parisienne, élevée à l'Ecole de Nancy, qui lui ôteront ce caractère.

Le Code forestier y est inapplicable. Il s'y trouve promulgué, d'après une jurisprudence trop complaisante de la Cour de cassation, avec le bloc de toutes les lois métropolitaines antérieures à 1834 ; mais il tranche, par ses dispositions fondamentales, au milieu des hommes et des choses d'Algérie, comme un énorme et criant contre-sens. Que devient par exemple cet article 78 qui défend solennellement à tous usagers, nonobstant tous titres et possessions contraires, de conduire ou faire conduire des chèvres, brebis ou moutons dans les forêts ou sur les terrains qui en dépendent, à peine d'amendes énormes et d'emprisonnement ? Il a fallu, bon gré mal gré, faire du pacage des moutons,

(1) 500,000 âmes au moins, selon M. Masqueray.



que le paragraphe 3 de l'article 78 considère comme un fait exceptionnel, autorisé seulement, dans certaines limites, par des décrets du Président de la République règle générale de tout le territoire, et encore faut-il noter que cette concession intelligente et nécessaire est fort antérieure aux derniers décrets de rattachement. Que dire des articles 67, 68, 69, 70, 71, 73, 75, dont l'application a été, par contre, expressément maintenue? Comment définir et signifier *aux intéressés*, avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, sur cette immense étendue de 2 millions d'hectares, le nombre et les limites des cantons défendables? Comment compter les têtes admises au pâturage (art. 68 et 69)? Comment défendre aux usagers d'y faire paître les moutons qu'ils élèvent en vue de la vente (art. 70)? Leur prescrire les chemins par lesquels les bestiaux devront aller au pâturage et en revenir, alors qu'il n'existe pas de chemins dans les forêts (art. 71)? Comment obliger les Arabes à n'avoir que des pâtres communs choisis par l'autorité municipale, alors que, vivant uniquement d'élevage, chacun est le pâtre de son propre troupeau (art. 72)? Et l'obligation de marquer les porcs et bestiaux admis au pâturage d'une marque différente pour chaque commune ou section de commune (art. 73), marque dont l'usager doit déposer l'empreinte au greffe du Tribunal et le fer chez l'agent forestier (art. 74), et les clochettes que doivent porter au cou, sous peine d'amende, les bêtes tolérées (art. 75), etc.? On ne sait s'il faut sourire ou s'attrister devant cette profusion de précautions impraticables. Mais voici qui touche à l'odieux :

Non seulement le pâturage est pour l'habitant des forêts une des formes du droit de vivre, mais la culture primitive à laquelle il se livre, et qui lui fournit un peu d'orge ou de blé, c'est dans les portions dénudées du sol forestier, dans les enclaves et dans les clairières qu'il l'exerce, et il ne peut l'exercer ailleurs. Il n'est pas de plus noir méfait aux yeux de l'administration forestière. Mais que faire? Le Code forestier n'a pas prévu le délit de culture n'ayant, personne en France, la fantaisie de labourer sous bois. Mais il existe dans le Code un article 144, qui punit de peines sévères « l'extraction non autorisée de pierres, sable, minéral, terre ou gazon, tourbe, bruyères, genêts, herbages... existant sur le sol des forêts ». Avec la permission de la Cour suprême, le labourage sera traité comme un fait d'extraction, l'indigène sera puni pour avoir remué la terre comme s'il l'avait enlevée, à tant par charretée ou tombereau et par bête attelée, à tant par charge de bête de somme. Le compte est facile à faire : un labourage à 5 centimètres de profondeur, — ce qui, même pour la charrue arabe, est un minimum, — équivaut, pour une superficie d'un are, à une extraction idéale de 5 mètres cubes. C'est la charge de dix bêtes de somme; l'amende sera de 5 à 15 fr. par bête de somme; 50 à 150 fr. d'amende par are, 5,000 fr. par hectare au moins, sans compter les frais, dans un pays où l'hectare de terre vaut en moyenne 200 fr.

Un seul exemple encore, pour en finir, car il faudrait tout un volume :

L'article 152 du Code forestier défend d'établir sans autorisation, « et sous « quelque prétexte que ce soit; aucune maison sur perches, loge, baraque ou « hangar dans l'enceinte et à moins d'un kilomètre des bois et forêts ». Cet article a trait essentiellement à la forêt limitée, à la forêt inhabitée; il pourchasse ces installations suspectes et provisoires, si difficiles à surveiller et qui ne peuvent guère être que des repaires de braconnage. On l'applique en Algérie aux gourbis et aux tentes. Il a fallu le torturer et réduire à 200 mètres, par pure et illégale tolérance, la zone de protection. Mais la tente de l'Arabe n'est point à demeure fixe, le douar se déplace périodiquement, fumant ses terres à tour de rôle par le déplacement des troupeaux. Et la forêt qui se perd dans la broussaille, n'a ni limites naturelles, ni bornage. La zone est perpétuellement en danger d'être franchie, non par un délinquant qui saccage les futaies, mais par un fellah qui cherche à vivre du maigre tribut des sous-bois. Il y a délit, le garde verbalise : si le douar compte dix tentes, ce qui est bien peu, l'amende sera de 500 fr. ...

C'est ainsi que l'indigène forestier, qu'il le sache ou non, et le plus souvent sans le savoir, est toujours en état de délit. Comme le juste, il pèche au moins sept fois par jour. Existe-t-il pour l'être faible une plus dure oppression que celle qu'il ne comprend pas? Le séquestre, la responsabilité collective sont pour l'Arabe des régions forestières de terribles châtements, ils lui font cruellement sentir la lourde main du conquérant; ces mesures ont surtout le tort grave de se liquider avec une déraisonnable lenteur et de faire éternellement peser sur les générations qui se succèdent les conséquences d'une insurrection qui date déjà de plus de vingt ans. Mais, du moins, l'Arabe sait ce que cela veut dire et son esprit simpliste remonte aisément de l'effet à la cause. Mais le Code forestier, que peut-il dire à ces âmes primitives? Que peuvent-ils entendre à cette guerre perpétuelle, faite à toutes les habitudes, à toutes les coutumes, à tous les droits séculaires qui les font vivre? Comment entrerait-il dans leur esprit, ce qui pénètre si difficilement dans le nôtre: qu'un Gouvernement d'hommes justes, sensés, civilisés, ait conçu la pensée d'*assimiler* 800,000 Arabes à coups de procès-verbaux!

Cet immense appareil de vexations fatales et d'inévitable arbitraire est remis entre les mains, — car il faut aller au fond des choses, — non pas des hommes distingués qui se figurent, de Paris, qu'ils le dirigent, non pas même des conservateurs locaux et de leur état-major, mais des gardes forestiers (brigadiers, simples gardes, auxiliaires, indigènes), le personnel administratif le moins bien recruté, le plus mal payé, le plus surmené par l'excessive étendue des circonscriptions de surveillance et la difficulté des déplacements. Voilà les seuls agents que connaissent les populations forestières, voilà ceux qui sont à leurs yeux les vrais caïds et les vrais maîtres. N'ont-ils pas le pouvoir de lier et de délier? Ne se présentent-ils pas dans les douars, le procès-verbal d'une main, la transaction de l'autre? Il y a dans le décret de délégation qui accompagne le décret de rattachement du 26 août 1881, c'est-à-dire dans les attributions propres au gouverneur général, un paragraphe qui lui réserve « toutes transactions sur délits forestiers ». Est-ce une dérision? Comment le gouverneur général pourrait-il seulement connaître ces milliers de transactions, presque aussi nombreuses que les délits? Autant le charger de dresser lui-même les procès-verbaux! L'article 159 du Code forestier autorise l'administration des forêts à transiger avant et après jugement. En Algérie la transaction est toujours offerte avant. Elle est généralement du dixième de l'amende et des réparations pécuniaires encourues, plus les frais du procès-verbal. La force des choses reprend ici ses droits et rien ne crie plus haut contre une législation impraticable que ces lendemains d'indulgence inexpliquée, rien n'est mieux fait pour troubler ces pauvres cervelles, pour abaisser dans leur esprit l'autorité de la loi, pour rehausser encore à leurs yeux le fonctionnaire qui verbalise et qui, après avoir signifié le procès-verbal, vient, quelques jours après, signifier la clémence. Quoi d'étonnant qu'on le sollicite, cet agent de la loi vivante? Quoi d'étonnant que parfois il se laisse corrompre? Il en est de tristes, de trop nombreux exemples. Il serait cruel d'y insister. En cette affaire, l'humble instrument est moins coupable que le système.

C'est ainsi que l'administration forestière détient le Gouvernement de fait de 800,000 indigènes. C'est devant elle qu'ils s'agenouillent et qu'ils tremblent; c'est elle qui arrache à leur pauvreté ce lourd tribut annuel qui se chiffre, en 1884, par 1,263,312 fr. de condamnations pécuniaires, amendes, dommages-intérêts et frais; en 1885, 1,321,367 fr.; en 1888, 1,119,652 fr.; en 1890, 1,658,958 fr. Grâce à cela du moins, les forêts d'Algérie produisent quelque chose, elles ne donnent en produits forestiers qu'un revenu moyen de 477,000 francs depuis dix ans, mais elles produisent plus d'un million et demi de procès-verbaux!

Mais qui peut dire ce que ces tristes produits coûtent à l'autorité de la France dans le monde arabe, à ce renom de justice et de loyauté qui est la véritable force du conquérant, à la paix sociale, à la sécurité du pays conquis? Nous les avons vues, ces tribus lamentables, que la colonisation refoule, que le séquestre

écrase, que le régime forestier pourchasse et appauvrit. Nous avons entendu leurs plaintes et touché du doigt la cause de leur misère. Nous avons vu ces clairières cultivées, ces champs d'orge et de blé qui bordent les plaines, où depuis des siècles la charrue arabe creusait son maigre sillon, et que l'esprit de système a fait rentrer violemment dans le sol forestier. Nous avons vu sur les dunes, en Petite-Kabylie, la fiscalité française disputer à l'Arabe en guenilles l'herbe verte qui foisonne au printemps autour des touffes de lauriers roses. Ce n'est pas seulement notre cœur qui s'est ému, c'est notre raison qui a protesté. Il nous a semblé qu'il se passait là quelque chose qui n'est pas digne de la France, qui n'est ni de bonne justice, ni de politique prévoyante. L'administration des forêts a dressé, de 1883 à 1890, 96,570 procès-verbaux ! Combien a-t-elle fait de désespérés ? Est-il bien surprenant de voir chaque été monter à l'horizon la flamme des incendies, et le nombre et l'importance des sinistres s'accroître, pourrait-on dire, en proportion des rigueurs de la répression forestière (1) ? « L'Arabe, disait M. Bartagna dans le rapport déjà cité, n'est pas, comme on le suppose généralement, un ennemi de la forêt ; il la considère, au contraire, comme un auxiliaire précieux, un élément indispensable à son existence, mais il la lui faut adaptée à ses besoins, aménagée selon les exigences de son existence pastorale. » Là où les propriétaires des grands bois, cultivateurs attentifs du chêne-liège, colons habiles et vieux Algériens, ont eu l'esprit d'ouvrir la forêt au bétail, l'incendie volontaire a cessé de sévir, les rapports sont faciles avec les tribus et le pâturage même, qui débroussaille un sol exubérant, diminue les risques causés par la sécheresse.

Il faut à l'Algérie son Code forestier, mais pas le nôtre. Il est extraordinaire que, depuis tant d'années, depuis douze ans surtout qu'elle est souveraine en Algérie, l'administration métropolitaine n'ait pas songé à mettre la réforme à l'étude. Et c'est justement parce qu'elle est purement métropolitaine. Elle descend, avec la sérénité qui caractérise les puissances éduées d'elles-mêmes, la pente de ses traditions, sans se douter qu'elle accumule peut-être, comme nous le disait là-bas un homme de guerre qui a fait la plus grande partie de sa carrière en Algérie, les matériaux d'une insurrection plus grave que celle de 1871. La responsabilité de la paix et de l'ordre, la haute direction de la race indigène, c'est sur la tête du gouverneur général qu'elles reposent.

Nous demandons au Gouvernement de lui restituer la plénitude de l'autorité sur les populations forestières. Lui seul peut faire entrer dans l'application de ces lois spéciales l'esprit local, l'esprit politique, qui doit primer en pays arabe, sur les confus des hauts plateaux, au seuil de toutes les rébellions, l'esprit formaliste importé de Paris. Lui seul peut couvrir de son autorité et de sa responsabilité les tolérances que rendent nécessaires, selon les régions et selon les temps, les circonstances économiques, politiques, climatiques, les excès de la sécheresse, les ravages du sirocco, l'invasion des sauterelles, l'exode plus ou moins pressé des tribus du Sud.

Il ne peut y avoir à cet égard ni demi-mesure, ni transaction : les délégations du décret de 1881 étaient dérisoires, les petites concessions du décret du 24 septembre 1886 ne sont qu'apparentes (2) ; il est nécessaire, il est indispensable d'en revenir, le plus tôt possible, à l'état de choses si bien défini par le décret du 27 septembre 1875.

(1) En 1885, 285 incendies, 51,000 hectares dévastés. En 1887, 395 incendies et 17,800 hectares. En 1890, 202 incendies, mais une perte supérieure même à celle de 1887, 1,726,505 fr. au lieu de 1,560,920 fr.

(2) Ce décret délègue au gouverneur général quelques attributions nouvelles : la nomination des gardes indigènes, les mesures disciplinaires contre les préposés ; l'autorisation des devis de travaux neufs et d'entretien et des dépenses pour frais d'exploitation jusqu'à 2,000 fr., etc. Mais l'article 2 du décret ajoute que « la décision du gouverneur général n'est définitive que si elle est conforme aux propositions des conservateurs. » En cas de désaccord, il faut en référer immédiatement au ministre, qui statue. — Cette réserve ôte toute importance aux délégations concédées.



### III. — CONSÉQUENCES GÉNÉRALES DES DÉCRETS DE RATTACHEMENTS.

Les inspireurs des décrets de 1881 se proposaient un double objet : améliorer les services, annihiler ou du moins réduire l'autorité du gouverneur général. De ce programme, la seconde partie, seule, a été réalisée, au grand préjudice des affaires elles-mêmes. Une responsabilité disséminée n'est plus qu'une responsabilité amoindrie. Au lieu de concentrer à Alger entre les mains d'un grand fonctionnaire, investi de grands pouvoirs, la décision du plus grand nombre des affaires, on l'a éparpillée à Paris entre neuf ministères. Plus dépendant, le gouverneur général est devenu moins responsable. Avant les décrets de 1881, ou, pour être plus exact, avant le décret du 30 juin 1876, il ne relevait que d'un ministre, le ministre de la guerre à l'origine, et, depuis l'établissement du gouverneur civil, le ministre de l'intérieur. Il relève à présent de chacun et de tous, comme un simple préfet, c'est-à-dire qu'après avoir eu le droit d'initiative, il n'est plus qu'un agent d'exécution.

Dans les attributions mêmes que la force des choses n'a pas permis de lui retirer, on a tenu à bien remarquer ce caractère de subordination ; c'est par *délégation* de chacun des ministres qu'il les exerce. Cette formule a été, à dessein, substituée à celle-ci qui avait été proposée : le gouverneur général statuera sans l'*autorisation* des ministres (1). C'est plus clair, en effet, et l'on ne s'y trompe pas : celui qui délègue peut retirer, modifier, amoindrir sa *délégation*. Aussi est-ce bien vainement que le décret de rattachement a réservé au gouverneur général, dans son article 3, le droit de « donner préalablement son avis ou de faire des propositions sur toute mutation ou nomination dans le cadre des fonctionnaires algériens » ; comme on a eu soin de ne pas rendre cette consultation préalable obligatoire pour le pouvoir central, elle est devenue un fait rare, exceptionnel, une attribution platonique que ce fonctionnaire diminué n'a ni les moyens ni le goût d'exercer sérieusement.

On lui a bien laissé, non sans peine, un droit de visa sur la correspondance des préfets avec les ministres : le parti pris de l'amoindrir allait si loin que l'on avait voulu d'abord limiter son intervention aux affaires concernant la colonisation, l'administration des indigènes et la sécurité, en laissant pour tout le reste aux préfets la correspondance directe ; il fallut d'énergiques réclamations de M. Clamageran, qui s'écria : « Que mieux vaudrait supprimer tout de suite le gouverneur général », pour faire voter, à titre de transaction, l'article 3, qui pose en principe que les communications des préfets avec les ministres auront lieu par l'entremise du gouverneur général, mais que des *arrêtes ministériels* pourront faire à la règle générale autant d'exceptions qu'il en faudra ! Par là, le gouverneur général garde les dehors d'un grand préfet, décorativement superposé aux trois autres, mais sans autorité réelle sur des fonctionnaires qui possèdent, dans le fond des choses, et par l'effet du décret de décentralisation, plus de pouvoirs substantiels que lui-même, qui ont plus de décisions à prendre, plus de fonctions à pourvoir. Ces décrets de 1881 sont un modèle de « donner et retenir ». On ne peut imaginer sous des formes plus douces, plus courtoises, plus engageantes, un pouvoir mieux décapité. Nous voyons clairement ce que le Gouvernement d'Alger y a perdu, nous n'apercevons pas ce que les affaires algériennes y ont gagné. Ce n'est pas la vigueur dans la conduite, la rapidité dans l'exécution... En Algérie, aujourd'hui, quand il y a une responsabilité à prendre, c'est à qui ne la prendra pas. Les affaires algériennes sont noyées à Paris dans les dossiers de dix ministères, qui n'ont entre eux ni rapports obligatoires, ni unité de vues, ni compétence particulière, et généralement confiées à des agents qui ne connaissent pas l'Algérie, ou qui l'ont oubliée, car c'est incessamment qu'elle se modifie. On a cru fortifier l'autorité centrale, on n'a fait que surexciter le particularisme algérien. En dépouillant le pouvoir modérateur de ses principaux attributs, on a sacrifié l'administration aux influences locales, à la compétition des intérêts. Ces influences sévissent aussi sur le continent, elles y altèrent trop souvent le fonctionnement du régime parlementaire.

(1) 2<sup>e</sup> Sous-Commission. Séance du 18 mars 1881.



taire. Mais dans les colonies en général, et en particulier dans ce vaste Etat d'outre-mer, l'esprit étroit de localité, les convoitises individuelles, échauffées par la lutte pour la vie, ont de tyranniques exigences. Au lieu de constituer un pouvoir indépendant, assez fort pour leur tenir tête, nous avons livré aux coteries locales une autorité dont elles abusent.

Le Sénat n'a pas oublié l'affaire du cadi de Miliana, et les révélations d'un procès retentissant, actuellement engagé devant les Tribunaux de la colonie, jettent sur les mœurs administratives de l'Algérie les plus inquiétantes lueurs. On dit bien que les élus de la colonie, qui ne ménagent à leurs commettants ni leur temps, ni leurs peines, trouvent leur compte à ce système, qui leur assure, sans aucun doute, dans les bureaux de la métropole, un crédit à la hauteur de leurs lumières et de leur activité, mais je doute qu'eux-mêmes considèrent ce parlementarisme à outrance, appliqué aux plus petites affaires aussi bien qu'aux plus grandes, comme le meilleur moyen de gérer avec élévation et esprit de suite les intérêts d'une grande colonie.

Les colonies, pas plus que les batailles, ne se commandent de loin, dans les bureaux d'un ministère. Les colonies auraient parfois intérêt à couper le fil télégraphique qui les relie à la métropole. C'est là une vérité que nos expériences d'Indo-Chine, de 1885 à 1891, n'ont pas peu contribué à faire entrer dans les esprits. Il faut aux colonies, jeunes ou vieilles, une large part d'autonomie. Les Anglais dans l'Inde, les Hollandais à Java, les Russes dans leurs grandes expansions asiatiques n'ont pas autrement entendu les problèmes coloniaux. L'autonomie peut être politique et c'est alors la grande route de la séparation. Mais elle peut être aussi purement administrative, résider dans une organisation locale puissante, contrôlée de haut par la métropole, mais libre dans ses mouvements, statuant sur place, faisant face aux nécessités continuellement changeantes d'un état de choses en voie de formation, d'un perpétuel devenir.

L'erreur fondamentale, en ce qui touche l'Algérie, celle qui séduisit, au lendemain surtout des événements de 1870, tant d'esprits distingués, animés du patriotisme le plus pur, c'est d'avoir voulu, bon gré mal gré, y voir autre chose qu'une colonie. L'Algérie est une terre française, répétait-on, c'est une France d'outre-mer, c'est « le prolongement de la France ». On prit au pied de la lettre cette patriotique métaphore. On en conclut qu'il y fallait porter nos Codes et nos magistrats, notre procédure et nos hommes de loi, nos habitudes administratives et nos lois municipales, comme nous y avions déjà installé nos préfets et nos sous-préfets. Cela paraissait logique et sûr, et simple comme l'œuf de Christophe Colomb, et la génération qui accomplit cette tâche crut avoir assis sur le roc l'avenir de cette France d'outre-mer.

Le sentiment général qui se dégage, pour votre Commission, d'une étude déjà longue et approfondie du problème algérien, est directement contraire. Il nous apparaît, avec une grande clarté, qu'il n'est peut-être pas une seule de nos institutions, une seule de nos lois du continent qui puisse, sans des modifications profondes, s'accommoder aux 272,000 Français, aux 219,000 étrangers, aux 3,267,000 indigènes qui peuplent notre empire algérien.

Non seulement des différences profondes, historiques et sociologiques, séparent cette poignée de civilisés de la multitude indigène, mais cette multitude elle-même se diversifie selon les milieux dans lesquels on la rencontre. Entre l'Arabe et le Kabyle, entre le Kabyle des montagnes et celui des bords de la mer, entre l'Arabe des villes, celui du Tell et le franc nomade des hauts plateaux, il n'y a identité ni de mœurs, ni de besoins, ni d'origines. La conquête la mieux assurée, la soumission la plus passive, ne peuvent rien sur le fond des choses. Nous promulguons nos lois, nous les appliquons, mais après dix ans, vingt ans au plus, elles se meurent de stérilité et d'impuissance, comme des arbres séchés sur pied. Qu'y eût-il jamais de mieux intentionné que la loi du 26 juillet 1873, destinée à introduire dans le monde arabe la propriété individuelle, ce véhicule de la civilisation française? Elle devait avoir

promptement raison du collectivisme oriental, libérer l'homme et le sol, briser la famille et la tribu.

Un rapport spécial vous fera l'histoire de cette généreuse tentative, dont l'échec est éclatant et mérite d'être médité. La loi française a bien pu pour un temps arracher à l'indivision familiale des parcelles de la terre arabe, les mœurs collectivistes les ont ressaisies à la génération suivante, comme la mer efface le sillage des grands navires qu'elle a portés. Du Code civil, la famille arabe n'a retenu, pour son malheur, que l'article 815, la licitation obligatoire, qui régularise, au profit des spéculateurs, la spoliation des indigènes. Tout le monde constate à cette heure que la loi de 1873 n'a rien fondé, rien assuré, rien réformé. Le Conseil supérieur du Gouvernement, les Conseils généraux d'Algérie, notamment celui d'Oran, dans un rapport remarquable fait en réponse au questionnaire de votre Commission (1), demandent que l'on mette un terme à cette coûteuse expérience.

Le rapport spécial vous indiquera le peu qu'on doit garder.

La loi du 23 mars 1882, tendant à constituer l'état civil chez les indigènes, procédait d'une bonne pensée. Ouvrir aux naissances et aux décès des registres réguliers est un objet des plus louables; mais entreprendre de débaptiser trois millions d'indigènes, est une œuvre singulièrement compliquée. On a voulu faire la clarté, on n'est arrivé qu'à accroître la confusion et à multiplier sans grand profit le nombre des mécontents.

Il faut bien le reconnaître. Le régime de l'assimilation législative s'effrite et craque de toutes parts. L'Algérie commence à trouver qu'on lui fait payer bien cher le bienfait de nos lois civiles, les garanties de notre procédure : l'assimilation se traduit par une dime énorme prélevée au profit des hommes d'affaires, des officiers ministériels et des gens de loi. Ce fardeau devient si lourd que les chefs de la justice en Algérie l'ont signalé à votre Commission comme un grand mal qui appelle de grands remèdes. Nous n'avons su donner au peuple conquis ni la justice rapide, ni la justice à bon marché; notre procédure est plus formaliste, partant plus lente et plus coûteuse. Nos juges de paix et suppléants, pour la plupart tombant de France sans rien savoir ni des lois qu'ils doivent appliquer, ni de la langue de leurs justiciables, livrés à l'intervention équivoque des interprètes indigènes, en sont venus à faire regretter aux Arabes, race pauvre et processive, la juridiction décriée, mais très expéditive de leurs cadis.

En important en Algérie tout l'appareil de notre justice, toutes les garanties, toutes les méthodes qui entourent chez nous la recherche des délits, nous nous flattions d'assurer, par des moyens perfectionnés, la sécurité des personnes et des biens. Et voici que de tous les coins du Tell algérien, des rives de la mer aux confins des hauts plateaux, s'élève une clameur universelle contre le fléau grandissant de « l'insécurité ». Le bétail et les récoltes sont chaque nuit au pillage; la piraterie agricole s'exerce avec impunité, perçant les murs des fermes, vidant les écuries et les engrangements, également redoutée du cultivateur indigène et du colon, audacieuse, et toujours échappant à cette police judiciaire à la française qui n'a ni les moyens d'informations rapides, ni les procédés sommaires, ni les habitudes de commandement par lesquels on pénètre et l'on domine le monde arabe. Nous reviendrons ailleurs sur cette plaie sociale, dont les Algériens n'exagèrent pas la gravité et qui témoigne, d'une façon quelque peu humiliante pour le conquérant, de l'impuissance de notre Code.

Il est temps, Messieurs, de comprendre la leçon des choses. Il faut aviser résolument, et, sur la voie fausse où nous sommes engagés, non seulement nous arrêter, mais, s'il le faut, rebrousser chemin.

Votre Commission entend marquer cette orientation nouvelle en vous proposant de reconstituer, avant toute chose, l'autorité du Gouvernement général.

(1) Rapport de M. Giraud, session d'octobre-novembre 1891.

## IV. — DES POUVOIRS DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL.

Il ne s'est élevé dans votre Commission aucune voix pour demander soit la suppression du Gouvernement général, soit le maintien de l'état de choses actuel. Nous nous sommes trouvés d'accord pour rendre à cette haute fonction l'initiative et l'indépendance qui sont sa raison d'être. Nous avons repris, pour la définir, la formule même du décret du 10 décembre 1860. Nous voulons qu'il soit bien entendu que le gouverneur général aura sous sa haute direction tous les services civils, et qu'il pourvoira à leur exécution au moyen des agents pris dans la métropole et qui ne cesseront pas d'appartenir à ses cadres administratifs.

Nous avons cependant respecté les rattachements opérés en 1848. Ils s'appliquent à la justice, aux cultes non musulmans, à l'instruction publique, en laissant sous l'autorité du gouverneur général les écoles françaises-arabes et les écoles indigènes. Ces rattachements ont pour eux une sorte de prescription, et ils peuvent être maintenus sans amoindrir l'autorité du gouverneur général. Les liens étroits qui doivent rattacher l'enseignement des indigènes à la plus haute autorité politique de la colonie ont d'ailleurs été fortifiés par le décret du mois d'avril dernier, rendu à la suite du rapport de l'honorable M. Combes et après une entente formelle scellée à la tribune entre le ministre de l'instruction publique et votre Commission. C'est du gouverneur général que relèvent désormais les créations d'écoles et d'emplois, la répartition des crédits, la construction des locaux scolaires. C'est lui qui approuve les projets de construction, qui répartit les fonds de subvention, et le Conseil du Gouvernement est substitué, pour tout ce qui regarde les écoles indigènes, au Conseil départemental de l'instruction publique. Quant aux écoles primaires françaises, la loi qui laisse au recteur d'Alger la nomination des instituteurs donne aux nécessités de la décentralisation de suffisantes garanties.

Le rattachement du service de la justice française avait reçu, en vertu des décrets du 26 août 1881, une adjonction nouvelle et importante. La justice musulmane, c'est-à-dire la nomination, la surveillance et la révocation des cadis, juges musulmans du premier degré, a été transférée du gouverneur général au ministre de la justice. Ce rattachement, le garde des sceaux ne le demandait pas; il déclarait seulement, devant la Commission des rattachements, qu'il ne le refuserait pas. Cette modération eut aussitôt sa récompense; le service fut rattaché presque sans discussion. Cependant s'il est un élément qui touche de près au bon ordre et à la sécurité du monde arabe, c'est la justice sommaire et populaire des mahakmas. S'il est une autorité apte à les surveiller, c'est celle qui est en rapport constant avec les indigènes; s'il en est une mieux armée qu'aucune autre pour frapper vite et frapper juste, c'est celle du gouverneur général. Le lien serait maintenu d'ailleurs avec les représentants de la justice française, si l'on faisait intervenir dans la nomination des cadis les propositions des chefs de la Cour d'Alger. Quant au reste, quant à la justice ordinaire et même à la justice musulmane du second degré (nomination des assesseurs musulmans), le ministère de la justice conserverait son autorité directe. Mais conformément aux prescriptions du décret du 10 décembre 1860, nous demandons au procureur général près la Cour d'Alger de faire, chaque mois, un rapport au gouverneur général et de lui remettre le double des rapports généraux qu'il adresse au garde des sceaux. Il ne faut pas qu'on puisse revoir ce qui s'est vu en d'autres temps : une triple exécution capitale sur la place du Gouvernement, sans que le gouverneur général en eût été informé.

Enfin, pour toutes les nominations algériennes émanant des ministères rattachés (justice, cultes et instruction publique), le gouverneur général sera de droit préalablement consulté.

A plus forte raison doit-il être spécifié que les nominations de fonctionnaires dans les services civils placés sous sa haute direction (agriculture, finances, commerce, travaux publics, forêts, postes et télégraphes) ne pourront être faites par les ministres sans que le gouverneur général ait été préalablement consulté.



Et nous avons tenu à mentionner cette intervention du gouverneur dans le choix des personnes, particulièrement pour les préfets et les sous-préfets, qui doivent entièrement dépendre de son autorité ; ces fonctionnaires continueront à être nommés par le Président de la République, sur la proposition du ministre de l'intérieur, mais après avis préalable du gouverneur général de l'Algérie. Les nominations d'agents inférieurs réservées aux préfets, en vertu des décrets de décentralisation, devront être soumises à l'approbation préalable du gouverneur général.

La Commission lui a en outre expressément reconnu le droit de nommer, suspendre, révoquer le personnel si important des gardes forestiers, domaniaux et départementaux, même des gardes communaux. Quant aux gardes particuliers, nous demanderons instamment au Gouvernement d'ordonner la promulgation, dans la colonie, de la loi récemment votée par les deux Chambres, qui place ces agents sous l'action directe de l'autorité administrative. On imagine ce que peuvent devenir dans les mains d'agents à peu près irresponsables le droit de dresser procès-verbal et le droit de transiger ! On nous a cité au cours de notre enquête sur place, des possesseurs d'enclaves forestières contiguës aux douars qui n'exercent pas sur leurs domaines d'autre culture que celle des procès-verbaux.

Les rapports du gouverneur général avec les ministères militaires étaient plus délicats à régler. Nous nous sommes attachés à trouver une formule qui fût acceptée des chefs de l'armée. Nous y avons introduit en termes formels la préséance du gouverneur général, qui avait été omise dans l'édition récente, revue et corrigée, du décret de messidor. Mais nous avons écarté toutes les expressions antérieurement usitées qui caractérisaient la subordination ; l'essentiel est que le gouverneur général puisse s'acquitter des hautes responsabilités qui lui incombent en tout ce qui touche à la sécurité intérieure et extérieure de l'Algérie. En cas de conflit avec le commandant du 19<sup>e</sup> corps ou le contre-amiral commandant la marine en Algérie, la voie de la réquisition, qui est de règle générale et de constante application dans la matière, lui assure nettement le dernier mot.

Telles nous apparaissent, dans leur ensemble, les attributions du Gouvernement général. Ainsi se trouverait réalisée cette belle définition du gouverneur général, que donnait la grande Commission extraparlamentaire de 1869-1870, dont M. Béhic fut le rapporteur :

« Le Gouvernement général de l'Algérie est une œuvre complexe, plus encore « politique qu'administrative, qui exige une connaissance approfondie des « hommes et des choses et un certain nombre de qualités spéciales qu'on ne « peut attendre que d'une Administration localisée, attachée au sol, identifiée « avec sa tâche, inspirée et centralisée par une autorité supérieure, armée de « grands pouvoirs, localisée elle-même, vivant au sein des populations dont « elle a la charge, familière enfin avec leur esprit et même avec leurs préjugés... »

#### V. — DE LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL.

Après avoir reconstitué la substance de la fonction, nous avions le devoir d'organiser la responsabilité du fonctionnaire. Aucun de nous ne voudrait d'un gouverneur général irresponsable. Mais la question est compliquée, et le régime parlementaire, si strictement défini par la Constitution de 1875, ne se prête pas aisément aux solutions les plus claires et les plus directes du problème.

Les pouvoirs du gouverneur général sont, par leur nature même, si étendus qu'ils confinent au pouvoir ministériel. Sous un Gouvernement personnel, ce n'est pas une difficulté ; entre un gouverneur ministre et un ministre gouverneur, il n'y a qu'une différence de titre et de galon, c'est au chef de l'Etat qu'aboutit la responsabilité, c'est devant lui et par lui qu'elle se dénoue, quelles qu'en soient la formule et la dose.

Cependant, avant de s'adonner aux rêves de l'empire arabe, le Gouvernement



impérial, soucieux de donner à l'organisation de l'Algérie un caractère plus civil et plus métropolitain, tenta la création du ministère de l'Algérie, avec un neveu de Napoléon pour premier titulaire. Cette expérience dura du 24 juin 1858 au 24 novembre 1860. Elle échoua, comme doit échouer toute fantaisie de gouverner et d'administrer, de Paris, une colonie aussi vaste, aussi originale, aussi difficile que l'Algérie.

Mais quand l'empire, dans sa dernière métamorphose, eut ouvert la porte à la responsabilité ministérielle et parlementaire, une autre solution apparut à d'excellents esprits, également pénétrés du besoin d'initiative et du besoin de responsabilité auxquels tout Gouvernement colonial doit donner satisfaction. La Commission Béhic fit du gouverneur général de l'Algérie un ministre avec tous les pouvoirs politiques et administratifs que ce nom comporte : contresignant les décrets qui rentrent dans sa compétence, participant, quand il est à Paris, aux délibérations du Conseil des ministres, au même rang et au même titre que tous les autres, représentant enfin le Gouvernement devant le Sénat et le Corps législatif, dans toute la plénitude des responsabilités parlementaires.

C'est à cette conception que le décret de la Délégation de Tours du 24 octobre 1870 empruntait, non assurément le principe et l'idée même de son système, mais la forme de responsabilité spécifiée dans l'article 14 :

« Le gouverneur général civil ne peut être représentant du peuple, mais il a entrée à la Chambre, qui peut, d'ailleurs, l'appeler dans son sein, et devant laquelle il est responsable de ses actes. »

C'est en s'appuyant sur ces précédents que M. le gouverneur général Albert Grévy, devant la Commission des rattachements, réclamait, non le titre et le rang de ministre — il s'en défendait — mais la responsabilité « individuelle, spéciale, limitée ». Cette thèse avait vivement frappé notre honorable collègue M. Clamageran, qui disait devant la sous-Commission :

« La responsabilité parlementaire du gouverneur me paraît indispensable. *« Faire gouverner l'Algérie par des préfets, c'est administrer le pays, ce n'est pas le coloniser... »* On objecte qu'il serait fâcheux d'obliger le gouverneur général de l'Algérie à se retirer avec le Cabinet dont il fait partie ; mais on a répondu à cette objection en faisant remarquer que le Cabinet nouveau conservera, autant que possible, le gouverneur général, à moins de dissentiments trop profonds. »

Quand ce grave débat fut porté devant la Commission plénière, la difficulté fut précisée, et l'on reconnut, après une très sérieuse discussion, que l'obstacle gisait, non dans la responsabilité, mais dans la solidarité ministérielle. Le parlementarisme boiteux de la dernière année de l'empire n'ayant admis que la responsabilité individuelle et non la solidarité des ministres, qui constitue ce que nos voisins et nos maîtres en parlementarisme appellent le « Gouvernement de Cabinet », le gouverneur ministre non résident du rapport de M. Béhic n'avait rien d'inconstitutionnel. Mais, sous le régime de responsabilité solidaire formellement adopté par la Constitution de 1875, un ministre intermittent, ne participant pas d'habitude aux délibérations de ses collègues, et pourtant solidaire de tous leurs actes, serait en contradiction absolue avec la vérité constitutionnelle. La Constitution n'est pas moins contraire à la responsabilité individuelle d'un gouverneur qui ne serait pas ministre ; il n'y a, sous le régime parlementaire tel qu'il est pratiqué dans toute l'Europe, en Angleterre, en Belgique, en Italie, en France, que les ministres qui puissent être déclarés responsables devant le Parlement.

Ces raisons, très fortes, de droit parlementaire se sont imposées à votre Commission. Constitutionnellement, la responsabilité du gouverneur général de l'Algérie doit être couverte par celle d'un ministre. Ce ministre ne peut être

que le ministre de l'intérieur. C'est sur sa proposition que le gouverneur général sera nommé en Conseil des ministres. C'est à lui que le gouverneur général rendra compte de ses actes, c'est lui que les Chambres interpellent, quand elles auront des explications à demander sur les affaires algériennes. Au lieu d'une responsabilité éparse, comme aujourd'hui, sur les têtes de dix ministres, les Chambres auront en face d'elles une responsabilité unique et centralisée.

Je sais, et c'est à l'inspection du système, qu'en dehors des directions générales de la politique algérienne, sur lesquelles le gouverneur général a dû se mettre d'accord non seulement avec le ministre de l'intérieur, mais avec le Cabinet tout entier, car il n'est pas de questions plus importantes et d'un ordre plus élevé dans la politique générale du Gouvernement, on ne peut rendre, *a priori*, le ministre de l'intérieur responsable d'un nombre infini d'actes administratifs qu'il n'a pu connaître et que le gouverneur général a accomplis en vertu de son pouvoir propre. Mais, d'abord, il lui est toujours loisible de les juger après coup et d'annuler ceux dont il ne serait pas disposé à accepter la responsabilité devant les Chambres. Et puis la pratique parlementaire, le bon sens des Assemblées et ce besoin instinctif de sincérité qui est plus fort que toutes les subtilités de la politique corrigeront ce qu'en pareille matière les fictions constitutionnelles ont d'excessif et d'insoutenable. N'est-il pas naturel que le gouverneur général s'explique en personne sur les actes importants de son Administration ? qu'il défende son budget devant les Chambres ? qu'il leur expose ses vues et son système ? Il n'y paraîtra sans doute que sous le titre subordonné de commissaire du Gouvernement, mais sous la responsabilité officielle qui le couvre, s'il est vraiment l'homme de sa haute fonction, qui pourrait donc le dépouiller de sa responsabilité morale, réelle et personnelle ? Un sénateur dont beaucoup d'entre nous ont pu apprécier la haute valeur et qui connaissait fort bien les affaires d'Algérie, M. Casimir Fournier, disait excellemment :

« Je comprends que la responsabilité est désirable, mais la Constitution s'oppose à ce qu'on puisse l'établir. On demande que le gouverneur général soit responsable parce qu'il a un pouvoir propre. Mais, en France et aux colonies, il existe un grand nombre de fonctionnaires qui ont un pouvoir propre et qui ne sont pas pour cela responsables... Il faut que les députés puissent redresser, en les signalant, les mesures et les pratiques défectueuses qui existent dans l'administration algérienne. Mais c'est aux ministres qu'il appartient d'accepter la responsabilité et de l'organiser. Toute responsabilité n'aboutit pas à la chute du Cabinet qui la supporte. L'ordre du jour qui intervient peut blâmer individuellement le gouverneur général et le séparer complètement du ministre responsable. N'est-il donc jamais arrivé qu'un ministre se soit trouvé forcé de se séparer d'un fonctionnaire dont les actes étaient absolument blâmés par les Chambres ? La pratique fait qu'on agira de même en Algérie (1). »

Dans cet ordre d'idées, rien n'est plus rassurant et plus instructif que l'exemple qui nous est donné par l'Angleterre. Cette grande éducation de tous les peuples libres n'admet pas que l'autonomie nécessaire d'un Gouvernement colonial soit incompatible avec une organisation sérieuse de la responsabilité parlementaire.

Au-dessus du vice-roi de l'Inde, dont le pouvoir s'étend sur 250 millions d'êtres humains, et il est investi d'attributions bien autrement importantes que celles du gouverneur général de l'Algérie, puisqu'il légifère pour le peuple conquis, le secrétaire d'Etat de l'Inde assume toutes les responsabilités devant le Parlement. C'est un décret de 1858 qui a transmis tous les pouvoirs de l'ancienne Compagnie des Indes à un secrétaire d'Etat, particulièrement chargé du contrôle des dépenses effectuées sur les revenus de l'Inde, dans l'Inde et

(1) Procès-verbaux de la Commission. Séance du 6 janvier 1881.

partout ailleurs », en collaboration avec le Conseil administratif et financier qu'on appelle Conseil de l'Inde, et dont il a la nomination. Comme en matière de finances, le secrétaire d'Etat pour l'Inde délègue au vice-roi, sous sa responsabilité, des attributions considérables. Nos marins ont, en effet, tiré de leurs longues et nombreuses expériences coloniales la conclusion qu'il faut laisser beaucoup d'indépendance administrative aux pouvoirs locaux. A ceux-ci la libre initiative, au pouvoir métropolitain le contrôle. Cette distinction, que nous ne devrions jamais perdre de vue, a été formulée avec une sûre précision par un des plus grands philosophes de l'Angleterre, M. John Stuart Mill, qui avait de bonnes raisons pour bien connaître le Gouvernement de l'Inde :

« Le Gouvernement exécutif de l'Inde est et pouvait être dans l'Inde. La fonction principale du Gouvernement métropolitain ne consiste pas à diriger les détails de l'administration, mais à examiner avec soin les actes déjà accomplis du Gouvernement de l'Inde, à indiquer les principes, à donner des instructions générales ayant pour but de guider la conduite de ce Gouvernement, à accorder ou à refuser sa sanction aux mesures politiques importantes qui doivent être soumises à son approbation. »

Le gouverneur général de l'Algérie est assisté de deux Conseils ou Comités consultatifs, dont le fonctionnement est connu. L'attribution principale du Conseil supérieur est la préparation du budget de l'Algérie. Son importance va se trouver accrue, dans le système que nous soumettons à l'approbation du Sénat, de tout ce que la suppression des rattachements restituera au Gouvernement général d'initiative budgétaire. Mais là doit se borner son ambition. Le Conseil supérieur doit demeurer une assemblée autrement consultative. Un rapport spécial indiquera les améliorations qu'il serait désirable d'y introduire, en ce qui concerne notamment la représentation des indigènes. Mais des considérations de l'ordre le plus élevé s'opposent à ce que l'institution se développe dans le sens effectif, comme on le demande en Algérie.

Ce n'est pas le danger des séparations lointaines, toujours contenues dans l'institution d'un Parlement colonial, si modeste qu'il se fasse à ses débuts, que nous redoutons. Il n'existe pas, nous l'avons déjà dit, il ne saurait exister, de longtemps, d'éléments séparatistes en Algérie. C'est l'autorité propre, l'indépendance dont le gouverneur général a besoin vis-à-vis des éléments divers dont se compose notre grande colonie, que nous voulons sauvegarder.

Ni le savoir, ni le talent ne font défaut dans les Conseils élus de l'Algérie. Dans le Conseil supérieur, comme dans les Conseils généraux, les intérêts locaux trouvent des défenseurs vigoureux et convaincus. Mais, visiblement, le point de vue d'ensemble, l'idée supérieure et générale, ce qu'on appelle l'esprit public, ne se dégage pas de ces efforts particuliers. On ne peut attendre autre chose d'une population française aussi peu nombreuse, aux prises avec des difficultés si diverses et si pressantes. C'est le Gouvernement général, avec les hauts fonctionnaires et les conseillers qui l'assistent et qui l'éclairent, qui représentent l'esprit d'ensemble, qui, seuls, peuvent interposer un arbitrage impartial dans le tumulte des intérêts. Mais ce n'est là que le moindre côté des choses. L'Algérie est nécessairement livrée au conflit de deux races rivales, l'européenne et l'indigène; le gouverneur général est la seule force organisée qui puisse maintenir entre elles un juste équilibre.

Ce sont là, peut-on dire, les deux grands *so/s* qui se partagent l'Algérie. Au-dessous est la multitude des petits *so/s* qui divisent les tribus, les douars, et à leur exemple les villes françaises et les moindres villages. Toute la politique dans le maniement des indigènes consiste à ne jamais livrer un *so/s* à l'autre. Tel doit être aussi le devoir du gouverneur général. Responsable de la paix publique, gardien de l'ordre et de la justice, il est le défenseur naturel du peuple indigène contre les convoitises ardentes autant que naïves qui l'entourent et qui l'assiègent.



Il était intéressant d'observer, à trente années de la conquête, l'état d'esprit du colon européen vis-à-vis du peuple conquis. Nous l'avons regardé de près, étudié dans ses manifestations publiques et particulières. Nous l'avons trouvé très limité. Ce n'est pas assurément une disposition mentale qui permette de faire du colon l'arbitre, si peu que ce soit, du sort des indigènes. Des vertus, il en a beaucoup : il a toutes celles du travailleur et du patriote. Mais il n'a pas ce qu'on peut appeler la vertu du vainqueur, l'équité de l'esprit et du cœur, et ce sentiment du droit des faibles qui n'est nullement incompatible avec la fermeté du commandement. Il est difficile de faire entendre au colon européen qu'il existe d'autres droits que les siens en pays arabe, et que l'indigène n'est pas une race taillable et corvéable à merci. Je ne crois pas que le colon opprime l'indigène, au sens grossier du mot, qu'il le violente et le maltraite. On l'a dit parfois, mais on a sans doute généralisé des faits exceptionnels, car dans la longue liste des griefs que par la parole ou par l'écrit, dans des entretiens soigneusement préservés contre toute pression du dehors, les Arabes des trois provinces, très exactement informés de la mission bienveillante que le Sénat nous a donnée, ont déroulés devant nous, celui-là n'est nulle part mentionné. L'Arabe n'est pas un esclave qu'on mène par le bâton. L'Européen, qui ne peut se passer de sa main-d'œuvre, la paye au prix débattu. Mais si la violence n'est pas dans les actes, elle est dans le langage et dans les sentiments. On sent qu'il gronde encore, au fond des cœurs, un flot mal apaisé de rancune, de dédain et de crainte. Bien rares sont les colons pénétrés de la mission éducatrice et civilisatrice qui appartient à la race supérieure; plus rares encore sont ceux qui croient à une amélioration possible de la race vaincue. Ils la proclament à l'envi incorrigible et non éduicable, sans avoir jamais rien tenté cependant, depuis trente années, pour l'arracher à sa misère morale et intellectuelle. Le cri d'indignation universelle qui a accueilli, d'un bout à l'autre de la colonie, les projets d'écoles indigènes que le Parlement français a pris à cœur, est un curieux témoignage de cet état d'opinion. Ici encore on cherche l'esprit public, le point de vue d'ensemble. Les colons n'ont pas de vues générales sur la conduite à tenir avec les indigènes. Ils ne comprennent guère, vis-à-vis de ces 3 millions d'hommes, d'autre politique que la compression. On ne songe pas sans doute à les détruire; on se défend même de vouloir les refouler, mais on ne se soucie ni de leurs plaintes ni de leur nombre, qui semble s'accroître avec leur pauvreté. On a le sentiment d'un péril possible, mais on ne prend aucune mesure pour le conjurer.

Votre commission conçoit, d'une façon plus large et plus haute, les devoirs qu'a imposés à notre race la conquête de l'Algérie. Elle ne se fait aucune illusion sur les vertus du peuple conquis, mais elle constate qu'il est résigné, docile et pauvre, et elle ne le croit pas irréconciliable. Avec les années, le souvenir des luttes sanglantes s'effacerait : ce qui le perpétue, ce sont les mesures économiques injustes ou mal conçues, les rigueurs du régime forestier, l'expropriation du sol natal, les séquestres qui ne se liquident pas, l'exploitation des douars indigènes par les communes de plein exercice, le poids incessamment accru des impôts et l'arbitraire dans la perception. Le peuple arabe ne nous demande pas de l'associer à nos libertés politiques. Les musulmans n'ont pas notion du mandat politique, de l'autorité contractuelle et limitée; ils n'entendent rien au régime représentatif, ni à la séparation des pouvoirs, mais ils ont, au plus haut degré, l'instinct, le besoin, l'idéal du pouvoir fort et du pouvoir juste. A leurs yeux, la France est la force, il faut surtout désormais qu'elle soit la justice. Mais pour cette tâche, que lui commandent à la fois la politique et le sentiment, le devoir et la prévoyance, la métropole ne peut s'en rapporter qu'à elle-même, à ses délégués immédiats et responsables. C'est la raison décisive pour laquelle il importe, selon nous, de placer le gouverneur général de l'Algérie au-dessus des influences locales et de l'action des corps élus.

Les conclusions de ce rapport se résument dans les dispositions suivantes que nous demandons au gouvernement de s'approprier dans la forme des décrets :



### Projet de décret.

Article premier. — Le gouverneur général civil de l'Algérie est nommé par décret du Président de la République, rendu en conseil des ministres, sur la proposition du ministre de l'intérieur.

Art. 2. — Le gouvernement et la haute administration de l'Algérie sont centralisés à Alger sous son autorité. Tous les services civils sont placés sous sa direction.

Art. 3. — Néanmoins, les services de la justice, des cultes non musulmans et de l'instruction publique demeurent, en conformité des lois, décrets et règlements actuellement en vigueur, sous l'autorité directe des ministres compétents.

Les ministres de la justice, de l'instruction publique et des cultes sont tenus, pour toutes les nominations émanant d'eux, de prendre l'avis préalable du gouverneur général.

Le procureur général près la Cour d'appel d'Alger fait, chaque mois, un rapport au gouverneur général et lui remet le double des rapports généraux adressés au garde des sceaux.

Art. 4. — Le gouverneur général rend compte de ses actes au ministre de l'intérieur, qui peut, selon les cas, les annuler ou les réformer.

Art. 5. — Les actes de haute administration ou de gouvernement, qui exigent l'intervention du Président de la République et qui touchent aux services placés par l'article 2 ci-dessus sous la direction du gouverneur général, sont présentés à la signature du Président de la République et contresignés par le ministre de l'intérieur.

Art. 6. — Le gouverneur général représente le gouvernement de la République dans toute l'étendue du territoire algérien. Il a le droit de préséance sur tous les fonctionnaires civils et militaires.

Le gouverneur général a sous sa direction les généraux de division chargés de l'administration des territoires de commandement.

Le général commandant le 19<sup>e</sup> corps d'armée et le contre-amiral commandant la marine en Algérie relèvent directement, au même titre que les autres commandants de corps d'armée et les autres commandants de la marine, des ministres de la guerre et de la marine.

Le gouverneur général prend, d'accord avec eux, les mesures que nécessite la sûreté intérieure ou extérieure de l'Algérie.

En cas de dissentiment, il agit par voie de réquisition.

Art. 7. — Toutes les nominations réservées aux préfets des départements algériens par le décret du 27 octobre 1858 et l'arrêté du gouverneur général du 31 décembre 1873, sont soumises à l'approbation préalable du gouverneur général.

Le gouverneur général nomme directement à tous les emplois auxquels il est actuellement chargé de pourvoir en vertu de délégations ministérielles.

Il nomme et révoque les gardes forestiers, domaniaux, départementaux et communaux.

Les préfets et sous préfets sont nommés par le Président de la République sur la présentation du ministre de l'intérieur et après avis préalable du gouverneur général.

Art. 8. — Le budget général de l'Algérie est préparé par le gouverneur général, après avis du conseil supérieur.

Il est adressé au ministre de l'intérieur qui le soumet au conseil des ministres.

Les crédits ouverts par le Parlement au budget général de l'Algérie et aux budgets départementaux sont mis à la disposition du gouverneur général, qui peut ou les ordonnancer directement, ou en assigner une partie aux ordonnateurs secondaires.

L'état de ces ordonnances est adressé au ministre des finances.

Art. 9. — Les décrets du 18 décembre 1874, du 30 juin 1876, du 26 août 1881 et du 11 mars 1881 sont abrogés.

### La nationalité des individus nés en France d'une mère étrangère qui elle-même y est née.

Voici l'exposé des motifs du projet de loi portant modification de l'article 8, paragraphe 3, du Code civil (1), présenté, au nom de M. Carnot, Président de la République française, par M. Ricard, Garde des Sceaux, Ministre de la justice et des cultes :

Messieurs,

La loi du 7 février 1851 déclarait Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y était né. On avait alors considéré que la naissance de deux générations successives sur notre territoire n'était pas en général un résultat accidentel, et constituait une présomption suffisante d'établissement durable en France. Cette disposition légale s'appliquait incontestablement à l'enfant né en France d'un père étranger qui lui-même y était né ; mais, en outre, les commentateurs les plus autorisés enseignaient qu'elle s'appliquait également à celui dont la mère seule était née sur notre sol. Cette interprétation, fondée sur les termes généraux de la loi, n'avait soulevé aucune controverse en théorie, et n'avait jamais été mise en discussion devant les tribunaux. Elle était favorable à ceux qui voulaient conserver notre nationalité, et elle ne pouvait nuire à ceux qui désiraient s'en affranchir. A ceux-là, en effet, l'article premier de la loi du 7 février 1851 réservait le droit de réclamer la qualité d'étranger au moyen d'une déclaration faite dans l'année de leur majorité.

La loi du 26 juin 1889 a modifié profondément la législation antérieure sur ce point particulier. Elle a maintenu l'effet attaché à la double naissance sur le sol français, mais en l'aggravant, car elle a aboli la faculté de répudiation. Désormais, la qualité de Français résulte irrévocablement du fait que deux générations successives sont nées en France, et contre cette disposition impérative aucune déclaration contraire ne saurait prévaloir.

Dès lors, on s'est demandé si l'interprétation très large donnée à la loi du 7 février 1851 devait s'appliquer aussi à la loi du 26 juin 1889, et s'il suffisait encore, pour assurer la qualité de Français à l'enfant né en France, que l'un ou l'autre de ses parents y fût également né. En doctrine, la solution de cette question ne pouvait être douteuse : le texte nouveau était, en effet, identique au texte ancien et visait comme ce dernier tout individu né en France d'un étranger. C'est pourquoi les auteurs ont estimé que les mots « d'un étranger » s'appliquaient à la mère aussi bien qu'au père, en vertu de la règle : *Genus masculinum complectitur et feminum*.

Enfin, l'autorité judiciaire a été récemment appelée à résoudre pour la première fois la difficulté, et le tribunal de la Seine (jugement du 7 février 1891), la Cour de Paris (arrêt du 2 juin 1891) et la Cour de cassation (arrêt du 7 décembre 1891. — Dall. 91-2-235 et 92-1-87 ; — Pand. Franc. 91-1-129), ont été unanimes pour décider que l'enfant né en France d'une mère étrangère qui elle-même y est née devait être considéré comme Français.

Cette décision a été rendue, il est vrai, à l'occasion d'un litige né sous l'empire de la loi du 7 février 1851. Mais à raison de la conformité parfaite des deux textes, elle conserve sous le régime de la loi nouvelle toute son autorité.

L'interprétation aujourd'hui consacrée par l'accord de la doctrine et de la jurisprudence est à l'abri de toute critique, et il serait sans doute téméraire de penser qu'elle pourra être abandonnée par les auteurs ou reniée par les tribunaux. Mais la disposition qui l'autorise a soulevé de nombreuses réclamations de la part des nations étrangères, qui déjà, pendant l'élaboration de la loi du 26 juin 1889, avaient protesté contre la suppression de la faculté d'option en faveur de la nationalité d'origine. Elles ont fait ressortir, à diverses reprises, les résultats très rigoureux de la législation nouvelle, qui déclare Français, d'une manière définitive et sans retour possible, l'enfant né en France

(1) V. cet article, tel qu'il a été modifié par la loi du 26 juin 1889, dans les *Archives*, 1889. III, p. 85.

d'un étranger qui lui-même y est né, et elles ont insisté pour l'abandon d'une interprétation dont les conséquences étaient plus rigoureuses encore. Or, l'administration supérieure ne pouvait répudier une théorie consacrée par les tribunaux, juges souverains en matière de nationalité.

D'autre part, il n'était pas possible de recourir à des arrangements diplomatiques qui eussent été impuissants à tenir en échec notre loi nationale et pour mettre fin à des difficultés incessantes, qui menaçaient de provoquer contre nos nationaux établis à l'étranger des mesures de rétorsion ; il nous a paru utile de provoquer une modification de la loi du 26 juin 1889. C'est l'objet de la proposition que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article unique du projet limite l'application du principe de la double naissance au cas où l'individu est né en France d'un père étranger qui lui-même y est né. Cette disposition nouvelle s'harmonise mieux avec la règle générale qui accorde à la nationalité du père une influence prépondérante sur la nationalité de l'enfant. Dans l'état actuel de la loi, une femme française, en contractant mariage avec un étranger, suit la nationalité de son mari, sauf l'exception prévue par l'article 19 du Code civil, et cependant le fait seul de sa naissance sur notre territoire a pour effet de transmettre à ses enfants sa nationalité d'origine qu'elle a perdue à l'exclusion nécessaire de la nationalité de leur père. Le texte nouveau fait disparaître ce résultat que la logique condamne.

Toutefois, il convenait de faire une exception à l'égard de l'enfant qui doit suivre la nationalité de sa mère, aux termes du paragraphe 2, n° 1 de l'article 8 du Code civil, c'est le cas de l'enfant naturel reconnu en premier lieu par sa mère, ou reconnu par elle seule. Dans cette hypothèse, si la mère est étrangère mais née en France, la naissance de son enfant sur notre sol aura toujours pour effet de conférer à ce dernier notre nationalité (paragraphe de l'article unique).

Enfin, depuis l'arrêt du 7 décembre 1891, un certain nombre d'individus qui avaient décliné la qualité de Français dans l'année de leur majorité, parce qu'ils étaient fils d'un père étranger né hors de France (art. 8, 4<sup>e</sup>), ont vu leurs déclarations rejetées par le motif que leur mère, le plus souvent d'origine française, mais devenue étrangère par son mariage, était née en France.

D'autre part, un bien plus grand nombre d'individus ont cru devoir solliciter, dans une situation identique, le bienfait de la naturalisation. Il leur a été répondu que leurs demandes, à cet égard, étaient sans objet, et ils ont été reconnus Français, sans retards et sans frais, par la seule vertu de la loi. Si vous estimez qu'il convient de modifier la législation existante, vous jugerez sans doute qu'il est légitime de laisser le bénéfice de la qualité de Français à ceux qui l'ont recherchée et de permettre à ceux qui se sont vu imposer contre leur gré notre nationalité, de la répudier. Tel est le but de la disposition transitoire qui complète le projet.

En conséquence, nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations la proposition de loi dont la teneur suit :

#### PROJET DE LOI

Le Président de la République française,

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des députés par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

#### ARTICLE UNIQUE.

L'article 8, paragraphe 3, du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

Est Français....

3<sup>o</sup> Tout individu né en France d'un père étranger qui lui-même y est né.

Tout enfant naturel né en France d'une mère étrangère qui elle-même y est

née, dans les cas où aux termes du paragraphe premier du présent article il devrait suivre la nationalité de sa mère.

*Disposition transitoire.*

Les individus nés en France d'une mère étrangère qui elle-même y est née, et qui ont été déclarés Français en dehors du cas prévu par le paragraphe 2 de l'article précédent, pourront, dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, réclamer la qualité d'étranger par une déclaration faite devant le juge de paix de leur domicile et enregistrée au ministère de la justice.

Fait à Paris, le 12 novembre 1892.

*Le Président de la République française,*  
CARNOT.

Par le Président de la République :

*Le Garde des sceaux,*  
*Ministre de la justice et des cultes,*  
L. RICARD.

---

**Projet de loi portant modification de l'article 9 du Code civil relativement aux déclarations effectuées en vue d'acquérir la nationalité française.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Messieurs,

La loi du 26 juin 1889 sur la nationalité, tout en apportant de profondes modifications aux lois antérieures, a laissé subsister comme mode d'acquisition de la nationalité française, à côté de la naturalisation par décret, une naturalisation de faveur, s'opérant au moyen d'une déclaration de l'intéressé, déclaration que l'autorité publique ne peut se refuser à recevoir. La loi autorise notamment une semblable déclaration de la part : 1<sup>o</sup> des individus nés en France d'un étranger et qui n'y sont pas domiciliés à l'époque de leur majorité (art. 9 du Code civil, § 1) ; 2<sup>o</sup> des individus nés en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français (art. 10 du Code civil).

Sous l'empire de la législation ancienne, la pratique de ce système avait fait apparaître certains inconvénients ; aussi le législateur de 1889 a-t-il pris une mesure destinée, dans sa pensée, à les faire disparaître ou du moins à les atténuer. Il a prescrit l'enregistrement au Ministère de la justice des déclarations effectuées en conformité de l'article 9 du Code civil. Cette prescription devait avoir pour résultat d'écarter les déclarations mal fondées, et dont la réception n'avait d'autre effet que d'induire les déclarants en erreur sur leur nationalité véritable ; elle devait assurer, en outre, la centralisation des déclarations, jusqu'alors disséminées dans toutes les communes de France, et dont nul, en dehors de l'intéressé et d'un cercle de personnes très restreint, ne pouvait avoir connaissance.

Mais ces avantages ne peuvent être acquis qu'au prix d'une exactitude très grande dans l'enregistrement des déclarations ; s'il en est qui échappent à cette formalité, les inconvénients que la loi du 26 juin 1889 a voulu éviter ne manqueront pas de reparaitre, et avec eux l'incertitude sur la nationalité des déclarants, l'ignorance même des déclarations. Or, le meilleur moyen d'assurer l'observation stricte d'une formalité, c'est d'en faire une formalité substantielle dont l'inaccomplissement vicie irrémédiablement l'acte même qu'elle est appelée à solenniser.

Telle paraît bien avoir été la pensée du législateur, lorsqu'il a prescrit impérativement dans la loi du 26 juin 1889 l'enregistrement des déclarations. Cependant la jurisprudence en a jugé autrement ; elle semble avoir pensé



qu'il s'agissait d'une formalité purement administrative, dont l'absence ne devait point porter atteinte à l'exercice d'un droit conféré par la loi. Mais n'en est-il pas ainsi dans un grand nombre d'actes de la vie civile, dont la validité dépend de l'accomplissement d'une formalité qu'il n'est pas toujours au pouvoir de l'intéressé de remplir seul ? Aussi venons-nous vous demander de faire clairement apparaître, par une modification au texte de l'article 9, que l'enregistrement constitue une formalité substantielle pour la validité de la déclaration prévue soit par ce même article, soit par l'article 10. Ainsi complétée, la disposition édictée par la loi du 26 juin 1889 atteindra pleinement le but qu'elle s'est proposé.

L'article 9 modifié prescrirait l'enregistrement de la déclaration, qui sera au ministère de la justice, à peine de nullité.

D'autre part, et malgré ce correctif, l'expérience a démontré que le système des déclarations de nationalité pourrait encore présenter certains dangers d'une nature assez grave. Une jurisprudence, désormais incontestée, étend chaque jour le domaine d'application de ce mode particulier de naturalisation ; depuis l'arrêt rendu par la Cour de cassation, le 7 décembre 1883, on doit considérer comme nés d'un ex-Français, et comme tels en droit d'acquérir la nationalité française au moyen d'une simple déclaration, les individus nés par exemple d'un Belge, d'un Italien, etc., lequel a été Français pendant les périodes de la Révolution et du premier Empire et a perdu cette qualité à la suite des événements de 1814. Il en est de même de quiconque est né, même en pays étranger, d'un étranger auquel les modifications territoriales de la France ont fait perdre la qualité de Français.

En outre, la loi du 26 juin 1889 (art. 10 du Code civil modifié), mettant fin dans le sens le plus libéral à une controverse qui s'était élevée sous l'empire de l'ancienne législation, a décidé que l'individu né d'une ex-Française, pourrait, au même titre que l'individu né d'un ex-Français, acquérir la nationalité française au moyen d'une simple déclaration.

On conçoit qu'avec ces extensions les inconvénients auxquels nous faisons allusion peuvent offrir une gravité particulière. La naturalisation, acquise de plein droit aux étrangers qui réunissent les conditions légales, est plus simple, plus rapide que la naturalisation par décret ; mais elle a le défaut d'être à la portée de tous ces étrangers, sans qu'on puisse opérer parmi eux une sélection que les circonstances rendraient parfois nécessaire.

On a pu voir des individus auxquels leur moralité douteuse aurait fait certainement refuser la naturalisation, ou dont la conduite avait rendu l'expulsion nécessaire, ou même qui avaient porté les armes contre la France, souscrire des déclarations de nationalité validées par les tribunaux et qui, au cas d'expulsion, frappaient d'inefficacité la mesure prise contre eux.

Il ne faut d'ailleurs pas oublier que ni les liens qui rattachent dans une certaine mesure ces étrangers à la France, ni même leur réclamation de la qualité de Français que peuvent avoir dictée des motifs d'intérêt purement pécuniaire et personnel, ne sont une garantie irrécusable de leurs sentiments à l'égard de la patrie française. Dès lors, tout en respectant d'une manière absolue, en principe, le système des déclarations, n'y aurait-il pas lieu d'armer l'Etat contre l'intrusion d'individus dont les mauvais antécédents sont connus et qui ne peuvent être qu'un danger permanent pour la nation dont ils font partie ? S'il convient de faciliter l'acquisition de la nationalité française, ainsi que l'a voulu la loi du 26 juin 1889, le Gouvernement ne doit-il pas pouvoir toujours, quel que soit le mode d'acquisition, s'opposer à la naturalisation des étrangers qui se sont signalés à lui par des actes répréhensibles ? Nous venons vous demander d'autoriser le Gouvernement à refuser l'enregistrement de la déclaration, lorsque, en raison des antécédents connus du déclarant, la naturalisation paraîtra devoir être préjudiciable aux intérêts français.

D'ailleurs, il nous a semblé qu'il y avait avantage à ne pas laisser au Gouvernement seul le soin d'apprécier si les circonstances sont assez graves

pour motiver le refus de l'enregistrement ; nous vous proposons donc de décider que le Gouvernement devra prendre l'avis du Conseil d'Etat, lorsqu'il pensera ne pas devoir accueillir la déclaration. La nécessité même de saisir cette haute assemblée et les observations qu'elle pourra formuler constitueront des garanties précieuses pour les intéressés.

Nous vous rappellerons qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 3 décembre 1849, le Conseil d'Etat se trouve déjà investi d'une mission analogue ; le retrait de l'autorisation de domicile accordée à un étranger peut être prononcé après avis du Conseil d'Etat.

La disposition que nous vous proposons d'ajouter à l'article 9 serait ainsi conçue : l'enregistrement pourra être refusé, le Conseil d'Etat entendu. Elle s'appliquerait également, par voie de conséquence, à l'article 10, qui se réfère, pour les conditions dans lesquelles doit être souscrite la déclaration qu'il prévoit, aux conditions mêmes fixées par l'article 9.

L'acquisition de la nationalité, dans ces divers cas, n'en conservera pas moins son caractère ; elle demeurera une naturalisation de plein droit, résultant de la seule réalisation des conditions légales ; seulement, dans certains cas, le Gouvernement pourra s'opposer à ce que cette naturalisation s'effectue.

Telles sont, messieurs, les considérations qui nous ont paru rendre nécessaire une modification au texte de l'article 9 du Code civil et de nature à justifier pleinement les dispositions que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Le Président de la République française,

Décrète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Garde des sceaux, Ministre de la justice, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

## PROJET DE LOI

### ARTICLE UNIQUE.

L'article 9 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

Tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile, et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui sera enregistrée au Ministère de la justice, à peine de nullité : l'enregistrement pourra être refusé, le Conseil d'Etat entendu

Fait à Paris, le 4 avril 1892.

Le Président de la République française,

*Signé* : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Garde des Sceaux,

Ministre de la Justice et des Cultes,

*Signé* : L. RICARD.

## RUSSIE

M. de Nélidoff a adressé récemment une note à la Porte au sujet de l'arrière des indemnités que la Russie réclame à cette dernière pour dommages causés pendant la guerre turco-russe. Voici le texte de ce document :

Constantinople, 20 octobre (1<sup>er</sup> novembre 1892).

Monsieur le ministre, Votre Excellence n'ignore pas que le traité turco-russe du 27 janvier (8 février 1879) fixe à 26,750,000 fr. le maximum des indemnités à payer par le gouvernement ottoman aux sujets de la Russie pour pertes subies pendant la dernière guerre. Ces indemnités devaient être

payées au fur et à mesure que l'ambassade russe transmettrait à la Sublime-Porte les comptes vérifiés et approuvés des parties intéressées.

Une commission ayant été nommée dans ce but, le gouvernement russe consentit à réduire à 6,186,543 fr. le total des indemnités réclamées, donnant ainsi, le lendemain de la guerre, une preuve manifeste de ses intentions amicales et conciliantes à l'égard de la Turquie.

Un iradé impérial, qui porte déjà la date de 1881, ordonnait le paiement immédiat de cette somme. Néanmoins, la Sublime-Porte demanda que les paiements fussent espacés sur plusieurs années par annuités de 50 mille livres turques. Le premier paiement eut lieu seulement en 1884. Le second paiement d'une somme égale fut effectué au printemps de 1889, après des armoiements sans fin. Depuis lors, rien, malgré les promesses réitérées du gouvernement ture de payer 100,000 ou 76,000 livres turques, ou encore, un peu plus tard, 125,000 livres turques.

Votre Excellence reconnaitra que les choses ne peuvent durer ainsi indéfiniment. Les intérêts des sujets russes sont en souffrance; leurs demandes deviennent de plus en plus pressantes et l'ambassade impériale est tenue de les soutenir devant la Sublime-Porte avec d'autant plus d'énergie que l'affaire constitue pour cette dernière une obligation absolue et un devoir international à remplir.

D'un autre côté, le gouvernement ottoman ne peut reculer plus longtemps en prétextant l'état précaire de ses finances et la pénurie de ses ressources économiques, car les déclarations semi-officielles de la presse et des voix non moins autorisées concordent pour célébrer hautement « le réveil extraordinaire » des forces économiques de la Turquie. Des entreprises lucratives s'organisent partout sous l'influence de ces déclarations et, qui plus est, des sommes beaucoup plus considérables que celles qui sont dues à la Russie sont dépensées en vue du nouveau matériel de guerre.

Par conséquent, je fais un appel pressant aux sentiments d'équité et de dignité internationale du gouvernement ture, en priant Votre Excellence d'employer tous les moyens à votre disposition pour assurer le prompt et final règlement de la dette qui forme le sujet de cette communication.

NÉLIDOFF.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### Revue des Deux-Mondes.

13 octobre. — *Les Coulisses de la vie politique aux Etats-Unis*, par C. de Varigny. — *La France sous la première Restauration: la renaissance des partis et le ministère du maréchal Soult*, par Henry Houssaye. — *Les lettres de cachet*, d'après des documents inédits, par Fr. Funck-Brentano (étude très curieuse). — *Etudes sur le XVIII<sup>e</sup> siècle: la formation de l'idée du progrès*, par F. Brunetière.

1<sup>er</sup> novembre. — *L'évolution agraire en Prusse au XIX<sup>e</sup> siècle*, par Godefroy Cavaignac. — *L'Union latine et la nouvelle Conférence monétaire: I. L'Union latine*, par Cuheval-Clarigny. — *Edgar Quinet*, par Emile Faguet. — *La théorie d'un positiviste italien sur les foules criminelles*, par G. Valbert. 15. — *La population française*, par A. de Foville. — *Du Havre à la Paz*, par Louis Bastide. — *L'Union latine et la nouvelle Conférence monétaire: II. La Conférence*, par Cuheval-Clarigny. — *La Révolution au Vénézuëla. Andueza Palacio et Joaquín Crespo*, par C. de Varigny.



### Le Droit d'auteur.

15 octobre. — *Le Congrès littéraire et artistique international de Milan.* (Compte-rendu et texte des résolutions de ce Congrès qui s'est tenu du 17 au 24 septembre dernier et qui avait une importance spéciale à raison de la réunion prochaine d'une Conférence diplomatique où sera discutée la question de la révision du Traité signé à Berne en septembre 1886.) — Lettre de M. A. Darras signalant d'importantes décisions judiciaires en matière de propriété littéraire et artistique.

### Revue de droit international et de législation comparée.

1892, V. — *L'Espagne en Afrique*, par M. Torres Campos, professeur à l'Université de Grenade. — *Le referendum et l'initiative en Suisse*, par C. Hilty, professeur à l'Université de Berne. — *Institut de droit international*. Compte-rendu de la session de Genève (septembre 1892), par Ed. Rolin.

### Bulletin de la Société de législation comparée.

1892, VI-VII. — *Etude par M. Revon sur la détermination de la compétence qu'il conviendrait d'accorder à une juridiction internationale.* — Chronique législative : *Chambres portugaises*, par G. Laneyrie; *Chambres françaises*, par P. Vial.

8-9. — *Etude sur le nouveau Code pénal du canton de Neuchâtel*, par M. Leloir (dispositions intéressantes sur les rapports internationaux). — *Etude sur les modifications apportées au régime des brevets d'invention dans l'Empire d'Allemagne* par la loi du 7 avril 1891, par M. G. Huard. — *L'hypothèque maritime en Espagne*, communication de M. G. Revilla. — *Lois ottomanes sur la presse.* — Chronique législative : *Autriche et France.*

10-12. — *Note sur la condition des étrangers d'après la Constitution et les lois de la République mexicaine*, par E. Velasco, ancien ministre du Mexique à Paris. — *Note de M. Typaldo Bassia sur le sursis à l'exécution de la peine dans le droit pénal hellénique.* — Comptes-rendus d'ouvrages.

### Bulletin de statistique et de législation comparée.

Novembre. — *France* : le mouvement des effets de commerce depuis 1857 (d'après les produits du timbre proportionnel; la circulation aurait été de 18 milliards 1/2 en 1857 et de 28 milliards 1/2 en 1891); le mouvement des chèques depuis 1880 (en 1891, il y a eu environ 5,700,000 chèques); la dette publique en capital (elle serait d'un peu plus de 30 milliards d'après les calculs de M. Poincaré, député, rapporteur-général de la Commission du budget); l'amortissement depuis 1882; la Caisse nationale d'épargne en 1891 (grande extension de ses services); les revenus de l'Etat; les octrois en 1891 (le total des perceptions s'est élevé à environ 305 millions); les budgets de la ville de Bordeaux aux <sup>xv<sup>e</sup></sup>, <sup>xvi<sup>e</sup></sup>, <sup>xvii<sup>e</sup></sup>, <sup>xviii<sup>e</sup></sup> et <sup>xix<sup>e</sup></sup> siècles (d'après une grande publication de la municipalité bordelaise). — *Les Caisses d'épargne postales en Europe* (c'est en Angleterre que le chiffre des sommes dues aux déposants est de beaucoup le plus élevé; il dépasse 1,800 millions de francs tandis qu'en France il est d'environ 500 millions). — *Allemagne* : le discours du Trône et le budget de la Prusse; l'impôt sur le revenu en Prusse avant et après la réforme. — *Angleterre* : les budgets du Royaume-Uni. — *Autriche* : le projet de budget pour 1893. — *Espagne* : décret du 25 sept. 1892 sur les droits d'enregistrement. — *Italie* : les taxes communales; la loterie publique (elle rapporte en moyenne 25 millions de francs environ). — *Russie* : les recettes et les dépenses, la dette et la circulation depuis un siècle. — *Etats-Unis* : l'Exposition de Chicago (les fonds engagés dans l'entreprise, non compris les dépenses individuelles des exposants, dépassent 181 millions de francs). — *Japon* : le commerce extérieur.

# TABLE DES MATIÈRES

## PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Pages

1891

Février . .	11	<i>France</i> . M. Waddington à M. Ribot (Affaires de Terre-Neuve) . . . . .	282
Mars . . .	19	<i>Grande-Bretagne</i> . Discussion à la Chambre des Lords au sujet des affaires de Terre-Neuve. . . . .	283
—	22	<i>France</i> . M. Waddington à M. Ribot (mesures prises par le Gouvernement anglais pour l'exécution de l'arbitrage) . . . . .	283
Avril . . .	23	<i>Grande-Bretagne</i> . Memorandum des délégués de Terre-Neuve. . . . .	290
—	27	Discussion des affaires de Terre-Neuve à la Chambre des Lords . . . . .	299
Mai . . . .	4	Discours de lord Salisbury sur la question de Terre-Neuve . . . . .	302
—	8	Lettre aux délégués de Terre-Neuve. . . . .	310
—	11	Discours de lord Salisbury sur la question de Terre-Neuve . . . . .	303
—	26	<i>Terre-Neuve</i> . Loi pour assurer l'exécution des engagements avec la France au sujet des pêcheries . . .	308
—	28	<i>France</i> . M. Waddington à lord Salisbury. . . . .	310
—	30	M. Waddington à M. Ribot (résolution votée par la Chambre des communes au sujet de la question de Terre-Neuve) . . . . .	311
Juillet . .	31	<i>Etat du Congo</i> . Arrêté relatif à la liquidation des successions d'étrangers . . . . .	192
Décembre .	10	<i>France — Mexique</i> . Convention pour l'échange des colis postaux . . . . .	5
—	17	<i>Grande-Bretagne — Monaco</i> . Traité d'extradition. . .	13
—	29	<i>Etats-Unis — France</i> . Notes au sujet des relations commerciales (correspondance allant jusqu'au 12 avril 1892). . . . .	253

1892

Janvier . .	3	<i>France</i> . M. Rouvier, ministre de France à Buenos-Ayres, à M. Ribot (négociations commerciales allant jusqu'au 4 septembre). . . . .	108
—	5	Le ministre de France au Brésil à M. Ribot (correspondance commerciale allant jusqu'au 4 août). . .	133
—	22	<i>Suisse</i> . Loi fédérale sur l'extradition aux Etats étrangers. . . . .	151
—	30	<i>France</i> . M. Ribot au ministre de France à Bucarest (négociations commerciales). . . . .	68

		Pages
—	M. Ribot à l'ambassadeur de France à Constantinople (négociations commerciales). . . . .	106
Février. . .	1 France. L'ambassadeur de la République à Madrid, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères (négociations commerciales). . . . .	19
—	4 M. Ribot au ministre de France à Montevideo (correspondance commerciale allant jusqu'au 9 juillet). . . . .	275
—	5 Roumanie. M. Kretzulesco à M. Ribot . . . . .	69
—	14 France. M. Ribot au chargé d'affaires de France en Bolivie (négociations commerciales). . . . .	129
—	16 France — Grèce. (Négociations commerciales allant jusqu'au 1 <sup>er</sup> septembre). . . . .	58
—	17 France. M. Ribot au ministre de France au Monténégro (négociations commerciales). . . . .	65
Mars. . . .	4 Etat du Congo. Décret établissant des colonies d'enfants indigènes . . . . .	191
—	8 France. M. Ribot au chargé d'affaires de France à Guatémala (correspondance commerciale allant jusqu'au 4 <sup>er</sup> mai). . . . .	263
—	10 M. Ribot au chargé d'affaires de France à Quito (correspondance commerciale allant jusqu'au 17 août). . . . .	247
—	— Etat du Congo. Décret sur l'importation et le trafic des armes à feu. . . . .	189
—	19 France. M. Ribot au ministre de France à l'Assomption (correspondance commerciale allant jusqu'au 15 septembre). . . . .	266
—	29 Etat du Congo. Décret établissant un service de résidents. . . . .	191
Avril. . . .	9 Décret établissant des droits d'entrée. . . . .	194
—	14 France. M. Ribot au chargé d'affaires de Roumanie. . . . .	70
Mai . . . .	5 Le chargé d'affaires de France à Lima à M. Ribot (négociations commerciales). . . . .	271
—	12 Espagne — France. Déclaration relative au service militaire. . . . .	241
—	28 Roumanie. M. Lahovari au ministre de Roumanie à Paris. . . . .	73
—	30 Colombie — France. Convention commerciale. . . . .	149
Juin . . . .	21 Suisse. Message du Conseil fédéral au sujet des relations commerciales avec la France. . . . .	86
—	30 France — Monténégro. Traité de commerce. . . . .	67
Juillet. . .	4 France — Uruguay. Convention de commerce et de navigation . . . . .	280
—	21 France — Paraguay. Convention commerciale et de navigation . . . . .	269
—	22 France. M. Ribot à M. Kretzulesco. . . . .	76
—	23 Serbie. Dénonciation du traité de commerce avec la France . . . . .	78
—	— France — Suisse. Arrangement commercial (non ratifié) . . . . .	96
—	— Règlement relatif au pays de Gex (non ratifié). . . . .	101
—	— Convention littéraire (non ratifiée) . . . . .	103
Août. . . .	19 République Argentine — France. Convention de commerce . . . . .	124
—	24 France. Décret instituant des Tribunaux à Madagascar. . . . .	185



Août. . . .	29	<i>Autriche-Hongrie — France.</i> Déclaration pour la communication des actes de l'état civil. . . . .	12
Septembre.	28	<i>France.</i> Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur d'Espagne à Paris (négociations commerciales). . . . .	57
Octobre . .	15	<i>France.</i> Décret modifiant les conditions d'admission dans les carrières diplomatique et consulaire. . . . .	187
—	30	<i>Etat du Congo.</i> Décret sur l'exploitation du caoutchouc. . . . .	313
Novembre .	1 <sup>er</sup>	<i>Russie.</i> Note à la Turquie au sujet de l'indemnité de guerre. . . . .	352

# TABLE ANALYTIQUE

Des Matières contenues dans les quatre Volumes de l'année 1892

## **AFFAIRES ÉTRANGÈRES.** —

Rapport de la Commission du budget en France, IV, 217.

## **ALGÉRIE.** — Rapport de M. Jules Ferry sur l'organisation et les attributions du gouvernement général, IV, 325.

**ALLEMAGNE.** — I. Traité de commerce et de douane avec la Suisse (10 décembre 1891), II, 260, Tarifs, 263, Protocole final, 285, Message du Conseil fédéral suisse, 317 ; — Note au Portugal au sujet du paiement de la dette (17 juin 1892), III, 227 ; — Traité avec la Grande-Bretagne pour la délimitation des sphères d'influence dans l'Afrique orientale et pour la cession d'Héligoland (1<sup>er</sup> juillet 1890), III, 243 ; — Convention commerciale avec l'Égypte (19 juillet 1892), III, 248 ; — II. Discours de l'Empereur à la diète de Brandebourg (24 février), I, 361 ; — Discussions parlementaires sur la propriété privée dans la guerre maritime (4 mars), II, 87, sur le projet de loi relatif à l'état de siège en Alsace-Lorraine (3 mars), 88, sur la situation des détenteurs de valeurs portugaises (28 mars), 89 ; — Levée du séquestre portant sur la fortune du Roi de Hanovre, II, 90 ; — Séparation de la chancellerie de l'Empire et de la présidence du Conseil des Ministres de Prusse, II, 90 ; — Circulaires diplomatiques au sujet du prince de Bismarck, III, 209 ; — Renseignements relatifs à la déclaration de la guerre de 1870, IV, 317.

## **ALSACE-LORRAINE.** — Armoiries ; emploi de la langue

française, I, 362 ; — Projet de loi sur l'état de siège en Alsace-Lorraine, discussion parlementaire (3 mars), II, 88 ; — Loi sur la préparation de l'état de siège (30 mai 1892), III, 244.

## **ANNALES DE DROIT COMMERCIAL FRANÇAIS ET ÉTRANGER.** — Sommaires : I, 242 et 378 ; II, 256 ; III, 239.

## **ANNALES DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES.** — I, 378 ; II, 256 ; III, 237 ; IV, 238.

## **ARBITRAGE INTERNATIONAL.** — Traité d'amitié entre le Congo et les États-Unis (24 janvier 1891), art. 13, II, 162 ; — Arrangement entre les États-Unis et la Grande-Bretagne pour les pêcheries de la mer de Behring (mention), II, 366.

## **ARCHIVES.** — Organisation au Ministère des Affaires étrangères en France, IV, 227.

## **ARGENTINE (République).** — Négociations commerciales avec la France, IV, 108 ; — Convention de commerce (19 août 1892) non ratifiée, IV, 124.

## **ARMÉNIE, KURDISTAN ET MÉSOPOTAMIE,** par le comte de Cholet (Bibl.), IV, 239.

## **ARMES.** — Importation et trafic en Afrique : règlements de la France, III, 203, de l'État du Congo, IV, 189.

## **AUTRICHE-HONGRIE.** — Traux des délégations (novembre 1891), I, 85 ; — Traité de commerce avec la Belgique (6 décembre 1891), I, 255, Tarifs, 259 ; — Traité de commerce avec la Suisse

(10 décembre 1891), II, 291, Tarifs, 298, Article additionnel, 306, Protocole final, 309, Message du Conseil fédéral suisse, 317 ; — Désignation officielle de la monarchie, III, 241 ; — Déclaration avec la France pour la communication des actes de l'état civil (29 août 1892), IV, 42.

**BELGIQUE.** — I. Convention relative au service militaire avec la France (30 juil. 1891), I, 5 ; — Traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie (6 décembre 1891), I, 255, Tarifs, 259 ; — Convention avec la France sur la correspondance téléphonique (31 août 1891), II, 9 ; — Convention avec la France, pour l'échange de documents (3 août 1891), III, 241 ; — Convention postale avec les Pays-Bas (23 juin 1892, III, 278 ; — II. Rapports commerciaux avec la France, correspondance, I, 157, 270 ; — Rapports de la Belgique avec la France pendant le second Empire, discussion parlementaire, II, 228.

**BISMARCK.** — Circulaires relatives à des appréciations faites par lui, III, 209 ; — Renseignements sur des incidents de la déclaration de guerre de 1870, IV, 317.

**BLOCUS.** — Établissement au Dahomey (15 juin), III, 213.

**BOLIVIE.** — Négociations commerciales avec la France, IV, 129.

**BOSNIE.** — Rapport à la délégation hongroise (23 novembre 1891), I, 94.

**BRÉSIL.** — Félicitations du Chili pour la chute du Président, I, 363 ; — Message, extrait concernant les relations extérieures de la République, III, 241 ; — Négociations commerciales avec la France, IV, 133.

**BREVETS D'INVENTION.** — Compte de gestion du Conseil fédéral suisse pour 1891, III, 491.

**BULGARIE.** — Expulsion d'un Français, correspondance diplo-

matique, I, 25 ; — Clôture de l'incident, I, 362 ; — Note au commissaire impérial ottoman au sujet des intrigues des émigrés bulgares (12 avril 1892), II, 342 ; — ouverture du Sobranié, IV, 209.

**BULLETIN de la Société de Législation comparée.** — Sommaires : I, 378 ; II, 127 ; III, 239 ; IV, 354.

**BULLETIN de Statistique et de Législation comparée.** — Sommaires : I, 380 ; II, 128 ; III, 240 ; IV, 354.

**BUREAU INTERNATIONAL maritime.** — Création de l'Acte de Bruxelles, art. 74 et suivants, II, 145.

**CARRIÈRE CONSULAIRE.** — Conditions d'admission en France, IV, 187.

**CARRIÈRE DIPLOMATIQUE.** — Conditions d'admission en France, IV, 187.

**CHARTES.** — Compagnies coloniales anglaises, II, 67. V. *Colonisation*.

**CHILI.** — Félicitations au Brésil pour la chute du Président, I, 363 ; — Message du Président des États-Unis au sujet du conflit avec le Chili (25 janvier), I, 364 ; invitation au Gouvernement américain d'avoir à rappeler son représentant à Santiago, I, 373 ; — Négociations commerciales avec la France, IV, 141.

**CHINE.** — Circulaire relative aux emprunts contractés à l'étranger par des autorités provinciales, II, 94 ; — Protestation contre le bill d'exclusion voté par le Congrès américain, II, 352.

**COLIS POSTAUX.** — Convention entre un grand nombre d'États (4 juillet 1891), III, 52 ; Règlement de détail, 60 ; — Convention entre la France et le Mexique (10 décembre 1891), IV, 5.

**COLOMBIE.** — Négociations commerciales avec la France, IV, 145.

**COLONIES.** — Organisation des possessions françaises de la côte



occidentale d'Afrique (17 décembre 1891), I, 218; — Règlementation du commerce chinois dans l'Indo-Chine (27 février 1892), I, 221; — Situation générale des Colonies françaises, I, 234; — Régime douanier applicable aux produits importés des colonies françaises, I, 359; — Rattachement des Colonies au Ministère de la marine, II, 100; — Proposition de loi pour la création d'un Ministère des Colonies, II, 101; — Constitution, par la Grande-Bretagne, de la Colonie des îles Falkland (5 mars), II, 103; — Circulaire de M. Jamais au sujet de l'émigration de colons français dans nos colonies (17 août 1892), III, 349.

**COLONISATION.** — Les Compagnies à charte anglaises, dépêche de M. Waddington (1<sup>er</sup> mai 1890), II, 67; — Charte de la *Royal Niger Company*, II, 77; — Charte de la *British South Africa Company*, II, 80; — Acte de protection à la Société allemande de l'Afrique orientale, II, 186; — Charte de la Compagnie allemande de l'Afrique orientale, II, 188; — Charte de la Compagnie allemande de la Nouvelle-Guinée, II, 190; — Charte de la Compagnie belge du Congo, II, 191; — Charte de la Compagnie portugaise du Mozambique, II, 194.

**COMMERCE.** — Loi française autorisant la prorogation de certaines clauses de Traités de commerce (29 décembre 1891), I, 42; Discussion à la Chambre des députés (21 décembre 1891), I, 44; — Convention de la France avec la Suède et la Norvège pour la prorogation partielle des traités de commerce (17 janvier 1892), I, 133; Correspondance y relative, 137; Procès-verbaux de la Conférence qui l'a préparée, 139; — Dénonciation, par la France, des traités de commerce expirant le 1<sup>er</sup> février 1892, I, 153; — Arrangements commerciaux ou maritimes existant en janv. 1891 entre la France et les autres pays, I, 154; — Dénonciation des trai-

tés de commerce de la France avec la Belgique, I, 157; l'Espagne, 158; les Pays-Bas, 160; le Portugal, 160; la Suède et la Norvège, 161; la Suisse, 164 et 165; — Décret autorisant l'application du tarif minimum français aux marchandises originaires de certains pays (30 janvier 1892), I, 161; — Règlementation du commerce chinois dans l'Indo-Chine (27 février 1892), I, 221; — Commerce extérieur de la France en 1892, I, 228; — Discussion, au Parlement italien, sur les traités de commerce (19 janvier 1892), I, 236; — Traité de commerce entre l'Autriche-Hongrie et la Belgique (6 décembre 1891), I, 255; — Application du nouveau tarif douanier français et prorogation de certaines clauses des traités dénoncés, I, 269; II, 15 et 184; IV, 19; — Protocole réglant les droits d'entrée et de sortie dans le Bassin occidental du Congo (8 avril 1892), II, 129; — Traité de commerce entre le Congo et les Etats-Unis (24 janvier 1891), II, 158; — Traités de commerce de la Suisse avec l'Allemagne et avec l'Autriche-Hongrie (10 décembre 1891), II, 260 et 291; Message du Conseil fédéral suisse, II, 317; — Décret français sur les rapports commerciaux avec l'Espagne (27 mai 1892), II, 347; — Décret espagnol sur les relations commerciales avec la France (28 mai 1892), II, 348; — Traités de commerce de la Suisse (tableau), III, 151; — Arrangement commercial franco-suisse (23 juillet 1892) non ratifié, III, 343.

**COMMISSIONS ROGATOIRES.** — Règles suivies en France pour celles qui sont adressées par des Tribunaux étrangers en matière civile, I, 206.

**CONFÉRENCE de Bruxelles.** — Acte général (2 juillet 1890), II, 130; Déclaration relative aux droits d'entrée, 149; — Protocole de l'échange des ratifications (2 janvier 1892), II, 153; — Exposé des motifs soumis au Parlement belge, II, 163; — Correspon-

dance diplomatique entre la Belgique et la France (juillet-décembre 1891), II, 173.

**CONFÉRENCE de Madrid.** — Union de la Propriété industrielle, procès-verbaux (avr. 1890), III, 90 et 281.

**CONFÉRENCE monétaire.** — Circulaire des Etats-Unis, II, 333.

**CONGO (État indépendant du).** — Protocole avec la France et le Portugal pour régler les droits d'entrée et de sortie (8 avril 1892), II, 129; — Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec les Etats-Unis (24 janvier 1891), II, 158; — Discussion au Parlement belge (14 mai 1892), II, 351; — Décret sur l'importation et le trafic des armes à feu (10 mars 1892), IV, 189; — Etablissement de colonies d'enfants indigènes (4 mars 1892), IV, 191; — Création d'un service de résidents (29 mars 1892), IV, 191; — Liquidation des successions d'étrangers (31 juillet 1891), IV, 192; — Décret établissant des droits d'entrée (9 avril 1892), IV, 194; — Décret sur les droits de sortie, IV, 208; — Décret sur l'exploitation du caoutchouc (30 oct. 1892), IV, 313.

**CONGO FRANÇAIS.** — Protocole sur le régime douanier avec le Portugal et l'Etat indépendant (8 avril 1892), II, 362; — Rapport de M. de Brazza, II, 364.

**CONGRÈS de la Paix.** — Session de Berne. Discours de M. Ruchonnet, IV, 232; — Comptendu par M. Fréd. Passy, IV, 233.

**CONSULS.** — Clauses dans le Traité de commerce austro-belge du 6 décembre 1891, I, 237; dans un Traité du 24 janvier 1891 entre le Congo et les Etats-Unis, II, 160.

**CONVENTION de Genève.** — Demande d'extension aux guerres maritimes, II, 117.

**CORRESPONDANT (Le).** — Sommaires : I, 241; II, 126 et 265; IV, 237.

**DAHOMÉY.** — Discussion à la Chambre des députés de France (7 avril 1892), II, 233; — Etablissement du blocus, III, 213.

**DELONCLE, député.** — Discours sur l'application du nouveau régime douanier, question constitutionnelle soulevée (21 décembre 1891), I, 44.

**DESSINS et MODÈLES.** — Dénonciation de la Convention franco-suisse de 1882, I, 164; — Statistique pour 1891 en Suisse, III, 193.

**DOUANES.** — Loi française fixant, pour le 1<sup>er</sup> février 1892, le régime douanier des pays actuellement régis par le Tarif conventionnel (29 décembre 1891), I, 42; — Loi française établissant le Tarif général des douanes (11 janv. 1892), I, 171 et 311; — Décret autorisant l'application du Tarif minimum des douanes aux marchandises originaires de certains pays (30 janvier 1892), I, 167; — Tarifs entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie (6 décembre 1891), I, 259; — Application du nouveau Tarif douanier français, I, 269, 310; — Arrêté appliquant le Tarif général suisse aux produits italiens (12 février), I, 376; — droits d'entrée et de sortie dans la zone occidentale du bassin conventionnel du Congo, Protocole du 8 avril 1892, II, 129; — Etablissement de droits d'entrée au Congo, IV, 194, Règlement de perception, 195.

**DROIT CIVIL.** — Loi fédérale suisse sur les rapports des citoyens établis ou en séjour (23 juin 1891), II, 202; Rapports des étrangers en Suisse, 206; — Projets de lois français sur la nationalité, IV, 348.

**DROIT D'AUTEUR (Le).** — Sommaires : I, 242 et 379; II, 236 et 381; III, 238 et 364; IV, 354.

**ÉCONOMISTE FRANÇAIS.** — Sommaires : I, 243 et 379; II, 128 et 381; III, 239 et 365.

**ÉGYPTÉ.** — Explications de M. Ribot à la Chambre des députés

(26 octobre 1891), I, 97 ; — Discours de lord Salisbury au banquet du lord-maire (9 novembre 1891), I, 116 ; — Remise au khédive de nouvelles lettres de créance par les agents diplomatiques, I, 363 ; — Rapport britannique sur la situation de l'Egypte, II, 107 ; — Convention commerciale avec l'Allemagne (19 juillet 1892), III, 248.

**ÉMIGRATION.** — Développement en Allemagne, II, 227, en Italie, 254 ; — Rapport du Conseil fédéral suisse, III, 163 ; — Circulaire au sujet de l'émigration dans les colonies françaises (17 août 1892), III, 349.

**ÉQUATEUR.** — Négociations commerciales avec la France, IV, 247.

**ESCLAVAGE.** — Acte de la Conférence de Bruxelles (2 juillet 1890), II, 130.

**ESPAGNE.** — Dénonciation du Traité de commerce avec la France, I, 158 ; — Négociations commerciales avec la France, I, 281, et IV, 19 ; — Décret sur les relations commerciales avec la France (28 mai 1892), II, 348 ; — Déclaration avec la France sur le service militaire (12 mai 1892), IV, 241.

**ÉTABLISSEMENT.** — Clauses d'un Traité entre le Congo et les Etats-Unis (24 janvier 1891), II, 159.

**ÉTAT CIVIL.** — Déclaration entre la France et l'Autriche-Hongrie pour la communication des actes (29 août 1892), IV, 12.

**ÉTATS-UNIS.** — Loi interdisant l'immigration de certains étrangers (26 février 1885), I, 37 ; Loi complémentaire (3 mars 1891), I, 38 ; — Message du Président au sujet du conflit avec le Chili (25 janvier 1892), I, 364 ; — Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec le Congo (24 janvier 1891), II, 158 ; — Négociations commerciales avec la France (novembre-décembre 1891), II, 184, et IV, 253 ; — Règlement du con-

flit avec l'Italie au sujet de l'incident de la Nouvelle-Orléans, II, 254 ; Convention d'extradition avec la Grande-Bretagne (12 juillet 1889), II, 257 ; — Protestation du Ministre de Chine contre le bill d'exclusion des Chinois, II, 352 ; — Projet d'une Conférence monétaire, II, 353 ; — Démission de M. Blaine, III, 212.

**ÉTRANGERS.** — Lois aux Etats-Unis interdisant l'immigration de certains étrangers, I, 37 et 38 ; — Question des ouvriers étrangers en France, Discussion parlementaire (21 décembre 1891), I, 76 ; — Rapports de droit civil des étrangers en Suisse, Loi fédérale du 25 juin 1891, art. 32-34, II, 206 ; — Règlementation du séjour des étrangers en France, Rapport d'une Commission parlementaire, II, 249 ; — Acquisition d'immeubles ruraux en Roumanie, Proposition de loi, II, 374 ; — Allemands, Autrichiens et Italiens habitant Paris, III, 350 ; — Liquidation des successions d'étrangers au Congo, IV, 192.

**EUROPE ARMÉE.** — Note sur les effectifs et les dépenses militaires en 1869 et en 1892, IV, 230 ; — La paix en Europe, analyse d'un article de M. Tallichet, II, 123.

**EXPOSITION UNIVERSELLE.** — Décret en ordonnant une à Paris pour 1900 (13 juillet 1892), III, 205 ; — Abandon du projet d'une exposition à Berlin, III, 210.

**EXPULSION.** — D'un Français en Bulgarie, correspondance diplomatique, I, 25 et 362 ; — Expulsion des étrangers, résolutions de l'Institut de droit international, III, 360.

**EXTRADITION.** — I. Traité entre la France et les Etats-Unis (25 mars), mention, II, 102 ; — Convention entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (12 juillet 1889), II, 257 ; — Traité entre la Grande-Bretagne et Monaco (17 décembre 1891), IV, 13 ; — Convention entre le Luxembourg et la Russie



(31 mars 1892), IV, 242. — II. Loi fédérale suisse (22 janvier 1892), IV, 151 ; Statistique des extraditions en Suisse, IV, 183, et Traités actuels de la Suisse, 184 ; — Rapport du Conseil fédéral suisse pour 1891, III, 330 ; — Des délits politiques en matière d'extradition, résolution de l'Institut de droit international, III, 358.

**FRANÇAIS.** — Établis à l'étranger, dénombrement, I, 113.

**FRANCE.** — I. Convention relative au service militaire avec la Belgique (30 juillet 1891), I, 5 ; — Convention avec la Suède et la Norvège pour la prorogation partielle des Traités de commerce et de navigation (17 janvier 1892), I, 135 ; Correspondance relative à cette Convention, 137 ; Procès-verbaux de la Conférence qui l'a préparée, 139 ; — Arrangements commerciaux ou maritimes avec les autres pays, existant en janvier 1891, I, 154 ; — Déclaration avec l'Angleterre sur le service téléphonique (19 novembre 1891), II, 5 ; — Convention avec la Belgique sur la correspondance téléphonique (31 août 1891), II, 9 ; — Protocole avec le Congo et le Portugal pour régler les droits d'entrée et de sortie (8 avril 1892), II, 129 ; — Correspondance diplomatique avec la Belgique au sujet de l'Acte de Bruxelles (juillet-décembre 1891), II, 173 ; Arrangement avec l'Angleterre pour la délimitation des sphères d'influence dans le Haut-Niger (26 juin 1892), III, 224 ; — Convention avec la Belgique pour l'échange de documents (3 août 1891), III, 241 ; — Déclaration avec la Russie au sujet de la succession des marins (20 novembre 1891), III, 276 ; — Arrangement commercial et Convention littéraire avec la Suisse (23 juillet 1892) non ratifiés, III, 343 et 346 ; — Convention avec le Mexique pour l'échange des colis postaux (10 décembre 1891), IV, 5 ; — Déclaration avec l'Autriche-Hongrie pour la communication des actes de l'état civil (29 août

1892), IV, 12 ; — Déclaration avec l'Espagne sur le service militaire (12 mai 1892), IV, 241. — II. Correspondance diplomatique avec la Bulgarie au sujet de l'expulsion d'un Français, I, 25 ; — Correspondance au sujet de la dénonciation des Traités de commerce avec la Belgique, I, 157 ; l'Espagne, 158 ; les Pays-Bas, 160 ; le Portugal, 160 ; la Suède et la Norvège, 161 ; la Suisse, 164 ; — Application du nouveau Tarif douanier et prorogation de certaines clauses des Traités dénoncés, I, 269 ; II, 15 ; IV, 19 et 247. — III. Loi autorisant la prorogation de certaines clauses de Traités de commerce et fixant le régime douanier des pays actuellement régis par le Tarif conventionnel (29 décembre 1891), I, 42 ; Discussion à la Chambre des députés (21 décembre 1891), I, 44 ; — Décret autorisant l'application du Tarif minimum des douanes aux marchandises originaires de certains pays (30 janvier 1892), I, 167 ; — Loi établissant le Tarif général des douanes (11 janvier 1892), I, 171 et 311 ; — Décret relatif à l'organisation des possessions de la côte occidentale d'Afrique (17 décembre 1891), I, 218 ; — Réglementation du commerce chinois dans l'Indo-Chine (27 février 1892), I, 221 ; — Déclaration ministérielle (3 mars), II, 93 ; — Discussion parlementaire sur les rapports avec le Saint-Siège, II, 95 ; — Décret rattachant les colonies au Ministère de la marine (8 mars), II, 100 ; — Décret sur les relations commerciales avec l'Espagne (27 mai 1892), II, 347 ; — Décret relatif à l'introduction des armes et des munitions dans la Guinée (23 juillet 1892), III, 203 ; — Décret ordonnant l'ouverture à Paris, le 5 mai 1900, d'une Exposition universelle (13 juillet 1892), III, 205 ; — Décret instituant des Tribunaux à Madagascar (23 août 1892), IV, 185 ; — Décret sur l'admission dans les carrières diplomatique et con-

sulaire (15 octobre 1892), IV, 187; — Discours du Président de la République pour le centenaire de la réunion de la Savoie (4 septembre), IV, 241; — Discours du Ministre de l'Instruction publique à l'occasion du centenaire de Valmy (20 septembre), IV, 212; — Participation à l'Exposition de Chicago, II, 248; — Dénombrement des Français à l'étranger, I, 113.

**GRANDE-BRETAGNE.** — I. Déclaration avec la France sur le service téléphonique (19 novembre 1891), II, 5; — Convention d'extradition avec les Etats-Unis (12 juillet 1889), II, 257; — Arrangement avec la France pour la délimitation des sphères d'influence dans le Haut-Niger (26 juin 1892), III, 224; — Traité avec l'Allemagne pour la délimitation des sphères d'influence dans l'Afrique orientale et pour la cession d'Héligoland (1<sup>er</sup> juillet 1890), III, 247; — Traité d'extradition avec Monaco (17 décembre 1891), IV, 13. — II. Discours du Trône (9 février), I, 374; Discussion parlementaire, 375; — Constitution de la colonie des îles Falkland (3 mars), II, 103; — Discussion sur un projet de chemin de fer en Afrique (3 mars), II, 103; sur l'arrestation de sujets britanniques en France (14 mars), II, 105; sur l'armée britannique, 107; — Rapport sur la situation de l'Egypte, II, 107; — Message pour la clôture du Parlement, III, 226; — Ouverture du Parlement (8 août), III, 350; Ministère Gladstone, 351.

**GRÈCE.** — Négociations commerciales avec la France, II, 15, et IV, 38.

**GUATEMALA.** — Négociations commerciales avec la France, IV, 263.

**GUERRE.** — Conférence sur les blessures des nouvelles armes de guerre, I, 92.

**GUERRE MARITIME.** — Inviolabilité de la propriété privée, discussion au Reichstag allemand

(4 mars 1892), II, 87; — Demande d'extension de la Convention de Genève, II, 117.

**HÉLIGOLAND.** — Cession par l'Angleterre à l'Allemagne (1<sup>er</sup> juillet 1890), III, 247.

**HERZÉGOVINE.** — Rapport à la délégation hongroise (23 novembre 1891), I, 91.

**HONGRIE.** — Message adressé par le Roi au Parlement (5 janvier 1892), I, 225.

**IMMIGRATION.** — Lois des Etats-Unis l'interdisant pour certains étrangers (1885 et 1891), I, 37 et 38.

**INSTITUT de Droit international.** — Session de Genève (septembre 1892), Résolutions adoptées : Projet d'une Union pour la publication des Traités, III, 356; des délits politiques au point de vue de l'extradition, 358; Admission et expulsion des étrangers, 360; Définition et régime de la mer territoriale, 363.

**ITALIE.** — Déclaration avec la Suisse sur le mariage des ressortissants (11 mars 1892), II, 12; — Règlement d'un conflit avec les Etats-Unis au sujet de l'incident de la Nouvelle-Orléans, II, 255; — Développement de l'émigration, II, 255; — Discours du marquis di Rudini, président du Conseil, sur la situation politique (9 novembre 1891), I, 118; — Discussion parlementaire sur des Traités de commerce (19 janvier 1892), I, 236; — La question monétaire, discussion parlementaire, I, 239; — Discussion sur la nomination d'un ambassadeur à Berlin (14 mars), II, 108; — Renversement du Ministère Rudini, discussion parlementaire (4 et 5 mai), II, 366; Déclaration du nouveau Ministère, 370.

**JARRAS (Général).** — Souvenirs (Bibl.), IV, 239.

**JOURNAL du Droit international privé.** — Sommaires : I, 242; II, 127; III, 238.

**KALNOKY** (Comte). — Exposé sur la politique extérieure présenté à la délégation hongroise (novembre 1891), I, 86.

**LIBÉRIA.** — Lettre du Président au Pape (8 mars 1892), III, 229.

**LUXEMBOURG.** — Convention d'extradition avec la Russie (31 mars 1892), IV, 242.

**MADAGASCAR.** — Discussion parlementaire en France (27 octobre 1891), I, 402; (27 avril 1892), II, 229; — Explications données par M. Ribot sur la juridiction française (4 juin), III, 217; — Décret instituant des Tribunaux français (23 août 1892), IV, 185.

**MAHY** (De). — Discours à la Chambre des députés sur la situation à Madagascar (27 octobre 1891), I, 402; — Discours sur l'occupation de certaines îles par l'Angleterre (4 juin 1892), III, 213.

**MANDATS DE POSTE.** — Arrangement entre un grand nombre d'Etats (4 juillet 1891), III, 67; Règlement de détail, 71.

**MARBOT** (Général de). — Mémoires (Bibl.), I, 244.

**MARIAGE.** — Déclaration italo-suisse (11 mars 1892), II, 12.

**MARINS.** — Déclaration franco-russe au sujet de leur succession (20 novembre 1891), III, 276.

**MAROC.** — Explications au Parlement français (18 janvier 1892), I, 227; — Mission anglaise, analyse d'une correspondance, III, 351.

**MARQUES de fabrique.** — Dénonciation de la Convention franco-suisse de 1882, I, 164; — Protection des marques suisses en Allemagne et réciproquement, II, 117; — Statistique pour 1891 en Suisse, III, 194.

**MÉLINE.** — Discours sur l'application du nouveau régime douanier (21 décembre 1891), I, 53.

**MÉMORIAL DIPLOMATIQUE**  
Sommaires : I, 243 et 379; II, 127 et 381; III, 239 et 365.

**MER TERRITORIALE.** — Règles proposées, III, 363.

**MEXIQUE.** — Convention avec la France pour l'échange des colis postaux (10 décembre 1891), IV, 5.

**MONACO.** — Traité d'extradition avec la Grande-Bretagne (17 décembre 1891), IV, 13.

**MONNAIES.** — Projet d'une Conférence maritime soulevé par les Etats-Unis, II, 353; — Discussion à la Chambre des députés de France sur la question monétaire et l'Union latine (31 mai 1892), II, 357.

**MONTÉNÉGRO.** — Négociations commerciales avec la France, IV, 65.

**NAPOLEON I<sup>er</sup> et la fondation de la République Argentine**, par le marquis de Sassenay (Bibl.), III, 365.

**NATIONALITÉ.** — Rapport sur l'application, en 1891, de la loi française sur la nationalité, I, 214; projets de lois en France, IV, 348; — Option de nationalité en Suisse, III, 150.

**NATURALISATION.** — Application de la loi française en 1891, I, 214; — Rapport du Conseil fédéral suisse, III, 147.

**NAVIGATION.** — Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Belgique (6 décembre 1891), I, 255.

**NORVÈGE.** — Question de la représentation consulaire, II, 109.

**NOUVELLE REVUE** (La). — Sommaires : I, 240.

**UGANDA.** — Missions françaises, discussion à la Chambre des députés (31 mai 1892), II, 356; — Correspondance britannique, III, 225.

**OUVRIERS.** — Situation des ouvriers étrangers en France, discussion parlementaire (21 décembre 1891), I, 76.

**PACIFIQUE A L'ATLANTIQUE** (Du), par Oliv. Ordinaire (Bibl.), III, 366.



**PARAGUAY.** — Négociations commerciales avec la France, IV, 266.

**PAYS-BAS.** — Dénonciation du Traité de commerce avec la France, I, 160 ; — Négociations commerciales avec la France, II, 26 ; Convention postale avec la Belgique (23 juin 1892), III, 278.

**PÊCHERIES.** — V. Terre-Neuve.

**PÉROU.** — Négociations commerciales avec la France, IV, 271.

**PORTUGAL.** — Dénonciation du Traité de commerce avec la France, I, 160 ; — Négociations commerciales avec la France, II, 34 ; — Protocole avec l'Etat du Congo et la France pour régler les droits d'entrée et de sortie (8 avril 1892), II, 129 ; — Discussion sur la dette portugaise au Sénat français (13 juillet), III, 222 ; — Echange de notes avec l'Allemagne au sujet du paiement de la dette (juin 1892), III, 227.

**POSTES.** — V. *Union postale.* — Convention postale entre la Belgique et les Pays-Bas (23 juin 1892), III, 278 ; — Convention pour l'échange des colis postaux entre la France et le Mexique (10 décembre 1891), IV, 5.

**PROCÉDURE.** — V. *Commissions rogatoires.*

**PROPRIÉTÉ Industrielle.** — Dénonciation de la Convention franco-suisse de 1882, I, 164 ; — Procès-verbaux de la Conférence de Madrid (avril 1890), III, 90 et 284 ; — Rapport du Conseil fédéral suisse pour 1891, III, 191.

**PROPRIÉTÉ Industrielle (La).** — Sommaires : I, 379 ; II, 380 ; III, 237 et 364.

**PROPRIÉTÉ Littéraire.** — Dénonciation de la Convention franco-suisse de 1882, I, 164 ; — Convention littéraire entre la France et la Suisse (23 juillet 1892), non ratifiée, III, 346.

**QUESTION MONÉTAIRE.** — Discussion au Sénat italien (26 janvier 1892), I, 239.

**RECRUTEMENT.** — Convention entre la Belgique et la France (30 juillet 1891), I, 5 ; — Déclaration entre l'Espagne et la France (12 mai 1892), IV, 241.

**REVUE Algérienne et Tunisienne.** — Sommaires : I, 242 et 378 ; II, 126 et 380 ; III, 239.

**REVUE des Deux-Mondes.** — Sommaires : I, 240 et 377 ; II, 126, 254 et 380 ; III, 236 et 364 ; IV, 237 et 353.

**REVUE de Droit international et de Législation comparée.** — Sommaires : I, 241 ; II, 236 ; III, 238 et 365, IV, 354.

**REVUE d'Histoire diplomatique.** — Sommaires : I, 378 ; II, 256 ; III, 237 ; IV, 238.

**REVUE Politique et Littéraire.** — Sommaires : I, 241 et 377 ; II, 126, 255 et 380 ; III, 236 et 364 ; IV, 238.

**REVUE pratique de Droit international privé.** — Sommaires : I, 242 et 378 ; II, 127 ; III, 238.

**RIBOT, Ministre des Affaires étrangères.** — Discours au sujet de l'expulsion d'un Français en Bulgarie (23 décembre 1891), I, 32 ; — Discours sur l'application du nouveau régime douanier (21 décembre 1891), I, 62 et 75 ; — Discours sur nos relations avec l'Italie (question des pèlerinages), I, 94 ; sur la situation en Algérie, en Egypte, 96 ; sur la question de l'ambassade près du Saint-Siège, 98 ; sur la situation à Madagascar, 108 ; sur nos rapports avec les Etats-Unis, 111 ; — Discours sur la politique avec le Saint-Siège (3 mars 1892), II, 95 ; — Discours sur la situation à Madagascar (3 avril 1892), II, 229 ; — Discours sur les chemins de fer tunisiens (19 mai), II, 354 ; — Discours sur l'occupation de certaines îles par l'Angleterre (4 juin), III, 215 ; sur la dette portugaise (13 juillet), III, 222.

**ROUMANIE.** — Discours du Trône (7 mars), II, 110 ; — Les

relations commerciales avec l'Allemagne, discussion parlementaire (23 mars), II, 141 ; — Protestation d'étudiants roumains au sujet du traitement auquel la Hongrie soumet ses sujets de race roumaine, II, 144 ; — Proposition relative à l'acquisition d'immeubles ruraux par des étrangers, II, 374 ; — Négociations commerciales avec la France, IV, 68.

**RUDINI** (Marquis di). — Discours sur la situation politique de l'Italie (9 novembre 1891), I, 148 ; — Chute de son Ministère (3 mai 1892), II, 366.

**RUSSIE.** — Mouvement des voyageurs, statistique, I, 133 ; — Déclaration avec la France au sujet de la succession des marins (20 novembre 1891), III, 276 ; — Note au sujet de la situation en Bulgarie (18 août 1892), IV, 229 ; — Note à la Turquie au sujet de l'indemnité de guerre (1<sup>er</sup> nov.), IV, 352 ; — Convention d'extradition avec le Luxembourg (31 mars 1892), IV, 242.

**SAINT-SIÈGE.** — Ambassade française, suppression proposée, discussion parlementaire (26 octobre 1891), I, 98 ; — Encyclique au clergé et aux catholiques de France (16 février 1892), II, 57 ; — Lettre du Pape au sujet de l'Exposition de Chicago (27 février), II, 92 ; — Lettre du Saint-Père aux cardinaux français (3 mai 1892), II, 376 ; — Discussion parlementaire en France sur la politique du Gouvernement avec le Saint-Siège (3 mars), II, 95.

**SALISBURY** (Lord). — Discours au Banquet du Lord-Maire (9 novembre 1891), I, 146.

**SAY** (Léon). — Discours sur l'application du nouveau régime douanier (21 décembre 1891), I, 47.

**SERBIE.** — Renonciation de l'ex-roi Milan à l'indigénat serbe, II, 116 ; — Dénonciation du Traité de commerce avec la France, IV, 78.

**SIAM.** — Réception du Ministre de France (25 juin), III, 229.

**SOUDAN FRANÇAIS.** — Discussion parlementaire (7 avril 1892), II, 233.

**SPIRITUEUX.** — Restriction du trafic en Afrique, Acte de Bruxelles, art. 90 et s., II, 147.

**STENDAHL DIPLOMATE**, par Louis Farges (Bibl.), IV, 239.

**SUÈDE et NORVÈGE.** — Discours du Roi au sujet de l'union des deux pays, I, 133 ; — Dénonciation du Traité de commerce avec la France, I, 164 ; — Convention avec la France pour la prorogation partielle des Traités de commerce et de navigation (17 janvier 1892), I, 135 ; Correspondance relative à cette Convention, 137 ; Procès-verbaux de la Conférence qui l'a préparée, 139.

**SUISSE.** — Dénonciation des Conventions avec la France sur les marques de fabrique, la propriété littéraire et artistique, I, 164 ; — Dénonciation du Traité de commerce avec la France, 165 ; — Déclaration avec l'Italie sur le mariage des ressortissants (11 mars 1892), II, 12 ; — Négociations commerciales avec la France II, 40, et IV, 79 ; — Traités de commerce avec l'Allemagne et avec l'Autriche-Hongrie (10 décembre 1891), II, 260 et 291 ; Message du Conseil fédéral, 347 ; — Les négociations commerciales avec la France, Message (21 juin), III, 233 ; — Arrangement commercial avec la France (23 juillet 1892) non ratifié, III, 343 ; — Convention littéraire, 346 ; — Loi sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour (25 juin 1891), II, 202 ; — Loi sur l'extradition aux Etats étrangers (22 janvier 1892), IV, 151 ; Message du Conseil fédéral, 159 ; — Les fortifications de Saint-Maurice, discussion au Conseil national (18 juin), III, 230 ; — Compte de gestion du Conseil fédéral pour 1891 : *Département des*



- Affaires étrangères* : Relations avec l'étranger, III, 131 ; Représentation de la Suisse à l'étranger, 143 ; Naturalisation, 147 ; Traités de commerce, 151 ; Contestations dans les relations commerciales internationales, 157 ; Emigration, 163 ; Bureau de la propriété intellectuelle, 191 ; — *Département de justice et police*, III, 195 ; Rapports avec l'étranger, 307 ; Etat civil et mariage, 318 ; Extradition, 330 ; Police des étrangers, 337 ; Droit de cité, 339 ; — Discours du Président sur la neutralité, III, 234.
- TALLEYRAND.** — Mémoires, 4<sup>e</sup> vol. (Bibl.), I, 230.
- TÉLÉPHONES.** — Déclaration entre la France et la Grande-Bretagne (19 novembre 1891), II, 5 ; — Convention entre la Belgique et la France (31 août 1891), II, 9.
- TERRE-NEUVE.** — Correspondance diplomatique (février-mai 1891), IV, 282.
- TONKIN.** — Rapport de M. de Lanessan, gouverneur-général (22 janvier 1892), I, 229 ; — Discussion à la Chambre des députés (12 juillet), III, 218.
- TRAITE.** — Acte de la Conférence de Bruxelles (2 juill. 1890), II, 132.
- TRAITE Maritime.** — Acte de la Conférence de Bruxelles (2 juillet 1890), II, 137.
- TRAITÉS.** — Projet d'une Union internationale pour leur publication, III, 356.
- TUNISIE.** — Situation en 1891, I, 228 ; — Les chemins de fer tunisiens, discussion parlementaire (19 mai), II, 333 ; — *La Tunisie française*, par Poiré (Bibl.), III, 366.
- TURQUIE.** — Négociations commerciales avec la France, IV, 106.
- UNION Latine.** — Discussion à la Chambre des députés de France (31 mai 1892), II, 337.
- UNION Postale.** — Convention générale (4 juillet 1891), III, 5 ; Protocole final, 17 ; Règlement de détail, 18 ; — Arrangement pour l'échange des lettres et des boîtes avec valeurs déclarées (4 juillet 1891), 41 ; Règlement de détail, 46 ; — Convention pour l'échange des colis postaux (4 juillet 1891), 52 ; Règlement de détail, 60 ; — Arrangement concernant le service des mandats de poste (4 juillet 1891), 67 ; Règlement de détail, 71 ; — Arrangement concernant le service des recouvrements, 76 ; Règlement de détail, 80 ; — Arrangement concernant les livrets d'identité (4 juillet 1891), 83.
- URUGUAY.** — Négociations commerciales avec la France, IV, 275.
- VENEZUELA.** — Conflit de limites avec la Grande-Bretagne, I, 376.